

SCOT

du Pays d'Ancenis

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Réception en Préfecture le :

Préfecture de la Loire-Atlantique
Arrivé, le

10 MARS 2014

SERVICE DU COURRIER - 7



RAPPORT DE PRESENTATION DIAGNOSTIC TERRITORIAL

SOMMAIRE

1. Structuration territoriale et armature urbaine	7
1.1. Structuration territoriale.....	7
1.1.1. Un territoire structuré en un seul EPCI	7
1.1.2. Un territoire qui profite de sa situation d'interface entre Nantes et Angers	8
1.2. Une structuration urbaine à échelle variée.....	9
1.2.1. Une organisation urbaine à l'échelle de l'aire urbaine nantaise / DTA Estuaire de la Loire	9
1.2.2. Un territoire polarisé par Ancenis et des pôles secondaires.....	10
1.2.2.1. Ancenis – Saint-Géréon : pôle d'équilibre principal.....	12
1.2.2.2. Saint-Mars-la-Jaille et Varades : les deux pôles d'équilibre secondaires « historiques » du territoire.....	14
1.2.2.3. Ligné : pôle de développement périurbain	16
1.2.3. Une logique d'armature urbaine inter-territoriale	17
1.3. Ce qu'il faut retenir	19
2. Le développement démographique.....	20
2.1. Une évolution constante de la population	20
2.1.1. Une accélération de la croissance démographique depuis 1999	20
2.1.2. Une croissance démographique liée à un fort solde migratoire	22
2.1.2.1. Un accroissement démographique soutenu à l'échelle du Pays.....	22
2.1.2.2. ...Mais inégal selon les secteurs.....	22
2.2. Un rajeunissement et un desserrement des ménages	23
2.2.1. Une variation inégale de la population.....	23
2.2.1.1. Selon les tranches d'âge	23
2.2.1.2. Selon les secteurs	23
2.2.2. Un indice jeunesse confirmant l'attractivité du territoire	24
2.2.3. Un desserrement des ménages qui s'accroît.....	26
2.3. Ce qu'il faut retenir	27
3. Le développement économique	28
3.1. Le développement économique d'ensemble : moteurs de développement, richesse, emploi, revenus	28
3.1.1. Le système économique du Pays d'Ancenis : quels moteurs de développement ?	28
3.1.1.1. Une surreprésentation de la base productive sur l'ensemble du Pays d'Ancenis	29
3.1.1.2. ... mais des moteurs de développement différenciés selon les secteurs.....	30
3.1.2 – L'emploi : évolution, secteurs d'emplois, catégories socioprofessionnelles	31
3.1.2.1. Un nombre d'emplois globalement en augmentation, mais des disparités internes	31
3.1.2.2. Un taux de chômage relativement faible et en diminution sur l'ensemble du Pays	34
3.1.2.3. Le nombre d'actifs augmente globalement plus vite que le nombre d'emplois... ..	34
3.1.2.4. ... entraînant des déplacements domicile-travail importants.....	35
3.1.2.5. Une forte représentation de l'emploi industriel mais en diminution	35
3.1.2.6. Des emplois qualifiés en augmentation, mais globalement une sous-représentation des cadres supérieurs.....	38
3.1.3 – Revenus : un niveau de vie proportionnel à l'éloignement de Nantes, mais des écarts qui tendent à se réduire... ..	39
3.2. Analyse micro-économique : établissements, industrie, commerces, zones d'activités, agriculture et tourisme	41
3.2.1. Des établissements plutôt petits et majoritairement localisés dans les pôles d'emplois	41
3.2.2. Un territoire marqué par l'industrie	42
3.2.3. Le commerce.....	43
3.2.3.1. Une activité commerciale importante concentrée autour du pôle Ancenis / Saint Géréon	43
3.2.3.2. Des points de ventes globalement stables, mais une évolution contrastée selon les communes	45
3.2.3.3. Analyse qualitative de l'appareil commercial.....	46
3.2.4. Les zones d'activités	49
3.2.4.1. Des disponibilités foncières réduites, mais des projets en cours.....	49
3.2.4.2. La non-spécialisation des zones	50
3.2.5. L'agriculture	52
3.2.5.1. Une activité bien implantée dans l'espace	52
3.2.5.2. Une poursuite de la restructuration de l'agriculture	53
3.2.5.3. Une agriculture diversifiée à dominante élevage	54
3.2.5.4. Des enjeux à prendre en compte	55

3.2.6. Le tourisme, parent pauvre de l'économie du Pays, mais en phase d'organisation.....	58
3.2.6.1. Un potentiel touristique certain.....	58
3.2.6.2. Structuration de l'hébergement touristique et des activités touristiques	58
3.3. Ce qu'il faut retenir.....	60
4. Habitat et logement.....	61
4.1 – La construction neuve.....	61
4.1.1. Un rythme de construction élevé.....	61
4.1.2. ...Mais inégal en fonction des années.....	61
4.1.3. ...Qui a permis d'accueillir plus de 10 000 nouveaux habitants.....	62
4.1.4. ...Principalement porté par les secteurs d'Ancenis et de Ligné.....	62
4.1.5. ...Et tourné essentiellement vers l'individuel pur.....	66
4.1.6. Un « boom » de la construction qui s'est accompagné d'une augmentation conséquente des prix du foncier et de l'immobilier sur les secteurs les plus tendus.....	66
4.2 – Le parc de logements	68
4.2.1. Un parc de logements qui a connu une très forte croissance et composé à plus de 90% de résidences principales.....	68
4.2.2. Un parc de logements principalement composé de maisons, des logements collectifs majoritairement localisés à Ancenis	70
4.2.3. Un potentiel de mobilisation du parc existant	72
4.2.3.1. La vacance relativement importante et qui touche davantage les communes les plus éloignées de la métropole nantaise.....	72
4.2.3.2. Un parc inconfortable assez restreint.....	72
4.2.4. Des logements sociaux majoritairement à Ancenis et, dans une moindre mesure, à Varades et Saint-Mars-la-Jaille et globalement en nombre insuffisant	74
4.3. Ce qu'il faut retenir.....	76
5. Organisation de l'espace, Formes urbaines et Consommation d'espace	77
5.1 – Un habitat relativement dispersé organisant l'espace	77
5.2 – Des formes et des structures urbaines variées.....	79
5.2.1. Structure urbaine d'Ancenis.....	79
5.2.1.1. Centre-ville / bourg historique	80
5.2.1.2. Faubourgs / premières extensions	80
5.2.1.3. Lotissements / extensions récentes	81
5.2.2. Structure urbaine des bourgs	81
5.2.2.1. Des bourgs – carrefour.....	81
5.2.2.2. Villages-rue	83
5.2.3. Analyse des entrées de ville.....	84
5.3 – Analyse de la consommation d'espace :	88
5.3.1. 69,1 ha consommés par an entre 1999 et 2009, principalement portée par l'habitat.....	88
5.3.2. Les densités des constructions récentes : des densités faibles qui se renforcent	90
5.3.3. Identification des surfaces disponibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine	90
5.4. Ce qu'il faut retenir.....	93
6. Déplacements et mobilités.....	94
6.1. Les déplacements domicile-travail	94
6.1.1. Présentation générale	94
6.1.2. Polarisation d'Ancenis dans les flux domicile-travail internes du territoire	96
6.1.2.1. Destinations des déplacements domicile-travail internes au Pays.....	96
6.1.2.2. Origines des déplacements domicile-travail internes au Pays.....	96
6.1.3. Le poids important des territoires extérieurs dans les déplacements domicile-travail.....	97
6.1.3.1. Destinations des déplacements domicile-travail externes au Pays.....	97
6.1.3.2. Origines des déplacements domicile-travail externes au Pays.....	98
6.2 – Un réseau routier en devenir.....	99
6.2.1. Une structuration ligérienne du réseau viaire.....	99
6.2.1.1. La RD164 : un axe structurant en devenir.....	99
6.2.1.2. Les ponts sur la Loire : des liens routiers essentiels.....	99
6.2.2. Une augmentation du trafic sur les axes principaux.....	101
6.2.3. Des projets routiers structurants pour le Pays.....	101
6.2.3.1. L'aménagement d'axes routiers	101

6.2.3.2. Un nouveau franchissement de la Loire à Ancenis	101
6.3. Des modes de déplacements alternatifs à l'automobile.....	102
6.3.1. Un réseau ferroviaire structuré autour de la ligne Nantes - Angers.....	102
6.3.1.1. Une offre principalement à destination de Nantes et d'Angers	102
6.3.1.2. Une offre callée sur les déplacements pendulaires.....	102
6.3.1.3. Des projets d'amélioration en cours et à venir	103
6.3.2. Réseaux de transports collectifs routiers.....	103
6.3.2.1. Les lignes du réseau départemental : un réseau en étoile depuis Nantes.....	103
6.3.2.2. « Lila demande » : un service de transport à la demande irrigant le Pays d'Ancenis	103
6.3.2.3. Le « Réseau mobilité » : une initiative d'aide à la mobilité.....	103
6.3.2.4. Les autres initiatives de mobilité	103
6.3.3. La valorisation du territoire par les modes doux	104
6.3.4. Analyse comparée des différents modes de transport	104
6.4. Ce qu'il faut retenir.....	106
7. Equipements, services et aménagement numérique du territoire	107
7.1. Une répartition et un taux d'équipement en fonction des pôles.....	107
7.1.1. Le pôle d'Ancenis – Saint Géréon, seul pôle d'équipement supérieur	107
7.1.2. Saint-Mars-La-Jaille, Varades, Ligné et Riaillé, des pôles intermédiaires.....	107
7.1.3. De nombreux pôles de proximité, l'Est du territoire moins équipé.....	107
7.2. L'accessibilité aux équipements spécialisés	110
7.2.1. Les équipements de santé	110
7.2.2. Les équipements sportifs, de loisirs et culturels	112
7.2.2.1. Des équipements culturels de proximité	112
7.2.2.2. Des équipements sportifs bien répartis sur le territoire	112
7.2.3. Les équipements scolaires	113
7.3. l'aménagement numérique sur le Pays d'Ancenis.....	113
7.3.1. Etat des lieux de la situation numérique sur le territoire du Pays d'Ancenis	113
7.3.1.1. Les infrastructures numériques	113
7.3.1.2. Les services télécoms disponibles	116
7.3.2. Les orientations du SDAN 44 pour éviter la fracture numérique	119
7.3.2.1. Apporter des solutions de qualité et pérennes pour les foyers inéligibles au 2Mbits.s et les entreprises inéligibles au 8Mbits/s d'ici 2015	120
7.3.2.2. Apporter le Très haut débit pour tous les foyers et entreprises du territoire à l'horizon 2025-2030.....	122
7.4. Ce qu'il faut retenir.....	123

1. STRUCTURATION TERRITORIALE ET ARMATURE URBAINE

1.1. STRUCTURATION TERRITORIALE

1.1.1. Un territoire structuré en un seul EPCI

Le SCoT du Pays d'Ancenis, dont le périmètre équivaut à celui de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPA) regroupe 29 communes réparties sur 5 cantons¹ pour une superficie de 79.141 ha:

- Canton d'Ancenis
- Canton de Ligné
- Canton de Raille
- Canton de Saint-Mars-la-Jaille
- Canton de Varades

Canton d'Ancenis		Canton de Ligné	
<i>Population (INSEE 2009)</i>		<i>Population (INSEE 2009)</i>	
Ancenis	7 543	Le Cellier	3 618
Anetz	1 872	Couffé	2 254
Mésanger	4 288	Ligné	4 376
Oudon	3 253	Mouzeil	1 742
Pouillé-les-Coteaux	834	Canton	11 990
La Roche Blanche	1 074		
Saint-Géréon	2 668	Canton de Saint-Mars-la-Jailles	
Saint-Herblon	2 363	<i>Population (INSEE 2009)</i>	
Canton	23 895	Bonnoeuvre	560
		Maumusson	989
Canton de Raille		Le Pin	700
<i>Population (INSEE 2009)</i>		Saint-Mars-La-Jaille	2 429
Joué-sur-Erdre	2 073	Saint-Sulpice-des-Landes	636
Pannecé	1 311	Vritz	732
Riaillé	2 078	Canton	6 046
Teillé	1 714		
Trans-sur-Erdre	931		
Canton	8 107		
Canton de Varades			
<i>Population (INSEE 2009)</i>			
Belligné	1 750		
La Chapelle-Saint-Sauveur	770		
Le Fresne-sur-Loire	978		
Montrelais	829		
La Rouxière	985		
Varades	3 518		
Canton	8 830		
		TOTAL PAYS	58 868

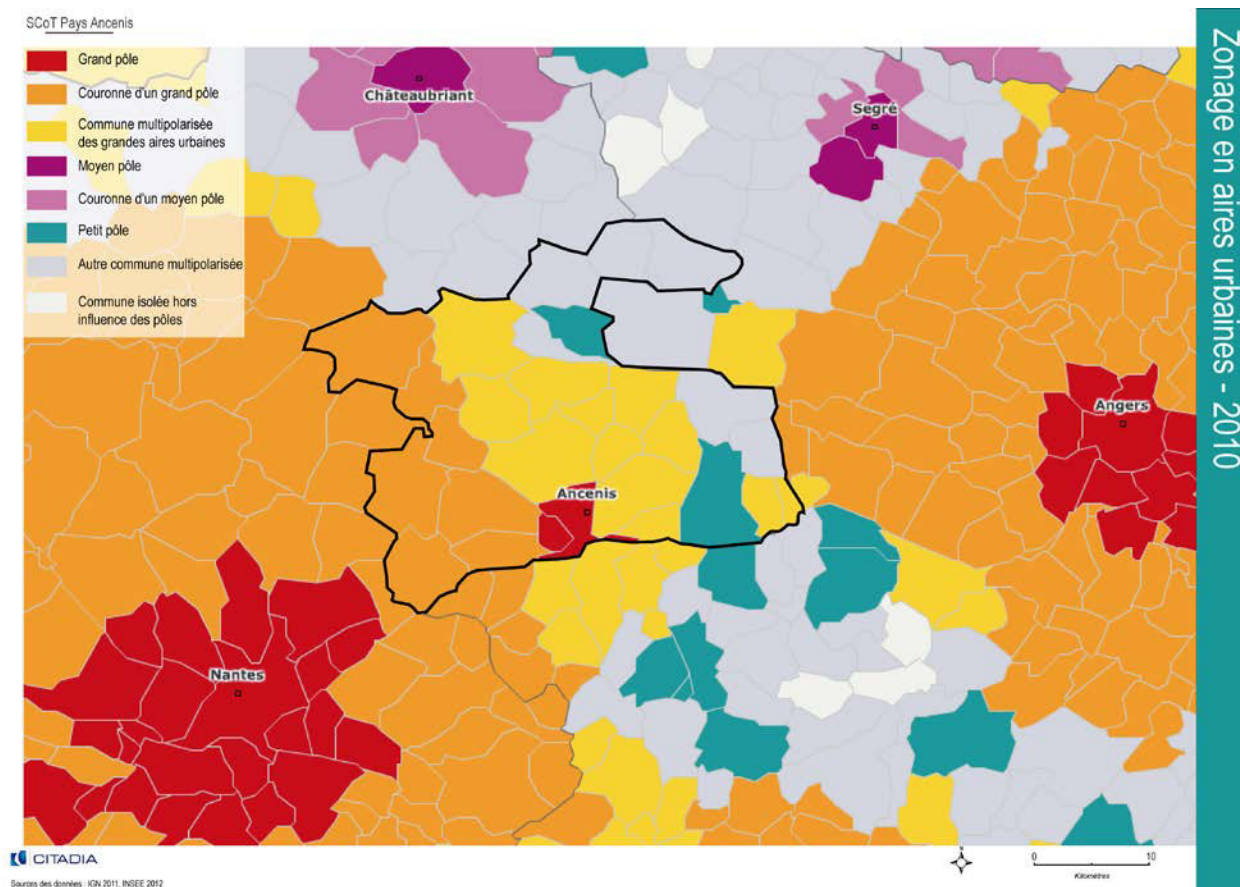
¹Il s'agit ici des cantons tels qu'ils existent encore au 1^{er} janvier 2014. Bien que ces circonscriptions électorales soient amenées à évoluer dans un avenir proche, le SCoT s'appuiera sur ce découpage géographique qui demeure cohérent aux regards des réalités socio-économiques du territoire. Les cantons sont renommés « secteurs » dans le reste du SCoT.

1.1.2. Un territoire qui profite de sa situation d'interface entre Nantes et Angers

Situé sur l'axe Nantes – Angers, le Pays d'Ancenis profite directement de l'influence de ces deux métropoles de l'Ouest de la France conférant au territoire un statut d'interface

L'appréhension des aires urbaines² au sens défini par l'INSEE permet de saisir les relations étroites qui s'exercent avec ces deux agglomérations mais aussi le poids d'Ancenis dans le fonctionnement et la structuration urbaine du Pays.

- 1 Grand pôle : Ancenis -Saint-Géréon (pôle urbain ou unité urbaine de plus de 10.000 emplois) étendant son influence sur les communes alentours et sur une dizaine de communes situées sur la rive gauche de la Loire.
- 2 petits pôles : Varades et Saint-Mars-la-Jaille (un pôle urbain ou unité urbaine de 1 500 à 5 000 emplois)
- 7 communes appartiennent à l'aire urbaine de Nantes (Le Cellier, Couffe, Joue-sur-Erdre, Ligne, Mouzeil, Oudon et Trans-sur-Erdre) contre 6 en 1999, illustrant l'accroissement de l'influence nantaise sur le territoire.
- 12 communes du Pays sont identifiées comme « communes multipolarisées des grandes aires urbaines³ »



²Un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine de plus de 1 500 emplois), et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celles-ci (couronne).

³ Communes rurales ou unité urbaine envoyant au moins 40 % de leurs actifs vers au moins deux grandes aires urbaines.

1.2. UNE STRUCTURATION URBAINE A ECHELLE VARIEE

1.2.1. Une organisation urbaine à l'échelle de l'aire urbaine nantaise / DTA Estuaire de la Loire

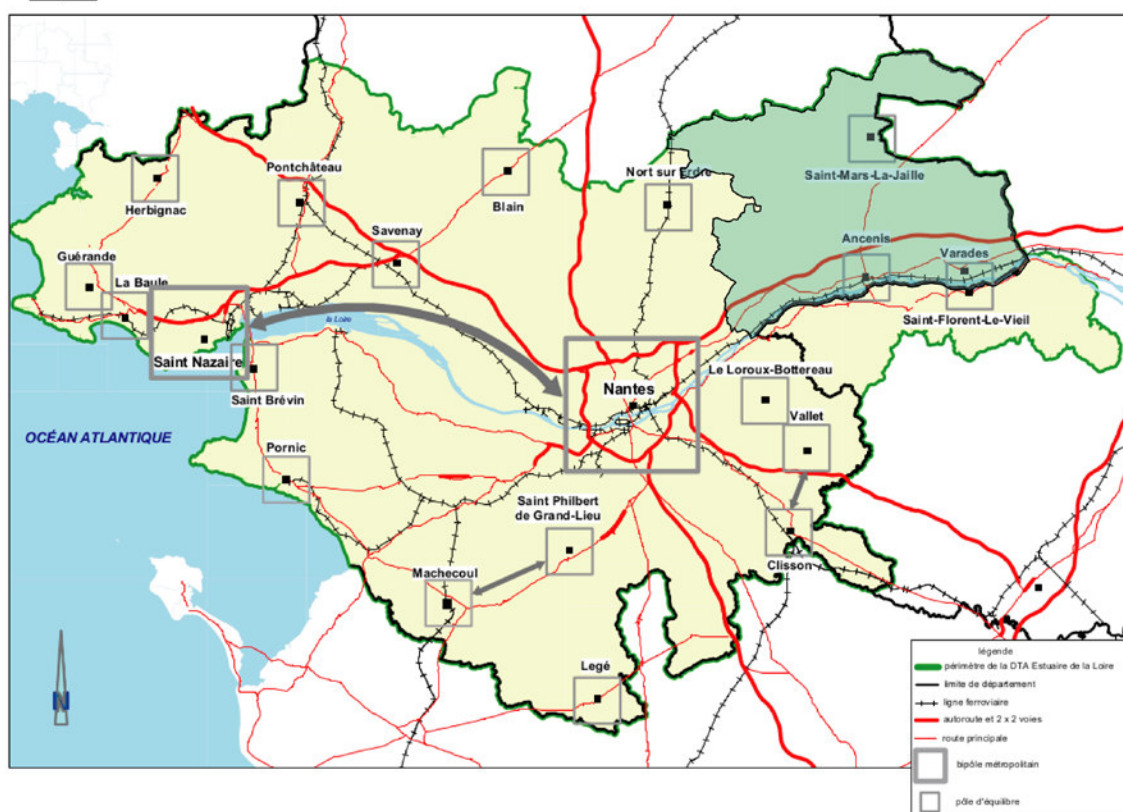
Au regard de la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Estuaire de la Loire, approuvée en 2006 et dont ses prescriptions doivent être respectées dans le SCoT, il est fait état d'une organisation urbaine spécifique sur le territoire. Dans le cadre de l'ambition 4 de la DTA « favoriser l'émergence d'un réseau de pôles d'équilibre », trois pôles d'équilibre vis-à-vis de la métropole Nantes – Saint-Nazaire sont identifiés sur le territoire :

- Ancenis
- Saint-Mars-la-Jaille
- Varades / Saint-Florent-le-Vieil : pôle bi-communal

Toujours selon la DTA, ces pôles devront « assurer le développement économique, social et environnemental local, à l'échelle intercommunale des pays » afin de renforcer leur foncier

A cet effet, ces pôles ont vocation à « accueillir les fonctions économiques, sociales et culturelles les plus structurantes à leur échelle, et à en organiser l'accès aux populations des territoires de leur zone d'influence ».

SCoT Pays Ancenis



CITADIA

Sources des données : DTA Estuaire de la Loire - carte organisation urbaine 2006, CRE des Pays de la Loire, IGN, BD Carthage

Armature urbaine selon la DTA Estuaire de la Loire

1.2.2. Un territoire polarisé par Ancenis et des pôles secondaires

Pour rappel, la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'estuaire de la Loire identifie trois pôles d'équilibre vis-à-vis de la métropole Nantes – Saint-Nazaire sur le territoire :

- Ancenis
- Saint-Mars-la-Jaille
- Varades / Saint-Florent-le-Vieil : pôle bi-communal

L'analyse des pôles à travers le SCoT permet d'identifier une structuration du territoire plus fine que celle définie dans la DTA, à savoir :

- **Les 3 pôles d'équilibre**, identifiés par la DTA, sont ici précisés. Ils se distinguent ainsi selon deux catégories en fonction de leur importance et du rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement global du territoire :
 - **1 pôle d'équilibre principal**, le pôle d'Ancenis. Il se compose également des communes de Saint Géréon, du sud de Mésanger et de l'Ouest de Saint-Herblon.
 - **2 pôles d'équilibre secondaire** « historiques » du territoire : Saint-Mars-La-Jaille et Varades. Il est précisé que le pôle de Varades fonctionne également avec la commune de Saint-Florent-le-Vieil qui fait partie de la communauté de communes de Saint-Florent-le-Vieil, voisine de la COMPA.
- **Le pôle de développement périurbain** de Ligné. Non repérée par la DTA comme pôle d'équilibre, la commune de Ligné qui a connu une forte croissance démographique au cours des dix dernières années et l'installation d'équipements structurants connaît une évolution dynamique et un renforcement de son poids dans l'armature urbaine du territoire lui conférant une fonction de centralité et un statut de pôle de développement périurbain.
- **5 pôles de proximité**. Le Cellier, Oudon, Joué-sur-Erdre, Riaillé ainsi que Mésanger sont identifiés comme tel en raison des offres commerciales, de services et d'équipements de proximité qui attirent les habitants des plus petites communes voisines. Ces pôles de proximité se rattachent pour certains à des pôles d'équilibre. Ainsi, Le Cellier fonctionne avec Ligné, Mésanger avec Ancenis. La nature de ces associations varie en fonction des pôles.

Exemple de complémentarité entre pôles de proximité et pôle d'équilibre ou de développement périurbain.

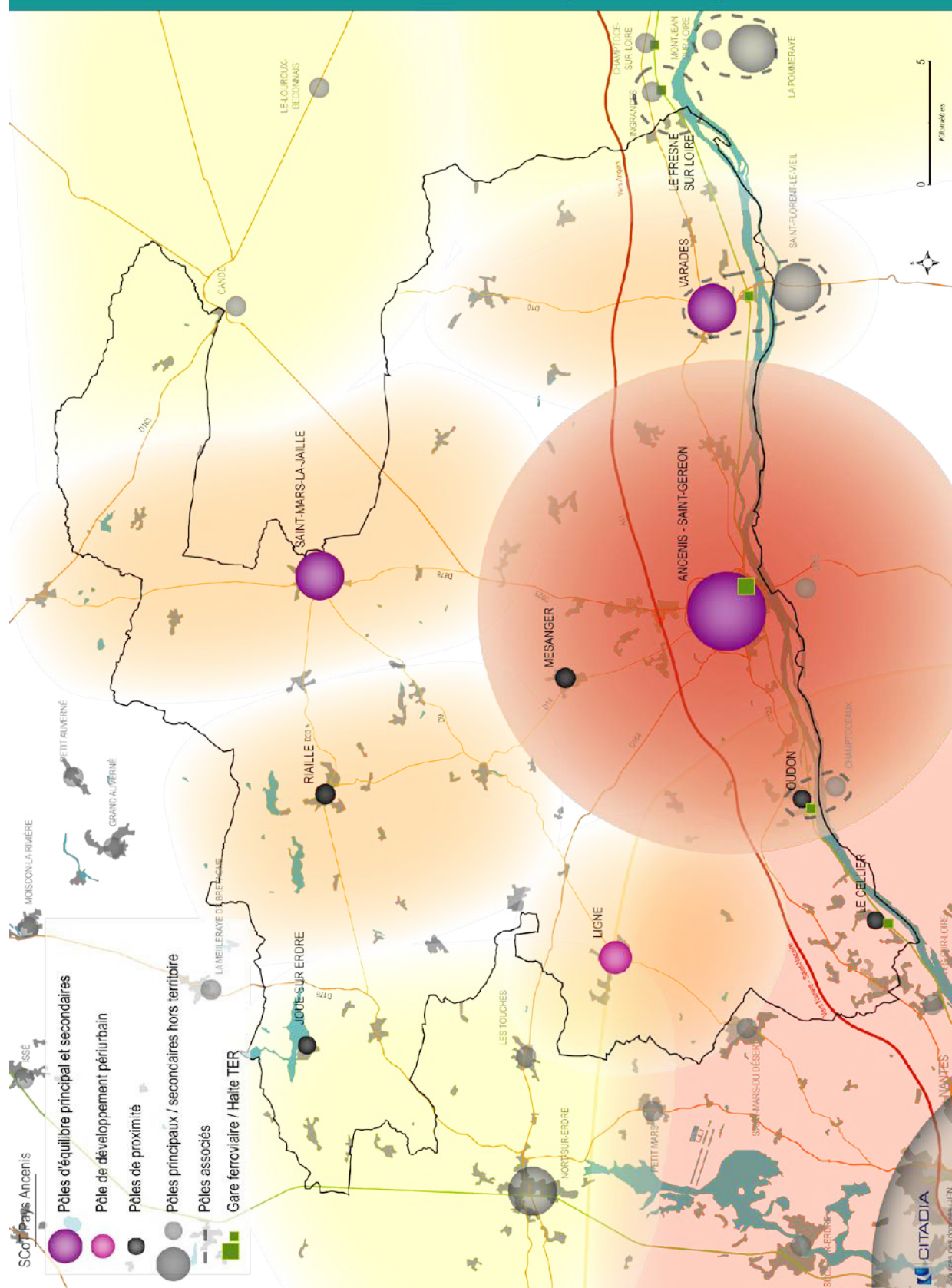
Pôle de proximité	Pôle d'équilibre ou de développement périurbain « de rattachement »	Nature de la complémentarité			
		Emploi	Résidentiel	Offre en transport en commun	Équipement
Le Cellier	Ligné	●	●	●	
Mésanger	Ancenis	●	●		●

- Le Cellier fonctionne avec Ligné en termes d'emplois (ZA autour du Cellier), résidentiel et d'offre en transports en commun (gare du Cellier).

- Mésanger fonctionne avec Ancenis en termes d'emplois (ZA d'Ancenis + centre-ville d'Ancenis), résidentiel (offres en logements dans les deux communes) et d'équipements (équipements liés au statut de pôle principal de la ville-centre).

Ci-après sont présentés une carte spatialisant cette structuration du territoire ainsi que des zooms sur chacun des pôles.

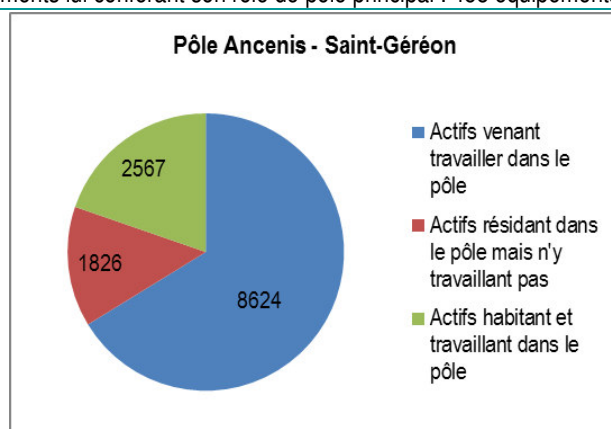
Armature urbaine du territoire - un espace multipolaire



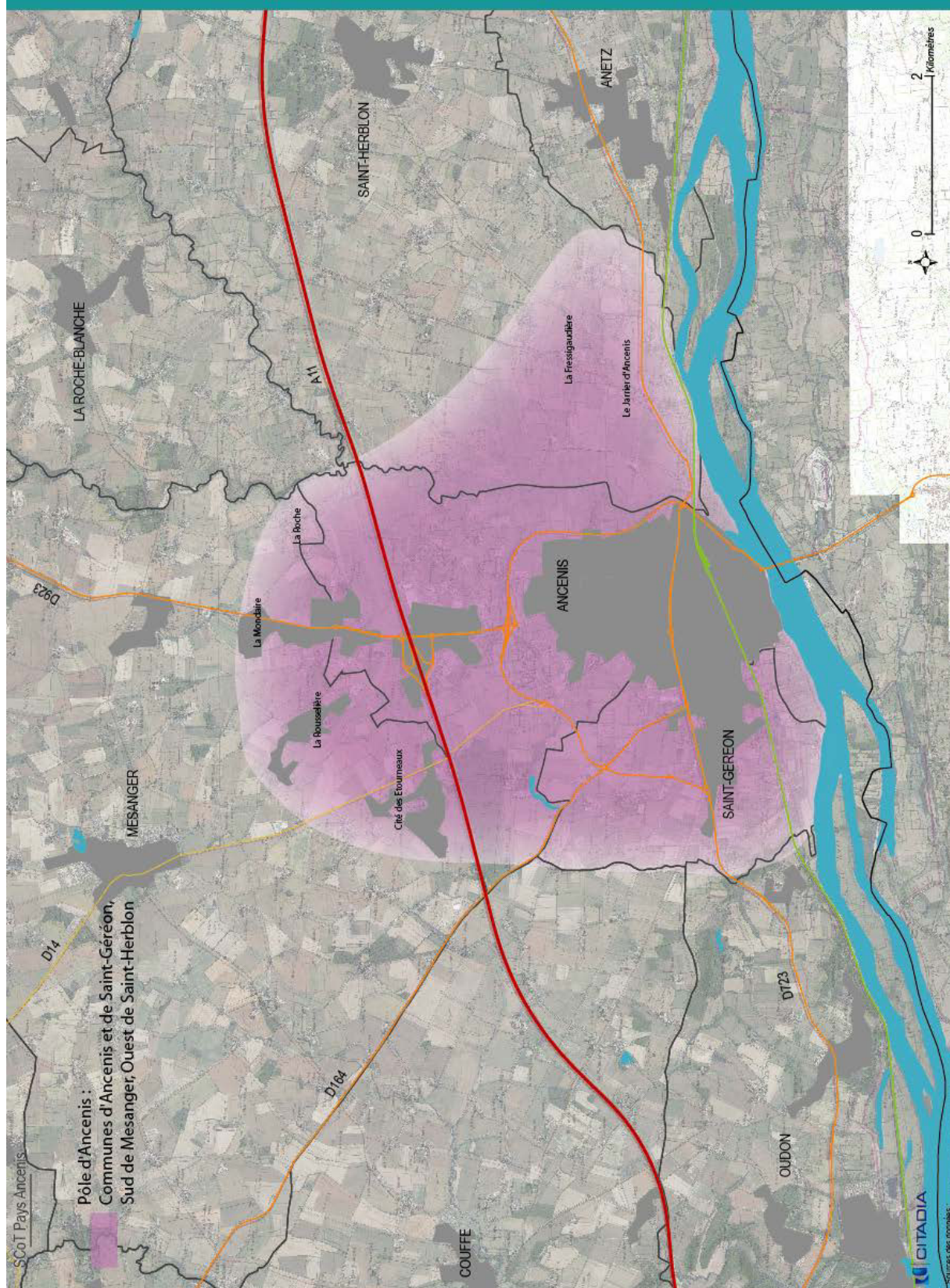
1.2.2.1. Ancenis – Saint-Géréon : pôle d'équilibre principal

Le territoire est nettement dominé par le pôle urbain d'Ancenis-Saint-Géréon, pôle identitaire du territoire concentrant une partie importante des emplois, des équipements et des commerces du territoire. Ce bi-pôle regroupe 10 211 habitants en 2009.

Pôle d'équilibre principal / ANCENIS – SAINT-GEREON	
Contexte	Pôle composé des communes d'Ancenis et de Saint-Géréon ainsi qu'une partie des communes de Saint-Herblon et de Mésanger. Mésanger est également identifié comme pôle de proximité. Ancenis est le pôle historique et structurant du territoire.
Dynamisme démographique & logements	Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays : - Population 2009 = 10.211 ; croissance 99-09 = +8% Un indice jeunesse faible = 1 Nombre de logements commencés entre 1999 et 2009 = 512 Evolution du nombre de logements entre 1999 et 2009 = +16,7%
Activités économique /emplois / Equipements services	Un poids économique important : - 11.402 emplois en 2009 soit +32% par rapport à 1999 - Un indice de concentration de l'emploi élevé = 254 soit 42 points de plus par rapport à 1999. Une économie tournée vers le commerce et les services Un nombre de services et d'équipements lui conférant son rôle de pôle principal : 458 équipements
Mobilité / Accessibilité	Facilité des dessertes routières (A11, D164, D723, D923). Présence du seul échangeur autoroutier du territoire. Gare ferroviaire (TER et projet de Pôle d'Echanges Multimodal) facilitant les déplacements domicile-travail. Une polarisation des flux dans les déplacements domicile-travail internes au Pays.
Sensibilité urbaine / Paysagère	Paysage remarquable lié à la Loire et à la douceur de ses coteaux. Occupation des coteaux et du rebord du plateau fortement perçu depuis la rive gauche du fleuve. Bourg historique développé, point de passage sur la Loire. Confrontation paysagère entre le développement de l'urbanisation et les espaces de marais (Ouest d'Ancenis / Marais de Grée)
ENJEUX	→ Structuration du pôle afin de renforcer son rayonnement sur le Pays et les territoires limitrophes (Mauges) et asseoir son rôle moteur en termes de services, d'équipements et économique.



Le pôle d'Ancenis

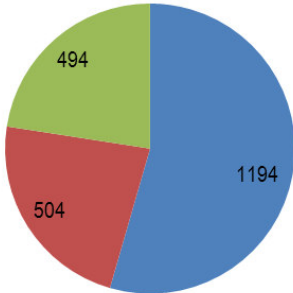


1.2.2.2. Saint-Mars-la-Jaille et Varades : les deux pôles d'équilibre secondaires « historiques » du territoire.

Pôle d'équilibre secondaire / VARADES									
Contexte	Chef-lieu de canton ⁴ situé dans l'Est du territoire sur les rives d'un ancien bras de la Loire. Ce pôle draine un petit bassin de vie qui s'étend globalement jusqu'aux limites du secteur. Relation avec le pôle voisin de Saint-Florent-le-Vieil situé sur la rive gauche de la Loire (hors territoire).								
Dynamisme démographique & logements	Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays : - Population 2009 = 3518 (+2600 à Saint-Florent-le-Vieil) ; croissance 99-09 = +10% Un indice jeunesse moyen = 1,14 Nombre de logements commencés entre 1999 et 2009 = 231 Evolution du nombre de logements entre 1999 et 2009 = +23,6%								
Activités économique /emplois / Equipements services	Une stagnation du nombre d'emplois depuis 1999 - 1418 emplois en 2009 (+ 1100 environ à Saint-Florent-le-Vieil) soit +2% par rapport à 1999 - Indice de concentration de l'emploi = 94 soit 13 points de moins par rapport à 1999. Une économie diversifiée en termes d'emplois, semblable à la moyenne du Pays avec une bonne présence du secteur agricole. Un nombre de services et d'équipements importants : 129								
Mobilité / Accessibilité	Deux axes routiers principaux : la D723 et la D752. Mais un accès limité à l'A11 (pas d'échangeur). Gare ferroviaire TER pour les trains à destination ou en provenance de Nantes et Angers. <div data-bbox="810 896 1449 1355"> <p>Varades</p> <table border="1"> <caption>Données du diagramme circulaire Varades</caption> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Nombre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Actifs venant travailler dans le pôle</td> <td>833</td> </tr> <tr> <td>Actifs résidant dans le pôle mais n'y travaillant pas</td> <td>988</td> </tr> <tr> <td>Actifs habitant et travaillant dans le pôle</td> <td>600</td> </tr> </tbody> </table> </div>	Catégorie	Nombre	Actifs venant travailler dans le pôle	833	Actifs résidant dans le pôle mais n'y travaillant pas	988	Actifs habitant et travaillant dans le pôle	600
Catégorie	Nombre								
Actifs venant travailler dans le pôle	833								
Actifs résidant dans le pôle mais n'y travaillant pas	988								
Actifs habitant et travaillant dans le pôle	600								
Sensibilité urbaine / Paysagère	Paysages liés à la Loire (village de la Meillerais) La Boire Torse, ancien bras de la Loire, ceinture le Sud du Bourg Développement du bourg Est – Ouest le long de la D723 (zones d'activités en entrée de ville Est).								
ENJEUX	→ Préserver le statut de centralité vis-à-vis du pôle d'Ancenis – Saint-Géréon notamment en termes d'emplois. → Conforter le fonctionnement en bi-pôle de Varades avec Saint-Florent-le-Vieil								

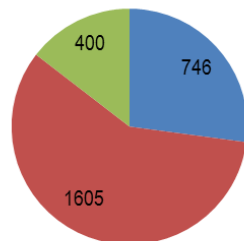
⁴ Au 1^{er} janvier 2014

Pôle d'équilibre secondaire / SAINT-MARS-LA-JAILLE

Contexte	<p>Chef-lieu de canton⁵ situé dans le Nord-Est du territoire drainant un large bassin de vie. Berceau de l'activité industrielle du bassin d'Ancenis qui a favorisé son développement depuis 1945 et bénéficie d'un rayonnement économique fort.</p>	
Dynamisme démographique & logements	<p>Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays : - Population 2009 = 2429 ; croissance 99-09 = +11% Un indice jeunesse moyen = 1,09 Nombre de logements commencés entre 1999 et 2009 = 209 Evolution du nombre de logements entre 1999 et 2009 = +26,1%</p>	
Activités économique /emplois / Equipements services	<p>Une baisse du nombre d'emplois depuis 1999 - 1666 emplois en 2009 soit -5% par rapport à 1999 - Le deuxième indice de concentration de l'emploi du Pays = 160 soit 32 points de moins par rapport à 1999. Une économie dominée par le secteur industriel (54% des emplois). Un nombre de services et d'équipements importants : 87</p>	
Mobilité / Accessibilité	<p>Une amélioration de l'accessibilité routière en direction d'Ancenis. Deux lignes de bus départementales à destination de Nantes.</p>	<p>Saint-Mars-la-Jaille</p>  <p>■ Actifs venant travailler dans le pôle ■ Actifs résidant dans le pôle mais n'y travaillant pas ■ Actifs habitant et travaillant dans le pôle</p>
Sensibilité urbaine / Paysagère	<p>Développement du bourg dans la vallée de l'Erdre, qui constitue la coulée verte principale du centre bourg et sert d'accroche aux espaces paysagers et de loisir de la commune. Vues dégagées sur un paysage rural caractérisé par le bocage et sur la forêt ripisylve de l'Erdre. Forte identité industrielle qui se traduit notamment par son patrimoine urbain et architecturale.</p>	
ENJEUX	<p>→ Maintien du statut de pôle d'équilibre secondaire en termes de services, d'équipements et d'emplois.</p>	

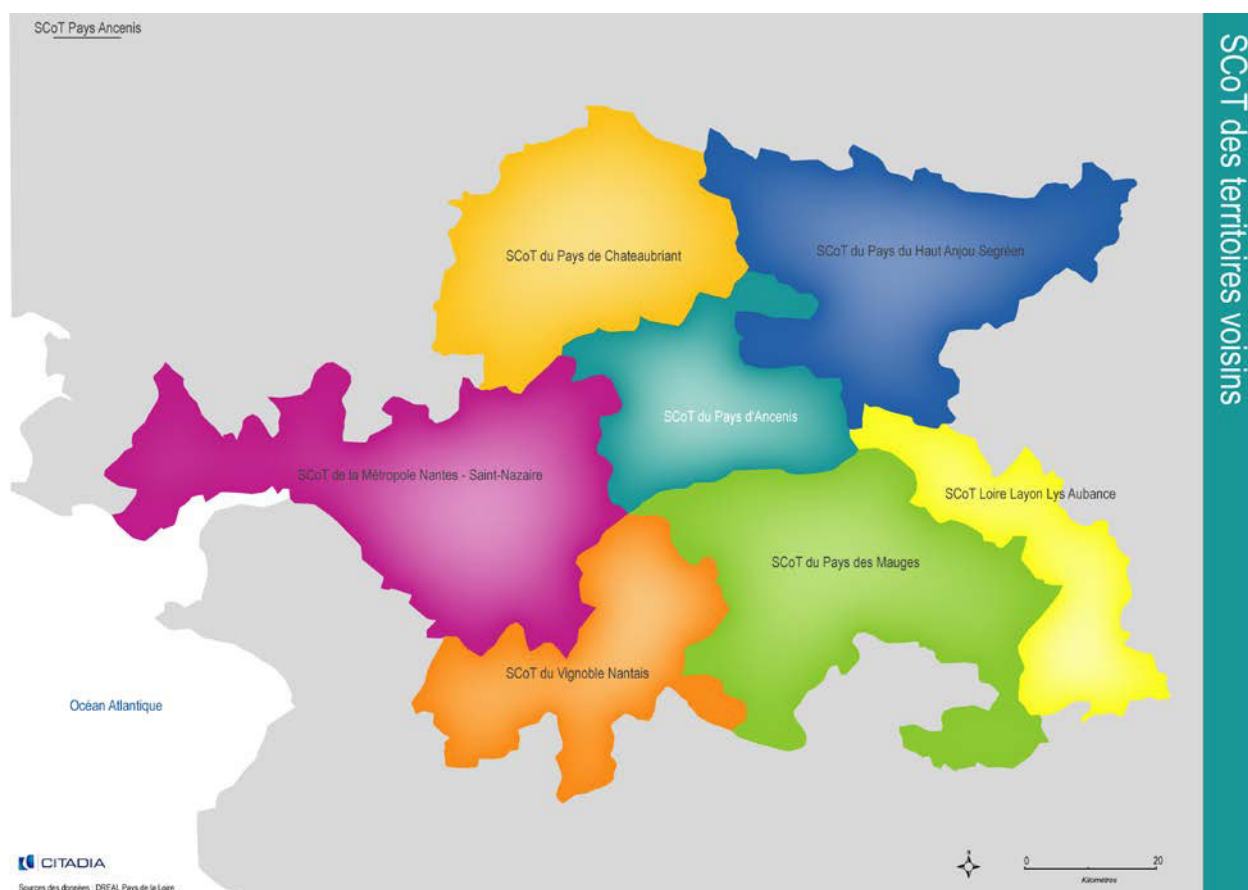
⁵ Au 1^{er} janvier 2014

1.2.2.3. Ligné : pôle de développement périurbain

Pôle de développement périurbain / LIGNE	
Contexte	Commune située dans l'Ouest du territoire, bénéficiant de la proximité de la métropole nantaise (environ 30km du centre de Nantes) et lui conférant une forte attractivité démographique. Non repérée par la Directive Territoriale d'Aménagement de l'estuaire de la Loire comme pôle d'équilibre, la commune de Ligné qui a connu une forte croissance démographique au cours des dix dernières années et l'installation d'équipements structurants connaît une évolution dynamique et un renforcement de son poids dans l'armature urbaine du territoire lui conférant une fonction de centralité et un statut de pôle de développement périurbain.
Dynamisme démographique & logements	Une forte croissance démographique : - Population 2009 = 4376 ; croissance 99-09 = +48% Un indice jeunesse élevé = 2,36 Nombre de logements commencés entre 1999 et 2009 = 594 Evolution du nombre de logements entre 1999 et 2009 = +51%
Activités économique /emplois / Equipements services	Une importante hausse du nombre d'emplois depuis 1999 - 1163 emplois en 2009 soit 44% par rapport à 1999 - Mais un indice de concentration de l'emploi relativement faible = 57 soit 7 points de moins par rapport à 1999. Une économie diversifiée en termes d'emplois, semblable à la moyenne du Pays. Un nombre de services et d'équipements importants : 97
Mobilité / Accessibilité	<div> <p>Une ligne de bus départementale à destination de Nantes. 59% des déplacements domicile-travail sont à destination de la métropole Nantes – Saint-Nazaire.</p> </div> <div> <p>Ligné</p>  <ul style="list-style-type: none"> Actifs venant travailler dans le pôle Actifs résidant dans le pôle mais n'y travaillant pas Actifs habitant et travaillant dans le pôle </div>
Sensibilité urbaine / Paysagère	Le bourg se situe à flanc de coteaux d'un affluent de l'Erdre, le Ruisseau de la Marquerie. Développement du bourg au gré des extensions pavillonnaires le long des voies existantes ou par poches de lotissements. Le parcellaire pavillonnaire se distingue nettement de celui du bourg, avec de grandes parcelles de forme similaire.
ENJEUX	→ Accompagnement du développement urbain par la mise en place de services et d'équipements permettant une vie de proximité. → Renforcement du caractère urbain du bourg (formes et mixité urbaine)

1.2.3. Une logique d'armature urbaine inter-territoriale

La compréhension de l'armature urbaine du pays et de son fonctionnement implique la prise en compte d'une double logique liée à la pratique de l'espace et à l'organisation urbaine des territoires. La dilatation des pratiques sociales et donc la dilatation des territoires nécessitent d'élever le regard et de prendre en compte le fonctionnement urbain des territoires voisins.



- **Le SCoT de la métropole Nantes – Saint-Nazaire** reconnaît la commune de Nort-sur-Erdre comme pôle structurant, ville exerçant une influence non négligeable sur l'Ouest du territoire, notamment Joué-sur-Erdre.
- **Le SCoT du Pays du Haut Anjou Segréen** identifie la commune de Candé comme pôle secondaire. Cette ville est située en contact direct avec le Pays d'Ancenis et suggère des relations étroites avec les communes du Nord-Est du territoire (Vritz notamment).
- **Le SCoT du Pays des Mauges** identifie des pôles qui associent des communes du territoire du Pays des Mauges à des communes du Pays d'Ancenis. Il est exprimé dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) la volonté de faire fonctionner ces communes avec les villes situées sur l'autre rive du fleuve, dans le Pays d'Ancenis. Sont ainsi associés :
 - En tant que pôle principal, le bi-pôle Saint-Florent-le-Vieil / Varades. Ce « pôle associé » devra notamment organiser des coopérations « autour de la gare TER ».
 - En tant que pôles secondaires, le bi-pôle Liré / Ancenis et le bi-pôle Champtoceaux / Oudon. L'ensemble des communes du SCoT du Pays des Mauges qui composent ces pôles secondaires constitue un pôle principal qui aura vocation à « s'organiser avec l'agglomération d'Ancenis, qui assume à son égard une fonction de pôle principal (commerce, services supérieurs tels que hôpital, maternité, lycées, déplacements), ainsi qu'avec Oudon (transport, tourisme) ».
- **Le SCoT Loire-Layon-Lys** identifie la commune d'Ingrandes comme pôle secondaire. Les liens entre Le Fresne-sur-Loire, qui se trouve sur le territoire de la COMPA, et Ingrandes sont forts, l'urbanisation étant continue entre ces deux communes, comme le montre l'orthographe ci-dessous. On parle alors d'unité urbaine soit un ensemble de

communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) et qui compte au moins 2 000 habitants. De ce fait, sans pouvoir être qualifié pour le Pays d'Ancenis de pôle de proximité, le caractère urbain de cette commune doit être reconnu.



Source : géoportail

1.3. CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un territoire composé d'un pôle d'équilibre principal (Ancenis / Saint-Géréon / Sud de Mésanger / Ouest Saint-Herblon), de deux pôles d'équilibre secondaires (Saint-Mars-la-Jaille et Varades) et d'un pôle de développement périurbain (Ligné) ;
- Une organisation autour de 4 bassins de vie : Ancenis (rayonnant sur 10 communes du Maine et Loire), Varades, Saint-Mars-la-Jaille et Nort-sur-Erdre ;

Atouts

- Un positionnement géographique privilégié entre Nantes et Angers ;
- Un pays organisé autour d'Ancenis qui joue pleinement son rôle de pôle structurant ;
- Une attraction des communes du Maine-et-Loire au Sud d'Ancenis ;
- Une attraction de l'agglomération nantaise sur l'Ouest du territoire ;

Faiblesses

- Des difficultés à s'affirmer face à la métropole nantaise ;
- Des pôles secondaires encore très dépendants d'Ancenis ;

Enjeux

- Structuration urbaine du territoire : poids et rôle des polarités ;
- Renforcement du pôle urbain principal ;
- Ancrage sur les polarités pour développer la proximité ;
- Positionnement du pôle urbain central dans le réseau des villes ligériennes entre Angers et Nantes ;

Chiffres clés

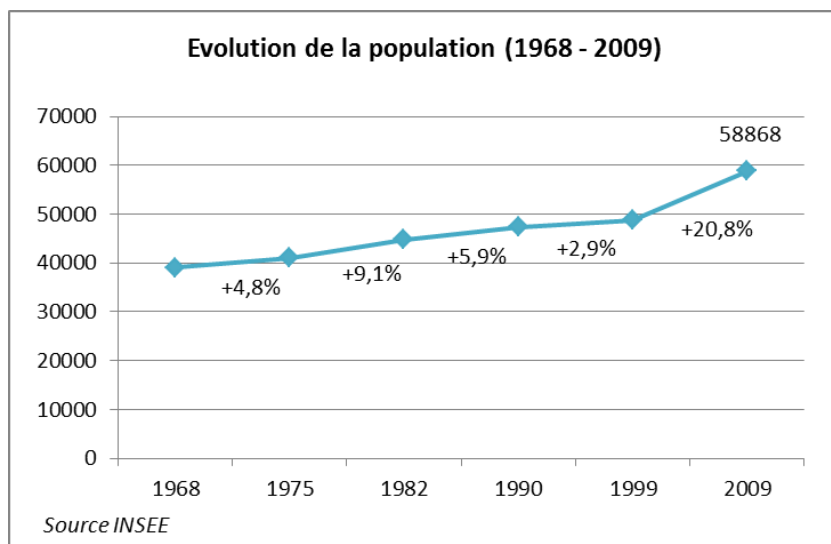
- un territoire composé d'un seul EPCI et de 29 communes, réparties en 5 cantons (renommés « secteurs ») ;
- 40% de la population concentrée dans le secteur d'Ancenis ;

2. LE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

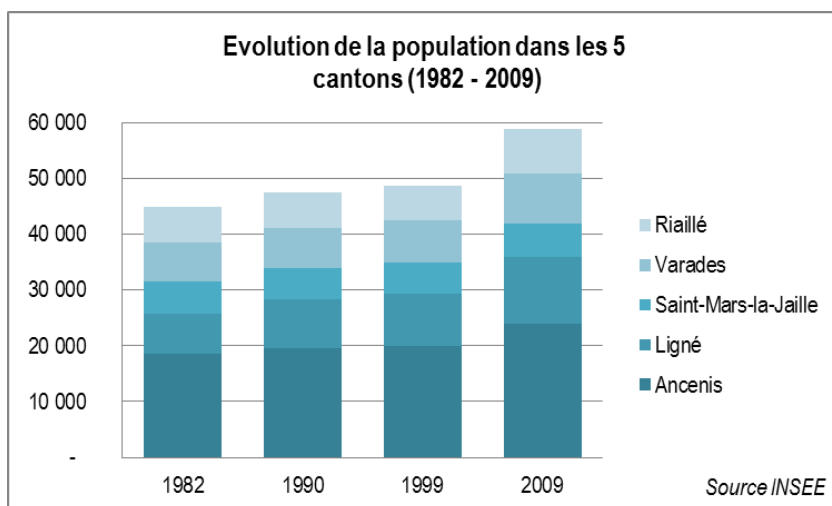
2.1. UNE EVOLUTION CONSTANTE DE LA POPULATION

2.1.1. Une accélération de la croissance démographique depuis 1999

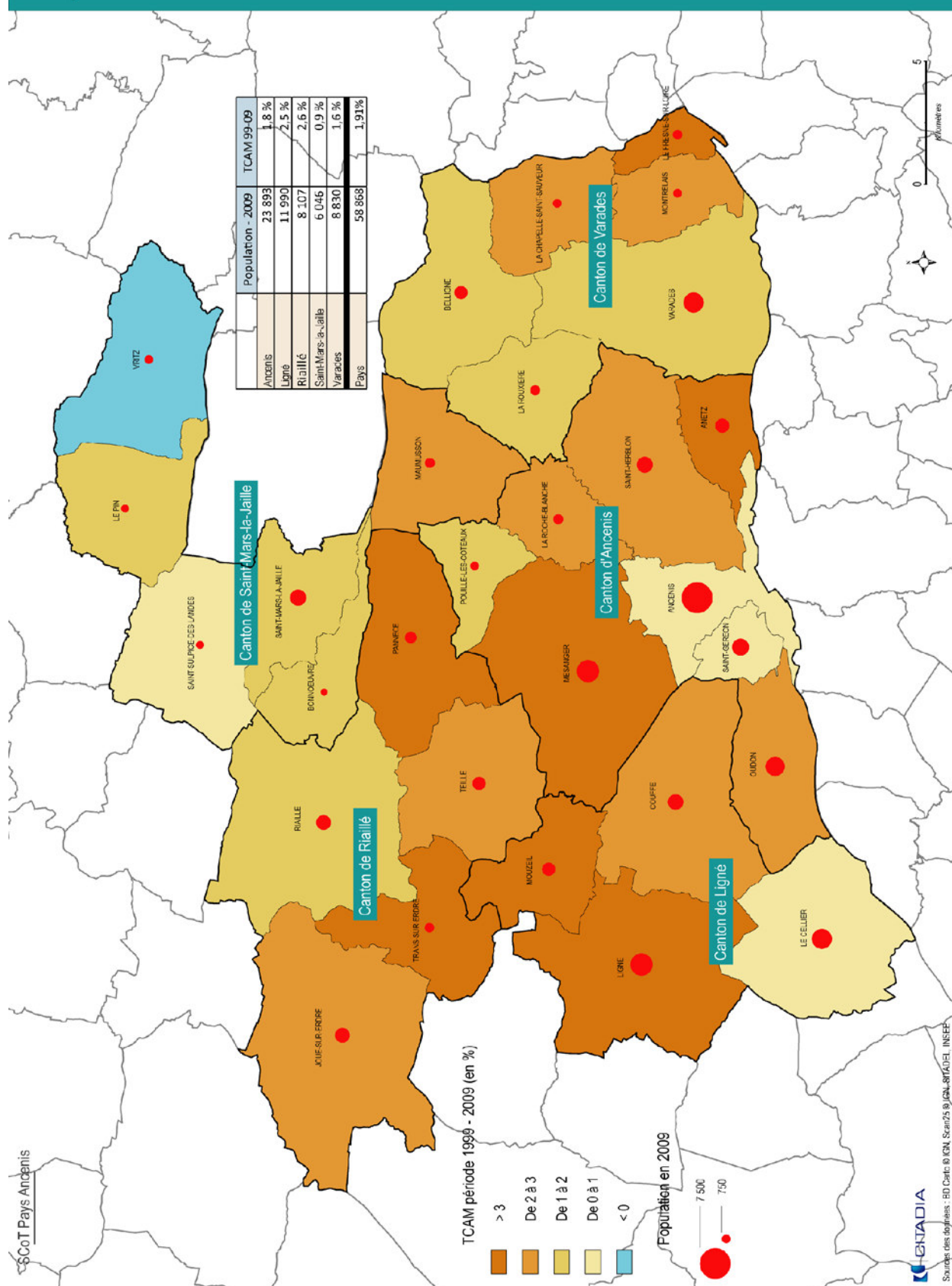
En 2009, le Pays d'Ancenis comptabilisait 58 868 habitants, soit un gain de plus de 10 000 habitants depuis le recensement de 1999 (+20,8%). Durant cette période intercensitaire, le taux de croissance annuel moyen a été relativement fort (+1,9% / an), le plus fort depuis 1982.



Cette évolution bien que positive dans tous les secteurs a été contrastée avec un taux d'accroissement naturel inférieur à 1% / an dans le secteur de Saint-Mars-la-Jaille (+0,9% / an), des taux équivalents à la moyenne du Pays dans le secteur d'Ancenis (+1,8% / an) et de Varades (+1,6% / an) et un taux supérieur à 2% dans les secteurs de Ligné (+2,5% / an) et Riaillé (+2,6% / an).



Population et Taux de croissance entre 1999 et 2009

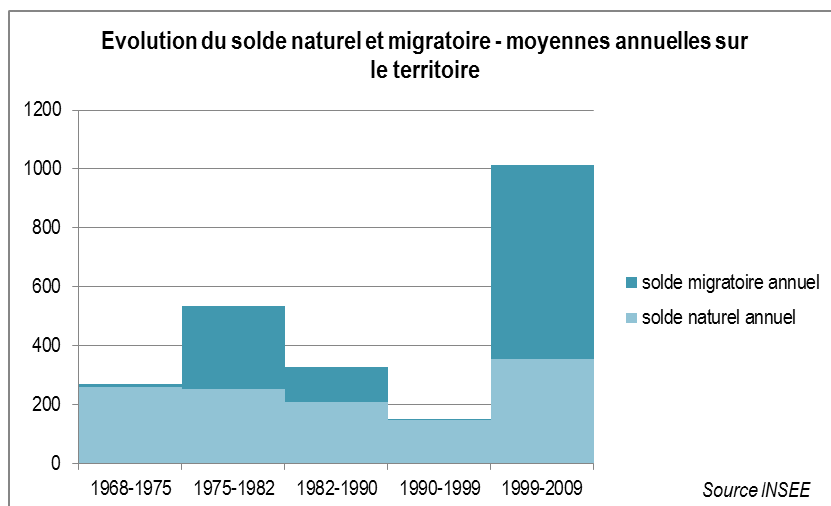


2.1.2. Une croissance démographique liée à un fort solde migratoire

2.1.2.1. Un accroissement démographique soutenu à l'échelle du Pays...

La forte croissance démographique enregistrée sur le territoire au cours de la dernière période intercensitaire 1999 – 2009 est caractérisée par un fort solde migratoire et un solde naturel soutenu permettant au Pays de gagner plus de 1 000 habitants par an. Sur cette période, le solde migratoire a connu un très fort accroissement, notamment par rapport aux périodes intercensitaires précédentes : plus de 650 habitants sont venus s'installer dans les communes du Pays d'Ancenis entre 1999 et 2009.

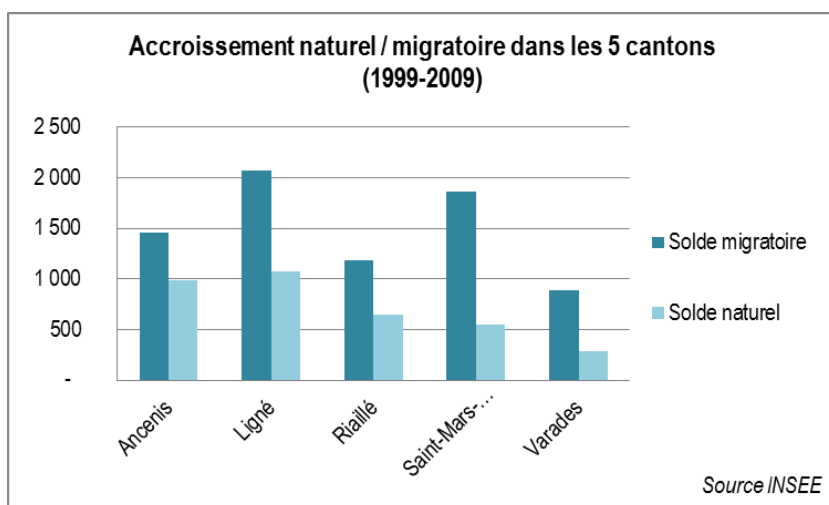
Ceci illustre l'attractivité certaine du Pays et les choix des populations à venir s'y installer.



2.1.2.2. ...Mais inégal selon les secteurs

La croissance démographique qu'a connu le Pays au cours des dernières années, bien que positive dans tous les secteurs n'a pas été la même partout, illustrant la plus forte attractivité de certains secteurs par rapport à d'autres. Ainsi, le secteur de Ligné a connu à la fois le plus fort accroissement démographique lié au solde naturel (+ 1 072 habitants) et au solde migratoire (+ 2 071 habitants). Cela illustre l'attraction de la métropole nantaise sur l'Ouest du Pays, notamment dans le secteur de Ligné.

A l'inverse, les secteurs plus éloignés de la métropole nantaise ont connu une croissance démographique plus faible (+ 291 habitants liés au solde naturel ; + 892 habitants liés au solde migratoire).



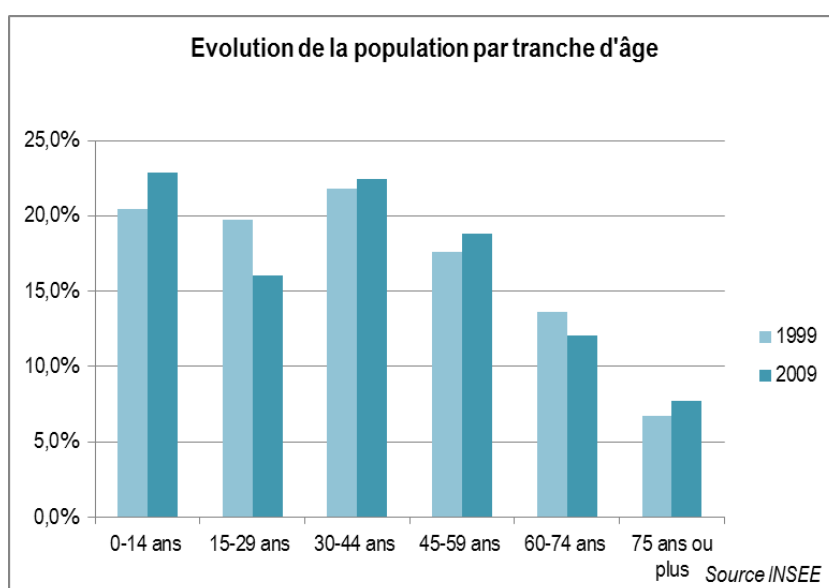
2.2. UN RAJEUNISSEMENT ET UN DESSERREMENT DES MENAGES

2.2.1. Une variation inégale de la population

2.2.1.1. Selon les tranches d'âge

En décomposant par tranches d'âge la population du Pays d'Ancenis en 1999 et en 2009, les disparités en termes d'évolution ressortent :

- une augmentation de la représentation des classes d'âges 0 – 14 ans ; 30 – 59 ans et 75 ans et plus ;
- une diminution de la représentation des classes d'âges 15 – 29 ans et 60 – 75 ans.

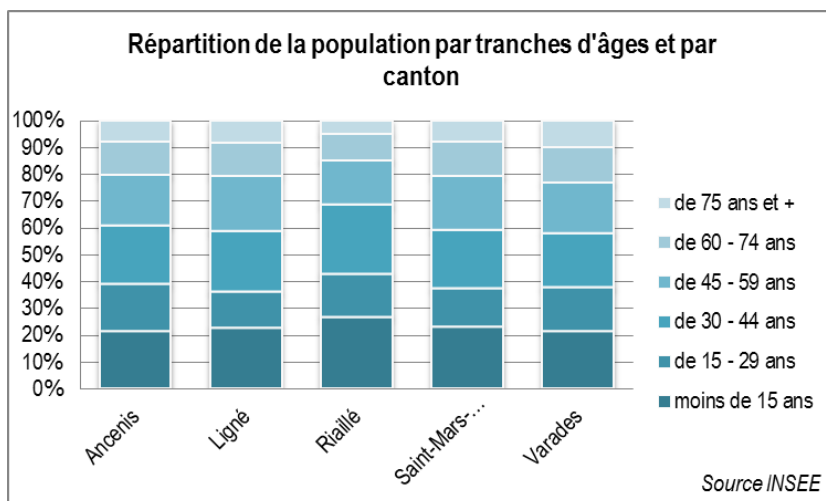


2.2.1.2. Selon les secteurs

La décomposition des tranches d'âge de la population par secteur fait apparaître des singularités notoires.

- Une représentation des 30 – 44 ans et des moins de 15 ans dans le secteur de Ligné plus forte que dans les autres secteurs, confirmant encore l'attractivité du secteur vis-à-vis de Nantes et l'installation de jeunes ménages (parents / enfants de moins de 15 ans).
- Une représentation des plus de 75 ans plus importantes dans les secteurs les plus ruraux (Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille, Varades) que dans le reste du Pays.

Ces spécificités démographiques impliquent la prise en compte des équipements nécessaires à leur installation et à leur épanouissement : crèches / écoles / maisons de retraite / services de proximité...



2.2.2. Un indice jeunesse confirmant l'attractivité du territoire

L'indice jeunesse permet de saisir la proportion des moins de 20 ans par rapport aux plus de 60 ans. A l'échelle du Pays, ce rapport est relativement équilibré : indice jeunesse de 1,43. Les disparités entre les secteurs sont peu importantes avec une identification des plus forts taux dans les secteurs attractifs de Ligné (2,08) et d'Ancenis (1,39) et des taux les plus faibles dans les secteurs de Saint-Mars-la-Jaille (1,16) et de Varades (1,26). A l'échelle communale, ces disparités se renforcent :

Taux les plus faibles :

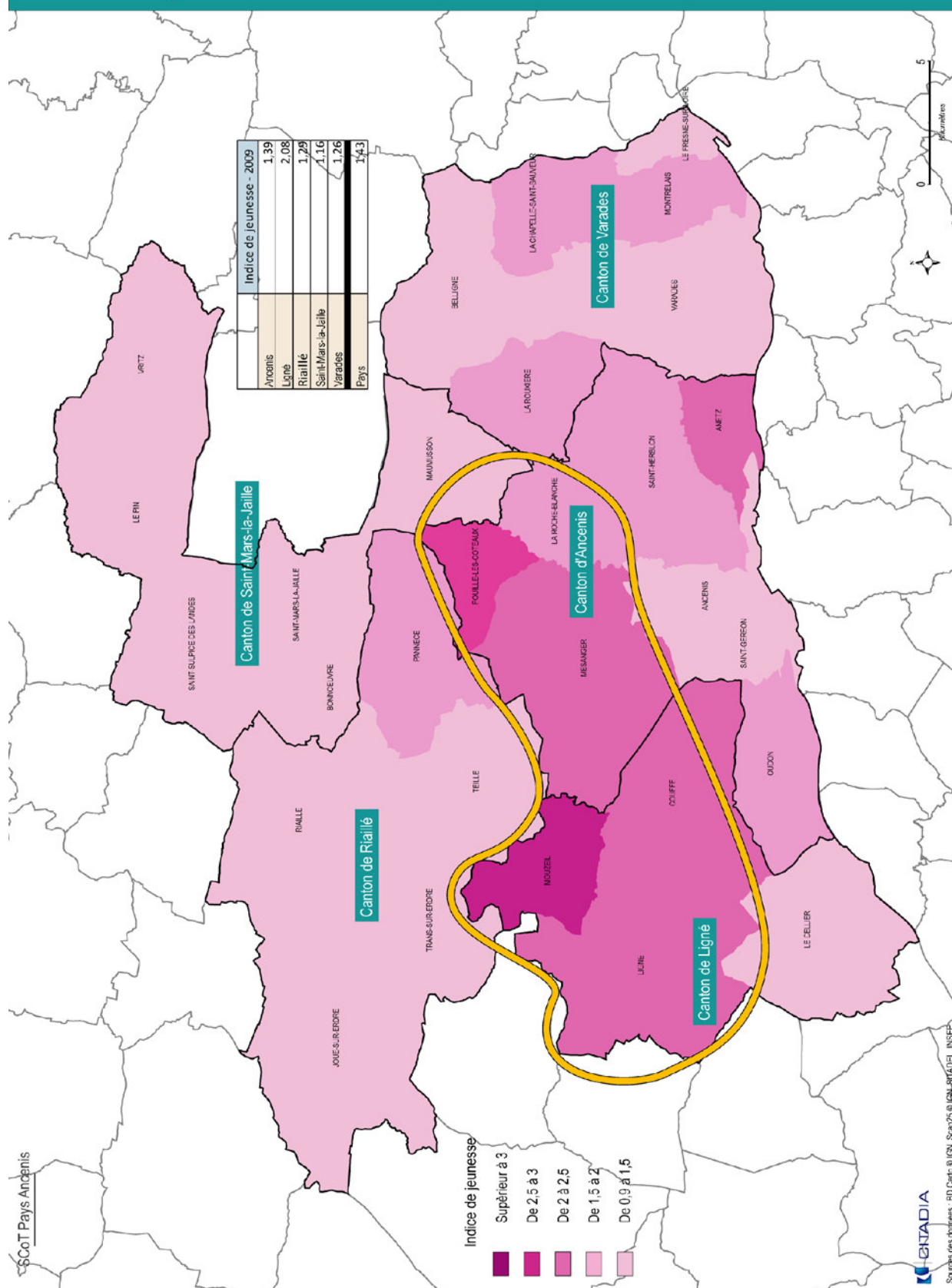
- Saint-Géréon : 0,87
- Vritz : 0,95
- Le Fresne-sur-Loire : 0,96
- Ancenis : 1,04
- Saint-Mars-la-Jaille : 1,09

Taux les plus forts :

- Mouzeil : 3,34
- Pouillé-les-Côteaux : 2,61
- Ligné : 2,36
- Couffé : 2,27
- Anetz : 2,18

Considérant la faible population de certaines communes, cet indicateur est à prendre avec précaution.

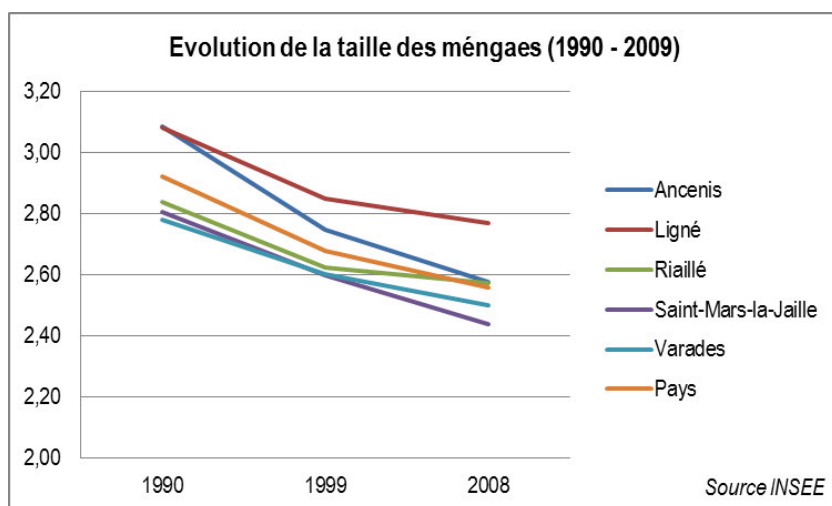
Indice de jeunesse en 2009



2.2.3. Un desserrement des ménages qui s'accroît

Le phénomène de desserrement des ménages (décohabitation tardive, familles monoparentales, vieillissement de la population...) que connaît le Pays d'Ancenis est un phénomène global observé à l'échelle nationale. Tous les secteurs ont connu une diminution de la taille de leurs ménages. Ce sont les secteurs d'Ancenis et de Saint-Mars-la-Jaille qui ont enregistré les plus fortes baisses, passant de 2,75 personnes par ménage en 1999 dans le secteur d'Ancenis à 2,58 personnes en 2008 ; de 2,6 personnes par ménage en 1999 dans le secteur de Saint-Mars-la-Jaille à 2,44 personnes en 2008.

A l'échelle du Pays, le nombre de personnes par ménage est passé de 2,68 en 1999 à 2,56 en 2008.



2.3. CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un territoire englobé dans la dynamique métropolitaine de Nantes ;
- Un accroissement de la population sur l'ensemble du territoire et un accroissement du poids démographique du secteur de Ligné au détriment des pôles secondaires de Varades et de Saint Mars la Jaille.

Atouts

- Une attraction territoriale liée au développement métropolitain de Nantes ;
- Une forte croissance démographique et un solde migratoire important depuis les 10 dernières années ;

Faiblesses

- Des dynamiques démographiques inégales selon les secteurs ;
- Un desserrement des ménages ;

Enjeux

- Accueil des nouvelles populations (logements, services, équipements) ;
- Maintien d'un équilibre territorial et d'une identité propre au Pays vis-à-vis de l'influence nantaise ;

Chiffres clés

- augmentation de 20,8% de la population entre 1999 et 2009
- solde migratoire entre 1999 et 2009 = 1,2 (+ 656 hab)
- solde naturel entre 1999 et 2009 = 0,7 (356 hab)
- 2,6 personnes par ménage en 2009 contre 2,7 en 1999
- indice jeunesse moyen sur le territoire de 1,43

3. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

3.1. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'ENSEMBLE : MOTEURS DE DEVELOPPEMENT, RICHESSE, EMPLOI, REVENUS

3.1.1. Le système économique du Pays d'Ancenis : quels moteurs de développement ?

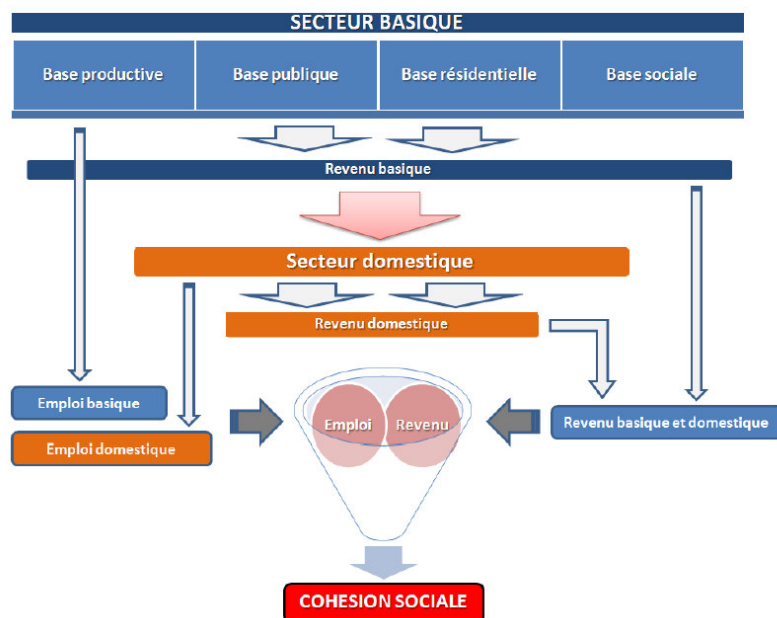
La richesse d'un territoire local ne dépend pas uniquement de ce que produisent ses entreprises mais tient aussi aux revenus qu'il attire. Ainsi, au-delà de la description habituelle du tissu productif ou de la structure de l'emploi, comprendre la dynamique de création de richesse de l'emploi, c'est comprendre comment un territoire capte des ressources. Ces revenus qui irriguent l'économie d'un territoire proviennent de plusieurs sources :

- **La base productive privée** concerne la production de biens et services vendus à l'extérieur du territoire en question. La base productive est la plus exposée à la conjoncture économique.
- Les revenus de personnes résidant mais ne travaillant pas sur le territoire local, dite **base résidentielle** (ou prérentielle car liée à la présence sur le territoire). La base résidentielle est alimentée principalement par 3 catégories de revenus : le salaire des "navetteurs" (actifs résidents mais travaillant hors du territoire), les pensions des retraités, les dépenses des touristes.
- Les salaires publics, dite **base publique**. La base publique joue un puissant rôle d'amortisseur en faveur des territoires les plus vulnérables.
- Les revenus issus des prestations sociales : c'est la **base sociale** (mécanisme de redistribution : social, familial, santé).

Les territoires les plus dynamiques sont ceux qui arrivent à combiner développement productif et attraction-rétention des revenus résidentiels

L'ensemble de ces sources de revenus qui constituent la base économique d'un territoire (ou « secteur basique » sur le graphique ci-dessous) génère une **activité domestique** (ou « secteur domestique » sur le graphique ci-dessous) indispensable à sa cohésion sociale, à savoir, les biens et services produits et vendus localement afin de répondre à la demande des habitants (boulangers, femmes de ménage, médecins, agents immobiliers, garagistes, etc.).

Les différentes modalités de captation de richesse pour un territoire

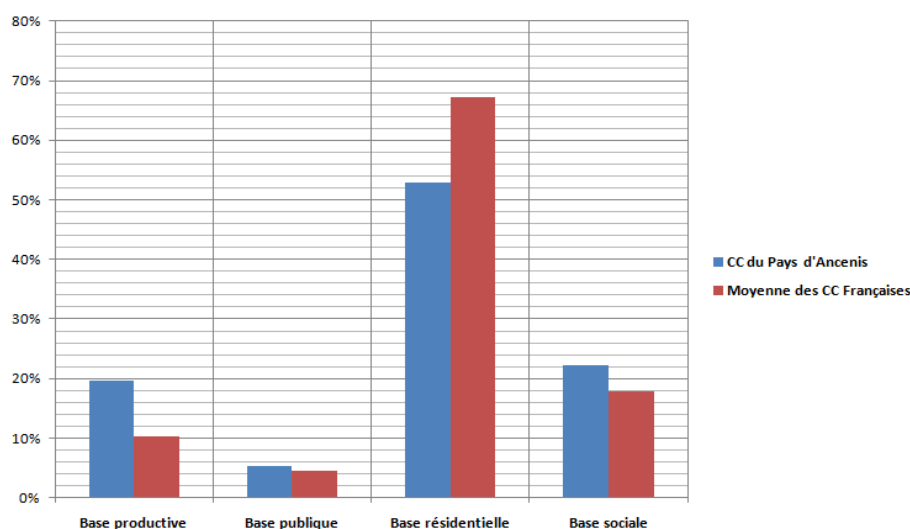


Réalisation : schéma extrait du diagnostic réalisé par KPMG dans le cadre du projet de territoire (septembre 2011),
Source : d'après Laurent Davezies, université Paris XII

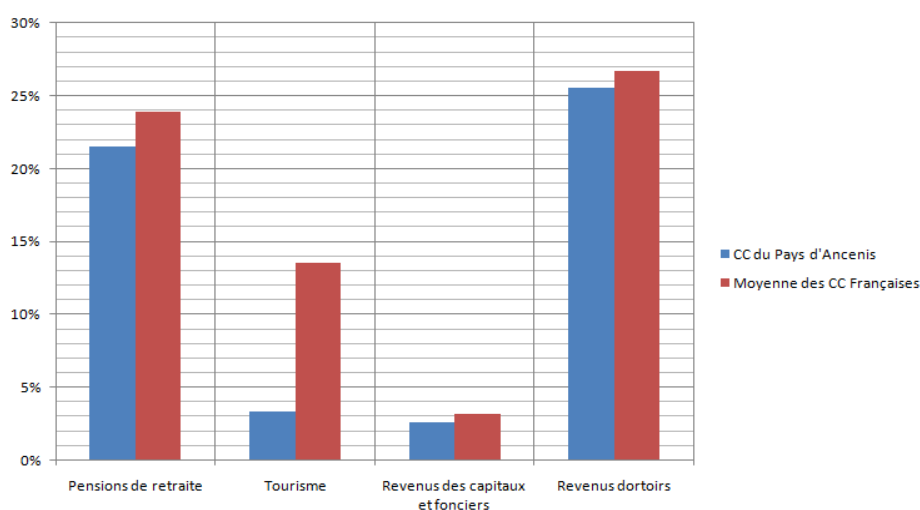
3.1.1.1. Une surreprésentation de la base productive sur l'ensemble du Pays d'Ancenis...

Sur le Pays d'Ancenis en 2006, comme l'indique le graphique ci-dessous, la **base productive est sensiblement surreprésentée** au regard de la moyenne des communautés de communes françaises. Elle représente environ **20% des ressources du territoire** contre 10% pour les communautés de communes française en moyenne. La **base résidentielle**, quant à elle, bien qu'elle demeure le principal apport de revenu sur le territoire du Pays d'Ancenis, **demeure assez nettement sous-représentée en raison du très faible poids du tourisme notamment (cf. partie 3.2.6)**, comme l'indique le second graphique. Il est à noter par ailleurs, une **surreprésentation de la base sociale** par rapport à la moyenne des communautés de communes française témoignant de l'importance des ménages dont les ressources sont faibles.

**Structure des moteurs de développement de la COMPA,
au regard de la moyenne des communautés de communes françaises en 2006**



**Décomposition de la base résidentielle de la COMPA,
au regard de la moyenne des communautés de communes françaises en 2006**

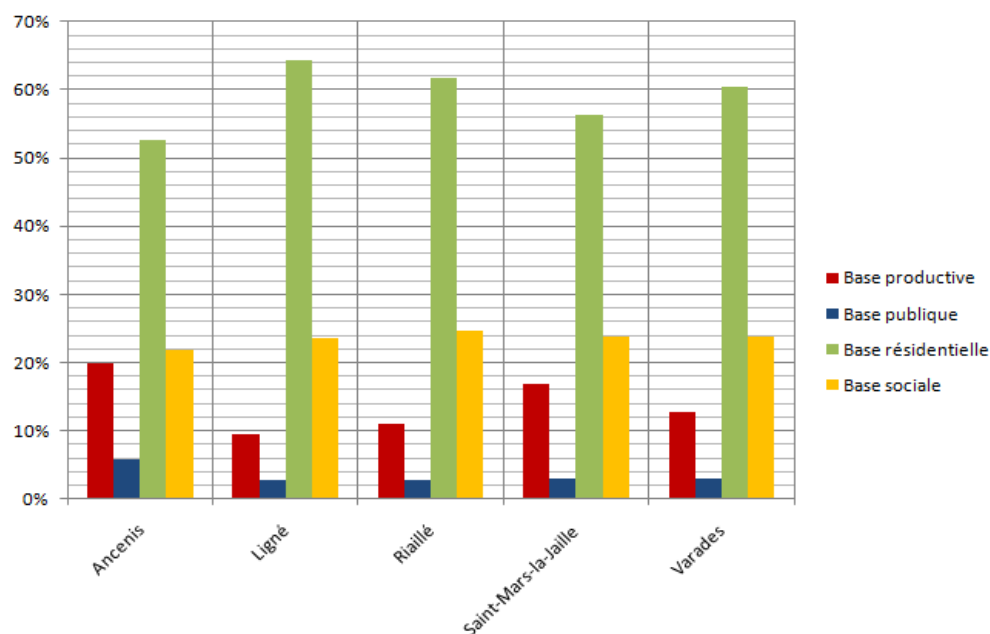


Réalisation : graphiques extraits du diagnostic réalisé par KPMG dans le cadre du projet de territoire (septembre 2011),
Sources : OPC – SIT-DEV d'après INSEE, Unedic, DGI et Ministère du Tourisme

3.1.1.2. ... mais des moteurs de développement différenciés selon les secteurs

Au sein même du Pays d'Ancenis, les secteurs présentent une structure de leurs moteurs de développement nettement différenciée. Alors que les secteurs d'Ancenis, de Varades et de Saint-Mars-La-Jaille présentent un profil plutôt productif, Ligné et Riaillé se caractérisent avant tout par la surreprésentation de leur économie résidentielle. Cette surreprésentation de l'économie résidentielle s'explique par la proximité de Nantes et la part importante d'actifs s'y rendant quotidiennement pour travailler. Le faible coût de l'immobilier par rapport à l'agglomération nantaise permet l'installation sur le Pays d'Ancenis des ménages travaillant à Nantes.

Structure des moteurs de développement par secteur de la COMPA en 2006



Réalisation : graphique extrait du diagnostic réalisé par KPMG dans le cadre du projet de territoire (septembre 2011),
Sources : OPC – SIT-DEV d'après INSEE, Unedic, DGI et Ministère du Tourisme

3.1.2 – L'emploi : évolution, secteurs d'emplois, catégories socioprofessionnelles

La partie ci-après exploite les données INSEE les plus récentes à savoir celles de l'année 2009. En raison de la persistance de la crise économique, les constats présentés peuvent donc être nuancés ou accentués.

3.1.2.1. Un nombre d'emplois globalement en augmentation, mais des disparités internes

Une croissance de l'emploi s'observe à l'échelle du Pays : **4881 emplois supplémentaires entre 1999 et 2009, soit + 2,4% par an**. Cette croissance de l'emploi globale relève principalement des secteurs d'Ancenis (70% de la croissance de l'emploi du Pays) et de Ligné (23% de la croissance de l'emploi du Pays) et notamment des communes de :

- Ancenis (+ 2 305 emplois), Saint-Géréon (+ 440 emplois) et Mésanger (+ 266 emplois) pour le secteur d'Ancenis ;
- Le Cellier (+ 642 emplois), Ligné (+ 353 emplois) et Couffé (+ 102 emplois) pour le secteur de Ligné.

A l'échelle communale, Ancenis reste, en 2009 par rapport à 1999, le premier pôle économique du Pays (45% des emplois du Pays en 2009), tout comme Saint-Mars-La-Jaille demeure le deuxième (7% des emplois). Toutefois, à l'échelle des secteurs, si **le secteur d'Ancenis reste celui détenant le plus grand nombre d'emplois**, le secteur de Ligné devient le second, prenant la place du secteur de Saint-Mars-La-Jaille.

Le secteur de Saint Mars la Jaille est le seul à avoir perdu des emplois entre 1999 et 2009. On compte environ 50 emplois de moins sur la période, avec une perte de 89 emplois pour la seule commune de Saint-Mars-La-Jaille. Cette perte est principalement imputée à la chute des emplois salariés liés au secteur de l'industrie (- 108 emplois entre 1999 et 2009). Ainsi, **en 10 ans, le secteur de Saint-Mars-la-Jaille a perdu de son attractivité par l'emploi**.

A l'inverse **le secteur de Ligné**, spontanément considéré comme un secteur périurbain voué au développement résidentiel, du fait de sa grande proximité avec l'agglomération nantaise, a développé une attractivité forte en matière d'emplois.

Le secteur de Varades n'a connu qu'une faible augmentation du nombre d'emplois lui faisant perdre de son poids à l'échelle du Pays.

Quant au secteur de Riaillé, il conserve le même poids en matière d'emploi en 2009 par rapport à 1999.

Evolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2009

	Nombre d'emplois		Evolution annuelle des emplois	Part des emplois du Pays	
	1999	2009		1999	2009
Pays d'Ancenis	18492	23373	2,4%	100%	100%
Canton d'Ancenis	10529	13958	2,9%	57%	60%
Canton de Ligné	1933	3053	4,7%	10%	13%
Canton de Varades	2217	2355	0,6%	12%	10%
Canton de Riaillé	1381	1624	1,6%	7%	7%
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	2432	2384	-0,2%	13%	10%

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

On distingue **5 pôles d'emplois dans le Pays d'Ancenis** essentiellement concentrés sur l'axe ligérien (cf. tableau ci-dessous). Les pôles d'emplois ont été identifiés selon deux critères : le nombre d'emplois en 2009 et l'indicateur de concentration d'emplois en 2009, c'est-à-dire le nombre d'emplois pour 100 actifs de la commune. Ainsi, deux catégories de pôles se distinguent :

- **les pôles d'emplois principaux, qui disposent d'un grand nombre d'emplois, même par rapport au nombre d'actifs :**
 - Pôle d'Ancenis composé principalement d'Ancenis pour le nombre d'emplois et l'indicateur de concentration d'emplois, mais aussi de Saint-Géréon, Mésanger et Saint-Herblon pour leur nombre d'emplois uniquement
 - Pôle de Saint-Mars-La-Jaille
 - Pôle de Varades, qui peut être rapproché de Saint-Florent-le-Vieil (hors Pays d'Ancenis) où l'on recense 1295 emplois en 2009 et 110,5 emplois pour 100 actifs.

Cette typologie correspond aux pôles d'équilibre de la Directive Territoriale d'Aménagement de l'Estuaire de la Loire.
- **Les pôles d'emplois secondaires, qui disposent d'un nombre important d'emplois, mais insuffisant pour l'ensemble des actifs des communes concernées :**
 - Pôle composé du Cellier et de Ligné
 - Pôle de Riaillé

Pôles d'emplois du Pays

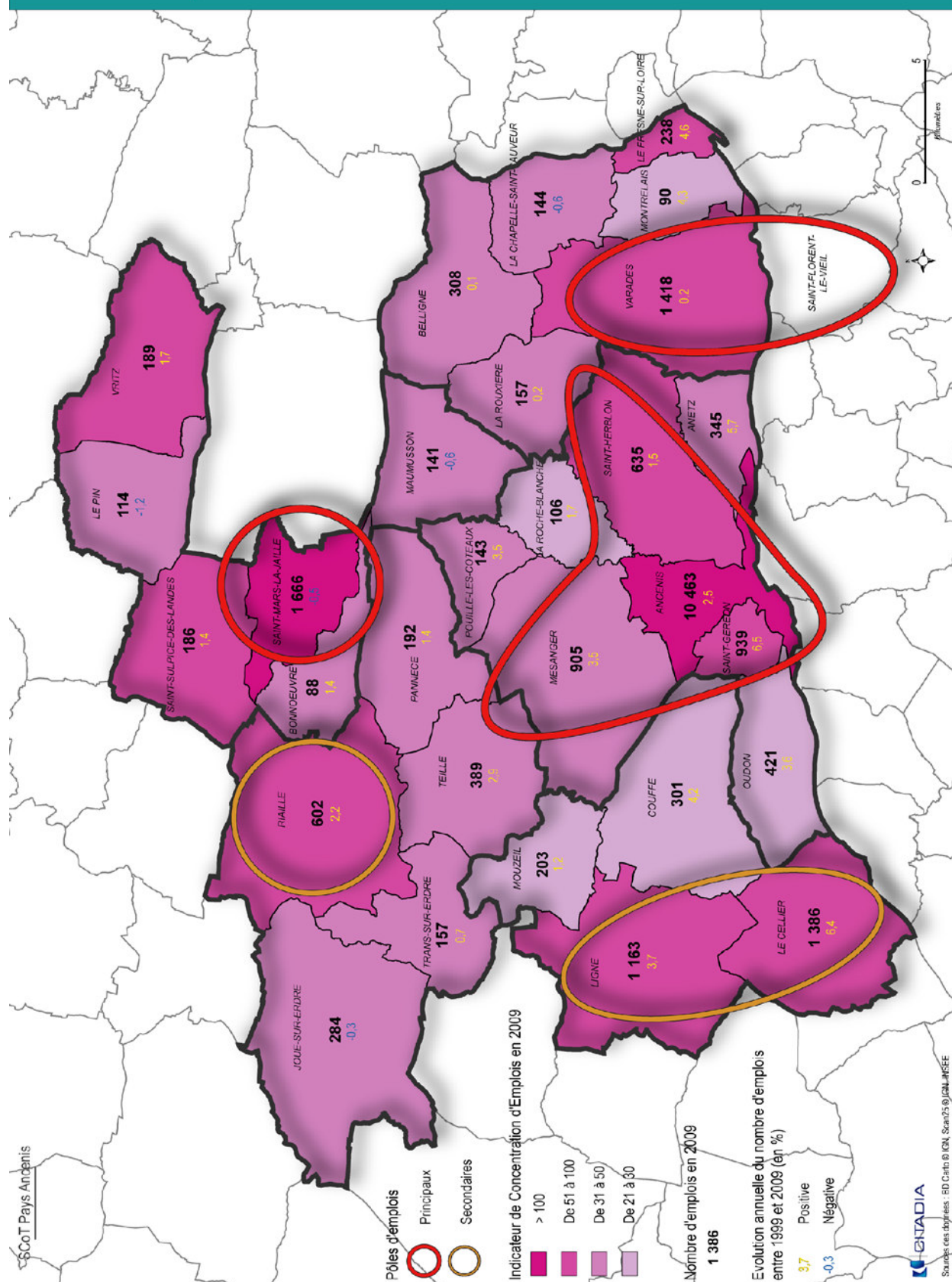
	Nb d'emploi au lieu de travail en 2009	Part de l'emploi du Pays	ICE en 2009
Riaillé	602	3%	67
Saint-Herblon	635	3%	58
Mésanger	905	4%	45
Saint-Géréon	939	4%	85
Ligné	1163	5%	57
Le Cellier	1386	6%	85
Varades	1418	6%	94
Saint-Mars-la-Jaille	1666	7%	160
Ancenis	10463	45%	309

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

Canton d'Ancenis
Canton de Saint-Mars-la-Jaille
Canton de Riaillé
Canton de Ligné
Canton de Varades

Pôles d'emplois en 2009



3.1.2.2. Un taux de chômage relativement faible et en diminution sur l'ensemble du Pays

Le territoire du Pays d'Ancenis est moins frappé par le chômage qu'en moyenne sur le département. Par ailleurs, l'ensemble des secteurs du Pays ont connu une chute de leur taux de chômage et même le secteur de Saint-Mars-La-Jaille qui est pourtant le seul secteur à avoir subi une baisse de l'emploi.

Evolution du taux de chômage entre 1999 et 2009

	Taux de chômage (en %)	
	1999	2009
Pays d'Ancenis	8,8	7,2
Canton d'Ancenis	8,6	7,0
Canton de Ligné	9,2	6,7
Canton de Varades	8,3	8,1
Canton de Riaillé	10,3	8,0
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	8,1	6,9
Loire-Atlantique	12,6	9,5

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

3.1.2.3. Le nombre d'actifs augmente globalement plus vite que le nombre d'emplois...

En 2009, l'indicateur de concentration d'emplois (ICE, cf. encadré ci-contre et tableau ci-dessous) était de 88,1. Cela veut donc dire que **pour 100 actifs occupés, le territoire comptabilisait 88,1 emplois en 2009**. Cela sous-tend qu'une partie des actifs du territoire le quitte quotidiennement pour aller travailler. Ce rapport entre emplois et actifs pour le Pays d'Ancenis semble relativement élevé au regard d'autres territoires de comparaison plus dépendants de bassins d'emplois extérieurs.

*Le rapport entre le nombre d'emplois offerts dans un territoire donné et les actifs ayant un emploi qui résident dans ce même territoire permet d'établir un **Indicateur de Concentration d'Emploi**.*

*Cet indicateur permet de **définir le niveau de polarité que joue ce territoire par rapport à son bassin de vie**.*

Indicateur de concentration d'emploi en 2008 sur d'autres territoires

	ICE en 2008
Loire-Atlantique	101,12
CU Nantes Métropole	124,77
CC d'Erdre et Gesvres	50,89
CC du Pays d'Ancenis	89,23
Pays du Vignoble Nantais	71,00
Pays de Chateaubriant	81,30
Pays des Muges	78,68
Pays Segréen	79,60

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

Par ailleurs, entre 1999 et 2009, l'indicateur de concentration d'emploi a diminué sur le Pays d'Ancenis passant de 91,1 à 88,1 (soit une diminution de 3 points) en raison d'une plus rapide augmentation du nombre d'actifs que du nombre d'emplois. Il s'agit pour autant d'une **relative stabilisation au regard d'autres secteurs de comparaison de plus en plus dépendants de bassins d'emplois extérieurs** comme :

- Saint-Florent-le-Vieil (- 8,4 points entre 1999 et 2009) ;
- Champtoceaux (-14 points entre 1999 et 2009).

À l'échelle infracommunautaire, **le secteur d'Ancenis propose un nombre d'emplois supérieur au nombre d'actifs (128 emplois pour 100 actifs), témoignant de son rayonnement économique**. La commune d'Ancenis porte ce rayonnement avec 309 emplois pour 100 actifs. La seule autre commune du Pays à se trouver dans la même situation qu'Ancenis est Saint-Mars-La-Jaille. Malgré la chute la plus importante sur le Pays en matière d'emplois (- 89 emplois entre 1999 et 2009), le nombre d'emplois y reste supérieur au nombre d'actifs (160 emplois pour 100 actifs). Ainsi, malgré une chute de l'ICE à l'échelle du secteur de Saint-Mars-La-Jaille relativement importante (-23 points), celui-ci reste élevé (88,6) et est le deuxième après celui du secteur d'Ancenis.

Les secteurs de Varades et Riaillé quant à eux ont connu une augmentation bien plus importante du nombre d'actifs que du nombre d'emplois traduisant un ICE relativement faible, notamment pour le secteur de Riaillé.

Enfin, le secteur de Ligné a connu une très forte augmentation du nombre d'emplois (la plus forte sur tout le Pays) parallèlement à une forte augmentation du nombre d'actifs, mais moins importante que celle de l'emploi, conduisant à un ICE en augmentation. Le déséquilibre emplois / actifs tend donc quelque peu à se réduire et estompe l'image de zone résidentielle de Ligné.

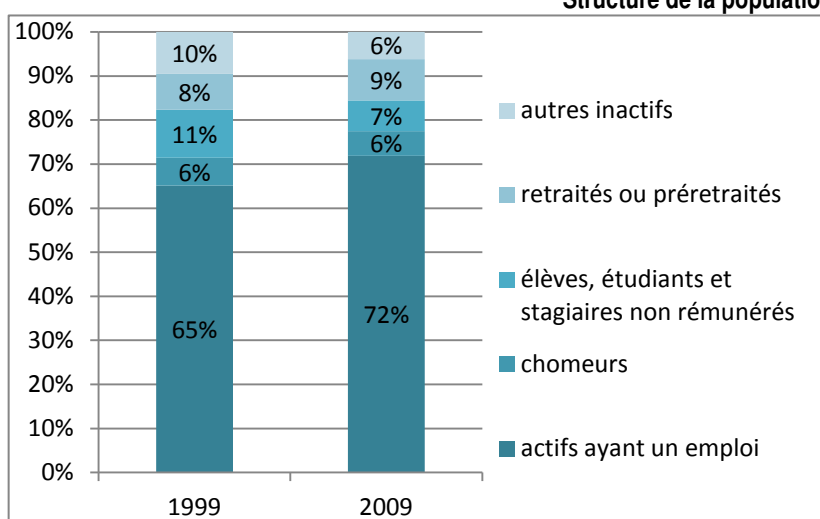
Evolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2009 et projection par rapport au nombre d'actifs

	Nombre d'emplois		Evolution annuelle des emplois	Actifs ayant un emploi		Evolution annuelle des actifs	Différence emplois / actifs	Indicateur de concentration d'emplois (ICE)		Variation de l'ICE
	1999	2009	99-2009	1999	2009	99-2009	2009	1999	2009	99-2009
Pays d'Ancenis	18492	23373	2,4%	20299	26535	2,7%	-3162	91,1	88,1	-3
Canton d'Ancenis	10529	13958	2,9%	8773	10917	2,2%	3041	120,0	127,9	8
Canton de Ligné	1933	3053	4,7%	3982	5641	3,5%	-2588	48,5	54,1	6
Canton de Varades	2217	2355	0,6%	2977	3810	2,5%	-1455	74,5	61,8	-13
Canton de Riaillé	1381	1624	1,6%	2387	3476	3,8%	-1852	57,9	46,7	-11
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	2432	2384	-0,2%	2180	2691	2,1%	-307	111,6	88,6	-23

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

Par ailleurs, les actifs représentent en 2009 une part nettement plus importante dans la population qu'en 1999. Ce sont notamment les élèves, étudiants et stagiaires ainsi que d'autres inactifs qui sont moins nombreux et représentent une part moins importante dans la population en 2009 qu'en 1999.

Structure de la population



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

3.1.2.4. ... entraînant des déplacements domicile-travail importants

L'écart entre le nombre d'emplois et le nombre d'actifs observés sur le Pays d'Ancenis (théoriquement 3162 actifs de plus que le nombre d'emplois réel) ainsi que la baisse et le faible taux de chômage sous-tendent des déplacements liés au travail en dehors du Pays. En effet, il ressort de l'analyse des déplacements domicile-travail (partie 6.1) que **les flux sortants du Pays sont plus importants que ceux entrants** (11 291 contre 8 089) et qu'ils sont principalement à destination de Nantes-Saint-Nazaire (63,5% des flux sortants). Il ressort également que de tous les secteurs du Pays d'Ancenis, le secteur de Ligné est le territoire ayant la plus grande part de flux sortants (62% de flux sortants) et qu'ils s'effectuent majoritairement en direction de la métropole Nantes-Saint-Nazaire (87% des flux sortants du secteur de Ligné), confirmant notamment l'attraction de la métropole nantaise sur la frange Ouest du Pays. Ce phénomène pourrait toutefois se voir réduit étant donné le regain d'attractivité par rapport à l'emploi du secteur de Ligné comme vu précédemment.

3.1.2.5. Une forte représentation de l'emploi industriel mais en diminution

Le Pays d'Ancenis est un territoire marqué par son histoire industrielle. Ainsi, dans son ensemble le pays se caractérise par un **emploi industriel très présent** (27% d'emplois industriels) par rapport à d'autres territoires de référence (14% d'emplois industriels en Loire-Atlantique par exemple), **mais aussi en forte augmentation** (+ 870 emplois industriels entre 1999 et 2009, soit + 16%).

Cette forte concentration d'emplois industriels se rencontre notamment dans les secteurs de :

- Saint-Mars-de-La-Jaille (42% d'emplois industriels) malgré une diminution du nombre d'emplois industriels entre 1999 et 2009 (- 56 emplois industriels entre 1999 et 2009, soit - 5%)
- Ligné (+ 460 emplois industriels entre 1999 et 2009, soit + 101%)
- Ancenis (+ 482 emplois industriels entre 1999 et 2009, soit + 15%)

Toutefois, **la représentation de ce secteur d'emplois a diminué** entre 1999 (30% de l'emploi) et 2009 (27% de l'emploi), en raison notamment de la forte augmentation des emplois liés à :

- La construction : + 53% d'emplois ;
- Les commerces, transports, services divers : + 36% d'emplois ;
- Administration, enseignement, santé, action sociale : + 33% d'emplois.

En lien avec l'importante extension du parc immobilier, **le secteur de la construction est en plein essor**. La forte croissance des emplois dans ce domaine relève principalement des secteurs proches de la métropole nantaise où les rythmes de construction sont les plus importants, à savoir les secteurs de :

- Ligné : + 146% d'emplois liés à la construction ;
- Ancenis : + 63% d'emplois supplémentaires.

Le secteur des commerces, transports et services divers représente la plus forte évolution des emplois sur le Pays (44% des emplois supplémentaires), mais la part qu'il représente (35%) reste nettement en deçà de la moyenne départementale (46%).

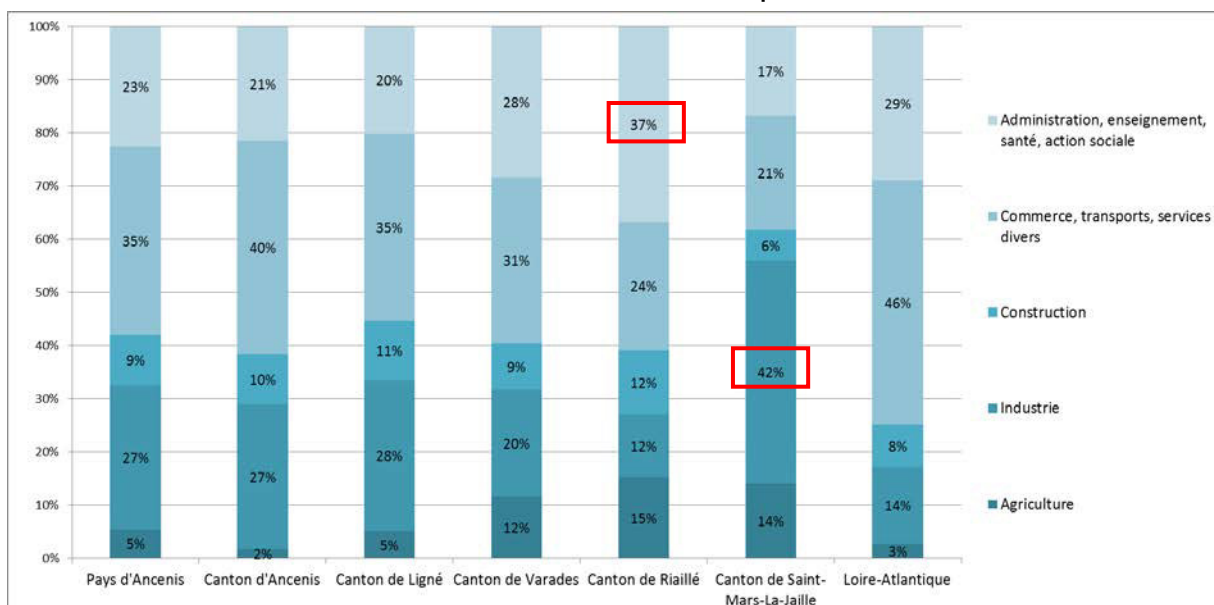
Le secteur de l'administration, enseignement, santé, action sociale représente la seconde plus forte évolution des emplois sur le Pays (27% des emplois supplémentaires), mais là encore la part qu'il représente (23%) est inférieure à la moyenne départementale (29%). Il est à noter que 37% des emplois du secteur de Riaillé sont liés à l'administration, la santé, l'enseignement et l'action sociale. Ainsi, à l'inverse des autres secteurs et notamment de celui de Saint-Mars-La-Jaille, le secteur de Riaillé bénéficie d'emplois relativement bien protégés contre les variations économiques conjoncturelles.

Sur l'ensemble du Pays, **le secteur de l'agriculture connaît lui une forte diminution du nombre d'emplois** sur la période 1999-2009 (- 194 emplois soit - 14% d'emplois agricoles en moins), excepté pour le secteur de Saint-Mars-La-Jaille qui connaît une augmentation dans ce domaine. Cette augmentation est à mettre en parallèle avec la diminution du nombre d'emplois industriels. Les secteurs les plus proches de la métropole nantaise ou les plus urbanisés sont les plus touchés par la perte d'emplois agricoles à savoir les secteurs de :

- Riaillé : le secteur agricole qui représentait 24% des emplois en 1999 n'en représente « plus que » 15% en 2009 ce qui reste toutefois nettement supérieur à la moyenne du Pays (5%) et du département (3%) ;
- Ancenis : - 66 emplois agricoles, soit une diminution de 25% ;
- Ligné : le secteur agricole qui représentait 10% des emplois en 1999 n'en représente plus que 5% en 2009.

Si les emplois baissent, il est observé en parallèle **une certaine restructuration de l'agriculture** avec une diminution du nombre d'exploitations et de la surface agricole utilisée sur l'ensemble du territoire (cf. 3.2.5).

Emplois selon le secteur d'activités en 2009



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

Evolution des emplois selon le secteur d'activités entre 1999 et 2009

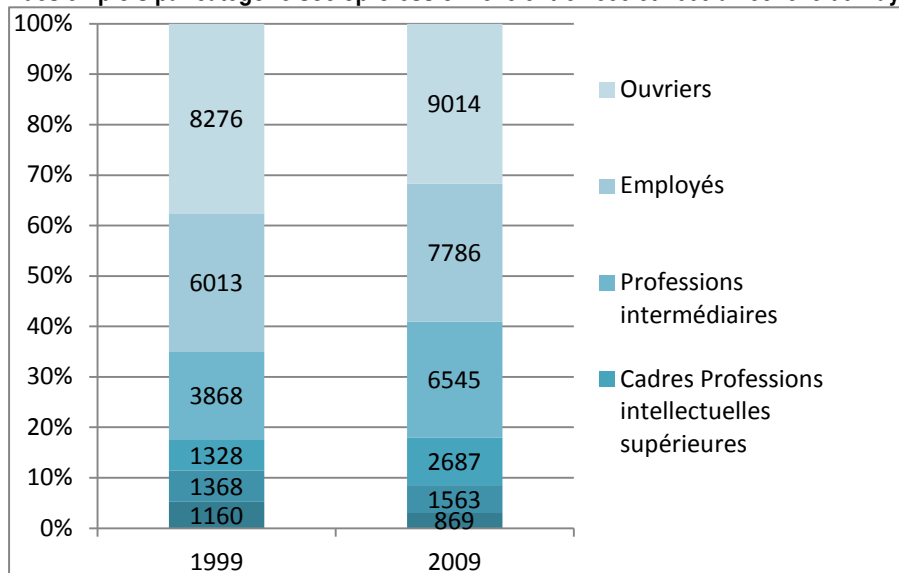
	Agriculture			Industrie			Construction			Commerce, transports, services divers			Administration, enseignement, santé, action sociale		
	1999	2009	évolution 99-2009	1999	2009	évolution 99-2009	1999	2009	évolution 99-2009	1999	2009	évolution 99-2009	1999	2009	évolution 99-2009
Pays d'Ancenis	1434	1240	-14%	5470	6340	16%	1439	2208	53%	6069	8274	36%	3941	5259	33%
Canton d'Ancenis	299	223	-25%	3259	3741	15%	801	1305	63%	3878	5494	42%	2047	2944	44%
Canton de Ligné	188	163	-13%	457	917	101%	147	361	146%	741	1136	53%	432	650	50%
Canton de Varades	289	274	-5%	505	479	-5%	208	210	1%	700	741	6%	657	676	3%
Canton de Riaillé	340	241	-29%	177	188	6%	155	191	23%	317	385	21%	456	583	28%
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	318	339	7%	1072	1016	-5%	128	141	10%	433	519	20%	349	407	17%

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

3.1.2.6. Des emplois qualifiés en augmentation, mais globalement une sous-représentation des cadres supérieurs

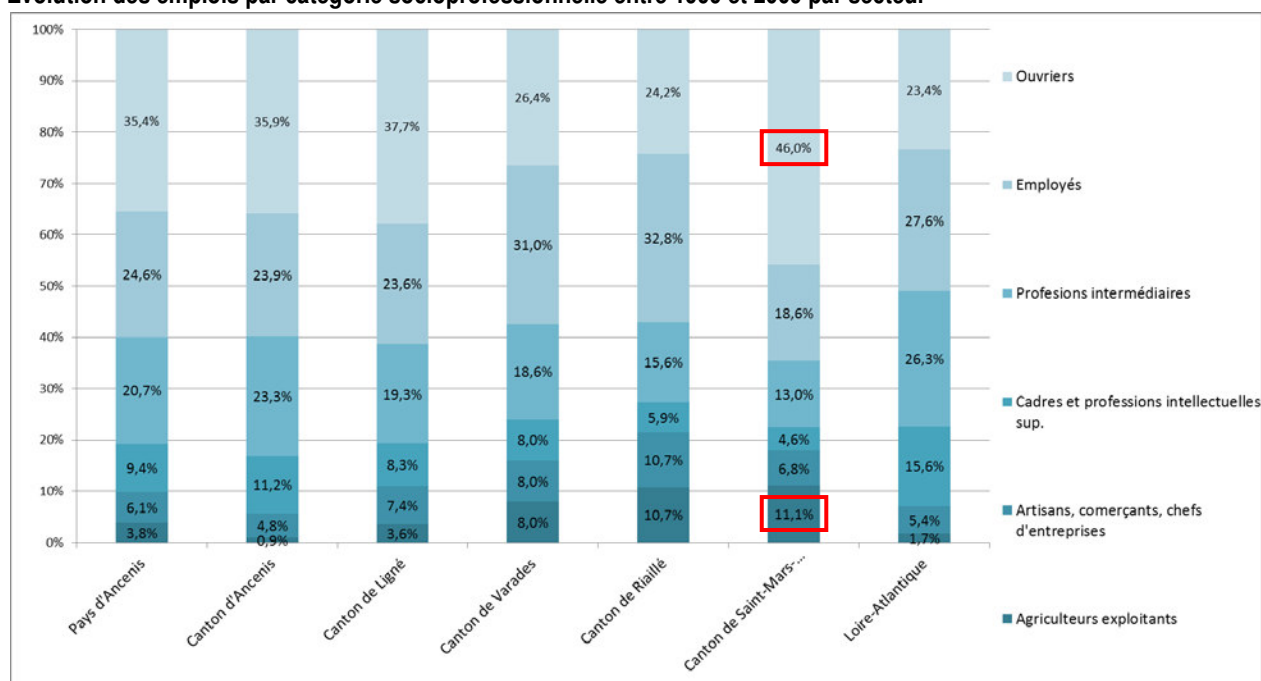
A l'échelle du Pays, la part d'« emplois qualifiés » (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires) a augmenté entre 1999 et 2009. Il s'agit d'un phénomène général ressenti dans l'ensemble des secteurs. Toutefois, la part représentée par ces emplois demeure inférieure à celle observée à l'échelle du département. La part d'ouvriers est quant à elle nettement supérieure en 2009 par rapport à celle du département et ce pour l'ensemble des secteurs, et notamment pour le secteur de Saint-Mars-La-Jaille.

Évolution des emplois par catégorie socioprofessionnelle entre 1999 et 2009 à l'échelle du Pays



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

Évolution des emplois par catégorie socioprofessionnelle entre 1999 et 2009 par secteur



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

3.1.3 – Revenus : un niveau de vie proportionnel à l'éloignement de Nantes, mais des écarts qui tendent à se réduire

En cohérence avec les constats de l'analyse précédente sur les secteurs d'activités et les catégories socioprofessionnelles, on observe sur le premier tableau une dégradation du revenu médian par unité de consommation pratiquement proportionnel à l'éloignement de Nantes en 2009 : la commune de Le Cellier ayant le revenu médian le plus élevé et celles du secteur de Saint-Mars-la-Jaille le plus faible. Ces disparités s'expliquent, entre autres, par la composition socioprofessionnelle de la population avec une plus forte représentation des cadres et des professions intellectuelles supérieures sur le secteur de Ligné.

Toutefois, le second tableau permet de montrer que l'évolution du Revenu par Unité de Consommation (RUC) a plutôt été favorable aux communes plus éloignées de Nantes et qu'il a moins évolué sur les communes du secteur d'Ancenis que sur la plupart des autres communes du Pays.

Comme toutes moyennes, celles-ci peuvent masquer des disparités au sein même des communes. C'est le cas par exemple de la commune d'Ancenis qui concentre un nombre notable de ménages en difficulté (familles monoparentales et bas revenus).

Revenu par Unité de Consommation :

Le revenu disponible par ménage ne mesure pas le niveau de vie effectif des individus. Cela dépend du nombre de personnes composant le ménage. Mais il faut aussi tenir compte du fait que des dépenses ne sont pas proportionnelles au nombre de personnes. Le niveau de vie est donc calculé en divisant le revenu disponible du ménage par le nombre d'unités de consommation. (1 pour les adultes, 0,5 pour les +14ans, 0,3 pour les - 14 ans)

Revenu par Unité de Consommation (RUC)
en 2009 (en €)

Saint-Sulpice-des-Landes	13905
Le Pin	14366
Bonnœuvre	14420
Saint-Mars-la-Jaille	15075
Trans-sur-Erdre	15103
Vritz	15244
La Rouxière	15423
La Chapelle-Saint-Sauveur	15435
Maumusson	15453
Pannecé	15717
Belligné	15786
Riaillé	16152
Joué-sur-Erdre	16181
Varades	16322
Montrelais	16562
Le Fresne-sur-Loire	16624
Teillé	16822
Mésanger	17021
Pouillé-les-Côteaux	17217
Anetz	17316
Saint-Herblon	17494
Mouzeil	17630
Ancenis	17665
Ligné	17983
Couffé	18088
La Roche-Blanche	18231
Saint-Géréon	18742
Oudon	20047
Le Cellier	20967

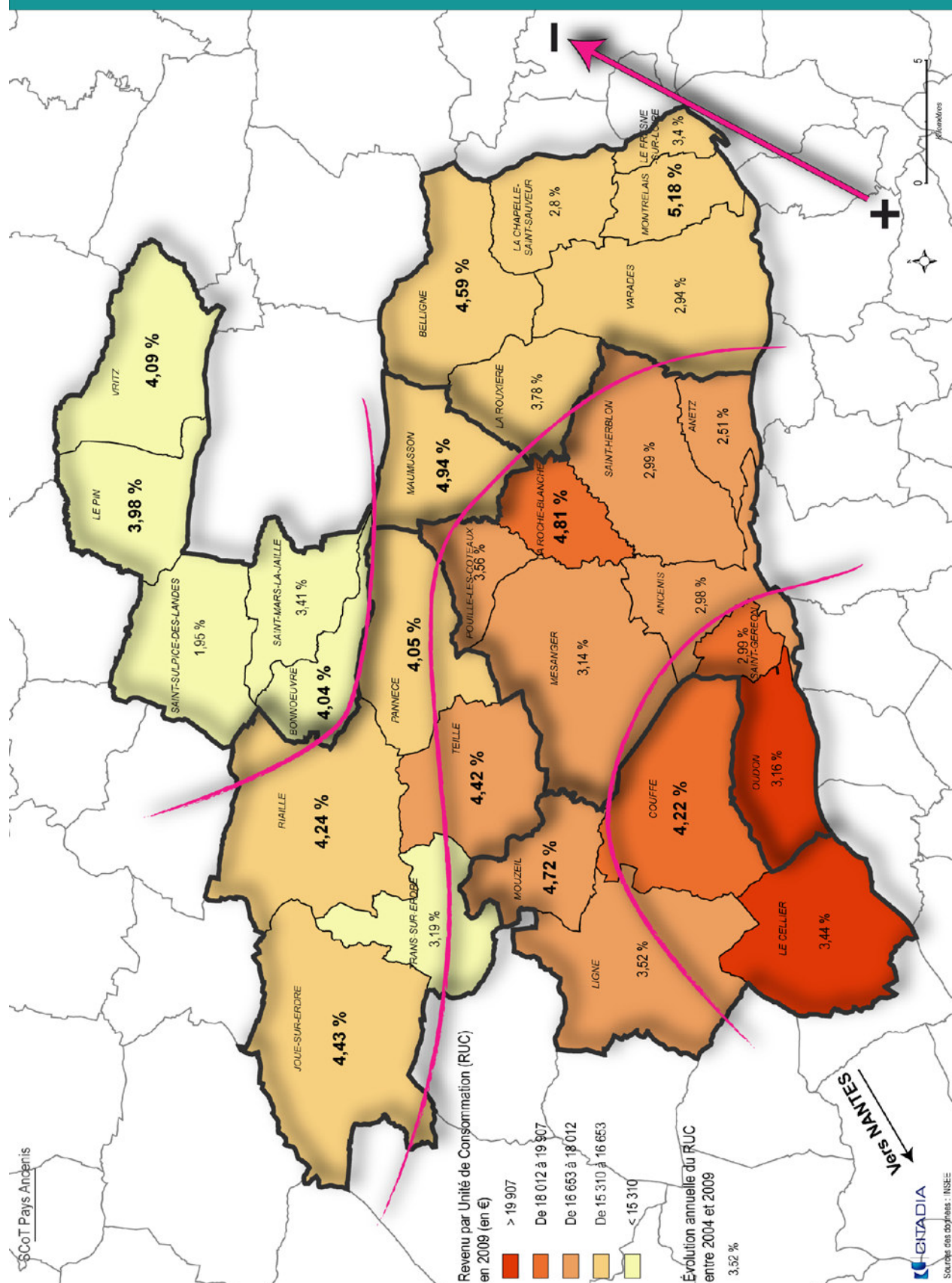
Canton d'Ancenis
Canton de Saint-Mars-la-Jaille
Canton de Riaillé
Canton de Ligné
Canton de Varades

Evolution annuelle 2004-2009 du RUC

Saint-Sulpice-des-Landes	1,95%
Anetz	2,51%
La Chapelle-Saint-Sauveur	2,80%
Varades	2,94%
Ancenis	2,98%
Saint-Géréon	2,99%
Saint-Herblon	2,99%
Mésanger	3,14%
Oudon	3,16%
Trans-sur-Erdre	3,19%
Le Fresne-sur-Loire	3,40%
Saint-Mars-la-Jaille	3,41%
Le Cellier	3,44%
Ligné	3,52%
Pouillé-les-Côteaux	3,56%
La Rouxière	3,78%
Le Pin	3,98%
Bonnœuvre	4,04%
Pannecé	4,05%
Vritz	4,09%
Couffé	4,22%
Riaillé	4,24%
Teillé	4,42%
Joué-sur-Erdre	4,43%
Belligné	4,59%
Mouzeil	4,72%
La Roche-Blanche	4,81%
Maumusson	4,94%
Montrelais	5,18%

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

Niveau de vie



3.2. ANALYSE MICRO-ECONOMIQUE : ETABLISSEMENTS, INDUSTRIE, COMMERCE, ZONES D'ACTIVITES, AGRICULTURE ET TOURISME

3.2.1. Des établissements plutôt petits et majoritairement localisés dans les pôles d'emplois

Tout comme il concentre le plus grand nombre d'emplois, le secteur d'Ancenis réunit près de la moitié des établissements existants et est le secteur où se créent le plus de nouveaux établissements.

Établissements et création d'établissements

	Établissements au 1er janvier 2011		Création d'établissements en 2011	
	Nombre	Part dans le Pays	Nombre	Part dans le Pays
Pays d'Ancenis	2912	100%	406	100%
Canton d'Ancenis	1416	49%	177	44%
Canton de Ligné	511	18%	82	20%
Canton de Varades	395	14%	65	16%
Canton de Riaillé	350	12%	54	13%
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	240	8%	28	7%

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

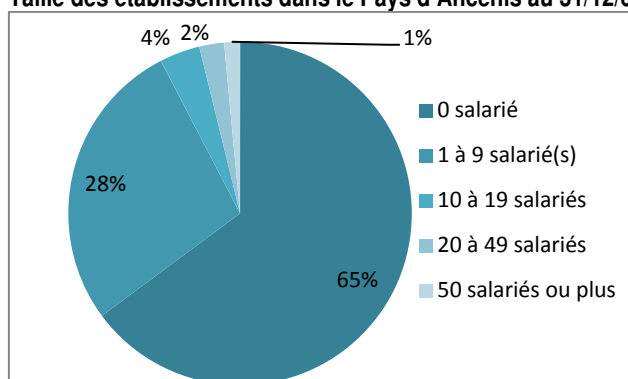
Établissement / entreprise :

L'établissement désigne l'unité de production, tandis que l'entreprise désigne l'unité juridique.

Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements, si elle exerce son activité de façon permanente dans plusieurs lieux distincts. La notion d'établissement aura ici été préférée à celle d'entreprise car elle caractérise davantage l'activité locale réelle

Le Pays d'Ancenis se compose majoritairement de petits établissements : 93% des établissements réunissent moins de 9 salariés. Par ailleurs, le secteur d'Ancenis regroupe une grande partie des petits établissements (entre 40 et 55 % environ pour chacun des différents seuils d'établissements), mais surtout à hauteur de 70% des très gros établissements de 50 salariés ou plus (cela représente 44 établissements).

Taille des établissements dans le Pays d'Ancenis au 31/12/09



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

Répartition des établissements selon leur taille et leur secteur de localisation au 31/12/09

	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Canton d'Ancenis	38%	49%	54%	56%	70%
Canton de Ligné	17%	16%	11%	12%	14%
Canton de Varades	16%	15%	16%	10%	6%
Canton de Riaillé	16%	11%	11%	9%	3%
Canton de Saint-Mars-La-Jaille	13%	9%	7%	13%	6%

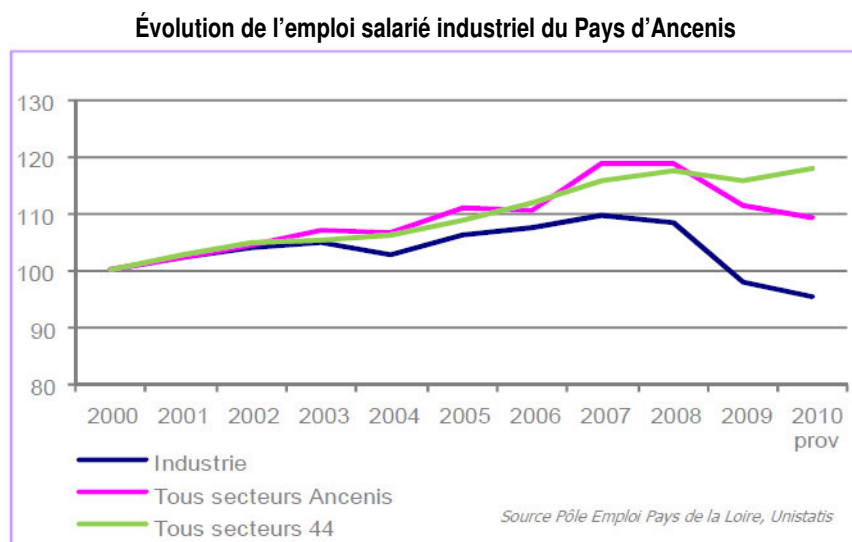
Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE

3.2.2. Un territoire marqué par l'industrie

Le Pays d'Ancenis est historiquement très marqué par le secteur de l'industrie. À part le secteur de Riaillé qui compte 12% de ses emplois dans le secteur industriel, tous les secteurs du Pays comptent au moins 20% d'emplois liés à ce secteur et même jusqu'à 42% pour le secteur de Saint-Mars-La-Jaille (selon l'INSEE). L'emploi salarié industriel représente plus de 35% de l'emploi salarié total du Pays (selon pôle emploi des pays de la Loire).

L'emploi salarié de ce secteur a été particulièrement touché par la crise économique mondiale de 2009 amorcée fin 2008 dans le Pays d'Ancenis. Près de 60% des 1294 emplois salariés supprimés entre 2007 et 2010 faisait partie du secteur industriel. En outre, les offres d'emplois dans l'industrie représentaient 10% des offres du territoire avant la crise et 6% durant la crise. Il s'agit donc d'un secteur largement touché par les variations économiques conjoncturelles.



Réalisation : Comité du Bassin d'emplois du Pays d'Ancenis
Sources : Pôle emploi des Pays de la Loire

Les filières de l'agro-alimentaire et de la métallurgie mécanique dominent dans le Pays d'Ancenis. Si la première semble résister aux phénomènes de concurrence en raison de son ancrage territorial lié à l'outil de production local nécessaire, la seconde y semble plus exposée. Par ailleurs, toutes deux constituent de puissants leviers générateurs d'emplois et d'activités (les entreprises à vocation industrielle ou dans le secteur de l'agro-alimentaire sont celles comptabilisant les effectifs les plus importants), mais pourraient conduire le territoire vers une ultra-spécialisation de son activité.

Les principales sont :

- pour le secteur industriel : Manitou, Toyota, SAH Leduc, Aplix
- Pour le secteur agro-alimentaire : Aubret SA, Groupe Terrena et Laïta.

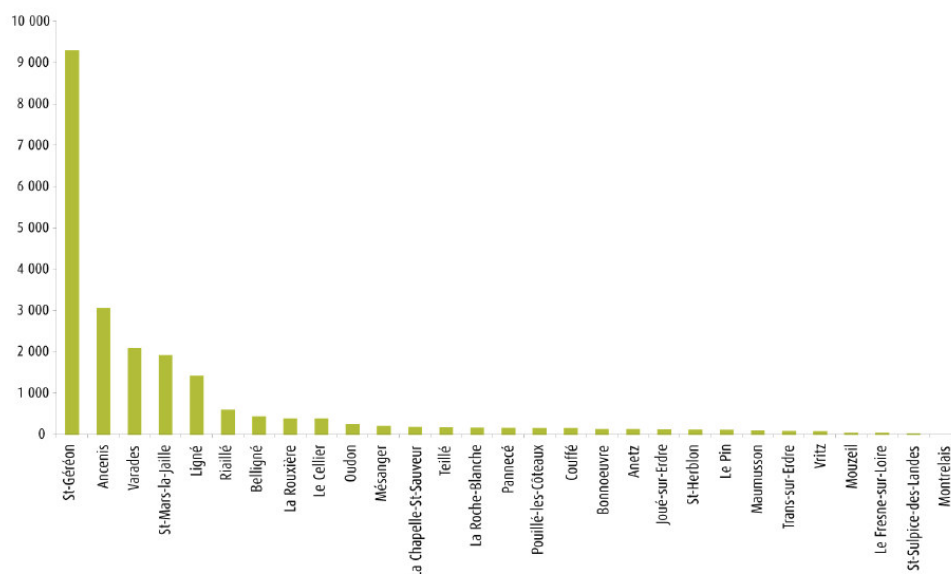
3.2.3. Le commerce

3.2.3.1. Une activité commerciale importante concentrée autour du pôle Ancenis / Saint Géréon

Le pays d'Ancenis offre une densité commerciale de 1294m² couverts pour 1000 habitants (2007). Cette densité commerciale correspond à celle du département qui est de l'ordre de 1292m² de commerces couverts pour 1000 habitants.

La moyenne à l'échelle du Pays d'Ancenis cache des situations contrastées. On trouve à la fois de véritables pôles commerciaux, mais aussi de nombreuses communes à vocation rurale moins pourvues en structures commerciales.

Densité de m² couverts pour 1000 habitants



Réalisation : dans le cadre du diagnostic d'aménagement commercial du Pays d'Ancenis,
CCI Nantes St-Nazaire, Chambre de Métier et de l'Artisanat de Loire-Atlantique, COMPA
Sources : OC44, 2007

La densité commerciale du pôle composé par Saint-Géréon / Ancenis est la plus élevée. Les communes de Varades, Saint-Mars-La-Jaille et Ligné affichent également une bonne densité commerciale. En revanche, les communes de Mouzeil, Le Fresnoy-sur-Loire, St-Sulpice-des-Landes et Montrelais ont des densités commerciales très faibles. Le maintien des commerces de proximité y est donc primordial.

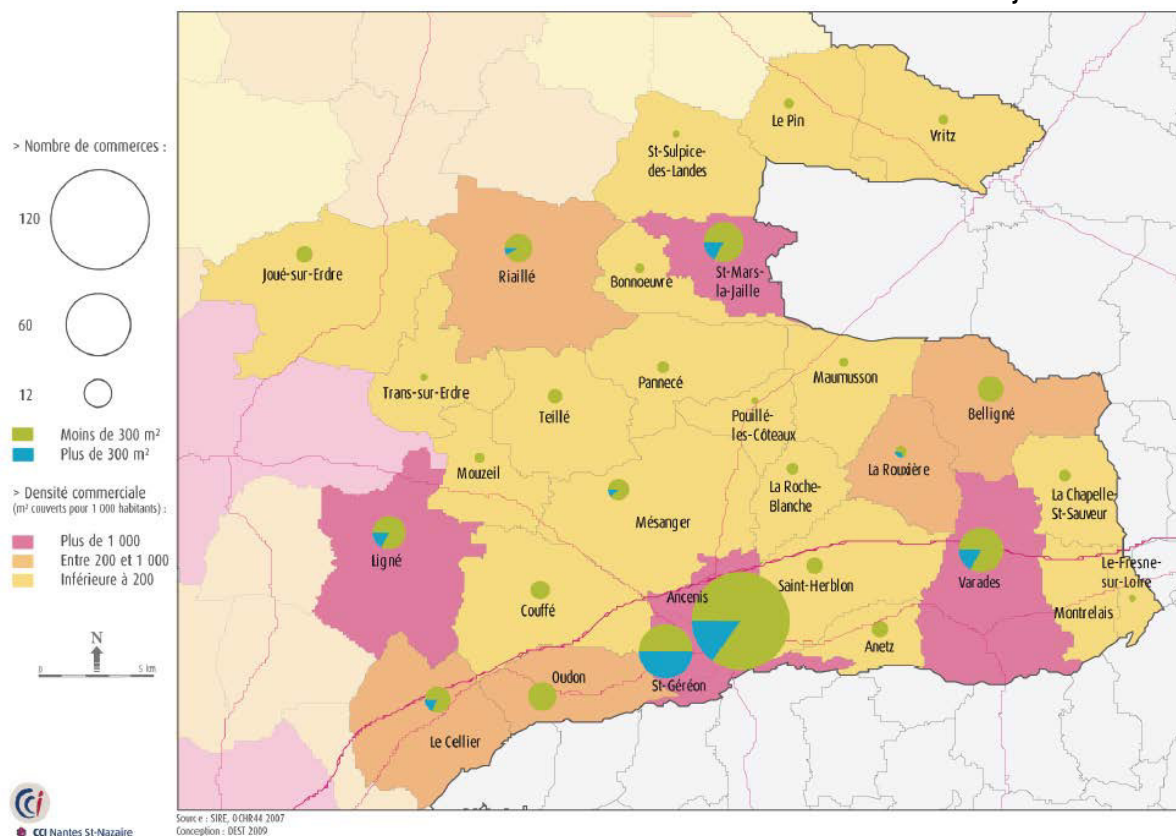
Par ailleurs, les communes ayant les plus fortes densités commerciales sont également celles qui détiennent le plus grand nombre de surfaces commerciales de plus de 300m², le pôle Ancenis / St-Géréon largement en tête.

Plus de 300 m ²	Ancenis	La Rouxière	Le Cellier	Ligné	Mésanger	Riaillé	Saint-Géréon	Saint-Mars-la-Jaille	Varades
Supermarché	3	0	1	0	1	0	0	2	1
Hypermarché	1	0	0	1	0	0	1	0	1
Grande surface spécialisée	13	1	1	2	0	1	17	2	3
Soliderie, dépôt vente	0	0	0	0	0	0	2	0	0
TOTAL PLUS DE 300 M²	17	1	2	3	1	1	20	4	5

Réalisation : dans le cadre du diagnostic d'aménagement commercial du Pays d'Ancenis,
CCI Nantes St-Nazaire, Chambre de Métier et de l'Artisanat de Loire-Atlantique, COMPA
Sources : OC44, 2007

L'hypermarché Leclerc de Saint Géréon s'affirme comme le moteur de l'activité commerciale. Les Super U de Varades, Ligné, Saint Mars la Jaille et Ancenis complètent l'offre commerciale en grande surface.

L'activité commerciale sur le Pays d'Ancenis



Réalisation : dans le cadre du diagnostic d'aménagement commercial du Pays d'Ancenis,
CCI Nantes St-Nazaire, Chambre de Métier et de l'Artisanat de Loire-Atlantique, COMPA
Sources : OC44, 2007

Le maillage commercial dans la charte d'orientation commerciale

La charte d'orientation commerciale du Pays d'Ancenis distingue trois types de pôles commerciaux sur le territoire du Pays d'Ancenis :

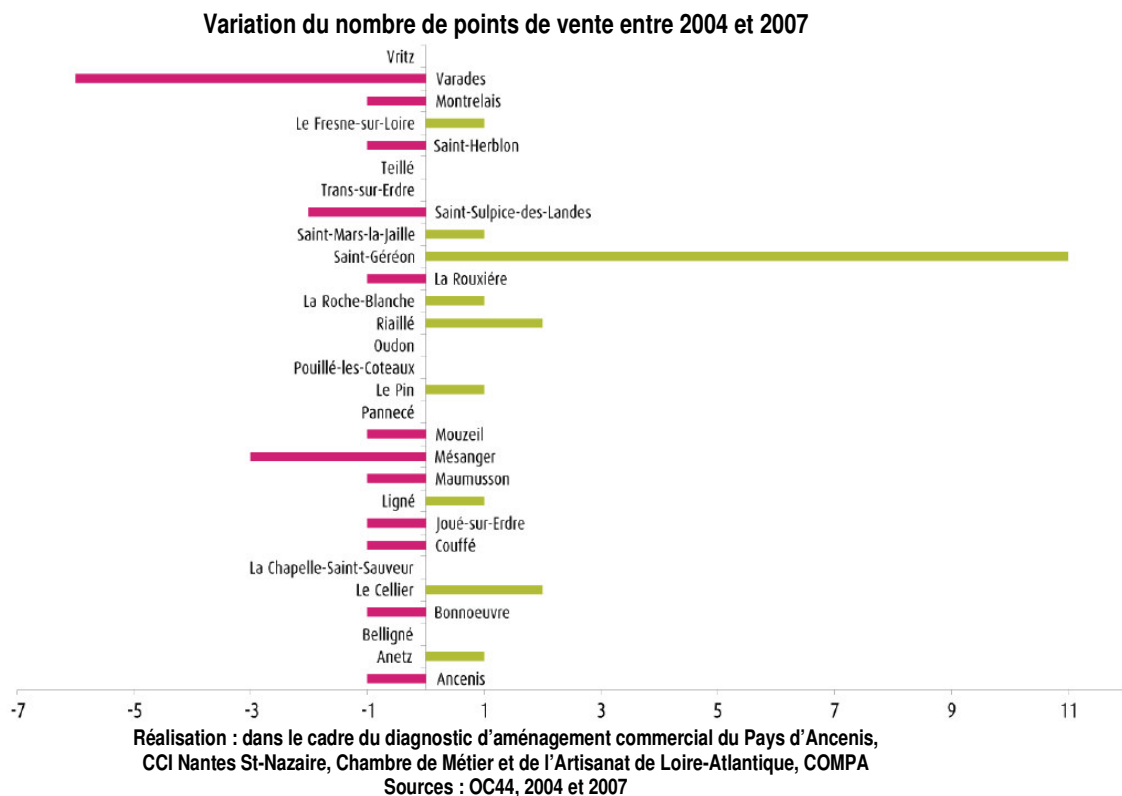
- **Pôle intercommunal (majeur)** : le pôle principal Ancenis/Saint-Géréon offrant en centre-ville et en périphérie une offre commerciale conséquente et diversifiée
- **Trois pôles d'attraction locale (intermédiaires)** qui sont Varades, Saint-Mars-La-Jaille et Ligné. Riaillé et Mésanger, qui pour l'instant sont des pôles de proximité, sont identifiés dans la charte comme « projet de pôle intermédiaire »
- **Plusieurs pôles de proximité** permettant à leurs habitants de réaliser leurs achats quotidiens : Le Cellier, Oudon, Couffé, Mésanger, Saint Herblon, Belligné, Riaillé, Joué-sur-Erdre.

POLE	OFFRE	FREQUENTATION	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE
MAJEUR	Offre spécialisée et alimentaire – achats exceptionnels, occasionnels et réguliers	Ponctuelle, hebdomadaire, quotidienne	A l'échelle intercommunale voire au-delà
INTERMEDIAIRE	Offre alimentaire et diversifiée – achats occasionnels et réguliers	Hebdomadaire, quotidienne	Attraction locale (plusieurs communes)
PROXIMITE	Offre alimentaire avec parfois présence d'un supermarché / supérette – achats réguliers	Quotidienne	Proximité (à l'échelle de la commune)

Réalisation : Charte d'orientation commerciale de la COMPA, 2012
Sources : CCI, CMA, AURAN

3.2.3.2. Des points de ventes globalement stables, mais une évolution contrastée selon les communes

Entre 2004 et 2007, le nombre de points de vente est resté globalement stable sur le pays (326 points de vente en 2004 et 327 points de vente en 2007). Toutefois, cette stabilité à l'échelle du pays cache des disparités en fonction des communes. En effet, alors que Varades a perdu 7 commerces entre 2004 et 2007, Saint-Géréon en a gagné 11.



Dans de nombreuses villes du territoire, il devient difficile de maintenir les commerces de centre-bourg qui sont pourtant indispensables à l'atteinte d'une certaine qualité de vie et d'un dynamisme local. L'évasion commerciale au sein des zones périphériques n'est pas à négliger tout comme l'évasion commerciale dans les petites surfaces réinvesties par certains grands groupes dans les centres-bourgs. Pourtant, beaucoup d'investissements humains et financiers ont été engagés pour des résultats insuffisants (ne permettant pas de dégager un salaire décent).

Les enjeux soulevés par le commerce de proximité

La nécessaire adaptation de l'offre commerciale aux mutations sociétales

- Assurer un revenu décent au commerçant.
- Répondre aux besoins de services du client : répondre à des besoins réguliers, expérimenter de nouvelles formes de commerce ou de coopérations.
- Participer au maintien du lien social : être à l'écoute du client, proposer un lieu de convivialité et de rencontre.

➔ **Un commerce de proximité est à la fois un commerce et un service à la population. Se pose alors la question de la prise en charge de ce service.**

Source : Etude commerces de proximité, COMPA, 2011

3.2.3.3. Analyse qualitative de l'appareil commercial

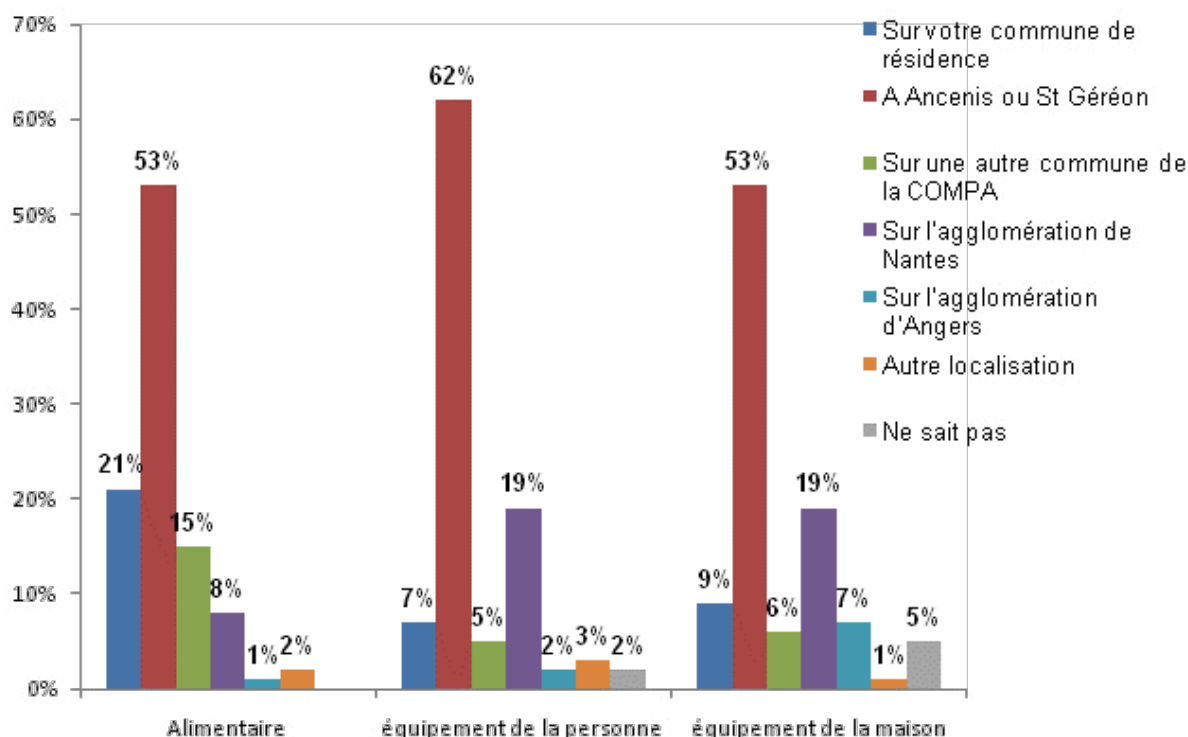
L'analyse ci-après a été réalisée en mai 2010 dans le cadre du diagnostic d'aménagement commercial du Pays d'Ancenis par la CCI Nantes St-Nazaire, la Chambre de Métier et de l'Artisanat de Loire-Atlantique et la COMPA. Depuis lors, certains projets ou travaux ont pu être menés à bien améliorant les appareils commerciaux des communes du Pays.

	Qualité architecturale	Structuration et linéaire	Accessibilité/Stationnement Signalétique
Ancenis	Centre-ville mérite un rafraichissement Des façades commerciales majoritairement entretenues sur l'ensemble des pôles commerciaux	Bonne concentration des activités en général. Lecture commerciale peu aisée	Accessibilité délicate en centre-ville Signalétique présente mais à homogénéiser
Anetz	Inégale	Commerces sans continuité commerciale	Stationnement aisé Difficultés rue de l'Eglise
Belligné	Bâti de qualité mais plutôt vieillissant	Essentiellement concentré	Facile et signalétique inexistante
Bonnoeuvre	Bâti inégal et vieillissant	Structuration linéaire Commerce concentré	Facile
Le Cellier	Beau cadre paysager et urbain Façades commerciales entretenues	Commerces concentrés	Sécurité piétonne Circulation aisée
La Chapelle St Sauveur	Aménagement qualitatif du bourg L'alimentation nécessite un rafraichissement	Absence de continuité commerciale	Bonne signalétique et desserte satisfaisante des commerces
Couffé	Un tissu commercial plutôt de bonne qualité mais attractivité des façades perfectibles	Commerces en majorité concentrés Mitage à contenir	Bonne accessibilité au centre Signalétique peu présente
Joué sur Erdre	Bâti hétérogène mais commerces entretenus	Concentré	Bonne visibilité et lisibilité
Le Fresne sur Loire	Un patrimoine intéressant à rafraichir	Commerce isolé	Accessibilité limitée mais présence d'un parking
Ligné	Une bonne qualité architecturale des commerces Espace urbain de qualité	Commerces plutôt concentrés en centre-ville mais mitage en cours	Très présente Accès facilités par des aires de stationnement importantes
Maumusson	Environnement urbain de qualité Moindre qualité du Vival	Dispersée	Stationnement aisé Signalétique soignée
Mésanger	Aménagements urbains soignés Des commerces à rafraichir	Plutôt diffus	Cheminements piétons Bonne accessibilité
Mouzeil	Un mobilier urbain de qualité Qualité moyennes des locaux commerciaux	Dispersée	Signalétique perfectible Stationnements en nombre suffisant
Pannecé	Hétérogène	disséminé	Facile
Le Pin	Bâti à rafraichir	Commerce concentré	Facile avec signalétique services
Pouillé les Coteaux	Voirie et mobilier urbain sommaire	NS	Bonne accessibilité mais sécurité défaillante

	Qualité architecturale	Structuration et linéaire	Accessibilité/Stationnement Signalétique
Oudon	Des façades commerciales majoritairement entretenues certaines nécessitent un rafraichissement	Armature commerciale discontinue	Accès aux stationnements identifiable Bonne signalétique en général
Riaillé	Bâti vieillissant (hors nouveau pôle)	Commerce disséminé	Existante et stationnement globalement correct
La Roche Blanche	Bonne qualité des façades commerciales	Dispersée	Accès aisé Signalétique perfectible
La Rouxière	Abords proches des commerces et qualités des façades à améliorer	Continuité commerciale	Accessibilité correcte Signalétique des commerces inexistante
Saint Géréon	Centre : Une qualité architecturale contrastée Espace 23 : Constructions récentes Traitement paysager inégal	Centre : Disparate Espace 23 : Forte concentration Organisation	Centre : Bonne accessibilité et signalétique Espace 23 : Peu de lien avec les zones d'habitat Encombrement croissant
St Mars la Jaille	Bâti vieillissant (hors pôles périphériques)	Multipolaire	Lisibilité difficile
St Sulpice des Landes	Hétérogène vieillissant	1 seul commerce	Facile avec signalétique services
Saint Herblon	Aménagement du centre soigné Qualité des façades commerciales hétérogène	Pas de linéaire commercial	Accessibilité aux commerces contrastée Signalétique présente
Trans sur Erdre	Bâti mixte	1 seul commerce	Facile
Teillé	Qualité hétérogène commerce principal en bardage	disséminé	Facile et signalétique inexistante
Montrelais	Environnement urbain à rafraichir	Commerce isolé	Difficile
Varades	Proportion importante de façades et vitrines vieillissantes	Continuité commerciale en dents de scie Nombreux locaux vacants	Identification des pôles difficile Confort et sécurité du chaland à améliorer
Vritz	Bonne qualité architecturale et bâti	Concentré	Facile

Dans le cadre du projet de Territoire une enquête auprès des habitants du territoire a été réalisée en septembre 2011.

Le graphique ci-après reprend les réponses recueillies à la question du lieu de réalisation des achats.



Il en ressort **un fort taux de rétention des achats sur Ancenis / St-Géréon et une attractivité limitée de l'Agglomération Nantaise.**

Compte tenu de la taille et de la vocation du pôle d'Ancenis, ainsi que de la présence de l'Agglomération Nantaise, on note des évactions bien maîtrisées sur les différents postes de dépenses. Ainsi le marché se distingue par une prédominance bien marquée des achats sur Ancenis ou St-Géréon. De plus, en moyenne 13% des dépenses des ménages sont réalisés sur leur commune de résidence et 9% sur une autre commune de la COMPA. Ainsi, les évactions hors CDC sont mineures, limitées à 22% du marché global des dépenses.

L'Agglomération Nantaise exerce un faible pouvoir d'attraction pour les achats en biens anomaux. En effet elle n'attire que 19% des personnes interrogées pour les achats en équipement de la personne et en équipements de la maison.

L'Agglomération de Nantes capte tout de même de façon plus importante les ménages du secteur de Ligné (24% des dépenses alimentaires, 43% des dépenses en équipement de la personne et 42% des dépenses en équipement de la maison).

⁶ Sondage réalisé par téléphone du 31 août au 2 septembre 2011, selon la méthode des quotas sur la commune, la CSP du chef de famille, l'âge auprès de 494 ménages.

3.2.4. Les zones d'activités

3.2.4.1. Des disponibilités foncières réduites, mais des projets en cours

Même si l'activité économique ne se développe pas uniquement dans les zones d'activités, ces dernières constituent l'offre principale pour l'accueil de nouvelles entreprises (développement exogène) ou le développement des entreprises locales (développement endogène).

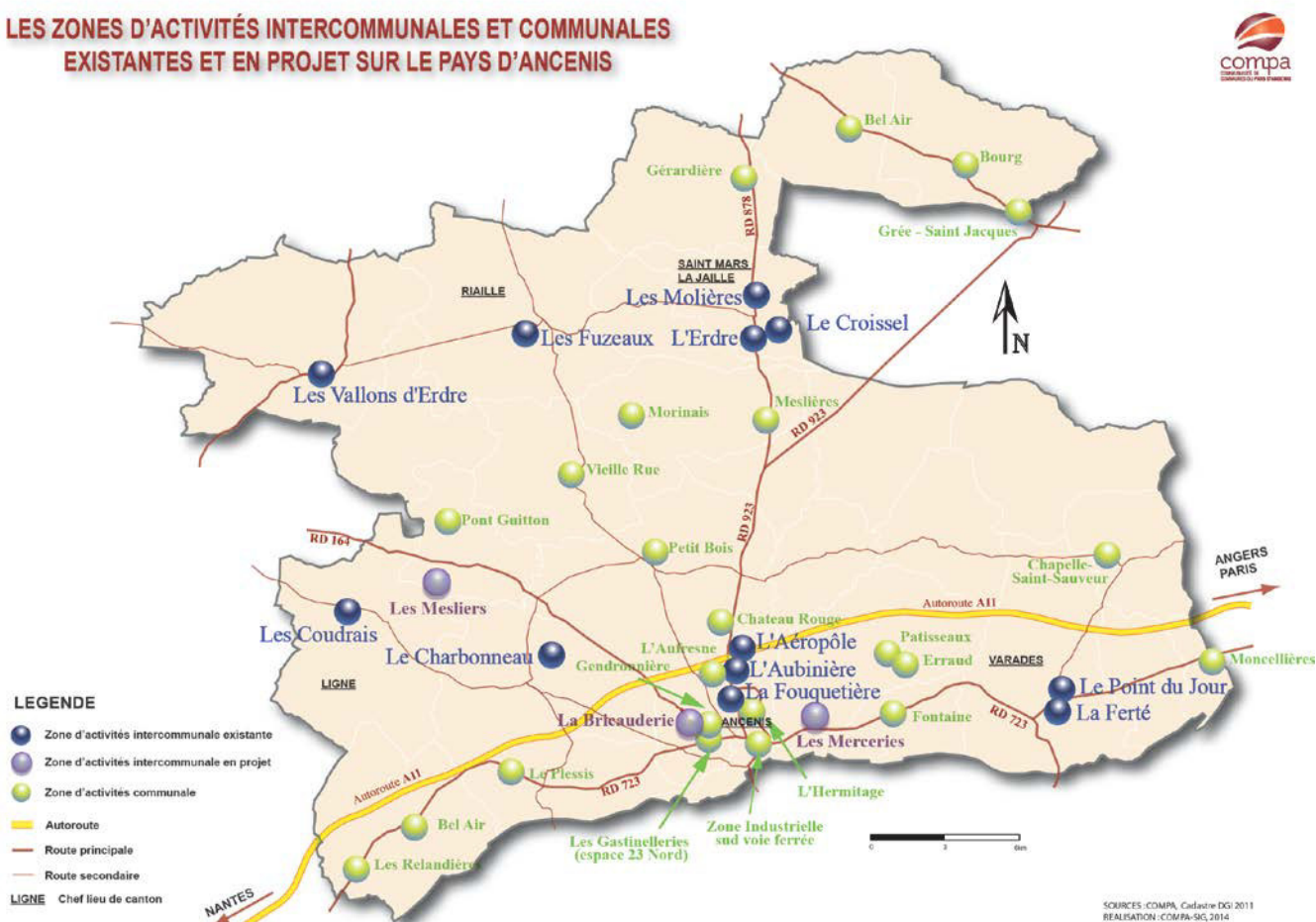
La COMPA dispose depuis sa création de la compétence « développement économique », avec, de ce fait, la responsabilité de la création, l'entretien et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques. La définition de l'intérêt communautaire a été précisée en 2008 et à partir de cette date toute nouvelle création de zone est systématiquement de la compétence de la COMPA.

La carte des zones d'activités sur le Pays d'Ancenis est ainsi le reflet de cette prise de compétence progressive avec la subsistance de zones d'activités communales, certains à vocation plutôt artisanale, d'autres plus industrielles.

Au total, 23 communes disposent d'une zone d'activités.

Les principales sont concentrées au niveau des principaux pôles et/ou le long des axes de communication structurants : Nantes / Angers, Ancenis / Châteaubriant et Ancenis / Nort-sur-Erdre.

LES ZONES D'ACTIVITÉS INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES EXISTANTES ET EN PROJET SUR LE PAYS D'ANCENIS



Les zones d'activités sont nombreuses et sans réelles spécialisations. Elles peuvent généralement accueillir tout type d'activités (y compris le commerce). Les conséquences peuvent être les suivantes :

- conflits d'usage entre industrie et commerce au sein des zones
- mitage et mutation de cellules
- absence de lisibilité de la zone
- éloignement des polarisations commerciales vis-à-vis des zones agglomérées.

En 2013, les principales zones d'activités existantes gérées par la COMPA sont :

- la zone de l'Aéropôle à cheval sur les communes de Mésanger et d'Ancenis. Elle réunit un aéroport et un parc d'activités sur plus de 100 ha.
- la zone de l'Aubinière-Savinière, sur la commune d'Ancenis, elle représente une surface totale de 70 ha.
- la ZAC des Molières située sur la commune de Saint-Mars-La-Jaille sur 25 hectares.
- les zones de la Ferté et du Point du Jour sur la commune de Varades : 40 ha de surface totale

Les parcelles restant à commercialiser dans les zones COMPA sont relativement limitées, et, pour assurer une visibilité au-delà de 10 ans, nécessitent l'engagement de réflexions pour l'extension ou la création de zones pour répondre aux besoins futurs.

Nom et typologie de la zone	Commune	état d'avancement de la commercialisation					emprise totale
		0%	25%	50%	75%	100%	
zones d'activités stratégiques autour du pôle principal							
Aéropôle	Ancenis/Mésanger						93
Fouquetière	Ancenis						6
Savinière/Aubinière	Ancenis						70
zones d'activités stratégiques autour des pôles secondaires							
Les Molières	St Mars la Jaille						25
Le Croissel/L'Erdre	St Mars la Jaille						63
La Ferté/Le Point du Jour	Varades						41
zones d'activités structurantes							
Les Coudrais	Ligné						10
zones d'activités de proximité							
Les Fuzeaux	Riaillé						6
Les Vallons d'Erdre	Joué sur Erdre						5

Ainsi, des projets sont en réflexion plus ou moins avancées autour du pôle principal sur les communes de Saint Herblon et Saint Géréon, autour du pôle périurbain de Ligné sur les communes de Mouzeil et Le Cellier.

Au-delà du parc de la COMPA, des disponibilités existent dans les zones communales ou pour l'extension d'activités isolées⁷.

Cependant, la diversité et l'hétérogénéité de ces parcelles est telle qu'elle ne permet pas de garantir leur potentialité constructive (localisation vis-à-vis des pôles ou des infrastructures, enclavement, gestion des flux, statut de propriété ...).

Ainsi, pour la structuration et le développement du territoire en matière de zones d'activités, il convient de prendre en compte:

- la saturation autour d'Ancenis
- la nécessité de vastes emprises foncières pour les activités industrielles
- l'attractivité de la RD 723 entre Le Cellier et Oudon
- les évolutions des infrastructures (axes structurants et ouverture de l'Aéroport du Grand Ouest)

3.2.4.2. La stratégie de développement économique

La COMPA a engagé en 2010 une étude prospective sur le développement économique.

De septembre 2010 à avril 2011, sous la conduite d'un comité de pilotage et d'un « groupe prospective » réunissant des élus et des acteurs socio-économiques, des scénarii prospectifs ont émergé après une réflexion du type « intelligence collective ».

La stratégie approuvée par la COMPA à l'issue de cette démarche conduit à travailler sur 3 axes (structuration du parc foncier et immobilier, animation du tissu économique et renforcement du secteur domestique).

En ce qui concerne la structuration du parc, l'étude prospective économique met en évidence les localisations préférentielles des futures zones ou l'extension des zones existantes, ainsi qu'une quantification en terme de surfaces. La stratégie de développement économique ne prévoit pas de définir a priori la vocation des zones, sauf pour les zones commerciales, la localisation et la configuration des zones existantes orientant de fait certaines implantations.

⁷ Cf partie sur la consommation foncière

Le tableau ci-après présente les zones d'activités d'envergure intercommunale telle qu'elles sont répertoriées et/ou programmées. Il s'agit par le repérage de secteurs géographiques porteurs en terme d'implantations économiques d'anticiper, tant sur le plan du foncier que de la mise en œuvre opérationnelle pour pouvoir réagir dans un délai raisonnable à des demandes d'implantations économiques et pérenniser l'emploi local.

Etat d'avancement des zones d'activités d'envergure intercommunale

		Etat d'avancement au 1er janvier 2014 (source : Conseil Communautaire déc 2013 - DOB)				
Nom et typologie de la zone	Commune	étude de faisabilité	acquisitions foncières	études opérationnelles	travaux	commercialisation
zones d'activités stratégiques autour du pôle principal						
Aéropôle	Ancenis/Mésanger					
rue St Exupéry						
extension Nord						
extension Château Rouge						
Fouquetière	Ancenis					
Savinière/Aubinière	Ancenis					
Merceries	St Herblon					
La Bricauderie	St Géréon					
zones d'activités stratégiques autour des pôles secondaires						
Les Molières	St Mars la Jaille					
Le Croissel/L'Erdre	St Mars la Jaille					
La Ferté/Le Point du Jour	Varades					
Ferté/Point du Jour						
extension Ferté						
extension Point du Jour						
zones d'activités structurantes						
Les Coudrais	Ligné					
Les Mesliers	Mouzeil					
Les Relandières	Le Cellier					
zones d'activités de proximité						
Les Fuzeaux	Riaillé					
Les Vallons d'Erdre	Joué sur Erdre					
La Joie	Le Cellier					
Les Brûlis	Oudon					



réalisé



en cours

La zone dite de La Bricauderie, située à St Géréon, à l'intérieur du contournement routier de l'agglomération est un projet à long terme, bénéficiant d'une bonne connexion sur les réseaux de transports. Elle serait prioritairement destinée à des implantations économiques d'envergure.

Parmi les zones de proximité, les localisations de La Joie et des Brûlis sont deux hypothèses d'implantation d'une nouvelle zone destinées à des implantations plus modestes. Le choix définitif entre les deux localisations sera fonction des résultats des études de faisabilité.

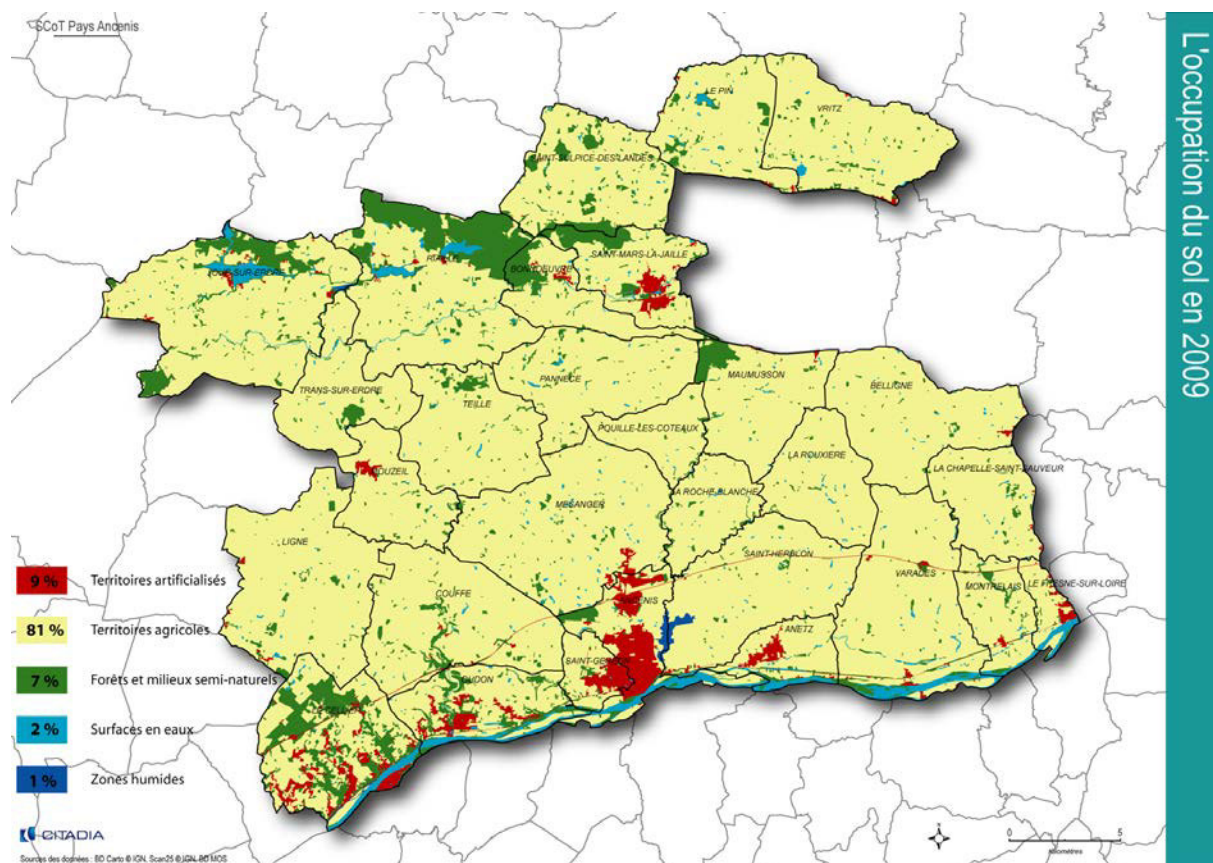
Ces zones économiques d'envergure intercommunales sont réalisées et gérées par la COMPA sous maîtrise d'ouvrage directe.

Pour les zones d'activités d'envergure communale, la stratégie économique intercommunale établit une méthodologie précise, en lien avec les communes, pour garantir l'opportunité et la faisabilité de projets de création ou d'extension de zone. Ainsi, dans un premier temps, les communes candidates doivent proposer le site à la COMPA. En cas de validation par la COMPA, la commune modifie le cas échéant son document d'urbanisme et acquiert les terrains. Lorsque la commune est en mesure de présenter des promesses d'achat fermes correspondant aux 2/3 de la surface de la zone, la COMPA rachète les terrains et procède aux aménagements.

3.2.5. L'agriculture

3.2.5.1. Un territoire à vocation agricole

L'analyse de la carte d'occupation des sols BD MOS de 2009 laisse apparaître environ 81% de terres agricoles sur le Pays d'Ancenis (70% à l'échelle du département de la Loire Atlantique).



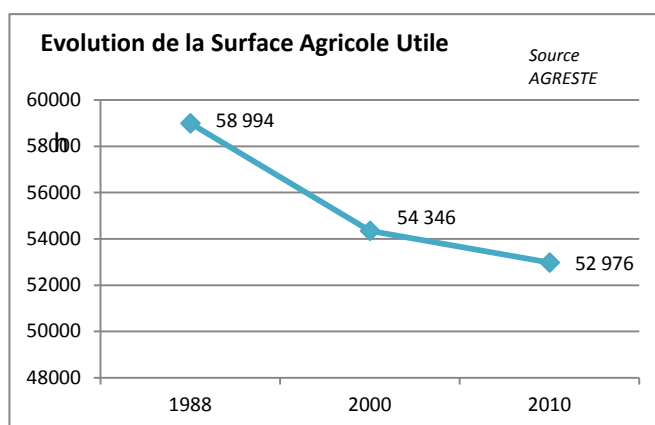
La vocation agricole est la composante principale du paysage du territoire.

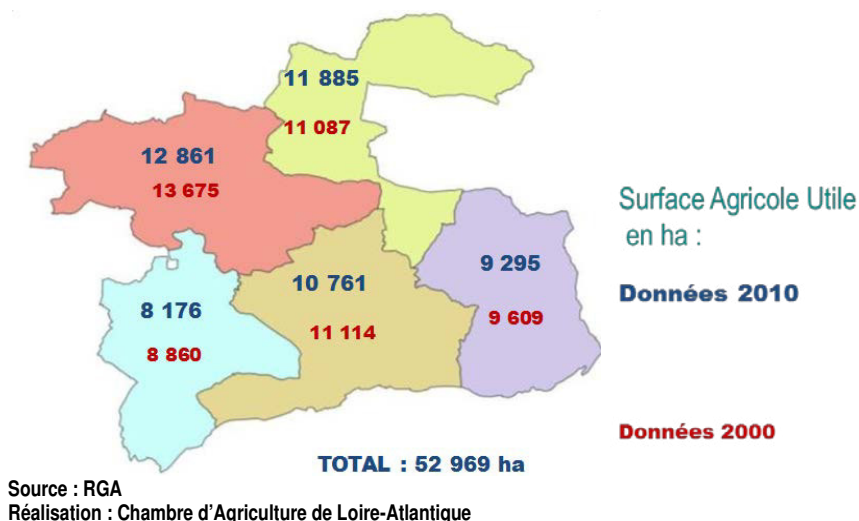
En terme de caractéristiques de l'espace agricole, l'analyse de la photographie aérienne du territoire met en évidence la prédominance des cultures annuelles et des terres labourables.

En 10 ans, la SAU a diminué de 2,5 % soit environ 1370 ha. En comparaison la SAU départementale a diminué de 1,63 % sur la même période.

Sur le Pays d'Ancenis, la perte de surface agricole a été plus marquée sur la période 1988-2000, que sur la période plus récente :

- Moins 357 hectares par an entre 1988 et 2000
- Moins 124 hectares par an entre 2000 et 2010





Les espaces agricoles peuvent avoir des fonctions complémentaires principalement d'ordre environnemental. Sur ces espaces les activités agricoles doivent cohabiter ou s'adapter avec ces usages. Les principales surfaces agricoles concernées sont :

- Le périmètre Natura 2000 de la vallée de la Loire qui englobe la vallée du Havre et les marais de Grée et de Méron. Sur ces périmètres, des Mesures Agro-Environnementales sont conduites par les agriculteurs pour protéger les habitats remarquables et principalement les prairies.
- Les nappes de captage de Vritz et de Saint Sulpice des Landes pour lesquelles l'implication agricole est très différente vis-à-vis des problématiques rencontrées.
- Les points de captage d'eau de l'île Delage et du Lac Bleu dont l'impact sur l'agriculture est limité.
- Une partie des bassins versants d'alimentation des captages de Nort-sur-Erdre et de Petit Mars.

La SAU du Pays d'Ancenis ne compte pas parmi les terrains les plus fertiles du département. Les sols du pays d'Ancenis sont principalement composés de complexes limono-argileux. Ces sols principalement hydromorphes sont de faible potentiel agricole à l'échelle nationale. Les quelques petits périmètres de sols sableux, sols à forts potentiels, se trouvent souvent concurrencés par les carrières.

Les outils d'amélioration structurelle mis en œuvre jusqu'alors (irrigation, drainage, remembrement) sont dorénavant passés au crible des préoccupations environnementales. La profession agricole participe aux actions visant à la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux.

3.2.5.2. Des productions diversifiées où l'élevage prédomine

Le territoire agricole du pays d'Ancenis dispose de productions agricoles riches et diversifiées, avec une orientation historique vers l'élevage.

L'analyse de l'assolement (= répartition des cultures annuelles ou pérennes implantées sur les surfaces agricoles exploitées) démontre la prédominance de l'élevage.

- 48% de l'assolement utilisé en prairies
- 48% de l'assolement utilisé par les cultures annuelles (céréales, maïs, colza et tournesol) servant principalement à l'alimentation des animaux

La production principale des parcelles du Pays d'Ancenis est donc l'herbe.

Entre les communes, l'assolement est disparate. Il reflète la diversité des systèmes de production et les particularités géographiques du territoire. On y observe cependant des grandes règles :

- Les communes riveraines de la Loire sont celles qui totalisent le plus de prairies permanentes souvent proches de 50% de l'assolement total communal.
- Des communes au centre et à l'est du territoire avec une part importante de leur assolement en cultures annuelles (supérieures à un tiers de l'assolement communal).
- Les communes dont plus de la moitié de la surface est couverte par des prairies temporaires se situent au nord et au nord-est du territoire.

Toutefois, par comparaison avec les données de 2007, on constate de manière générale sur le territoire, une progression des cultures annuelles au détriment des prairies ce qui peut interroger tant sur le plan de la structure de la production agricole locale, que sur les impacts environnementaux et paysagers.

Au sein de l'élevage, l'élevage bovin est prédominant mais pas exclusif. Ainsi on décompte de nombreuses productions très diverses, de l'équin aux caprins sans oublier les ovins. A noter que la production locale de porcs est la plus importante du département ; elle est principalement localisée sur le secteur de Varades.

Le Pays d'Ancenis compte environ 820 ateliers d'élevage en 2010 :

- 208 ateliers vaches laitières
- 281 ateliers vaches allaitantes
- 112 ateliers d'engraissement de jeunes bovins
- 38 ateliers ovins
- 32 ateliers porcs d'engraissement
- 98 ateliers de production de volailles
- Environ 50 ateliers d'autres productions.

En ce qui concerne les productions végétales, la production arboricole avec la production de pommes est l'une des plus importantes du département. La viticulture y tient également une bonne place avec l'appellation d'origine contrôlée « Coteaux d'Ancenis ». Le développement naissant du maraîchage de plein champ et la production de céréales pour la commercialisation prennent une place de plus en plus importante au fil des ans.

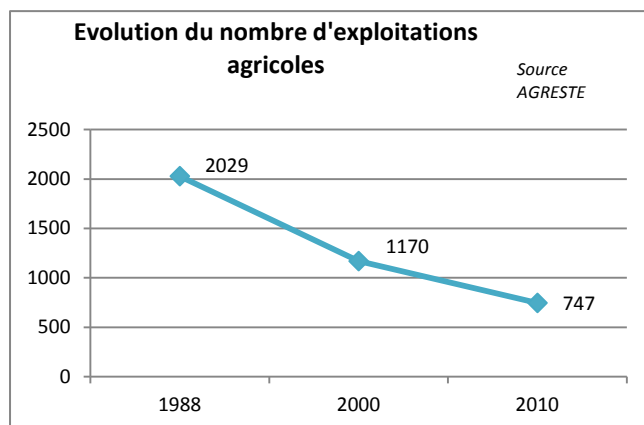
3.2.5.3. Des outils de production en restructuration

Une baisse du nombre d'exploitations...

Une restructuration s'opère en matière d'agriculture dans le Pays d'Ancenis comme partout en France.

En effet, les exploitations sont en diminution constante depuis le recensement de 1988 et jusqu'à celui de 2010 (-1282 exploitations en 23 ans sur le Pays d'Ancenis, soit une perte de 63% des exploitations) avec deux périodes distinctes :

- Moins 66 exploitations par an entre 1988 et 2000, soit une perte de 42% des exploitations de 1988.
- Moins 38 exploitations par an entre 2000 et 2010, soit une perte de 36% des exploitations de 2000.



Source : Agreste
Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

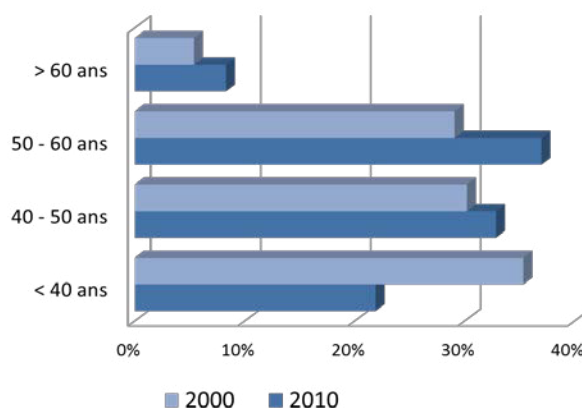
Il faut noter également que le pays d'Ancenis se caractérise par un très faible taux d'exploitants propriétaires fonciers. Cette particularité départementale est au centre de nombreuses problématiques agricoles :

- Installation des jeunes et transmission
- Rétention foncière dans l'espoir d'un changement de destination des sols
- Boisement et autres activités de loisirs.

Des successeurs de plus en plus difficiles à trouver

Cette restructuration de l'activité agricole se traduit également par l'augmentation de la moyenne d'âge des exploitants (cf. graphique ci-contre) et le fait que les successeurs soient de plus en plus difficiles à trouver (cf. carte ci-dessous).

En 2010, presque la moitié des exploitations du Pays d'Ancenis ne connaissent pas encore de successeur. Presque la moitié des exploitations du Pays d'Ancenis ne connaissent pas de successeur à ce jour et la succession des exploitations était mieux connue il y a 10 ans.



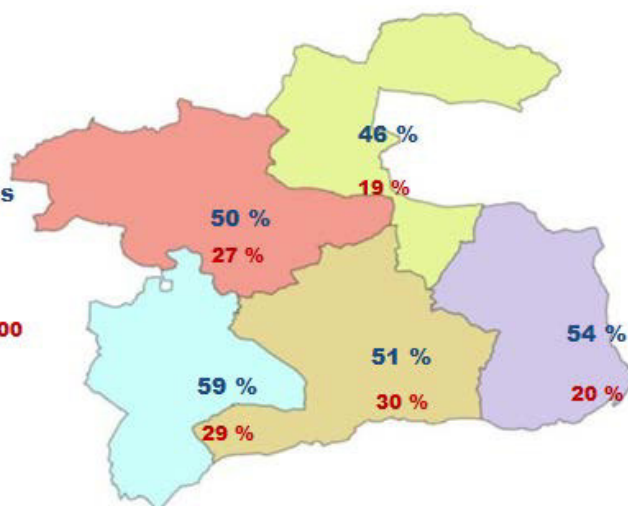
Exploitations sans successeur connu :

Part des exploitations 2010

Source RGA

Part des exploitation 2000

Source REA 2000



Source : RGA 2000 - 2010
Réalisation : Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique

L'activité agricole est génératrice de beaucoup d'emplois induits sur le territoire, tant en amont qu'en aval de la production agricole.

Les emplois en amont sur le territoire se composent des services aux exploitants, des sociétés d'agro-équipements et des fournisseurs.

Pour les emplois en aval de l'agriculture, on retrouve les entreprises de négoce et de collecte des productions agricoles et les entreprises agroalimentaires qui transforment et génèrent de la valeur ajoutée à partir de ces productions. L'ensemble des emplois en aval de l'activité agricole est très important. L'industrie agroalimentaire représente plus de 1000 emplois sur le territoire (source Pôle Emploi 2010). Les actifs travaillant pour l'agriculture et l'agroalimentaire représentent 8.5% des actifs du territoire.

3.2.5.4. Des enjeux à prendre en compte

Lors de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale, dans le cadre d'une convention de partenariat entre la COMPA et la Chambre d'Agriculture, une concertation avec les professionnels du monde agricole a été organisée.

La profession agricole a mis en avant un certain nombre d'enjeux dont certains trouveront un écho dans les orientations du SCoT et d'autres renvoient à la potentielle mise en œuvre de politiques publiques.

Les enjeux mis en évidence par la profession agricole :

Enjeux en matière de gestion de l'espace

- Articuler l'agriculture et la politique foncière des collectivités
- Préserver les espaces agricoles de manière équilibrée territorialement
- Compenser la perte de potentiel économique agricole du territoire
- Garantir la vocation agricole effective des espaces agricoles pérennes

Enjeux relatifs aux productions agricoles

- Préserver les outils de production agricole dans le respect de la pluralité des agricultures
- Conserver des outils de production agricole compétitifs (notamment le potentiel d'élevage)
- Développer la valorisation des productions du territoire dans tous les réseaux (proximité et autres)
- Communiquer sur le rôle de l'agriculture (Image - produits - contraintes)
- Produire pour assurer son rôle social

Enjeux relatifs aux exploitations agricoles

- Maintenir et développer les sièges d'exploitations
- Mieux utiliser et préserver la ressource en eau (développer l'irrigation et le drainage – créer une politique agricole sur les captages,...)
- Anticiper les enjeux énergétiques au niveau du territoire (énergie renouvelable) pour la collectivité et pour les exploitations agricoles

Enjeux relatifs aux actifs agricoles

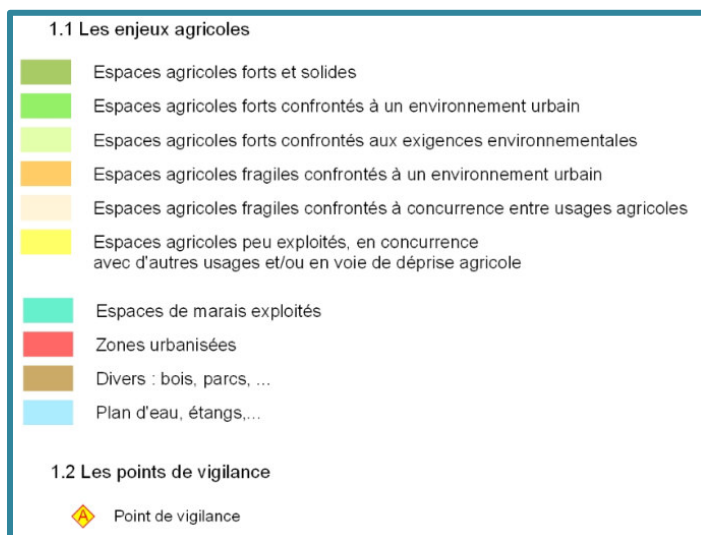
- Favoriser le renouvellement des chefs d'exploitation
- Permettre aux actifs d'appréhender les évolutions majeures de leurs métiers par la formation et l'information
- S'impliquer dans la vie du territoire pour mieux communiquer sur les changements du métier (Installation – Emplois)

Enjeux relatifs à la place de l'agriculture dans son territoire

- Développer (conserver) sur le territoire les emplois induits par l'activité agricole en amont et en aval (notamment agroalimentaire)
- Faire cohabiter des différents usagers du territoire (bien vivre ensemble)
- Favoriser la mobilité (y compris la mobilité agricole) sans handicaper le potentiel de production
- Réussir le partage des espaces «environnementaux» dans un compromis acceptable au regard des enjeux propres à chacun

Les enjeux évoqués à cette occasion sont repris ci-après.

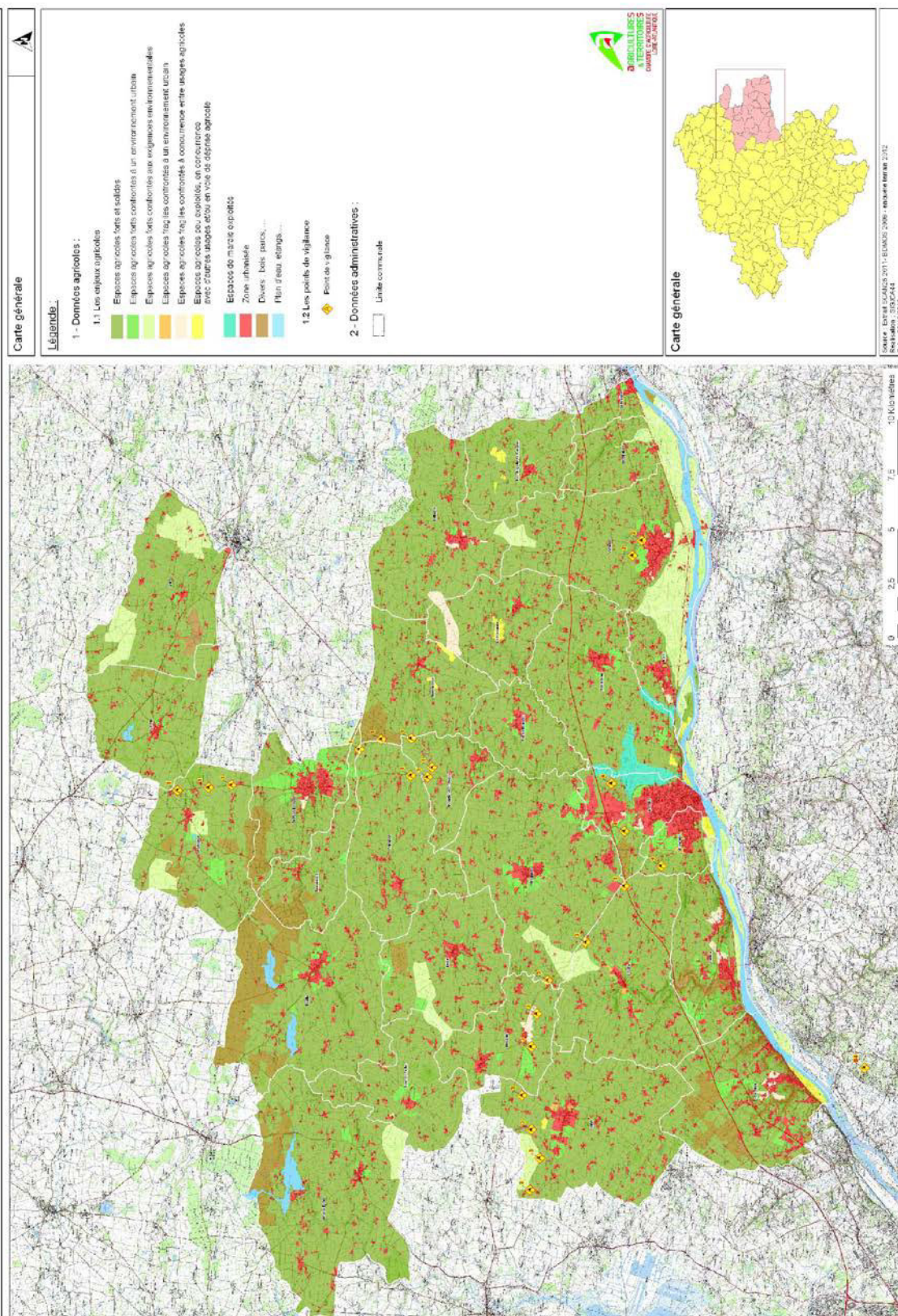
Ils ont également fait l'objet d'une cartographie (voir ci-après).



Les espaces agricoles confrontés aux exigences environnementales regroupent les zones de captage d'eau, les Zones favorables à l'Eolien (ex-ZDE), les périmètres Natura 2000. Aux dires de la profession, ceux-ci ne génèrent pas d'enjeux agricoles véritables car ces espaces resteront à vocation agricole, même si ponctuellement de la concertation s'avèrerait nécessaire.

L'ensemble des espaces agricoles confrontés à un projet d'urbanisme plus ou moins défini ou lointain a été identifié dans les catégories « espaces agricoles confrontés à un environnement urbain. La connaissance, la localisation précise et l'ampleur du projet ont pu donner lieu à des zonages plus ou moins large. A noter que les projets ou extension de carrières pour des raisons de simplifications ont également été mis dans cette catégorie.

Les zones d'enjeux agricoles sur le SCOT DU PAYS D'ANCENIS



Réalisation : Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique

3.2.6. Le tourisme, parent pauvre de l'économie du Pays, mais en phase d'organisation

La partie ci-après s'appuie notamment sur l'étude « diagnostic et orientations stratégiques », réalisée par la COMPA.

3.2.6.1. Un potentiel touristique certain

Le Pays dispose de nombreux atouts touristiques (patrimoine architectural, bâti industriel, qui n'est toutefois que peu visitable). Par ailleurs, le Pays d'Ancenis est un pays aux multiples visages : il se constitue de deux vallées (la Loire ses basses vallées et ses coteaux au Sud, l'Erdre au Nord avec ses forêts et étangs) et entre les deux une zone à bas-relief, à priori moins attrayante, moins valorisée en matière de tourisme et loisirs. Les espaces naturels sont nombreux et intéressants mais cloisonnés : Le bocage, les forêts, les plans d'eau sont traversés par les axes routiers et ferroviaires qui quadrillent le paysage.

Les sites visitables sont peu nombreux et les événements sont davantage dédiés à une clientèle de proximité (fête de terroir, fête des cucurbitacées, fête du mouton...). Toutefois, les activités et équipements de loisirs sont en quantité suffisante pour agrémenter un séjour (centre aquatique, 450 km de sentiers pédestres, voie verte Saint-Mars-La-Jaille / Carquefou, 7 centres équestres, golf 18 trous...). Dès lors, le pays se tourne davantage vers un tourisme vert et de loisirs (sentiment de douceur de vivre, loin du tumulte des villes alentour) qui tourne notamment autour de la gastronomie, des vins, des produits du terroir, des activités de pleine nature, des animations locales liées à la vie associative.

Le Pays d'Ancenis, en raison de sa localisation géographique avantageuse et de sa bonne desserte par tout mode de transport, profite du rayonnement de sites touristiques voisins (littoral atlantique, la Vendée, le Saumurois, la Bretagne). Le Pays d'Ancenis demeure davantage un territoire de passage que de séjour, profitant de ces pôles d'attraction proches. Il manque encore d'envergure pour être une véritable destination touristique

3.2.6.2. Structuration de l'hébergement touristique et des activités touristiques

L'hébergement touristique est principalement non marchand, c'est-à-dire qu'il est assuré par les résidences secondaires. Celles-ci sont relativement peu nombreuses dans le parc de logements total (860 résidences secondaires sur 25 521 logements soit 3,4% de résidences secondaires).

L'hôtellerie du Pays d'Ancenis représente 14 établissements. Il s'agit davantage de petits hôtels. On observe :

- une carence quantitative en capacité d'accueil hôtelière notamment par rapport à la clientèle affaire-famille-groupes.
- Une carence qualitative : manque d'adaptation des établissements à la clientèle affaire surtout, certains établissements vieillissants dont certains ont dû fermer.

Par ailleurs, le Pays compte 9 campings. Deux catégories coexistent en Pays d'Ancenis (selon l'étude « diagnostic et orientations stratégiques », COMPA) :

- celui de l'Île Mouchet, un camping 3 étoiles avec locatifs loués en été comme en hiver (clientèle de chantier), accueillant une clientèle touristique plus lointaine, proposant des services comme un site web permettant de réserver par mail, une piscine, des animations estivales.
- les autres campings, dont l'activité est largement liée à la Loire / à la pêche, accueillant essentiellement une clientèle de loisirs présente le week-end sur des emplacements « garages morts ». La deuxième catégorie a l'avantage de proposer des tarifs accessibles à un public au budget plus modeste.

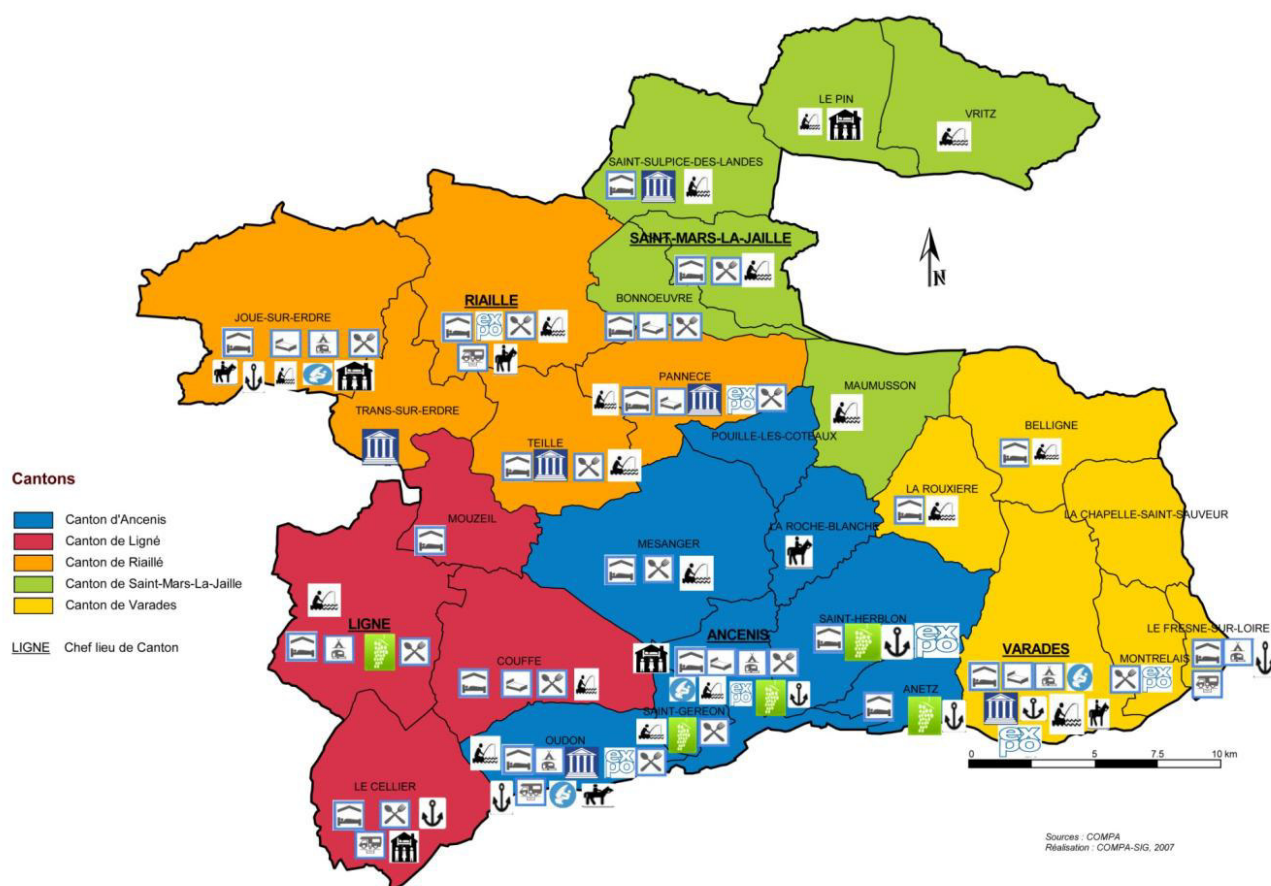
Aucun camping n'est labellisé. L'amélioration en qualité de l'offre de plein air, si elle est souhaitable, pourrait passer par l'adhésion au label « Camping Qualité », qui se développe en France et est de plus en plus reconnu. En ce qui concerne les emplacements nus, la capacité globale est peu élevée mais paraît suffisante au vu des taux d'occupation. Par contre, pour les campings équipés de locatifs (mobil-homes, bungalows,...) avec services (bar/buvette, snack/restaurant,...), l'offre semble insuffisante. Les locatifs du camping de l'Île Mouchet enregistrent ainsi un fort taux d'occupation, ce qui a poussé les propriétaires à élargir leur parc.

Les campings sont plus nombreux en bord de Loire et sont en nombre suffisant (au vu des taux d'occupation) ; ils présentent cependant des carences en matière de prestations et services (sauf le camping d'Ancenis) et disposent de peu de possibilités d'évolution en raison de leur présence en zone inondable.

L'offre en restauration est assez diversifiée et plutôt de qualité. Toutefois, les restaurants suivent le rythme des entreprises (fermeture le soir et le dimanche) ce qui conduit à un sentiment de manque d'animation de la part des touristes.

Enfin, il est à souligner l'importance de l'itinéraire Loire à Vélo dans le développement touristique du Pays. Cet itinéraire constitue par ailleurs un outil important (parmi d'autres) de coopération entre les rives Nord et Sud de la Loire.

Carte touristique du Pays d'Ancenis



Légende

- Hôtels
- Chambres d'hôtes, gîtes
- Hébergements de groupes
- Campings
- Restaurants
- Caveaux
- Musées et lieux de visites
- Expositions
- Plan d'eau, pêche
- Ports, cales et pontons
- Activités nautiques
- Aires de camping cars
- Centres équestre

Sources et réalisation : COMPA

3.3. CE QU'IL FAUT RETENIR

Atouts

- Un territoire attractif pour les actifs de la métropole nantaise et dans une moindre mesure pour ceux d'Angers (une situation géographique idéale et des infrastructures permettant les migrations pendulaires).
- Une très importante croissance de l'emploi dans le secteur de Ligné pourtant le plus résidentiel des secteurs : l'emploi a tendance à suivre les actifs.
- Un Pays qui a su faire face à la crise économique de 2009
- Une volonté des élus de mener une véritable politique commerciale : Une charte d'orientation commerciale approuvée
- Un pôle commercial diversifié et bien identifié : Ancenis / St-Géréon
- Des zones d'activités de toute taille réparties sur l'ensemble du territoire
- De futurs projets structurants (liaison Savenay / Ancenis)
- Un territoire où la qualité remplace la quantité en matière de tourisme : pas de thème phare mais une offre intéressante notamment en tourisme de Nature « doux »

Faiblesses

- Un territoire où le nombre d'emplois est inférieur au nombre d'actifs : des déplacements quotidiens en direction de la métropole nantaise nombreux.
- Une « spécialisation » industrielle fortement touchée par les variations économiques conjoncturelles
- Une croissance économique qui n'est pas homogène sur le territoire : l'offre d'emploi a bien plus augmenté dans le secteur sud (secteur de Ligné notamment) que nord
- Une population moins qualifiée et moins aisée au nord qu'au sud du territoire : risque de ségrégation de population
- Un territoire polarisé autour d'Ancenis / St-Géréon → un pôle disposant d'un volume d'emplois caractéristique d'un vrai pôle d'emplois et plus important pôle commercial
- Une non spécialisation des vocations de ZA rendant difficile l'organisation territoriale
- Un développement important de l'appareil commercial en périphérie au détriment du centre-ville (notamment sur Ancenis)
- un lieu de passage plus que de séjour notamment pour les touristes étrangers

Enjeux

- Une économie où la sphère industrielle est très forte mais où l'arrivée d'une nouvelle population tend à renforcer l'activité résidentielle sur le territoire et à entraîner de la création de richesse → quel équilibre entre base productive et base résidentielle ?
- La non concurrence entre les zones d'activités économiques
- La spécialisation des espaces d'activités économiques afin de garantir un aménagement du territoire de qualité
- La complémentarité et la non concurrence des activités commerciales entre la périphérie et le centre-ville : la protection des centres-villes commerciaux
- Le développement des centralités
- L'optimisation de l'utilisation du foncier
- Une approche qualitative et environnementale dans l'aménagement des zones et des activités en général
- La poursuite de la mise en valeur d'un tourisme vert et durable

Chiffres clés

Base productive : 20% (10% pour les comm comm françaises)

5 pôles d'emplois (deux communes ayant plus d'emplois que d'actifs) :

- Ancenis : 309 emplois pour 100 actifs
- Saint-Mars-La-Jaille : 160 emplois pour 100 actifs

23 373 emplois en 2009 (+2,4% par an par rapport à 1999)

26 535 actifs en 2009 (+2,7% par an par rapport à 1999)

Taux de chômage de 7,2% en 2009 (8,8% en 1999)

27% d'emplois industriels (14% en Loire Atlantique)

35% d'emplois liés aux commerces, transports et services (46% en Loire Atlantique)

35,4% d'ouvriers (23,4% en Loire Atlantique)

RUC les plus élevés dans les secteurs de Ligné et d'Ancenis avec un max de 20 967€ au Cellier

2912 établissements au 1/12/11

93% des établissements ont moins de 9 salariés

43 parcs d'activités (soit 585 ha)

1 294 m² de commerces couverts pour 1000 habitants

4. HABITAT ET LOGEMENT

4.1 – LA CONSTRUCTION NEUVE

4.1.1. Un rythme de construction élevé...

427 logements par an en moyenne ont été construits sur le Pays d'Ancenis entre 2001 et 2010. L'objectif de logements à produire fixé dans le PLH qui prévoyait une accélération de la croissance démographique était de 430 logements par an. Ainsi, les objectifs ont été atteints et même dépassés puisque 442 logements ont été construits en moyenne par an à partir de 2004, l'année suivant l'approbation du PLH.

Moyenne annuelle de la construction sur le Pays

Moyenne 2001-2010	Moyenne 2001-2003	Moyenne 2004-2010
427	391	442

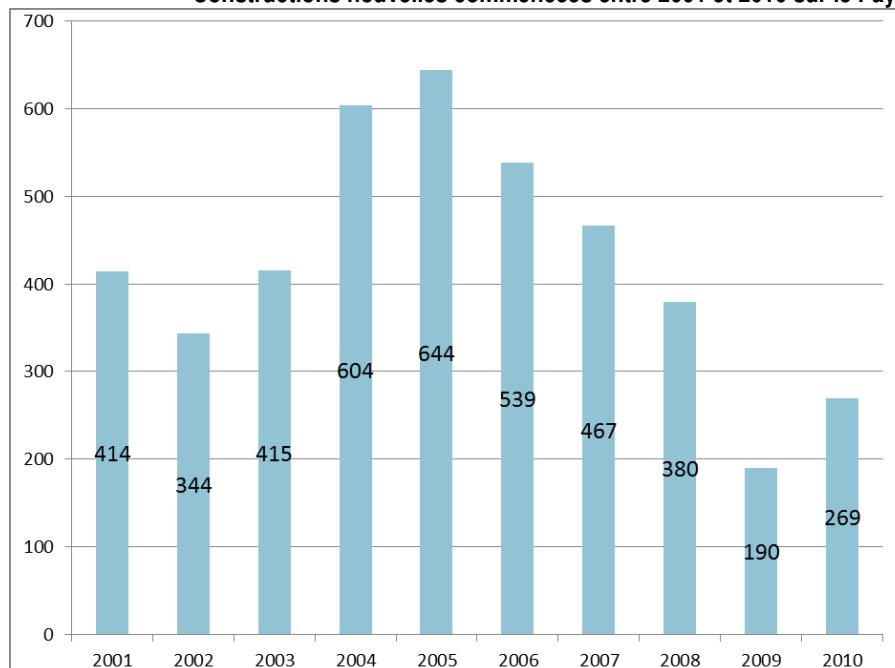
Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : Sit@del2

4.1.2. ...Mais inégal en fonction des années...

Cette moyenne de la construction cache une répartition inégale en fonction des années. 3,5 fois plus de logements ont ainsi été construits en 2005, année marquant le pic de la construction, qu'en 2009. **Depuis 2005, on observe un ralentissement progressif de la construction** avec des années moins productives en 2009 et 2010.

Constructions nouvelles commencées entre 2001 et 2010 sur le Pays



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : Sit@del2

4.1.3. ...Qui a permis d'accueillir plus de 10 000 nouveaux habitants...

En règle générale, l'ensemble des logements construits ne permet pas systématiquement d'accueillir de nouveaux habitants. Aussi, le point mort de la construction est la mesure de la production de logements nécessaire à la stabilité démographique, compte tenu des évolutions structurelles dans le parc existant. Les 4 caractéristiques du parc de logements sur lesquelles il s'appuie sont : le desserrement des ménages, le renouvellement du parc (destruction de logements/transformations d'usage) et la part de logements vacants et de résidences secondaires.

Dans le Pays d'Ancenis, entre 1999 et 2009, tous les ans (en moyenne) :

- A** 75 logements ont été absorbés par le desserrement des ménages. Liés aux phénomènes de décohabitations des jeunes, séparations ou encore vieillissement de la population, cela entraîne le fait qu'il faille construire davantage de logement pour conserver un même nombre d'habitants.
- B** 65 logements sont devenus vacants.
- C** 25 résidences secondaires sont devenues des résidences principales.
- D** 77 logements ont été produits par changement de destination ou divisions. Cela veut donc dire que de nouveaux logements ont été mis sur le marché sans être issus de la construction neuve (transformation de garages, commerces en logements, division d'un logement en plusieurs par exemple)
- E** 404 logements neufs ont été commencés (extrapolation pour les années 1999 et 2000 de la moyenne de la construction sur la période 2001-2009, Sit@del2).

Ainsi, les 38 premiers logements construits ont permis de maintenir la population (A+B-C-D). Les logements construits au-delà, soit 366 logements (E-38), ont permis de gagner de la population.

Effet du desserrement des ménages sur le nombre de logements

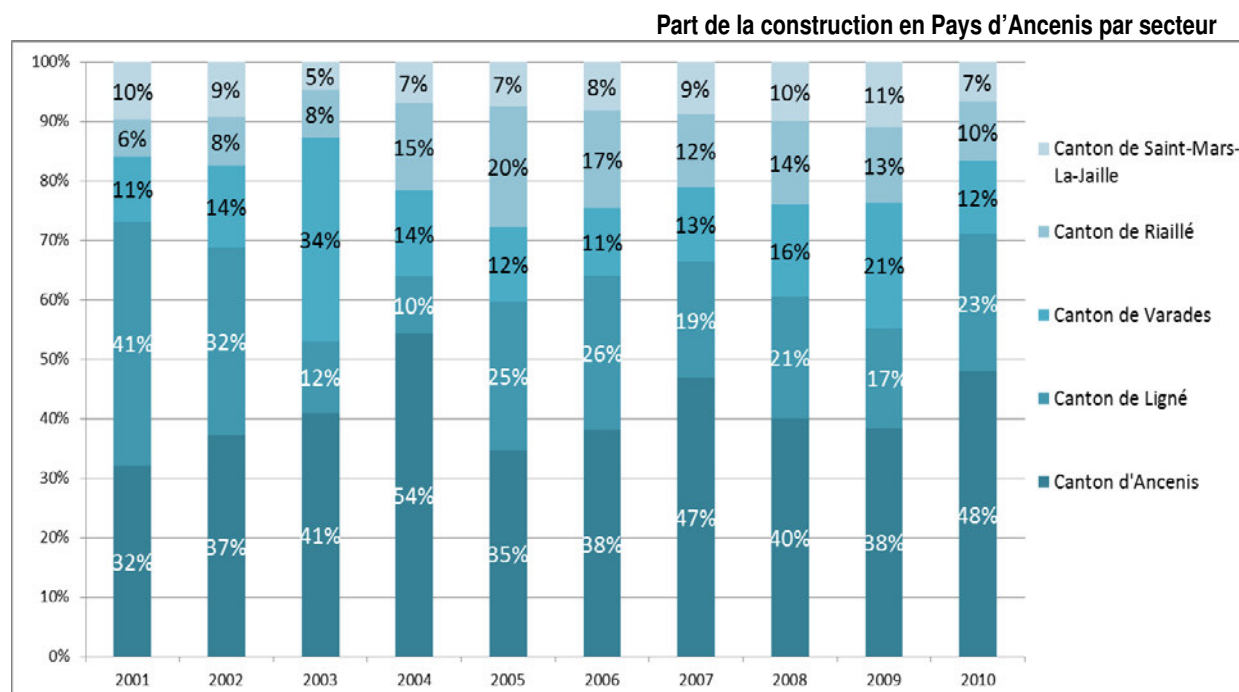
	1 famille (couple avec 2 enfants)		
1 logement			
	Indépendance	Divorce	
3 logements			
4 logements			

Réalisation : Aire publique

Ainsi, sur les 404 logements construits chaque année plus de 9 logements sur 10 ont véritablement servi à accueillir de nouveaux habitants. On observe que le phénomène important de renouvellement urbain sur le Pays (changements de destination ou divisions) permettant la mise sur le marché de nouveaux logements sans qu'ils soient issus de la construction neuve vient numériquement « annuler » le phénomène de desserrement des ménages.

4.1.4. ...Principalement porté par les secteurs d'Ancenis et de Ligné...

Les secteurs d'Ancenis et de Ligné représentent chaque année entre 50 et 70% environ de la construction neuve du Pays tandis que le secteur de Saint-Mars-la-Jaille, où la construction neuve est la moins importante, représente entre 5 et 11% de la construction selon les années.



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : Sit@del2

Le taux de construction représente le nombre de logements commencés annuellement pour 1 000 habitants. Calculé dans le tableau ci-dessous pour la période 1999-2009, il met en lumière la **forte dynamique de construction du secteur de Ligné et plus particulièrement du pôle périurbain de Ligné** où, pour 1000 habitants, 18,2 logements par an étaient construits. Sur la carte page suivante, on observe que les taux annuel de construction pour 1000 habitants par commune sont les plus élevés dans une couronne formée autour de la ville d'Ancenis et pour les communes de Montrelais et le Fresne-sur-Loire.

Taux de construction annuel pour 1000 habitants entre 1999 et 2009

			Habitants en 1999	Nombre de logements commencés entre 1999 et 2009	Taux de construction
PAYS D'ANCENIS			48 744	4884	9,1
PAR CANTONS	Canton d'Ancenis		20 007	1991	9,0
	Canton de Ligné		9 400	1089	10,5
	Canton de Varades		7 513	759	9,2
	Canton de Riaillé		6 302	649	9,4
	Canton de Saint-Mars-La-Jaille		5 522	396	6,5
PAR PÔLES	Pôle d'équilibre principal	Ancenis / Saint-Géréon	9 497	512	4,9
	Pôle d'équilibre secondaire	Varades	3 193	231	6,6
		St-Mars-la-Jaille	2 195	187	7,7
	Pôle de développement périurbain	Ligné	2 948	592	18,2
	Pôle de proximité	Joué-sur-Erdre	1 690	148	8,0
		Riaillé	1 722	159	8,4
		Le Cellier	3 449	114	3,0
		Oudon	2 617	317	11,0
		Mésanger	3 135	449	13,0

Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : INSEE, Sit@del2

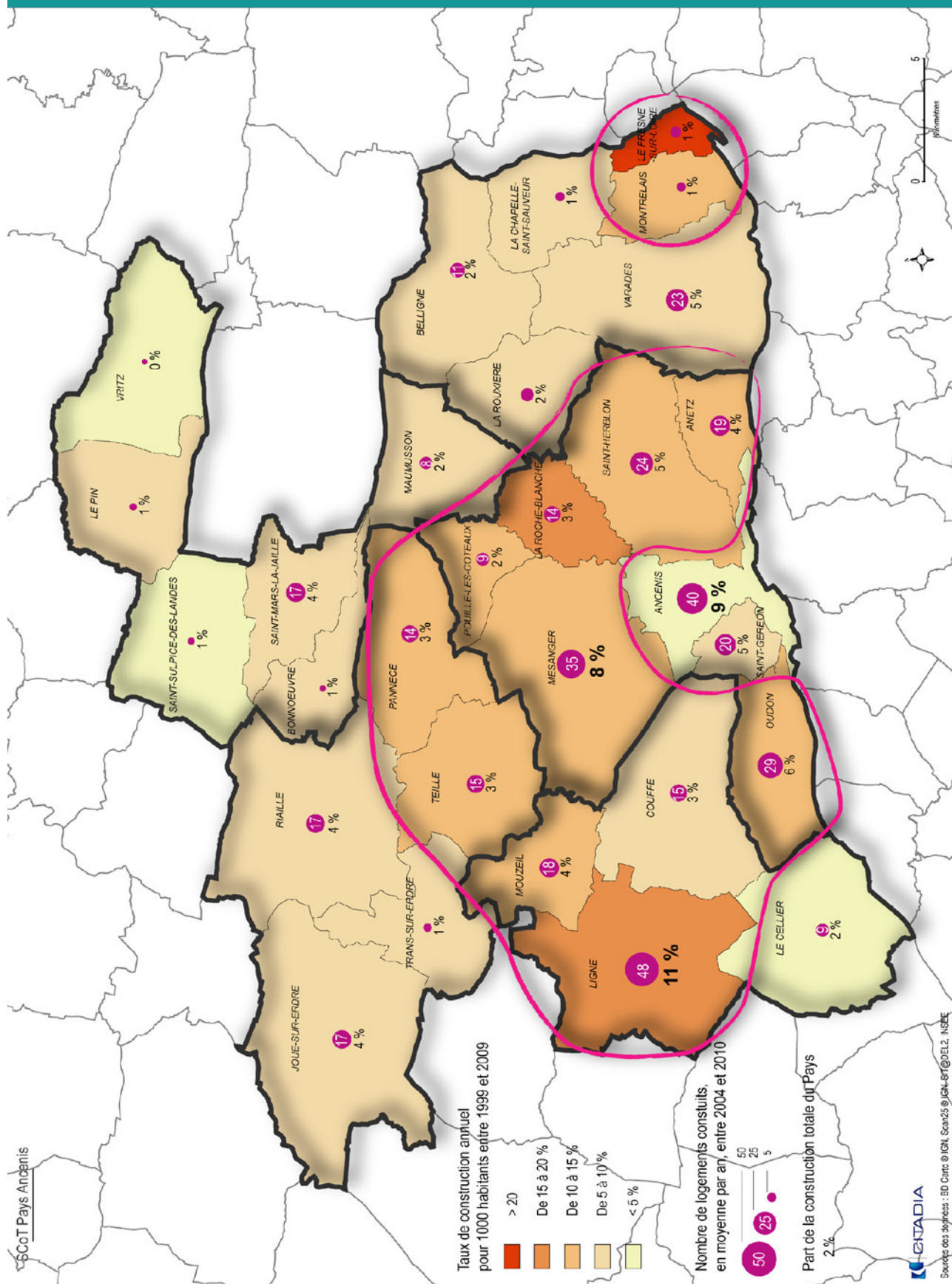
Par ailleurs, on observe dans le tableau ci-dessous un **rééquilibrage de la construction neuve sur le territoire à la suite du PLH de 2003, profitant notamment aux secteurs d'Ancenis et de Riaillé**.

Moyenne annuelle de la construction par secteur

			Moyenne 2001-2010	Moyenne 2001-2003	Moyenne 2004-2010
PAYS D'ANCENIS			427	391	442
PAR CANTONS	Canton d'Ancenis		176	144	190
	Canton de Ligné		95	110	89
	Canton de Varades		65	78	60
	Canton de Riaillé		56	29	67
	Canton de Saint-Mars-La-Jaille		34	31	36
PAR PÔLES	Pôle d'équilibre principal	Ancenis / Saint-Géréon	50	24	60
	Pôle d'équilibre secondaire	Varades	21	14	23
		St-Mars-la-Jaille	16	13	17
	Pôle de développement périurbain	Ligné	52	62	48
	Pôle de proximité	Joué-sur-Erdre	13	5	17
		Riaillé	14	6	17
		Le Cellier	10	12	9
		Oudon	28	27	29
		Mésanger	38	44	35

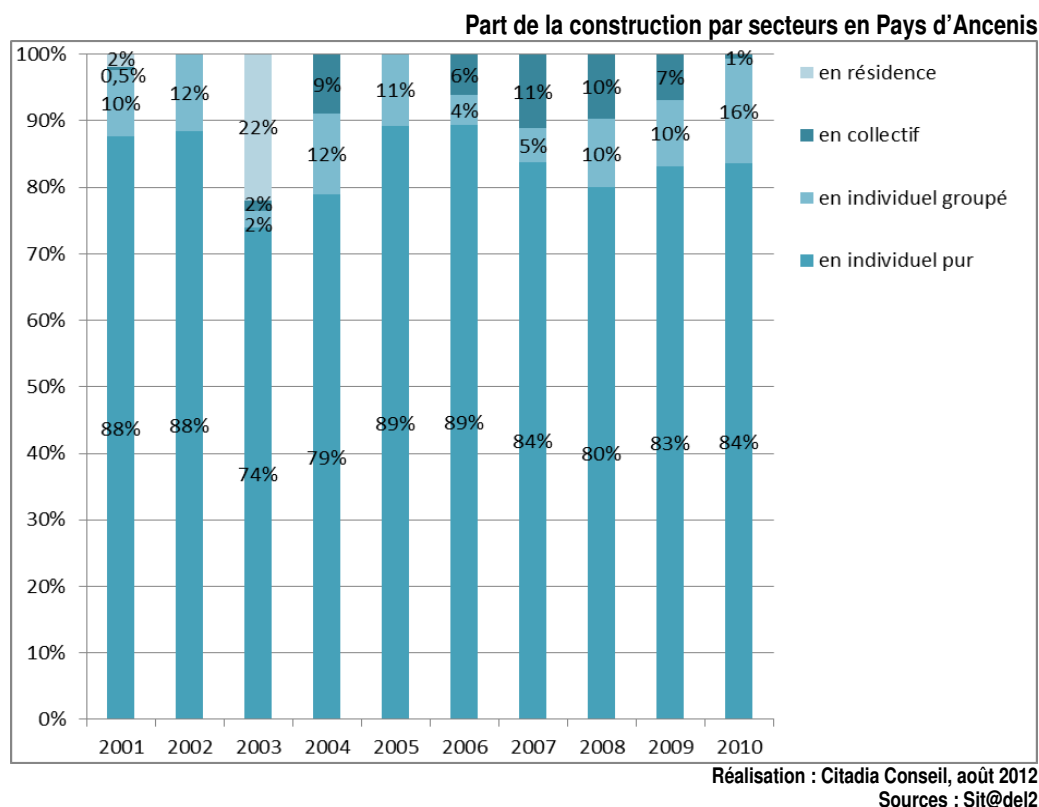
Réalisation : Citadia Conseil, août 2012

Sources : Sit@del2



4.1.5. ...Et tourné essentiellement vers l'individuel pur

L'individuel pur représente tous les ans au moins ¼ de la construction. Certaines années l'individuel pur représente jusqu'à près de 90% de la construction neuve (2005 et 2006), années correspondant aux pics de la construction. Parallèlement, le collectif ne représente jamais plus de 11% de la construction neuve : en 2007, 52 logements collectifs ont été édifiés.



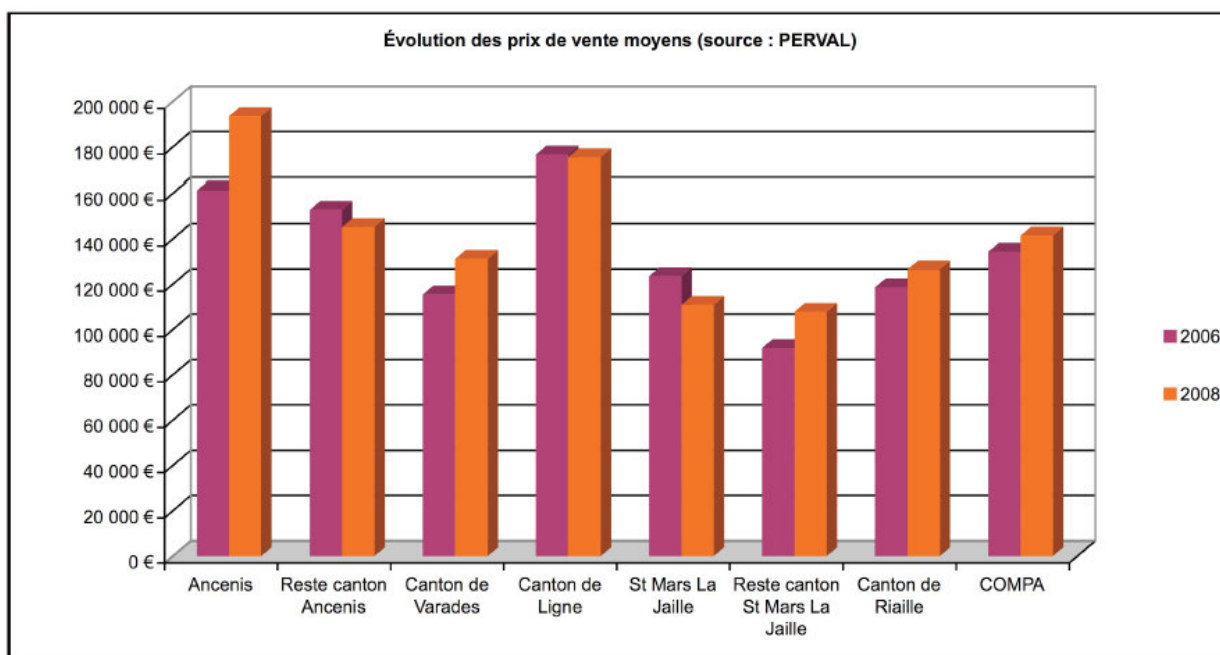
4.1.6. Un « boom » de la construction qui s'est accompagné d'une augmentation conséquente des prix du foncier et de l'immobilier sur les secteurs les plus tendus

Le Pays d'Ancenis est soumis à une forte pression foncière dans les secteurs d'Ancenis et de Ligné notamment. En effet, les ménages travaillant à Nantes souhaitent pouvoir se loger à proximité de leur emploi. Il en résulte une inévitable augmentation du coût du foncier et de l'immobilier pour ces territoires. Ainsi, selon le PLH, deux territoires se distinguent :

- D'une part les **secteurs d'Ancenis et de Ligné** où les prix du foncier sont les plus élevés : **90 à 100€ le m²** en moyenne. On observe une différence entre les lots communaux (par exemple 60€ le m² à Ancenis) et les lots privés (150€ le m² à St Géréon).
- D'autres part les **secteurs de Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille et Varades** où les prix sont moins élevés : **60€ le m²** en moyenne. On observe même un fléchissement de la demande et donc des prix pour ce secteur.

De la même manière, le secteur immobilier a connu une augmentation des prix sur l'ensemble du territoire. Pour autant, ces prix restent largement inférieurs à ceux pratiqués à Nantes Métropole ou dans le département :

- 138 600€ pour une maison ancienne T4 en 2010 dans la COMPA ;
- 191 000€ dans l'agglomération nantaise ;
- 177 900€ dans le département.



Sources : PLH du Pays d'Ancenis, PERVAL

4.2 – LE PARC DE LOGEMENTS

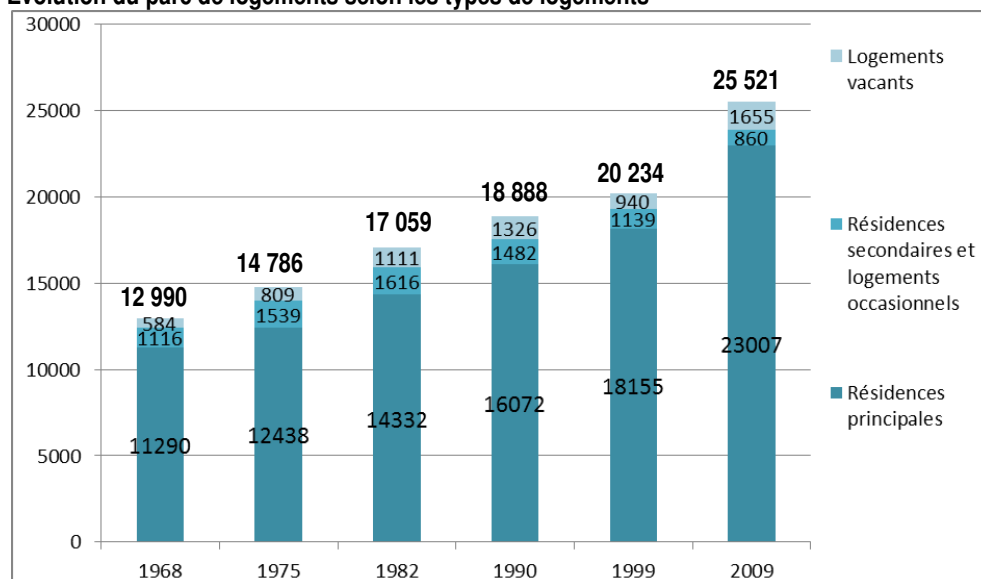
4.2.1. Un parc de logements qui a connu une très forte croissance et composé à plus de 90% de résidences principales

Le parc de logements a connu une **très forte croissance entre 1999 et 2009** : + 5 287 logements soit + 2,3%. La croissance du parc n'a été que de 0,8% par an entre 1990 et 1999. Alors que le nombre de résidences principales et le nombre de logements vacants a augmenté, les résidences secondaires ont diminué. Cette diminution peut s'expliquer par leur transformation en résidences principales ou en logements vacants.

Entre 1999 et 2009 :

+ 4851 résidences principales (soit + 2,4% par an)
- 279 résidences secondaires (soit - 2,8% par an)
+ 714 logements vacants (soit + 5,8% par an)

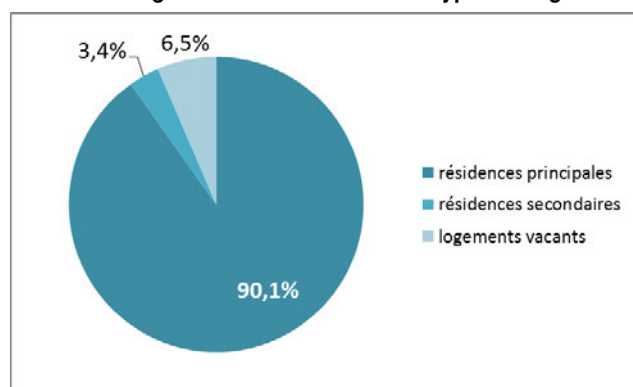
Evolution du parc de logements selon les types de logements



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

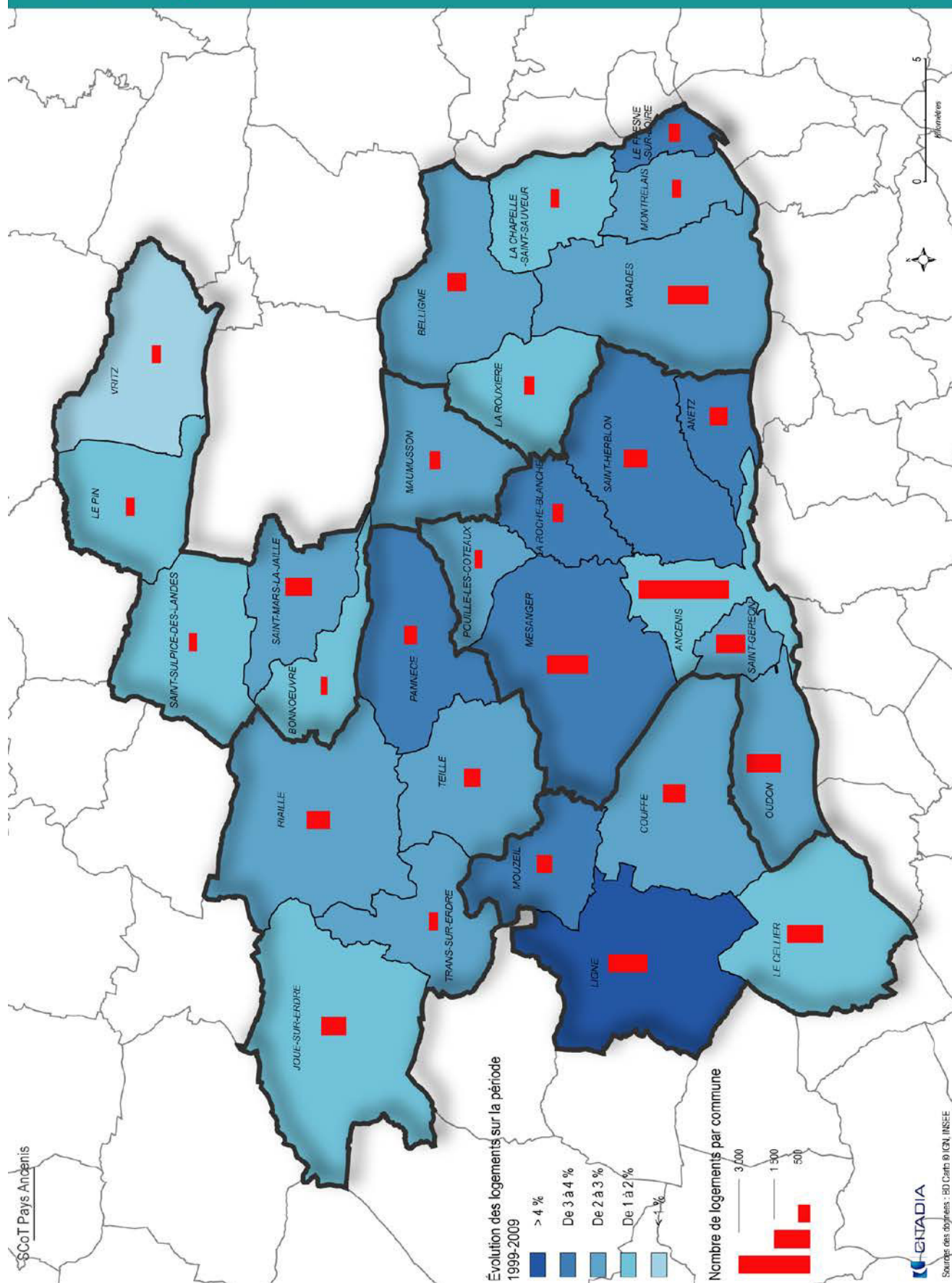
Les résidences secondaires ne représentent en 2009 que 3,4% du parc de logements total. La diminution des résidences secondaires est notamment visible pour les trois communes voisines que sont Trans-Sur-Erdre, Teille et Mouzeil.

Parc de logements en 2009 selon les types de logements



Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

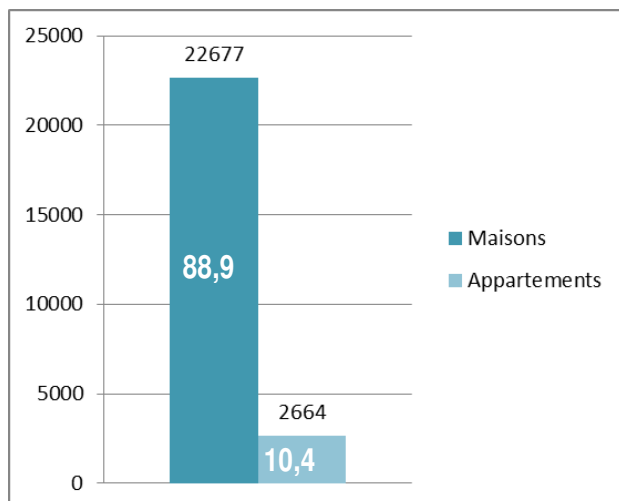
Parc de logements



4.2.2. Un parc de logements principalement composé de maisons, des logements collectifs majoritairement localisés à Ancenis

L'individuel est la forme la plus représentée à l'échelle du Pays (près de 89% des logements). Comme vu précédemment, cette prépondérance se creuse avec la construction neuve puisque l'individuel pur représente tous les ans au moins $\frac{3}{4}$ de la construction.

Type de logements dans le Pays d'Ancenis

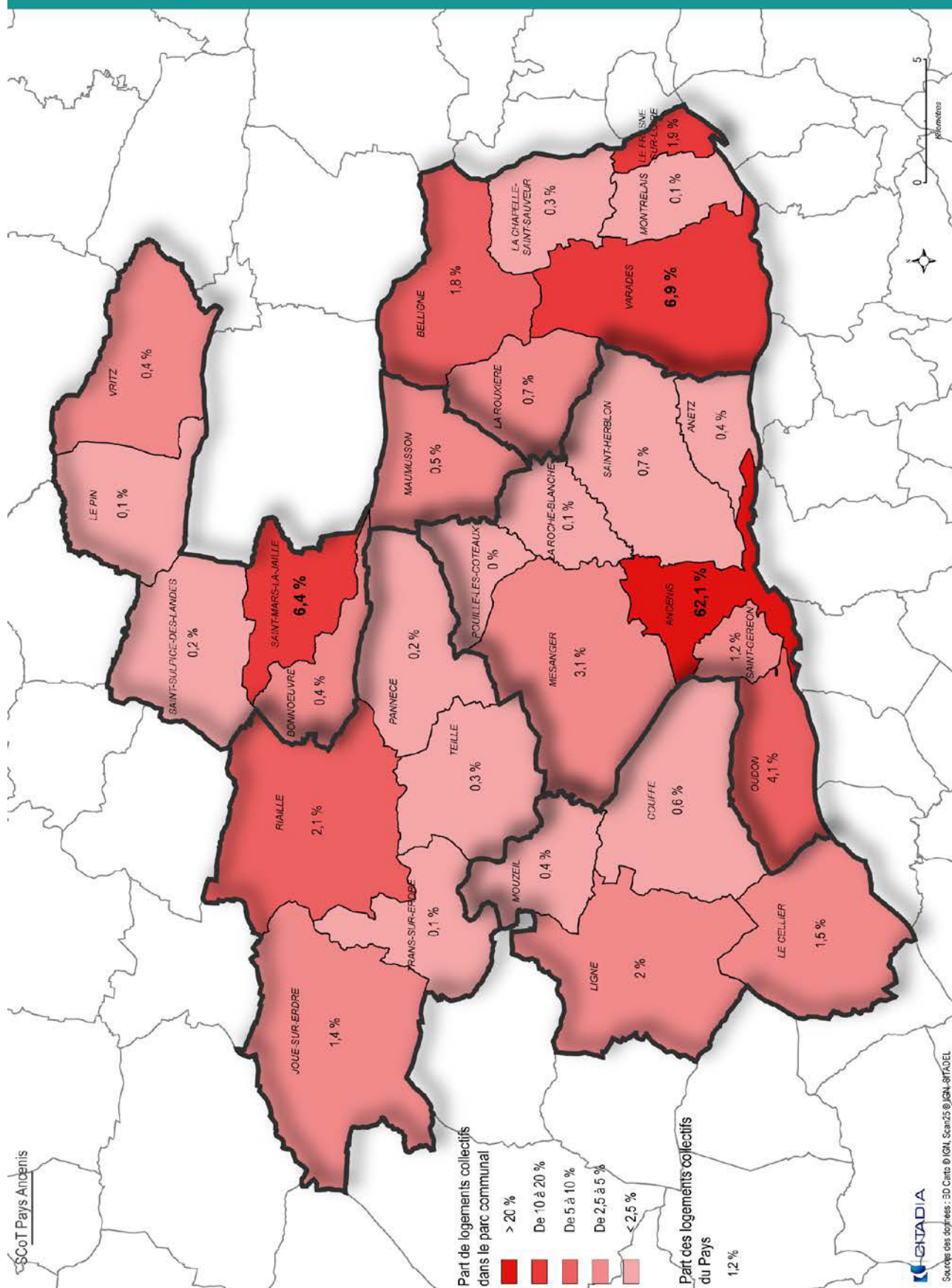


Réalisation : Citadia Conseil, août 2012
Sources : INSEE

En plus des maisons et des appartements, l'INSEE distingue les « autres logements (résidences meublées, mobil-homes,...) » représentant dans le Pays d'Ancenis 0,7% du Parc.

Les logements collectifs quant à eux sont majoritairement présents et édifiés dans la ville centre d'Ancenis. **62% des logements collectifs du Pays se trouvent à Ancenis**, ville dont le parc de logements se compose à 44% de logements collectifs (pour rappel, le parc de logements du Pays se compose de 10% d'appartements seulement). On note que le parc de logements de la ville de Pouillé-les-Coteaux ne se compose d'aucun logement collectif.

Parc de logements collectifs



4.2.3. Un potentiel de mobilisation du parc existant

4.2.3.1. La vacance relativement importante et qui touche davantage les communes les plus éloignées de la métropole nantaise

La part de logements vacants est relativement élevée (6,5% selon l'INSEE et 6,1% selon Filocom en 2009). Dans le cadre du PLH, une vérification de ces chiffres a été demandée aux élus de la COMPA. Cette analyse complémentaire révèle que si la vacance est surestimée par ces bases de données, le volume de logements inoccupés demeure important.

On parle traditionnellement de 5% de logements vacants comme d'une valeur permettant une bonne rotation. Une valeur inférieure est signe de marché de l'immobilier et / ou du foncier tendus et une valeur supérieure témoigne de la désertification d'une partie du parc ou du manque d'attractivité exercée par un territoire donné.

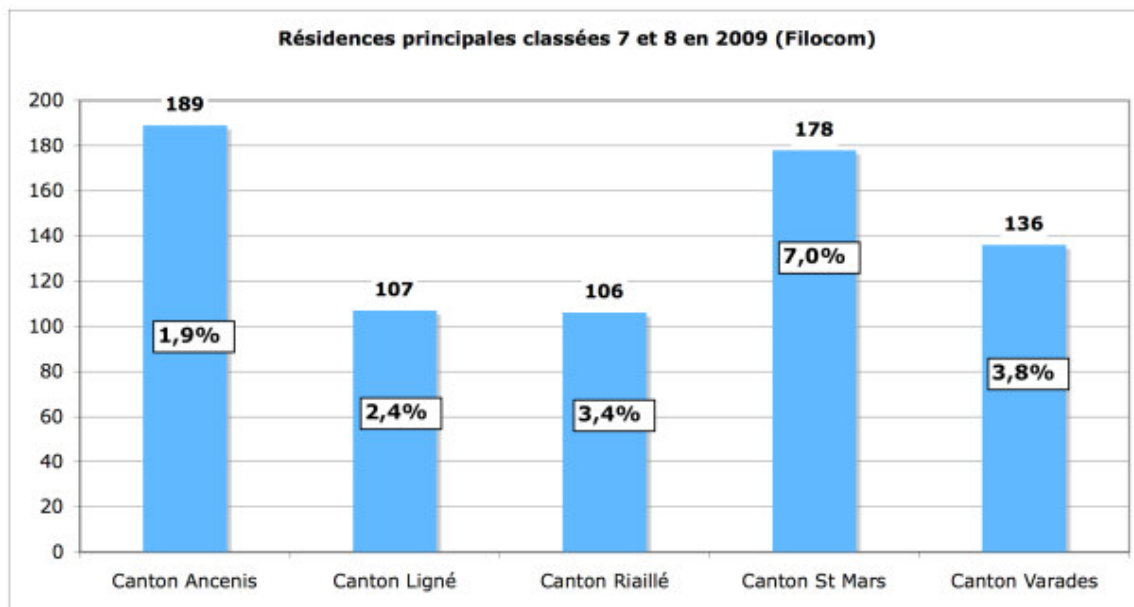
Les taux les plus élevés sont observés dans les communes les plus éloignées de la métropole nantaise, au nord et à l'est du Pays d'Ancenis, c'est-à-dire dans les communes où les marchés de l'immobilier sont les moins tendus.

- **4% de logements vacants dans le secteur de Ligné**
- 5% dans le secteur d'Ancenis
- 7% dans le secteur de Riaillé
- 8% dans le secteur de Saint-Mars-de-La-Jaille
- **10% le secteur de Varades**

4.2.3.2. Un parc inconfortable assez restreint

Les résidences principales classées en catégories cadastrales 7 et 8 (les logements dont l'état est considéré comme médiocre) ne représentent que 3.2% de l'ensemble des résidences principales (contre 2.9% à l'échelle départementale), soit environ **750 logements**.

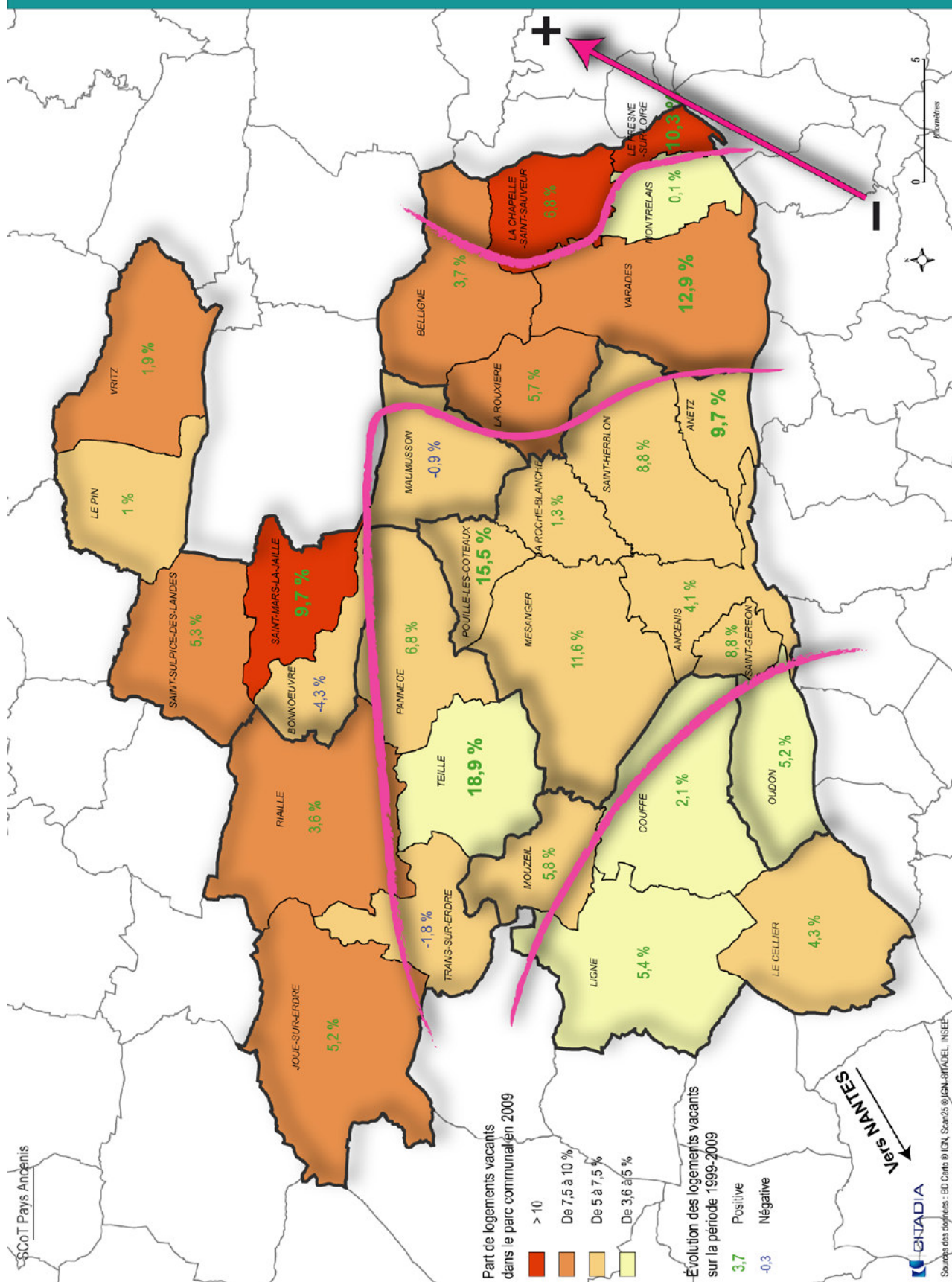
Mais, selon les secteurs, le niveau du parc inconfortable varie sensiblement : les volumes les plus importants se trouvent sur les secteurs d'Ancenis et de Saint Mars la Jaille. Ce dernier affiche même un niveau d'inconfort particulièrement élevé (voir le graphique ci-après).



Source PLH –

NB. : les pourcentages correspondent à la part des résidences principales en catégories 7 et 8 sur l'ensemble des résidences principales du secteur.

Logements vacants



4.2.4. Des logements sociaux majoritairement à Ancenis et, dans une moindre mesure, à Varades et Saint-Mars-la-Jaille et globalement en nombre insuffisant

En 2011, selon Filocom, le parc de résidences principales du Pays d'Ancenis se composait à **6,8% de logements locatifs sociaux**. A titre de comparaison :

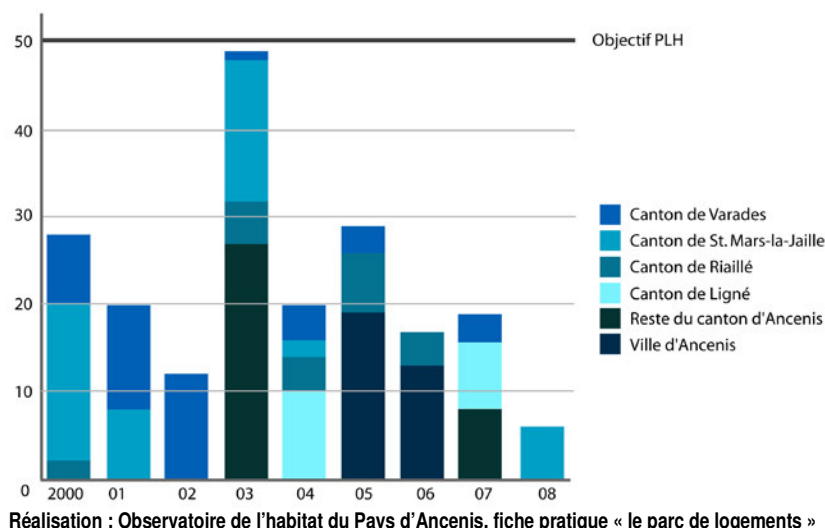
- 17,5% des résidences principales de la communauté urbaine de Nantes sont des logements locatifs sociaux
- 13,6% pour le Pays Segréen
- **12,3% pour le département de La Loire-Atlantique**
- 8,8% pour le Pays des Mauges
- 6,5% pour le Pays de Châteaubriant
- 4,1% pour le Pays du Vignoble Nantais
- 3% pour la communauté de commune d'Erdres et Gesvres

Si le taux observé dans le Pays d'Ancenis est bien inférieur à la moyenne départementale, il faut rappeler qu'**aucune des communes du Pays d'Ancenis n'est soumise au quota de 20% de logements locatifs sociaux fixé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain**.

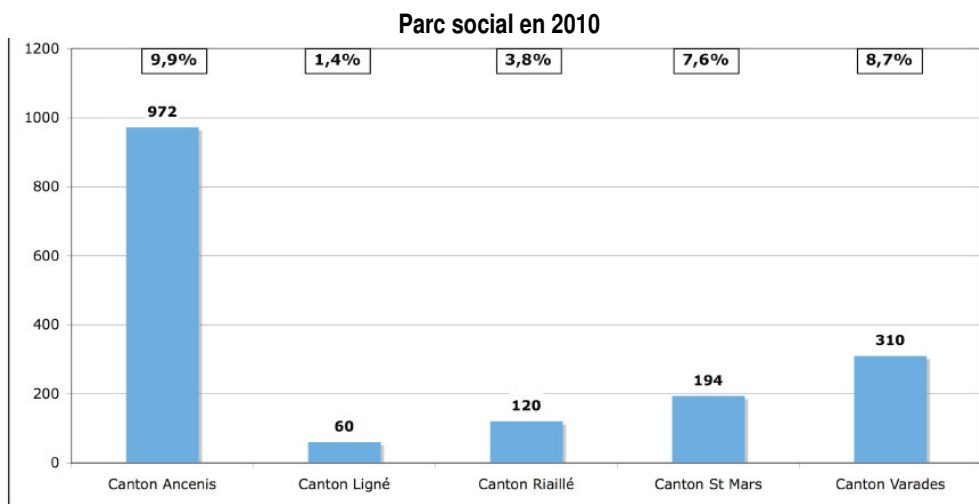
Toutefois, le parc social apparaît insuffisant au regard du profil des ménages habitant le pays (mais aussi des prix du foncier et de l'immobilier comme vu précédemment). En effet, 16% des ménages du Pays vivent sous le seuil de pauvreté et près de **66% des ménages seraient éligibles au logement social** en 2011 selon Filocom (contre 57,2% des ménages du département ou encore 55,4% des ménages du Pays du Vignoble Nantais). Malgré ces données, globalement, le marché ne semble pas particulièrement tendu avec un délai moyen d'attribution d'un logement de 8,4 mois en 2010 (source : Creha Ouest). En revanche, les secteurs de Ligné et d'Ancenis sont relativement tendus avec 11,6 mois d'attente en moyenne pour le premier et 9,2 pour le second.

Le PLH de 2003-2009 prévoyait un rythme de construction de logements sociaux supérieur à celui observé entre 1990 à 1999 (40 logements locatifs aidés par an réalisés entre 90 et 99) et permettant d'accueillir ou de garder dans le Pays d'Ancenis les ménages les moins aisés. Fixé à 50 logements locatifs sociaux par an, il a été financé en moyenne seulement 22 logements par an entre 2003 et 2009.

Réalisation de logements sociaux (PLUS et PLA-I) sur le Pays d'Ancenis depuis 2000



Par ailleurs, on observe de **fortes disparités géographiques dans la répartition de l'offre de logements locatifs sociaux**. La commune d'Ancenis représente à elle seule 51% du parc de logements sociaux du Pays, la commune de Varades représente 10% de ce même parc et celle de Saint-Mars-La-Jaille, 7%. On retrouve les plus forts taux d'équipements pour ces mêmes secteurs. Ainsi, l'offre apparaît insuffisante notamment dans le secteur de Ligné où le taux d'équipement est le plus bas et les délais d'attente sont les plus longs.



Sources : PLH du Pays d'Ancenis, EPLS

Les opérations récentes réalisées sur l'ensemble du Pays n'ont pas permis de ré-équilibrer géographiquement l'offre ni même d'augmenter le taux d'équipement à l'échelle du Pays.

4.3. CE QU'IL FAUT RETENIR

Atouts

- Une activité de construction dynamique dans les années 2000, mais en ralentissement progressif depuis 2005 ;
- La forte croissance du parc de logements rend compte de la forte croissance démographique mais aussi du desserrement des ménages. Au total, les nouveaux logements (logements neufs + divisions de logements + changement de destination...) ont permis d'accueillir plus de 10 000 habitants supplémentaires ;

Faiblesses

- Une construction neuve pas toujours maîtrisée :
 - ni en volume (dépassement des objectifs du PLH),
 - ni en localisation (un taux de construction très largement supérieur à celui de la moyenne du pays dans le canton de Ligné et très inférieur dans le canton de Saint-Mars-La-Jaille),
 - ni en typologie (prépondérance de l'individuel dans la construction neuve ne permettant pas le rééquilibrage individuel/collectif du parc existant) ;
- Une vacance élevée dans les cantons de Riaillé, Saint-Mars-La-Jaille et surtout Varades témoignant du manque d'attractivité de ces territoires.
- Un « boom » de la construction qui s'est accompagné d'une augmentation conséquente des prix du foncier et de l'immobilier notamment sur les secteurs les plus tendus que sont les cantons de Ligné et d'Ancenis entraînant les ménages qui travaillent à Nantes à s'installer toujours plus loin de leur domicile. Les prix restent toutefois moins élevés que dans les territoires voisins attractifs.
- Des situations contrastées selon les cantons en matière de logements sociaux : un marché peu tendu pour les cantons de Saint-Mars-de-La-Jaille, Riaillé et Varades et très tendu (offre insuffisante par rapport à la demande) pour les cantons de Ligné et Ancenis. Globalement, un parc insuffisant au regard de la population aux revenus modestes et des prix de l'immobilier et du foncier trop élevés.

Enjeux

- Optimiser le foncier disponible
- Trouver des alternatives à l'habitat individuel isolé
- Poursuivre la logique des pôles de développement identifiés dans le PLH afin de tendre vers un équilibre territorial
- Permettre l'accueil de ménages aux faibles ressources sur le territoire (jouer sur les logements sociaux, les coûts du foncier, les tailles de parcelles, les formes urbaines...)

Chiffres clés

442 logements construits par an entre 2004 et 2010

9 logements sur 10 ont accueilli de nouveaux habitants

9,1 logements neufs commencés pour 1000 habitants entre 1999 et 2009

89% de maisons en 2009, jusqu'à 90% d'individuel dans la construction certaines années

90 à 100€ le m² dans les secteurs de Ligné et Ancenis

60€ le m² dans les secteurs de Riaillé, Varades et Saint-Mars-La-Jaille

3,4% de résidences secondaires en 2009 (-2,8% par an depuis 1999)

6,5% de logements vacants en 2009 (+5,8% par an depuis 1999)

6,8% de logements sociaux en 2011

66% de ménages du Pays éligibles au logement social en 2011

22 logements locatifs sociaux construits par an entre 2003 et 2009

5. ORGANISATION DE L'ESPACE, FORMES URBAINES ET CONSOMMATION D'ESPACE

5.1 – UN HABITAT RELATIVEMENT DISPERSE ORGANISANT L'ESPACE

L'analyse ci-après permet de distinguer ce qui relève du bourg, du village, du hameau et de l'habitat isolé. Outre la compréhension de l'évolution de l'urbanisation et la caractérisation des différentes formes d'habitat du territoire, l'objectif de cette typologie est d'associer à chaque catégorie de forme des préconisations relatives aux modalités d'urbanisation. Ces modalités devront être acceptables, compte tenu du droit en vigueur.

Les lois Solidarité et Renouvellement Urbains, Urbanisme et Habitat et Grenelle I et II ne font pas directement référence aux notions de villages ou de hameaux, mais vont dans le sens d'une prise en considération croissante des objectifs de lutte contre le mitage et de développement durable qui s'exprime notamment dans le principe d'utilisation économe de l'espace (article L. 121-1 du code de l'urbanisme). En pratique, la mise en œuvre des dispositions des lois successives listées précédemment se traduit par l'interdiction de toute extension de l'urbanisation autour des hameaux, seules pouvant éventuellement être admises des constructions venant densifier le tissu bâti existant, à l'intérieur de son « enveloppe », et en restant dans des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées ».

Dans le cadre du SCoT, les bourgs, villages, hameaux, habitat isolé sont définis de la manière suivante. Ces définitions tiennent compte des particularités propres au Pays :

- **Les bourgs** : les bourgs, cœurs des communes, sont caractérisés par la présence d'éléments pouvant drainer une population venue des villages et hameaux alentours : marché, centralité administrative, commerces variés...
- **Les villages** : secteur aggloméré possédant une organisation spatiale offrant ou ayant offert des lieux communs permettant ou ayant permis le lien social.
Les villages sont plus importants que les hameaux et peuvent comprendre ou avoir compris dans le passé, des équipements ou lieux collectifs administratifs, culturels ou commerciaux, même si, dans certains cas, ces équipements ne sont plus en service, compte tenu de l'évolution des modes de vie. C'est un ensemble de constructions organisées créant une vie de village.
- **Les hameaux** : secteur d'habitat peu ou pas structuré pouvant avoir plusieurs formes : hameau constitué / hameau linéaire.
Il n'est nullement nécessaire, pour qu'un groupe de constructions soit qualifié de hameau, qu'il comprenne un commerce, un café ou un service public. Mais, à l'inverse, l'existence de tels équipements ne suffit pas à estimer qu'on est en présence d'un hameau ou d'un village : une auberge isolée, par exemple, ne constitue pas un hameau. Ce qui caractérise le hameau, c'est une taille relativement modeste et le regroupement des constructions.
- **L'habitat isolé** : bâtiments isolés ou de petits groupements d'habitations, fréquemment situés au bout de voies en impasse ou en bordure de route.

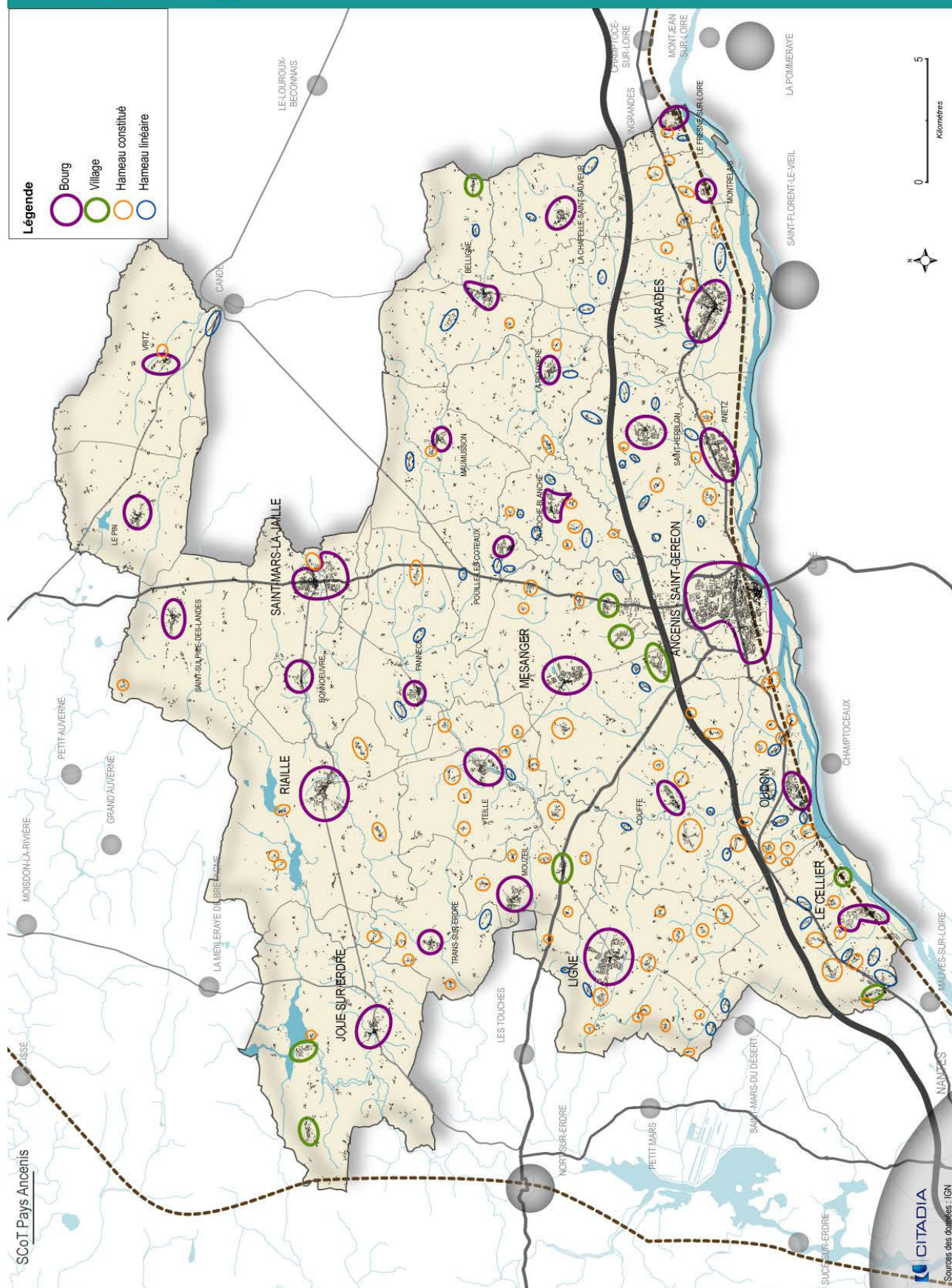
De manière globale, Ancenis constitue le noyau urbanisé le plus important situé au centre Sud du Pays d'Ancenis.

Le long de la Loire, les villages et hameaux sont plus denses. La proximité de la métropole nantaise, la qualité du site renforcent cette situation particulièrement sur le secteur de Ligné (communes du Cellier et d'Oudon).

Les parties centrale et Nord du Pays, à l'écart des grandes infrastructures, sont nettement moins urbanisées. Les villages et les hameaux se distribuent de façon assez régulière sur l'ensemble du territoire suivant un pas d'environ 10 km.

La carte suivante est une issue d'une analyse réalisée en 2009-2010 par la COMPA sur les enveloppes urbaines des communes de son territoire. Elle présente de manière indicative les bourgs, villages et hameaux du Pays d'Ancenis.

Bourgs - Villages - Hameaux



5.2 – DES FORMES ET DES STRUCTURES URBAINES VARIEES

L'analyse des formes urbaines et des formes d'urbanisation permet de saisir les modes de développements urbains actuels et passés et de définir les enjeux pour une urbanisation future.

De manière globale, l'évolution de l'urbanisme se traduit de façon visible sur le terrain et elle est différente sur chaque ville et village. Elle se développe soit sous la forme d'un développement linéaire de l'habitat ou des activités le long des voies, soit sous la forme de lotissements se développant en bordure des villages au gré des opportunités foncières. Le premier mode de croissance est pratiquement toujours nuisible à la qualité paysagère des communes d'autant plus que le bocage est souvent absent ou dégradé. Les villages y perdent en cohérence et en homogénéité. La deuxième forme d'évolution d'urbanisation a souvent pour effet :

- une mauvaise intégration visuelle,
- des problèmes de transition ville/campagne.

Ce phénomène est particulièrement visible et aigu lorsqu'il s'agit de villages ou hameaux implantés sur des hauteurs, notamment sur les coteaux de la Loire. La standardisation des matériaux de construction et les effets de mode poussent les constructeurs de pavillons à réaliser des maisons complètement déconnectées des systèmes constructifs traditionnels locaux. On observe une multitude de tendances dont certaines conviendrait mieux au Sud de la France.

Les exploitations agricoles traditionnellement constituées de bâtiments de belle qualité font souvent l'objet d'agrandissement pour des raisons d'exploitation (mise aux normes de production) ou d'extension :

- hangars, stabulations et bâtiments d'exploitation volumineux.
- aires de stockage d'outils et de matériels,
- ensilages parfois recouverts de pneus et bâches,

Le problème d'insertion est d'autant plus important lorsque les extensions se situent sur des hauteurs en utilisant des matériaux contemporains clinquants. Les impacts paysagers sont là aussi d'autant plus négatifs, que les travaux d'extension se mettent en place après avoir fait généralement table rase de la végétation initiale du bocage et que l'accompagnement végétal de ces opérations n'est pas une priorité immédiate.

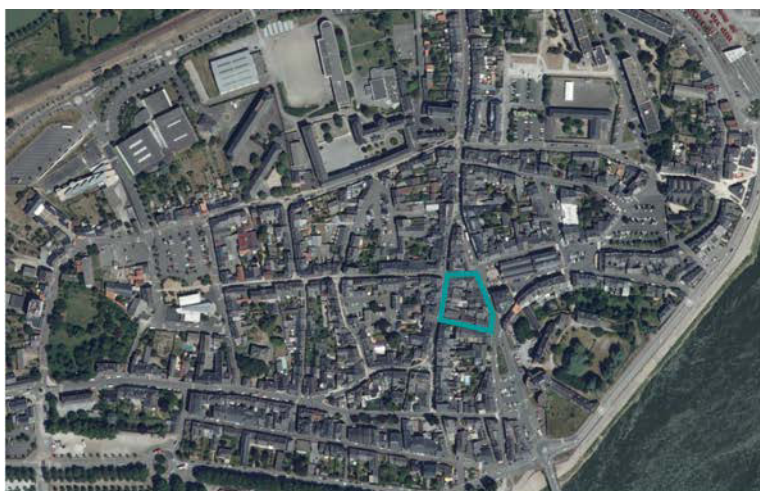
Les paragraphes qui suivent mettent en évidence, à partir d'exemple, la multiplicité des formes urbaines présentes sur le territoire.

5.2.1. Structure urbaine d'Ancenis

Ville centrale et historique du Pays, Ancenis propose une variété de formes urbaines trouvant leurs origines dans l'histoire du développement urbain de la commune :

- Tissu urbain compact et dense dans le centre ancien
- Tissu urbain hétérogène dans les faubourgs
- Tissu urbain dilaté et peu dense dans les extensions les plus récentes.

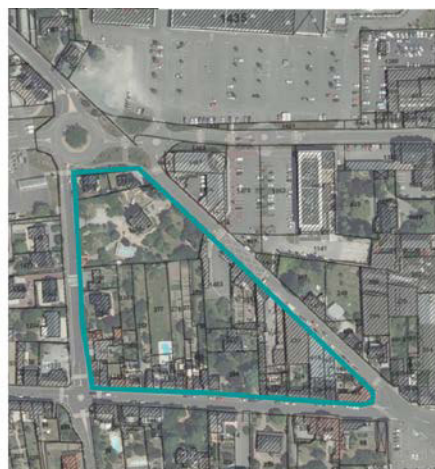
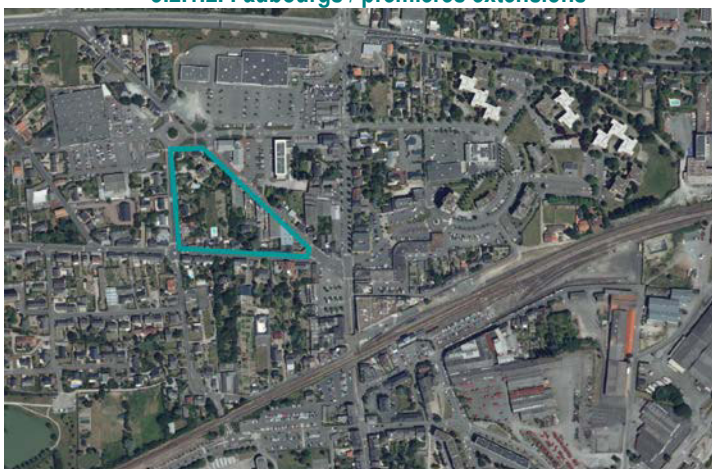
5.2.1.1. Centre-ville / bourg historique



- Parcellaire très dense, relativement hétérogène, constitué à la fois de parcelles de petites dimensions et d'îlots plus larges,
- Tissu ancien dense au bâti mitoyen et aligné sur voirie avec des gabarits relativement homogènes (R+1+c / R+2+c),
- Rues étroites, rendant difficile la circulation automobile mais propice à la déambulation piétonne.

- Surface moyenne des parcelles : 110m²
- Emprise au sol : 100 m²

5.2.1.2. Faubourgs / premières extensions



- Parcellaire hétérogène : emprises foncières serrées et orientées en lanières dans les secteurs résidentiels / emprises plus conséquentes accueillant petits collectifs, équipements et commerces.
- Tissu urbain hétérogène composé de maisons de ville mitoyennes alignées sur voirie, de maisons individuelles en retrait, de petits immeubles collectifs et d'espaces dédiés aux activités économiques et artisanales.
- Rues aux gabarits confortables pour la circulation automobile

- Surface moyenne des parcelles : 400m²
- Emprise au sol : 130 m²

5.2.1.3. Lotissements / extensions récentes



- Parcellaire homogène dans un espace globalement résidentiel. Présence de quelques larges parcelles dédiées aux équipements.
- Tissu composé principalement de pavillons résidentiels au gabarit homogène (R+c), en retrait par rapport à la voirie.
- Rues aux gabarits confortables pour la circulation automobile et la circulation piétonne.



- Surface moyenne des parcelles : 700m²
- Emprise au sol : 150 m²

5.2.2. Structure urbaine des bourgs

L'organisation urbaine des bourgs est étroitement liée à la structuration de leur réseau viaire. L'urbanisation historique s'étant faite de manière privilégiée le long des axes routiers, la conception d'opérations plus récentes en extensions linéaires ou en profondeurs trouble la structuration initiale et suggère de s'interroger sur l'avenir de l'organisation urbaine des bourgs et des formes urbaines à privilégier dans un objectif de cohérence et de respect du territoire.

Les exemples ci-après illustrent ces structurations de bourgs variées. Certains s'organisent en carrefour, comme à Maumusson ou encore à Saint-Sulpice. D'autres encore, comme Bonnoeuvre ou Couffé, s'organisent le long d'un axe viaire principal.

5.2.2.1. Des bourgs – carrefour

Maumusson



- Organisation urbaine en étoile au croisement des routes départementales (D19, D22, D29).
- Tissu urbain organisé en lanière le long des voies.
- Développement urbain en épaississement et en extension



- Surface moyenne des parcelles : 813m²
- Emprise au sol moyenne : 135m²



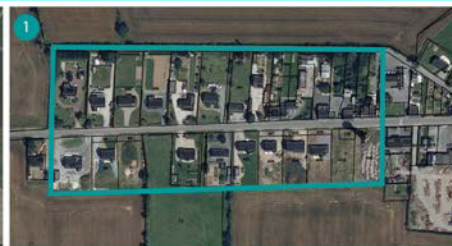
- Surface moyenne des parcelles : 530m²
- Emprise au sol moyenne : 124m²

A Maumusson, l'urbanisation linéaire le long des 5 axes routiers s'affirme avec l'aménagement d'un lotissement à l'entrée Nord-Ouest de la commune, le long de la D22 bien qu'une opération de densification a été aménagée en épaississement de la D19. Ce lotissement, bien connecté au tissu urbain tend à renforcer la compacité du bourg alors que l'extension en lotissement le long de la D22, isolée du reste du bourg, tend à accentuer l'étalement de la commune le long des axes de circulation.

Saint-Sulpice-des-Landes



- Compacité du centre-bourg développé au croisement des routes départementales (D21, D29).
- Développement urbain principalement en extension linéaire le long des voiries.



- Surface moyenne des parcelles : 1550 m²
- Emprise au sol moyenne : 152m²

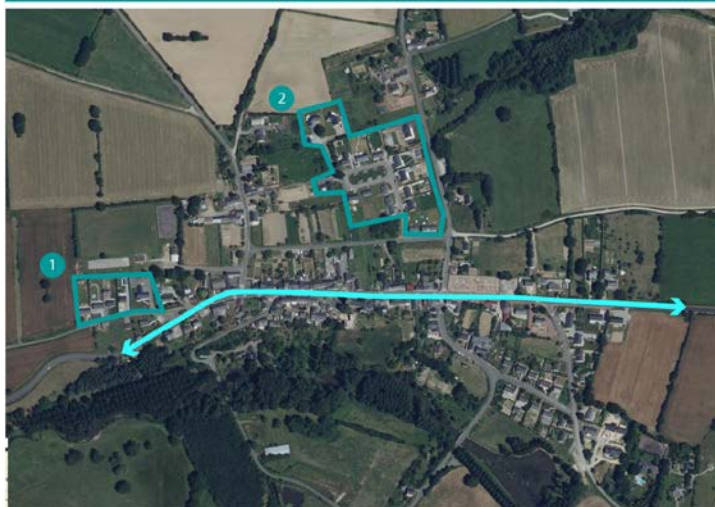


- Surface moyenne des parcelles : 1250 m²
- Emprise au sol moyenne : 127m²

A Saint-Sulpice-des-Landes, le développement récent de l'urbanisation s'est principalement fait de façon linéaire, dans le prolongement des bâtis existants. L'aménagement des deux lotissements identifiés tend à accentuer l'urbanisation en doigts-de-gant de la commune.

5.2.2.2. Villages-rue

Bonnoeuvre



- Organisation urbaine le long de la rue centrale (D33) à laquelle se greffent des chemins et rues plus étroites desservant les zones d'habitation.
- Extension urbaine en épaisseur et en linéaire dans le prolongement existant.



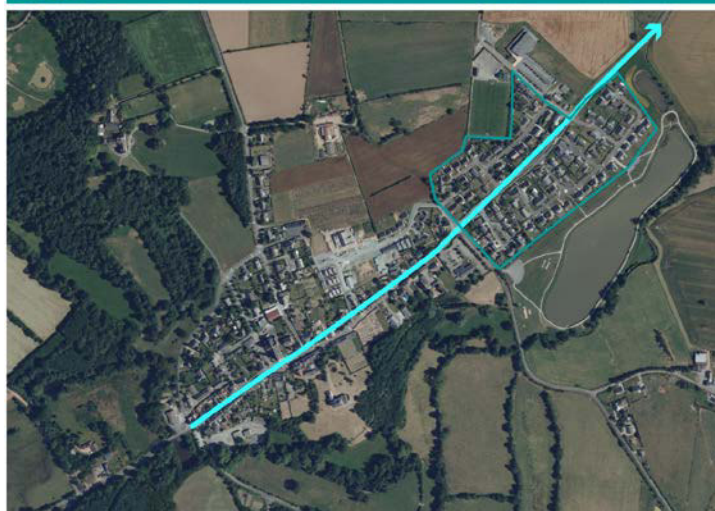
- Surface moyenne des parcelles : 1245m²
- Emprise au sol moyenne : 191m²



- Surface moyenne des parcelles : 1033m²
- Emprise au sol moyenne : 157m²

A Bonnoeuvre, où le développement urbain s'est fait de manière privilégié le long de la D33, l'aménagement d'un lotissement le long de la D21 conduit à la formation d'une urbanisation linéaire naissante le long de cet axe de circulation même si cette opération tend à épaissir le tissu urbain existant. Le comblement des espaces d'interstice entre le centre-bourg et cette nouvelle opération permettrait d'affirmer la compacité du bourg.

Couffé



- Organisation urbaine le long de la rue centrale (D21) à laquelle se greffent des chemins et rues plus étroites desservant les zones d'habitation.
- Extension urbaine linéaire le long de cet axe en direction du Nord-Est.



- Surface moyenne des parcelles : 789m²
- Emprise au sol moyenne : 126m²

A Couffé, l'urbanisation en longueur le long de la route départementale en direction du Nord-Est affirme l'organisation linéaire de la commune mais tend à éloigner de plus en plus les habitations nouvellement créées du centre-bourg et des services qu'il propose. Le positionnement originel du centre-bourg à l'entrée Sud-Ouest du village renforce le caractère déconnecté de ces nouveaux espaces urbanisés.

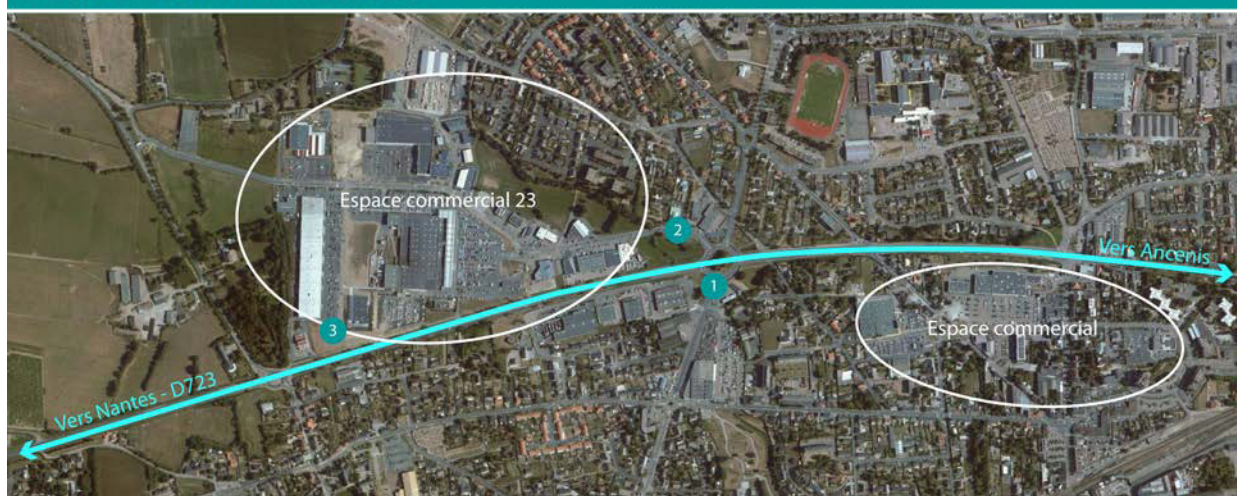
5.2.3. Analyse des entrées de ville

La thématique des entrées de ville se concentre sur quelques entrées principales des pôles d'équilibre ou assimilés du territoire, compte tenu du développement de zones d'activités industrielles, artisanales ou commerciales à la qualité urbaine souvent faible.

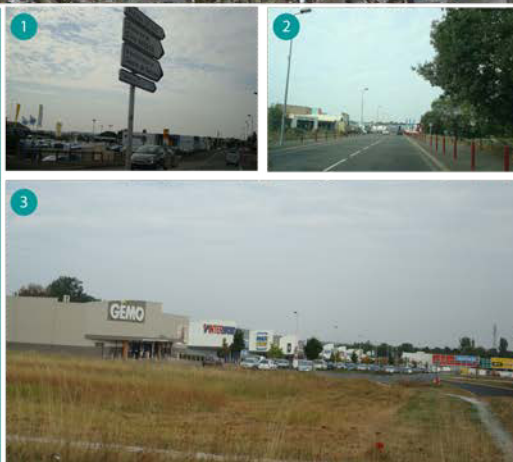
Sont identifiées en particulier et présentées ci-après :

- Entrée Nord d'Ancenis
- Entrée Ouest d'Ancenis – Saint-Géréon
- Entrées Sud et Ouest de Ligné
- Entrée Sud de Saint-Mars-la-Jaille
- Entrée Est de Varades.

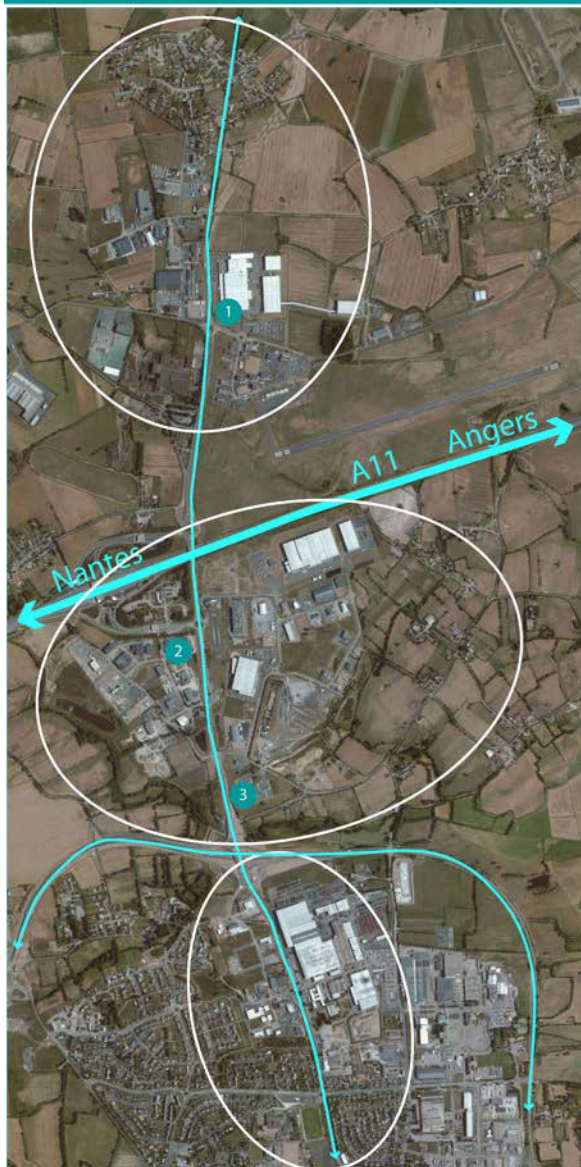
Entrée Saint-Géréon - Ancenis Ouest



- Entrée de ville structurée le long de la départementale 723 (entrée Ouest d'Ancenis depuis Nantes).
- Espace mixte constitué de deux ensembles commerciaux imbriqués dans un espace résidentiel (maisons individuelles avec jardin) donnant un lieu un caractère hétérogène.
- Entrée de ville marquée par la présence de l'espace commercial 23 directement accroché à la D723 et de l'espace commercial structuré autour du Super U et du Kiabi quant à lui tourné vers la gare.
- Profil architectural du lieu banalisé par l'imbrication de "boîtes commerciales" malgré le traitement relativement qualitatif de la chaussée et de ses abords (traitements paysagers, cheminements piétons, fond de jardins donnant un caractère végétal à l'ensemble...).



Entrée Ancenis Nord



- Entrée de ville stratégique d'Ancenis d'orientation Nord-Sud organisée de façon linéaire le long de la départementale 923, directement reliée à l'échangeur autoroutier et à l'aéroport.

- Trois ensembles composent cette entrée :

- un secteur structuré autour de l'aéroport,
- un secteur compris entre l'échangeur autoroutier et la rocade Nord d'Ancenis,
- un secteur qui s'étire à l'intérieur du périmètre défini par la rocade.

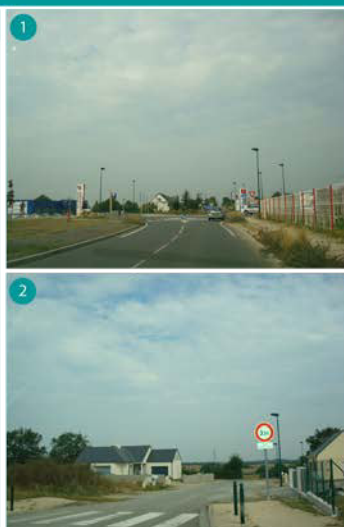
- Cet espace peu structuré se compose d'activités mixtes mêlant activités artisanales, logistiques, tertiaires et habitat.

- La lecture de cette entrée de ville est rendue difficile par la pauvreté de la qualité paysagère et architecturale des installations et par l'accumulation d'espaces dissociés les uns des autres.

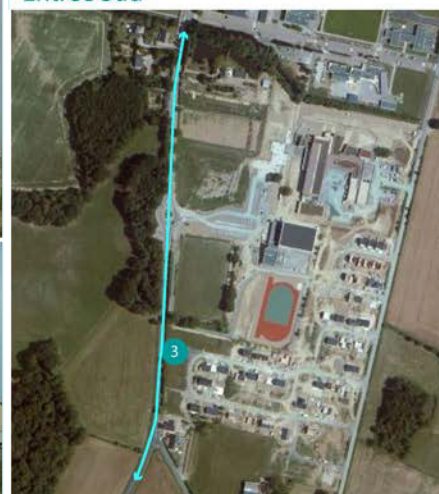


Entrées de ville - Ligné Ouest et Sud

Entrée Ouest



Entrée Sud



- Entrée de ville Ouest structurée le long de la départementale 23 et principalement organisée, au niveau du carrefour avec la D84, autour du parc d'activités des Coudrais. Un ensemble qui tend à dénaturer le caractère rural de cette entrée de ville.

- Entrée de ville Sud structurée le long de la départementale 9 offrant des perspectives visuelles à l'Est sur le lotissement de la rue des Boulières contrastant avec l'ambiance encore rurale des espaces situés sur le côté opposé de la chaussée (espace agricole et arboré).

Entrée de ville - Saint-Mars-la-Jaille



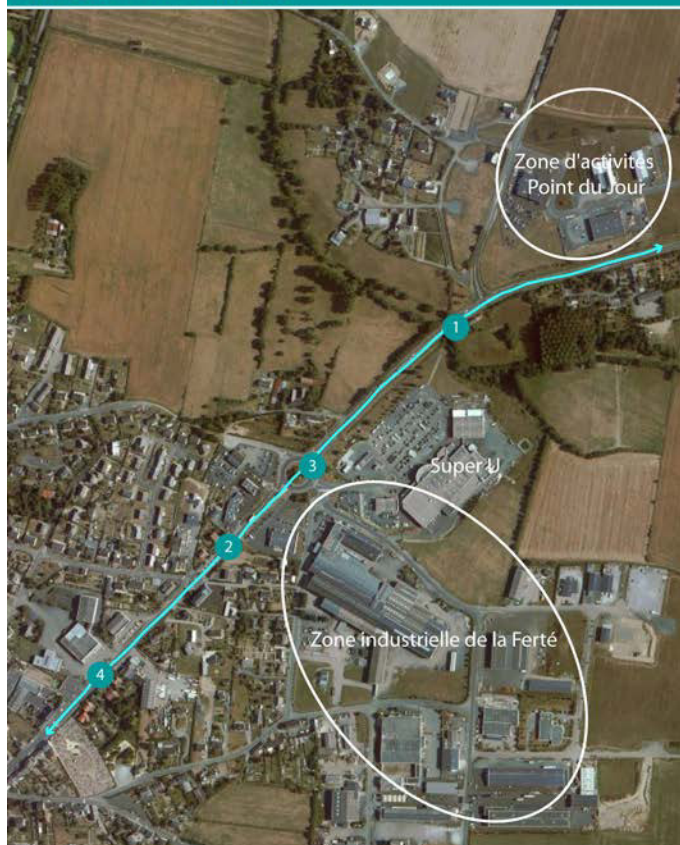
- Entrée Sud de la ville par la D878 qui offre une perspective visuelle sur le château d'eau Braud, élément marquant dans le paysage de la commune et symbolisant l'histoire industrielle de la ville.

- Les maisons ouvrières situées de part et d'autre de la rue confirment le passé industriel de la commune et forment une "haie d'honneur bâtie". La rue s'ouvre ensuite sur la zone industrielle offrant une frange urbaine particulièrement peu intégrée.

- L'entrée dans le centre-bourg s'effectue de manière plus douce et plus préservée : coupure paysagère de la vallée de l'Erdre.



Entrée de ville - Varades



- Entrée Est de la ville de Varades, par la route d'Angers (D723).
- Une première zone au Nord est occupée par le parc d'activités de la Pointe du Jour. Un petit quartier de maisons individuelles est implanté en retrait par rapport à la route.
- A proximité immédiate du centre bourg se trouve la Zone Industrielle de la Ferté regroupant commerces (Super U, Lidl) et activités (garages automobiles notamment).
- L'entrée vers le bourg est peu qualitative (succession de bâtiments d'activités, aménagements urbains rendant difficile la lisibilité de l'entrée de bourg). Espace essentiellement animé par la voiture peu propice à la déambulation piétonne (trottoirs dégradés).

Entrée de territoire



- Entrée Ouest du Pays d'Ancenis par la D723 : axe routier historique Est-Ouest du territoire.
- Située sur le territoire communal du Cellier, en périphérie du centre-bourg, qui est quant à lui situé sur les rives de la Loire.
- Le hameau de la Maison Blanche matérialise l'entrée sur le territoire qui se poursuit avec la zone industrielle des Relandières (entreprise APLIX notamment).

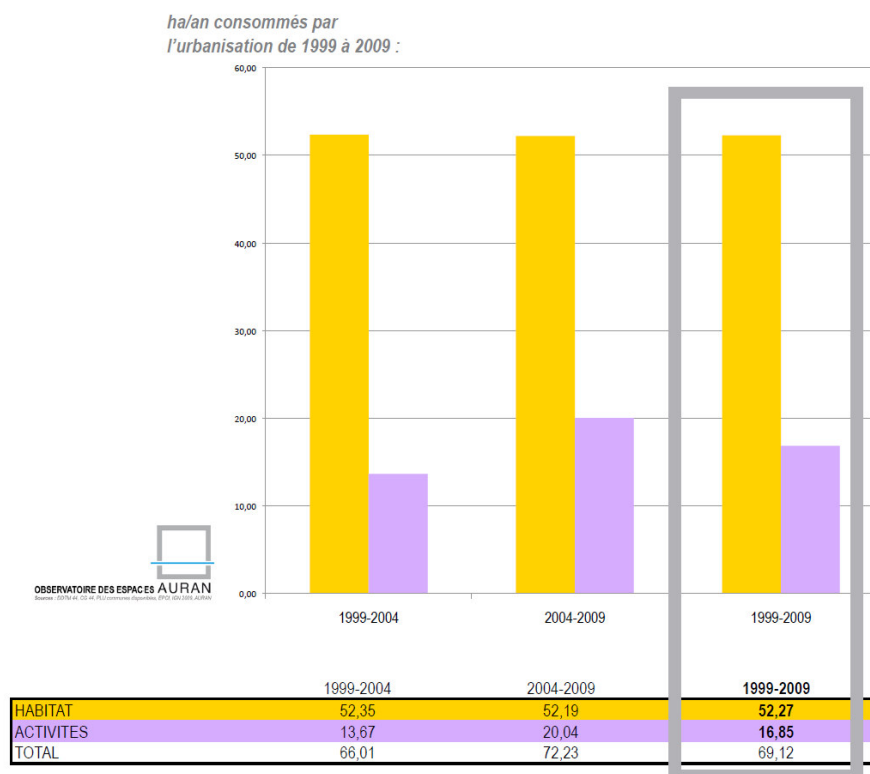
5.3 – ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE :

5.3.1. 69,1 ha consommés par an entre 1999 et 2009, principalement portée par l'habitat

Cette partie s'appuie sur l'analyse réalisée par l'Agence d'Urbanisme de la Région de l'Agglomération Nantaise (AURAN) dans le cadre de son observatoire de la consommation de l'espace, à partir des photos aériennes de 1999, 2004 et 2009. Elle prend en compte l'urbanisation (habitat et activités) quelque soit sa localisation, en extension urbaine comme en comblement de l'enveloppe urbaine. Cette méthode sera utilisée pour la mise en œuvre et le suivi du SCoT.

Entre 1999 et 2009, 69,1 hectares par an en moyenne ont été consommés par l'urbanisation dont environ 76% par l'habitat et 24% par les activités.

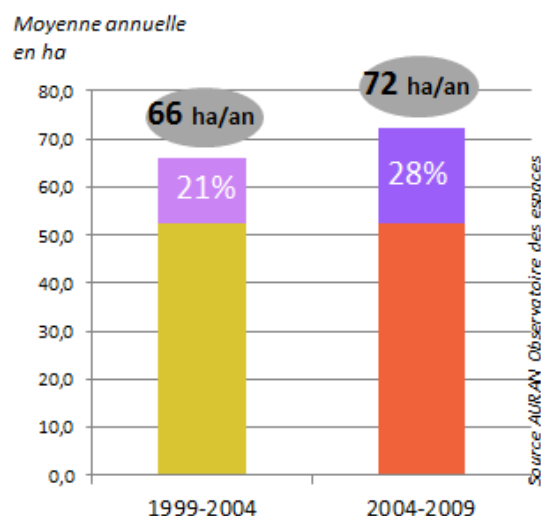
Au total, 65% de cette consommation d'espace s'est faite en extension, du tissu urbain existant alors que 35% s'est faite en remplissage (1/4 pour les sites d'activités et près de 40% pour l'habitat).



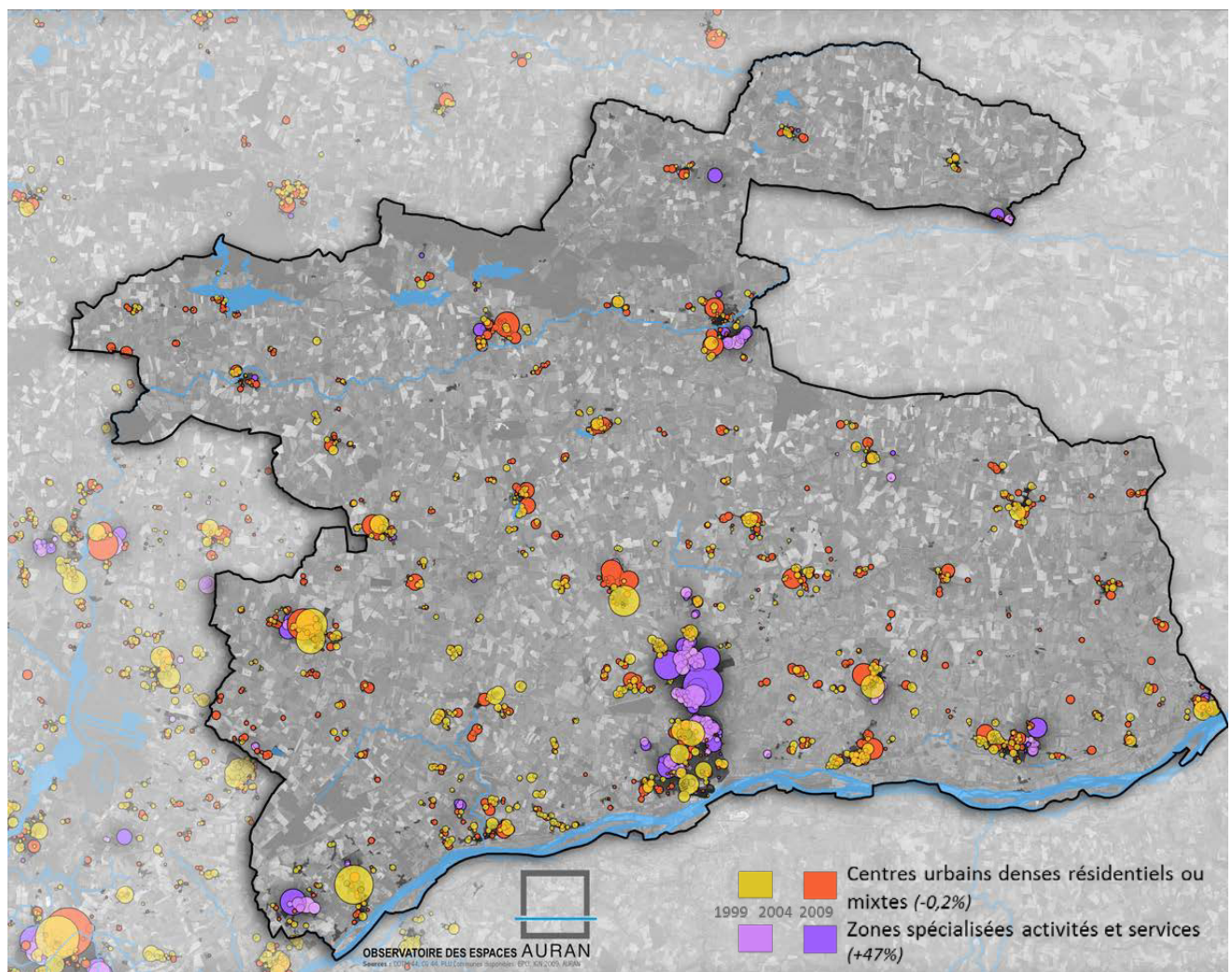
En décomposant plus finement cette analyse sur la période 1999 – 2009, on s'observe une légère augmentation de la consommation d'espace annuelle : 66 ha / an entre 1999 et 2004 contre 72 ha / an entre 2004 et 2009.

Cette augmentation est principalement portée par les activités économiques (13,7 ha / an consommés entre 1999 et 2004 à 20 ha / an entre 2004 et 2009). Pour 45 %, cette consommation s'est faite à l'intérieur de zones gérées par la COMPA.

La consommation d'espace liée à l'habitat est quant à elle stable entre ces deux périodes passant de 50,4 ha / an entre 1999 et 2004 à 50,2 ha / an entre 2004 et 2009.



Il est par ailleurs à souligner le fait que seuls 6,1 hectares ont été « consommés par des infrastructures routières » entre 1999 et 2009 (source BD MOS). Les surfaces des infrastructures passent ainsi de 141,6 ha à 147,7 ha sur cette période sur le Pays.



Plusieurs leviers existent pour limiter la consommation d'espace par l'urbanisation :

- Le renouvellement urbain
- La limitation des extensions urbaines
- La mixité des fonctions urbaines et des populations
- La construction d'un tissu urbain plus dense et offrant à la fois un cadre de vie de qualité. La densité des constructions récentes fait l'objet d'une analyse à la page suivante.

5.3.2. Les densités des constructions récentes : des densités faibles qui se renforcent

L'analyse des densités moyennes des constructions récentes observées sur le Pays d'Ancenis s'appuie sur le ratio entre le nombre de logements neufs commencés (Sit@adel) et la consommation d'espaces à dominante habitat ou mixte (hors zones d'activités) constatés sur la même période.

Ainsi, la densité moyenne des logements commencés entre 1999 et 2009 sur le Pays d'Ancenis est de **9,3 logements / ha**.

Cette densité tend à se renforcer puisqu'elle était de 8,5 logements / ha pour les logements commencés entre 1999 et 2004 et de 10 logements / ha pour la période 2004 – 2009.

Commune	Nombre de logements commencés (1999-2009)	Consommation d'espace totale par l'habitat (1999 - 2009)	Densité moyenne
Ancenis	336	33,5	10,0
Anetz	215	24,5	8,8
Belligné	132	16,1	8,2
Bonnoeuvre	34	3,5	9,9
Le Cellier	114	22,5	5,0
La Chapelle-Saint-Sauveur	49	5,6	8,8
Couffé	186	25,7	7,2
Le Fresne-sur-Loire	188	10,8	17,4
Joué-sur-Erdre	148	14,5	10,2
Ligné	592	54,8	10,8
Maumusson	71	7,6	9,4
Mésanger	449	58,7	7,6
Montrelais	76	7,9	9,6
Mouzeil	197	19,7	10,0
Oudon	317	27,7	11,4
Pannecé	139	14,4	9,6
Le Pin	42	3,4	12,2
Pouillé-les-Côteaux	89	10,2	8,7
Riaillé	159	19,2	8,3
La Rouxière	82	6,9	11,8
Saint-Géréon	176	15,5	11,3
Saint-Herblon	266	33,5	8,0
Saint-Mars-la-Jaille	187	17,8	10,5
Saint-Sulpice-des-Landes	23	2,7	8,4
Teillé	153	17,8	8,6
Trans-sur-Erdre	49	6,6	7,4
Varades	231	24,7	9,3
Vritz	42	2,8	14,7
La Roche-Blanche	145	13,9	10,4
TOTAL	4885	522,7	9,3

5.3.3. Identification des surfaces disponibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine

Un premier travail d'identification des capacités résiduelles d'urbanisation a été effectué par la COMPA sur l'ensemble des communes du territoire faisant état d'un total de 480 ha pour l'habitat ou les services.

Sur la base de cette identification, un réajustement a été entrepris afin d'affiner ce travail :

- Prise en compte des parcelles non bâties exclusivement
- Redéfinition des enveloppes urbaines

Identification des dents creuses



Identification des parcelles comptabilisées

Sur cette base, **183ha** ont pu être identifiés comme parcelles potentiellement constructibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine sur l'ensemble des communes du Pays d'Ancenis.

Parcelles disponibles ha						
Secteur	Répartition	Bourg	Village	Hameau	Linéaire	Total
Ancenis	Ancenis - Saint-Géréon	12,3	0,0	0,0	0,0	12,3
	Mésanger	3,3	1,0	3,1	1,2	8,6
	Reste du secteur	19,2	0,0	2,0	10,1	31,3
Nord-Est	Saint-Mars-la-Jaille	4,5	0,0	0,2	0,0	4,7
	Reste du secteur	8,8	0,0	1,4	2,7	12,9
Nord-Ouest	Riaillé	3,7	0,0	2,7	0,1	6,5
	Joué-sur-Erdre	1,5	2,5	0,6	0,0	4,6
	Reste du secteur	4,3	0,0	2,8	2,5	9,6
Sud-Est	Varades	9,8	0,0	0,3	1,8	11,9
	Reste du secteur	15,4	0,0	5,3	9,2	29,9
Sud-Ouest	Ligné	11,3	0,0	7,5	4,0	22,8
	Le Cellier	4,6	0,6	1,2	3,7	10,0
	Oudon	1,3	0,0	0,9	2,2	4,4
	Reste du secteur	2,5	1,8	4,8	4,2	13,3
Pays		102	6	33	42	183

De la même manière, un travail d'identification des espaces disponibles à l'intérieur des zonages de POS ou PLU à vocation d'activités a été effectué par la COMPA sur l'ensemble des communes du territoire.

Méthodologie d'identification des disponibilités foncières à vocation économique :

- Identification de toutes les zones à vocation économique des POS/PLU, urbanisées ou à urbaniser
- Soustraction sur ce zonage des contraintes environnementales ou réglementaires (zones humides, zones tampons, servitudes...)
- Recherche sur cette base de toutes les parcelles non bâties supérieures à 100m²
Ces 3 1ères étapes ont été réalisées par le SIG
- Tri manuel sur papier avec fond photo aérienne pour :
 - Déduire les espaces déjà aménagés : voirie, stationnement, stockage...
 - Ajouter les surfaces non bâties comprises dans une parcelle en partie construite mais déjà des capacités non négligeables (appréciation visuelle)

Ce travail a permis d'identifier un potentiel de 520 ha.

Il faut noter sur ce chiffre qu'il recouvre des réalités différentes selon :

- la localisation des parcelles concernées : en zone urbaine (180 ha), en zone d'activités en cours de commercialisation ou en réserves d'urbanisation (131 ha en zones 2AU par exemple)
- la taille et la localisation des parcelles : selon le type d'activités à accueillir la parcelle peut ne pas convenir (surface d'implantation, accès ...)
- le statut de propriété : il peut s'agir de réserves foncières privées destinées à l'agrandissement de l'entreprise existante
- ...

Parmi ces 520 ha, à peine la moitié est comprise dans une zone d'activités intercommunale.

5.4. CE QU'IL FAUT RETENIR

Atouts

- Une organisation de l'espace bien identifiée (bourgs, villages, hameaux)
- Une stabilisation de la consommation d'espace liée à l'habitat au cours de la dernière décennie.
- Une densité résidentielle qui se renforce (8,5 logements / ha pour les logements commencés entre 1999 et 2004 et de 10 logements / ha pour la période 2004 – 2009).

Faiblesses

- Un accroissement de la consommation d'espace au cours de la dernière décennie : 66 ha / an entre 1999 et 2004, 72 ha / an entre 2004 et 2009.
- Une augmentation de la consommation d'espace liée aux activités : 13,7 ha / an entre 1999 et 2004, 20 ha / an entre 2004 et 2009.

Enjeux

- S'appuyer pour le développement futur sur l'organisation de l'espace identifiée.
- Maîtriser la consommation d'espace pour limiter l'étalement urbain.
- Encourager une urbanisation plus dense.

Chiffres clés

- 69,1 ha consommés par an entre 1999 et 2009 dont 76% par l'habitat.
- 65% de la consommation d'espace faite en extension du tissu urbain
- 9,3 logements commencés par hectare sur la période 1999-2009

6. DEPLACEMENTS ET MOBILITES

L'analyse ci-après porte principalement sur les déplacements générés par le motif travail. Les flux générés par les équipements sont traités dans le point 7.2.

6.1. LES DEPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

6.1.1. Présentation générale

Principales origines et destinations des déplacements domicile-travail

		Territoire d'origine		Total
		Pays d'Ancenis	Territoires extérieurs	
Territoire de destination	Ancenis	8 572 63%	5 139 37%	13 710 100%
	Ligné	1 818 56%	1 401 44%	3 219 100%
	Riaillé	1 249 79%	331 21%	1 579 100%
	Saint-Mars-la-Jaille	1 768 73%	649 27%	2 417 100%
	Varades	1 811 76%	570 24%	2 380 100%
	Total Pays d'Ancenis	15 217 65%	8 089 35%	23 306 100%
		Territoire de destination		Total
		Pays d'Ancenis	Territoires extérieurs	
Territoire d'origine	Ancenis	6 994 64%	3 862 36%	10 855 100%
	Ligné	2 094 38%	3 461 62%	5 555 100%
	Riaillé	1 890 54%	1 610 46%	3 500 100%
	Saint-Mars-la-Jaille	1 821 69%	834 31%	2 655 100%
	Varades	2 418 61%	1 523 39%	3 941 100%
	Total Pays d'Ancenis	15 217 57%	11 291 43%	26 508 100%

Chiffres-clés

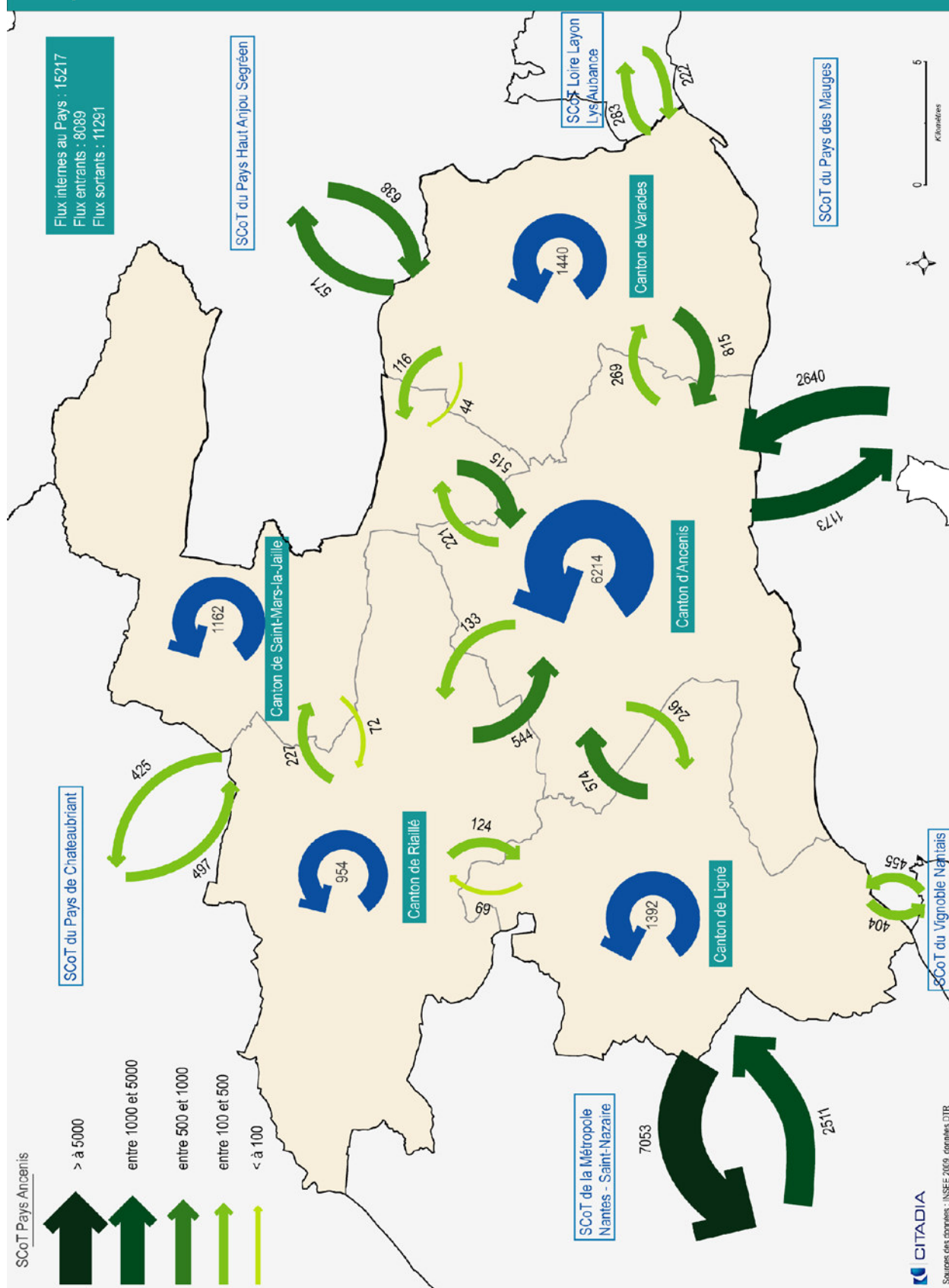
- 8 089 flux entrant dans le Pays
- 11 291 flux sortant du Pays
- 15 217 flux internes au Pays

Source : INSEE 2009 – données DTR

Ces chiffres illustrent l'attractivité certaine du territoire et la dépendance de certains secteurs vis-à-vis des territoires extérieurs :

- Attractivité du secteur d'Ancenis vis-à-vis des territoires extérieurs avec 5 139 déplacements domicile-travail provenant des territoires alentours contre 3 862 déplacements à destinations de ces mêmes territoires.
- En revanche, une certaine dépendance du secteur de Ligné dont 62% des déplacements domicile-travail sont à destination des territoires extérieurs, confirmant notamment l'attraction de la métropole nantaise sur la frange Ouest du Pays.

Déplacements domicile - travail en 2009



6.1.2. Polarisation d'Ancenis dans les flux domicile-travail internes du territoire

Près de 50% des flux domicile-travail internes au territoire sont en provenance ou à destination du secteur d'Ancenis

6.1.2.1. Destinations des déplacements domicile-travail internes au Pays

		Canton de destination					Total Pays d'Ancenis
		Ancenis	Ligné	Raillé	Saint-Mars-la-Jaille	Varades	
Canton d'origine	Ancenis	6 124 88%	246 4%	133 2%	221 3%	269 4%	6 994 100%
	Ligné	574 27%	1 392 66%	69 3%	43 2%	16 1%	2 094 100%
	Raillé	544 29%	124 7%	954 50%	227 12%	43 2%	1 890 100%
	Saint-Mars-la-Jaille	515 28%	28 2%	72 4%	1 162 64%	44 2%	1 821 100%
	Varades	815 34%	28 1%	20 1%	116 5%	1 440 60%	2 418 100%
	Total Pays d'Ancenis	8 572 56%	1 818 12%	1 249 8%	1 768 12%	1 811 12%	15 217 100%

Source : INSEE 2009 – données DTR

Les destinations des flux domicile-travail manifestent l'influence d'Ancenis dans le Pays puisque 56 % des flux domicile-travail internes au Pays sont à destination du secteur d'Ancenis. Les quatre autres secteurs se partageant le reste des flux (entre 8% et 12% chacun).

6.1.2.2. Origines des déplacements domicile-travail internes au Pays

		Canton d'origine					Total Pays d'Ancenis
		Ancenis	Ligné	Raillé	Saint-Mars-la-Jaille	Varades	
Canton de destination	Ancenis	6 124 71%	574 7%	544 6%	515 6%	815 10%	8 572 100%
	Ligné	246 14%	1 392 77%	124 7%	28 2%	28 2%	1 818 100%
	Raillé	133 11%	69 6%	954 76%	72 6%	20 2%	1 249 100%
	Saint-Mars-la-Jaille	221 12%	43 2%	227 13%	1 162 66%	116 7%	1 768 100%
	Varades	269 15%	16 1%	43 2%	44 2%	1 440 80%	1 811 100%
	Total Pays d'Ancenis	6 994 46%	2 094 14%	1 890 12%	1 821 12%	2 418 16%	15 217 100%

Source : INSEE 2009 – données DTR

De la même façon que pour les destinations des flux domicile-travail internes au Pays, les origines de ces flux sont là encore largement issues du secteur d'Ancenis puisque 46% des flux domicile-travail internes au Pays ont pour origine le secteur d'Ancenis. Ces taux sont plus faibles dans les autres secteurs puisqu'ils varient entre 12% et 16%. Cependant, le nombre de déplacements ayant pour point d'origine ces quatre secteurs sont plus importants que le nombre de déplacements ayant pour destination ces territoires. Ce constat est inverse pour le secteur d'Ancenis puisque 8 572 déplacements ont pour destination les communes du secteur alors que 6 994 déplacements ont pour origine ces communes. Ceci démontre l'attractivité du secteur d'Ancenis en termes d'emplois.

6.1.3. Le poids important des territoires extérieurs dans les déplacements domicile-travail

Afin de saisir l'influence des territoires extérieurs dans les déplacements domicile-travail s'opérant dans le Pays et la complexité des échanges qui s'opèrent entre les territoires, la prise en compte des données illustrant les personnes allant travailler en dehors du territoire et les personnes extérieures au Pays venant y travailler est primordiale.

6.1.3.1. Destinations des déplacements domicile-travail externes au Pays

		Territoire de destination									Total
		Pays de Chateaubriant	Nantes-Saint- Nazaire	Pays du Vignoble nantais	Autre Loire Atlantique	Pays des Mauges	Pays Haut Anjou Segréen	Pays Loire Layon Lys Aubance	Autre Maine et Loire	Autre	
Territoire d'origine	Ancenis	63 2%	2 333 60%	204 5%	35 1%	559 14%	138 4%	56 1%	310 8%	163 4%	3 862 100%
	Ligné	73 2%	3 000 87%	75 2%	43 1%	63 2%	12 0%	16 0%	59 2%	122 4%	3 461 100%
	Riaillé	140 9%	1 203 75%	65 4%	78 5%	20 1%	23 1%	7 0%	24 1%	49 3%	1 610 100%
	Saint-Mars- la-Jaille	133 16%	230 28%	20 2%	16 2%	36 4%	270 32%	12 1%	76 9%	40 5%	834 100%
	Varades	16 1%	286 19%	40 3%	4 0%	495 32%	128 8%	191 13%	287 19%	75 5%	1 523 100%
	Total Pays d'Ancenis	425 4%	7 053 62%	404 4%	177 2%	1 173 10%	571 5%	283 3%	756 7%	450 4%	11 291 100%

Source : INSEE 2009 – données DTR

De manière globale, la majorité des déplacements domicile-travail externes au Pays ont pour destination la métropole Nantes – Saint-Nazaire. Ces flux représentent 62% des destinations extérieures au territoire soit plus de 7 000 navetteurs. Les territoires situés au sud du pays, en contact direct avec l'agglomération ancennienne regroupent 14% des destinations soit plus de 1 500 navetteurs (Pays du Vignoble Nantais + Pays des Mauges)

Nous pouvons cependant opérer des distinctions selon les secteurs :

Des secteurs sous influence Nantaise / Nazairienne

Ainsi l'influence de la métropole nantaise se manifeste clairement dans les secteurs de Ligné (elle représente 87% des destinations des navetteurs) et de Riaillé (elle représente 75% des destinations des navetteurs). Elle demeure faible dans le secteur de Varades, plus éloigné de Nantes, avec 19% des destinations des navetteurs.

Des secteurs sous l'influence du Pays des Mauges et du Pays Haut Anjou Segréen

Le Pays des Mauges exerce principalement son influence sur le secteur de Varades puisque 32% des navetteurs du secteur travaillant en dehors du Pays d'Ancenis travaillent dans ce territoire. Il en est de même pour le secteur de Saint-Mars-la-Jaille où 32% des navetteurs du secteurs travaillant en dehors du Pays d'Ancenis vont travailler dans le Pays du Haut Anjou Segréen.

Une influence non négligeable des autres communes du Maine-et-Loire

Les communes du Maine-et-Loire (hors pays énoncés précédemment) représentent 19% des destinations des navetteurs travaillant hors Pays d'Ancenis du secteur de Varades. Ici, c'est l'influence de l'agglomération angevine qui est perceptible.

Les autres territoires enregistrent des déplacements liés au travail et en provenance des communes du Pays d'Ancenis plus faibles

6.1.3.2. Origines des déplacements domicile-travail externes au Pays

		Territoire d'origine									Total
		Pays de Chateaubrian t	Nantes-Saint- Nazaire	Pays du Vignoble nantais	Autre Loire Atlantique	Pays des Mauges	Pays Haut Anjou Segréen	Pays Loire Layon Lys Aubance	Autre Maine et Loire	Autre	
Territoire de destination	Ancenis	185 4%	1 456 28%	294 6%	135 3%	2 198 43%	259 5%	141 3%	247 5%	224 4%	5 139 100%
	Ligné	55 4%	794 57%	145 10%	131 9%	140 10%	15 1%	8 1%	20 1%	92 7%	1 401 100%
	Riaillé	99 30%	112 34%	- 0%	71 22%	17 5%	20 6%	4 1%	- 0%	8 2%	331 100%
	Saint-Mars- la-Jaille	149 23%	81 13%	12 2%	38 6%	36 6%	293 45%	4 1%	2 0%	34 5%	649 100%
	Varades	8 1%	68 12%	4 1%	12 2%	249 44%	51 9%	65 11%	58 10%	54 9%	570 100%
	Total Pays d'Ancenis	497 6%	2 511 31%	455 6%	388 5%	2 640 33%	638 8%	222 3%	327 4%	411 5%	8 089 100%

Source : INSEE 2009 – données DTR

D'une manière globale, les déplacements domicile-travail des navetteurs issus des territoires voisins du Pays d'Ancenis et venant travailler dans le Pays sont majoritairement issus de la métropole Nantes – Saint-Nazaire et du Pays des Mauges. 31% des navetteurs venant travailler dans le Pays d'Ancenis sont originaire de la métropole nantaise / nazairienne et 33 % du Pays des Mauges.

Des précisions peuvent être apportées selon les secteurs :

Ligné / sous influence de Nantes – Saint-Nazaire

Les relations avec Nantes – Saint-Nazaire sont plus clairement identifiables dans le secteur de Ligné où les navetteurs issus de cette métropole représentent 57% des travailleurs habitants en dehors du Pays d'Ancenis.

Ancenis / des relations privilégiés avec le Pays des Mauges

Ainsi, l'influence d'Ancenis sur le Pays des Mauges s'exprime clairement : 43% des navetteurs venant travailler dans le secteur proviennent du Pays des Mauges. L'influence d'Ancenis sur Nantes est plus faible puisque 23% des travailleurs sont issus de Nantes – Saint-Nazaire.

Riaillé / des relations privilégiées avec la Loire Atlantique

Le secteur de Riaillé entretient de fortes relations avec Nantes-Saint-Nazaire et le Pays de Châteaubriant. En effet, 34% des navetteurs provenant des territoires extérieurs et venant travailler dans le secteur de Riaillé sont issus de la métropole nantaise / nazairienne ; 30% sont originaire du Pays de Châteaubriant et 22% des autres communes de Loire-Atlantique

Saint-Mars-la-Jaille / de fortes relations avec les territoires du Nord

Le secteur de Saint-Mars-la-Jaille profite de l'influence des deux secteurs limitrophes : 45% des travailleurs habitant à l'extérieurs du Pays d'Ancenis et venant travailler dans le secteur proviennent du Pays Haut-Anjou Segréen ; 23% sont issus du Pays de Châteaubriant.

Varades / des liens favorisés avec le Maine-et-Loire

Environ 75% des navetteurs provenant des territoires extérieurs et venant travailler dans le secteur de Varades habitent le Maine-et-Loire : 44% sont originaire du Pays des Mauges, 11% du Pays Loire Layon Lys Aubance, 9% du Pays Haut Anjou Segréen et 10% d'autres communes du Maine-et-Loire.

6.2 – UN RESEAU ROUTIER EN DEVENIR

6.2.1. Une structuration ligérienne du réseau viaire

Le réseau viaire du Pays d'Ancenis est caractérisé par :

- une liaison Est-Ouest, parallèle à la Loire et reliant Nantes à Angers, constituée par les voies de circulation les plus importantes, à savoir l'A11 et la RD 723. L'autoroute A11 représente un support de développement important pour le Pays notamment autour de l'échangeur d'Ancenis. En témoigne le développement de zones d'activités à ce niveau.
- des liaisons Nord-Sud constituées par la RD 923 (et RD 878) reliant Saint-Mars-la-Jaille à Ancenis.

6.2.1.1. La RD164 : un axe structurant en devenir

La RD 164, reliant Nort-sur-Erdre à Ancenis est considérée par le Schéma routier départemental de Loire Atlantique de 2012 comme une « route principale, de catégorie 1+ (2 x 1 voie avec créniaux de dépassement), assurant la desserte des grands pôles économiques et touristiques, et supportant les déplacements de transit de longue à moyenne distance. Un axe devant bénéficier de règles contraignantes en matière de développement de l'urbanisation, avec notamment des marges de reculs importantes pour les habitations (100 m) ». Cet axe routier est appelé à devenir une future grande liaison Est-Ouest au Nord de l'agglomération nantaise.

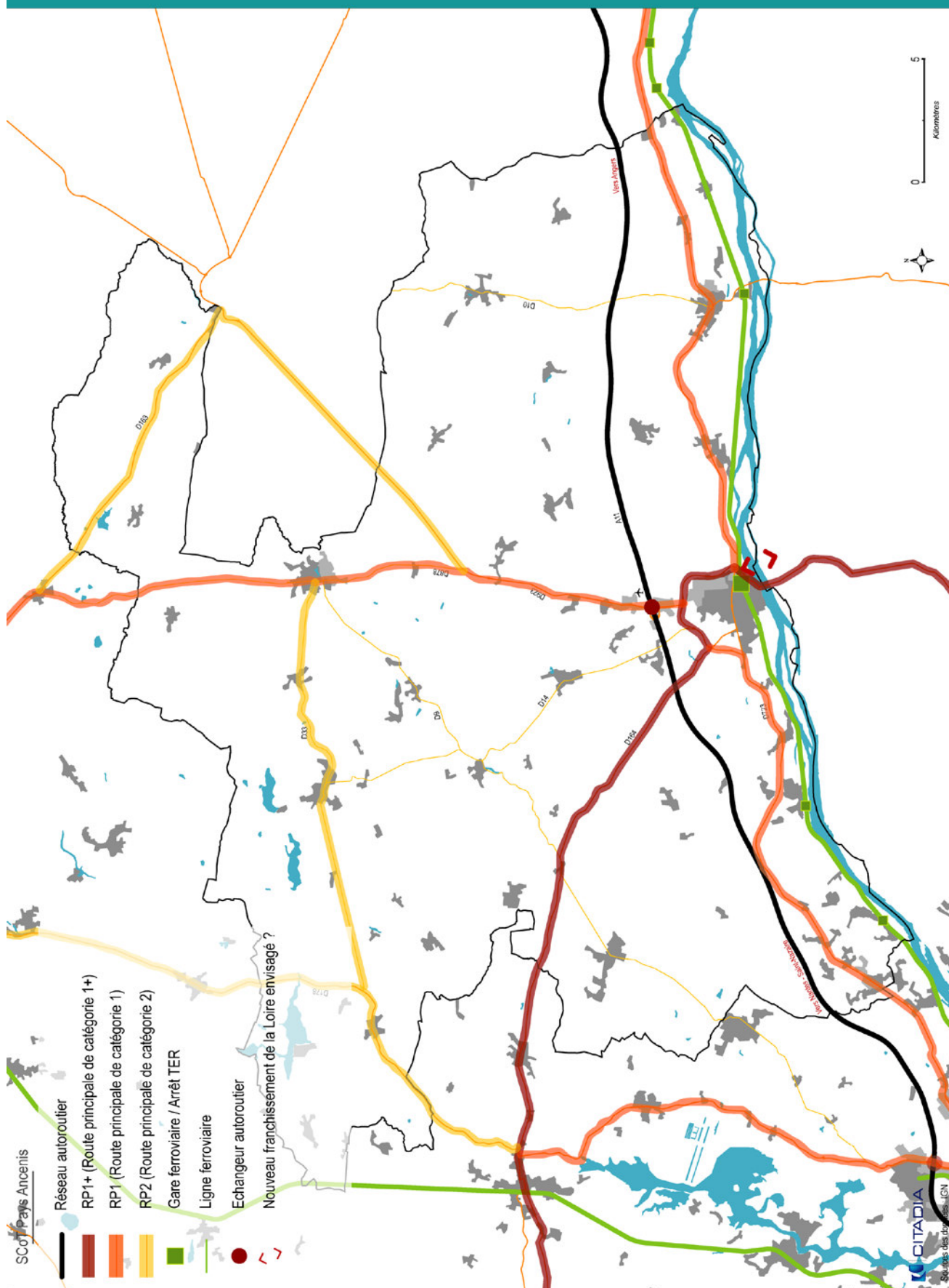
6.2.1.2. Les ponts sur la Loire : des liens routiers essentiels

Les ponts sur la Loire sont importants car ils permettent d'entretenir les liens forts qui s'exercent entre les deux rives de la Loire, notamment en termes de déplacements pendulaires (cf 6.1).

Dans le Pays d'Ancenis, ces ponts sont au nombre de trois. Le pont d'Ancenis, le plus fréquenté, le pont d'Oudon (trait d'union avec la ville de Champtoceaux) et le pont de Varades (lien avec la ville de Saint-Florent-le-Vieil).

Le pont d'Ingrandes (communes hors territoire) est aussi important puisqu'il permet la desserte du Fresne-sur-Loire.

Réseaux routiers



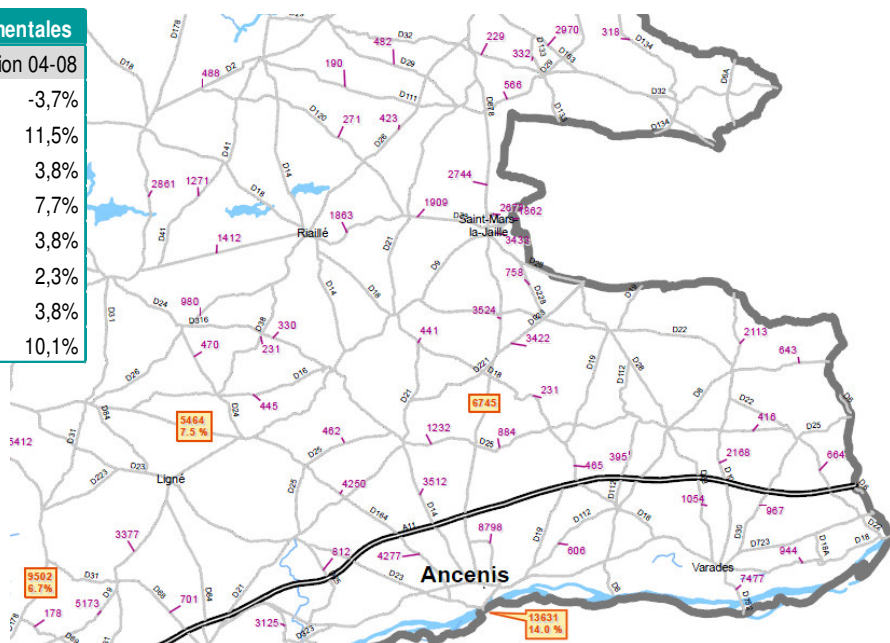
6.2.2. Une augmentation du trafic sur les axes principaux

L'analyse des données trafic 1994 – 2004 mettait en évidence une forte augmentation des flux routiers sur les axes principaux du Pays d'Ancenis : +42% sur l'A11 ; +44% sur le pont d'Oudon et sur la D 9 (sur le secteur qui relie Mouzeil – Teillé – Ligné à Nantes) ; +38% sur les D 38 et D923 ; +33% sur la D14.

L'analyse des données trafic 2004 – 2008 confirme l'évolution croissante du trafic sur les axes routier du Pays et met en avant des augmentations importantes sur la D 164 et sur le Pont d'Ancenis.

Evolution du trafic sur les routes départementales			
	2004	2008	Evolution 04-08
D723	15 605	15 030	-3,7%
D164	3 813	4 250	11,5%
D14	3 384	3 512	3,8%
D923	6 262	6 745	7,7%
D923	3 254	3 377	3,8%
D33	1 380	1 412	2,3%
D10	2 089	2 168	3,8%
Pont d'Ancenis	12 378	13 631	10,1%

Source : Conseil général de Loire atlantique



6.2.3. Des projets routiers structurants pour le Pays

6.2.3.1. L'aménagement d'axes routiers

Le Schéma routier départemental de Loire Atlantique de 2012 projette l'aménagement et la modernisation des infrastructures routières sur son territoire :

- La catégorie « route principale de catégorie 1+ » prévoit l'aménagement des itinéraires en 2 voies avec créniaux de dépassement à 2+1 voies ou 2x2 voies. Cette catégorie comprend les principaux itinéraires d'intérêt régional, devant à ce titre bénéficier de règles contraignantes en matière de développement de l'urbanisation, avec notamment une marge de recul importante pour les habitations (100m). Dans le Pays d'Ancenis, la RD164 est concernée par cette catégorie. Elle s'inscrit dans le projet de « desserte des pôles d'équilibre secondaire autour de Nantes ».
- La catégorie « route principale de catégorie 1 » concerne les axes d'intérêt régional ou départemental assurant la continuité avec les RP1+, ou des déplacements de moyenne distance pouvant très localement comporter des créniaux de dépassement. Dans le Pays d'Ancenis, les RD723, D923 et D878 sont concernées par cette catégorie. Ces axes font actuellement l'objet d'études en vue de leur réaménagement et de leur sécurisation.
- La catégorie « route principale de catégorie 2 » concerne les axes d'intérêt départemental. Dans le Pays d'Ancenis, les RD923, D33 et D178 sont concernées par cette catégorie. Des aménagements sur la RD 923 sont actuellement en cours pour garantir un haut niveau de service.

6.2.3.2. Un nouveau franchissement de la Loire à Ancenis

La Directive Territoriale d'Aménagement Estuaire de la Loire prévoit la création d'un nouveau franchissement de la Loire dans le secteur d'Ancenis. Au regard de la croissance des échanges avec les territoires de la rive Sud du fleuve, la construction d'un tel ouvrage paraît essentielle.

L'importance de l'aménagement de cette infrastructure réside aussi dans la concrétisation de la « desserte des pôles d'équilibre secondaire autour de Nantes ». En effet, le franchissement pourrait venir dans le prolongement du contournement d'Ancenis. Cependant, aucune programmation n'a pour l'instant été établie.

6.3. DES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS A L'AUTOMOBILE

6.3.1. Un réseau ferroviaire structuré autour de la ligne Nantes - Angers

6.3.1.1. Une offre principalement à destination de Nantes et d'Angers

Le Pays d'Ancenis est desservi par les gares d'Ancenis et les haltes TER du Cellier, d'Oudon et de Varades. Il est traversé par les lignes TER principalement à destination de Nantes et d'Angers :

- Gare d'Ancenis : 22 trains dans le sens Angers – Nantes ; 24 trains dans le sens Nantes – Angers⁸
- Halte d'Oudon : 7 trains dans le sens Angers – Nantes ; 7 trains dans le sens Nantes – Angers³
- Halte du Cellier : 7 trains dans le sens Angers – Nantes ; 7 trains dans le sens Nantes – Angers³
- Halte de Varades : 7 trains dans le sens Angers – Nantes ; 7 trains dans le sens Nantes – Angers³

A noter que la halte ferroviaire d'Ingrandes, bien que située hors du Pays d'Ancenis, joue également un rôle important pour les communes de l'Est du Pays d'Ancenis.

Le Pays d'Ancenis est aussi desservi par le TGV. La ligne Nantes-Angers-Paris assure une desserte par TGV de la gare d'Ancenis (limité à un arrêt par semaine dans le sens Paris – Ancenis).

L'offre en TER est en constante augmentation depuis 2000 : avec 18 trains par jour en gare d'Ancenis en 2000 et 2003, 27 en 2005 et 33 en 2012 soit une augmentation de 83% de l'offre entre 2000 et 2012.

6.3.1.2.. Une offre callée sur les déplacements pendulaires

Sens Nantes - Ancenis - Angers						Sens Angers - Ancenis - Nantes					
Aller Matin						Aller Matin					
Nantes	Le Cellier	Oudon	Ancenis	Varades	Angers	Angers	Varades	Ancenis	Oudon	Le Cellier	Nantes
6h38			6h56	7h04	7h32	6h30	7h01	7h09	7h16	7h22	7h38
7h39	-	-	7h56	-	8h20	7h05	-	7h33	-	-	7h51
7h44	-	8h02	8h18	8h26	8h57	7h10	7h38	7h46	7h53	7h58	8h13
8h04	8h20	8h25	8h31	-	-	7h37	-	8h03	-	-	8h20
8h47	-	-	9h05	-	9h31	7h51	-	8h17	-	-	8h33
						8h19	-	8h44	-	-	9h01
Retour Soir						Retour Soir					
Angers	Varades	Ancenis	Oudon	Le Cellier	Nantes	Nantes	Le Cellier	Oudon	Ancenis	Varades	Angers
17h18	-	17h45	-	-	18h02	17h04	17h20	17h25	17h31	-	-
-	-	17h57	18h04	18h09	18h25	17h34	-	-	17h53	-	18h20
17h50	-	18h13	-	-	18h29	17h38	17h54	17h59	18h17	18h25	18h53
18h05	18h33	18h40	-	-	18h58	18h04	18h20	18h25	18h31	-	-
-	-	18h58	19h04	19h09	19h24	18h18	-	-	18h36	-	18h58
19h00	-	19h25	-	-	19h42	18h39	18h55	18h59	19h07	19h14	19h33
						19h09	19h27	19h32	19h39	19h47	20h08

Source : TER Pays de la Loire septembre 2012

En septembre 2012, pour les déplacements pendulaires Nantes – Ancenis – Angers et Angers – Ancenis – Nantes, il existe :

- 5 allers dans le sens Nantes – Angers dont 1 desservant la halte ferroviaire du Cellier et 2 desservant la halte ferroviaire de Oudon ;
- 6 retours dans le sens Ancenis – Nantes dont 2 desservant les haltes ferroviaires du Cellier et d'Oudon ;
- 4 allers dans le sens Ancenis – Angers dont 2 desservant la halte ferroviaire de Varades
- 4 retours dans le sens Angers – Ancenis dont 1 desservant la halte ferroviaire de Varades.

Pour les déplacements pendulaires Angers – Ancenis- Nantes et Nantes – Ancenis – Angers, il existe :

⁸ Source : TER Pays de la Loire septembre 2012

- 6 allers dans le sens Angers – Ancenis dont 2 desservant la halte ferroviaire de Varades ;
- 7 retours dans le sens Ancenis – Angers dont 3 desservant la halte ferroviaire de Varades ;
- 6 allers dans le sens Ancenis – Nantes dont 2 desservant les haltes ferroviaires d'Oudon et du Cellier ;
- 7 retours dans le sens Nantes – Ancenis dont 5 desservant les haltes ferroviaires du Cellier et d'Oudon.

6.3.1.3. Des projets d'amélioration en cours et à venir

Le pôle multimodal d'Ancenis et l'accessibilité des haltes ferroviaires d'Oudon, du Cellier et de Varades

Point d'accroche des déplacements pendulaires, la gare d'Ancenis nécessite une restructuration lourde afin de se présenter en 2020 comme un véritable Pôle d'Echanges. Le projet prévoit notamment la création de 350 places de stationnement supplémentaires d'ici à 2020, la réhabilitation de la gare et de l'offre de services aux usagers, la réorganisation des arrêts de bus et l'amélioration de l'accessibilité (notamment modes doux).

L'amélioration de zone de triage des trains ainsi que la réalisation d'un terminus technique en gare d'Ancenis entrent aussi en compte puisque cette réorganisation permettra d'améliorer la ponctualité et la fréquence des trains. Une véritable desserte péri-urbaine entre Ancenis et Nantes pourra alors être développée (~ 1 train toutes les 30 minutes en période de pointe) et la desserte des haltes entre Ancenis et Angers pourra également être renforcée (~ 1 train par heure en période de pointe).

Les haltes d'Oudon, du Cellier et de Varades ont fait elles aussi l'objet de projets de réaménagements : stationnements, accessibilité (modes doux, personnes à mobilité réduite).

Le tram-train Nantes – Châteaubriant

Bien que situé en dehors du territoire, ce projet impactera directement les communes du Nord-Ouest du Pays (notamment Joué-sur-Erdre et Trans-sur-Erdre). Ce projet dont la mise en service est prévue en 2014 permettra une liaison en transports collectifs performantes entre Nantes et le Nord de la métropole.

6.3.2. Réseaux de transports collectifs routiers

6.3.2.1. Les lignes du réseau départemental : un réseau en étoile depuis Nantes

Le schéma départemental des transports de 2005 a réorganisé les lignes interurbaines de transports collectifs. Ainsi, quatre lignes régulières desservent aujourd'hui le Pays d'Ancenis :

- La ligne 46 (Nantes – Saint-Mars-la-Jaille) desservant les communes de Saint-Mars-la-Jaille, Pouillé-les-côteaux, Mésanger, Couffé et le Cellier : 2 allers et 1 retour permettant de desservir Nantes (arrivée entre 7h30 et 8h ou entre 15h et 15h30 / départ entre 17h et 17h30).
- La ligne 60 (Nantes – Saint-Mars-la-Jaille) desservant les communes de Saint-Mars-la-Jaille, Bonnoeuvre, Raillé, Pannecé, Teillé, Mouzeil et Ligné : offre essentiellement adaptée aux scolaires et aux actifs se rendant à Nantes (de 5 à 7 A/R par jour) ;
- La ligne 40 (Nantes – Châteaubriant) desservant les communes de Joué-sur-Erdre et Trans-sur-Erdre : une dizaine d'allers/retours quotidiens permettant aux scolaires et aux actifs de se rendre sur Nantes.
- La ligne 49 (Le Cellier – Mauves-sur-Loire) desservant la commune du Cellier.

Deux lignes du Conseil général du Maine-et-Loire circulent sur le territoire du Pays d'Ancenis :

- La ligne 23 (Saint-Florent-le-Vieil – Ancenis) et la ligne 8 (Cholet – Ancenis) desservant toute les deux la commune d'Ancenis.

6.3.2.2. « Lila demande » : un service de transport à la demande irrigant le Pays d'Ancenis

Ce service, géré par le Conseil général a pour vocation de permettre aux personnes ne disposant pas de moyen de transport personnel de réaliser leurs déplacements de proximité. Il est accessible sur tout le territoire du Pays d'Ancenis et fonctionne le mardi et le jeudi matin ainsi que le mercredi et le vendredi toute la journée pour un coût de 2€.

6.3.2.3. Le « Réseau mobilité » : une initiative d'aide à la mobilité

Ce service d'aide à la mobilité a été mis en place par la COMPA en 2002 afin de permettre aux jeunes et aux adultes à la recherche d'un emploi ou en cours d'insertion professionnelle d'effectuer leurs déplacements (entretiens d'embauche, tâches administratives...). Il permet une mise à disposition de scooters / vélos électriques (2€ par jour) et de voitures (5€ par jour).

6.3.2.4. Les autres initiatives de mobilité

D'autres services de mobilités alternatives sont présents sur le territoire. Gérées par le Conseil général de Loire –Atlantique, 17 aires de covoiturages permettent aux usagers de partager un véhicule pour effectuer tout ou partie d'un trajet en commun. S'ajoutent à ce service d'autres initiatives comme le service Allo-Stop.

Depuis le mois d'août 2013, une ligne des Transports de l'Agglomération Nantaise (TAN 67) est en service entre les communes du Cellier et de Thouaré. Cette dernière assure une liaison avec Nantes par la ligne Chronobus 7 (C7).

6.3.3. La valorisation du territoire par les modes doux

En matière de circulation douce, le Pays est traversé par deux itinéraires majeurs :

- La Loire à vélo : itinéraire traversant les communes d'Ancenis et d'Oudon.
- La voie verte Saint-Mars-la-Jaille – Carquefou : itinéraire touristique transversal entre l'agglomération nantaise et la partie rurale du Pays

Il existe tout un réseau de voies, aménagées spécifiquement ou pas, qui permettent un maillage assez fin du territoire. Cependant, les continuités ne sont pas toutes assurées (cf carte page suivante).

Des études pour la réalisation de Plans de référence et déplacements ont été réalisées dans un certain nombre de communes (Le Cellier, Teillé, Montrelais, Saint Sulpice des Landes, Pouillé les Coteaux, Maumusson, Le Pin, Saint Mars la Jaille) ou en cours de réalisation (Bonnoeuvre, Belligné, Joué sur Erdre, Saint Herblon).

6.3.4. Analyse comparée des différents modes de transport

Au regard des analyses qui ont été effectuées dans le cadre de l'étude sur les déplacements en Pays d'Ancenis, il apparaît que la voiture reste le mode de transport le plus rapide, le plus pratique, et souvent le moins cher (si l'on oublie de comptabiliser l'amortissement et l'entretien).

Le train, là où il est présent, constitue une offre parfaitement crédible entre les deux métropoles voisines et Ancenis, notamment pour des usages quotidiens. Ce mode de transport reste cependant compétitif que si la destination finale est proche de la gare (les temps de parcours pouvant facilement être rallongés si le lieu de destination est loin de la gare ou mal connecté à elle). Il ne demeure aussi qu'un moyen palliatif pour les gares autres qu'Ancenis (fréquences de passage plus faibles notamment).

Malgré les réformes de cadencement et tarifaires (tarif unique sur l'ensemble du département), le bus reste le moyen de transport le moins compétitif pour les déplacements quotidiens lointains en raison de temps de parcours pénalisants. Son faible coût (2,30 € le ticket unique ou 20€ pour l'achat de 10 tickets) demeure cependant un fort avantage.

La répartition des modes de transport illustre bien la prépondérance de l'utilisation de l'automobile sur les autres modes de transport. En 2009, la part des voitures / camions / fourgonnettes représente 82% des moyens de transport utilisés par la population active pour se rendre sur le lieu de travail.

Moyens de transport utilisés par la population active pour se rendre sur le lieu de travail en 2009.

Secteurs	Voitures, camions, fourgonnettes	Pas de transport	Marche à pied	Deux roues	Transports en commun
Ancenis	81%	5%	5%	5%	5%
Varades	80%	7%	5%	5%	2%
Saint-Mars-la-Jaille	80%	9%	6%	4%	2%
Riaillé	86%	7%	3%	3%	2%
Ligné	86%	5%	2%	3%	3%
Pays	82%	6%	4%	4%	4%

Source : INSEE 2009

Inventaire des pistes cyclables du Pays d'Ancenis



6.4. CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Une gare ferroviaire centrale (Ancenis) proposant services TER et TGV ;
- 3 haltes ferroviaires TER (Oudon, Le Cellier, Varades) ;
- Importance du poids d'Ancenis dans les déplacements domicile-travail justifiant le poids du pôle d'emploi d'Ancenis dans le territoire ;
- Une offre ferroviaire callées sur les déplacements pendulaires ;

Atouts

- Un réseau ferroviaire structurant pour le territoire ;
- Des aménagements d'accessibilité routière en projet (RD 164, RD 923, RD 878, nouveau franchissement sur la Loire ;
- Des projets d'amélioration pour le pôle multimodal d'Ancenis et les haltes ferroviaires (stationnement, accessibilité, réorganisation des réseaux de bus) ;
- Un réseau de transports collectifs composé de 4 lignes majeures, principalement à destination de Nantes ;
- Un service de TAD qui irrigue tout le territoire (Lila demande) ;

Faiblesses

- Un territoire inégalement desservi avec un Sud proposant une offre structurante et diversifiées et un Nord plus enclavé ;
- Des déplacements domicile-travail extra-territoriaux importants qui engendre un fort coût énergétique ;

Enjeux

- Réduction de la part de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens
- Structuration des réseaux TC à partir du réseau ferroviaire → quels modes de rabattement ?
- Desserte des zones les plus rurales ;
- Impact des projets routiers structurants sur les politiques d'urbanisation et l'organisation du territoire (structuration des polarités, maillage...) ;
- Dialogue avec les territoires voisins afin de mettre en place un service adapté à la mobilité des habitants ;

Chiffres clés

- *Augmentation du trafic de 11,5% sur la D164 et de 10,1% sur le Pont d'Ancenis entre 2004 et 2008 ;*
- *+ 83% de l'offre en TER entre 2000 et 2012 ;*
- *8 089 flux domicile-travail entrant dans le Pays ;*
- *11 291 flux domicile-travail sortant du Pays ;*
- *15 217 flux domicile-travail internes au Pays ;*
- *Près de 50% des flux domiciles-travail internes au territoire sont en provenance ou à destination du canton d'Ancenis ;*
- *62% des déplacements domicile-travail externes au Pays sont à destination de la métropole Nantes – Saint-Nazaire (plus de 7000 navetteurs) ;*

7. EQUIPEMENTS, SERVICES ET AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

7.1. UNE REPARTITION ET UN TAUX D'EQUIPEMENT EN FONCTION DES POLES

7.1.1. Le pôle d'Ancenis – Saint Géréon, seul pôle d'équipement supérieur

Le territoire du Pays d'Ancenis se compose de plus de 1700 équipements, services et commerces selon la BPE en 2011. La commune d'Ancenis regroupe la majorité de ces équipements (21%) et constitue le seul pôle d'équipements supérieur (30 équipements de gamme supérieure). C'est notamment dans les domaines des loisirs et de la culture (avec la présence d'un cinéma), mais aussi de la santé (hôpital, structures spécialisées et spécialistes) et de l'enseignement (5 lycées) que la commune d'Ancenis se distingue.

Saint-Géréon et Mésanger au sens strict de la base permanente des équipements de l'INSEE sont des pôles de proximité. Toutefois, selon l'analyse plus fine effectuée précédemment en termes de concentration d'emplois, de démographie et de spatialisation des activités, il est ressorti que Saint-Géréon ainsi qu'une partie de la commune de Mésanger fonctionnaient avec Ancenis.

7.1.2. Saint-Mars-La-Jaille, Varades, Ligné et Riaillé, des pôles intermédiaires

Ces quatre communes sont des pôles de gamme intermédiaire. On y trouve par exemple, des supermarchés, magasins de vêtements, collège...

Il faut bien noter qu'un pôle ne se détermine pas au nombre d'équipements et services qu'il propose mais à la diversité de l'offre proposée. Ainsi, et par exemple, Saint-Géréon concentre 32 équipements de gamme intermédiaire mais seulement 12 types d'équipements de cette même gamme. Elle n'en fait donc pas partie.

7.1.3. De nombreux pôles de proximité, l'Est du territoire moins équipé

Le territoire présente de nombreux pôles de proximité (au sens de cette typologie), c'est-à-dire qu'ils se composent d'au moins 15 types d'équipements recensés dans la gamme de proximité.

Plusieurs communes, toutes situées à l'Est du territoire, ne sont pas des pôles de proximité. Elles disposent toutes d'un certain nombre d'équipements et services (Virtz étant la commune qui dispose du moins grand nombre d'équipements et de services (12)), mais n'ont pas une offre suffisamment diversifiée pour intégrer cette gamme d'équipements.

La base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE est destinée à fournir le niveau d'équipement et de services rendus par un territoire à la population. Cette base comporte un large éventail d'équipements et de services rendus à la population. Le champ actuel recouvre les domaines des services, marchands ou non, des commerces, de la santé et de l'action sociale, de l'enseignement, du sport-loisir et du tourisme.

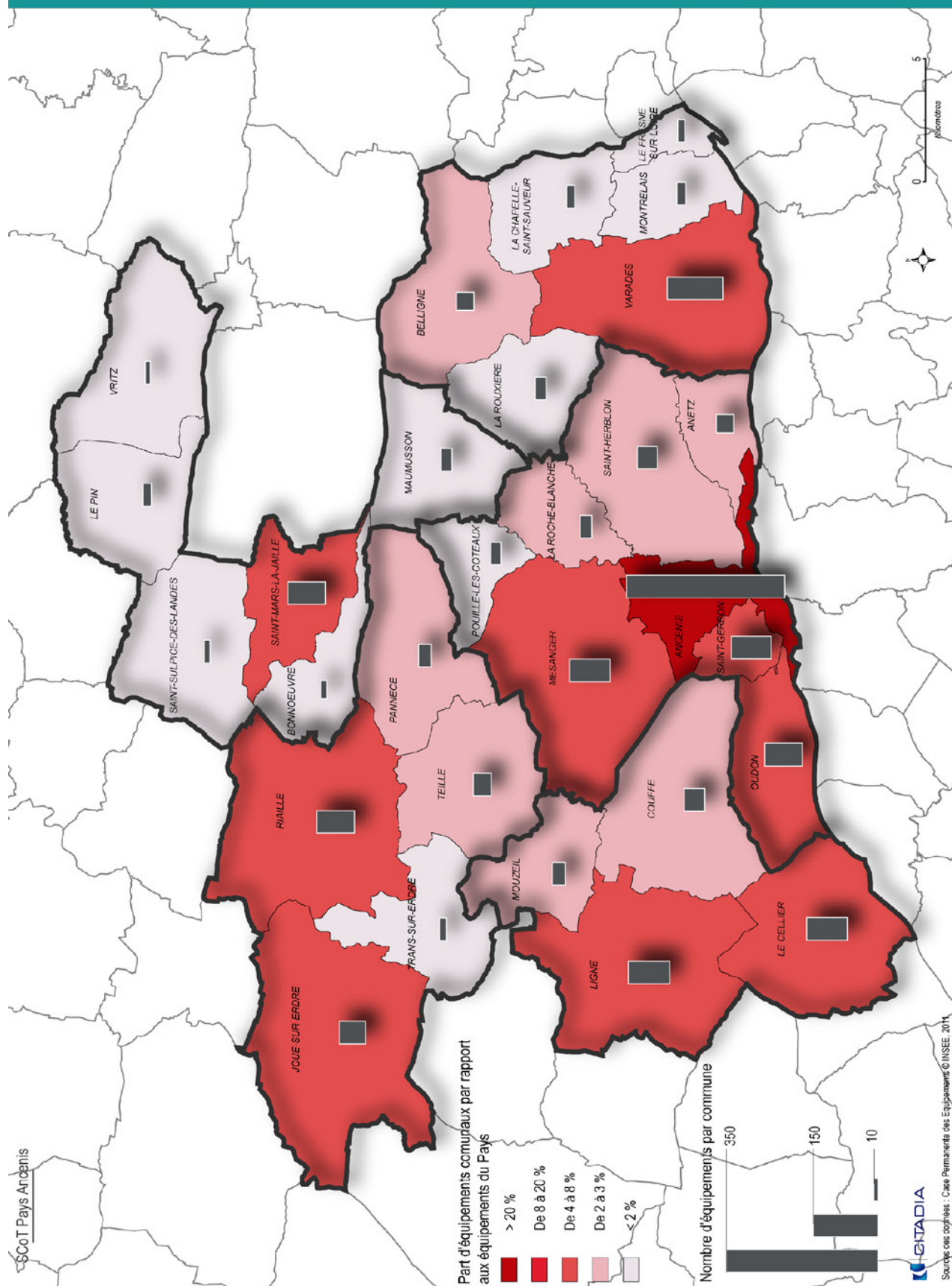
Pour la base d'équipements de 2011, 95 équipements ont été retenus. Ils se répartissent en trois gammes :

- **Gamme de proximité** (29 équipements différents) : École maternelle, pharmacie, boulangerie, la poste...
- **Gamme intermédiaire** (31 équipements différents) : Collège, orthophoniste, supermarché, Trésor public...
- **Gamme supérieure** (35 équipements différents) : Lycée, maternité, hypermarché, Pôle emploi...

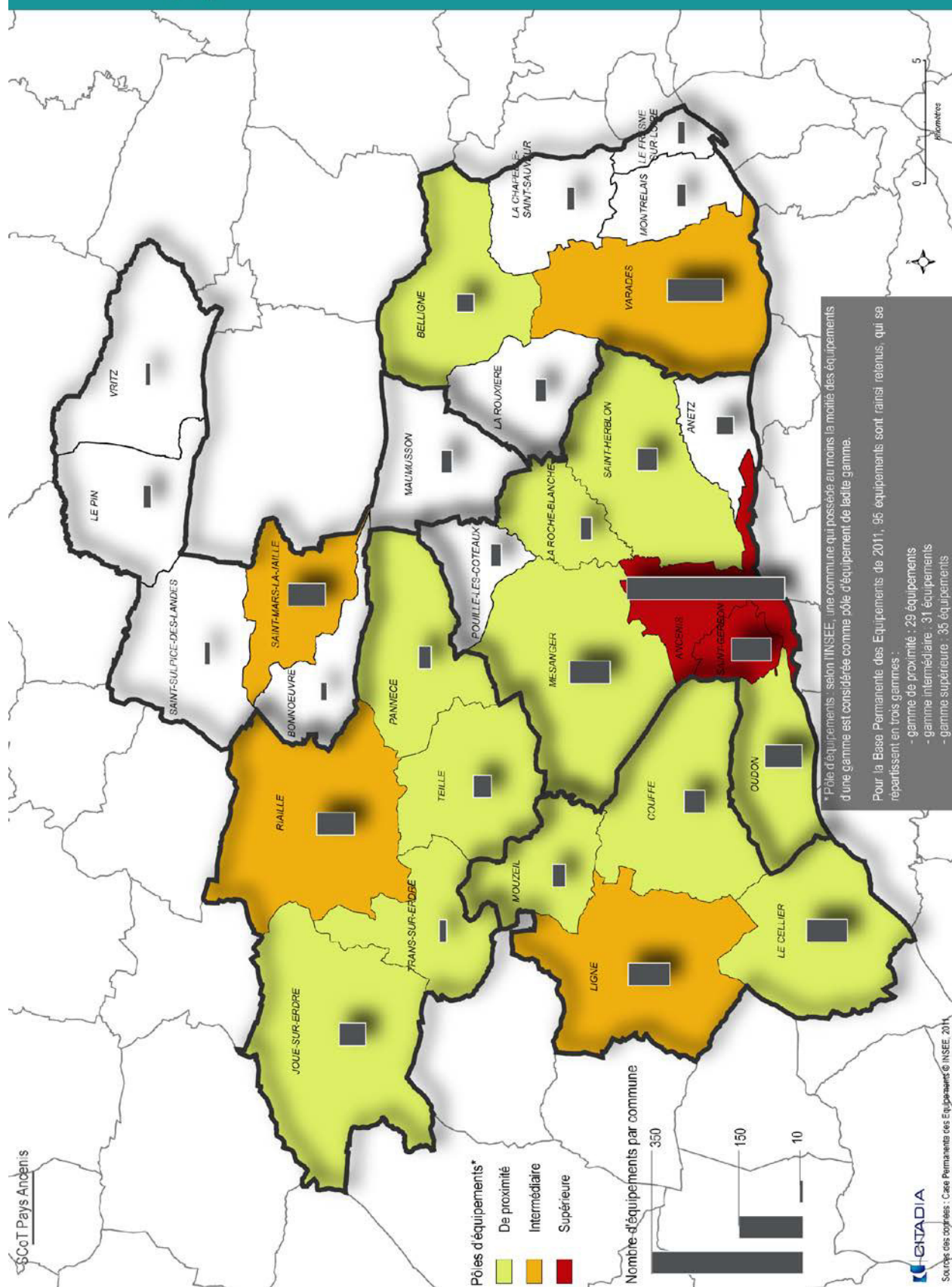
Une commune qui possède au moins la moitié des équipements d'une gamme est considérée comme pôle d'équipement de ladite gamme. La classification des équipements en gammes a pour objectif de réunir des équipements qui présentent des logiques d'implantation voisines, en ce sens qu'ils sont fréquemment présents dans les mêmes communes et met en évidence une organisation hiérarchisée du territoire en termes de services à la population. Les équipements les plus rares s'implantent dans les communes les plus peuplées, qui disposent également des équipements les plus fréquents. De ce fait, on observe un emboîtement des pôles : tous les pôles intermédiaires sont aussi pôles de proximité et tous les pôles supérieurs sont également pôles intermédiaires.

Les gammes d'équipements sont actualisées chaque année pour une nouvelle version de la Base Permanente des Equipements. En effet, d'une part de nouveaux équipements peuvent être introduits dans la base et, d'autre part, l'implantation des équipements dans les communes peut être modifiée, tout cela pouvant avoir des conséquences sur la composition des gammes. Dans la base de 2011, les équipements à caractère touristique, les équipements de loisirs ainsi que certains équipements sportifs, s'ils continuent à être recensés de manière globale, ne font plus partie des équipements déterminant les gammes d'équipements. Il a été considéré en effet qu'ils fournissent leurs services davantage à une clientèle de passage qu'à la population résidente et/ou obéissent à des logiques d'implantation spécifiques.

Répartition des équipements



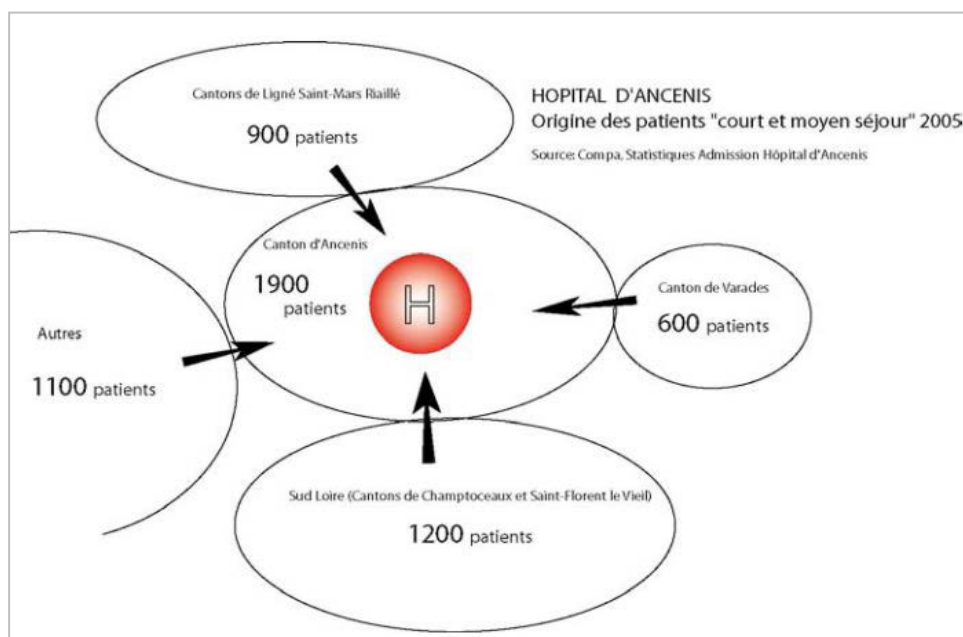
Pôles d'équipements



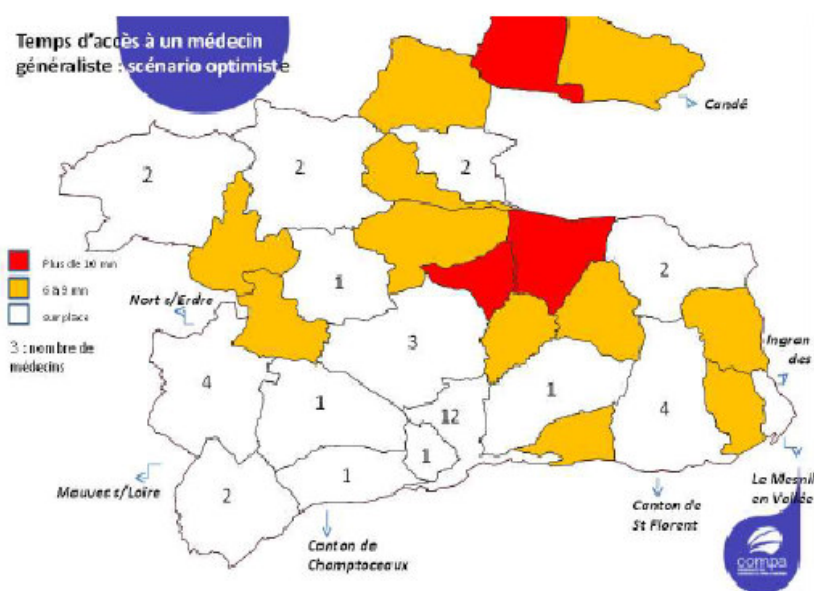
7.2. L'ACCESSIBILITE AUX EQUIPEMENTS SPECIALISES

7.2.1. Les équipements de santé

« L'hôpital d'Ancenis est l'équipement principal structurant les activités de santé sur le territoire du Pays. Il correspond surtout à un pôle hospitalier secondaire régional. Sa zone d'influence englobe plus de 60 000 personnes dont 30% sont des habitants de Maine-et-Loire. L'hôpital est également un pôle attractif en matière de navettes domicile-travail puisqu'il emploie près de 500 personnes. » *Étude sur les déplacements en Pays d'Ancenis dans le cadre de l'élaboration du réalisé par EREA Conseil en 2006.*



Les distances à parcourir pour accéder à un médecin sont les plus importantes au Nord-Est du territoire (entre 5 et 10km). Bien que ces distances restent relativement faibles, elles peuvent constituer des freins pour certaines catégories de personnes, notamment les jeunes, les personnes âgées ou les familles avec un seul véhicule.

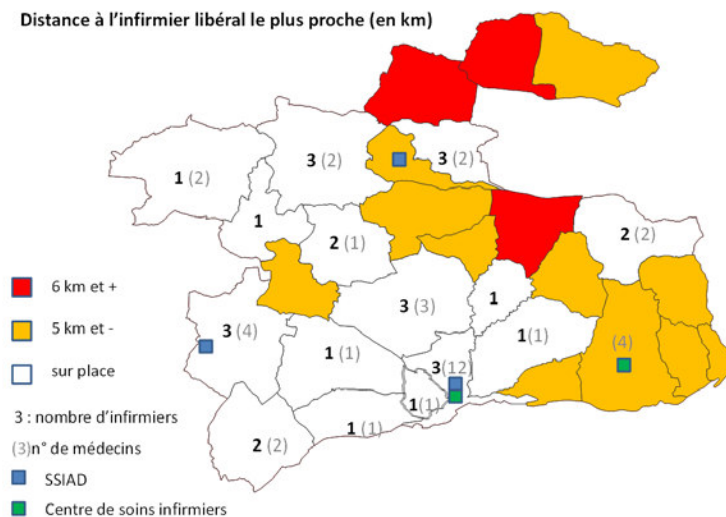


Source : COMPA

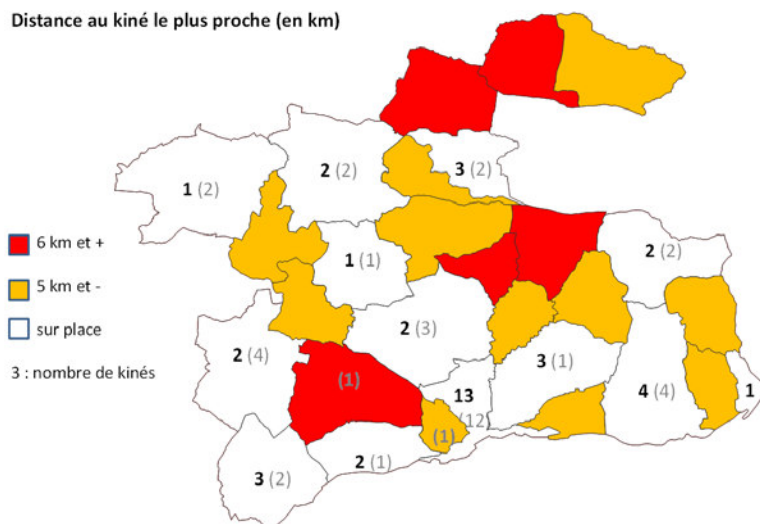
En se basant sur l'âge moyen des professionnels de santé et le départ à la retraite programmé de ces derniers, la situation pourrait s'aggraver et entraîner la formation de déserts médicaux qui rallongerait ainsi les distances de parcours.

La situation est la même lorsque l'on s'intéresse à l'accessibilité des autres professionnels de la santé (infirmiers, kinésithérapeutes ou dentistes).

Distance à l'infirmier libéral le plus proche (en km)

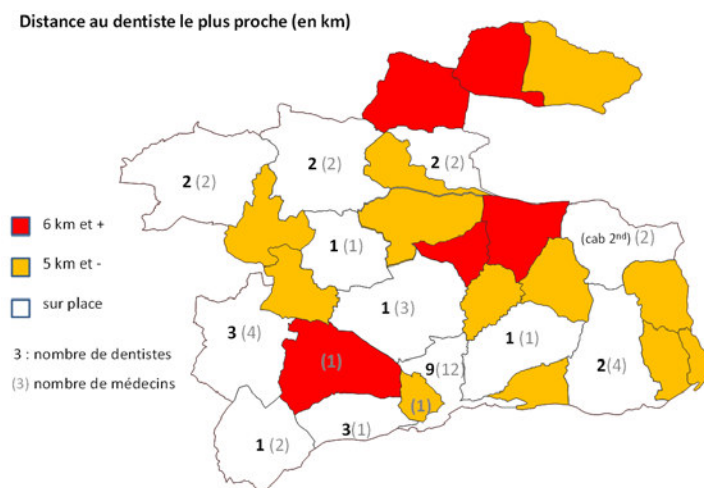


Distance au kiné le plus proche (en km)



Source : COMPA

Distance au dentiste le plus proche (en km)



7.2.2. Les équipements sportifs, de loisirs et culturels

7.2.2.1. Des équipements culturels de proximité

Le Pays d'Ancenis est relativement bien équipé en équipements culturels conférant au territoire un atout d'attractivité résidentielle et culturelle :

- Le Quartier Libre à Ancenis pouvant accueillir 490 spectateurs ;
- Le Préambule à Ligné pouvant accueillir 336 spectateurs ;
- Le Théâtre de Mésanger pouvant accueillir 253 spectateurs ;
- L'Espace Paul Guimard à Saint-Mars-la-Jaille pouvant accueillir 559 spectateurs ;
- Le théâtre municipale de Teillé pouvant accueillir 153 spectateurs ;
- L'Espace Alexandre Gautier à Varades pouvant accueillir 450 spectateurs ;
- Le théâtre de Couffé.

S'ajoutent à ces équipements, 26 bibliothèques (seules les communes de Saint-Géréon, Montrelais et Le Fresne-sur-Loire n'en disposent pas mais ont signé une convention de mutualisation avec une commune voisine).

La multiplicité de ces équipements et leur répartition relativement homogène sur le territoire font entrapercevoir la formation d'une vie culturelle basée sur la proximité, limitant de ce fait les déplacements.

7.2.2.2. Des équipements sportifs bien répartis sur le territoire

De même que les équipements culturels, les équipements sportifs se répartissent de façon équilibrée sur le territoire. Chacune des communes disposant d'au moins un terrain de football ou de tennis.

Cependant, malgré le bon niveau d'équipements général du Pays, certaines activités sont nécessairement concentrées sur une ou deux communes (comme les piscines), obligeant à des déplacements plus ou moins longs selon les habitants. Ainsi, l'accessibilité aux équipements spécialisés peut apparaître comme une réelle problématique pour une partie de la population habitant les communes éloignées des équipements.

Ainsi, les distances pour accéder à la piscine la plus proche pour les habitants des communes du Nord-Ouest et du Sud-Est du territoire sont supérieures à 20 minutes (Joué-sur-Erdre, La-Chapelle-Saint-Sauveur, Le Fresne-sur-Loire, Montrelais et Trans-sur-Erdre) engendrant en conséquence des flux de déplacements sur les axes routiers.

Communes	Distances écoles - piscines		
	Piscine J Blanchet	Piscine La Charbonni	Piscine A Braud
	Km	Km	Km
ANCENIS	1,5	2,2	17,8
ANETZ	7,6	7,4	23,5
BELLIGNE	23,0	23,0	15,0
BONNOEUVRE	19,0	24,0	4,7
COUFFE	10,9	9,8	20,0
JOUE-SUR-ERDRE	29,0	29,0	20,0
LA CHAPELLE-SAINT-SAUVEUR	22,0	21,5	20,5
LA ROCHE-BLANCHE	10,0	12,0	14,0
LA ROUXIERE	14,0	14,0	14,0
LE CELLIER	17,0	17,0	30,0
LE FRESNE-SUR-LOIRE	22,0	22,0	27,0
LE PIN	26,0	28,0	9,2
LIGNE	19,0	19,0	27,0
MAUMUSSON	17,0	17,0	8,5
MESANGER	7,8	10,5	13,5
MONTRELAIS	20,0	20,0	26,0
MOUZEIL	17,0	17,0	20,0
UDON	9,3	9,4	26,5
PANNECE	14,0	17,0	6,3
POUILLE-LES-COTEAUX	10,0	12,0	9,3
RIAILLE	21,0	26,8	9,8
SAINT-GEREON	2,0	2,4	19,0
SAINT-HERBLON	9,6	9,4	19,0
SAINT-MARS-LA-JAILLE	18,0	20,0	0,6
SAINT-SULPICE-DES-LANDES	25,0	27,0	7,8
TEILLE	12,5	17,5	11,0
TRANS-SUR-ERDRE	20,0	21,0	19,0
VARADES	14,5	14,5	22,0
VRITZ	29,0	31,0	12,0

Communes	Distances collèges - piscines		
	Piscine J Blanchet	Piscine La Charbonni	Piscine A Braud
	Km	Km	Km
ANCENIS	1,95	2,26	18
LIGNE	18,5	20	27
RIAILLE	19	22	9,8
ST MARS LA JAILLE	18	20	0,9
VARADES	15	15	23

Communes	Distances lycées - piscines	
	Piscine J Blanchet	Piscine La Charbonnière
	Km	Km
ANCENIS	1,9	1,9

7.2.3. Les équipements scolaires

Les collèges et lycées sont concentrés dans les pôles d'équilibre ou assimilés: 2 collèges et 5 lycées à Ancenis, 2 collèges à Ligné, 1 collège à Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille et Varades.

Pour accéder à ces équipements, les collégiens et lycéens ont la possibilité d'utiliser un service de transport scolaire dont l'organisation est gérée par la COMPA par délégation du Conseil Général de Loire-Atlantique. 4076 élèves utilisent ce service qui propose 409 circuits.

Pour les communes de Joué-sur-Erdre et de Trans-sur-Erdre, les collégiens ont la possibilité de fréquenter le collège de Nord-sur-Erdre dont l'accès en transports scolaires est géré par la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres.

7.3. L'AMENAGEMENT NUMERIQUE SUR LE PAYS D'ANCENIS

Dans la perspective de la montée progressive vers le très haut débit (THD), le Conseil Général a décidé de piloter l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN 44) afin de définir avec ses partenaires publics régionaux et locaux, une stratégie permettant d'étudier les conditions opérationnelles du déploiement du haut et très haut débit sur son territoire. Le SDAN 44 s'inscrit dans le cadre de l'application de l'article L 1425-2 du Code général des collectivités territoriales qui fixent des objectifs aux schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN). En effet, selon le texte, ils « recensent les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants », « identifient les zones qu'ils desservent » et « présentent une stratégie de développement de ces réseaux, concernant en priorité les réseaux à très haut débit, y compris satellitaires, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné ».

Le schéma de cohérence territoriale doit décliner au plan local les orientations du SDAN 44, la loi Grenelle 2 ayant élargi le champ du SCoT à la couverture numérique. En effet, le SCoT constitue pour l'ensemble des acteurs d'un territoire l'opportunité de porter au débat et de prendre en compte, comme le prescrit désormais la loi, la question des infrastructures et réseaux de communications électroniques. Cette réflexion est menée en cohérence avec le schéma directeur d'aménagement numérique établi à l'échelle du département.

Aussi, cette partie consiste à synthétiser les constats et enjeux de l'aménagement numérique inscrit dans le SDAN 44 pour le territoire du Pays d'Ancenis afin de dégager les propres orientations en matière d'aménagement numérique du Pays d'Ancenis. Celles-ci devront être en cohérence avec celles du SDAN.

7.3.1. Etat des lieux de la situation numérique sur le territoire du Pays d'Ancenis

7.3.1.1. Les infrastructures numériques

Les réseaux de transport et de collecte en fibre optique :

- *Les réseaux de transport : les réseaux de très grandes capacités sont gérés par les grands opérateurs, nationaux et internationaux. Ils structurent le territoire français en reliant les grandes agglomérations et maillent l'ensemble des continents.*
- *Les réseaux de collecte : ces réseaux s'interconnectent sur les réseaux de transport pour transporter le flux jusqu'à certains sites spécifiques d'intérêt public, économique ou fonctionnel pour les réseaux de communications électroniques (répartiteurs téléphoniques, antenne 3G...)*

Sur le territoire de la Loire-Atlantique, les réseaux de transport des opérateurs (France télécom est l'opérateur historique, mais depuis 1996 des opérateurs alternatifs ont investi dans des infrastructures de collectes) traversent le territoire et ne desservent que les principales villes du département. Dans le Pays d'Ancenis, comme le révèle la carte suivante, certaines zones ne sont pas ou mal desservies.

Plusieurs supports permettent d'avoir accès au numérique :

- **Le réseau en cuivre** : réseau historique qui permet de transporter des services analogiques et numériques, à des débits élevés, voire très élevés via le VDSL (Very high bit-rate DSL) et qui utilise les installations téléphoniques existantes.
- **La fibre optique** est considérée comme le support pérenne du très haut débit. Elle permet d'atteindre 100 Mbit/s contre 20 Mbit/s pour l'ADSL et 50 pour la VDSL.
- **La radio** :
 - **Les systèmes terrestres** : Wimax, Wi-Fi, LTE
 - **Le satellite** : la communication de données par satellite permet de relier par radio deux points distants de plusieurs centaines de kilomètres et est donc parfaitement adaptée pour le traitement des zones blanches les plus isolées. Ses principaux inconvénients viennent des débits limités car partagés par tous les utilisateurs, d'une latence élevée (délai entre l'envoi et la réception) ainsi que du coût d'accès actuellement important pour l'utilisateur.

Réseau optique de France Télécom

Département de la Loire-Atlantique

Sources : CC44, France Télécom, Tactis
Réalisation cartographique TACTIS

Nombre de lignes par NRA :

- 1.000 lignes et moins
- De 1.001 à 2.500 lignes
- De 2.501 à 5.000 lignes
- De 5.001 à 10.000 lignes
- Plus de 10.000

Réseau optique de France Télécom :

- Non disponibilité LFO
- Disponibilité LFO
- Bâtiments
- Réseau hydrographique
- Limites des communes

0 10 20 km

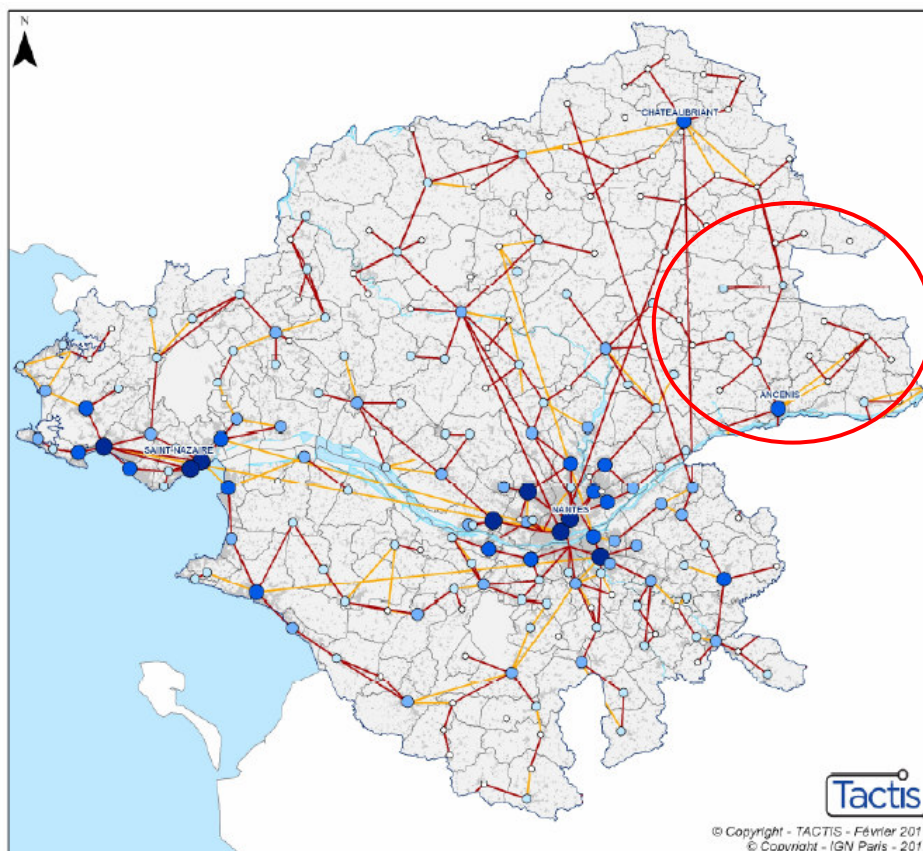
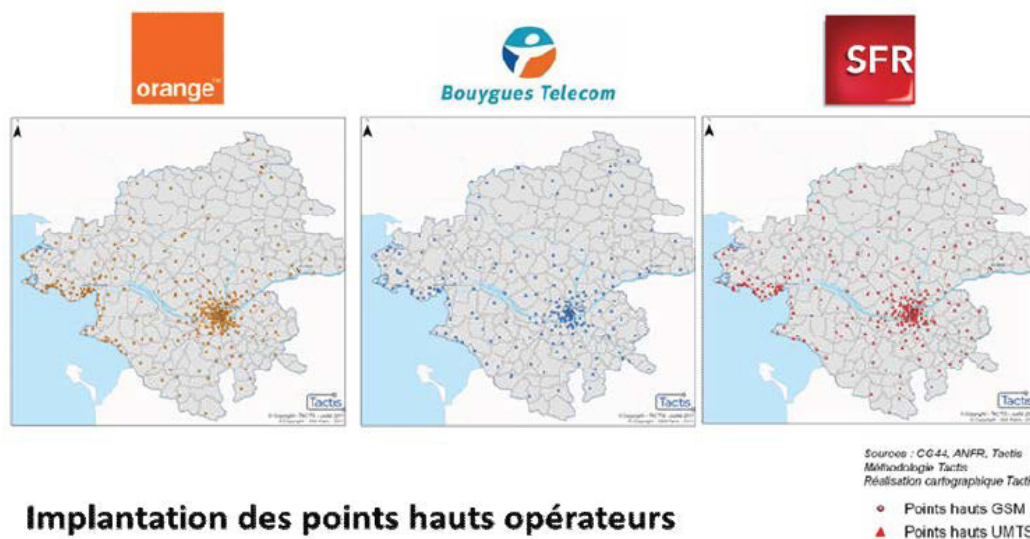


Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

Sur certains territoires, certaines collectivités territoriales ou groupements de collectivités ont mis en place des infrastructures de collecte fibre optique (exemple : réseau O-Méga déployé par Nantes Métropole). C'est ce que l'on appelle les réseaux d'initiative publique. Le territoire du Pays d'Ancenis est lui desservi en partie par le réseau Gigalis du syndicat mixte régional, pour favoriser le développement économique en priorisant le raccordement des zones d'activités.

Les points hauts radio :



Implantation des points hauts opérateurs

7.3.1.2. Les services télécoms disponibles

Il n'existe pas de définition normalisée des termes Haut Débit et Très Haut Débit. Le SDAN 44 retient la qualification retenue par la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique du Territoire des Pays de La Loire qui définit le très Haut Débit comme « des capacités d'accès internet supérieures d'un facteur 10 à celles de l'accès par le DSL. On parle de Très Haut débit en 2011 pour les débits d'au moins 50 Mbps et pouvant aller jusqu'à 1 Gbps.

Les services haut débit

- **L'ADSL par le réseau téléphonique cuivre :**

Près de 4% des lignes sont inéligibles dans le Pays d'Ancenis. On observe sur la carte suivante des zones non desservies, notamment au centre du territoire et à l'est d'Ancenis.

Estimation de la couverture de l'offre de service DSL

Département de la Loire-Atlantique

Sources : CG44, France Telecom, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

• NRA dégroupés*
• NRA non dégroupés
■ Bâtiments (Hors CU Nantes)

Offres de service disponibles :

■ Offre 8 Mbit/s
■ Offre 4 Mbit/s
■ Offre 2 Mbit/s
■ Offre 0.5 Mbit/s
■ Aucune offre disponible
■ Réseau hydrographique
■ Limites des communes

Affaiblissements de la technologies
ADSL2+ couplée au Re-ADSL

Les zones d'attribution sont relatives selon la méthode d'interpolation spatiale dite du voisin naturel, à partir des lignes téléphoniques connectant les communes dont les valeurs d'affaiblissement linéiques sont connues.

* Seules les offres DSL dégroupé "option 1" sont prises en compte (Lorsque les opérateurs installent leurs propres équipements dans les répartiteurs du réseau téléphonique ou à proximité immédiate)

0 10 20
km

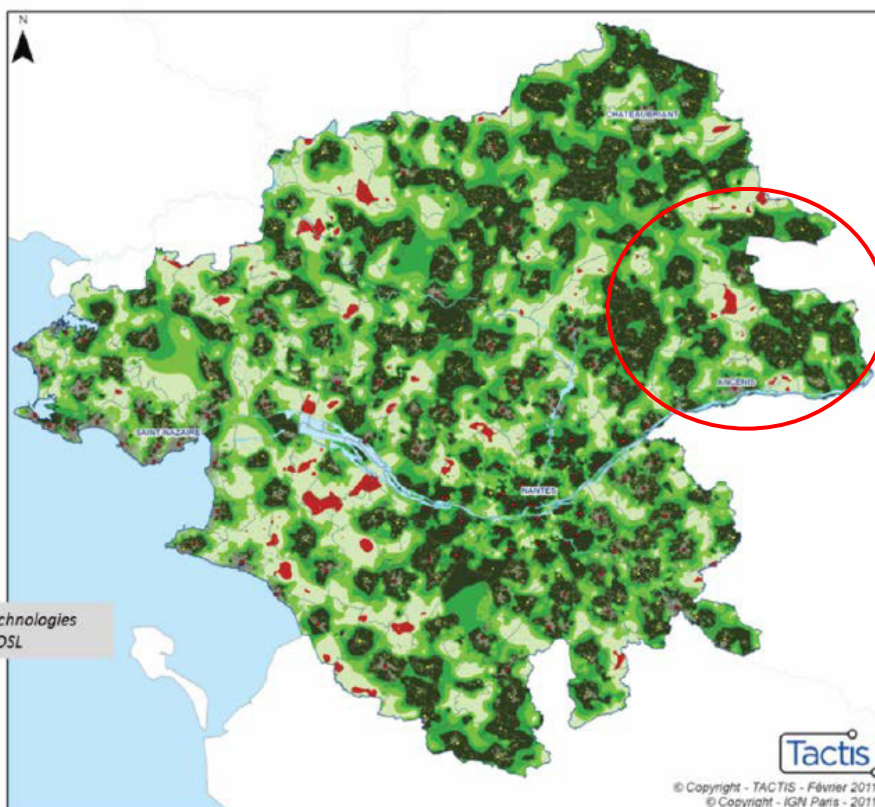


Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

- Les services haut débit pour les professionnels sur le réseau cuivre de France télécom (SDLS)

La carte suivante représentant les zones desservies ou non par ces services ne coïncide pas avec les pôles d'emplois identifiés précédemment. La commune de Varades notamment n'est pas desservie alors qu'elle constitue avec la commune de Saint-Florent-le-Vieil un pôle d'emplois à part entière.

Couverture actuelle de l'offre de service sDSL

Département de la Loire-Atlantique

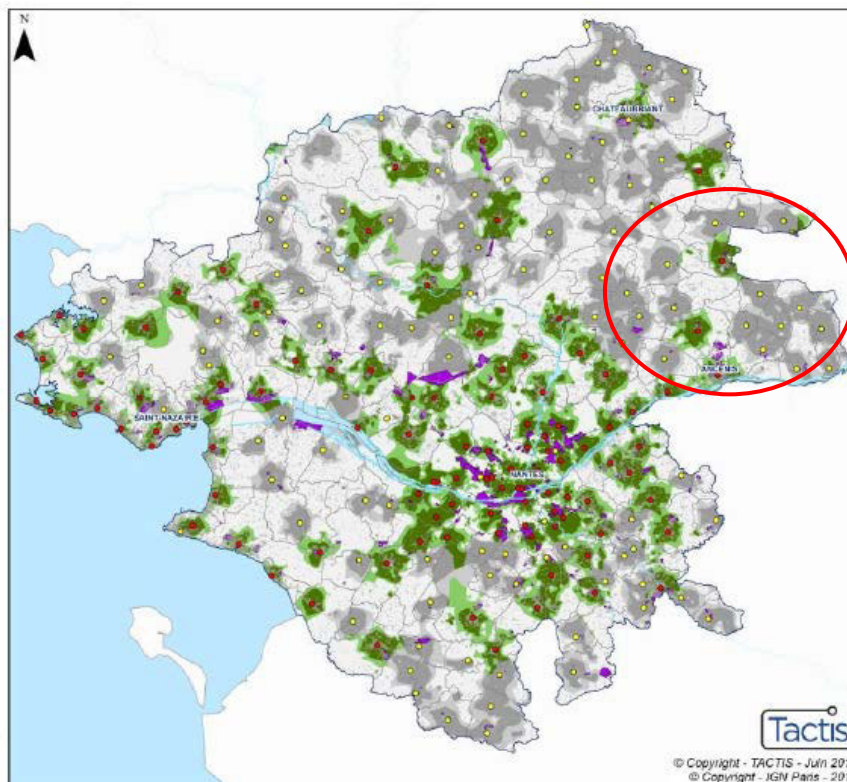
Sources : CD44, Opérateurs télécoms, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

- NRA regroupés*
- NRA non regroupés
- Bâtiments (CU Nantes)
- Zones d'activités
- Offre de service disponibles :
 - Offre sDSL 4 Mbit/s regroupé
 - Offre sDSL 4 Mbit/s non regroupé
 - Offre sDSL 2 Mbit/s regroupé
 - Offre sDSL 2 Mbit/s non regroupé
- Réseau hydrographique
- Limites des communes

Les zones d'élégibilité sont réalisées selon la méthode d'interpolation spatiale dite du voisinage, à partir d'un échantillon représentatif des communes, géolocalisées avec les valeurs d'attributs correspondant à ces communes.

* Seules les offres DSL regroupées "option 1" sont prises en compte. Lorsque les opérateurs installent leurs propres équipements, ils ont les repartiteurs du réseau téléphonique qui à proximité immédiate.

0 10 20 km



Tactis
© Copyright - TACTIS - Juin 2011
© Copyright - IGN Paris - 2011

Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

- Les services haut débit mobile

On observe que le maillage des antennes relais n'est que peu dense sur le territoire d'Ancenis.

Couverture 3G

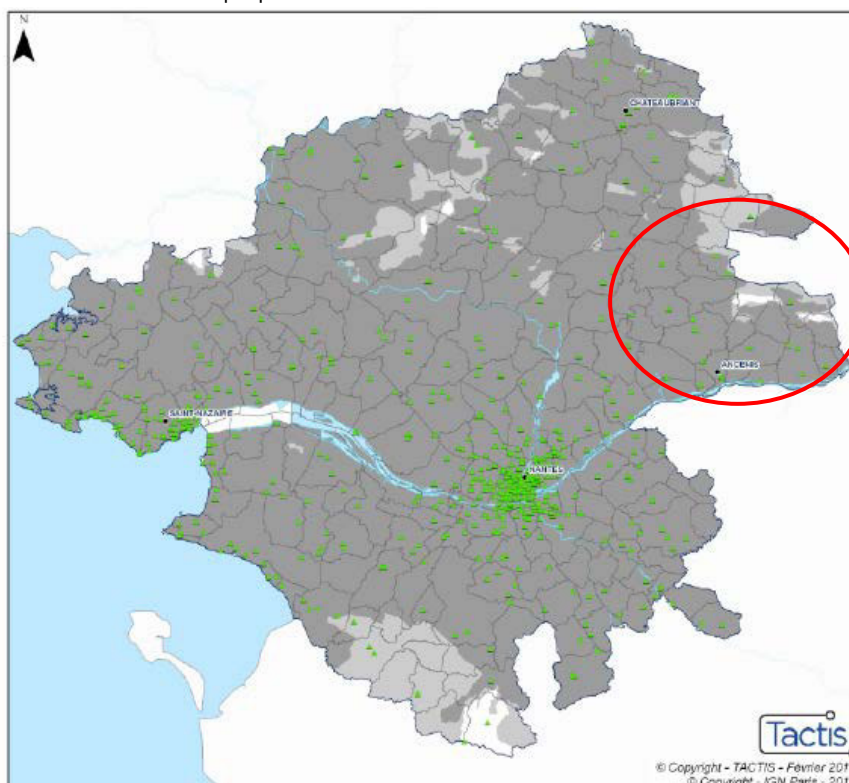
Département de la Loire-Atlantique

Sources : CD44, ARCEP, ANFR, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

● Points hauts GSM ou UMTS

- Couverture 3G :
- Plus d'un opérateur présent
 - Un opérateur présent
 - Aucun opérateur présent
 - Réseau hydrographique
 - Limites des communes

0 10 20 km



Tactis
© Copyright - TACTIS - Février 2011
© Copyright - GSM Paris - 2011

Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

Les services très haut débit

- Le câble

Seule la ville de Nantes bénéficie du très haut débit via le réseau câblé.

Typologie des services proposés sur les réseaux câblés de Loire-Atlantique	
Réseaux dédiés à la télédiffusion, n'offrant aucun service internet	Numéricable : Châteaubriant (4 433 prises) et La Montagne (2 245 prises).
Réseaux proposant des services internet Haut et Très Haut Débit	Numéricable : Nantes avec des offres Internet THD 30-100 Mbps (116 480 prises).

Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

- La fibre optique jusqu'à l'abonné

Déploiement uniquement sur certains quartiers de la ville de Nantes à cette date.

- La fibre optique pour les entreprises

Gigalis offre des services très haut débit sur certaines ZAE raccordées à son réseau de collecte régionale.

Offres de Gigalis pour le raccordement par fibre optique.

Services	Accès au service PU €/ mois	Abonnement € HT/ mois	Réductions
10 Mb/s	1 500 €	700 €	Réduction de 150 €/ mois quand la fibre entre le PAG GIGALIS et le site est fournie par le client. 10% pour un engagement de 5 ans. 20% pour un engagement de 10 ans minimum. (Cette réduction s'applique sur la partie abonnement uniquement)
100 Mb/s	1 500€	1 200€	
200 Mn/s	1 500€	1 600 €	
1 Gb/s	1 500 €	2 500 €	

Schéma directeur d'aménagement numérique de La Loire-Atlantique, Février 2012

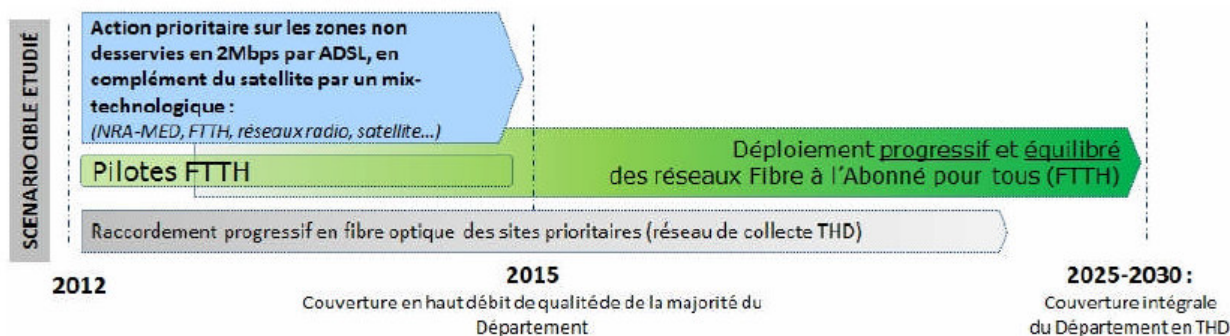
7.3.2. Les orientations du SDAN 44 pour éviter la fracture numérique

Depuis la libération du secteur des communications électroniques, l'ensemble des opérateurs investissent dans les réseaux en fonction de leurs propres logiques d'investisseurs privés. Dans ce cadre le déploiement du Très Haut Débit ne pourra se faire par la seule initiative privée car non rentabilisable dans un horizon temporel de court/moyen terme. Or pour éviter une fracture numérique sur le territoire, le développement des réseaux sera nécessairement pris en charge par les acteurs publics.

Aussi, le SDAN a arrêté les ambitions suivantes :

*

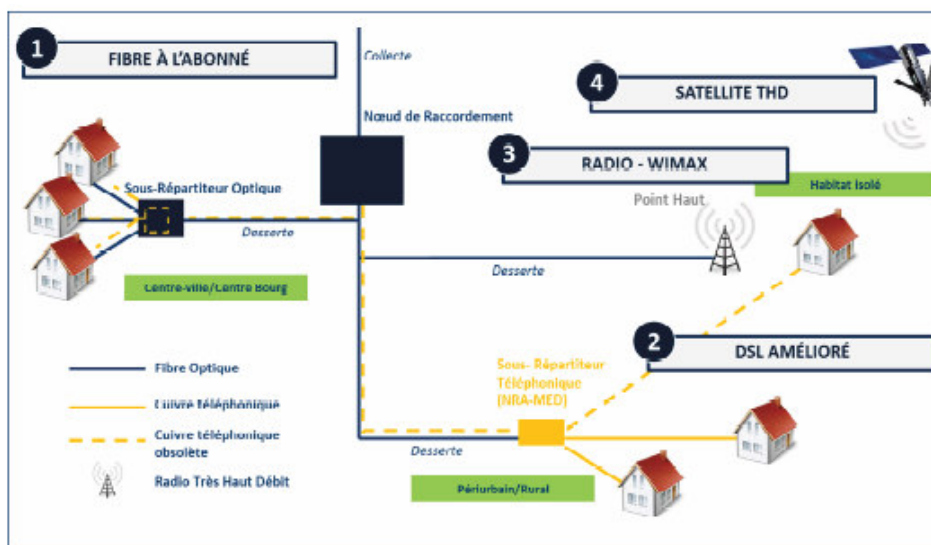
- Apporter le Très haut débit pour tous les foyers et entreprises du territoire à l'horizon 2025-2030
- Apporter des solutions de qualité et pérennes pour les foyers inéligibles au 2Mbps/s et les entreprises inéligibles au 8Mbps/s d'ici 2015.
- Développer le Très haut débit dans les zones d'activités et les principaux équipements publics à moyen terme.



7.3.2.1. Apporter des solutions de qualité et pérennes pour les foyers inéligibles au 2Mbps/s et les entreprises inéligibles au 8Mbps/s d'ici 2015

Concernant l'action prioritaire sur les zones non desservies en 2Mbps/s par l'ADSL en complément du satellite par un mix-technologique, plusieurs familles technologiques sont pressenties pour une montée en débit des réseaux de communication électronique, permettant pour certaines d'entre elles d'améliorer le Haut Débit disponible et pour d'autres d'assurer le basculement vers le Très Haut Débit, ce qui correspond à l'objectif à atteindre pour 2025-2030 :

1. La fibre à l'abonné
2. La modernisation du réseau téléphonique
3. Les solutions radio de 4^{ème} génération ou 4G
4. Les solutions radio traditionnelles telles que le Wifimax ou le Wimax
5. Les solutions satellites (limitées à l'offre en Haut Débit)



La modernisation du réseau téléphonique

En dehors des zones d'investissement privé ou à l'absence d'initiative privée, les projets peuvent être envisagés de manière plus certaine au cours des prochaines années. Toutefois, il n'apparaît pas opportun d'équiper l'ensemble des sous-répartiteurs éligibles à l'équipement de montée en débit face à l'impératif de maximisation de la réutilisabilité des investissements consentis, et pour pouvoir réaliser effectivement ces actions dans un délai maîtrisé. En rose foncé sur la carte ci-dessous, apparaissent les sous-répartiteurs efficaces retenus dans le cadre du SDAN 44. Cela concerne les communes de Pannecé, Pouillé-les-Coteaux et Anetz.

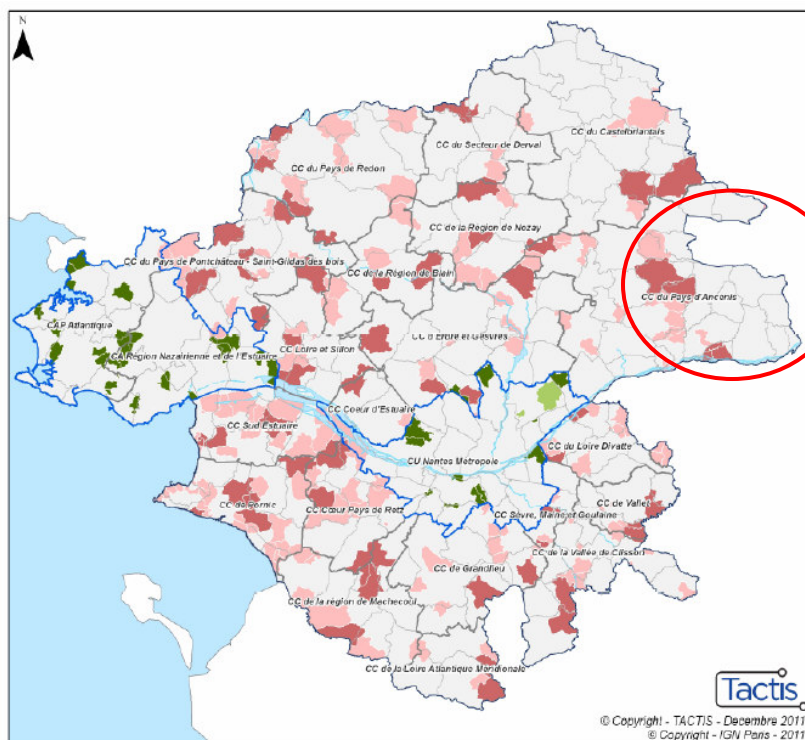
Sous-répartiteurs supposés éligibles à l'équipement de "montée en débits"

Département de la Loire-Atlantique

Sources : CG44, France Télécom, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

Périmètre ZIIP :
SR éligibles à la MED
(initiative FTTH privée 2015-2020)
Eligibilité incertaine
(initiative FTTH privée 2014-2019)
Périmètre hors ZIIP :
Sélection de 60 SR efficaces
Autres SR éligibles à la MED
Réseau hydrographique
Limites des communes
Limites des EPCI

0 10 20 km



Les technologies radio

Ces technologies nécessitent l'installation d'équipements sur des points hauts existants ou de nouveaux mâts. Les réseaux radio permettent de couvrir largement le territoire mais ne permettent pas une couverture exhaustive des lignes mal desservies en haut débit en raison de sa sensibilité au relief et à la végétation. Ainsi dans le cadre du SDAN 44, une simulation d'implantation d'antennes, visant la couverture progressive des poches d'inéligibilité à 2Mbits/s a permis d'identifier 4 points pertinents sur le territoire du Pays d'Ancenis : Riaillé, Couffé, La Roche-Blanche et Saint-Herblon.

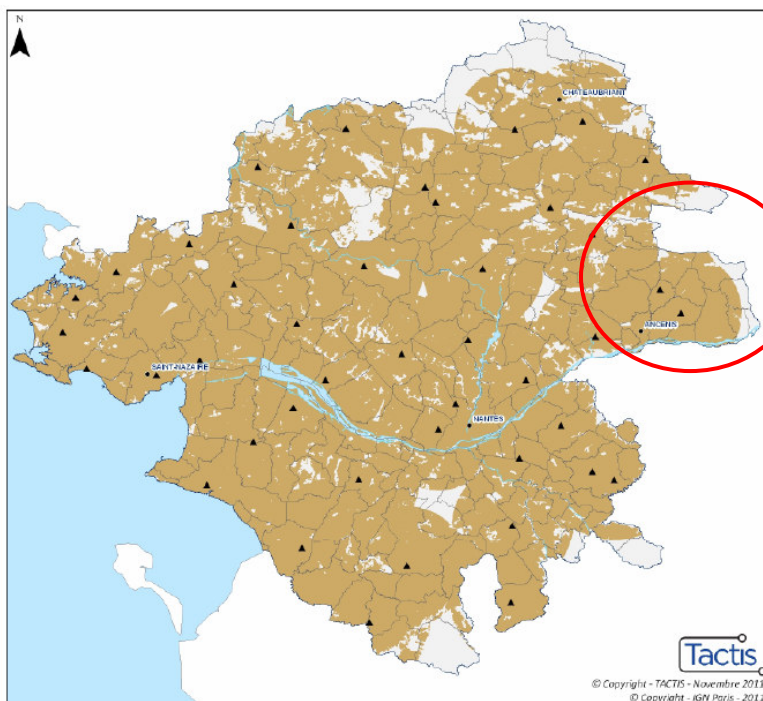
Couverture WiMAX optimisée (98%)

Département de la Loire-Atlantique

Sources : CG44, ANFR, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

▲ 43 points hauts sélectionnés
couverture WiMAX
Limites des communes
Réseau hydrographique

0 10 20 km



7.3.2.2. Apporter le Très haut débit pour tous les foyers et entreprises du territoire à l'horizon 2025-2030

En tout état de cause, le déploiement de la fibre optique apparaît comme la solution pérenne d'atteinte du Très Haut Débit. La modélisation du déploiement du réseau se modélise ainsi sur le département de Loire-Atlantique :

Réseau de déploiement FTTH

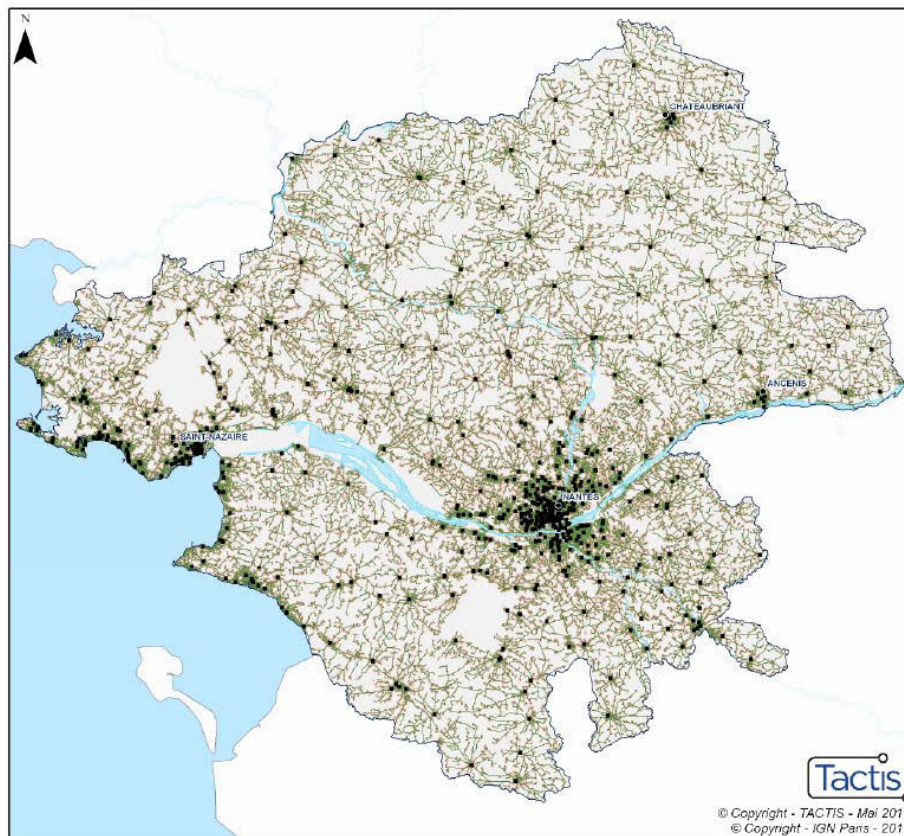
Couverture totale

Département de la Loire-Atlantique

Sources : CG44, France Télécom, Tactis
Méthodologie Tactis
Réalisation cartographique Tactis

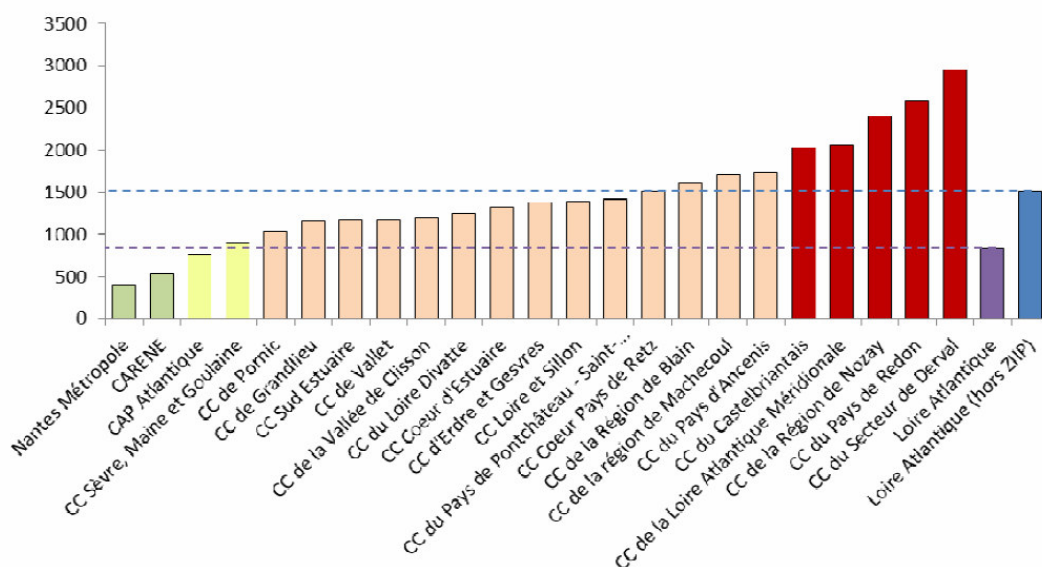
- Points de mutualisation
- Réseau de déploiement FTTH
- Zones bâties
- Réseau hydrographique

0 10 20 km



En raison de l'éloignement au territoire déjà desservi, les coûts apparaissent relativement élevés pour le territoire du Pays d'Ancenis :

Coût à la prise moyen par EPCI



7.4. CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- 1 pôle d'équipements supérieurs
- 4 pôles intermédiaires
- De nombreux pôles de proximité
- Une concentration des collèges et des lycées dans les pôles d'équilibre principaux et secondaires;

Atouts

- Un bon taux d'équipements sur l'ensemble du territoire
- Un territoire relativement bien équipé en équipements culturels, lui conférant un atout d'attractivité résidentielle et culturel
- Des équipements sportifs bien répartis sur l'ensemble du Pays;

Faiblesses

- L'est du Pays est moins bien doté en équipements.

Enjeux

- Conforter les pôles d'équipements et leurs liens avec les communes alentours.
- Donner un accès aux équipements de proximité à l'ensemble du territoire, y compris les communes les plus rurales.
- Permettre le développement du haut débit voire très haut débit.

Chiffres clés

- 1700 équipements, services et commerces selon la base permanente des équipements en 2011 ;
- 21% de ces équipements sont regroupés dans la commune d'Ancenis ;

CITADIA

Responsable: Christopher RUTHERFORD
7 Rue Alexandre Fleming 49066 ANGERS cédex 01
09 65 10 52 24
scot-paysancenis@citadia.com



XAVIERE HARDY

Responsable: Xavière HARDY – Sandrine DUCHELER
165 Rue Georges Guynemer
44150 ANCENIS
02 40 83 27 28
hardy.environnement@wanadoo.fr



COMPA

Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
Centre administratif Les Ursulines BP 50201
44156 ANCENIS CEDEX
Tél. : 02.40.96.31.89.- Fax : 02.40.98.82.90
scot@pays-ancenis.com
www.pays-ancenis.com



Avec le soutien financier de l'Etat et de la Région des Pays de la Loire



SCOT

du Pays d'Ancenis

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

Réception en Préfecture le :

Préfecture de la Loire-Atlantique
Arrivé, le

10 MARS 2014

SERVICE DU COURRIER - 7



RAPPORT DE PRESENTATION ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



compa
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DU PAYS D'ANCENIS

SOMMAIRE

1. Cadre Physique.....	6
1.1. Climatologie	6
1.2. Géologie.....	7
1.3. Topographie.....	10
1.4. Paysage	12
1.4.1. Entités paysagères	12
1.4.1.1. Lit majeur de la vallée de la Loire	12
1.4.1.2. Coteaux de la vallée de la Loire	13
1.4.1.3. Coteaux et marais de la Loire	13
1.4.1.4. Haute vallée de l'Erdre	14
1.4.1.5. Forêts et étangs du Nord de Joué sur Erdre à Saint Sulpice des Landes	14
1.4.1.6. Plateau occidental et bois du Cellier	15
1.4.1.7. Plateau oriental de « La Galerne »	15
1.4.1.8. Plateau septentrional.....	16
1.4.2. Synthèse.....	17
1.5. Patrimoine	17
Ce qu'il faut retenir	21
2. Réseau hydrographique.....	22
2.1. Présentation générale	22
2.1.1. Bassin versant du Don	22
2.1.2. Bassin versant de l'Erdre	22
2.1.3. Bassin versant de la Loire	24
2.2. Inventaire détaillé des cours d'eau	25
2.2.1. Méthodologie	25
2.2.2. Résultats.....	26
2.3. Données débitimétriques	28
2.4. Classification des cours d'eau	29
2.5. Qualité des eaux	29
2.5.1. Cours d'eau	29
2.5.2. Eaux de baignade.....	32
2.5.3. Suivi des cyanobactéries	32
2.5.4. Classement DCE	33
2.6. Cadre organisationnel	37
2.6.1. SDAGE Loire-Bretagne	37
2.6.2. SAGE Estuaire de la Loire.....	37
2.6.3. SAGE Vilaine.....	38
Ce qu'il faut retenir	39
3. Assainissement.....	40
3.1. Assainissement collectif des eaux usées.....	40
3.1.1. Stations d'épuration	40
3.1.2. Réseaux	43
3.1.3. Zonages d'assainissement	43
3.2. Assainissement non collectif des eaux usées.....	43
3.3. Assainissement des eaux pluviales	44
Ce qu'il faut retenir	46

4. Eau potable	47
4.1. SIAEP de la Région d'Ancenis.....	47
4.1.1. Production d'eau potable.....	47
4.1.2. Consommation	49
4.1.3. Réseaux	49
4.1.4. Sensibilité des captages – Sécurisation	50
4.1.4.1. Prise d'eau d'Ancenis	50
4.1.4.2. Captage de Saint-Sulpice-des-Landes.....	50
4.2. SIAEP de la Région de Nort-sur-Erdre	51
4.2.1. Production d'eau potable.....	51
4.2.2. Consommation	51
4.2.3. Réseau	52
4.2.4. Périmètre de protection de captage	52
4.2.5. Sensibilité des captages - Sécurisation	52
4.3. Autres captages	52
Ce qu'il faut retenir	53
 5. Milieux naturels.....	 54
5.1. Zonages environnementaux	54
5.1.1. Sites d'Intérêt Communautaire - SIC.....	57
5.1.2. Zone de Protection Spéciale - ZPS	58
5.1.3. Zone Humide d'Importance Nationale	58
5.1.4. Arrêté de Protection de Biotope – APB	58
5.1.5. Sites inscrits et classés – SI et SC	59
5.1.6. Espaces Naturels Sensibles – ENS	59
5.1.7. Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique – ZNIEFF.....	59
5.1.8. Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux - ZICO	62
5.1.9. Interactions avec les documents d'urbanisme.....	63
5.2. Zones humides	64
5.2.1. Rappels	64
5.2.2. Méthodologie.....	64
5.2.3. Résultats.....	64
5.2.4. Interactions avec les documents d'urbanisme.....	67
5.3. Bois et maillage bocager.....	67
5.3.1. Rappels	687
5.3.2. Inventaire des haies	68
5.3.3. Bois et Espaces Boisés Classés (EBC)	70
5.4. Corridors écologiques et Trame verte et bleue.....	71
5.4.1. Définitions.....	71
5.4.2. Objectifs.....	72
5.4.3. Méthodologie.....	72
5.4.4. Description des réservoirs de biodiversité et des sous-trames	73
5.4.4.1. Présentation des réservoirs de biodiversité	75
5.4.4.2. Description des corridors par sous-trame	77
5.4.4.3. Identification des points de fragmentations	77
Ce qu'il faut retenir	79

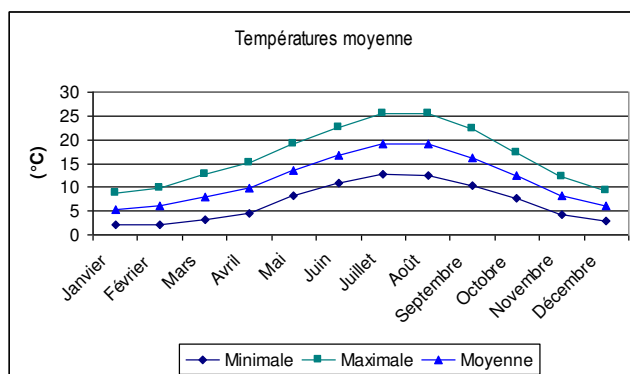
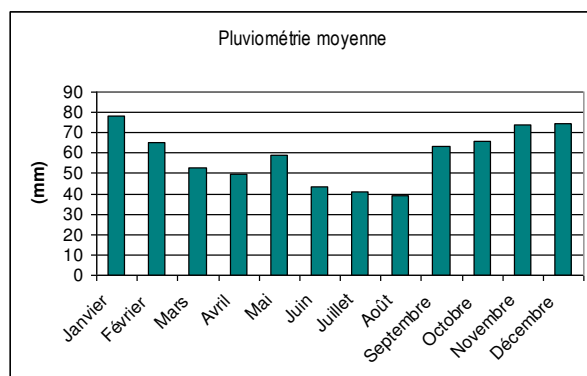
6. Risques	80
6.1. Risques naturels	80
6.1.1. Inondation	80
6.1.2. Rupture de barrage	80
6.1.3. Mouvements de terrain	80
6.1.4. Feu de forêt	82
6.1.5. Remontée de nappe	82
6.1.6. Retrait et gonflement d'argile	84
6.1.7. Séisme	86
6.2. Risques technologiques	87
6.2.1. Risques industriels - PPRT	87
6.2.2. Transport de Matières Dangereuses	87
6.2.3. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)	89
6.2.4. Sites et sols potentiellement pollués	90
6.3. Interactions avec les documents d'urbanisme	91
Ce qu'il faut retenir	92
7. Nuisances	93
Ce qu'il faut retenir	96
8. Qualité de l'air et énergies renouvelables	97
8.1. Qualité de l'air	97
8.2. Énergies renouvelables	97
8.2.1. Géothermie	97
8.2.2. Éolien	99
8.2.3. Autres énergies renouvelables	99
8.3. Consommation énergétique du territoire	100
8.4. Émissions de gaz à effet de serre	102
Ce qu'il faut retenir	104
9. Déchets	105
9.1. Collecte	105
9.2. Déchetteries	105
9.3. Traitement des déchets	106
9.4. Autres services à l'utilisateur	108
9.4.1. Collecte des Déchets d'Activités de Soins à Risques (DASRI)	108
9.4.2. Valorisation et réemploi des encombrants	108
9.4.3. Déchets ne provenant pas des ménages mais pris en charge	108
9.4.4. Sensibilisation et communication	109
9.5. Projets	109
9.6. Déchets du BTP	110
Ce qu'il faut retenir	111
10. ANNEXES	112

1. CADRE PHYSIQUE

1.1. CLIMATOLOGIE

NB : Ce paragraphe est à mettre en relation avec la qualité de l'air, le plan climat et les émissions de gaz à effet de serre traités au chapitre 8 « Qualité de l'air et énergies renouvelables ». Le présent paragraphe expose les données générales du climat.

Les données météorologiques proviennent des relevés de la station de Nort-sur-Erdre, période 1970 à 1999, éditée par Météo-France.



Mois	Minimales (°C)	Maximales (°C)	Moyenne (mm)	Nbre jours de précipitations
Janvier	2,1	8,7	78,4	12,3
Février	2,2	9,8	65,1	10,9
Mars	3,3	12,8	52,5	9,8
Avril	4,6	15,1	49,6	9,3
Mai	8,1	19,2	58,9	10,3
Juin	10,8	22,6	43,6	7,5
Juillet	12,8	25,4	41,0	5,9
Août	12,5	25,5	38,8	6,2
Septembre	10,3	22,2	63,2	8,4
Octobre	7,6	17,2	66,0	10,1
Novembre	4,2	12,2	73,6	10,7
Décembre	2,8	9,3	74,6	11,3
Bilan annuel moyen	Moyenne : 6,8	Moyenne : 16,6	Cumul : 705,1	Cumul : 112,7

Tableau 1 : Températures et précipitations – bilan annuel moyen – source : Météo France

Le climat est de type océanique, il se caractérise par la faiblesse des amplitudes thermiques et par sa douceur générale.

Les pluies sont liées aux passages des dépressions venant de l'Atlantique. Le maximum des pluies tombe l'hiver de septembre à janvier, avec une recrudescence au mois de mai. Le nombre moyen de jours de pluie par an est de 112,7.

La température moyenne annuelle est de 11,7°C. L'amplitude thermique n'est pas très élevée en raison de la proximité de l'océan, aussi, les hivers sont doux et les étés relativement peu chauds.

La température moyenne maximale est de 25,5°C au mois d'août et la température moyenne minimale de 2,1°C au mois de janvier. Cependant les gelées, qui sont des phénomènes ponctuels, ne sont pas exclues.

Les vents violents (> à 8 m/s) sont des vents d'Ouest - Sud-Ouest.

Les vents compris entre 5 et 8 m/s sont orientés d'Ouest / Sud-Ouest mais aussi de Nord-Est.

1.2. GEOLOGIE

Les cartes ci-après proviennent du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM).

Le territoire de la COMPA repose sur des couches orientées Sud-Est / Nord-Ouest. Du Sud au Nord, on retrouve les substrats suivants :

- Alluvions actuelles et subactuelles, sur le Sud du territoire,
- Complexe gréso-pélique frasno-dinantien du synclinal d'Angers ("Culm"), sur le quart Sud-Est,
- Orthogneiss de Saint-Mars-du-Désert et Leptynites à biotite et muscovite sur le Sud-Ouest du territoire,
- Intercalations ou zones gréseuses, sur la bande centrale du territoire,
- Passées ardoisières dans les schistes et arkoses de Bains, au niveau de Saint-Sulpice-des-Landes,
- Complexe de Saint-Julien-de-Vouvantes, schistes et grès à lamines, à l'extrême Nord du territoire sur Vritz et Le Pin.

Le long de la Loire, de nombreux sites d'extraction du sable ont été implantés. Aujourd'hui, l'extraction de sable alluvionnaire en Loire-Atlantique est inexistante et les anciens sites d'extraction sont réhabilités, comme celui d'Ancenis sur le site Les Fourneaux.

Le territoire du Pays d'Ancenis a un passé minier avec notamment des mines d'extraction de charbon et de schiste ce qui explique les nombreuses cavités identifiées sur la carte des risques naturels sur les communes de Montrelais, Varades, la Chapelle-Saint-Sauveur, la Rouxière, Mésanger, Teillé, Mouzeil et Ligné.

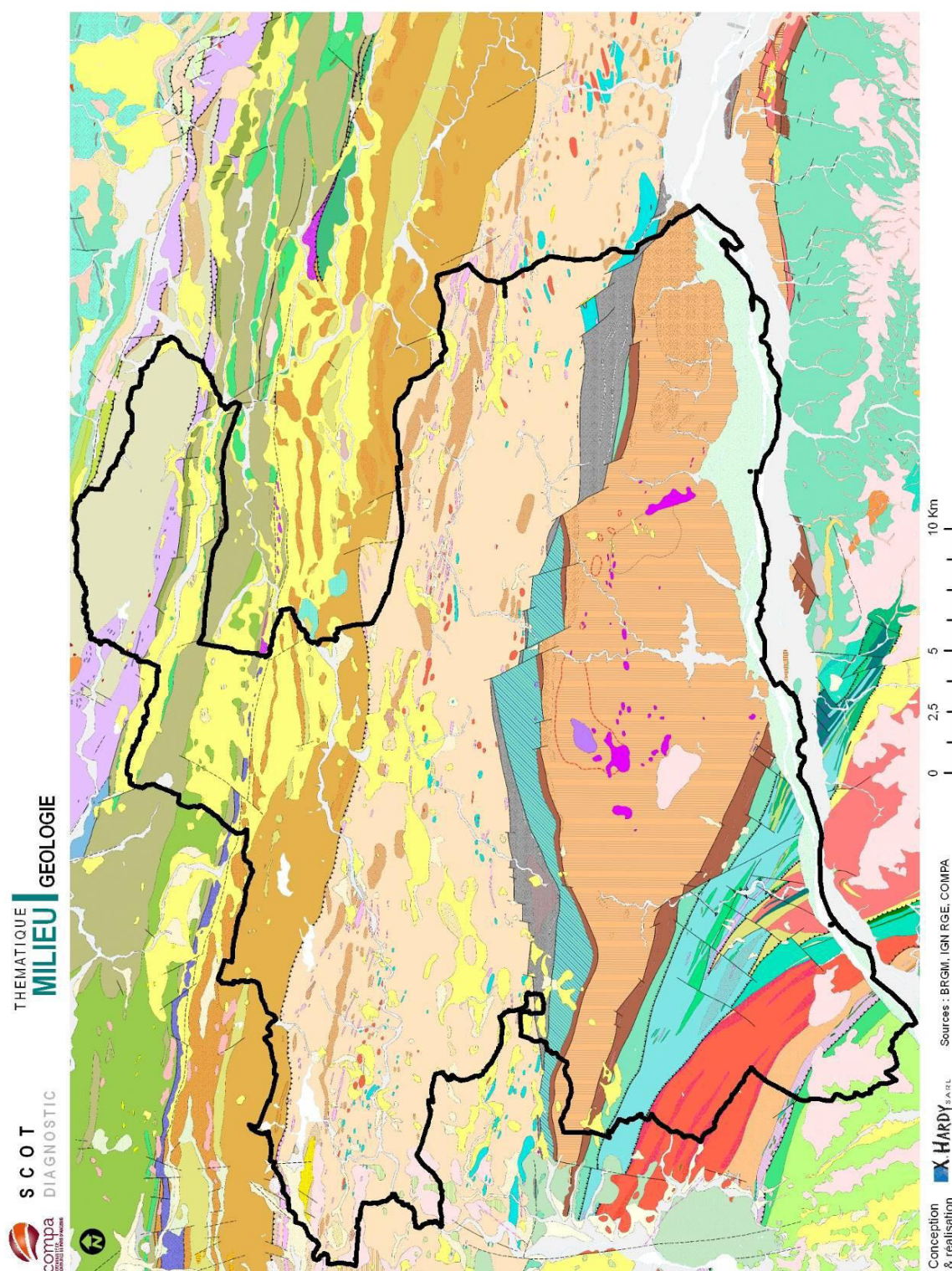
L'ensemble des carrières du territoire est listé dans le Schéma départemental des carrières. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 9 juillet 2001. Il définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte : l'intérêt économique national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Le tableau ci-après liste l'ensemble des **carrières en activité ou en projet** sur le territoire.

EXPLOITANT	COMMUNE	LIEU-DIT	MATERIAUX	SURFACE (HA)	AUTORISATION	ECHEANCE	PRODUCTION AUTORISEE (KT)
GRAVALOIRE	Joué-sur-Erdre	La Vallée	Grès	9.58	1997	2020	150
DRAGAGES D'ANCENIS	Saint-Sulpice-des-Landes	Le grand Coiscault	Sable et graviers	35	1997	2027	250
BAGLIONE DES PAYS DE LA LOIRE	Vritz	La Repennelais	Sable et graviers	97.9	1997	2027	700
BAGLIONE DES PAYS DE LA LOIRE	Teillé	Les Mortiers et la Guibourgère	Sable et graviers	41.6	1999	2014	200
LANDAIS ANDRE	Mésanger	Les Bimboires	Roches massives (rhyolites)	3.92	1993	2023	/

Tableau 2 : Carrière en activité – Source : BRGM

Seulement 5 carrières sont encore en activité. Trois d'entre elles exploitent le sable et le gravier.



Carte 1 : Géologie – Source : BRGM

	Colluvions indifférenciés		Formation de Frégréas indifférenciés, série schiste-gréseuse et volcanique (Ordovicien supérieur-Dévonien inférieur)
	Revêtements d'infrastructures résiduaires et remaniés, Pléistocène inférieur		Microgranite (cortège florissant du Granite de Mésange)
	Alluvions récentes et actuelles, colluvions de fond de vallon, Holocène		Granite de Mésange, granite alcalin à biotite
	Alluvions fluvio-marines de l'estuaire de la Loire, vases et sables, Holocène		Formation des schistes gréseux à Cordeliers (Mésophallien)
	Alluvions de la basse terrasse, graviers, sables, Pléistocène supérieur		Formation de la Pierre-Carrée, tufs et brèches rhyolitiques, rhyolites (Namurien)
	Alluvions de la moyenne terrasse, graviers, sables, argiles, Pléistocène moyen-supérieur		Formation de Montjean-sur-Loire, série de la Grauwacke verte (Namurien)
	Plio-Quaternaire indifférencié souvent soliflué ou remanié, gailloutils rubéfiés, sables, argiles		Formation de Montjean-sur-Loire, principaux faciès rhyolitiques (Namurien)
	Arêtes ténuoglinissées résiduelles		Formation de Montjean-sur-Loire, schistes, psammites, grauwackes, conglomérats (Namurien)
	Altérites argileuses indifférenciées, Paléogène supposé		Formation du Culm du synclinal d'Ancenis, lydienne du Vieux-Eray et de l'Évroulère (Frasnien-Dinantien)
	Pliocène résiduel, sables		Formation du Culm du synclinal d'Ancenis, poudingues (Frasnien-Dinantien)
	Pliocène, sables		Formation du Culm du synclinal d'Ancenis, calcaires (Frasnien)
	Pliocène, sables graveleux, localement indurés		Formation du Culm du synclinal d'Ancenis, série grès-pélique (Frasnien-Dinantien)
	Pliocène, faciès redoniens, argiles		Formation du Tombeau-Ladoux, olistolithes de calcaires gneissiens
	Groupe de Saint-Pereux, argiles silteuses sub-adoisières à adoisières (Ordovicien supérieur-Silurien inférieur ?)		Formations de Châteaupanne et du Château de Montaigne indifférenciées, grès, schistes, grès quartzites, micropoudingues
	Groupe de Saint-Pereux, grès à Calymenella bayani (Ordovicien supérieur)		Formation du Château de Montaigne, grès
	Groupe de Saint-Pereux indifférencié, schistes, siltites, grès (Ordovicien moyen-Silurien inférieur ?)		Formation des Mauges, schistes satinés du "Nord de Pouillie-les-Coteaux"
	Formation de la Romme, rhyolites, tufs acides, microgranites		Formation des Mauges, micaschistes à chlorite, muscovite et localement biotite et grenat
	Formation de la Romme, siltites, tufs basiques		Formation du Hâve, passées graphitiques, métophanites
	Formation de Frégréas, calcaires d'âge indéterminé, Praguien ?		Formation du Hâve, micaschistes grenatiferes
	Formation de Frégréas, grès quartzites micarés		Formation du Hâve, micaschistes à coquilles d'albite, muscovite, biotite chloritisée
	Formation de Frégréas, phanites (Llandovery)		Formation de Drain, schistes verts à chlorite et épidote, localement prasinitiques
	Formation de Frégréas, grès de l'Eloys		Formation de Drain, leptynites
	Formation de Frégréas, horizons à dominante gréseuse		Formation de Drain, amphibolites
	Formation de Frégréas indifférenciés, série schiste-gréseuse et volcanique (Ordovicien supérieur-Dévonien inférieur)		Péridotites, serpentinites
			Formation de Champlozeaux, orthogneiss anatectiques

1.3. TOPOGRAPHIE

Cette partie est basée sur les éléments de "l'Etude paysagère préalable à la mise en œuvre du SCoT de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis", réalisée par le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, en décembre 2004.

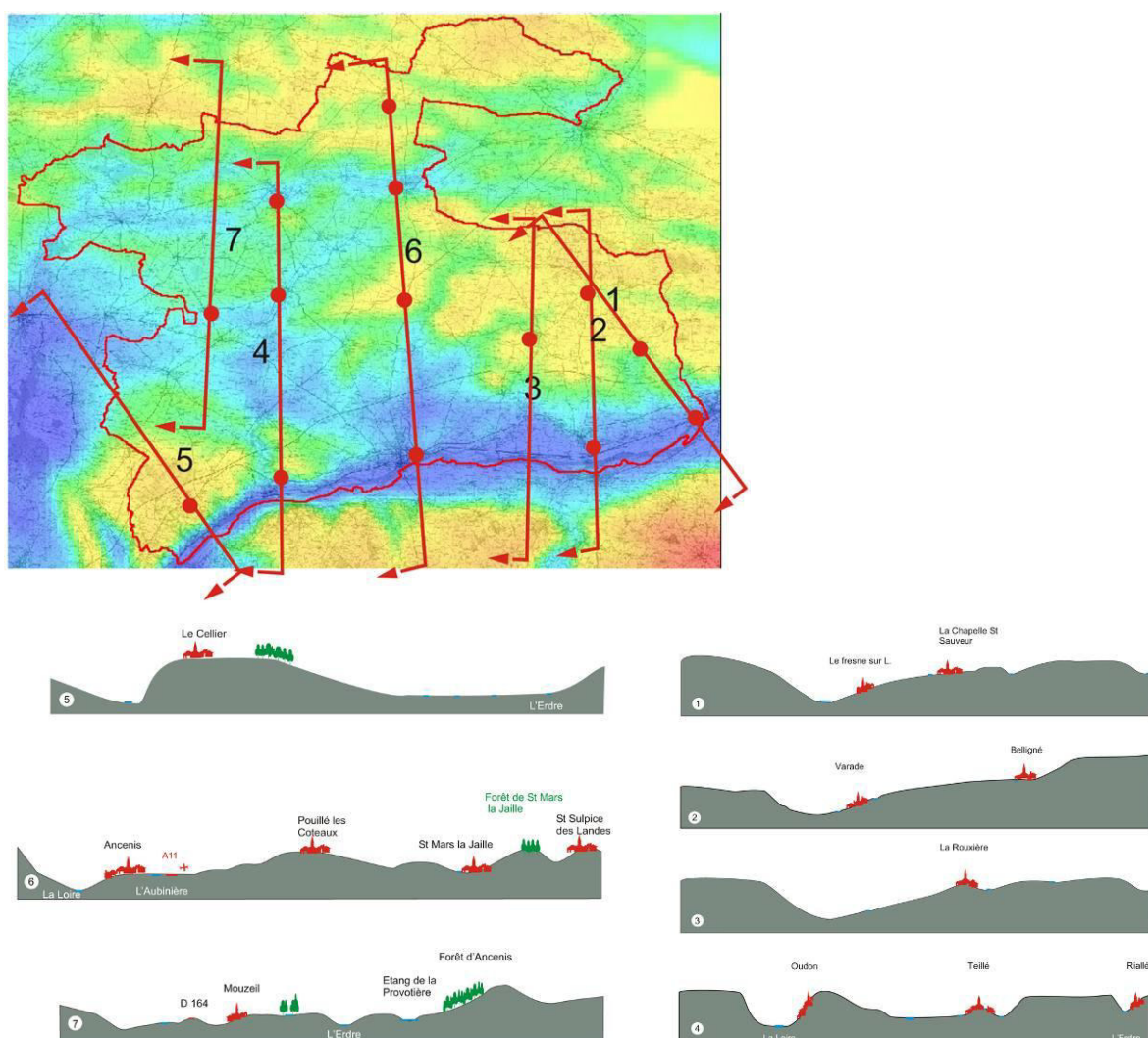
Le territoire du Pays d'Ancenis s'organise autour d'un plateau central au relief relativement peu marqué. Ce plateau est cependant entaillé par deux vallées : le Havre et la Saugère.

La vallée de la Loire structure la limite Sud du Pays d'Ancenis. La vallée élargie de l'Erdre occupe la partie Nord, secteur favorable aux boisements accompagnés d'étangs.

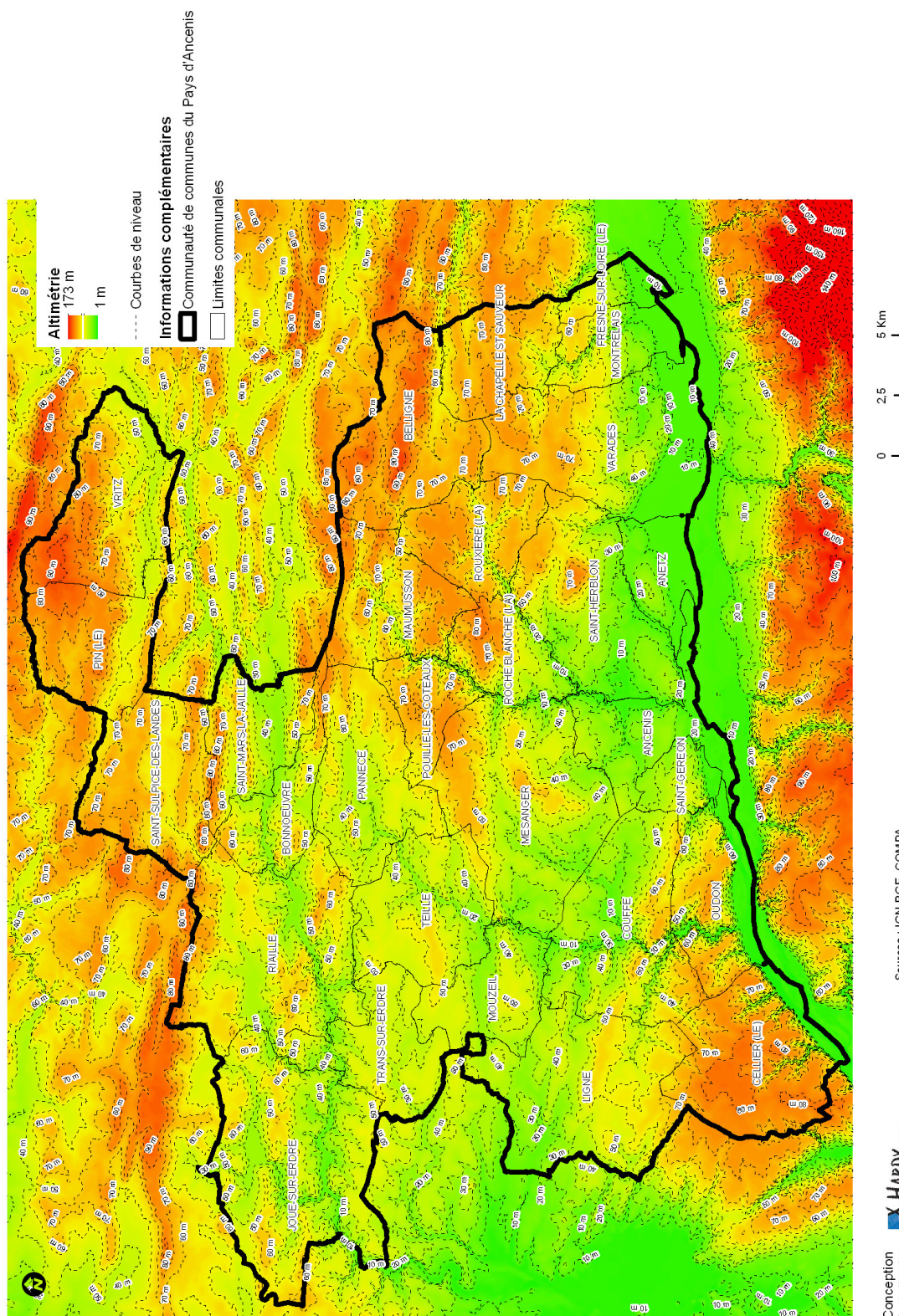
Trois points dominants existent :

- le plateau du Cellier au Sud-Ouest,
- le secteur Nord-Est dit plateau de la Galerne,
- l'alignement de points hauts dominants l'Erdre au Nord.

Quelques coupes complètent l'analyse du relief. Ces coupes sont volontairement exagérées dans les altitudes pour permettre de mieux sentir les différences de niveaux.



Carte 2 : Relief sur le territoire de la COMPA – Source : CETE



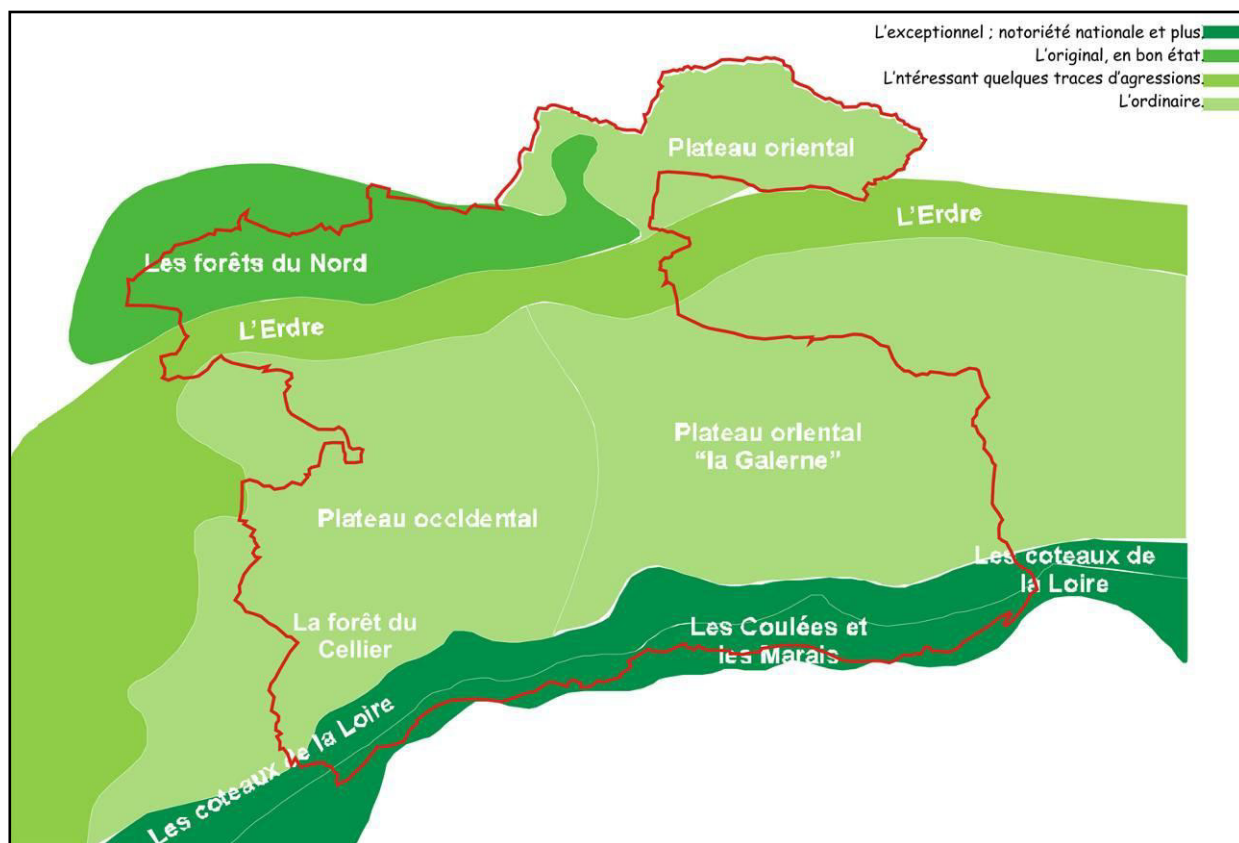
Carte 3 : Topographie et relief

On remarque la présence de coteaux abrupts sur la rive droite de la Loire, en aval d'Ancenis. En dehors de ce secteur, le relief est relativement peu accentué, avec des cotes variant entre 10 et 80 m entre la Loire et le plateau du Cellier. Au Nord, les variations avoisinent également les 80 m. Les points les plus élevés se situent sur la commune de Belligné (*le Mont de la Verrerie* : 94 m NGF) sur le plateau Est. Une dépression sensible isole le plateau du Cellier.

1.4. PAYSAGE

NB : Cette partie reprend "l'Etude paysagère préalable à la mise en œuvre du SCoT de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis", réalisée par le Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, en décembre 2004.

Le territoire du Pays d'Ancenis présente huit entités paysagères distinctes localisées sur la carte ci-après.



Carte 4 : [Classification des entités – Source : CETE](#)

1.4.1. Entités paysagères

1.4.1.1. Lit majeur de la vallée de la Loire

Il comprend le lit de la Loire du Cellier au Fresne sur Loire, ses îles, ses berges, les prairies humides, les fronts bâtis liés au fleuve.

Durant de nombreuses générations, les travaux d'aménagement de la voie navigable et l'extraction de sable ont conduit à un abaissement du profil du lit de la Loire et donc de son fil d'eau. Aujourd'hui le fil d'eau semble stable. Il n'en demeure pas moins que les berges évoluent malgré tout :

- apparitions plus nombreuses de bancs de sable,
- nouveau cortège végétal reconquérant les anciens bras ou boires,
- végétation rivulaire en développement par manque d'entretien.

Cet état de fait contribue à redonner son aspect naturel au fleuve qualifié souvent de « Fleuve Sauvage ». Un développement important de la végétation risquerait toutefois de fermer les vues sur le fleuve.

La largeur du fleuve a engendré des ouvrages de grandes envergures ou des procédés techniques qui les rendent remarquables sur le plan architectural. Ces ponts – au nombre de quatre sur le territoire du Pays (*le pont d'Ingrandes, les ponts de Varades, d'Ancenis et d'Oudon*), induisent de grandes traversées du fleuve. Ces ponts qui franchissent la Loire, donnent accès au département limitrophe situé sur l'autre rive : le Maine et Loire.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Paysage remarquable s'insérant dans la continuité d'un site de renommée internationale (<i>nombreuses protections</i>), - Variation permanente des couleurs, des lumières, des ambiances, - Siège d'un patrimoine (<i>quais, cales, épis, estacades</i>) et de toute une culture ligérienne.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Inquiétude de l'abaissement de la ligne d'eau du fleuve et des conséquences sur l'image du fleuve : difficultés de navigation, conquête (<i>colmatage</i>) des boires, développement de la végétation rivulaire engendrant la fermeture visuelle de certaines perspectives sur le fleuve et les îles, voire vers la rive gauche opposée, - Développement du maraîchage de plus en plus important et apport de végétaux horticoles autour de parcelles privées, - Présence de points noirs de types dépôts sauvages de matériaux mais également de remblaiements dans les boires ou autres trous d'eau, - Artificialisation par des peupleraies et fermeture visuelle des grandes perspectives vers les rives opposées, - Importance de la coupure physique du remblai SNCF et forte présence visuelle et auditive de la voie ferrée.

1.4.1.2. Coteaux de la vallée de la Loire

Ce sont les espaces situés entre Le Cellier et Saint Géréon qui intègrent les coulées des affluents de la Loire, les villages sur et au sommet des coteaux, les grandes propriétés de la vallée perceptibles depuis la Loire, les points de vue, les panoramas sur le fleuve et le paysage viticole. Les coteaux constituent un belvédère sur le fleuve et vers la rive gauche.

L'implantation des principales villes du territoire du Pays d'Ancenis au plus près de la Loire a conditionné la construction d'un réseau de voiries (*l'A11, la RD 723*) parallèles au fleuve qui relie les principaux bourgs et villages.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Nombreux points de visions et de qualité sur le fleuve, - Coteaux abrupts de la rive droite et des coulées transversales préservant une certaine inconstructibilité.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Occupation des coteaux et du rebord du plateau fortement perçue depuis la rive gauche de la Loire en Maine et Loire, - Fort développement d'Oudon et de Saint-Géréon sur les coteaux Ouest, - Mitage sur coteaux ou implantation de lotissements venant altérer ou obstruer des panoramas intéressants tant depuis des points de vue ponctuels que depuis certaines voiries, - Développement des constructions individuelles sur des espaces anciennement occupés par des vignobles.

1.4.1.3. Coteaux et marais de la Loire

Cet espace se situe entre Saint Géréon et Le Fresnoy sur Loire. Il se compose d'une dominante de zones humides au droit du marais de Grée, de cultures spécifiques et de hameaux sur les coteaux et de grandes propriétés le long de la Loire.

Les marais sont des espaces ouverts disposant d'une ambiance particulière : bonne perception des prairies basses et des versants généralement bocagers.

Les coulées transversales et les coteaux présentent un caractère intime et fermé par un bocage dense et des versants abrupts boisés.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Milieux relativement discrets voire secrets : biodiversité et ambiances intéressantes des coulées et marais, - Plusieurs sites bénéficient soit d'un inventaire soit d'une protection.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Pentées souvent dégagées de végétation laissant des perspectives visuelles lointaines n'autorisant pas une bonne insertion de l'habitat périphérique, - Développement de l'habitat le long du rebord de plateau des vallées transversales, - Devenir de l'agriculture.

1.4.1.4. Haute vallée de l'Erdre

Cet espace recouvre la vallée de l'Erdre et son espace d'accompagnement en amont, de Joué sur Erdre à Saint Mars La Jaille. Le paysage de la vallée permet des perspectives visuelles assez longues dans l'axe de la vallée et localement de versant à versant opposé.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Vallée présentant une ambiance spécifique et un potentiel naturel avec ses pâtures humides et son cortège végétal (<i>importantes coulées vertes rivulaires tout au long de l'Erdre et de ses affluents</i>).
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Vallée en amont de l'Erdre peu mise en valeur du fait du remembrement et de quelques hauteurs dégagées de végétations, notamment sur Saint-Mars-la-Jaille (<i>au point haut du Grison</i>) sur Riaillé (<i>au niveau des lieux-dits Saint-Ouen et Haut Rocher</i>), - Unité paysagère non associée aux étangs et forêts du Nord, - Présence de trois noyaux urbains débordés par des constructions neuves : Saint-Mars-la-Jaille, Riaillé, Joué-sur-Erdre. Les constructions neuves s'effectuent sous forme de lotissements en périphérie, en linéaire des voiries ou vers l'Erdre, - Mitage des franges de la vallée dans les secteurs de plus fort attrait : proximité de la rivière, des moulins, - Introduction assez forte de peupliers dans certaines parcelles de la vallée et lots privés plantés d'essences horticoles, - Inaccessibilité de certains tronçons des bords de rivière.

1.4.1.5. Forêts et étangs du Nord de Joué sur Erdre à Saint Sulpice des Landes

C'est un ensemble paysager caractérisé par :

- les ouvrages d'alimentation du canal de Nantes à Brest (*réservoir – canal*),
- les grandes forêts de Riaillé,
- des espaces où l'on voit apparaître la pression de l'habitat léger de loisirs,

- un espace ancien de prélèvement de minerais lié à l'histoire du pays de Châteaubriant.

Ces secteurs paysagers restent bien structurés.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Atouts naturels évidents sur le plan écologique et paysager (<i>étangs, forêts</i>) et potentialités énormes sur le plan touristique et récréatif : intérêts de l'ensemble. - Patrimoine architectural des châteaux, hameaux de grande qualité, souvent liés à l'histoire de l'exploitation des minerais et à l'activité des forges.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Statut privé de nombreux espaces forestiers rendant inaccessibles certaines parties des forêts ou des étangs, - Paysage agricole extrêmement ouvert avec haies dégradées, - Vieux villages peu mis en valeur, - Fort impact visuel des extensions des exploitations agricoles, - Développement de l'habitat individuel sur les points hauts ou auprès de hameaux d'architecture traditionnelle, - Développement de l'habitat secondaire et de l'habitat léger de loisirs autour de l'étang de la Provostière et du réservoir de Vioreau (<i>secteur Ouest et Nord-Ouest du lieu-dit la Demenure</i>).

1.4.1.6. Plateau occidental et bois du Cellier

Cet espace comprend :

- le vaste plateau bocager occidental sans appui de vallée ou de rivière remarquable,
- un plateau de bocage Nantais marqué par la forêt du Cellier aux légers vallonements ponctués d'une architecture traditionnelle qui mixte tuile et ardoise sur sa partie Sud,
- un plateau soumis à une forte pression agricole avec bocage dégradé.

En dehors du massif boisé du Cellier, l'espace rural dispose d'un bocage à mailles très élargies, souvent altérées, avec des arbres isolés.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Quelques points hauts permettant de profiter des panoramas, - Vallées structurantes accompagnées de ripisylves de bonne qualité ou de belles structures bocagères, - Présence d'un riche petit patrimoine, - Grand boisement formant un tout cohérent : forêt du Cellier et trois autres bois (<i>Bois Huet, Pasbou Bois et Guère</i>).
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Paysage agricole ouvert monotone avec bocage dégradé et vieillissant, - Urbanisme d'extension de certains bourgs mal intégré et fort mitage en zones rurales (<i>Mésanger</i>), - Fort impact visuel des installations agricoles : effort d'intégration uniquement limité aux sièges d'exploitation agricole, - Nouvelles constructions avec une architecture différente de l'habitat traditionnel et des végétaux non autochtone.

1.4.1.7. Plateau oriental de « La Galerne »

Proche du plateau occidental en terme de typologie paysagère, cette entité est un plateau bocager soumis également à la

pression agricole avec une tendance à la dégradation de la trame bocagère.

Le paysage agricole est varié : espaces fortement remembrés avec des vues longues ou vallées intimes du fait de l'accompagnement rivulaire des cours d'eau.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Quelques points hauts dégagés permettant des panoramas ou des vues lointaines, - Vallées accompagnées de ripisylves ou de coulées bocagères de bonne qualité, - Présence d'un riche petit patrimoine, - Grand boisement : Bois de Maumusson et deux boisements-parcs.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Paysage agricole ouvert monotone avec bocage résiduel vieillissant, - Urbanisme d'extension de certains bourgs mal intégré et fort mitage en zones rurales (<i>La Roche-Blanche</i>), - Fort impact visuel des installations agricoles : effort d'intégration uniquement limité aux sièges d'exploitation agricole, - Nouvelles constructions avec matériaux et végétaux étrangers.

1.4.1.8. Plateau septentrional

Cette entité recouvre les communes de l'extrême Nord où on perçoit l'influence du Castelbriantais. C'est un plateau agricole où le tissu bocager est moins dégradé. Les haies bocagères intéressantes ont été maintenues. Cette unité paysagère présente une ambiance fortement empreinte de rusticité et de ruralité.

Atouts	<ul style="list-style-type: none"> - Milieux naturels relativement préservés du fait de son éloignement des grands centres-bourgs : pression bâtie moins forte, - Riche petit patrimoine local lié à l'histoire locale, aux matériaux employés, à leur situation ou utilisation, - Présence de points de vue intéressants, - Qualité spécifique des landes de Rochementru.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> - Dégradation du bocage, - Altération de la qualité des architectures (<i>volumes ou matériaux</i>), - Restaurations, extensions ou juxtapositions de constructions plus récentes pas toujours bien intégrées et forte présence de nouveaux hangars hors sol, - Importante exploitation de sable dans le vallon du Mandit au niveau du lieu-dit de la Bouvraie. - Landes de Rochementru en cours d'altération (<i>brûlis, décharges sauvages,...</i>).

1.4.2. Synthèse

Sur le Pays d'Ancenis, le bocage tend à régresser de façon significative sur les plateaux mais également dans la vallée amont de l'Erdre. Dans ces entités, le réseau de haies ne présente plus que des vestiges d'un bocage ancien. Souvent les structures bocagères se résument à quelques arbres de haut jet momentanément épargnés qui paraissent perdus au milieu de grands espaces.

Les infrastructures de communication, qui sont des lieux de découverte des paysages, sont multiples sur le territoire du Pays d'Ancenis. L'essentiel de ces voies s'organise dans la partie Sud du Pays, au plus proche de la Loire, secteur le plus dense en occupation urbaine. Ainsi, la voie ferrée, implantée directement dans le lit majeur de la Loire, constitue une barrière physique et a un impact visuel important dans le couloir ligérien. Les infrastructures routières n'ont également guère fait l'objet d'embellissement (plantations d'alignement). Seules quelques entrées de bourg ou d'agglomération ont bénéficié d'aménagements paysagers.

1.5. PATRIMOINE

Le Pays d'Ancenis est doté d'un patrimoine architectural, paysager et archéologique qu'il convient d'identifier pour en permettre la préservation afin d'assurer une transmission à la génération future voire de valoriser dans le cadre de la promotion touristique du territoire.

Sur les 29 communes du Pays, 13 sont concernées par la présence d'édifices inscrits ou classés au titre des monuments historiques. Les communes du Cellier et d'Ancenis sont particulièrement concernées.

Au-delà du patrimoine protégé, le Pays d'Ancenis dispose aussi d'un petit patrimoine riche et varié qui constitue bien souvent le dernier témoignage d'une époque révolue avant le basculement de sociétés à prédominance rurales vers des civilisations urbaines et le passage d'une économie agricole à une économie industrielle.

L'ensemble des éléments patrimoniaux protégés ou non sont des marqueurs historiques du paysage. Il sont répertoriés dans le tableau suivant.

	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments historiques	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments naturels et des sites	Patrimoine non protégé au titre des monuments historiques			
			Architecture domestique	Patrimoine lié à l'activité industrielle, artisanale et agricole	Architecture de l'administration ou de la vie publique	Architecture religieuse
Ancenis	Château Couvent des Ursulines Dolmen Pierre Couvretière Eglise paroissiale St-Pierre Villa la Douvèlière		Manoir du Grée Manoir du Verger	Maison de marinier Moulin à huile Anciennes maisons Ancienne ferme	Gare Mairie Halles Collège Saint-Joseph Ancien hôpital F. Robert	Chapelle ND de la Délivrance Chapelle Gauvin
Anetz	Château du Plessis de Vair			Vivier La Cour d'Anetz		Eglise Saint-Clément
Belligné			Château de la Verrerie Château de la Galerie	Moulin la Galerie Maison Lasseron Ancienne verrerie Anciennes fermes	Ancienne maison de douane Ancienne prison	Chapelle de la Piraudière
Bonnoeuvre			Manoir de la Chèze	Moulin à eau		Eglise Saint-Martin Prieuré
Couffé	Château de Villejégu		Château de la Contrie Château Bougon Château de la Roche	Ancienne sucrerie Anciennes fermes	Eglise Saint-Pierre-et-Saint-Paul	Chapelle Saint-Symphorien
Joué-sur-Erdre	Château des Lucinières	Allée des chênes du Château de la Lucinière	Château de la Chevaulière	Maisons d'ouvriers Moulin de Bel-Air Fontaine Saint-Léger	Mairie Ecole de l'Auvinière Ecole St-Louis-de-Gonzague	Eglise ND des Langueurs
La Chapelle Saint-Sauveur			Manoir de la Basse-Jaillièrerie Château de la Jaillèrerie Manoir du haut Molé	Maison de la Flandière La Cantine	Mairie Ancienne école Sainte-Marie	Eglise de la Transfiguration
La Roche-Blanche				Ancienne ferme		Eglise ND de l'Assomption Chapelle St-Michel-du-Bois
La Rouxière			Château Château de l'Eperonnière	Mine de la Gautellerie Moulin Four à pain Cour à porcs La Coindrie La Maison Chesné, La Maison L'Etarderie		
Le Cellier	Château de Clermont Eglise paroissiale Saint-Martin Manoir de la Vignette Parc des Folies Siffait	Parc du Château de Clermont Rocher de la Thébaudière Chapelle Saint-Méen / Prieuré Les Folies Siffait	Manoir du Pré Bernard Château-Guy Château de la Forêt Château de la Gérardière Manoir de Belle Couronne	Maisons de garde-barrière Moulins-colonne Anciennes maisons Anciennes fermes	Poste	Ancien prieuré Chapelle Saint-Méen

	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments historiques	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments naturels et des sites	Patrimoine non protégé au titre des monuments historiques			
			<i>Architecture domestique</i>	<i>Patrimoine lié à l'activité industrielle, artisanale et agricole</i>	<i>Architecture de l'administration ou de la vie publique</i>	<i>Architecture religieuse</i>
Le Fresne-sur-Loire			Manoir du cassoir Château de la Fresnaie	Anciennes maisons Ancien magasin à charbon Anciennes fermes	Ancien tribunal de l'Audience	Eglise ND du Fresne
Le Pin						Eglise Saint-Lambert Ancienne église Rochementru
Ligné			Château de la Chesnaie Château de la Peretterie Château de la Bouvetière Château de la Rochefordière	Anciens moulins Anciennes maisons		Eglise Chapelle le Fayau
Maumusson			Château de la Motte Demeure des Chapelliers			
Mésanger	Moulin de la Quetrayze	Etang de Cop-Choux Butte des Tertres	Manoir de la Quétraye Château du pas-Nantais Manoir des Salles Château de la Varennes Château de la Hardière	Moulin de Saint-Père Four à pain Maison des Landes		Eglise Saint-Pierre Ancienne Chapelle de Tacon
Montrelais	Eglise		Château de Beaubuisson Château de Montrelais	Maisons de mineurs Maison Les Bertauderies Anciennes fermes	Mairie	
Mouzeil		Etang de Cop-Choux Butte des Tertres	Manoir des Hommeaux Château de Cope-Choux	Maison de mineurs La Borgonnière Four à chaux Anciennes fermes et maisons		Eglise
Oudon	Château Menhir de pierre blanche Villa Omblepied	Tour de la Marlaisière Château de la Vieille-Cour La Micotère	Château de la Haute-Roche	Ancienne ferme	Gare Ancienne léproserie	
Pannecé			Château de la Rivière Demeure de la Bourdinière Gentilhommière La Papinière	Moulin de la Garenne		
Pouillé-les-Côteaux				Moulins à vent de la cour Moulins à "petits pieds" de type guérandais		Eglise Saint-Aubin

	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments historiques	Patrimoine inscrit ou classé au titre des monuments naturels et des sites	Patrimoine non protégé au titre des monuments historiques			
			Architecture domestique	Patrimoine lié à l'activité industrielle, artisanale et agricole	Architecture de l'administration ou de la vie publique	Architecture religieuse
Riaillé	Haut Fourneau de la Poitevineière		Manoir de la Provostière La Cour du Bois Château d'Ancenis-les-Bois	Maison ouvrière La Poitevineière Maison d'éclusier Moulin de la Bénâte Halle à charbon Anciennes maisons Anciennes fermes	Mairie	Eglise ND de l'Assomption Croix du Pont-Neuf
Saint-Géréon			Château de l'Ecochère Logis Thoinet	Four à chaux		Eglise Saint-Géréon
Saint-Herblon		Parc du château de Juigné	Manoir de la Drouetière			Eglise Saint-Hermeland Chapelle de La Roche-Pallière
Saint-Mars-la-Jaille	Château de Saint-Mars-la-Jaille			Etablissements Braud Moulin de la Charlotte Anciennes maisons	Ecole Saint-Fernand Piscine Alexandre Braud	
Saint-Sulpice-des-Landes	Chapelle du Vieux bourg		Château de Coudray Château de la Barre-Davy			
Teillé	Château de la Guibourgère		Château de la Boismaquiau	Cheminée de la mine de la Guibretière Minoterie	Gare Lavoir Ecole Saint-Pierre	Eglise Saint-Pierre Croix-Monsieur
Trans-sur-Erdre					Ecole publique Ecole du Sacré-Cœur	Eglise Saint-Pierre-Aux-Liens et Saint-Mandé
Varades	Domaine de la Madeleine		Château de la Madeleine Château du Côteau Château du Bouvy	Maison de pêcheur Maison de marinier Maison de vignes la Tumelière Vivier La Boucherie Four à chanvre les Noyers Anciennes maisons Ancienne ferme	Ancienne école Ancienne école des garçons (CAT)	Chapelle Saint-Barthélémy
Vritz			Logis de la Ramée Logis de la Bouvraie Manoir de la Tesserie Manoir de Richebourg	Pigeonnier-porche Carrières de schiste Puit	Gare	Eglise Saint-Gervais et Saint-Protais

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un passé d'exploitation du sol ;
- Un relief contrasté composé de coteaux abrupts, de larges vallées et de plateaux ;
- Un territoire composé de paysages diversifiés et remarquables ;

Atouts

- Des coteaux abrupts offrant des points vus remarquables sur la vallée de la Loire notamment ;
- De nombreux milieux naturels remarquables et sensibles de portée internationale ;
- Siège d'un patrimoine et de toute une culture ligérienne au Sud ;
- Patrimoine architectural des châteaux, hameaux de grande qualité, souvent liés à l'histoire de l'exploitation des minerais et à l'activité des forges au Nord ;

Faiblesses

- Des infrastructures importantes et impactant le paysage ;
- Une urbanisation importante et linéaire, parfois sur les lignes de crêtes ;
- Une pression sur les milieux naturels ;
- Un bocage très dégradé sur les plateaux ;

Chiffres clés

- 5 carrières en activité ;
- Altitude comprise entre 10 et 94 m NGF ;
- 8 entités paysagères ;
- deux plateaux au paysage dégradé

2. RESEAU HYDROGRAPHIQUE

2.1. PRESENTATION GENERALE

La très grande partie du Pays d'Ancenis appartient au Bassin Versant (BV) de la Loire : la frange Nord est incluse dans celui de la Vilaine. On distingue sur le territoire 3 grands bassins versants découpés en 13 Sous Bassins-Versants (SBV) :

- le bassin versant du **Don** (SAGE *Vilaine*) incluant les sous bassins versants du **Don** et du **Petit Don**,
- le bassin versant de l'**Erdre** (SAGE *Estuaire de la Loire*) incluant les sous bassins versants de l'**Erdre amont**, de l'**aval**, de **Mazerolles** et du **Mandit**,
- le bassin versant de la **Loire** (SAGE *Estuaire de la Loire*) incluant, d'Est en Ouest, les sous bassins versants de la **Chalandière**, du **Havre - Donneau**, de l'**Omblepied**, du **Grée - Saugère**, de la **Boire-Torse**, et enfin à l'extrémité Est, les sous bassins versants de l'**Auxence** et de **Lancrau**.

La carte ci-après présente la localisation de ces entités hydrographiques.

2.1.1. Bassin versant du Don

Le **Petit Don** constitue la limite Nord-Ouest du Pays d'Ancenis. Il prend sa source sur la limite communale Nord de Vritz. Il est alimenté ensuite par l'étang du Pin. La partie de ce sous bassin versant faisant partie du Pays d'Ancenis est restreinte.

Le **sous bassin versant du Don** constitue une petite partie du territoire de la COMPA, située à l'extrême Nord-Ouest avec seulement 0.96 km de cours d'eau recensés.

2.1.2. Bassin versant de l'Erdre

Traversant d'Est en Ouest le Nord du Pays d'Ancenis sur 25 Km avec une pente d'environ 2‰, l'**Erdre** est issue du département du Maine-et-Loire. C'est une rivière de seconde catégorie piscicole⁽¹⁾ circulant dans une vallée touristique pittoresque. De nombreuses activités nautiques y sont pratiquées. Elle traverse un plan d'eau à Saint-Mars-la-Jaille. Sa vallée possède des coteaux en pentes douces. La rivière serpente, créant de petits méandres et par endroits, quelques réserves d'eau plus importantes s'accumulent comme celle du Clos à Trans-sur-Erdre.

Ses affluents sont décrits ci-dessous, d'amont en aval.

Le ruisseau du **Mandit** sert de limite communale entre Le Pin et Vritz. Il prend sa source au niveau de l'étang de la Bourlière et après un parcours de 15 Km, il se jette dans l'Erdre en amont de Candé.

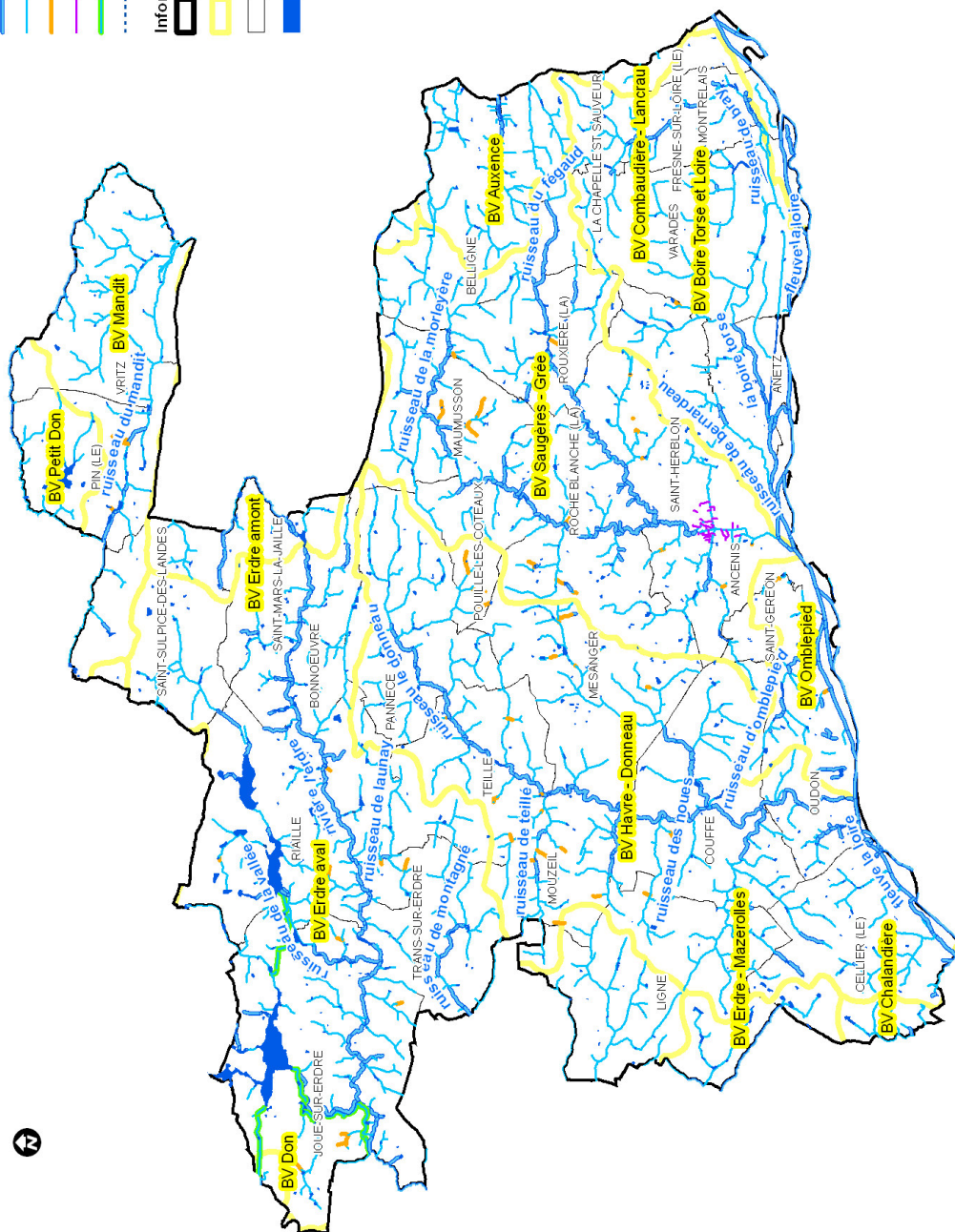
Le ruisseau du Croissel prend sa source en dehors des limites du Pays d'Ancenis, sur la commune de Cornuaille. Il rejoint l'Erdre à Saint-Mars-la-Jaille.

Le ruisseau du Jeanneau prend sa source sur la commune de Saint-Sulpice-des-Landes. Il sépare la Forêt de Saint-Mars-la-Jaille de la Forêt d'Ancenis. Il alimente ensuite les 3 principaux étangs du Pays d'Ancenis. Reliés les uns aux autres par un canal, ils forment un "chapelet" : la Poitevinière est le plus en amont, Vioreau, le plus grand, est le plus en aval et la Provostière les séparent. Ce dernier est relié directement à l'Erdre par un ruisseau : Le Douët-Allard.

Le ruisseau du Baillou, tributaire de Vioreau, alimente le canal de Nantes à Brest. Il longe l'Erdre et serpente sur la commune de Joué-sur-Erdre.

⁽¹⁾ Cours d'eau de plaine, étang, canaux dominés par les cyprinidés, poissons de courant lent : perche, blette, gardon, brème, carpe...

- Réseau hydrographique
Cours d'eau
- Naturel
 - Recalibré
 - Busé
 - Douve de marais
 - Canal
 - Autre
- Informations complémentaires
- COMPA
 - Sous-bassin versant
 - Limites communales
 - Etang, plan d'eau inventorié (2012)



0 2.5 5 km

Sources : IGN RGE, COMPA, GIP Estuaire de la Loire

Conception
& réalisation
X.HARDY
S.A.R.L.

Carte 5 : Découpage en sous bassins versants du territoire de la COMPA

2.1.3. Bassin versant de la Loire

- SBV du Havre

La vallée du **Havre** constitue la plus importante des coulées transversales du Pays. Elle recoupe la partie orientale du plateau du Cellier. La pente moyenne de la rivière est de 1,3‰. Elle draine un territoire relativement vaste (180 Km²) depuis sa source, au Nord du bassin d'Ancenis, à proximité du Bois de Maumusson, sous le nom de **Donneau**. A Couffé, il reçoit en rive gauche son principal affluent, le **Beusse**. C'est à partir de cette confluence qu'il prend le nom de ruisseau du Havre.

La vallée du Havre est plus large et plus ramifiée que les autres coulées transversales du territoire. De Teillé à Couffé, le Havre adopte un tracé Nord-Sud jusqu'à sa confluence avec la Loire au terme d'un trajet de 33 Km. Son écoulement s'accompagne d'un approfondissement des talwegs vers le fleuve.

Un seul étang est présent sur son cours, en aval immédiat du bourg de Teillé.

- SBV du ruisseau de la Saugère

Le ruisseau de **Grée** prend sa source au Nord de la commune de Belligné. Il porte à ce niveau, le nom de ruisseau de la Motte, puis ruisseau de Pouillé, puis ruisseau de Pied Bercy. Il ne prend le nom de ruisseau de Grée qu'au droit de sa confluence avec le ruisseau de la **Saugère**. Il traverse ensuite le marais de Grée, reçoit en rive droite le ruisseau de l'Aubinière avant de se jeter dans la Loire, en face de l'île Delage, après un parcours d'environ 20 Km. Au total, il draine un territoire de 61 Km².

La partie aval du ruisseau est très urbanisée.

La Saugère (11km) est le principal affluent du ruisseau de Grée. Elle prend sa source en limite des communes de Belligné et de Varades. Le ruisseau encaissé incise le plateau de Saint-Herblon.

Le marais de Grée, formant une large cuvette à l'Est d'Ancenis, est inondé une grande partie de l'année. Ce marais présente la particularité depuis 1991 d'être équipé à sa sortie d'une vanne destinée à maintenir le niveau d'eau.

- SBV de Lancrau

Le principal ruisseau du SBV de Lancrau se nomme le Hurtas. Il prend sa source dans le bois d'Ardenne situé en limite Est de la commune de la Chapelle Saint-Sauveur. Ses affluents rive droite situés sur le territoire du Pays d'Ancenis sont le ruisseau de la Douère puis celui de la Combaudière. Le Hurtas rejoint la Loire en amont d'Ingrandes.

- SBV de la Boire Torse

La **Boire Torse** est un bras de la Loire, alimentée par des coulées transversales : le Gué, le Bray...

Le **marais de Méron** occupe un vallon servant de limite communale entre Anetz et Saint-Herblon. Il est plus petit et seul son centre reste humide en permanence grâce au ruisseau du **Bernardeau**.

Le **marais de Bray** se trouve au fond de la vallée assez encaissée du même nom, sur la commune de Montrelais, juste au Nord du bourg. Il est alimenté principalement par le ruisseau de Bray qui se jette dans la Boire Torse.

- SBV de l'Omblepied

Le ruisseau de l'**Omblepied** prend sa source au droit du lieu-dit la Lande sur la commune de Couffé. Après un parcours d'environ 6 km, il rejoint la Loire au droit du Pont Moricaud et de l'île Macrière sur la commune d'Oudon.

- SBV de la Chalandière

Le ruisseau de la **Chalandière** prend sa source dans le bois du Cellier puis rejoint la coulée de Rochart en limite avec la commune de Mauves-sur-Loire, puis le ruisseau de Gobert et la Boire de Mauves.

- SBV Auxence

L'**Auxence** prend sa source au lieu-dit "Beau Soleil", sur la commune de Belligné. Sa pente est orientée Ouest-Est. Après un parcours de 13 Km, il rejoint le ruisseau de la Romme en Maine-et-Loire, affluent de la Loire. Son sous bassin versant, principalement rural, possède un relief assez marqué notamment en rive gauche.

- SBV de la Loire

La Loire en Loire-Atlantique représente l'exutoire du fleuve. Elle connaît dans sa partie aval un régime hydraulique particulier, une dynamique estuarienne sous l'influence de la remontée du front salin et une dynamique sédimentaire complexe, avec la présence d'un bouchon vaseux.

Au droit d'Ancenis, le courant est irrégulier, souvent très rapide, avec une profondeur variant de 0,50 à 5 mètres. Sa pente moyenne sur le territoire du Pays d'Ancenis est de 0,2‰. Localement, la pente peut être fortement modifiée par des zones de hauts fonds.

Lorsque les débits d'étiages sont très faibles, le bouchon vaseux peut remonter très en amont, jusqu'à Oudon.

L'orientation du fleuve est de l'Est vers l'Ouest. La plaine alluviale est ponctuée à Ancenis par des buttes sableuses modelées par des crues anciennes (bourg d'Anetz), alors qu'en aval d'Ancenis, elle se trouve plus encaissée par les coteaux de Mauves-sur-Loire au Nord, et de Champtoceaux au Sud.

Le cours divagant de la Loire est dit "tressé", la faible dénivellation du fleuve crée, en marge du bras principal, de nombreux chenaux, boires, bras secondaires, bras morts, dessinant une plaine d'inondation constituées de nombreuses îles : au total 12 sur le territoire du Pays d'Ancenis. Des épis sont présents dans le lit de la Loire. Ces ouvrages, réalisés aux siècles derniers, avaient pour but de chenaliser le fleuve et ainsi de favoriser la navigation. Ils ont, entre autres actions, celle d'augmenter les courants et par voie de conséquence le creusement du fond du lit mineur.

Durant des générations, les travaux d'aménagement de la voie navigable et l'extraction de sable ont conduit à un abaissement du profil du lit de la Loire et donc de son fil d'eau. L'extraction de sable est maintenant interdite. Aujourd'hui, le fil d'eau semble stable.

2.2. INVENTAIRE DETAILLE DES COURS D'EAU

La COMPA a engagé en 2010 l'inventaire des **zones humides** et des **cours d'eau** sur l'ensemble de son territoire.

NB : cette partie présente les résultats de l'inventaire des cours d'eau ; la méthodologie et les résultats de l'inventaire des zones humides sont présentés au paragraphe 6.2.2.

2.2.1. Méthodologie

L'inventaire des cours d'eau a été réalisé conformément à la méthodologie du SAGE Estuaire de la Loire ; soit :

- **pré-localisation** des cours d'eau potentiels à partir de l'analyse et du recoupement des IGN au 1/25000^{ème} et des Orthophotographies,
- reconnaissance de **terrain** systématique des cours d'eau potentiels,
- **concertation** et prise en compte du savoir des acteurs locaux.

Les critères de caractérisation sont :

- Présence d'un **écoulement indépendant des pluies** (écoulement après 8 jours de pluviosité inférieure à 10 mm cumulée) ;
- **Existence d'une berge** (plus de 10 cm entre le fond et le niveau du sol) ;
- Existence d'un **substrat différencié** (sable, gravier, vase,...) notablement distinct du sol des terrains riverains ;
- **Présence d'organismes inféodés aux milieux aquatiques** (ou de leurs traces) comme les invertébrés benthiques crustacés, mollusques, vers (planaires, achètes), coléoptères aquatiques, trichoptères....et les végétaux aquatiques ;
- Cours d'eau se situant au même niveau que le **talweg** (ligne de collecte des eaux) [cela suppose que la ligne de crête (ligne de partage des eaux) est clairement identifiable. Dans certains cas, le cours d'eau a été dérivé et ne coule donc plus dans le talweg].

Un écoulement est identifié comme cours d'eau si **au moins trois des critères** présentés ci-dessus sont observés. Il est important de souligner que certains critères ont pu faire l'objet de modifications d'origine anthropique (rectification, reprofilage,...) ne permettant pas une analyse objective sur le terrain. La caractérisation doit tenir compte de ces dégradations faites au cours d'eau.

De plus, la notion de continuité d'un cours d'eau entraîne la qualification en cours d'eau d'un tronçon ne répondant pas aux critères ci-dessus mais situé en aval d'un tronçon dont la caractérisation a été établie.

2.2.2. Résultats

Les résultats de l'inventaire des cours d'eau sur le territoire de la COMPA sont présentés ci-après.

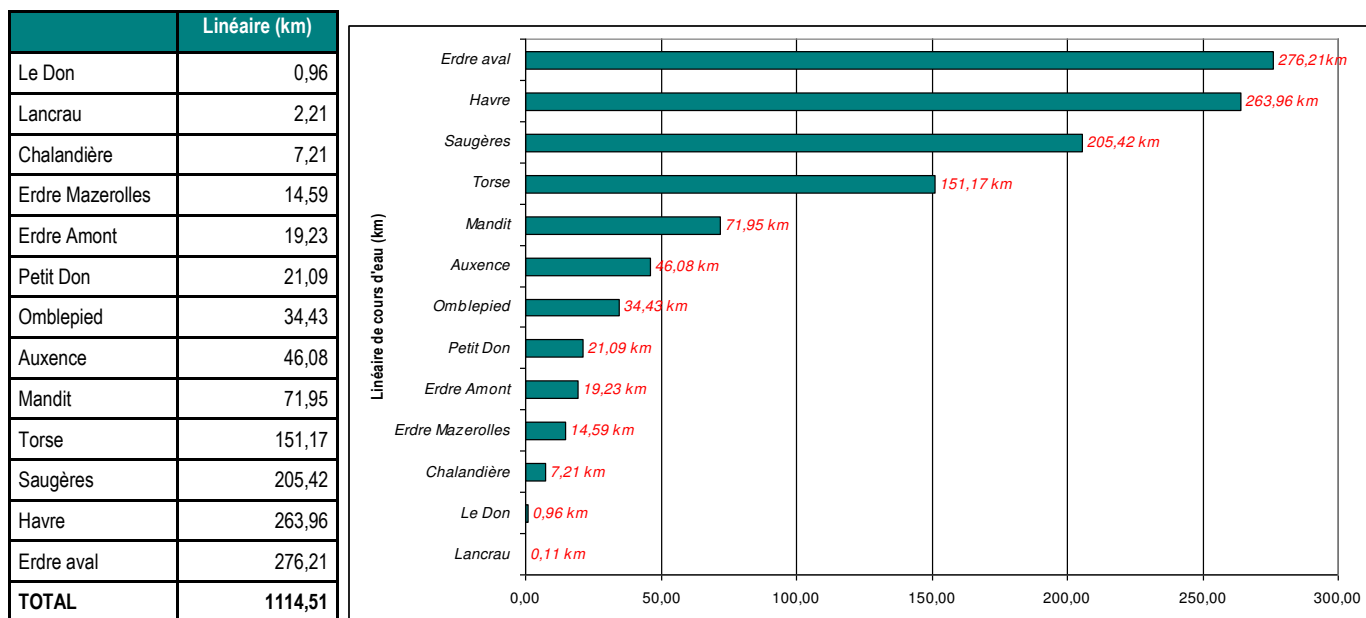


Figure 1 : Linéaire de cours d'eau inventoriés par sous bassin versant – Source : BE X. Hardy environnement

1 114.51 km de cours d'eau ont été inventoriés sur le territoire de la Communauté de Communes. La majorité des ruisseaux sont recensés sur les bassins versants de l'**Erdre aval**, du **Havre**, de la **Saugère** et de la **Boire Torse**.

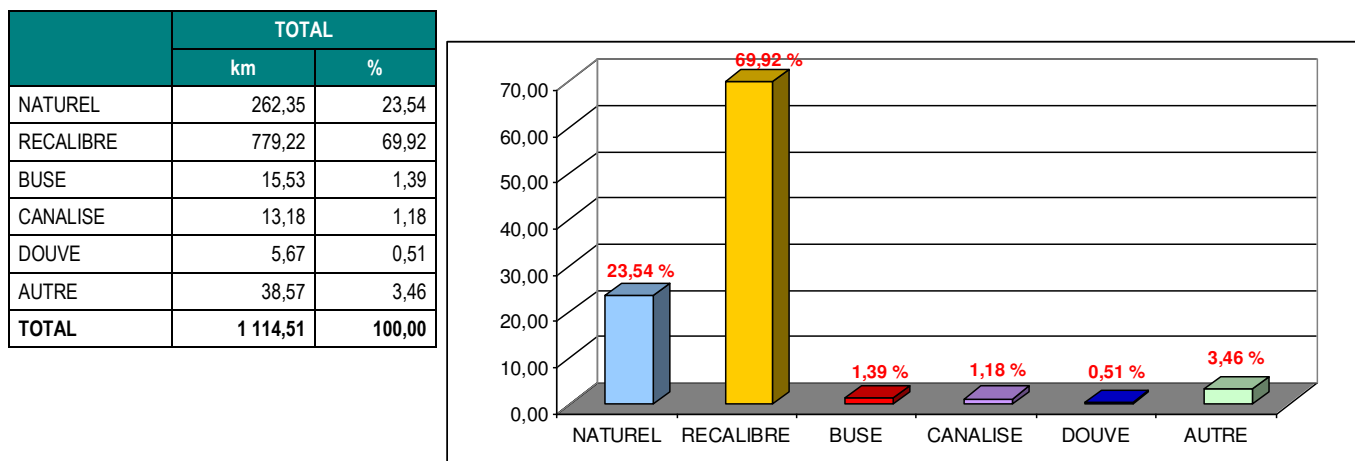
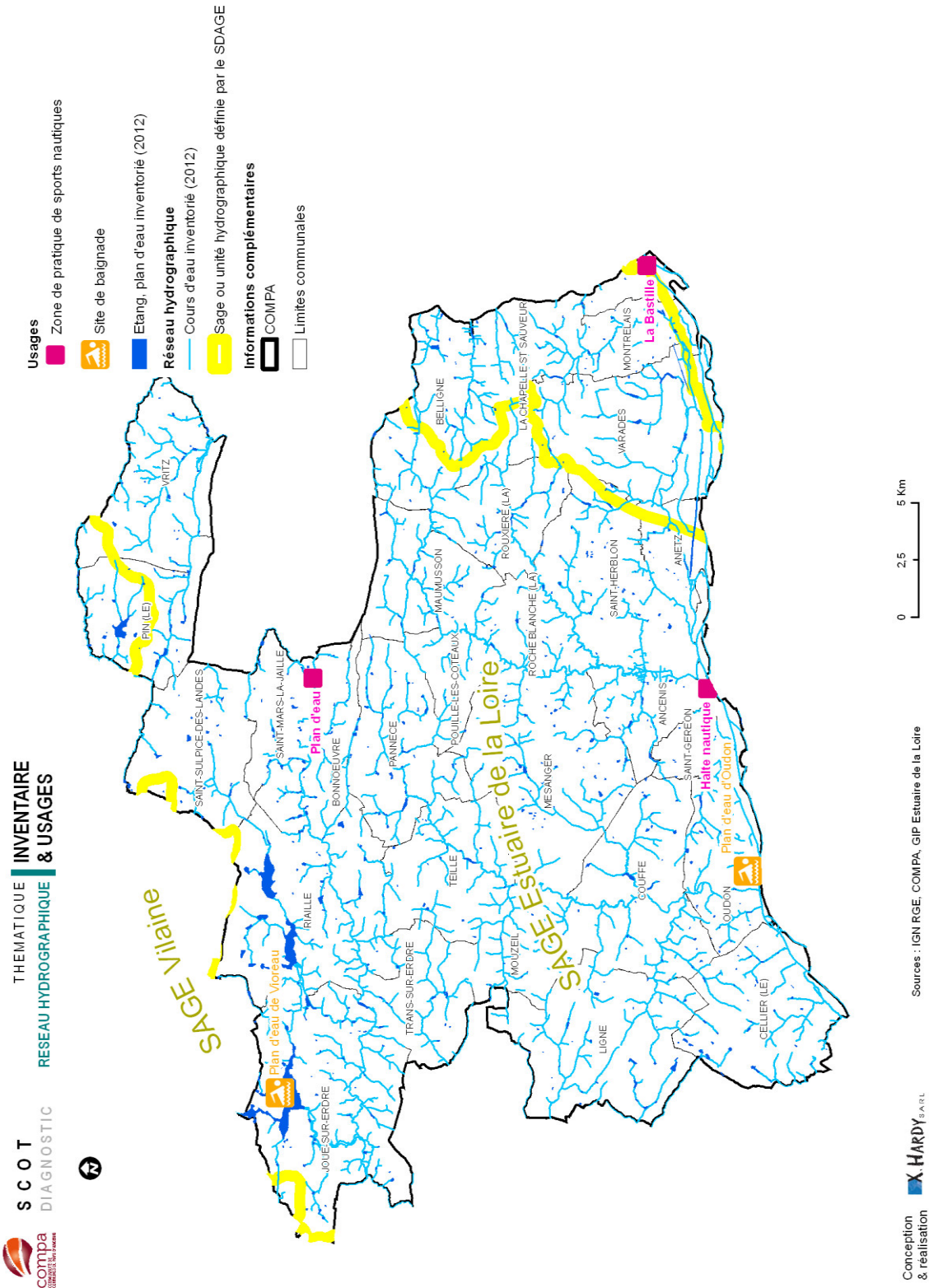


Figure 2 : Typologie des cours d'eau inventoriés sur le territoire de la COMPA – Source : BE X. HARDY



On recense :

- **262.35 km** de **cours d'eau « naturel »** dont le profil en long et en travers n'a pas été modifié ou a retrouvé un profil d'équilibre,
- **779.22 km** de **cours d'eau « recalibré »** dont le profil en long et/ou en travers a été modifié par surcreusement, recalibrage ou rectification,
- **15.53 km** de **cours d'eau busé**,
- **13.18 km** de **cours d'eau canalisé** qui correspondent aux canaux d'approvisionnement des grands étangs du Nord du territoire,
- **5.67 km** de **douve** située dans le marais de Grée,
- **38.57 km** de **cours d'eau** classé dans la rubrique « **autre** » correspondant à des tronçons de cours d'eau sur lesquels des étangs ont été créés.

Ces résultats montrent la **forte dégradation** des cours d'eau par **recalibrage** notamment. Cette dégradation peut être une des causes de la mauvaise qualité des eaux et est un amplificateur des phénomènes d'inondation.

2.3. DONNEES DEBIMETRIQUES

Il existe sur les cours d'eau importants des stations de jaugeages donnant leurs caractéristiques débitométriques. Une station est présente à Bonneuvre sur l'Erdre. La Loire a plusieurs stations de mesure à Montjean-sur-loire en amont du Pays et à Nantes en aval.

Les principales caractéristiques sont présentées ci-après.

	Débits moyens mensuels (m³/s)		
	L'Erdre à Bonneuvre (Les basses provostières)	La Loire à Montjean-sur-Loire	La Loire à Nantes (Saint-Félix)
Janv.	4,25	1460	1530
Févr.	3,42	1520	1600
Mars.	3,09	1370	1300
Avr.	2,01	1110	1050
Mai.	1,22	855	949
Juin.	0,54	584	616
Juil.	0,283	360	362
Août.	0,201	250	253
Sept.	0,266	266	289
Oct.	0,602	419	440
Nov.	1,69	790	725
Déc.	3,49	1170	1150

	L'Erdre à Bonneuvre (Les basses provostières)	La Loire à Montjean-sur-Loire	La Loire à Nantes (Saint-Félix)
Durée d'exploitation	1996 - 2012	1863 - 2012	1967 - 2012
Superficie du bassin versant (km²)	298	109 930	111 570
Module ⁽¹⁾ (m³/s)	1,75	843	851
QMNA ⁽²⁾ (m³/s)	0,09	130	150
Q10 ⁽³⁾ (m³/s)	40	5 200	5 100

(1) : Débit moyen annuel – (2) : Débit mensuel minimal de retour cinq ans – (3) : Débit de cure de retour 10 ans

Tableau 3 : Données débitométriques de l'Erdre et de la Loire – Source : Banque Hydro

L'Erdre subit des débits d'étiage sévères qui diminuent le potentiel autoépurateur du cours d'eau et par conséquent fragilise le milieu piscicole.

2.4. CLASSIFICATION DES COURS D'EAU

Conformément à l'article L214-17 du Code de l'Environnement, les cours d'eau sont classés en listes 1 et 2 par arrêté du préfet coordinateur de bassin en date du 10 juillet 2012.

Sont classés en **liste 1**, les cours d'eau ou parties de cours d'eau pour lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire ; aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils construisent un obstacle à la continuité écologique. Sur le territoire du SCoT du Pays d'Ancenis, les cours d'eau concernés sont :

- l'Erdre de la source jusqu'à la confluence avec la Loire,
- tous les affluents du ruisseau de la Déchausserie,
- la Loire de l'aval du barrage de Villerest jusqu'à la mer,
- le Grée de la RD22 (commune de Maumusson) jusqu'à la confluence avec la Loire,
- le Havre de la RD14 à Teillé jusqu'à la confluence avec la Loire,
- la Boire Torse du pont situé en amont de la petite Vallée (commune de Varades) à la confluence avec la Loire.

Sont classés en **liste 2**, les cours d'eau ou parties de cours d'eau pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs. Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Sur le territoire du SCoT, les cours d'eau concernés sont :

- l'Erdre du pont de la RD14 (Riaillé) jusqu'à la confluence avec la Loire,
- la Loire de l'aval du barrage de Villerest jusqu'à la mer,
- le Grée de la confluence avec le ruisseau de Saugères jusqu'à la confluence avec la Loire,
- le Havre du pont de la RD23 (Couffé) jusqu'à la confluence avec la Loire.

Les cours d'eau en liste 2 sont tous classés pour l'anguille et les espèces holobiotiques. Seule la Loire est aussi classée pour le saumon atlantique, la truite de mer, l'aloise et la lamproie marine.

2.5. QUALITE DES EAUX

2.5.1. Cours d'eau

Il existe sur les cours d'eau importants des stations de prélèvements afin de surveiller la qualité des eaux superficielles. Sur le territoire du Pays d'Ancenis, six cours d'eau possèdent des données qualité :

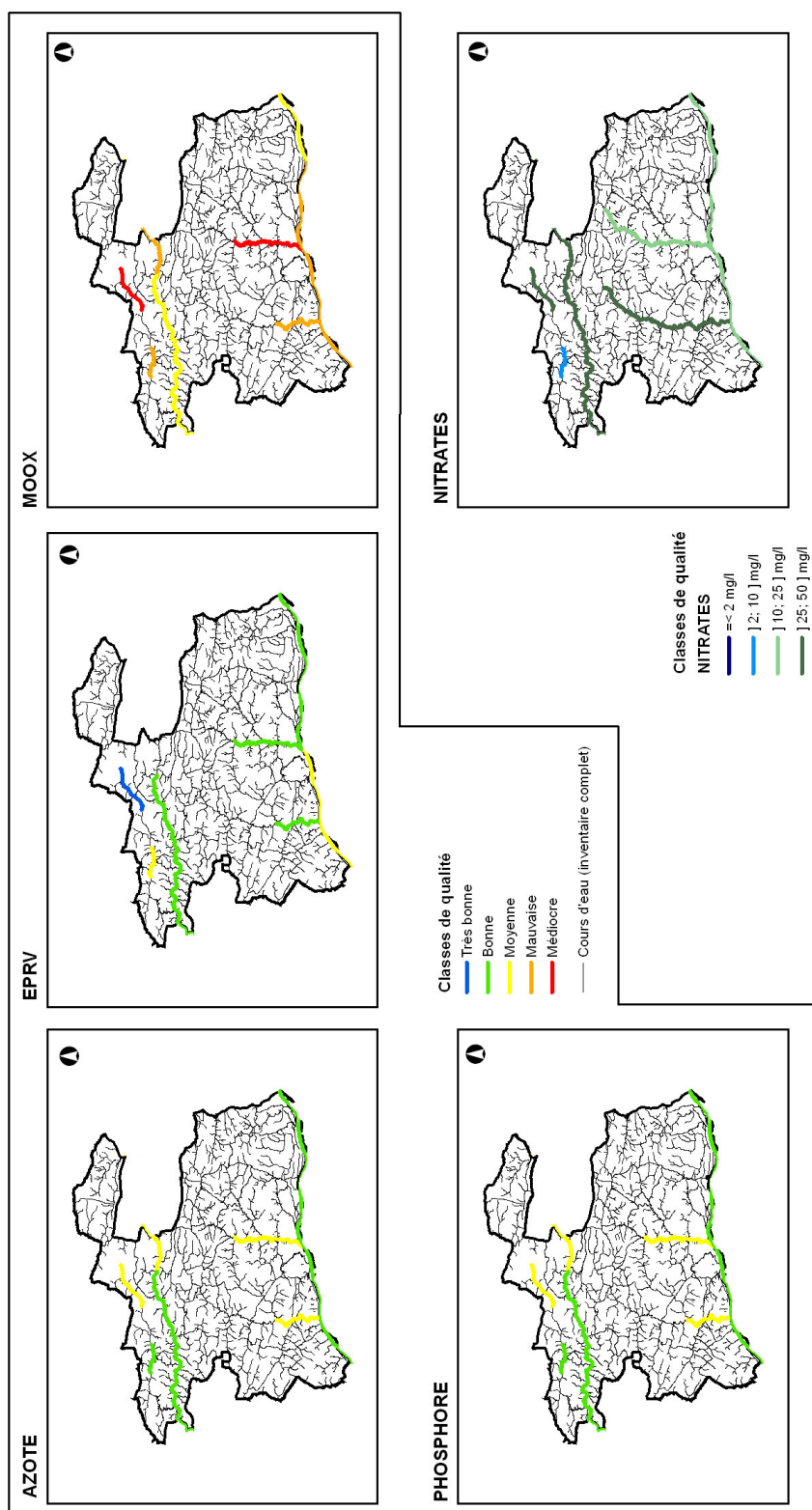
- la Loire,
- le Grée,
- le Donneau,
- l'Erdre,
- le Pas du gué,
- et le canal d'alimentation de la Provostière.

Cours d'eau	Matières Organiques et Oxydables (MOOX)	Azote	Phosphore	Effet de prolifération végétale	Nitrates
La Loire en amont de Varades	Moyenne	Bonne	Bonne	Bonne] 10 ; 25]
La Loire entre Varades et Ancenis	Mauvaise	Bonne	Bonne	Bonne] 10 ; 25]
La Loire en aval d'Ancenis	Mauvaise	Bonne	Bonne	Moyenne] 10 ; 25]
La Saugère – Le Grée	Médiocre	Moyenne	Moyenne	Bonne] 10 ; 25]
Le Donneau	Mauvaise	Moyenne	Moyenne	Bonne] 25 ; 50]
l'Erdre en amont de Saint-Mars-la-Jaille	Mauvaise	Moyenne	Moyenne] 25 ; 50]
l'Erdre en aval de Saint-Mars-la-Jaille	Moyenne	Bonne	Bonne	Bonne] 25 ; 50]
Le Pas du gué - Le Jeanneau	Médiocre	Moyenne	Moyenne	Très bonne] 25 ; 50]
Canal d'alimentation de la Provostière	Mauvaise	Bonne	Bonne	Moyenne] 2 ; 10]

Tableau 4 : Qualité des eaux sur le territoire de la COMPA – Source : AELB

Les MOOX sont les paramètres les plus déclassants sur le territoire, tous cours d'eau confondus. Cette pollution provient pour l'essentiel des rejets domestiques, industriels et agricoles, mais aussi de la dégradation de débris végétaux.

On observe également une concentration comprise entre 25 et 50 mg/L pour le paramètre Nitrate sur l'Erdre et le Donneau.



0 5 10 Km

Sources : Agence de l'Eau Loire-Bretagne, IGN RGE, COMPA

X. HARDY

Conception
& réalisation

Carte 7 : Qualité des eaux de surface

2.5.2. Eaux de baignade

Il existe 2 sites de baignade en eau douce sur le territoire du Pays d'Ancenis :

- l'étang de Vioreau à Joué-sur-Erdre,
- le plan d'eau à Oudon,

L'ARS effectue régulièrement des prélèvements afin de surveiller la qualité bactériologique et chimique des eaux de baignade. Les résultats sont présentés ci-dessous.

Commune	Point de prélèvement	Type d'eau	2007	2008	2009	2010	2011	2012*
JOUE SUR ERDRE	VIOREAU	douce	B	B	A	B	B	C
UDON	PLAN D'EAU	douce	A	A	A	A	A	A

A Bonne qualité - B Qualité moyenne - C Momentanément polluée - D Mauvaise qualité

* : classement provisoire

Tableau 5 : Qualité des eaux de baignade sur la COMPA – Source : ARS Pays de la Loire

La qualité des eaux de baignade est régulière : entre 2007 et 2011, la qualité de l'eau est **moyenne** pour le plan d'eau de **Vioreau** et **bonne** pour le plan d'eau à **Oudon**. Les eaux sont conformes aux normes européennes. Par contre, on observe une dégradation de la qualité des eaux du plan d'eau de Vioreau pour l'année 2012.

2.5.3. Suivi des cyanobactéries

Un **suivi des cyanobactéries** est également réalisé par l'ARS pour tous les sites de sports nautiques. On en dénombre 5 sur le territoire. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

La qualité des eaux de baignade pour les cyanobactéries est répartie en 5 niveaux :

Niveau 0 : qualité de l'eau satisfaisante, pas de recommandation particulière.

Niveau 1 : éviter d'ingérer de l'eau et de respirer des aérosols de l'eau, prendre une douche soignée après l'activité nautique ou après la baignade, nettoyer le matériel et les équipements de loisirs nautiques, consulter un médecin en cas d'apparition de troubles de santé, éviscérer les poissons avant consommation

Niveau 2a : la baignade est limitée en dehors des zones de dépôts ou d'efflorescence, en évitant un contact prolongé avec l'eau et les mêmes recommandations que ci-dessus.

Niveau 2b : La baignade est interdite, les activités nautiques exercées dans des structures encadrées sont possibles sous certaines conditions.

Niveau 3 : la baignade et toutes les activités nautiques sont interdites.

Année	Date de prélèvement	Halte nautique sur la Loire à Ancenis	Plan d'eau à Saint-Mars-la-Jaille	La Bastille (la Loire) au Fresne-sur-Loire	Vioreau à Joué-sur-Erdre	Plan d'eau à Oudon
2007	21/06/2007	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 1
	09/07/2007	Niveau 1	Niveau 0	Niveau 0		
	18/07/2012				Niveau 0	Niveau 2
	26/07/2007	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0		
	01/08/2012				Niveau 0	Niveau 2
	23/08/2007	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0
2008	02/06/2008	/	/	/	Niveau 2a	/
	25/06/2012	/	/	/	Niveau 0	Niveau 0
	27/06/2012	/	/	/	Niveau 2	/
	07/07/2008	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	/	/
	21/07/2008	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 0	Niveau 1	Niveau 0
2009	03/07/2009	/	/	/	Niveau 2a	/
	10/07/2009	Niveau 2a	Niveau 0	Niveau 2a	Niveau 1	Niveau 0
	22/07/2009	/	Niveau 0	Niveau 1	Niveau 2a	/

Tableau 6 : Suivi des cyanobactéries sur les sites de sports nautiques sur le territoire de la COMPA – Source : ARS Pays de la Loire

Pour les plans d'eau sur lesquels la baignade n'est pas pratiquée (*halte nautique, plan d'eau de Saint-Mars-la-Jaille et la Bastille*), la concentration en cyanobactéries est faible sauf pour l'année 2009 où un pic de concentration a été observé sur les sites de la Loire. La DASS a préconisé en **2009** que compte tenu de la **médiocre qualité bactériologique et chimique de la Loire**, la prise d'une **douche soignée après** l'activité nautique est fortement conseillée.

Pour les deux sites de baignade, la concentration en cyanobactérie est faible pour Oudon et forte pour Vioreau. La **DASS a préconisé en 2009 que compte tenu de la médiocre qualité bactériologique et chimique de l'étang de Vioreau, la prise d'une douche soignée après l'activité nautique est fortement conseillée.**

2.5.4. Classement DCE

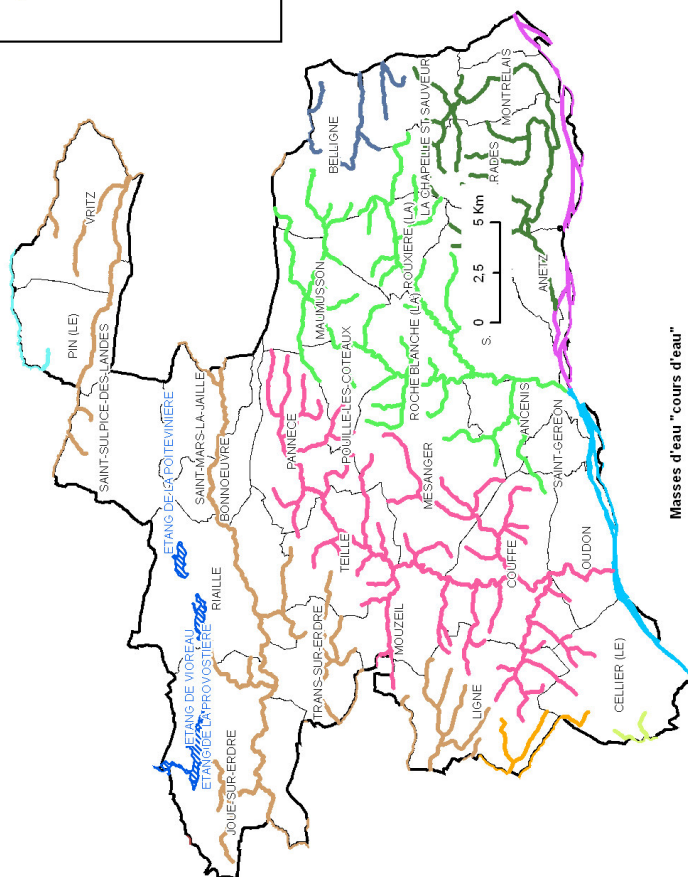
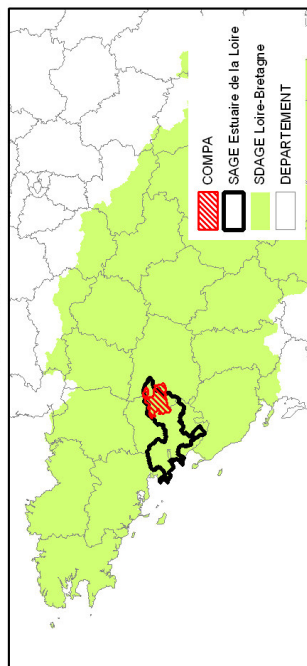
La Directive Cadre sur l'Eau fixe un objectif de bon état écologique des cours d'eau pour 2015, avec obligation de résultats. Dans ce contexte, l'Agence de l'eau a établi des fiches RNROE (*Risque de Non Respect des Objectifs Environnementaux*), qui, en fonction de différents paramètres, positionnent le cours d'eau en fonction de cet objectif.

Sur le territoire de la COMPA, l'Agence de l'Eau a identifié plusieurs masses d'eau :

- 10 masses d'eau « cours d'eau »,
- 3 masses d'eau « plans d'eau »,
- 1 masse d'eau de « transition »,
- 5 masses d'eau souterraines.



Localisation générale sur le bassin



Masses d'eau "cours d'eau"

- L'ERDRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU PLAN D'EAU DE L'ERDRE
- L'EVRE DEPUIS BEAUPREAU JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE
- L'ISAC ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À BLAIN
- LA BOIRE DE MAUVES ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À L'ESTUAIRE DE LA LOIRE
- LA BOIRE TORSSE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE
- LA DECHAUSSE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC L'ERDRE
- LA LOIRE DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA MAINE JUSQU'À ANCENIS
- LA ROMME ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE
- LE DON ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À JANS
- LE GREY ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À L'ESTUAIRE DE LA LOIRE
- LE HAVRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'À L'ESTUAIRE DE LA LOIRE

- Masse d'eau "plan d'eau"
- Masse d'eau de "transition" : LA LOIRE (FR-GT28)

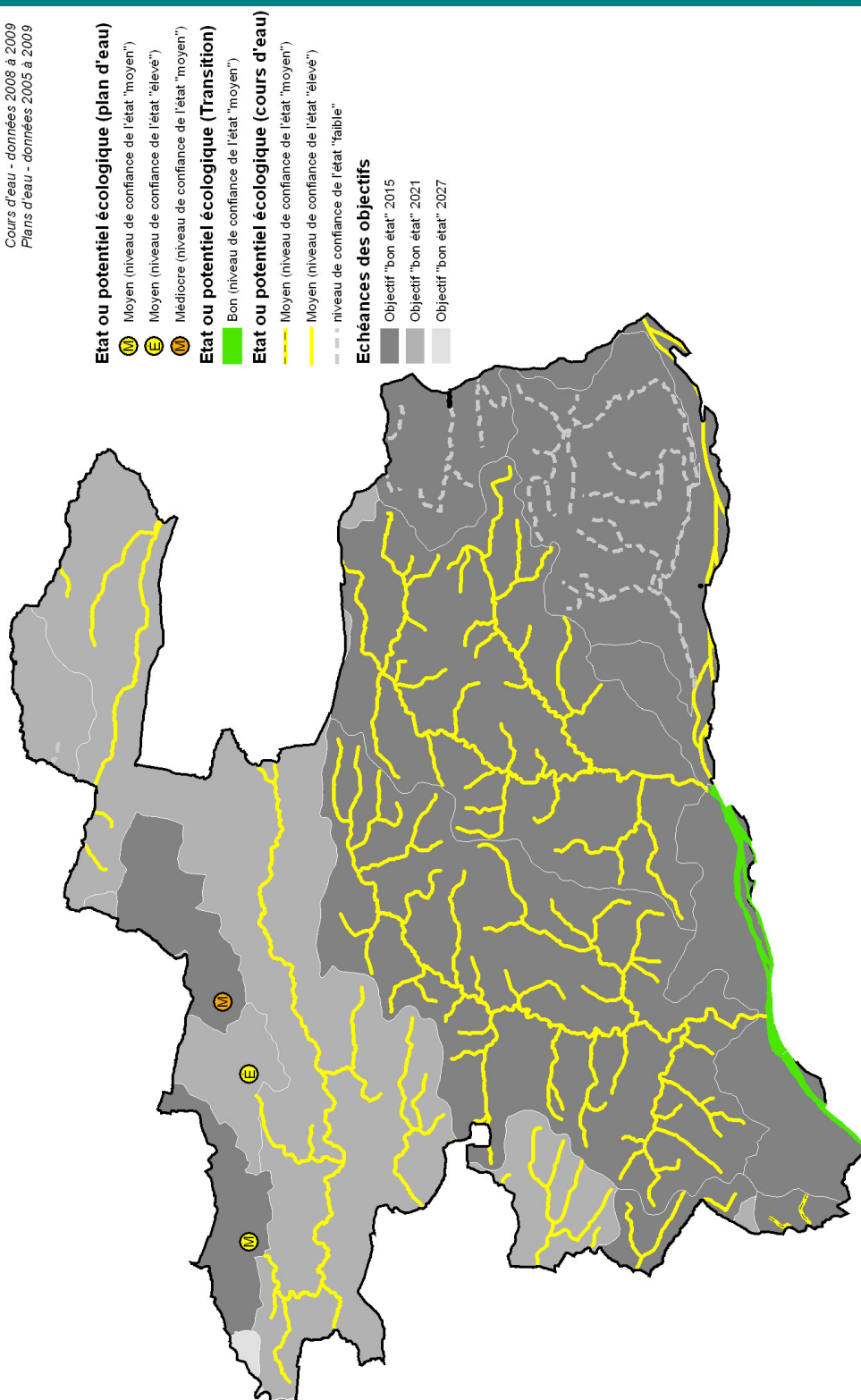
Informations complémentaires

- Communautés de communes du Pays d'Ancenis
- Limites communales

Carte 8 : Masses d'eau sur le territoire de la COMPA

Etat écologique des masses d'eau de surface avec niveaux de confiance moyen et élevé

Cours d'eau - données 2008 à 2009
Plans d'eau - données 2003 à 2009



Carte 9 : Etat et objectifs sur les masses d'eau – Source : AELB

Le tableau ci-après présente les différentes caractéristiques de ces masses d'eau par rapport à l'atteinte du bon état écologique en 2015.

Typologie	Nom de la masse d'eau	Code	Etat ou potentiel écologique	Échéances des objectifs de bon état
Masse d'eau Cours d'eau	LA LOIRE DEPUIS LA CONFLUENCE DE LA MAINE JUSQU'A ANCENIS	GR0007f	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2015
	LE DON ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A JANS	GR0123	Moyen (niveau de confiance de l'état "faible")	2015
	L'ISAC ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A BLAIN	GR0138	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2021
	LA ROMME ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE	GR0532	Moyen (niveau de confiance de l'état "faible")	2015
	LE GREE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A L'ESTUAIRE DE LA LOIRE	GR0536	Moyen (niveau de confiance de l'état "faible")	2015
	LE HAVRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A L'ESTUAIRE DE LA LOIRE	GR0537	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2015
	L'ERDRE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'AU PLAN D'EAU DE L'ERDRE	GR0539a	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2021
	LA BOIRE DE MAUVES ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A L'ESTUAIRE DE LA LOIRE	GR1606	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2015
	LA BOIRE TORSE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC LA LOIRE	GR2214	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2015
	LA DECHAUSERIE ET SES AFFLUENTS DEPUIS LA SOURCE JUSQU'A LA CONFLUENCE AVEC L'ERDRE	GR2220	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2015
Masse d'eau de transition	LA LOIRE	GT28	Bon	2027
Masse d'eau plan d'eau	ETANG DE LA POITEVINIERE	GL107	Médiocre (niveau de confiance de l'état "moyen")	2015
	ETANG DE LA PROVOSTIERE	GL106	Moyen (niveau de confiance de l'état "élevé")	2021
	ETANG DE VIOREAU	GL105	Moyen (niveau de confiance de l'état "moyen")	2015
Masse d'eau souterraine	VILAINE	GG015	Déclassement Nitrates	2021
	ESTUAIRE DE LA LOIRE	GG022	Déclassement Nitrates et pesticides	2021
	ROMME ET EVRE	GG023	Déclassement Pesticides	2021
	ALLUVIONS LOIRE ARMORICAINE	GG114	Bon état	2015
	SABLES ET CALCAIRES DU BASSI TERTIAIRE	GG139	Déclassement Nitrates et Pesticides	2021

Tableau 7 : Masses d'eau sur le territoire de la COMPA – Source : AELB

Les masses d'eau sur le territoire sont en état moyen à médiocre, sauf la Loire qui est jugée en bon état.

L'objectif d'atteinte du bon état écologique en 2015 pour la majorité des masses d'eau identifiées sur le territoire de la COMPA est maintenu, sauf pour les masses d'eau « Erdre et ses affluents depuis la source jusqu'au plan d'eau de l'Erdre », « Etang de la Provostière », « La Loire », « l'étang de la Provostière » ainsi que pour les masses d'eau souterraines (hors « alluvions Loire Armoricaire ») pour lesquelles l'objectif est reporté à 2021.

2.6. CADRE ORGANISATIONNEL

2.6.1. SDAGE Loire-Bretagne

L'ensemble du territoire de la COMPA est compris dans le périmètre du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne**.

Le SDAGE Loire – Bretagne a été adopté par le Comité de Bassin le 15 octobre 2009. Il couvre la période 2010-2015.

Il fixe les objectifs fondamentaux à respecter dans le domaine de l'eau qui relèvent essentiellement :

- de la gestion et de la protection des milieux aquatiques,
- de la gestion qualitative de la ressource en eau,
- de la gestion quantitative de la ressource en eau,
- de la gestion des risques de crue et d'inondation.

Le SDAGE comporte 15 orientations fondamentales, classées en 4 rubriques :

1- LA QUALITE DE L'EAU ET DES ECOSYSTEMES AQUATIQUES

- repenser les aménagements de cours d'eau,
- réduire la pollution par les nitrates,
- réduire la pollution organique,
- maîtriser la pollution par les pesticides,
- maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses,
- protéger la santé en protégeant l'environnement,
- maîtriser les prélèvements d'eau.

2 - UN PATRIMOINE REMARQUABLE A PRESERVER

- préserver les zones humides et la biodiversité,
- rouvrir les rivières aux poissons migrateurs,
- préserver le littoral,
- préserver les têtes de bassin versant,

3 - CRUES ET INONDATIONS

- réduire les conséquences directes et indirectes des inondations.

4 - GERER COLLECTIVEMENT UN BIEN COMMUN

- renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques,
- mettre en place les outils réglementaires et financiers,
- informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

2.6.2. SAGE Estuaire de la Loire

Ce SAGE porte sur la majorité du territoire de la COMPA. Il a été approuvé le 9 septembre 2009 et fixe des objectifs généraux :

- améliorer la connaissance des zones humides et des cours d'eau,
- protéger les milieux aquatiques / humides,
- gérer / entretenir les zones humides,
- adopter une gestion équilibrée et différenciée des canaux et des cours d'eau,
- réduire les phénomènes d'eutrophisation des eaux de surface,
- prévenir les risques par une meilleure connaissance de l'aléa,
- diminuer les risques en réduisant la vulnérabilité des secteurs impactés.

Les communes concernées sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Communes entièrement incluses dans le périmètre du SAGE Estuaire de la Loire		Communes partiellement incluse dans le périmètre du SAGE Estuaire de la Loire
Le Cellier	Ligné	Anetz
Oudon	Mouzeil	Varades
Saint-Géréon	Teillé	Belligné
Ancenis	Pouillé-les-Coteaux	La Chapelle-saint-Sauveur
Saint-Herblon	Maumusson	Vritz
La Rouxière	Pannecé	Le Pin
La Roche-Blanche	Trans-sur-Erdre	Saint-Sulpice-des-Landes
Mésanger	Bonnoeuvre	Riaillé
Couffé	Saint-Mars-la-Jaille	Joué-sur-Erdre

Tableau 8 : Communes concernées par le SAGE Estuaire de la Loire – Source : SAGE Estuaire de la Loire

2.6.3. SAGE Vilaine

L'extrême Nord du territoire de la Communauté de Communes est inclus dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SAGE**) **Vilaine**, approuvé le 1er Avril 2003 et en cours d'actualisation. Les principales actions du 1^{er} SAGE Vilaine sont récapitulées ci-après :

- Lutter contre les pollutions diffuses,
- Protéger et sécuriser la distribution d'eau potable,
- Mieux épurer les rejets domestiques et industriels,
- Mieux connaître les débits et gérer les étiages,
- Économiser l'eau potable,
- Contractualiser les raccordements industriels aux services publics d'eau potable,
- Maîtriser le développement de l'irrigation,
- Vivre avec les crues : assurer la prévision, renforcer la prévention et engager les travaux nécessaires,
- Optimiser la gestion des grands ouvrages,
- Connaître et prendre en compte les eaux souterraines,
- Préserver les zones humides,
- Améliorer la connaissance des ruisseaux et des rivières,
- Contenir la prolifération des étangs,
- Retrouver des poissons de qualité,
- Lutter contre les végétaux envahissants,
- Maîtriser l'exploitation de matériaux alluvionnaires,
- Entretenir et valoriser la voie d'eau,
- Conduire le « comité d'estuaire »,
- Soutenir le tissu associatif, sensibiliser, diffuser et informer,
- Assurer une coordination générale des services de l'Etat sur l'ensemble du bassin.

Les communes concernées par le SAGE Vilaine sur le territoire de la COMPA sont : Vritz, Le Pin, Saint-Sulpice-des-Landes, Riaillé et Joué-sur-Erdre.

Il est important de noter que l'**extrême Sud-Est** de la COMPA (*Belligné, La Chapelle-Saint-Sauveur, Varades, Anetz, Montrelais, Le Fresne-sur-Loire*) n'est concerné par **aucun SAGE**.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un inventaire des cours d'eau réalisé conformément au SAGE Estuaire de la Loire ;
- Un réseau de suivi des débits et de la qualité des eaux important ;
- Un territoire couvert par un SDAGE et deux SAGE ;

Atouts

- Un réseau hydrographique dense et diversifié ;
- Une qualité des eaux bonne à moyenne pour les paramètres Azote, Phosphore et prolifération végétale ;

Faiblesses

- Des cours d'eau fortement dégradés ;
- Des débits d'étiage sévères ;
- Une qualité dégradée pour les MOOX et les Nitrates ;
- Une dégradation des eaux de baignade à Joué-sur-Erdre ;
- Une partie du territoire (Sud-Est) non couvert par un SAGE ;
- Un état écologique des masses d'eau moyen à médiocre ;

Chiffres clés

- 70% des cours d'eau recalibrés ;
- 5 cours d'eau déclassés pour le paramètre MOOX ;
- Concentration en nitrates comprise entre 25 et 50 mg/L pour l'Erdre et le Donneau ;
- Objectif d'atteinte du bon état écologique repoussé en 2021 pour quatre masses d'eau ;
- un SDAGE et deux SAGE ;

3. ASSAINISSEMENT

3.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF DES EAUX USEES

Dans le cadre d'une étude technique préalable à l'éventuel transfert de la compétence assainissement à la COMPA, un état des lieux des stations d'épuration, des réseaux et des zonages d'assainissement a été réalisé par SCE. Les résultats présentés ci-après proviennent de ce diagnostic.

3.1.1. Stations d'épuration

Le tableau ci-après récapitule toutes les stations d'épuration du territoire et leurs caractéristiques.

Le territoire de la COMPA compte 39 stations d'épuration dont la taille varie entre 150 Equivalents-Habitants (EH) pour Saint-Herblon et Teillé et 78 000 EH pour la station d'Ancenis / Saint-Géréon.

12 stations d'épuration sur 39 sont de type boues activées, les autres étant des lagunages naturels (12), des lagunages aérés (5), des filtres plantés de roseaux (8) ou des filtres à sable (2).

Près de **50 %** des stations d'épuration ont été **réalisées depuis 2000**. En 2011, 4 stations d'épuration ont été mises en service : Anetz-St Herblon, Pannecé Joué-sur-Erdre, Couffé (*village de La Metellerie*). 33 % des stations ont plus de 20 ans. Il s'agit pour la majeure partie de lagunages.

5 stations d'épuration sont en **surcharge organique**. Il s'agit des stations de :

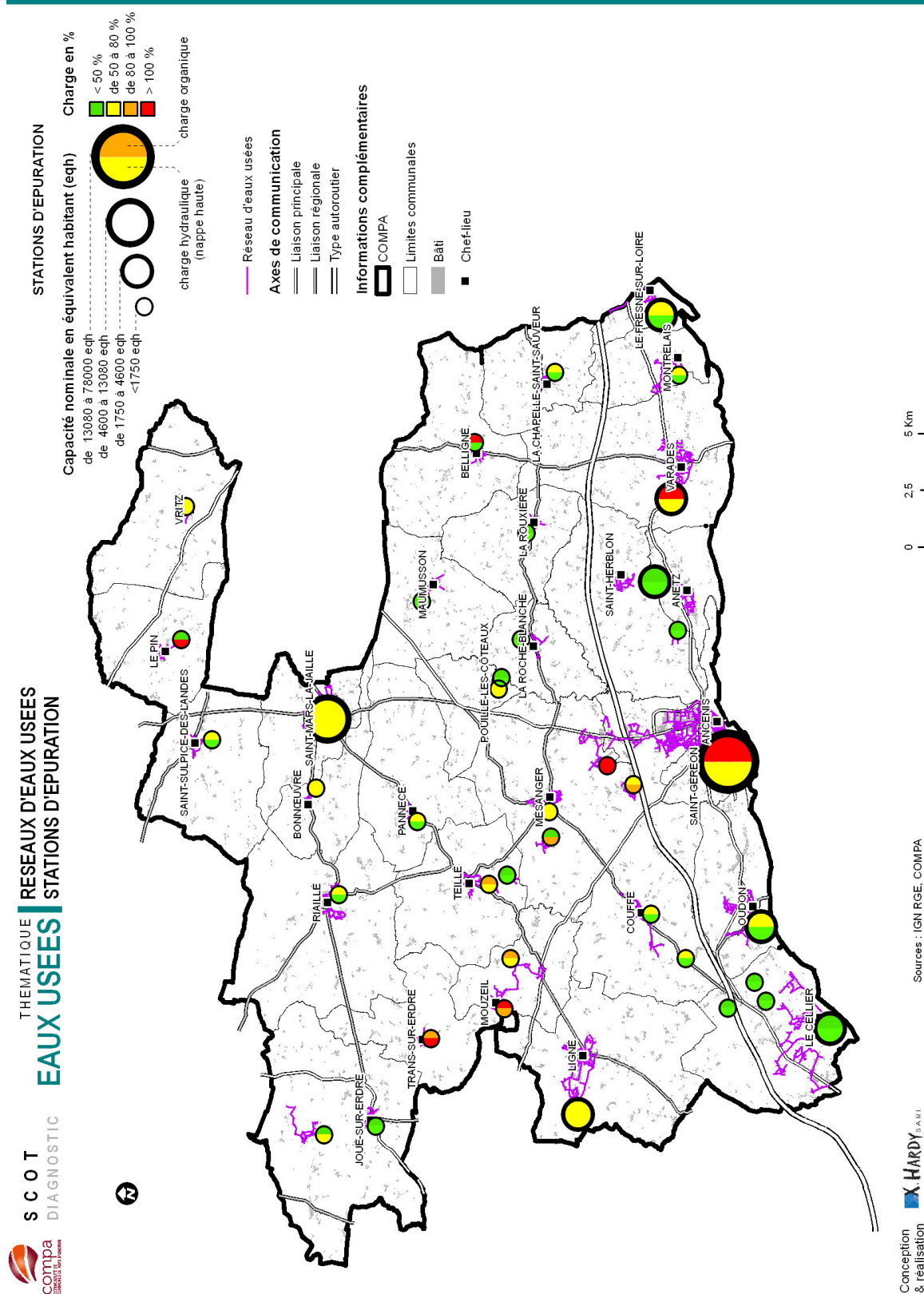
- Mésanger la Rousselière,
- Varades,
- Ancenis / Saint-Géréon,
- Mouzeil bourg,
- Belligné.

Notons que pour les trois premières, les $\frac{3}{4}$ de la charge organique proviennent d'industriels. Des études sont en cours pour ces stations d'épuration en surcharge. Par ailleurs, les stations d'épuration de Teillé, Trans-sur-Erdre et Mouzeil la Basse Hardière ont un taux de saturation de 80 à 85 %.

En nappes basses temps sec, la saturation hydraulique est liée au nombre de branchements raccordés. **3 stations d'épuration** sont donc en **surcharge hydraulique** en nappes basses :

- Mésanger la Rousselière,
- Trans-sur-Erdre,
- Le Pin.

Dans l'ensemble, la **qualité de l'effluent traité satisfait** aux niveaux de rejet exigés par les arrêtés préfectoraux malgré la surcharge organique ou/et hydraulique de certains ouvrages. Pour le filtre à sable de Bonnoeuvre, même si la qualité du rejet répond aux obligations pour la pollution carbonée, la teneur importante en azote ammoniacal est représentative d'un mauvais fonctionnement des massifs filtrants. Le colmatage en profondeur des filtres empêche toute nitrification. Pour la station d'Oudon, on rappellera que l'arrêté préfectoral exige un rendement épuratoire de 60 % sur le phosphore, rendement qui n'est pas respecté en l'absence de traitement de ce paramètre. Sur la station d'épuration du Cellier, le dépassement de la teneur en phosphore est dû à une panne de la pompe d'injection de chlorure ferrique.



Carte 10 : Stations d'épuration (taille et état) et réseaux – Source : SCE

Commune	Localisation	Date de mise en service	Type de filière	Capacité nominale (EH)	% saturation organique actuelle	%saturation hydraulique nappes basses temps sec	Programmation de mises aux normes de la STEP
ANCENIS	St Géréon la Bigottière	1975	Boues activées	78 000	110	60	2015
ANETZ ST HERBLON		2011	Boues activées	4 600	30	30	
BELLIGNE	La Saulaie	1990	Lagunage aéré	530	103	40	2012
BONNOEUVRE	Ch. Des Prés Rougets	1997	Filtre à sable	300	72	53	2013
LE CELLIER	Route de Mauves	2001	Boues activées	4 350	45	25	
LE CELLIER	Babonniere	NC	Filtres plantés de roseaux	NC	NC	NC	
LE CELLIER	Branchères	NC	Filtres plantés de roseaux	NC	NC	NC	
LE CELLIER	Rigaudière	NC	Filtres plantés de roseaux	NC	NC	NC	
CHAPELLE ST SAUVEUR		1985	Lagunage naturel	380	70	47	2014
COUFFE	Le Bas Couffé	2007	Boues activées	1 500	50	37	
COUFFE	La Metellerie	2011	Filtres plantés de roseaux	210	65	0	
LE FRESNE SUR LOIRE	La Fresnaye	1984	Boues activées	2 700	55	40	
JOUE SUR ERDRE	Route de Nort sur Erdre	2011	Boues activées	1 550	25	23	
JOUE SUR ERDRE	La Demenure	1988	Lagunage naturel	540	40	50	
LA ROCHE BLANCHE	Les Chauvinieres	2004	Lagunage naturel	1 000	45	33	
LIGNE	route de Petit Mars	2005	Boues activées	3 000	70	63	2017
MAUMUSSON	La Fontaine aux Merles	2009	Filtres plantés de roseaux	800	43	46	
MESANGER	La Coindièrre	2007	Lagunage naturel	200	50	92	
MESANGER	Le Pont Thorra	1980	Lagunage aéré	1 750	75	60	
MESANGER	Cité des Etourneaux	1993	Lagunage aéré	500	60	96	
MESANGER	La Rousselière	2001	Lagunage aéré	600	170	210	2013 - 2014
MONTRELAIS	Route de Varades	2009	Lagunage naturel	600	50	45	
MOUZEIL	Fontaine Bruneau Blunieres	1981	Lagunage aéré	420	115	93	2013 - 2014
MOUZEIL	La Basse Hardière	2004	Lagunage naturel	400	80	65	
OUDON	Les Chardonnets	2001	Boues activées	3 000	52	40	2013
PANNECE	La Charetière	2011	Filtres plantés de roseaux	650	55	30	
LE PIN	La Perrinais	1988	Lagunage naturel	600	40	134	
POUILLE LES COTEAUX	Grotte de Lourdes	1997	Lagunage naturel	500	65	54	
POUILLE LES COTEAUX	Rue de la Mine	2008	Filtres plantés de roseaux	350	9	14	
RIAILLE	Route de Teille	1999	Boues activées	1 500	54	40	
LA ROUXIERE	Rue du Coteau	2008	Filtres plantés de roseaux	600	40	40	
ST HERBLON	Meron	2006	Filtre à sable	150	43	48	
ST MARS LA JAILLE	bd de la Ferronnay	1981	Boues activées	13 080	63	67	
ST SULPICE DES LANDES	Route de la Salle	1987	Lagunage naturel	350	60	45	2012 - 2013
TEILLE	la Guibretièrre	2003	Lagunage naturel	150	43	45	
TEILLE	Le Lac	1977	Boues activées	720	85	70	2014
TRANS SUR ERDRE	Route des Touches	1982	Lagunage naturel	330	83	106	2012
VARADES	La Nantaiserie	2006	Boues activées	4 000	155	56	
VRITZ	route de Noellet	1987	Lagunage naturel	300	72	76	2013 - 2014

Tableau 9 : Stations d'épuration et leurs caractéristiques – Source : SCE

Légende :

% saturation
[0 – 50 [
[50 – 80 [
[80 – 100 [
> 100

Au regard de la programmation de travaux sur les stations d'épuration entre 2012 et 2018, on constate que la majorité des mises aux normes des systèmes épuratoires sur l'ensemble de la COMPA devrait être donc réalisée d'ici 2014.

3.1.2. Réseaux

Les réseaux d'assainissement sont essentiellement séparatifs. Seul le centre-ville d'Ancenis est équipé de réseaux unitaires (linéaire de l'ordre de 4,7 km).

La majeure partie des systèmes d'assainissement a un réseau sensible aux eaux parasites.

3.1.3. Zonages d'assainissement

68 % des logements de la COMPA sont desservis par un réseau d'assainissement collectif. Ce taux est toutefois très variable : de près de 100 % sur Ancenis-Saint Géréon jusqu'à 38% pour les communes de Trans-sur-Erdre et de La Rouxière. Chaque commune est dotée d'un zonage d'assainissement mais pour certains ce dernier est ancien.

3.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DES EAUX USEES

Entre 2004 et 2009, la COMPA a réalisé une étude de diagnostic des installations d'assainissement non collectif sur son territoire. Ce diagnostic permet de recenser les installations, leur état de fonctionnement, ainsi que les éléments qui les composent. Cela a permis de constituer la base de données informatique nécessaire au fonctionnement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

A partir de leur descriptif et de critères d'évaluation de leur fonctionnement, les installations sont classées en trois catégories : « acceptable », « à suivre » ou « non acceptable ».

De plus, l'analyse des données collectées lors des visites et l'estimation du risque de pollution des ruisseaux ou des risques sanitaires permettent de définir des priorités de réhabilitation des installations.

Les installations « **acceptables** » sont complètes et permettent d'assurer un bon traitement des eaux usées ; ces installations ne nécessitent pas de travaux, hormis quelques aménagements éventuels concernant la ventilation ou l'entretien.

La catégorie « **à suivre** » comprend les installations comportant pré-traitement et traitement, mais dont le caractère non accessible de la partie traitement n'a pas permis d'en estimer le fonctionnement. Les propriétaires seront invités par courrier à rendre complètement accessible leurs installations, qui seront alors classées dans l'une des deux autres catégories à l'issue de la prochaine visite.

La catégorie « **non acceptable** » correspond aux installations inexistantes et les installations ne comportant généralement qu'un dispositif de pré-traitement, ou avec traitement insuffisant. Elles rejettent des effluents non traités dans leur environnement, et des travaux de réfection ou de création du système d'assainissement devront être réalisés.

Les résultats sont récapitulés dans le tableau ci-après.

	Acceptable	Non Acceptable avec prétraitement	A suivre	Non Acceptable sans prétraitement	TOTAL
Nombre d'installations	1 939	5 079	759	516	8 293
%	23.4	61.2	9.2	6.2	100

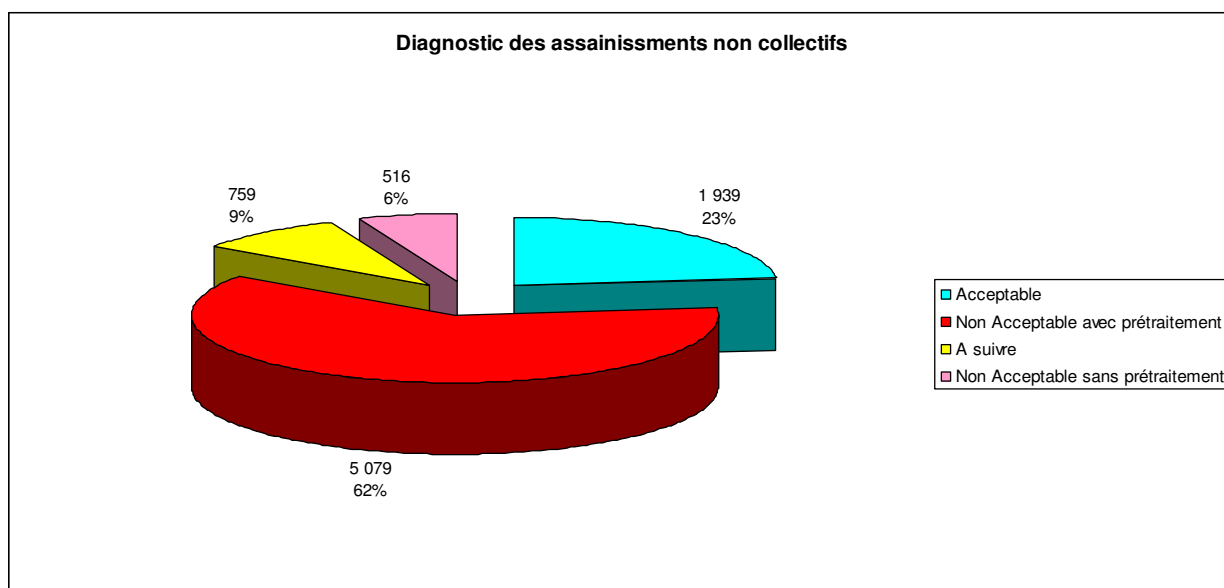


Tableau 10 : Diagnostic des assainissements non collectifs, 2004-2009 – Source : COMPA, SPANC

Sur l'ensemble du territoire du Pays d'Ancenis, les résultats du diagnostic des installations montrent que :

- 67.4% des installations sont classées non acceptables, dont 6% sans prétraitement,
- 23.4% des installations sont acceptables,
- 9.2% des installations sont à suivre.

Les communes de Ligné, Mésanger, Varades, Joué-sur-Erdre, Saint-Herblon et du Cellier ont chacune plus de 300 installations « non acceptables » sur leur territoire.

NB : Le diagnostic a été réalisé sur la période 2005 – 2009 en s'appuyant sur les directives Loi sur l'Eau de 1992 et de 2006. Depuis, l'arrêté du 27 avril 2012, relatif au contrôle des installations, introduit une différenciation entre les installations neuves et existantes.

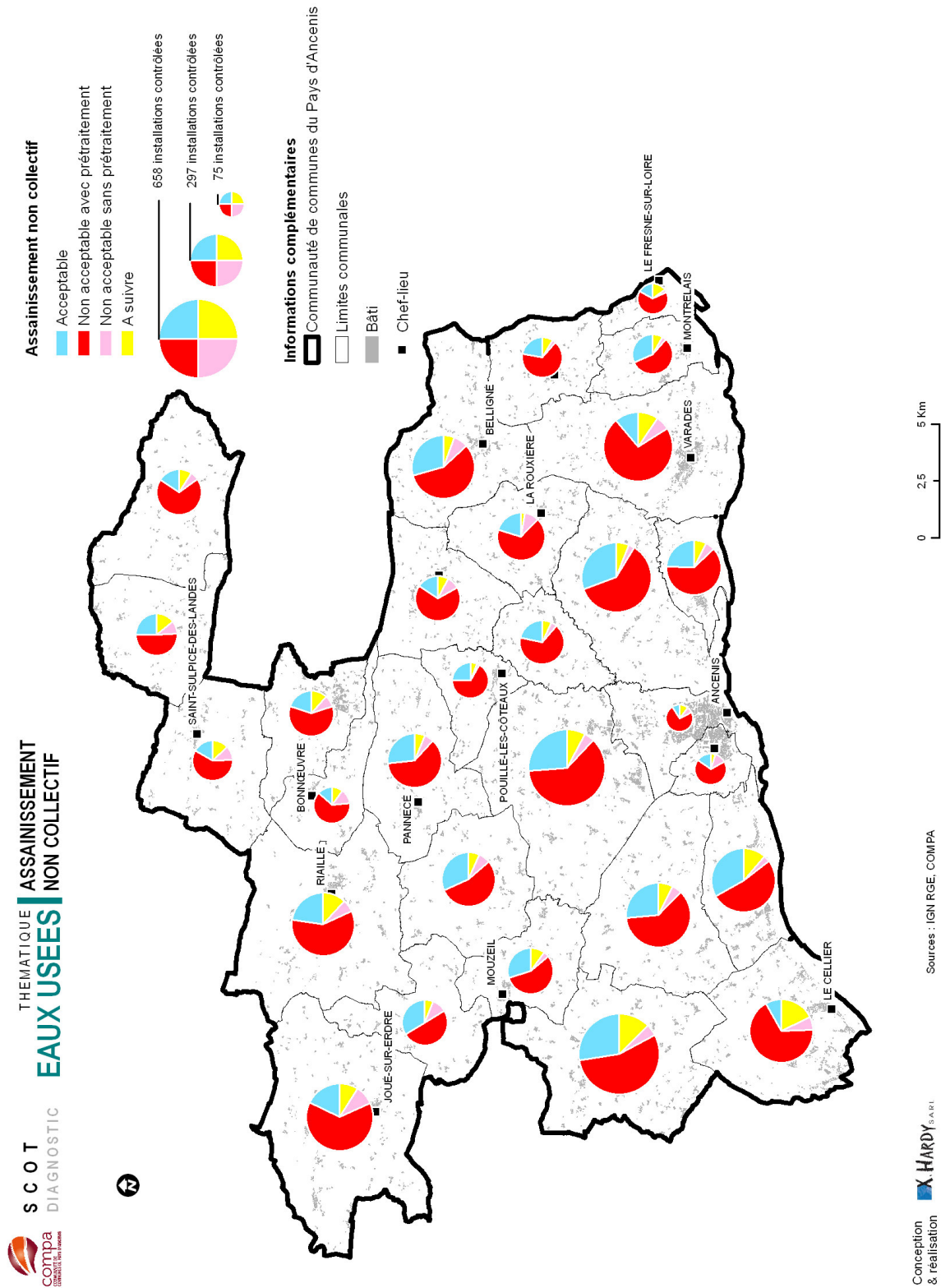
L'impact de cet arrêté porte principalement sur des délais différents quant à la réhabilitation des installations « non conformes » au sens de cet arrêté, ce qui aura une répercussion sur les chiffres de mise en conformité. Celles présentant un danger ou un risque constaté devront être mise en conformité dans les quatre ans. Les autres n'ayant l'obligation de travaux au plus tard un an après la vente.

Le suivi de ces données n'est pas garanti dans le temps, compte tenu de la variation des critères.

3.3. ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

Aucune donnée concernant l'assainissement des eaux pluviales n'est disponible. **Huit** communes ont réalisés ou se sont engagées dans la réalisation d'un **Schéma Directeur d'Assainissement Pluvial (SDAP)** :

- Ancenis,
- Le Cellier,
- Pannecé,
- Anetz,
- Joué-sur-Erdre,
- Varades,
- Saint-Géréon,
- Teillé.



Carte 11 : Diagnostic des assainissements non collectifs – Source : COMPA

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un état des lieux de toutes les STEP du territoire ;
- Un SPANC mis en place ;
- Huit Schémas d'Assainissement des Eaux Pluviales ;

Atouts

- Des STEP fonctionnant majoritairement bien ;
- Des projets en cours pour celles en surcharge ;
- Un diagnostic réalisé (ANC – AC) ;

Faiblesses

- Des STEP en surcharge ;
- De nombreux points noirs en assainissement non collectif ;
- Peu de communes disposant d'un schéma de gestion des eaux pluviales ;

Chiffres clés

- 39 stations d'épuration ;
- 68 % des logements raccordés ;
- 5 STEP en surcharge organique ;
- 3 STEP en surcharge hydraulique ;
- 68% des installations d'assainissement non collectif classées en non acceptable ;
- 8 SDAP ;

4. EAU POTABLE

Le territoire du Pays d'Ancenis est desservi par **2 syndicats d'alimentation en eau potable** :

- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de la Région d'Ancenis qui dessert 26 communes,
- le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Nort-sur-Erdre qui dessert 3 communes.

Ces 2 unités de distribution adhèrent au Syndicat Départemental d'Alimentation en Eau Potable, dont le principal objet est d'assurer une péréquation du prix de vente de l'eau aux usagers.

3 unités de production d'eau potable sont présentes sur le territoire :

- sur l'île Delage à Ancenis (*SIAEP de la Région d'Ancenis*),
- à Saint-Sulpice-des-Landes (*SIAEP de la Région d'Ancenis*),
- et à Vritz (*SIAEP du Segréen*).

4.1. SIAEP DE LA REGION D'ANCENIS

Créé par arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2002, ce syndicat distribue l'eau potable à 27 communes dont 26 sont sur le territoire de la COMPA.

4.1.1. Production d'eau potable

Le SIAEP de la Région d'Ancenis est principalement alimenté par :

- l'usine de traitement d'Ancenis (*prise d'eau en Loire*) avec un volume produit de 4 438 837 m³ (98%) en 2011,
- l'unité de Saint-Sulpice-des-Landes (*forage en nappe*) avec un volume produit de 84 052 m³ (2%) en 2011.

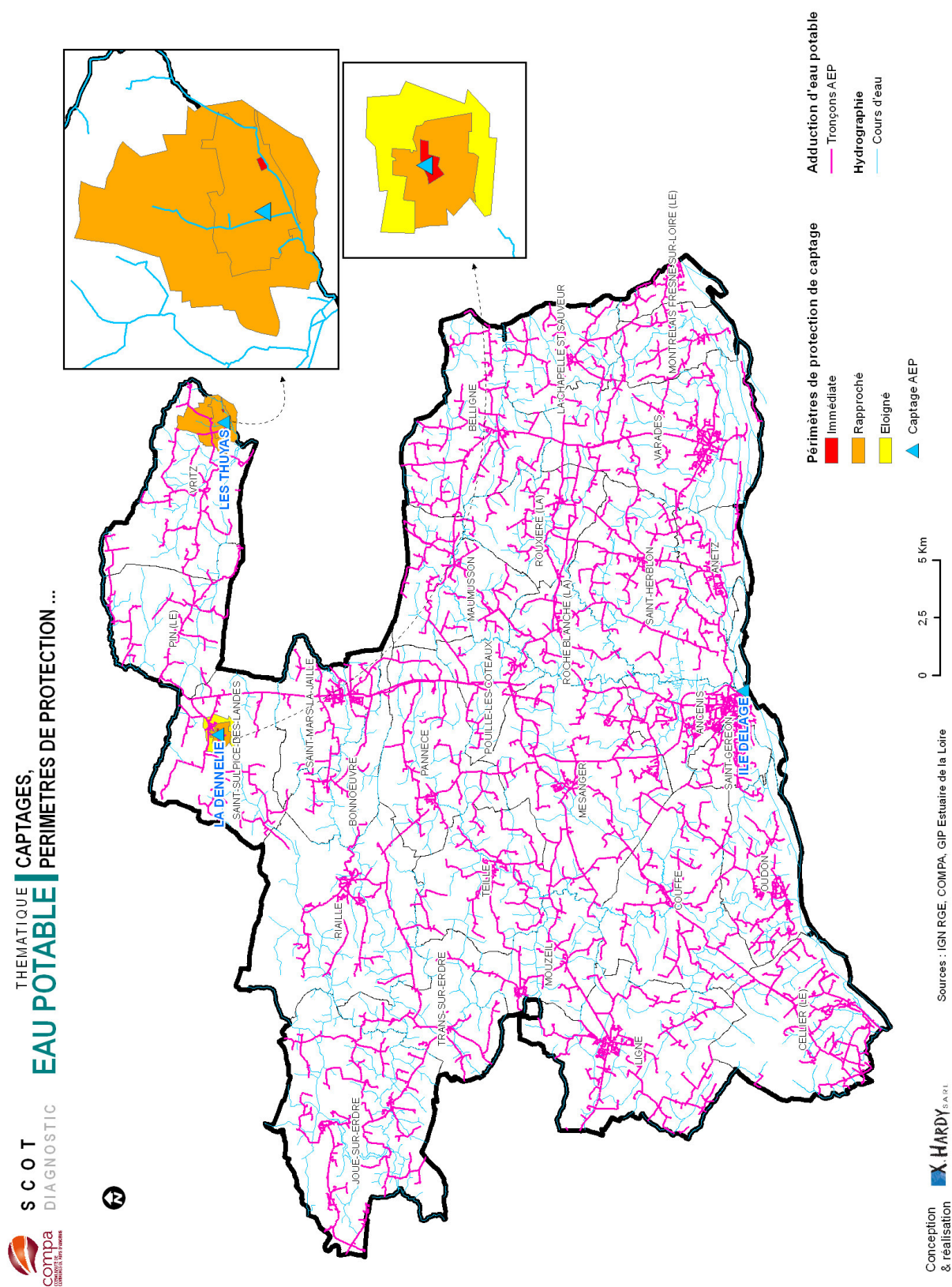
Le volume d'eau potable produit est en légère baisse (0.6%) entre 2010 et 2011.

Le syndicat importe de l'eau de différentes structures dont notamment Nantes Métropole pour alimenter la commune du Cellier.

Le syndicat vend de l'eau aux collectivités voisines dont notamment :

- le SIAEP du Segréen (254 300 m³ en 2011),
- le syndicat de Saint Sigismond – Villemoisan (95 038 m³ en 2011),
- la commune d'Ingrandes (89 767 m³ en 2011),
- le SIAEP de Nort-sur-Erdre (29 752 m³ en 2011),
- Nantes Métropole (56 475 m³ en 2011).

Entre 2010 et 2011, les ventes d'eau aux syndicats de Loire-Atlantique ont diminué alors que celles vers les collectivités de Maine-et-Loire sont en augmentation.



Carte 12 : Alimentation en eau potable, captages et périmètres – Source : COMPA

4.1.2. Consommation

La consommation en eau potable est récapitulée dans le tableau ci-après.

Consommation en m ³	Année 2009	Année 2010	Année 2011	% évolution 2010 / 2011
Abonnés domestiques	2 057 872	2 040 271	2 044 686	0,22
Communaux + piscine	136 868	127 034	113 780	-10,43
Herbages	175 646	173 356	176 754	1,96
Abonnés + 5 000 m ³	271 424	277 317	310 113	11,83
Abonnés + 100 000 m ³	875 773	820 489	898 248	9,48
Consommation globale	3 517 583	3 438 467	3 543 581	3,06

Tableau 11 : Consommation en eau potable – Source : SIAEP de la Région d'Ancenis

La consommation domestique est en très légère augmentation alors que le nombre d'abonnés est en forte hausse (+ 1.74% entre 2010 et 2011). La **consommation moyenne par abonné domestique** est donc en **baisse** (89.46 m³/branchements en 2011 et 90.86 m³/branchement en 2010).

Les volumes consommés par les communes ont fortement baissé (- 10.43%) entre 2010 et 2011.

La consommation des « gros abonnés » (+ de 5 000 m³ et + de 100 000 m³) a fortement augmentée entre 2010 et 2011. Les « + de 100 000 m³ » sont la Laiterie du Val d'Ancenis et la S.A. Aubert située à Saint-Mars la Jaille. Cette forte augmentation est principalement due à la laiterie (+ 9.2% entre 2010 et 2011).

4.1.3. Réseaux

L'indice linéaire de pertes comptabilise le volume d'eau perdu par jour par kilomètre de réseau après déduction des volumes de service (essais poteaux d'incendie, purges, nettoyage des réservoirs).

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice linéaire de pertes en réseau (en m ³ /j/km)	1,75	1,90	1,94	1,63	1,32	1,03

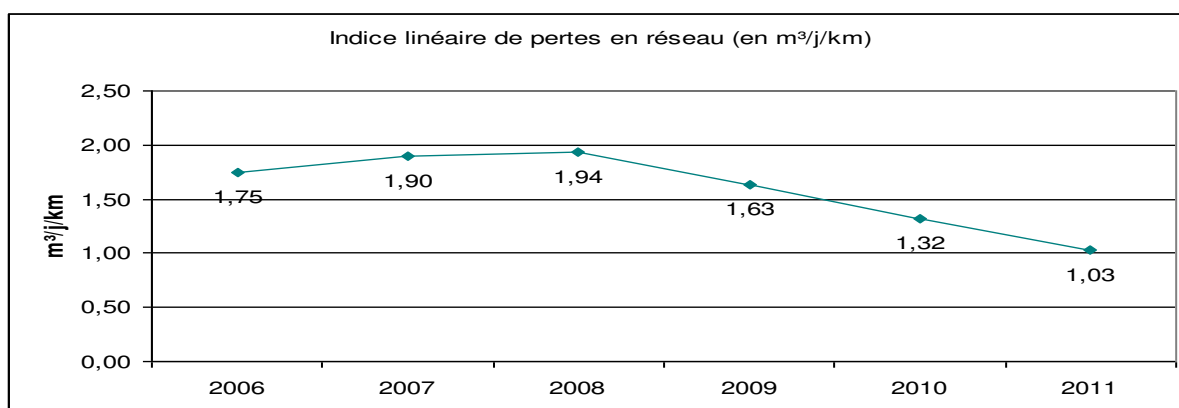


Tableau 12 : Evolution de l'indice linéaire de pertes en réseau – Source : SIAEP de la Région d'Ancenis

Depuis 2008, on observe une nette amélioration de l'étanchéité du réseau d'adduction d'eau potable.

4.1.4. Sensibilité des captages – Sécurisation

4.1.4.1. Prise d'eau d'Ancenis

Le périmètre de protection de captage est en cours d'élaboration pour la prise d'eau de Loire à Ancenis. L'avis de l'hydrogéologue a été rendu et l'instruction administrative du dossier est en cours.

La qualité des eaux de la Loire est médiocre sur le plan bactériologique et chimique avec de fortes fluctuations saisonnières sur de nombreux paramètres. Pour faire face à ces concentrations, l'usine d'Ancenis est équipée d'une filière de potabilisation complète. L'usage de charbon actif est désormais systématique en été et au printemps pour éliminer les produits phytosanitaires. **La vulnérabilité des eaux de Loire est forte vis-à-vis des pollutions anthropiques (d'origine humaine)**, notamment du fait d'un bassin versant important et de sources de pollution difficilement maîtrisables. **Sur le plan quantitatif, la vulnérabilité est faible à moyenne.**

Le Syndicat d'Ancenis adhère au Syndicat d'Alerte Loire, qui vise à prévenir les pollutions accidentelles sur le fleuve. Afin de sécuriser son approvisionnement, une connexion entre le lac bleu à Saint-Géréon et l'usine d'Ancenis a été réalisée, pour pallier à une éventuelle pollution de la Loire.

Par ailleurs, une nouvelle prise d'eau est en cours de réalisation à proximité de l'actuelle afin de subvenir aux besoins futurs en eau potable. La mise en place d'une double station d'alerte, sur l'usine de production d'eau et en amont de la prise d'eau est prévue dans le cadre du Réseau Loire Alerte qui est opérationnel depuis 2005.

4.1.4.2. Captage de Saint-Sulpice-des-Landes

Le captage de **Saint-Sulpice-des-Landes** est doté d'un **périmètre de protection** délimité par arrêté préfectoral en date du 14 mai 1998.

Le bassin de Saint-Sulpice-des-Landes se situe sur un bassin sédimentaire tertiaire d'effondrement de type calcaires coquilliers peu compact de 3,5 km². L'aquifère se présente en monocouche, la nappe est libre à semi-captive sur 3 hectares (*volume mobilisable de 30 000 m³ autorisant des débits d'exploitation de 20 m³/heure*). Le toit de l'aquifère se situe à 3 m de profondeur, sur une épaisseur de 13 m.

En 2012, les eaux de la nappe sont caractérisées par :

- une bonne **qualité bactériologique et physico-chimique**,
- l'absence de nitrites (*< 0,01 mg/l*),
- l'absence d'ammoniaque (*< 0,05 mg/l*),
- l'absence de produits phytosanitaires (*concentrations inférieures à 0,05 µg/l par molécule individualisée*),
- une teneur en nitrates stable (*de 21,8 à 24,2 mg/l*).

L'ensemble des paramètres est conforme aux normes de potabilité. Compte tenu des caractéristiques des eaux brutes, la filière de traitement de l'usine de St-Sulpice ne comprend qu'une simple chloration à l'eau de javel.

Du point de vue **qualitatif**, cet aquifère est **vulnérable** du fait de la faible protection naturelle de la nappe (*nappe libre*), et de sa proximité du bourg de Saint-Sulpice-des-Landes. Le périmètre de protection couvre 85 ha (*arrêté de DUP du 14 mai 1998*).

Sur le plan **quantitatif**, la vulnérabilité de l'aquifère est **moyenne à forte**. En effet, cet aquifère possède un faible volume, et son bassin versant est de faible dimension (*5,2 Km²*).

4.2. SIAEP DE LA REGION DE NORT-SUR-ERDRE

Créé le 7 janvier 1948, ce syndicat distribue l'eau potable à 23 communes dont 3 sont sur le territoire de la COMPA (*Ligné, Trans-sur-Erdre et Joué-sur-Erdre*).

4.2.1. Production d'eau potable

Le syndicat est alimenté par trois captages en nappe :

- à Nort-sur-Erdre,
- à Saffré,
- à Saint-Mars-du-dessert.

La mise en production de l'usine de la Janvrais à Saint-Mars-du-dessert, qui potabilise l'eau pompée dans la nappe de Mazerolles, a débuté en mai 2011. Cette mise en service a été progressive pour atteindre 1 000 m³/j.

En 2011, le syndicat a importé 176 006 m³, ce qui correspond à 4 % du volume total distribué. Cette eau importée provient principalement :

- du SIAEP d'Ancenis (29 752 m³),
- de Nantes Métropole (108 036 m³).

Le syndicat a exporté 1 186 991 m³ en 2011 vers le SIAEP du Pays de la Mée (*communes situées au Sud de Châteaubriant*). Le volume exporté est en baisse de 1.1% par rapport à 2010.

4.2.2. Consommation

La consommation en eau potable est récapitulée dans le tableau ci-après.

Consommation en m ³	Année 2009	Année 2010	Année 2011	% évolution 2010 / 2011
Abonnés domestiques	2 540 398	2 637 983	2 636 464	-0,06
Communaux + piscine	83 244	84 680	87 700	3,57
Herbages	212 412	204 417	210 579	3,01
Abonnés + 6 000 m ³	140 002	136 246	82 516	-39,44
Consommation globale	2 976 056	3 063 326	3 017 259	-1,50

Tableau 13 : Evolution de la consommation d'eau potable – Source : SIAEP de la région de Nort-sur-Erdre

La consommation domestique est en très légère diminution alors que le nombre d'abonnés est en forte hausse (+ 2.24% entre 2010 et 2011). La **consommation moyenne par abonné domestique** est donc en **baisse** (87.09 m³/branchements en 2011 et 88.8 m³/branchement en 2010).

Les volumes consommés par les communes ont très légèrement baissé (- 0.06%) entre 2010 et 2011.

La consommation des « gros abonnés » (+ de 6 000 m³) a fortement diminué entre 2010 et 2011.

4.2.3. Réseau

L'indice linéaire de pertes comptabilise le volume d'eau perdu par jour par kilomètre de réseau après déduction des volumes de service (essais poteaux d'incendie, purges, nettoyage des réservoirs).

	2007	2008	2009	2010	2011
Indice linéaire de pertes en réseau (en m ³ /j/km)	1,41	1,16	1,21	1,25	1,15

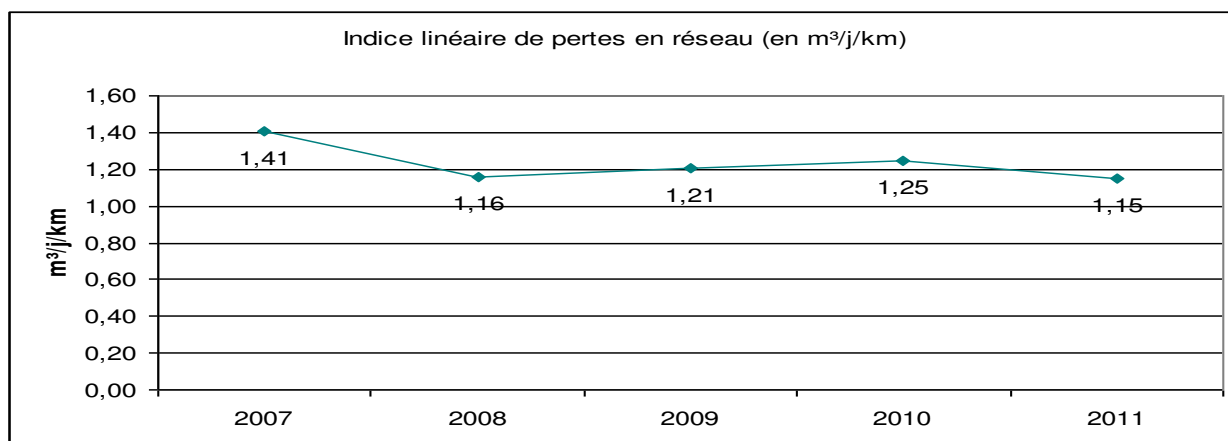


Tableau 14 : Evolution de l'indice linéaire de pertes en réseau – Source : SIAEP de la Région de Nort-sur-Erdre

L'étanchéité du réseau s'améliore depuis 2010.

4.2.4. Périmètre de protection de captage

Pour le captage de Nort-sur-Erdre, l'arrêté préfectoral concernant le périmètre de protection de captage a été mis en œuvre totalement.

Pour les captages de Saffré et de Mazerolles, l'arrêté préfectoral a été signé mais n'a pas encore été totalement mis en œuvre.

4.2.5. Sensibilité des captages - Sécurisation

Les captages de Nort-sur-Erdre et de Saffré font partie des 507 captages «Grenelle». Sur les Bassins d'Alimentation de ces Captages (BAC), des programmes d'actions agricoles ont été élaborés et mis en œuvre.

4.3. AUTRES CAPTAGES

Un captage d'eau potable est présent sur la commune de Vritz. Il est exploité par la SIAEP du Segréen qui ne dessert aucune commune du territoire. Un périmètre de protection de captage est défini par arrêté préfectoral du 08 octobre 2007.

Un captage d'eau potable en Loire est présent en limite Ouest, à l'extérieure du territoire, sur la commune de Mauves-sur-Loire.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- 3 unités de production : Ancenis, Saint-Sulpice-des-Landes, Vritz ;
- 2 syndicats de distribution : SIAEP de la Région d'Ancenis et SIAEP de la Région de Nort-sur-Erdre ;

Atouts

- Une consommation moyenne par abonné domestique en baisse ;
- Une eau distribuée conforme aux normes ;
- Une amélioration de la performance des réseaux ;
- Une sécurisation des alimentations en eau potable ;
- Une autosuffisance en eau potable ;

Faiblesses

- Pas de périmètre de protection pour le captage d'Ancenis ;
- Forte augmentation des volumes consommés par les industriels sur le SIAEP de la Région d'Ancenis ;

Chiffres clés

- 3 captages d'eau potable ;
- 2 périmètres de protection ;
- entre 89,46 et 87,09 m³/branchements domestiques en 2011 ;

5. MILIEUX NATURELS

5.1. ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

Le territoire de la COMPA possède un patrimoine naturel intéressant et important. Il existe de nombreux zonages d'inventaires et de protections réglementaires des espaces naturels remarquables sur la Communauté de Communes, soit **9** types de zonages différents :

- Site d'Intérêt Communautaire (SIC),
- Zone de Protection Spéciale (ZPS),
- Zone Humide d'Importance Nationale (ONZH),
- Arrêté de Protection de Biotope (APB),
- Sites inscrits et classés (SI et SC),
- Espaces Naturels Sensibles (ENS),
- Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF),
- Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO),
- Inventaire National de Patrimoine Géologique

Ils sont reportés sur la carte présentée ci-après.

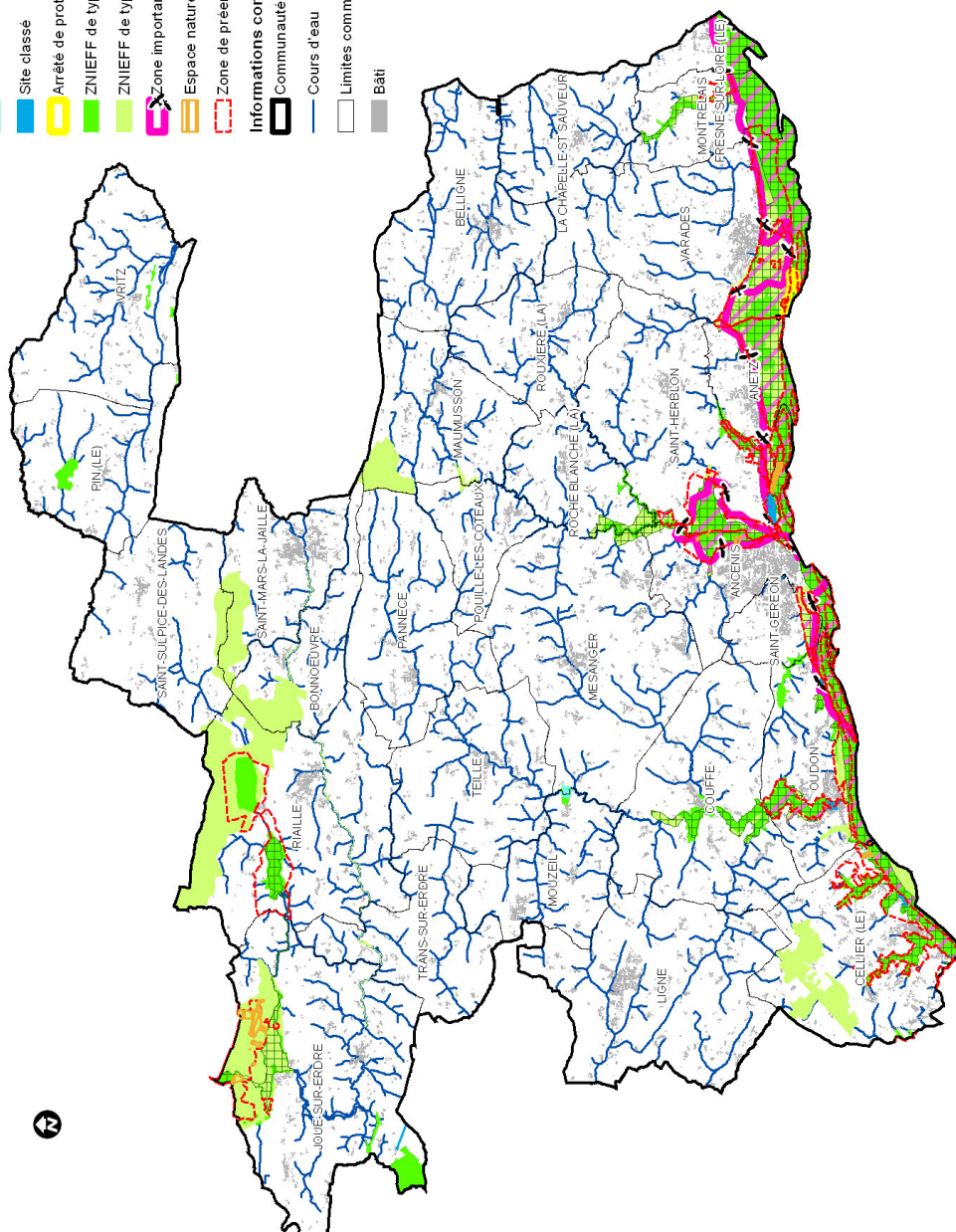
L'ensemble de ces zonages s'étendent sur une superficie de 9 302 ha ce qui représente 11.7% du territoire de la COMPA.

Par ailleurs, la totalité de ces zonages sont repris dans la DTA sous les intitulés suivants :

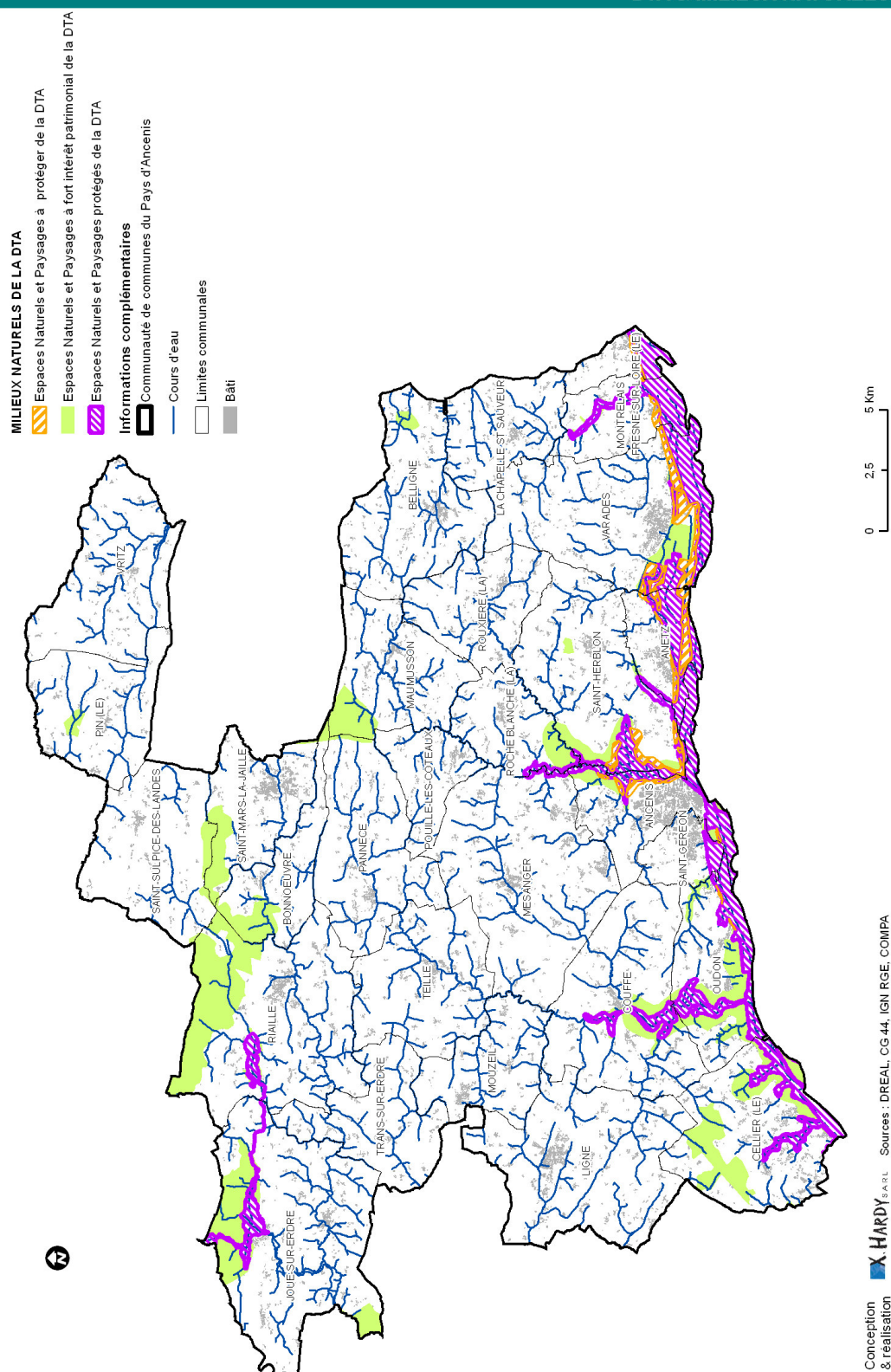
- Espaces et paysages exceptionnels protégés,
- Espaces naturels et paysages exceptionnels à protéger,
- Espaces naturels à fort intérêt patrimonial.

Ils sont représentés sur la carte ci-après.

- Zonages environnementaux**
- Site d'importance communautaire
 - Zone de protection spéciale (ZPS)
 - Site inscrit
 - Site classé
 - Arrêté de protection de biotope
 - ZNIEFF de type 1
 - ZNIEFF de type 2
 - Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)
 - Espace naturel sensible (E.N.S.)
 - Zone de préemption des E.N.S.
- Informations complémentaires**
- Communauté de communes du Pays d'Ancenis
 - Cours d'eau
 - Limites communales
 - Bâti



Carte 13 : Zonages environnementaux – source : DREAL



Carte 14 : Milieux naturels définis dans la DTA – Source : DTA

5.1.1.Sites d'Intérêt Communautaire - SIC

Adoptée le 21 mai 1992 par les Etats membres de l'Union Européenne, la directive 92/43/CEE dite " Directive Habitats a pour but principal de favoriser le maintien de la biodiversité, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales. Elle contribue à l'objectif général d'un développement durable" (art.2.3.).

Pour satisfaire ce but, " un réseau écologique européen de zones spéciales de conservation (ZSC) cohérent dénommé Natura 2000 est constitué " (art.3.1.).

Ce réseau " doit assurer le maintien ou, le cas échéant, le rétablissement dans un état de conservation favorable, des types d'habitats naturels et des habitats d'espèces, dans leur aire de répartition naturelle " (art.3.1.). Il intègre également les zones de protection spéciale (ZPS) de la directive 79/409/CEE dite Directive "Oiseaux" de 1979.

L'article 6.1 spécifie que " les Etats membres établissent les mesures de conservation nécessaires impliquant, le cas échéant, des plans de gestion appropriés, spécifiques aux sites ou intégrés dans d'autres plans d'aménagement ".

Pour y parvenir, chaque Etat membre est libre des moyens à mettre en œuvre. En France, il a été décidé de réunir ces mesures dans un "Document d'Objectifs" qui accompagnera la désignation de chaque site.

Le Pays d'Ancenis est concerné par 2 SIC, au titre de la Directive "Habitat" :

- **La Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et zones adjacentes** (FR 5200622 – 16 521.59 ha),
- **Forêt, étang de Vioreau, étang de la Provostière** (FR 5200628 – 282.25 ha).

Les deux sites ont été validés par l'Europe et leurs documents d'objectifs ont été réalisés.

Les objectifs définis pour le SIC de la vallée de la Loire sont :

- Maintien des espaces ouverts et des affluements rocheux,
- Maintien de la dynamique de l'hydrosystème,
- Maintien de la diversité des milieux et de leur capacité d'accueil pour la faune et l'avifaune,
- Maintien de la dynamique naturelle d'inondation,
- Maintien ou restauration de la qualité des milieux aquatiques,
- Conservation du milieu prairial par des pratiques extensives et maintien de l'élevage,
- Maintien de la capacité d'accueil des prairies pour la faune et l'avifaune,
- Maintien de champs d'expansion des crues,
- Maintien des boisements naturels,
- Maintien et restauration du bocage et des ripisylves.

Les objectifs définis pour le SIC « Forêt, étang de Vioreau, étang de la Provostière » sont :

- Maintien des communautés végétales amphibies des grèves et du Coléanthe délicat,
- Maintien des prairies de bas-marais oligotrophe,
- Préservation des sites d'hivernage des chauves-souris et des populations de Loutre,
- Maintien des communautés végétales aquatiques d'hydrophytes enracinés et du Fluteau nageant,
- Animation.

5.1.2. Zone de Protection Spéciale - ZPS

Les ZPS découlent de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux (Directive n° 79/409/CEE du 6/4/1979). Les sites désignés en tant que ZPS sont issus en général de zones de l'inventaire ZICO ayant fait l'objet de programme de préservation et bénéficiant de mesures contractuelles ou éventuellement réglementaires permettant leur préservation sur le long terme.

Le site " **Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et zones adjacentes**" (FR 5212002) est aussi une zone de protection spéciale. Elle couvre près de 15 714 ha.

5.1.3. Zone Humide d'Importance Nationale

Suite au constat d'une régression rapide des zones humides, le Comité Interministériel de l'Evaluation a engagé un diagnostic des politiques publiques en matière de zones humides. Le rapport mettait en évidence la régression continue des zones humides en France, ainsi que la responsabilité des différentes législations entraînant cette régression (drainage, remembrement, recalibrage de cours d'eau...). Un plan d'action a donc été défini afin de sauvegarder et de reconquérir les zones humides, et un Observatoire National des Zones Humides a été créé dont la gestion a été confiée à l'Institut Français de l'Environnement (IFEN).

On recense une zone humide d'importance nationale sur le périmètre du Pays d'Ancenis : "**La Loire entre la Maine et Nantes**" (FR 51130202). Elle concerne les communes de bord de Loire ainsi que les communes de Couffé, la Roche Blanche et Mésanger.

La zone comporte majoritairement des prairies. Les peupleraies sont présentes, inégalement réparties et s'installent aux dépens des prairies, engendrant un mitage de grands ensembles prairiaux, à valeur écologique reconnue. On recense 14 habitats d'intérêt communautaire, dont 2 prioritaires et 17 espèces de la Directive "Habitat" dont 3 prioritaires. L'inondabilité de la zone détermine une micro-topographie, créant les conditions d'une diversité et d'une mosaïque d'habitats.

5.1.4. Arrêté de Protection de Biotope – APB

Un arrêté de Protection de Biotope fixe des prescriptions ou des interdictions pour limiter l'impact des activités socio-économiques sur les biotopes nécessaires aux espèces protégées. Il ne crée pas de servitude d'utilité publique.

« Il s'applique à la protection de milieux peu exploités par l'homme et abritant des espèces animales et/ou végétales sauvages protégées.

Les objectifs sont la préservation de biotope (entendu au sens écologique d'habitat) tels que dunes, landes, pelouses, mares, ... nécessaires à la survie d'espèces protégées en application des articles L. 211-1 et L.211-2 du Code Rural et plus généralement l'interdiction des actions pouvant porter atteinte à l'équilibre biologique des milieux.

L'arrêté fixe les mesures qui doivent permettre la conservation des biotopes. La réglementation édictée vise le milieu lui-même et non les espèces qui y vivent (maintien du couvert végétal, du niveau d'eau, interdiction de dépôt d'ordures, de construction, d'extractions de matériaux... »

Le territoire de la COMPA compte trois arrêtés de Protection de Biotope (APB) :

- **Combles et clocher de l'église Saint-Pierre à Ancenis** (FR3800814 – arrêté n°2013025-0004 du 25/01/2013),
- **Grèves du Bois Vert** (FR3800317 - arrêtés préfectoraux n°87PNS43 du 16 février 1987 et n°88PNS286 du 4 juillet 1988),
- **Combles et clocher de l'église Saint-Martin au Cellier** (FR3800811 - arrêté n°2012352-0007 du 17/12/2012).

L'église Saint-Pierre d'Ancenis et celle Saint-Martin du Cellier abritent, en période de reproduction, une colonie de Grands Murins (*Myotis myotis*), espèce animale protégée au titre de l'article L 411.1 du code de l'environnement et figurant aux annexes II et IV de la directive n°92/43 CEE.

Les **Grèves du Bois Vert** concernent les communes d'Anetz et de Varades. Ce site, d'une surface de 45 ha, constitue une zone de nidification importante pour plusieurs espèces d'oiseaux protégés, en particulier la Sterne naine et Pierre-Garrin et le Petit Gravelot.

5.1.5. Sites inscrits et classés – SI et SC

Le territoire de la COMPA compte **7 sites classés** et **4 sites inscrits**. La plupart de ces sites est située dans la vallée de la Loire.

Code	Nom du site	Date	Communes concernées	Typologie	Surface (ha)
44 SC 01 a	PARTIES DU PARC DU CHATEAU DE CLERMONT	25/03/1926	LE CELLIER	Château et parc	0,04
44 SC 02	LE ROCHER DE LA THEBAUDIERE	18/04/1931	LE CELLIER	Monument naturel	0,14
44 SC 16	LA TOUR CRENELEE DE LA MARLAISIÈRE	09/12/1942	LOUDON	Ruines	0,81
44 SC 30	L'ALLEE DE CHENES DU CHATEAU DE LA LUCINIÈRE	09/02/1949	JOUE-SUR-ERDRE	Château et parc	1,67
44 SC 01 b	PARTIES DU PARC DU CHATEAU DE CLERMONT	18/04/1931	LE CELLIER	Château et parc	0,06
44 SC 01 c	PARTIES DU PARC DU CHATEAU DE CLERMONT	23/08/1932	LE CELLIER	Château et parc	2,62
44 SC 24	LE PARC DU CHATEAU DE JUIGNE	31/12/1942	SAINT-HERBLON	Château et parc	16,36
44 SC 29	LA PROPRIÉTÉ DE "LA MICOTIÈRE"	08/12/1948	LOUDON	Château et parc	4,48

Tableau 15 : Sites classés de la COMPA – Source : DREAL Pays de la Loire

Code	Nom du site	Date	Communes concernées	Typologie	Surface (ha)
44 SI 20	LES RUINES DU CHATEAU DE VIEILLE-COUR	26/11/1942	LOUDON	Ruines	0,03
44 SI 26	LES ETANGS DE COP-CHOUX ET LA BUTTE DES TERTRES	29/03/1943	MESANGER, MOUZEIL	Ensemble paysager	13,86
44 SI 18	LA CHAPELLE SAINT-MEEN, LE PRIEURÉ ET LEURS ABORDS	26/11/1942	LE CELLIER	Edifice religieux	0,20
44 SI 19	LES FOLIES-SIFFAIT	26/11/1942	LE CELLIER	Ruines	7,04

Tableau 16 : Sites inscrits de la COMPA – Source : DREAL Pays de la Loire

5.1.6. Espaces Naturels Sensibles – ENS

Ce périmètre permet au Conseil Général ou aux communes, par substitution, de faire valoir un droit de préemption sur toute vente ayant lieu dans ce périmètre. Ces zones de préemption ont été créées par décision du Conseil Général, après accord des communes. Les Espaces naturels Sensibles ont pour but de préserver la qualité des sites, des paysages et des milieux naturels et de mettre en place une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public. Les principes et les modalités de cette politique sont définis par les articles L 142 et R 142 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Les Espaces Naturels Sensibles représentent une surface de 104 ha sur le territoire et la zone de préemption 4 240 ha. Ils sont situés sur la vallée de la Loire et sur les grands bois situés au Nord de la COMPA.

5.1.7. Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique – ZNIEFF

Les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique directe mais indiquent la présence d'un enjeu important. Elles constituent un outil de connaissance de la richesse et la sensibilité des sites remarquables répertoriés qui n'interdit pas tout aménagement, mais informe des conséquences possibles sur le milieu naturel.

*Znieff de type 1 : délimitée et caractérisée par un intérêt biologique remarquable.
Exemples : pelouse calcicole, tourbière,....*

*Znieff de type 2 : grand ensemble naturel riche et peu modifié qui offre des potentialités biologiques importantes.
Exemples : forêt, marais ...*

Par ailleurs, les ZNIEFF de type 1 font allusion à des espèces protégées par la loi de 1976, relative à la protection de l'environnement. Des textes insérés dans le code de l'urbanisme peuvent concerner les ZNIEFF ou y faire référence indirectement :

L'article L 110 oblige les collectivités publiques à assurer la protection des milieux naturels dans leurs prévisions et décisions d'utilisation de l'espace et l'article L 122-1 sur les schémas directeurs indique que ceux-ci fixent les orientations compte tenu de la préservation des sites naturels.

Dans ce contexte, les ZNIEFF permettent de définir une démarche rationnelle de protection, de planification, d'aménagement ET de gestion de l'espace.

Code	Nom de la ZNIEFF de type II	Surface (ha)	Communes concernées	Milieux déterminants	Intérêts écologiques
10420000	FORET D'ANCENIS ET DE SAINT-MARS-LA-JAILLE ET ETANGS VOISINS	2 002,92	Bonneœuvre, Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille, Saint Sulpice-des-Landes	Massif forestier, étangs, landes	Botanique : zones de feuillus avec divers espèces rares. Divers types de landes. Rives de l'Erdre à flore très diversifiée. Ceintures de végétation riches autour de l'étang de la Poitevineière Mycologique : flore intéressante
10550000	FORET DU CELLIER	405,19	Le Cellier, Ligné	Forêt de feuillus et de résineux, landes humides	Botanique : présence de quelques espèces de landes humides rares au voisinage de la Loire Ornithologique : avifaune sylvoicole intéressante Entomologique : présence d'un insecte rarissime
10570000	FORET ET ETANGS DE VIOREAU	1 499,74	Joué-sur-Erdre	Massif forestier, divers types de landes, ceintures de végétation autour des étangs	Botanique : végétation forestière typique, zones de landes atlantiques, riches ceintures de végétation autour des étangs, avec des espèces très rares dont certaines protégées sur le plan national. Intérêt paysager et pédagogique Ornithologique : 1ère forêt bretonne à avoir accueilli le Pic Noir, important dortoir hivernal de busards St Martin, population nicheuse de rapaces, zone de migration et d'hivernage d'une avifaune diversifiée.
10710000	BOIS DE MAUMUSSON	228,82	Bonneœuvre, Maumusson, Pannecé, St Mars-la-Jaille	Forêt, étang, prairies en périphérie	Mycologique : certain nombre de champignons rares dans notre région Botanique : Intéressantes végétations de Landes
11050000	VALLON DU RUISSEAU DE LA MOTTE	24,28	Maumusson, Pouillé-les-coteaux	Vallon frais boisé aux pentes abruptes, petit ruisseau bordé de ripisylves, prairies bocagères, végétations de sous bois frais	Botanique : espèce végétale rare en Pays de la Loire. Entomologique : présence d'odonates et de lépidoptères rhopalocères rares ou peu communs dans notre région Ornithologique : peuplement avifaunistique diversifié.
11060000	L'ERDRE ET SES RIVES ENTRE SAINT-MARS-LA-JAILLE ET JOUE-SUR-ERDRE	37,68	Bonneœuvre, Joué-sur-Erdre, Riaillé, Trans-sur-Erdre, Saint-Mars-la-Jaille	Petite rivière au cours lent, riche végétation aquatique, rives boisées ou colonisées par des roselières,	Entomologique : intéressante diversité d'odonates avec en particulier quelques espèces rares et protégées. Botanique : végétations aquatiques et rivulaires riches et diversifiées avec entre autre une espèce végétale peu commune. Ornithologique : présence
20000000	VALLEE DE LA LOIRE A L'AMONT DE NANTES	27 754,65	Ancenis, Anetz, le Cellier, Couffé, Fresne-sur-Loire, Mésanger, Montrelais, Oudon, St Géréon, St Herblon, Varades, la Roche-blanche	Fleuve soumis au régime des marées, vasières, prairies en bordure du fleuve et sur les îles, marais, petites vallées boisées affluentes, bras morts (boires), coteaux schisteux.	Botanique : végétation très variée, nombreuses espèces rares et protégées Ornithologique : Site d'intérêt national, couloir migratoire, zone de nidification, d'hivernage Piscicole : peuplements riches et diversifiés, absence de barrages sur le cours inférieur
21460000	BOIS DES CHARMERAIES, ETANG DE LA CLEMENCIERE	170,49	Belligné	Boisement le plus important de cette partie du Segréen, chênaie-charmaie bien conservée, belles populations de plantes vernaies, étang	Entomologique : intérêt local Ornithologique : intérêt local, zone de refuge aux anatidés en période de chasse, zone de reproduction de deux espèces d'oiseaux de l'annexe 1 de la directive oiseaux.

Tableau 17 : ZNIEFF de type II sur le territoire de la COMPA – Source : DREAL Pays de la Loire

8 ZNIEFF de type II sont présentes. Elles représentent une superficie de 8 825 ha sur le territoire de la COMPA.

Code	Nom	Surface (ha)	Communes concernées	Milieux déterminants
00001036	ETANG DU PIN	50,41	Le Pin	Etang peu profond avec riche ceinture de végétation aquatique dont une roselière en queue et sur le pourtour de l'étang et des touffes de Carex. Peupliers, saules, chênes en bordure d'étang
00001051	ERDRE A L'AMONT DE NORD-SUR-ERDRE, BOIS DE LA LUCINIERE ET SES ENVIRONS	218,43	Joué-sur-Erdre	Ensemble constitué d'un bois de feuillus situé sur un versant pentu avec ses clairières et ses fourrés pré-forestiers, ainsi que d'une vallée où coule une rivière lente bordée de versants boisés, de prairies bocagères, de peupleraies et d'un canal.
00001104	LANDES ET PELOUSES SCHISTEUSES RESIDUELLES ENTRE ROCHEMENTRU ET VRITZ	25,56	Le Pin, Vritz	Zone constituée de landes et de pelouses sèches résiduelles sur affleurements schisteux, ainsi que d'anciennes carrières et de bosquets ayant colonisés d'anciens terroirs ardoisiers. Présence d'une flore intéressante au sein des pelouses et des landes avec
00001149	SITE DE COPE-CHOUX	16,39	Mésanger, Mouzeil	Parc boisé situé de part et d'autre d'un petit ruisseau avec des zones de prairies abritant une intéressante flore calcicole, avec en particulier plusieurs plantes rares dont une protégée sur le plan régional.
10420001	ETANG DE LA POITEVINIERE	124,03	Riaillé	Etang et boisement périphérique
10420002	ETANG DE LA PROVOSTIERE	121,66	Riaillé	Plan d'eau, végétation aquatique, prairies humides
10570001	ETANG ET LANDE DU PETIT-VIOREAU	30,93	Joué-sur-Erdre	Etang avec landes humides périphériques et massif forestier
10570002	RIVES DU GRAND RESERVOIR DE VIOREAU	30,00	Joué-sur-Erdre	Rives en pente douce en bordure d'un étang à niveau variable
10570003	LE PONT DE LA MUSSE	2,66	Joué-sur-Erdre	Queue d'étang
10570004	MARES A L'OUEST DU GRAND RESERVOIR	5,74	Joué-sur-Erdre	Ensemble de mares bocagères abritant une diversité et une richesse d'amphibiens remarquable, dont plusieurs espèces rares et aujourd'hui menacées.
20000001	LIT MINEUR, BERGES ET ILES DE LOIRE ENTRE LES PONTS-DE-CE ET LA VARENNE	4385,53	Le Fresne-sur-Loire, Montrelais, Varades, Anetz, Saint-Herblon, Ancenis, Saint-Géréon, Oudon, Le Cellier	Fleuve, grèves sableuses, vasières, îles et îlots sableux ou boisés, berges, ripisylve à saules et frênes oxyphylles, prairies humides
20000014	ZONE BOCAGERIE ENTRE CHAMPTOCEAUX ET SAINT-FLORENT-LE-VIEIL	1740,00	Ancenis	Bocage à frêne oxyphille, prairies fauchées ou pâturées, boires, mares avec végétation aquatique
20000015	ZONE BOCAGERIE EN AVAL DE CHAMPTOCEAUX ET BOIRE D'ANJOU	457,08	Le Cellier	Bocage à frêne oxyphille, prairies fauchées ou pâturées, cultures, zones sableuses inondables, boires, faux-bras de Loire asséchés en étiage
20000016	PENTES DE LA VALLEE DU TOMBREAU	46,00	Montrelais	Vallon encaissé d'un petit ruisseau bordé de prairies et de versants pentus occupés par des fourrés et quelques secteurs de pelouses. Zone abritant d'intéressantes végétations de pelouses rocheuses avec diverses plantes peu communes ou rares dans notre région.
20000017	BOIRE DE RIO	6,35	Oudon	Ancien bras de la Loire (boire) avec ses milieux aquatiques et amphibiens en voie d'atterrissement, bordés de ripisylves. Zone présentant d'intéressantes végétations aquatiques et de prairies humides avec plusieurs plantes rares dont certaines protégées sur le plan national ou régional. Intéressante diversité d'odonates dont certains taxons rares dans notre région.
20000018	COTEAUX DE LA CENSERIE ET VALLONS DES RUISSEAUX DE GREE ET DE SAUGERES	78,68	Ancenis, Mésanger, Saint-Herblon, La Roche-Blanche	Vallons encaissés de deux ruisseaux bordés de prairies et encadrés par des coteaux aux versants pentus couverts de landes sèches et de fourrés, de boisements divers, de pelouses sur affleurements rocheux et schistes, etc... Remarquables végétations liées
20000019	PRAIRIES, BOIRES ET COTEAUX DE VARADES ET DE MONTRELAIS, MARAIS DE BRAY	520,11	Le Fresne-sur-Loire, Montrelais, Varades	Prairies humides, mésophiles et méso-hygrophiles à hygrophiles, marais, milieux aquatiques divers (boires, ruisseaux), bocage à frênes oxyphylles, coteaux schisteux avec landes, pelouses, formations broussailleuses
20000020	PRAIRIES D'ANETZ ET DE VARADES ET BOIRE TORSSE	274,91	Anetz, Varades	Prairies humides, boire et milieux aquatiques divers, berges, saulaies riveraines, haies de frênes oxyphylles
20000021	MARAIS DE GREE ET DE MERON ET LEURS ABORDS	409,42	Ancenis, Anetz, St-Herblon	Marais, prairies humides périodiquement inondés
20000022	VALLEE BOISEE A OMBLEPIED	45,63	Oudon, Saint-Géréon	Petit vallon boisé aux versants pentus où coule un petit ruisseau bordé de prairies humides plus ou moins tourbeuses, avec un petit étang en amont, etc... Zone présentant d'intéressantes végétations vernoales en

Code	Nom	Surface (ha)	Communes concernées	Milieux déterminants
				particulier avec entre autre diverses plantes
20000023	COTEAUX DE MONT-PIRON ET VAUVRESSIX	35,82	Oudon	Ensemble de versants pentus et d'escarpements rocheux occupés par des boisements, des fourrés et quelques espaces de pelouses sèches abritant une flore intéressante, avec en particulier certaines plantes rares dans notre région.
20000024	VALLEE DU HAVRE ET ZONES VOISINES	302,27	Couffé, Oudon	Vallée encaissée aux versants boisés, prairies humides, coteaux rocheux, cours d'eau lent, rives plus ou moins boisées
20000025	ILE NEUVE ET ABORDS DE LA BOIRE DU CELLIER	70,17	Le Cellier, Mauves-sur-Loire	Prairies humides, mésophiles et méso-hygrophiles avec bocage très lâche à frêne oxphylle et saule blanc. Zones sablonneuses méso-xérophiles, milieu aquatique (Boire du Cellier)
20000026	COULEES ET COTEAUX DE MAUVES-SUR-LOIRE ET DU CELLIER	302,85	Le Cellier, Mauves-sur-Loire, Oudon	Vallons et coteaux boisés, pentes rocheuses

Tableau 18 : ZNIEFF de type I sur le territoire de la COMPA – Source : DREAL Pays de la Loire

24 ZNIEFF de type I sont incluses dans le périmètre du SCoT. Elles représentent une superficie totale de **4 344 ha** sur le territoire de la COMPA.

5.1.8. Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux - ZICO

Une ZICO est un site ornithologique remarquable, répondant aux critères de désignation de la Directive "Oiseaux" qui vise à assurer une protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. Elle impose aux Etats membres l'interdiction de les tuer ou de les capturer intentionnellement, de détruire ou d'endommager leurs nids, de ramasser leurs œufs dans la nature, de les perturber intentionnellement ou les détenir (exception faite des espèces dont la chasse est autorisée). En France, l'inventaire des ZICO a été conduit en 1990/1991 par la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le service de Patrimoine Naturel du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le compte du Ministère de l'Environnement.

Le Pays d'Ancenis est concerné par une ZICO : "**La Vallée de la Loire de Nantes à Montsoreau**" (PL 11). Sa superficie couvre 12 000 ha et concerne plus particulièrement les communes de bord de Loire du Pays. Cette zone est un vaste complexe fluvial comprenant certains secteurs du fleuve avec ses grèves exondées en période d'étiage et ses ripisylves linéaires, ainsi qu'une partie de sa vallée et de ses marais annexes avec leurs prairies inondables et leurs boires. Cet ensemble de grande valeur abrite une avifaune nicheuse. Ce site constitue par ailleurs une étape migratoire et une zone d'hivernage importante pour l'avifaune aquatique.

5.1.9. Inventaire National du Patrimoine Géologique

Lancé officiellement par le ministère en charge de l'Ecologie en 2007, l'inventaire du patrimoine géologique s'inscrit dans le cadre de la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité. Celle-ci précise en ces termes (Code de l'environnement, Art. L. 411-5) que « l'Etat [...] assure la conception, l'animation et l'évaluation de l'inventaire du patrimoine naturel qui comprend les richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, minéralogiques et paléontologiques ». L'inventaire du patrimoine géologique de l'ensemble du territoire français a pour objectif :

- d'identifier l'ensemble des sites et objets d'intérêt géologique, in situ et ex situ
- de collecter et saisir leurs caractéristiques sur des fiches appropriées,
- de hiérarchiser et valider les sites à vocation patrimoniale,
- d'évaluer leur vulnérabilité et les besoins en matière de protection.

Un inventaire (ou référence des connaissances) a d'abord une vocation informative. Mais, sur la base des informations recueillies, il permettra aussi de définir et de mettre en place une ou des politique(s) adaptée(s), en faveur de la gestion et de la valorisation du patrimoine. De ce fait, cet inventaire est surtout l'occasion d'évaluer aussi rigoureusement que possible chaque site, en tenant particulièrement compte de son état de conservation et des éventuels besoins et moyens à mettre en œuvre pour le protéger.

Le territoire de la COMPA compte 9 sites géologiques présélectionnés :

- le calcaire de Cope Choux (IPG44_FA020) sur Mésanger,
- le conglomérat d'Ingandres (IPG_FA007) sur Montrelais,
- le conglomérat d'Ingrandes, la Basse Boissonnerie (IPG44_FA018) sur Montrelais,
- le soubassement de la Tour de Oudon (IPG44_FA028),
- la Pierre Meslière (IPG44_FA002) sur Saint-Géréon,
- le calcaire de l'Ecochère (IPG44_FA012) sur Saint-Géréon,
- l'ancienne carrière de Gotha (IPG44_FA013) sur Saint-Géréon,
- le culm du Planty (IPG44_FA011) sur Saint-Herblon,
- l'ancienne carrière de Pied Bercy (IPG44_FA014) sur La Roche Blanche,

5.1.10. Interactions avec les documents d'urbanisme

Sur la base des PLU et des POS des 29 communes, une analyse des différents zonages existants sur les secteurs environnementaux réglementaires (SIC, ZPS, SC, SI, APB) a été effectuée. Il en ressort que **19,6 ha** de ces zonages environnementaux sont inclus dans des zones d'extension d'urbanisation (AU, 1AU, 2AU, NA ...).

5.2. ZONES HUMIDES

L'inventaire des zones humides et des cours d'eau sur le territoire de la COMPA a été réalisé entre 2010 et 2011.

5.2.1. Rappels

L'intérêt des zones humides est dû aux différentes fonctions que remplissent ces milieux. Ces fonctions sont multiples mais ne sont cependant pas équivalentes pour toutes les zones humides.

1. La régulation du **régime hydraulique** (*stockage en période de crue et restitution progressive en période de basses eaux*) ;
2. L'**épuration des eaux superficielles** lorsqu'elles sont chargées en éléments nutritifs (*azote et phosphore, principalement*) et en matières organiques ou minérales en suspension ;
3. La **biodiversité** qu'elles représentent, avec le rôle important de connections des unes par rapport aux autres (*circulation de la faune*) ;
4. La contribution à la variété et à l'esthétique du **paysage** rural et périurbain.

Ces fonctions sont plus ou moins présentes dans les différentes zones humides. Cependant le maillage qu'elles forment joue un rôle majeur pour la gestion de la ressource en eau et pour le maintien de la biodiversité sur le territoire intercommunal.

5.2.2. Méthodologie

L'inventaire des zones humides a été réalisé conformément au cahier des charges du SAGE Estuaire de la Loire :

- collecte et analyse des **données existantes** dont notamment les zonages environnementaux,
- **pré-localisation** des zones potentiellement humides à partir de l'analyse et du recoupement des cartes géologiques, topographiques, cartes IGN au 1/25000^{ème} et des Orthophotographies,
- reconnaissance de **terrain** systématique (*1 passage hivernal et 1 passage printanier*) dans le parcellaire préalablement délimitées et vérification dans les zones adjacentes,
- **concertation** et prise en compte du savoir des acteurs locaux.

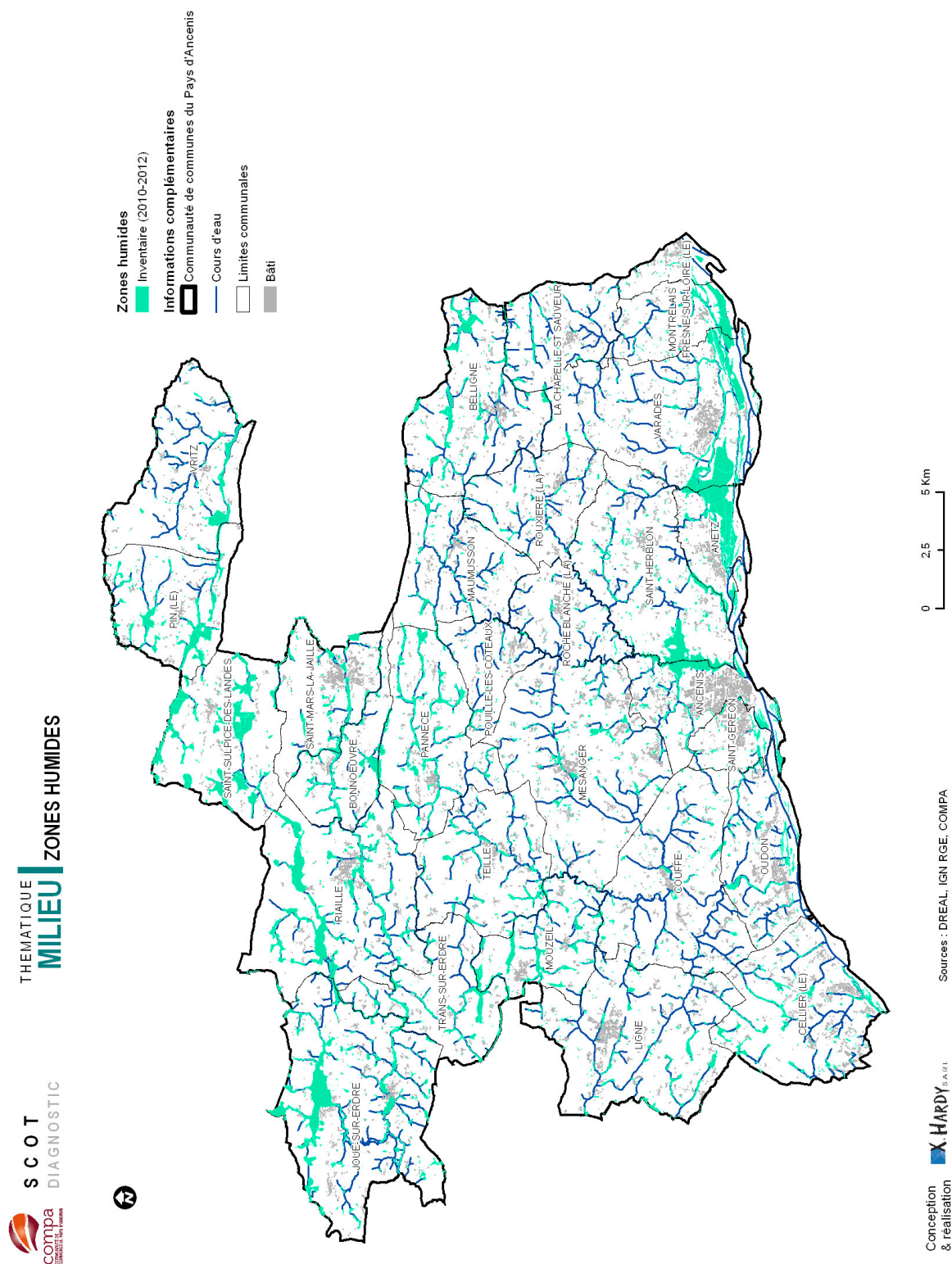
Conformément au cahier des charges du SAGE Estuaire de la Loire, l'identification des zones humides sur le terrain a été établie en fonction de trois critères : eau, sol, végétation. Les deux principaux critères utilisés lors des prospections de terrain ont été :

- la notion de « **végétation** dominée par les plantes **hygrophiles** »,
- le recours à des **sondages pédologiques** lors de problème de délimitation ou d'identification (*présence de sols hydromorphes jusqu'à une profondeur d'environ 40 cm - classe 5 à 9 du guide SAGE Estuaire de la Loire*).

5.2.3. Résultats

L'inventaire des zones humides est présenté sur la carte ci-après.

Les données précises et détaillées de cet inventaire sont mises à disposition des communes par la COMPA au format SIG.



Carte 15 : Inventaire des zones humides – Source : BE X. Hardy environnement

Typologie	Surface de zones humides	
	(ha)	%
Ripisylve	33,36	0,65
Zones humides boisées	487,82	9,43
Landes humides	2,45	0,05
Caricaies - magnocaricaies	4,70	0,09
Mégaphorbiaies	69,65	1,35
Roselière	24,89	0,48
Prairies humides	2 853,83	55,19
Zones humides mises en culture	445,02	8,61
Boire	82,87	1,60
Mares et bordures humides	141,44	2,74
Etangs et bordures humides	946,55	18,30
Zones humides remblayées	14,05	0,27
Zones humides artificialisées	64,63	1,25
TOTAL	5 171,26	100,00

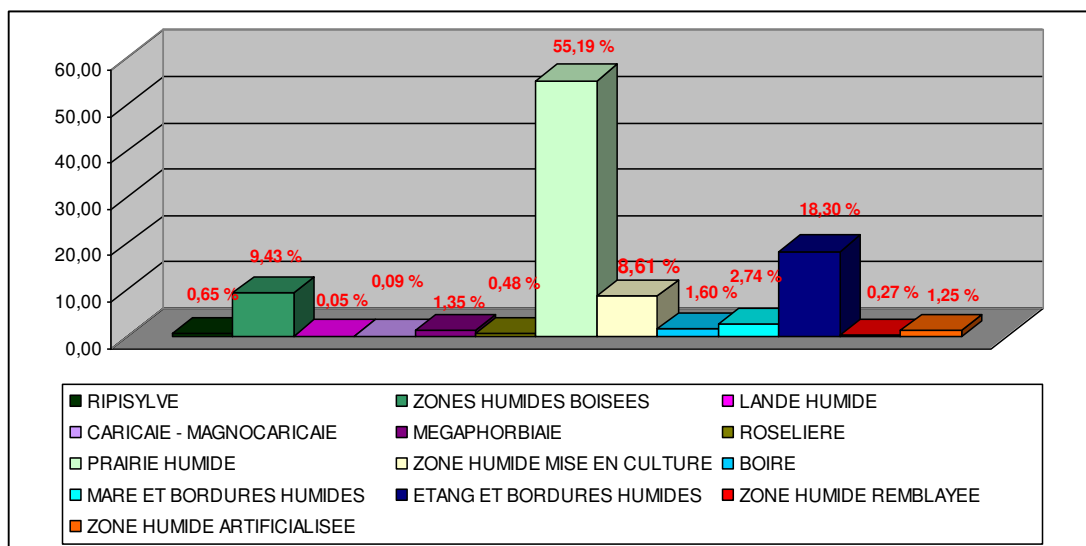


Tableau 19 : Typologie des zones humides – Source :COMP A

Les zones humides représentent **5171,26 ha** soit **6,52 %** du territoire de la COMP A. Ce sont principalement des prairies humides (55.19%), des étangs et leurs bordures (18.30%), des zones humides boisées (9.43%) et des zones humides mises en culture (8.61%).

La répartition des zones humides par sous bassin versant est présentée ci-après.

Sous bassin versant	Surface de zones humides (ha)
Ruisseau Cambaudière - Lancrau	3,93
Ruisseau Chalandière	12,42
Rivière Don	26,24
Rivière Petit Don	109,78
Ruisseau Ombled	128,48
Rivière Auxence	188,97
Ruisseau Mandit	406,92
Ruisseau Saugères - Grée	633,29
Ruisseau Havre - Donneau	798,21
Torse et sbv Loire	954,57
Erdre	1 907,93

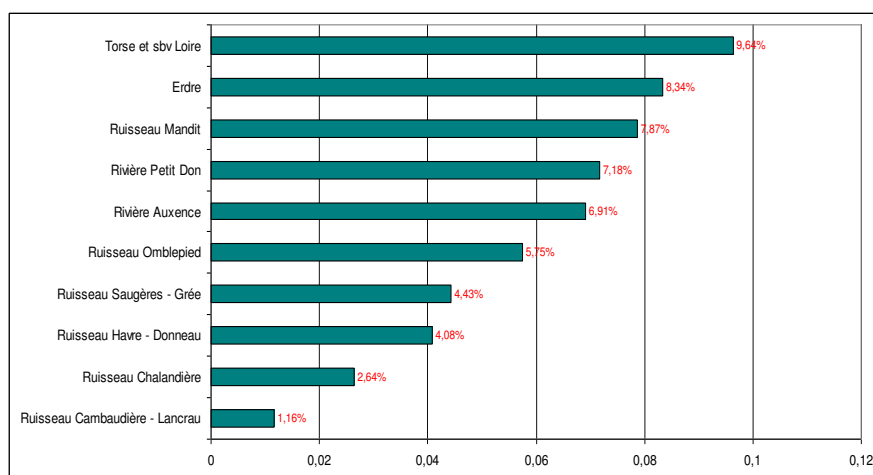


Tableau 20 : Pourcentage des zones humides par sous bassin versant et superficie en ha des zones humides par sous bassin versant – Source : COMPA

Le **maillage de zones humides** sur la plupart des sous bassins versants est **moyennement dense** : ruisseau du Petit Don, rivière Erdre aval, ruisseau du Mandit (*en bordure du Mandit*), ruisseau du Havre-Donneau (*en amont*), ruisseau d'Ombled et ruisseau de l'Auxence.

Le maillage de zones humides est plus lâche, voire très lâche, sur la partie centrale et aval du Havre-Donneau, sur le SBV Saugères – Grée et aux abords des petits affluents du SBV Torse.

Le territoire présente **plusieurs zones humides remarquables** : Etang du Pin (*SBV du Petit Don*), les bordures des grands étangs (*SBV Erdre aval*), le marais de Méron et les boires sur le SBV Torse, le marais de Grée sur le SBV du ruisseau de Saugères – Grée et le lit majeur de la Loire.

5.2.4. Interactions avec les documents d'urbanisme

Sur la base des PLU et des POS des 29 communes, une analyse des différents zonages existants sur les zones humides a été effectuée. Il en ressort que **45.1 ha** de zones humides (hors étangs, carrières, bassins de rétention et zones déjà remblayées) sont inclus dans des zones d'extension d'urbanisation (AU, 1AU, 2AU, NA ...).

5.3. BOIS ET MAILLAGE BOCAGER

5.3.1. Rapports

Les fonctions des haies et des bois sont aujourd'hui bien connues. Ils peuvent assurer à la fois un rôle :

- de brise-vent,
- de filtre pour la limitation du ruissellement,
- de stabilisation et de protection des berges,
- d'épuration naturelle des eaux notamment au niveau des teneurs en azote et phosphore,
- d'intérêt paysager,
- de production de bois.

Les haies et les bois présentent également une grande **richesse biologique** et constituent des zones de refuge, d'alimentation, de reproduction... pour de nombreuses espèces. Leur intérêt dépend de leur nature, de la hauteur de leur couvert végétal, de leur densité, de leur formation (*une ou plusieurs strates*), de leur localisation et de leur connexion.

5.3.2. Inventaire des haies

Un inventaire du maillage bocager a été réalisé par l'Inventaire Forestier National (*IFN*) et la Fédération des chasseurs des Pays de la Loire sur l'ensemble du département.

Il a été établi par photo-interprétation sur la base des orthophotos de 2009 (*prise de vue aérienne*). Aussi, il est important de préciser que certaines haies, basses ou peu denses, ont pu être oubliées par manque de visibilité. En outre, les fonds à partir desquels ont été identifiées les haies datent de 2009 pour la Loire-Atlantique. Depuis cette date, des haies ont pu être arrachées et d'autres replantées.

Les haies et les alignements ont été cartographiés sans distinction, à savoir les éléments végétaux d'au moins 25m de long et de moins de 20m de large. Les formations linéaires arborées inventoriées ont été recherchées en terrain agricole. Les haies des terrains forestiers et des zones urbanisées n'ont pas été numérisées.

Le résultat de l'inventaire est présenté sur la carte ci-après. Les données précises de cet inventaire sont mises à disposition des communes par la COMPA au format SIG.



Les boisements d'après PLU/POS

- Espace boisé classé
- Autre boisement (non EBC)

Occupation du sol d'après BD MOS 2009

- Bois et forêts

Densité des haies à l'hectare

(Analyse maillée au pas de 1km²)

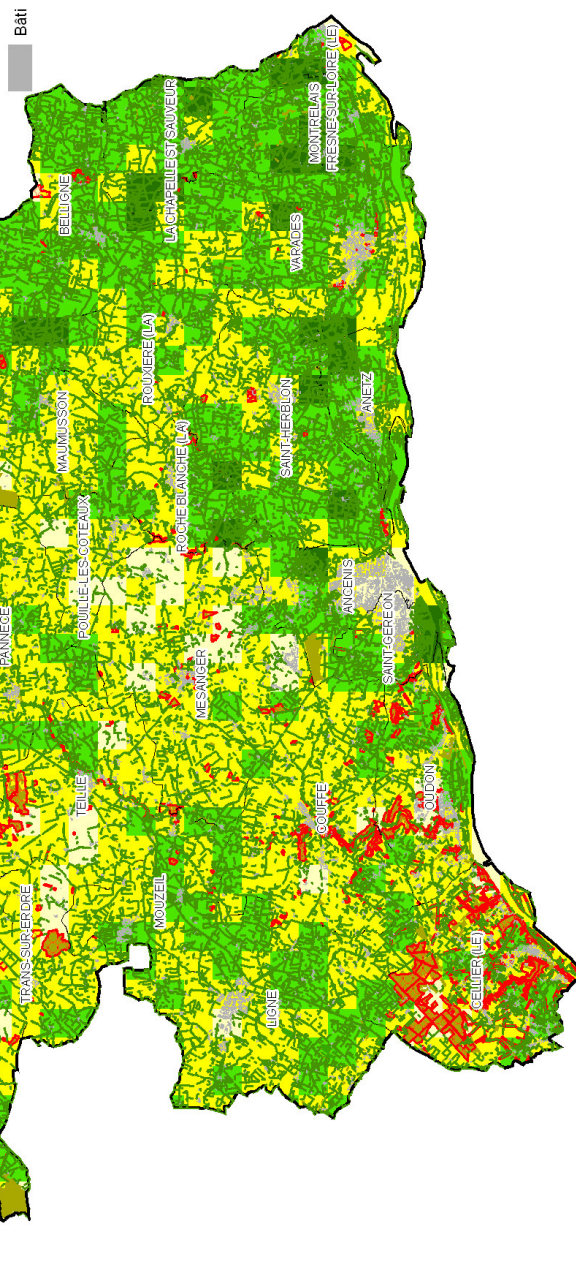
- Maillage très démantelé (<27 ml/ha)
- Maillage démantelé (27-60 ml/ha)
- Maillage moyen (60-100 ml/ha)
- Maillage dense (>100 ml/ha)

inventaire des haies (IFN)

Informations complémentaires

Communauté de communes du Pays d'Ancenis

Limites communales



Carte 16 : Inventaire des haies et densité bocagère – Source : IFN

La **densité bocagère moyenne** sur le territoire est de **53.10 ml/ha** ce qui est légèrement inférieur à la densité moyenne du département (56.12 ml/ha). NB : Cette densité est calculée en prenant en compte la totalité du territoire, zones urbaines et boisées comprises. Si l'on retire ces zones dans le calcul de la densité bocagère, cette dernière est estimée à 63.70 ml/ha sur le Pays d'Ancenis.

Sur la **grande majorité du territoire**, le **maillage bocager** est **démantelé** (27 à 60 ml/ha) voir **très démantelé** (< 27 ml/ha) notamment sur le plateau central (Mésanger, Couffé, Teillé, Pouillé-les-Coteaux) et sur le Nord de la COMPA (Vritz, Le Pin, Joué-sur-Erdre).

Toutes les communes du **Sud-Est** présentent un **bocage moyen à dense** (> 60ml/ha).

Le tableau ci-après présente le linéaire de haies pré localisées ainsi que la densité bocagère sur chaque commune.

Commune	Linéaire de haies (km)	Densité actuelle*		Commune	Linéaire de haies (km)	Densité actuelle*
MESANGER	191	43		BONNOEUVRE	81	66
TEILLE	111	44		MAUMUSSON	138	66
POUILLE-LES-COTEAUX	52	47		MOUZEIL	116	68
TRANS-SUR-ERDRE	102	49		ROCHE BLANCHE (LA)	98	73
VRITZ	151	49		CELLIER (LE)	154	75
JOUE-SUR-ERDRE	219	50		SAINT-HERBLON	261	78
SAINT-MARS-LA-JAILLE	72	50		VARADES	308	81
SAINT-SULPICE-DES-LANDES	132	50		BELLIGNE	252	83
COUFFE	179	51		LA CHAPELLE ST SAUVEUR	148	86
PIN (LE)	124	56		SAINT-GEREON	51	97
PANNECE	164	58		FRESNE-SUR-LOIRE (LE)	43	98
RIAILLE	217	62		MONTRELAIS	126	102
ROUXIERE (LA)	124	64		ANCENIS	108	104
LIGNE	266	66		ANETZ	97	108
OUDON	99	66				

Tableau 21 : Linéaires de haies et densité bocagère – Source : BE X. Hardy

* : la densité bocagère a été estimée en calculant le rapport de linéaire de haies prélocalisées et la surface communale hors zone urbaine et zone boisée.

5.3.3. Bois et Espaces Boisés Classés (EBC)

Les zones boisées identifiées dans la base de données de la BD-MOS ont été affichées sur la carte présentée ci-avant. Elles s'étendent sur une surface de 4 998 ha, ce qui représente 6.3% du territoire de la COMPA, taux de boisement inférieur à la moyenne départementale qui est de 10%. Ce sont principalement de grandes surfaces boisées situées notamment au Nord de la Communauté de Communes et sur la commune du Cellier.

D'après le CRPF, le territoire de la COMPA compte 28 Plans de Gestion Simples (PGS) répartis sur 3 074 ha et 27 codes de bonnes pratiques sylvicoles mis en œuvre sur 266 ha.

Par ailleurs, sur la base des POS et des PLU en vigueur sur le territoire, l'ensemble des Espaces Boisés Classés (EBC) ont été extraits. Ils sont également présentés sur la carte ci-avant. Ces EBC représentent 3 275 ha, soit 65.5 % de l'ensemble des bois du territoire.

Ces EBC concernent principalement les grands bois situés sur le Nord du Pays d'Ancenis et sur les communes du Cellier, d'Oudon et de Couffé.

5.4. CORRIDORS ECOLOGIQUES ET TRAME VERTE ET BLEUE

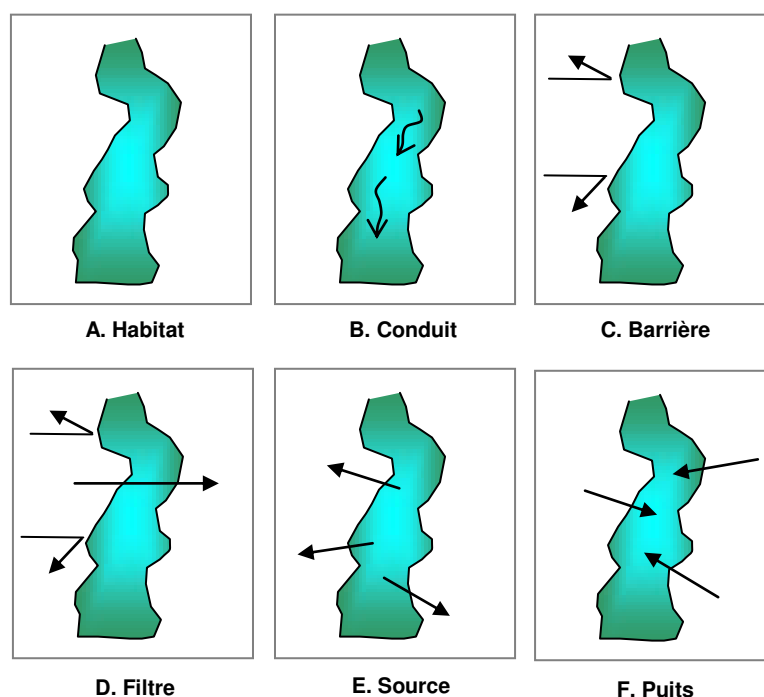
5.4.1. Définitions

Les **corridors écologiques** sont des liaisons fonctionnelles entre des écosystèmes ou différents habitats d'une espèce ou d'un groupe d'espèces. Ces corridors permettent la circulation des espèces et des gènes nécessaires pour leur survie et leur évolution adaptative.

Les corridors écologiques sont donc très importants pour la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, puisqu'ils permettent à une espèce d'accéder à sa zone de reproduction.

Ils sont donc essentiellement des **milieux de circulation** dont les fonctionnalités sont complexes et reposent sur de multiples postulats (quelles sont les espèces concernées ? à quel cycle de vie correspond l'habitat étudié ? ...). Un corridor pour une espèce donnée peut également être le lieu de reproduction pour une autre espèce. C'est typiquement le cas des rivières et de leurs abords : le lit mineur est le lieu de reproduction de certains poissons (truite, saumon...) mais le lit majeur, qui comprend les bordures boisées, est le lieu de transit d'autres espèces (oiseaux, mammifères...).

Les fonctionnalités des corridors sont illustrées dans le schéma ci-après.



Les six fonctions d'un corridor (Thorne 1993)

CLES DE LECTURE :

- Habitat :** Zone de vie d'une population animale et végétale
Conduit : Zone de **circulation** (*vallée, haie, ...*)
Barrière : Obstacle à la circulation entraînant une **fragmentation** des habitats
Filtre : Zone de **franchissement** possible pour certaines espèces et **barrières** pour d'autres
Source : Zone de **forte diversité** favorable au **développement** des espèces et permettant la **colonisation** de nouveaux territoires
Puits : Zone **défavorable** au maintien des espèces (*mortalité importante*)

Ces corridors écologiques doivent, depuis le Grenelle 2, être retranscrits dans les SCoT et PLU en terme de **trame verte et bleue**.

L'article L. 371-1 du Code de l'environnement fixe le contenu des deux trames :

« II. - La trame verte comprend :

1° - tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;

2° - les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;

3° - les surfaces mentionnées au I de l'article L. 211-14 (couverture végétale des bords de cours d'eau et des plans d'eau).

III. - La trame bleue comprend :

1° - les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L. 214-17 ;

2° - tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L. 211-3 ;

3° - les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III. »

5.4.2.Objectifs

L'identification des corridors biologiques a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels.

Dans ce contexte elle vise, notamment, à :

- la diminution de la fragmentation des écosystèmes et des habitats naturels et semi-naturels,
- l'identification et la liaison des espaces importants pour la préservation de la biodiversité,
- la facilitation des échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces,
- la possibilité de déplacement des aires de répartition des espèces et des habitats naturels,
- l'atteinte ou la conservation du bon état écologique,
- l'amélioration de la qualité et la diversité du paysage.

Les corridors offre une **double fonctionnalité**.

1- Fonctionnalité écologique : maintien d'une mosaïque de milieux favorisant le déplacement, la reproduction, le repos, le nourrissage des populations animales et végétales.

2- Fonctionnalité spatiale et paysagère : organisation et fonctionnement des espaces naturels en lien avec les activités humaines.

5.4.3.Méthodologie

Il est important de noter que les corridors écologiques sont de natures variables en fonction des groupes d'espèces. En effet, les zones de développement et de déplacement ne sont pas forcément les mêmes pour un oiseau, un mammifère ou une libellule.

Une identification exhaustive des corridors nécessiterait donc un inventaire sur la totalité des groupes faunistiques et floristiques sur un cycle biologique complet.

Ce travail exhaustif n'étant pas réalisable à l'échelle d'un SCOT, le travail d'identification des corridors écologiques dans le cadre de la présente étude s'est donc appuyé sur les étapes suivantes :

- une **étude bibliographique** permettant d'identifier les espèces de cohérence listées dans les inventaires des ZNIEFF, les espèces patrimoniales recensées lors des différentes études d'impact menées sur le territoire, les milieux

remarquables identifiés dans la DTA, l'inventaire des zones humides et des cours d'eau, la pré-localisation des haies, ...

- une **photo-interprétation** des milieux naturels et semi-naturels du territoire,
- une **analyse du maillage bocager** au travers des seuils définis dans le SRCE Pays de la Loire¹.
- la **définition des sous trames** du territoire et l'**identification des corridors** et des **réservoirs de biodiversité**,
- la **hiérarchisation des corridors** en deux catégories (*corridors « principaux »* et *corridors « secondaires »*).
- une vérification sur le **terrain** des principales **fragmentations potentielles**,
- la définition de « **secteurs dégradés** ».

Les **acteurs locaux** ont été associés à cette démarche lors d'ateliers spécifiques.

La hiérarchisation des corridors a été réalisée sur la base de la bibliographie et du travail de photo-interprétation. Les **corridors « principaux »** désignent les principales vallées et les zones comprenant un maillage de milieux naturels dense (zones humides, boisements,...). Les **corridors « secondaires »** présentent des connexions moins directes entre deux réservoirs de biodiversité ou passent au travers d'une mosaïque de milieux diversifiés où les habitats naturels sont moins présents.

Les « **secteurs dégradés** » ont été définis sur la base de la photo-interprétation. Ils correspondent à des zones très dégradées (cours d'eau recalibrés, maillage bocager très démantelé, maillage de zones humides très lâche) et pour lesquelles peu de données floristiques et faunistiques sont disponibles. Il s'agit de secteurs pour lesquels la mise en œuvre d'études complémentaires serait nécessaire afin d'améliorer la connaissance des espèces présentes.

Par ailleurs, l'ensemble de ce travail a porté sur un territoire plus vaste que les limites administratives de la COMPA, permettant d'apprécier les connexions potentielles entre les milieux naturels et ceux des territoires voisins

Les données précises de la Trame Verte et Bleue sont mises à disposition des communes par la COMPA au format SIG.

5.4.4. Description des réservoirs de biodiversité et des sous-trames

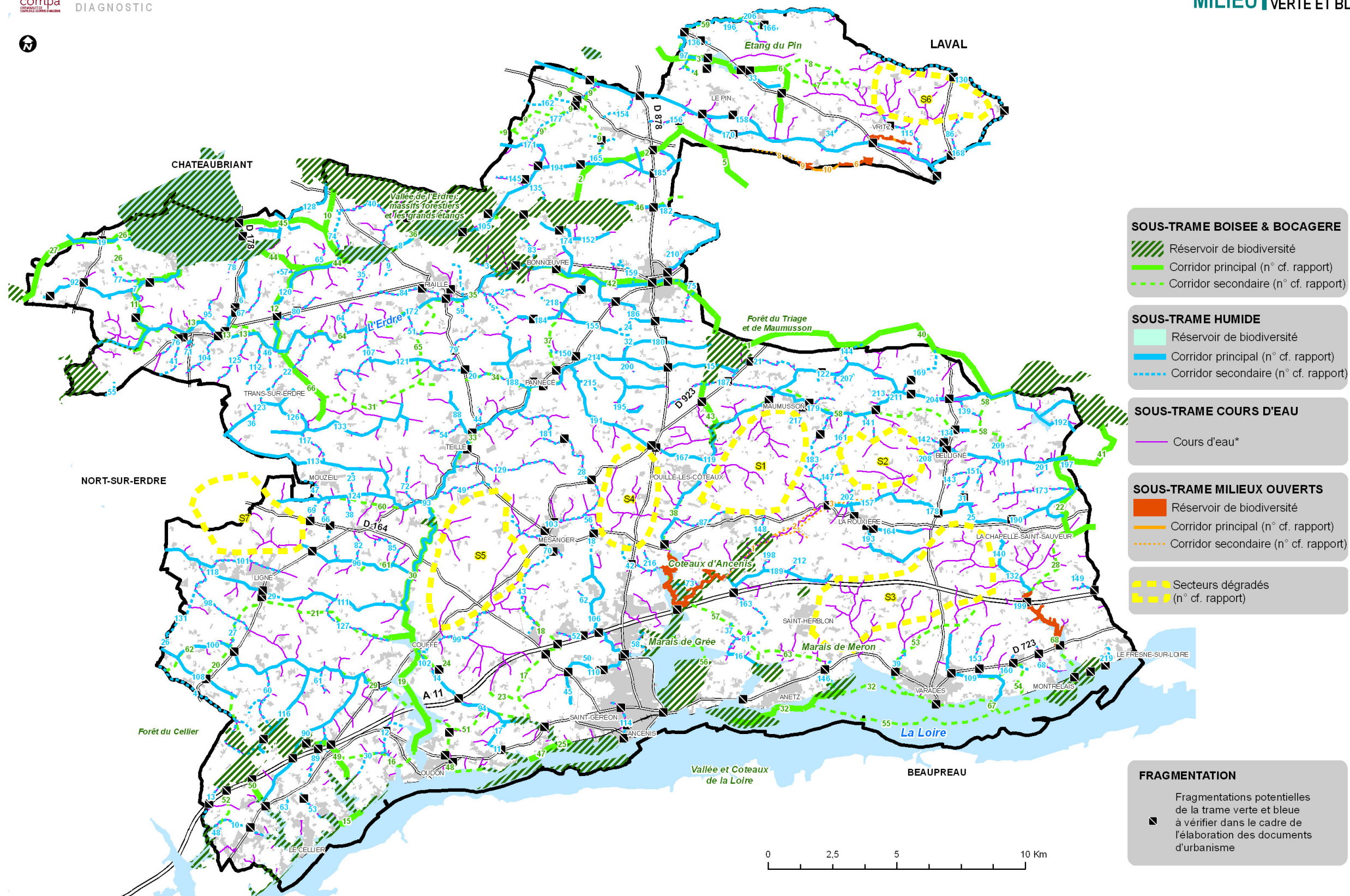
Les réservoirs de biodiversité avérés sur le territoire de la COMPA sont principalement : la Loire (dont les îles, marais et coulées), les vallées de l'Erdre et du Havre Donneau, les grands étangs et les massifs boisés situés au nord-ouest du territoire, ainsi que les coteaux schisteux présents au nord d'Ancenis, sur le territoire de Vritz et de Montrelais.

D'autres réservoirs de biodiversité avérés localisés en périphérie de COMPA ont été pris en compte, notamment : l'Etang de Gruelleau à Treffieux, le marais de la Seilleraye à Mauves sur Loire, les Bois des Charmeraias et l'Etang de la Clémencière sur la commune de Cornuaille.

Il convient de souligner le faible niveau de connaissance des habitats et des espèces de cohérence Trame Verte et Bleue (*listés en annexe 1*) sur le territoire de la COMPA. Par ailleurs, en dehors de la « sous-trame cours d'eau », aucun corridor potentiel n'a été identifié sur les secteurs fortement démantelés identifiés sur la carte ci-après en tant que zone de reconquête. Des actions de réhabilitations de milieux naturels seraient à étudier dans ces périmètres.

¹ Le SRCE des Pays de la Loire (*en cours d'élaboration*) définit deux seuils au niveau régional :

- Seuils utilisés pour l'identification des réservoirs : densité de haie très dense (*plus de 70ml/ha*), connectivité des haies les plus élevées, présence de plus de 10 mares par maille de 1 km² et maille de plus de 75 % d'occupation du sol favorable (*milieux naturels et semis-naturels*).
- Seuils utilisés pour l'identification des corridors : densité de haie dense (*plus de 50ml/ha*), connectivité des haies les plus élevées, présence de plus de 5 mares par maille de 1 km² et maille de plus de 50 % d'occupation du sol favorable (*milieux naturels et semis-naturels*).



Conception
& réalisation **X. HARDY**

Sources : X. HARDY, IFN, Conseil Général de Loire-Atlantique,
IGN RGE, COMPA, DREAL Pays de Loire

JANVIER 2014

* Inventaire COMPA 2010-2012

Carte 17 : Trame Verte et Bleue – Source : BE X. Hardy

TRAME VERTE ET BLEUE

5.4.4.1. Présentation des réservoirs de biodiversité

Sous-Trame	Intitulé du réservoir de Biodiversité	Localisation	Habitats de cohérence TVB	Espèce de cohérence TVB
Boisée et bocagère	Vallée de la Loire à proximité de Montrelais, d'Anetz et d'Ancenis à Oudon	Sud	Secteur à très forte densité de haie (<i>plus de 70ml/ha</i>), avec une connectivité des haies élevée, présentant un nombre important de mares et une occupation du sol dominée par des habitats naturels et semi-naturels (<i>prairies, bois</i>).	
	Abord Sud-Est du Marais de Grée	Sud	Secteur à très forte densité de haie (<i>plus de 70ml/ha</i>), avec une connectivité des haies élevée, présentant un nombre important de mares et une occupation du sol dominée par des habitats naturels et semi-naturels (<i>prairies, bois</i>).	
	Coteaux d'Ancenis	Sud	Secteur à très forte densité de haie (<i>plus de 70ml/ha</i>), avec une connectivité des haies élevée, présentant un nombre important de mares et une occupation du sol dominée par des habitats naturels et semi-naturels (<i>prairies, bois</i>).	
	Forêt et Etang de Vioreau	Nord-Ouest	Gazons amphibies et végétations des berges exondées; Végétations de ceinture des bords des eaux; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	<i>Eurodryas aurinia</i> ; <i>Triturus marmoratus</i> ; <i>Triturus vulgaris</i> ; <i>Rhinolophus ferrumequinum</i> ; <i>Myotis myotis</i> ; <i>Arvicola sapidus</i> ; <i>Triturus cristatus</i> ; <i>Caprimulgus europaeus</i> ; <i>Sylvia undata</i> ; <i>Phylloscopus bonelli</i>
	Forêt d'Ancenis et de St-Mars-la-Jaille et étangs	Nord-Ouest	Gazons amphibies et végétations des berges exondées; Végétations de ceinture des bords des eaux; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	<i>Triturus marmoratus</i> ; <i>Triturus vulgaris</i> ; <i>Dendrocopos medius</i> ; <i>Sylvia undata</i> ; <i>Picus canus</i>
	Bois de la Lucinière	Nord-Ouest	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	<i>Oxygastra curtisii</i> ; <i>Coenagrion mercuriale</i>
	Site de Cope-Choux	Centre	Parc boisé	
	Bois de Maumusson	Est	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	
	Vallon du ruisseau de la Motte	Centre	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	
	Forêt du Cellier	Sud-Ouest	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides; Prairies humides fauchées ou pâturées, mésotrophiles à eutrophiles	<i>Eurodryas aurinia</i>
	Vallée boisée d'Omblepied	Sud	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	

D'autres réservoirs de biodiversité présents aux abords du territoire de la COMPA ont été pris en compte pour l'analyse des corridors. Il s'agit :

- du Bois de la Foi, du Bois de l'Arche, de la Forêt de Saffré au Nord-Ouest,
- de la Tourbière de Villeneuve et de l'Etang de la Bourlière au Nord,
- du Bois des Charmeraies et l'Etang de la Clémencière, du Bois des Loges et de la Glanais à Est.

Sous Trame	Intitulé du réservoir de Biodiversité	Localisation	Habitats de cohérence TVB	Espèce de cohérence TVB
Milieux ouverts	Landes et pelouses schisteuses résiduelles entre Rochementru et Vritz	Nord-est	Pelouses et ourlets secs silicicoles	
	Côteaux de la Censerie et vallons du Grée et de la Saugère	Centre	Pelouses et ourlets secs silicicoles	
	Pente et vallée du Tombereau	Sud-est	Pelouses et ourlets secs silicicoles	

Les Côteaux de l'Erdre en amont de Freigné constituent un réservoir de biodiversité présent aux abords du territoire de la COMPA. Ils ont été pris en compte pour l'analyse des corridors.

Sous Trame	Intitulé du réservoir de Biodiversité	Localisation	Habitats de cohérence TVB	Espèce de cohérence TVB
Humide	Forêt et Etang de Vioreau	Nord-Ouest	Gazons amphibies et végétations des berges exondées ; Végétations de ceinture des bords des eaux ; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides ; Landes humides	<i>Eurodryas aurinia</i> ; <i>Triturus marmoratus</i> ; <i>Triturus vulgaris</i> ; <i>Rhinolophus ferrumequinum</i> ; <i>Myotis myotis</i> ; <i>Arvicola sapidus</i> ; <i>Triturus cristatus</i> ; <i>Caprimulgus europaeus</i> ; <i>Sylvia undata</i> ; <i>Phylloscopus bonelli</i>
	Etang de la Poitevineière	Nord-Ouest	Gazons amphibies et végétations des berges exondées ; Végétations de ceinture des bords des eaux ; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides ; Landes humides	
	Etang de la Provostière	Nord-Ouest	Gazons amphibies et végétations des berges exondées ; Végétations de ceinture des bords des eaux ; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	<i>Triturus vulgaris</i> ; <i>Triturus marmoratus</i>
	Etang du Pin	Nord-Est	Gazons amphibies et végétations des berges exondées	
	Vallée du Hâvre	Centre	Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides ; Prairies humides fauchées ou pâturées, mésotrophiles à eutrophiles ; Végétations aquatiques	<i>Coenagrion mercuriale</i>
	Marais de Grée et de Méron	Sud du territoire	Prairies humides fauchées ou pâturées, mésotrophiles à eutrophiles	<i>Burhinus oediconemus</i> ; <i>Athene noctua</i> ; <i>Saxicola rubetra</i> ; <i>Acrocephalus schoenobaenus</i>
	Vallée de la Loire	Sud du territoire	Gazons amphibies et végétations des berges exondées ; Végétations de ceinture des bords des eaux ; Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	<i>Athene noctua</i> ; <i>Saxicola rubetra</i> ; <i>Coenagrion mercuriale</i> ; <i>Ophiogomphus cecilia</i> ; <i>Gomphus flavipes</i> ; <i>Oxygastra curtisii</i> ; <i>Stetophyma grossum</i> ; <i>Euphydryas aurinia</i> ; <i>Triturus cristatus</i> ; <i>Triturus vulgaris</i> ; <i>Hyla arborea</i> ; <i>Burhinus oediconemus</i> ; <i>Saxicola rubetra</i> ; <i>Arvicola sapidus</i> ; <i>Castor fiber</i> ; ...

D'autres réservoirs de biodiversité présents aux abords du territoire de la COMPA ont été pris en compte pour l'analyse des corridors. Il s'agit :

- de l'Etang de Beaumont et de l'Etang de Gruellau au Nord-Ouest,
- de la Tourbière de Villeneuve et l'Etang de la Bourlière au Nord,
- du Marais de l'Erdre à l'Ouest,
- du Marais Gobert au Sud-Ouest,
- de la zone humide et Bois de Dotaime à l'Est,
- de la Vallée de la Romme et de l'Auxence au Sud-Est.

5.4.4.2. Description des corridors par sous-trame

Dans le cadre du SCoT, une **analyse visuelle** du réseau écologique par **photo-interprétation** et une **prise en compte** des **documents récents** à disposition ont été privilégiées. Les **corridors** ont été identifiés de manière à **relier** entre eux les **réservoirs de biodiversité** et les **corridors avérés**. Les **tracés les plus directs** ont été privilégiés. Les tracés les plus « longs » s'appuient sur la **présence d'habitats relais**² potentiels. La justification des corridors est précisée dans le tableau présenté en annexe n°5.

Les corridors « humide » sont basés sur les résultats de l'inventaire des zones humides et des cours d'eau sur le territoire de la COMPA (cf 5.2 page 64)

Les corridors « aquatique » sont basés sur ce même inventaire avec de ce fait des données « terrain » précisant finement le maillage de cette sous-trame.

Les corridors « boisés et bocagers » sont basés sur la photo-interprétation au regard de la perméabilité des espèces de cohérence de la sous trame « boisée » et sur l'analyse du territoire au regard des seuils définis par le SRCE Pays de la Loire pour les éléments du bocage.

Les corridors « milieux ouverts » ont été plus difficiles à aborder. Les tracés ont été réalisés au regard des données floristiques historiques issues de l'analyse de la Flore et la végétation du Massif Armoricaire.

5.4.4.3. Identification des points de fragmentations

Le réseau écologique d'un territoire est traversé par différents éléments pouvant induire une fragmentation des réservoirs de biodiversité et des corridors.

Ces éléments de fragmentation des milieux existants peuvent être des routes, des voies ferrées, des ouvrages hydrauliques et l'urbanisation.

Les points de fragmentation ont été identifiés au regard du réseau de transport (Autoroute, routes nationales, routes départementales et voies ferrées). Ces points de fragmentation devront faire l'objet d'une analyse détaillée à l'échelle des documents d'urbanisme communaux.

² Milieu naturel pouvant servir de lieux de refuge ou de repos lorsqu'une espèce se déplace hors du réseau écologique.

5.4.4.4. Description des secteurs de reconquête

Id. secteur reconquête (Cf carte p. 72)	Localisation	Description
S1	Est du bourg de Saint Herblon jusqu'à l'Ouest du bourg de la Chapelle-Saint-Sauveur	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau en grande partie recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées
S2	Nord-est du bourg de la Rouxière jusqu'à l'Ouest du bourg de Belligné	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau en grande partie recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées
S3	Nord-ouest du bourg de la Rouxière jusqu'au Sud du bourg de Maumusson	Bocage moyennement démantelé
		Ripisylve fortement réduite
		Cours d'eau en grande partie recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées
S4	Est du bourg de Pouillé-les-Côteaux jusqu'au lieu-dit la Poibelière sur la commune de Mésanger	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées
S5	Ouest du bourg de Mésanger jusqu'au Nord-est du bourg de Couffé	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées
S6	Nord-est du bourg de Vritz	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau recalibré
		Forte dominance de zone de culture et de prairie améliorée
S7	Nord du bourg de Ligné	Bocage démantelé
		Ripisylve absente ou fortement réduite
		Cours d'eau recalibré
		Forte dominance de zones de culture et de prairies améliorées

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none">- De nombreux milieux naturels patrimoniaux liés à la vallée de la Loire et de l'Erdre ;- Un inventaire des zones humides réalisé ;- Une prélocalisation des haies réalisée ;- Plusieurs réservoirs biologiques avérés ;	<ul style="list-style-type: none">- 9 zonages environnementaux sur une surface totale de 9 302 ha dont 19.6 ha (<i>SIC, ZPS, SC, SI, APB, inventaire du patrimoine géologique</i>) en zones à urbaniser ;
Atouts <ul style="list-style-type: none">- De nombreux zonages pour protéger les milieux naturels patrimoniaux ;- Des bois majoritairement protégés dans les documents d'urbanisme ;	<ul style="list-style-type: none">- 5 170 ha de zones humides dont 45.1 ha en zones à urbaniser (<i>hors étangs, carrières, bassins de rétention et zones déjà remblayées</i>) ;
Faiblesses <ul style="list-style-type: none">- Un maillage de zones humides peu dense ;- Un maillage bocager moyen voir très dégradé sur les plateaux ;- Des zones humides en zones urbanisables ;- Des milieux naturels patrimoniaux en contact direct avec l'urbanisation ;- Une faible connaissance des habitats et des espèces de cohérence Trame Verte et Bleue ;- De nombreux secteurs de reconquête ;	<ul style="list-style-type: none">- 53.10 ml/ha de haies ;- 5 000 ha de bois dont 65% en EBC ;- 7 secteurs de reconquête

6. RISQUES

Les risques majeurs concernant le Pays d'Ancenis sont définis dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) publié en 2008. Ce document recense les communes sur lesquelles des enjeux importants (*personnes, biens, environnements...*) peuvent être menacés par un aléa d'origine naturelle ou technologique : tempêtes, inondations, feux de forêts, mouvements de terrains, risque industriel, ou encore risque lié au transport de matières dangereuses.

6.1. RISQUES NATURELS

L'ensemble des risques naturels présents sur le territoire sont localisés sur la carte ci-après.

6.1.1. Inondation

A l'image du département, le territoire de la Communauté de Communes est principalement concerné par le risque inondation.

Les communes susceptibles d'être touchées par ce risque se situent essentiellement le long de la Loire, c'est ce qui a conduit les services de l'Etat à élaborer un Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles. Ce Plan de Prévention du Risque d'Inondation (**PPRI Loire Amont**) approuvé par arrêté préfectoral du 12 mars 2001 et destiné à réglementer l'utilisation des sols, a la même valeur juridique qu'une Servitude d'Utilité Publique. Il concerne 9 communes, d'Est en Ouest : le Fresne-sur-Loire, Montrelais, Varades, Anetz, Saint-Herblon, Ancenis, Saint-Géréon, Oudon, Le Cellier.

Un **Atlas des Zones Inondables (AZI)** sur l'ensemble du **bassin versant de l'Erdre** a été élaboré en 2005. Les communes de Saint-Mars-la-Jaille, Bonnoeuvre, Riaillé, Trans-sur-Erdre et Joué-sur-Erdre sont concernées par cet AZI. La totalité des **zones inondables** représente une surface de **5 769 ha**.

6.1.2. Rupture de barrage

Le risque « rupture de barrage » concerne la commune de Joué-sur-Erdre. Les services de l'Etat précisent que ce risque « bien que peu probable, ne doit pas être totalement ignoré ».

6.1.3. Mouvements de terrain

Dans le cadre de l'élaboration du DDRM, un risque mouvements de terrain lié au passé minier de certains secteurs est recensé sur huit communes :

- Montrelais (titre minier : Montrelais / Montrelais Mouzeil),
- Varades (titre minier : Montrelais),
- la Chapelle-Saint-Sauveur (titre minier : Montrelais Mouzeil),
- la Rouxière (titre minier : Montrelais),
- Mésanger,
- Teillé (titre minier : Mouzeil),
- Mouzeil (titre minier : les touches / Mouzeil),
- Ligné (titre minier : Les Touches).

Le Bureau de Recherche Géologique et Minière (*B.R.G.M.*) a également réalisé un recensement des risques mouvement de terrain. Il concerne cinq communes avec différents types de mouvement de terrain :

- l'érosion de berge sur le Fresne-sur-Loire et le Cellier,
- l'effondrement sur Mouzeil,
- la coulée de boue sur Saint-Géréon,
- l'éboulement sur le Cellier,
- le glissement de terrain sur Belligné.

Le BRGM a également réalisé un recensement des cavités souterraines. Cela permet de cerner quelques secteurs dans le département où le risque est plus important qu'ailleurs. Il en existe deux sur le territoire : Vritz et Oudon.

Mouvements de terrain (BRGM-MEDDTL)

- Glissement
- Eboulement
- Coulée
- Effondrement
- Erosion de berges

Mouvements de terrain (DDTM 44)

- Risque de mouvement de terrain (DDTM 44)

Cavités souterraines abandonnées

- non minières (BRGM)

- Carrière
- Ouvrage civil

Sismicité

Aléa sismique de 2005

- faible
- modéré

Feu

- Risque de feu de forêt

Inondation

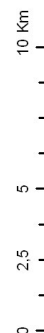
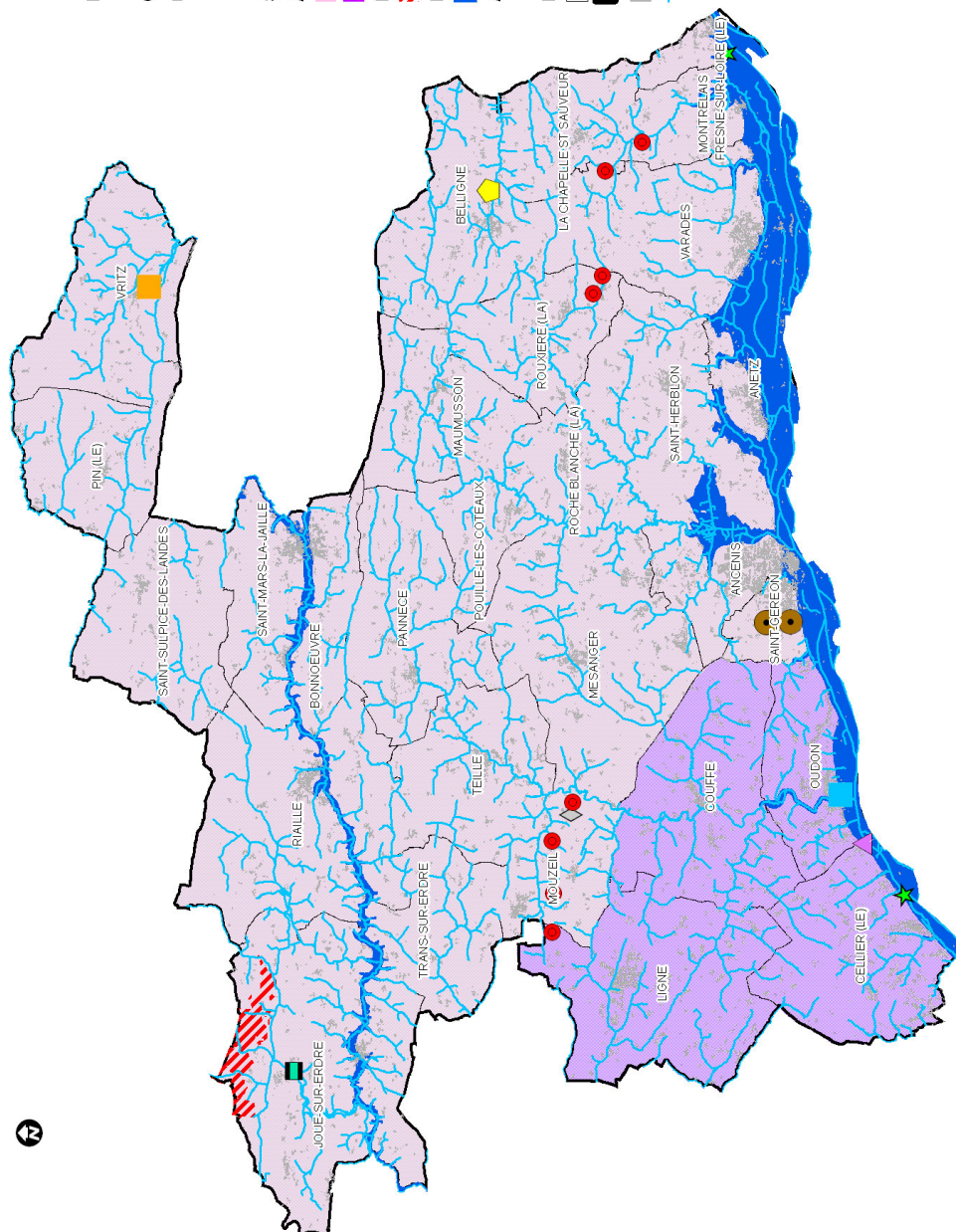
- Zone inondable

Autre risque

- Risque de rupture de barrage

Informations complémentaires

- Limite communale
- COMPA
- Bâti
- Cours d'eau



Sources : DREAL, DDTM, BRGM, IGN RGE, COMPA

Conception
& réalisation
X. HARDY

Carte 18 : Risques naturels – Source : DDTM, BRGM

6.1.4. Feu de forêt

Le département est peu touché par le risque feu de forêt en raison de son faible taux de boisement. Néanmoins certaines communes, dont Joué-sur-Erdre, ont été intégrées au DDRM au titre de ce risque. En effet, la forêt de Vioreau située au Nord de Joué-sur-Erdre est concernée par ce risque sur une surface totale de 370 ha.

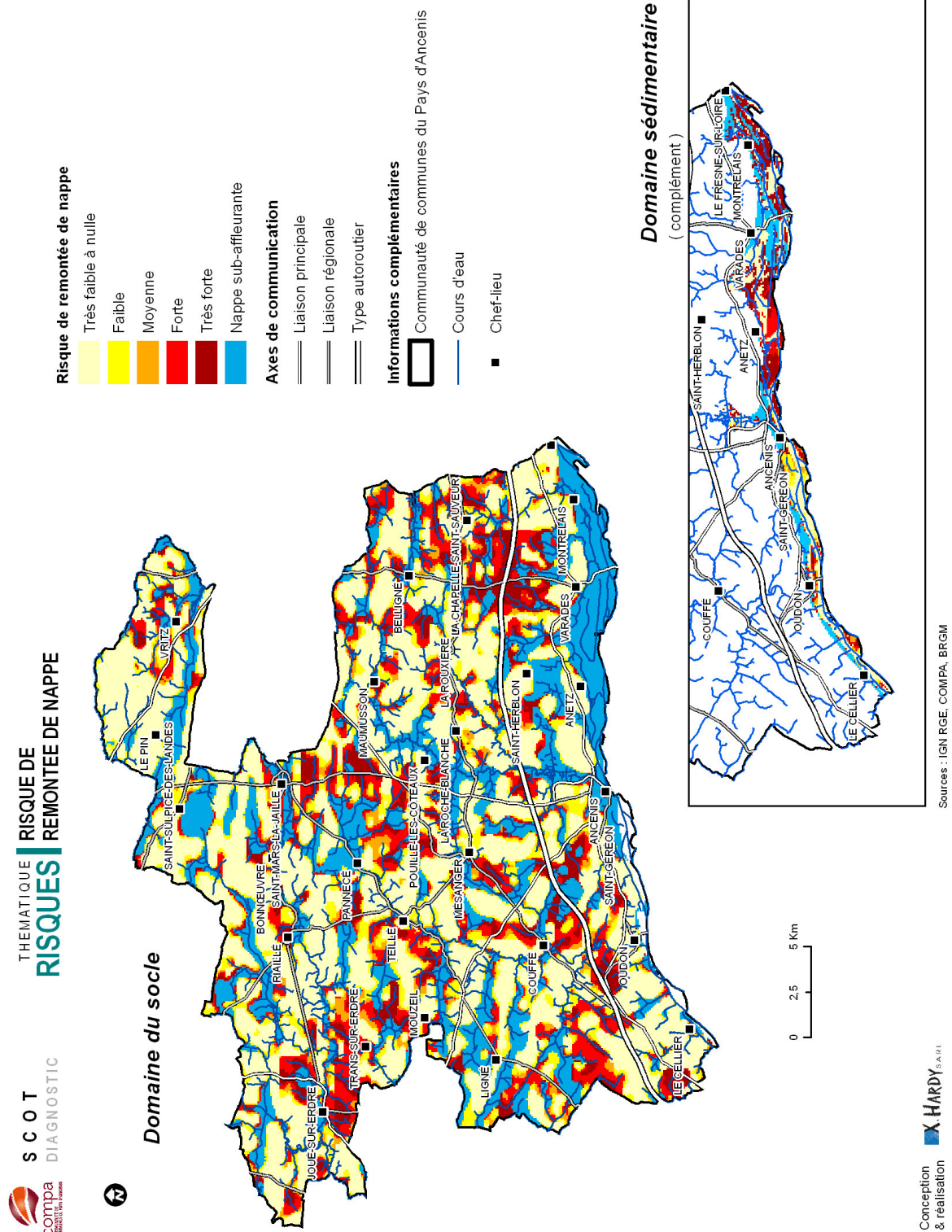
6.1.5. Remontée de nappe

Lorsque des éléments pluvieux exceptionnels se superposent à des niveaux d'étiage inhabituellement élevés, le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

Le risque de nappe sub-affleurante est principalement localisé le long des cours d'eau et notamment au droit des boires de la Loire sur les communes d'Anetz et de Varades. L'aléa est très fort à fort sur les communes de Varades, La Chapelle-Saint-Sauveur, Pannecé, Joué-sur-Erdre et Trans-sur-Erdre.

Il est important de noter que les cartes de sensibilité aux remontées de nappes ont été établies à **l'échelle départementale suivant la méthodologie nationale**. Plusieurs contacts avec le BRGM ont été pris afin de connaître la portée de ces données. Il en ressort qu'aucune disposition réglementaire ou servitude d'utilisation du sol ne découle de ce **porter à connaissance**. Toutefois, des précautions ont été listées par le BRGM afin de limiter le risque :

- **éviter la construction** d'habitation dans les **vallées sèches**, ainsi que dans les dépressions des plateaux calcaires,
- **déconseiller la réalisation de sous-sol** dans les secteurs sensibles, ou **réglementer leur conception** (préconiser que le sous-sol soit non étanche, que le circuit électrique soit muni de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation, réglementer l'installation des chaudières et des cuves de combustible, réglementer le stockage des produits chimiques, des phytosanitaires et des produits potentiellement polluants...),
- **ne pas prévoir d'aménagements** de type **collectifs** (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc...) dans ces secteurs,
- mettre en place un **système de prévision du phénomène** (dans les zones sensibles à de tels phénomènes, un tel système doit être basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles).



Carte 19 : Risque remontée de nappe – Source : BRGM

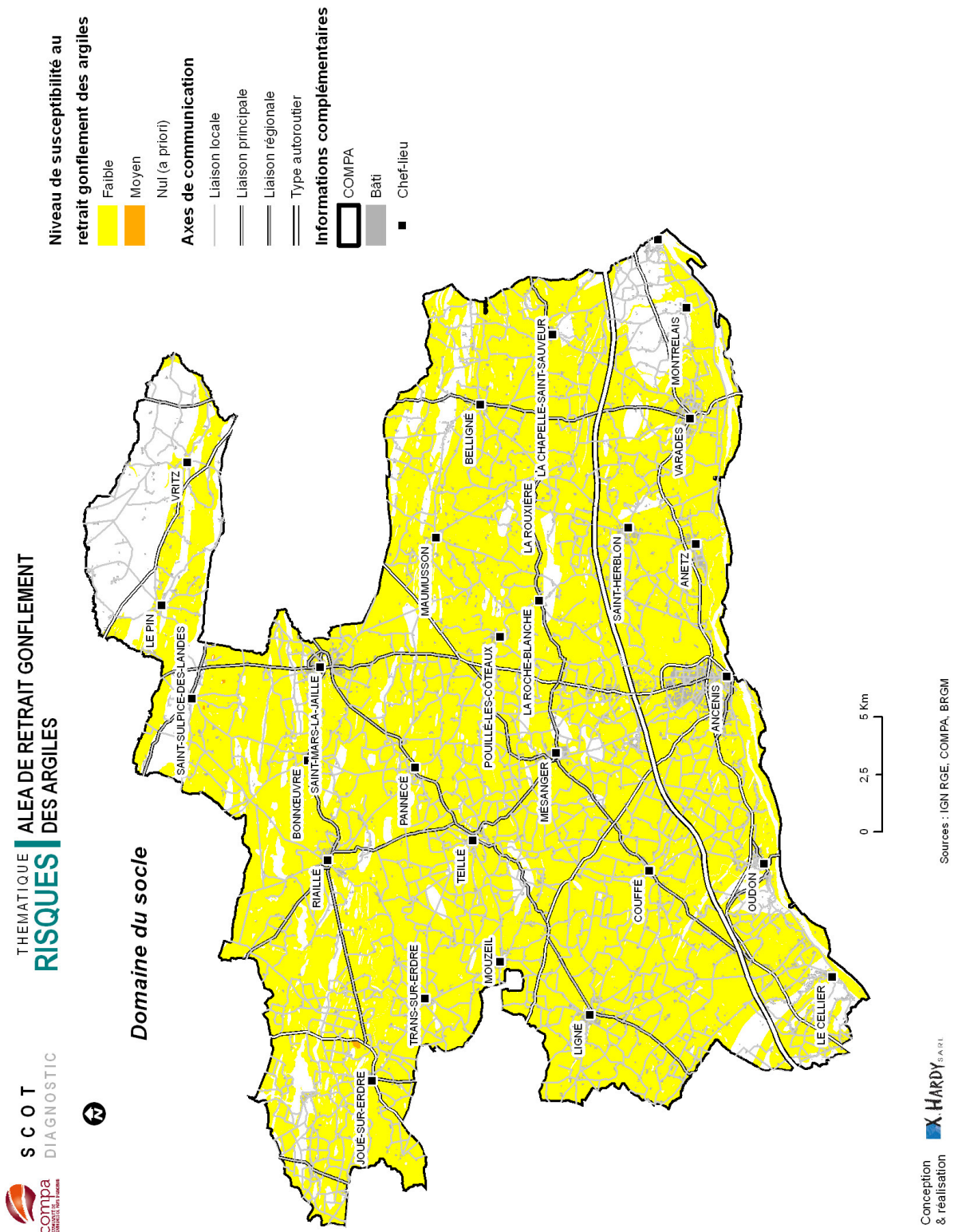
6.1.6. Retrait et gonflement d'argile

Les variations de volume des argiles sont principalement liées à leur nature (*smectite, vermiculites, chlorites*) et aux variations de la teneur en eau des sols fortement argileux. D'autres facteurs de prédisposition interviennent : facteurs hydrogéologiques, géomorphologiques, climatiques, couverture végétale. L'incidence sur le bâti peut-être localement importante.

Sur la très grande majorité du territoire de la COMPA, le risque est faible. On note un risque moyen sur la commune de Joué-sur-Erdre au droit du lieu-dit les Champs Blancs.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur.

- les **fondations** sur semelle doivent être suffisamment **profondes** pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation (*à titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort*),
- les **fondations** doivent être **ancrées** de manière **homogène** sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (*où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont*) ou à sous-sol hétérogène,
- la **structure** du bâtiment doit être suffisamment **rigide** pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages horizontaux (*haut et bas*) et verticaux,
- deux éléments de construction accolés, fondés de manière différente ou exerçant des charges variables, doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels,
- tout élément de nature à provoquer des **variations saisonnières d'humidité** du terrain (*arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées*) doit être le plus **éloigné** possible de la **construction**,
- **sous la construction**, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des **différences de teneur en eau** au droit des fondations (*entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation*),
- en cas de **source de chaleur en sous-sol** (*chaudière notamment*), les échanges thermiques à travers les parois doivent être **limités** par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie,
- les **canalisations enterrées d'eau** doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des **raccords souples** au niveau des points durs.



Carte 20 : Risque de retrait et gonflement d'argile – Source : BRGM

6.1.7. Séisme

Dans le cadre du programme national de prévention du risque sismique, dénommé Plan Séisme, le Ministère mène un travail dont l'objectif est d'améliorer, voire de renforcer, les mesures préventives de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens.

La carte de l'aléa sismique montre clairement que toutes les communes du département de la Loire-Atlantique sont concernées et doivent respecter la réglementation. Il est différencié 5 types de zones en fonction de l'intensité de l'aléa : très faible, faible, modéré, moyen, fort. Le département sera uniquement concerné par les aléas « faible » et « modéré ».

Les communes de Couffé, le Cellier, Ligné et Oudon sont classées en zone d'aléa « modéré » ; toutes les autres en l'aléa de sismicité « faible ».

6.1.8. Radon

Le radon est un gaz radioactif qui provient de la dégradation de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. A partir du sol et de l'eau, le radon diffuse dans l'air et se trouve, par effet de confinement, à des concentrations plus élevées à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur. Les descendants solides du radon sont alors inhalés avec l'air respiré et se déposent dans le poumon. Le radon constitue la part la plus importante de l'exposition aux rayonnements naturels reçus par l'homme.

L'exposition domestique au radon constitue donc un enjeu majeur de santé publique en France. Parmi les facteurs influençant les niveaux de concentrations mesurées dans les bâtiments, la teneur en uranium des terrains sous-jacents est l'un des plus déterminants. Elle détermine le potentiel radon des formations géologiques : sur une zone géographique donnée, plus le potentiel est important, plus la probabilité de présence de radon à des niveaux élevés dans les bâtiments est forte.

La connaissance des caractéristiques des formations géologiques sur le territoire, et en particulier de leur concentration en uranium, rend ainsi possible l'établissement d'une cartographie des zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Ce travail a été réalisé par l'IRSN à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et a permis d'établir une cartographie du potentiel radon des formations géologiques du territoire métropolitain.

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories.

Les communes à potentiel moyen ou élevé sont localisées sur les formations géologiques présentant des teneurs en uranium les plus élevées (les formations concernées sont notamment celles constitutives des grands massifs granitiques français (massif armoricain, massif central...) mais également certains grès et schistes noirs. Dans les communes à potentiel radon moyen ou élevé, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que dans le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments de ces communes dépassent 100 Bq.m-3 et plus de 6% dépassent 400 Bq.m-3.

Les communes à potentiel faible sont localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain). Dans les communes concernées, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 Bq.m-3 et moins de 2% dépassent 400 Bq.m-3.

Les communes à potentiel faible mais sur lesquelles des **facteurs géologiques particuliers** peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

Sur le territoire de la COMPA, la **majorité des communes** sont à **potentiel moyen ou élevé**. Seules les communes d'Ancenis, de Saint-Géréon et de Bonnoeuvre sont classées à potentiel faible. Les communes d'Anetz, de Mouzeil et de Saint-Mars-la-Jaille sont des communes à potentiel faible mais présentant des facteurs géologiques susceptibles de faciliter les transferts.

6.2. RISQUES TECHNOLOGIQUES

L'ensemble des risques technologiques présents sur le territoire est localisé sur la carte ci-après.

6.2.1. Risques industriels - PPRT

Deux installations AS (*autorisation avec servitudes*) à haut risque sont présentes sur le territoire du SCoT : NOBEL Explosifs à Riaillé, ODALIS à Mésanger. Pour ces deux établissements classés SEVESO, des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) ont été établis.

A Mésanger, ODALIS stocke des produits agropharmaceutiques. Un arrêté préfectoral du 13 mai 2008 a prescrit l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de ce site. Le périmètre d'étude de ce plan ne touche que la commune de Mésanger.

A Riaillé, la société NOBEL EXPLOSIFS France est couverte par un PPRT, approuvé par arrêté préfectoral du 30 mai 2007. Il est à noter que le périmètre touche les communes de Riaillé, du Grand-Auverné et de la Meilleraye-de-Bretagne sur des terrains à caractère agricole principalement. Les hameaux du Pont Chollet, les Genêtaux, la Meilleraie, la Barre, la Minaudière sur la commune de Riaillé sont toutefois inclus dans le périmètre.

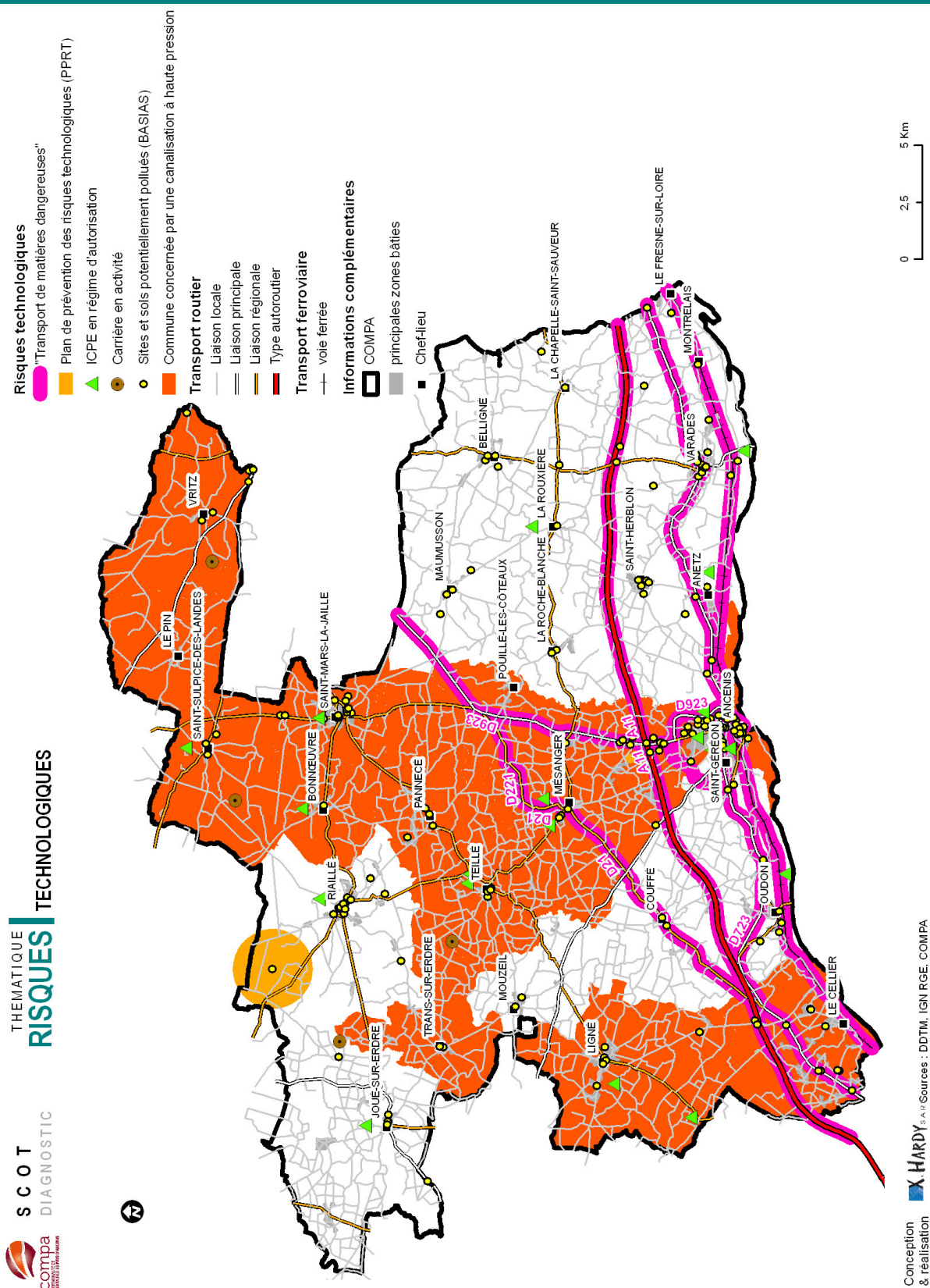
Il est à noter que la commune du Cellier est mentionnée dans le DDRM du fait de l'implantation, sur cette commune, de la société APLIX. Cette dernière ne rentre pas dans la catégorie « Seveso seuil haut », mais elle présente, selon la DREAL, un risque non négligeable.

6.2.2. Transport de Matières Dangereuses

Ce risque à caractère diffus a fait l'objet d'une réflexion dans le cadre de la révision du DDRM, publié en 2008. Le premier constat est que toutes les communes du département sont concernées. Cependant, certaines d'entre-elles présentent des éléments de nature à augmenter la probabilité de survenue d'un accident : infrastructures de transport importantes, implantations industrielles particulières, etc... Sur le territoire du SCoT, toutes les communes situées au bord de la Loire sont particulièrement concernées en raison de la présence de la voie ferrée, de l'autoroute A11 et de la RD723.

La D923 et la D221 sur Mésanger sont également recensées (*continuité avec le DDRM et le réseau routier du Maine-et-Loire*).

Par ailleurs, un risque de transport de matières dangereuses lié à des canalisations de gaz à haute pression est également présent sur les communes de : Le Cellier, Ligné, Trans-sur-Erdre, Teillé, Ancenis, Mésanger, Pannecé, Bonnoeuvre, Saint-Sulpice-des-Landes, Le Pin et Vritz.



Carte 21 : Risques technologiques – Source : BRGM

6.2.3. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont des installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, pour :

- la commodité du voisinage,
- la santé,
- la sécurité,
- la salubrité publique,
- l'agriculture,
- la protection de la nature et de l'environnement,
- la conservation des sites et des monuments.

Dans le but de minimiser les risques relatifs à ces installations, la Loi 76-663 du 19 juillet 1976 définit les procédures relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement. La gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation va dépendre du volume et du type d'activités pratiquées par ces installations.

La Préfecture de Loire-Atlantique a fourni la liste des ICPE sur le territoire du Pays d'Ancenis. Cette liste n'est pas mise à jour régulièrement et ne prend donc pas en compte le changement de statut ou d'activité des agriculteurs et des entreprises. Les installations classées sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Communes de la COMPA	Nombre d'ICPE	Communes de la COMPA	Nombre d'ICPE
Ancenis	75	Montrelais	11
Anetz	18	Mouzeil	12
Belligné	37	Oudon	24
Bonnoeuvre	22	Pannecé	31
Couffé	26	Pouillé-les-coteaux	16
Joué-sur-Erdre	40	Riaillé	38
La Chapelle Saint Sauveur	24	Saint Géréon	15
La Roche blanche	10	Saint Herblon	42
La Rouxière	47	Saint Mars-la-Jaille	36
Le Cellier	48	Saint Sulpice des Landes	36
Le Fresne-sur-Loire	5	Teillé	35
Le Pin	23	Trans-sur-Erdre	21
Ligné	34	Varades	66
Maumusson	23	Vritz	42
Mésanger	63	TOTAL	920

Tableau 22 : Nombre d'ICPE par commune – Source : Préfecture

Les ICPE sont donc principalement situées sur les communes d'Ancenis, Mésanger et Varades.

La présence d'ICPE est à prendre en compte dans les projets d'aménagement, notamment pour l'implantation de zone d'habitat.

6.2.4. Sites et sols potentiellement pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets, d'infiltration de substances polluantes ou d'installations industrielles, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque durable pour les personnes ou l'environnement.

La pollution présente un caractère concentré, à savoir des teneurs souvent élevées et sur une surface réduite (*quelques dizaines d'hectares au maximum*). Elle se différencie des pollutions diffuses, comme celles dues à certaines pratiques agricoles ou aux retombées de la pollution automobile près des grands axes routiers.

Il existe deux bases de données nationales recensant les sols pollués connus ou potentiels :

- BASIAS : inventaire des sites industriels et de service en activité ou non, susceptibles d'être affectés par une pollution des sols.
- BASOL : inventaire des sites pollués par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Sur le territoire du Pays d'Ancenis, aucun site pollué n'est recensé dans la base de données BASOL. En revanche, de nombreux sites ont été répertoriés sur BASIAS. Le nombre de sites par commune est dressé dans le tableau ci-après.

COMMUNE	TOTAL	COMMUNE	TOTAL
ANCENIS	49	MONTRELAIS	2
ANETZ	3	MOUZEIL	2
BELLIGNE	4	ODON	6
BONNOEUVRE	1	PANNECE	4
COUFFE	2	RIAILLE	16
JOUE-SUR-ERDRE	5	SAINT-GEREON	5
LA CHAPELLE-SAINT-SAUVEUR	2	SAINT-HERBLON	7
LA ROCHE-BLANCHE	2	SAINT-MARS-LA-JAILLE	14
LA ROUXIERE	1	SAINT-SULPICE-DES-LANDES	3
LE CELLIER	11	TEILLE	4
LE FRESNE-SUR-LOIRE	2	TRANS-SUR-ERDRE	2
LIGNE	6	VARADES	17
MAUMUSSON	4	VRITZ	6
MESANGER	7	Total	187

Etat du site	Nombre	%
Activité terminée	78	42
En activité	105	56
Ne sait pas	4	2
TOTAL	187	100

Tableau 23 : Sites et sols potentiellement pollués – Source : BRGM

Il existe 187 sites susceptibles d'être pollués sur le Pays. Ils sont principalement situés sur la commune d'Ancenis avec 49 sites recensés. On retrouve également une forte concentration de sites potentiellement pollués sur Saint-Mars-la-Jaille, Varades, Riaillé et Le Cellier.

Ces sites recensés sont pour moitié en activité. On retrouve principalement les stations services (10% des sols pollués), les décharges (10%), et surtout les entreprises ayant des dépôts de liquides inflammables avec 40% des sites (*certaines stations services sont aussi recensées dans cette activité*). Les autres sites sont des dépôts et stockage de gaz, de métal, de ferraille...

Cette potentialité de pollution des sols est à prendre en compte dans les projets d'aménagement, notamment pour l'implantation de zone d'habitat.

6.3. INTERACTIONS AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

Sur la base des PLU et des POS des 29 communes, une analyse des différents zonages existants sur les zones inondables a été effectuée. Il en ressort que **11,8 ha de zones inondables** sont inclus dans des zones d'extension d'urbanisation (AU, 1AU, 2AU, NA ...). Par ailleurs, d'après les cadastres numériques, **2 391 bâtis** durs ont été comptabilisés en zone inondable.

Sur la base d'une analyse des cadastres numériques il ressort que 4 592 bâtis durs sont concernés par un **risque technologique** dans la mesure où ils sont situés :

- soit dans un PPRT,
- soit à moins de 10m d'une ICPE en régime d'autorisation,
- soit à moins de 10m d'une voie classée en risque de transport de matières dangereuses.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- De nombreux risques naturels et technologiques ;
- Des plans de prévention des risques ;

Atouts

- Des risques bien identifiés et principalement concentrés au Sud du territoire ;

Faiblesses

- Présence de risques naturels au cœur de bourgs ;
- Des risques technologiques proches d'habitations ;

Chiffres clés

- 1 PPRI et 1 AZI ;
- 5 169 ha en zone inondable ;
- 2 391 bâtis durs en zone inondable ;
- 11.8 ha de zone à urbaniser en zone inondable ;
- 370 ha en risque feu de forêt ;
- 2 PPRT ;
- 157 km de voies classées en Transport de Matières Dangereuses (TMD) ;
- 4 592 bâtis concernés par un risque technologique ;

7. NUISANCES

Un classement sonore des infrastructures de transports terrestres bruyantes a été établi arrêté préfectoral. Ce classement a pour conséquence la délimitation d'un secteur de nuisance de part et d'autre de l'infrastructure. A l'intérieur de ce secteur, des règles de construction sont imposées au titre du Code de la Construction et de l'Habitation afin de garantir un isolement acoustique des bâtiments.

Ce classement est séparé en 5 catégories, la première étant la plus bruyante :

- catégorie 1 : classement qui impose une marge de recul de 300 m,
- catégorie 2 : classement qui impose une marge de recul de 250 m,
- catégorie 3 : classement qui impose une marge de recul de 100 m,
- catégorie 4 : classement qui impose une marge de recul de 30 m,
- catégorie 5 : classement qui impose une marge de recul de 10 m.

L'ensemble des nuisances sonores est récapitulé sur les Cartes de Bruit Stratégiques (CBS) diffusées par la DREAL. Par ailleurs, un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de l'État de la Loire-Atlantique a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2011. Il synthétise les mesures de lutte contre le bruit prévues pour les routes nationales et autoroutes concédées. Le Pays d'Ancenis est concerné au titre de l'A11.

Sur le Pays d'Ancenis, les voies et les zones de nuisances concernées sont définies par 3 arrêtés préfectoraux qui concernent essentiellement la **ligne SNCF n°515000, l'autoroute A11, le RD723, le RD 752, la RD 923 et la Déviation d'Ancenis**.

Les communes concernées sont : Ancenis, Anetz, Couffé, le Cellier, le Fresne-sur-loire, Mésanger, Montrelais, Oudon, Pouillé-les-Coteaux, Saint-Géréon, Saint-Herblon et Varades. Les infrastructures sont localisées sur la carte ci-après.

Le tableau ci-après récapitule les différentes catégories de voies présentes sur chaque commune.

De plus, certaines installations ou activités sont potentiellement bruyantes et peuvent engendrer des nuisances sonores en l'absence de mesures compensatoires ou préventives, comme par exemple l'aérodrome d'Ancenis, créé en 1995 et géré par la COMPA, qui est classé en catégorie D. Il n'est pas soumis à l'obligation de mettre en place un Plan d'Exposition aux Bruits.

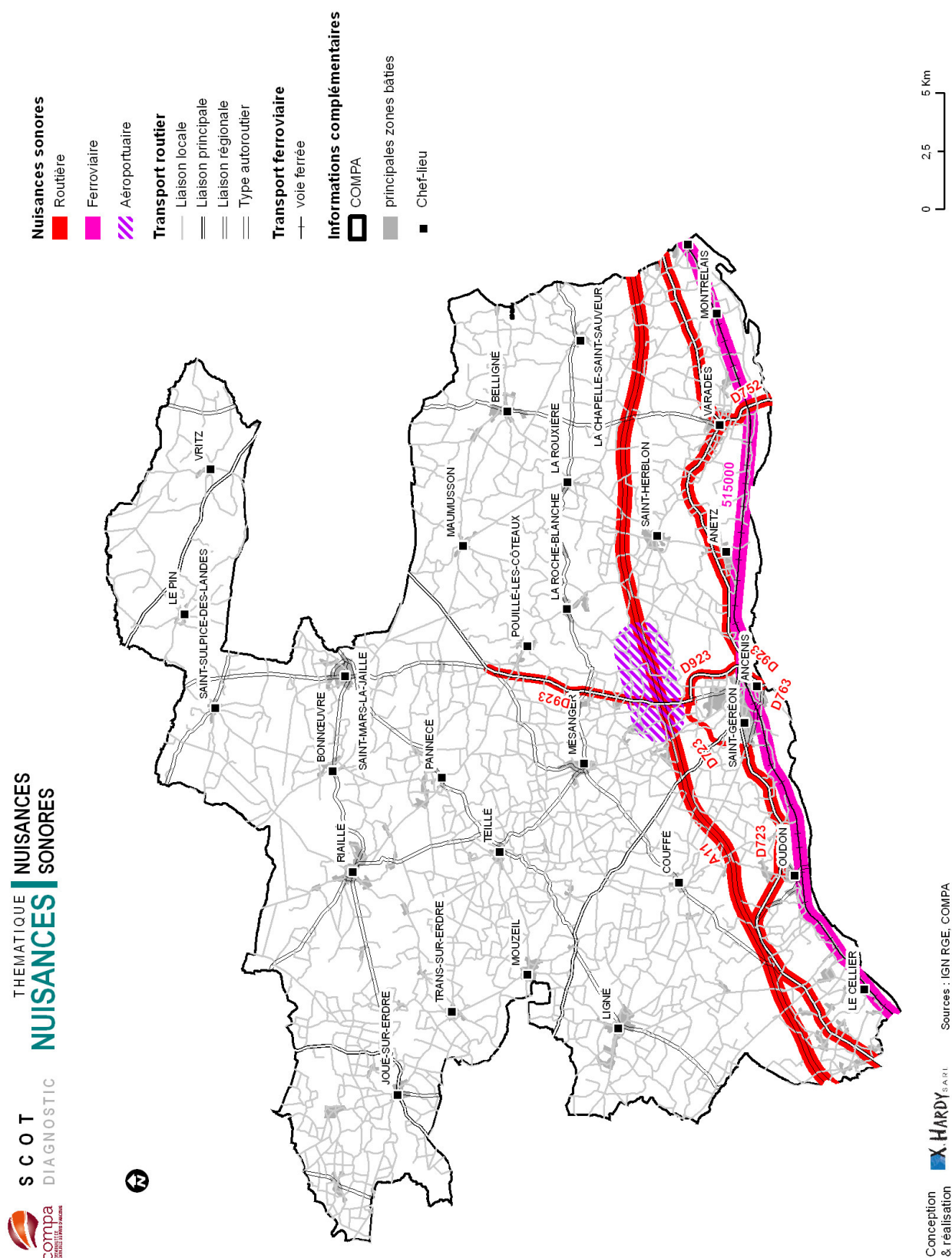
Pour toutes activités, les entreprises sont soumises à des limitations d'émissions sonores par :

- le décret du 18 avril 1995 relatif au bruit de voisinage pour toute activité non classée,
- l'arrêté du 23 juillet 1997 relatif au bruit des installations classées.

Aucune étude sur les sources de nuisances sonores liées aux activités industrielles, artisanales ou aux loisirs bruyants n'a été réalisée.

Communes de la COMPA	SNCF ligne 515000	A 11	RD 723	RD 752	RD 923	Déviation
Ancenis	2	1	3 / 4		3	3
Anetz	2		3			
Belligné						
Bonnoeuvre						
Couffé		1	3			
Joué-sur-Erdre						
La Chapelle Saint Sauveur						
La Roche blanche						
La Rouxière						
Le Cellier	2	1	2 / 3			
Le Fresne-sur-Loire	2	1	3			
Le Pin						
Ligné						
Maumusson						
Mésanger		1			3	
Montrelais	2	1	3			
Mouzeil						
Oudon	2	1	3			
Pannecé						
Pouillé-les-coteaux					3	
Riaillé						
Saint Géréon	2		3 / 4			3
Saint Herblon	2	1	3			
Saint Mars-la-Jaille						
Saint Sulpice des Landes						
Teillé						
Trans-sur-Erdre						
Varades	2	1	3	3		
Vritz						

Tableau 24 :Nuisances sonores sur le territoire – Source : DREAL



Carte 22 : Nuisances sonores – Source : DDTM

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- De nombreuses nuisances principalement liées aux infrastructures de transport ;
- Pas de données sur d'autres nuisances ;

Atouts

- Des nuisances bien identifiées ;

Faiblesses

- De nombreuses zones urbaines concernées par des nuisances ;

Chiffres clés

- 126 km de voies classées bruyantes ;

8. QUALITE DE L'AIR ET ENERGIES RENOUVELABLES

8.1. QUALITE DE L'AIR

Les principaux polluants de l'air sont répertoriés en 6 grandes catégories :

- les Composés Organiques Volatils,
- le Dioxyde de soufre,
- les Oxydes d'azote,
- l'Ozone,
- les particules en suspension,
- la radioactivité atmosphérique.

Aucune donnée sur la qualité de l'air n'est disponible sur le territoire du Pays d'Ancenis. Des données sont disponibles sur les grandes villes comme Nantes, Angers et Rennes, mais elles ne peuvent pas être extrapolées de manière représentative pour le territoire du SCoT.

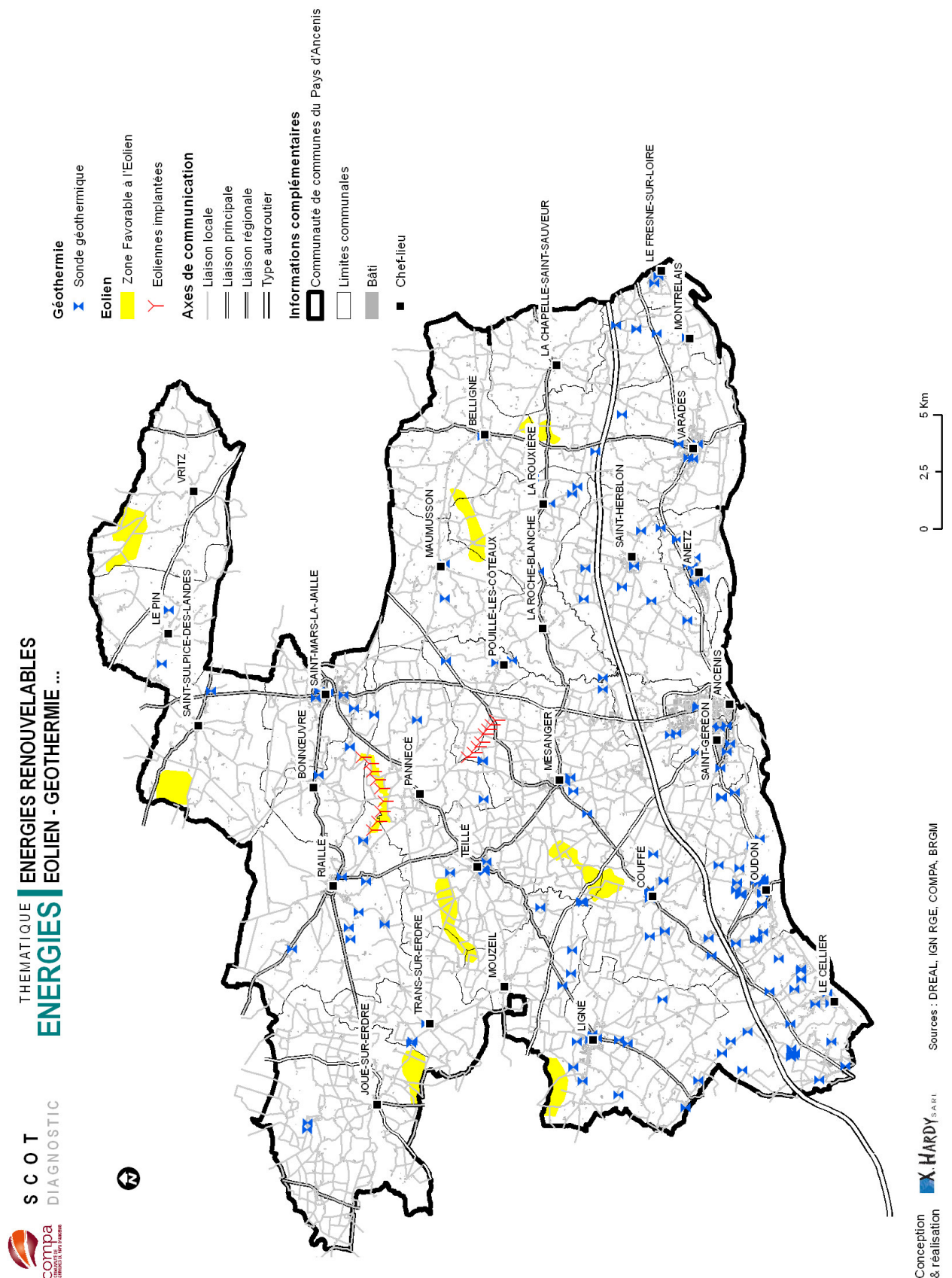
8.2. ENERGIES RENOUVELABLES

L'ensemble des sondes géothermiques et des Zones de Développement Eolien (ZDE) est localisé sur la carte ci-après.

8.2.1. Géothermie

D'après les données du BRGM, le territoire de la COMPA compte 190 forages liés à la géothermie. Ils sont principalement situés sur le Sud et l'Ouest du territoire.

Il est important de noter que sont comptabilisés uniquement les forages déclarés et liés à la géothermie nécessitant un forage profond (> 10m). La géothermie de surface n'est donc pas recensée.



Carte 23 : Energies renouvelables – Source : COMPA, BRGM

8.2.2. Eolien

Le territoire de la COMPA présente un bon potentiel pour l'exploitation de l'énergie éolienne.

En 2009-2010, la COMPA et le Conseil Général de Loire-Atlantique ont conduit une étude visant à la délimitation de Zones de Développement Eolien (ZDE). Dix Zones de Développement Eolien (ZDE) ont été présentée. Elles sont situées sur les deux tiers Nord du territoire :

- Joué-sur-Erdre (170 ha, puissance maximale autorisée : 24 MW),
- Saint-Sulpice-des-Landes (188 ha, puissance maximale autorisée : 15 MW),
- Vritz (260 ha, puissance maximale autorisée : 30 MW),
- la Rouxière, Maumusson et Belligné (184 ha, puissance maximale autorisée : 27 MW),
- Varades et Belligné (110 ha, 5 à 8 éoliennes, puissance maximale autorisée : 16 MW),
- Couffé et Mésanger (270 ha, 5 éoliennes, puissance maximale autorisée : 24 MW),
- Le Cellier et Ligné (580 ha, puissance maximale autorisée : 32 MW),
- Ligné (170 ha, puissance maximale autorisée : 21 MW),
- Teillé, Trans-sur-Erdre et Mouzeil (240 ha, puissance maximale autorisée : 24 MW),
- Riaillé, Pannecé et Bonnoeuvre (120 ha, 9 éoliennes, puissance maximale autorisée : 27 MW – éoliennes implantées pour une puissance totale de 18 MW).

En 2012, 9 ZDE ont été validées par arrêté préfectoral et une a été refusée, celle située sur les communes du Cellier et de Ligné.

Compte tenu des évolutions législatives, les Zones de Développement Eolien n'existent plus en tant que telles. Toutefois, étant donné que les 9 zones validées sont conformes au Schéma Régional Eolien en vigueur, le SCoT considère ces secteurs comme des Zones Favorables à l'Eolien. En effet, elles présentent toutes les garanties tant du point de vue du potentiel énergétique que de celui d'un impact minimal en termes d'environnement.

Actuellement, le territoire de la COMPA compte 17 éoliennes installées :

- 8 sur les communes de Mésanger et Pouillé-les-Coteaux (hors ZDE) d'une puissance totale de 18.4MW,
- 9 éoliennes dans la ZDE de Riaillé, Pannecé et Bonnoeuvre.

La **puissance potentielle maximale totale d'énergie éolienne** sur le territoire sera donc à terme de **217.40 MW**.

8.2.3. Autres énergies renouvelables

Aucune autre donnée statistique n'est disponible concernant l'utilisation d'énergie renouvelable sur le territoire (*solaire, Bois-Energie ...*).

Toutefois, on peut considérer que les caractéristiques du territoire sont favorables au développement de nouvelles filières ou l'exploitation de nouveaux gisements : solaire, bois-énergie, méthanisation ...

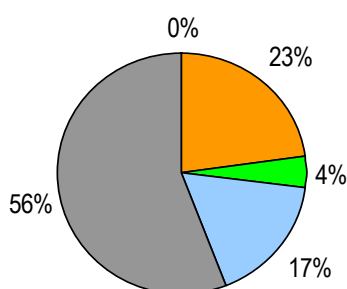
Consommation énergétique du territoire

Air Pays de la Loire a réalisé une extraction de ses données sur le territoire du Pays d'Ancenis. Leurs résultats sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre sont présentés ci-après.

Il est important de noter que pour des raisons de secret statistique, les informations concernant la consommation énergétique industrielle sur la commune d'Anetz n'est pas prise en compte (pas de diffusion à la commune quand la statistique concerne moins de 3 unités ou qu'une entreprise représente plus de 85% du total).

Il est toutefois précisé que le secteur industriel à Anetz représente environ 1% des consommations d'énergie totales de la COMPA.

Consommations d'énergie finale en 2008 en tep/an Répartition par type d'énergie



■ Combustibles Minéraux Solides
■ Electricité
■ Energies Renouvelables
■ Gaz Naturel
■ Produits pétroliers

	Combustibles Minéraux Solides	Electricité	Energies Renouvelables	Gaz Naturel	Produits pétroliers	Total
Agriculture		584		393	5 781	6 759
Industrie - hors Anetz		11 926		18 152	495	30 573
Résidentiel	21	15 330	6 357	5 826	13 049	40 583
Tertiaire	12	8 154	9	3 614	4 277	16 067
Transports non routiers		1 928			289	2 217
Transports routiers					68 001	68 001
Total général - hors indus Anetz	33	37 923	6 366	27 986	91 892	164 200

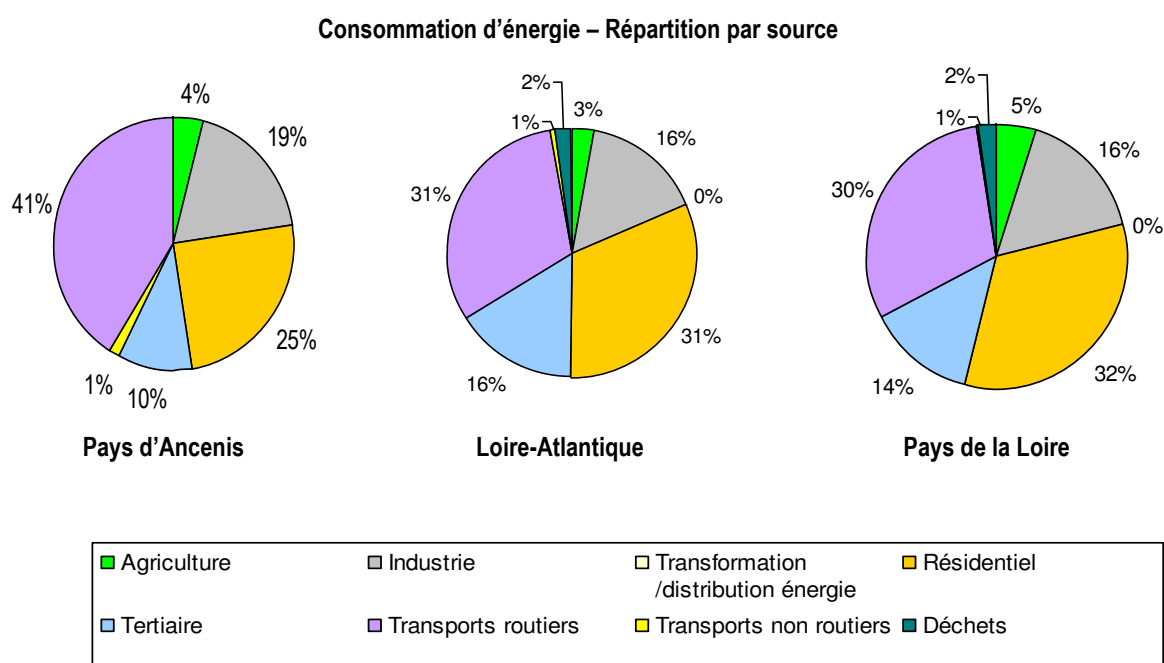
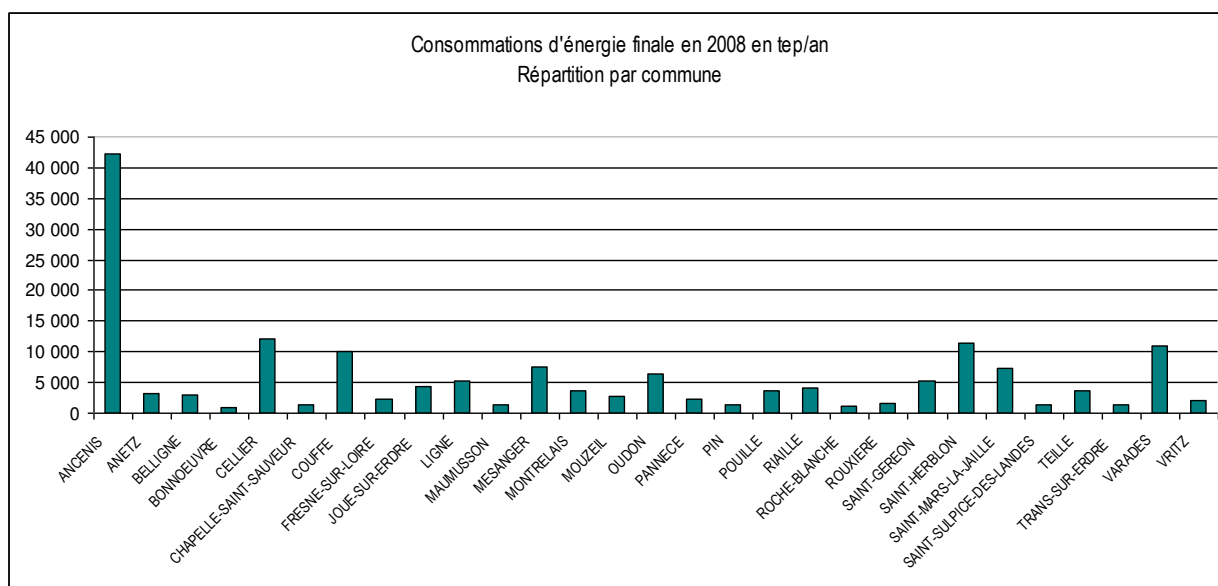


Figure 3 : Consommations d'énergie – Source : BASEMIS / Air Pays de la Loire

Sur le territoire du Pays d'Ancenis, la **consommation énergétique** représente **164 200 tep/an**. Elle est principalement liée aux **transports routiers** (47%) et aux bâtiments **résidentiels** (29%). Comparé à la répartition par source de la consommation énergétique à l'échelle départementale et régionale, la part liée au résidentiel et au tertiaire est inférieure à celle du département ou de la région. A l'inverse, la part liée au transport routier est beaucoup plus importante sur le territoire du Pays d'Ancenis que sur le département ou la région.

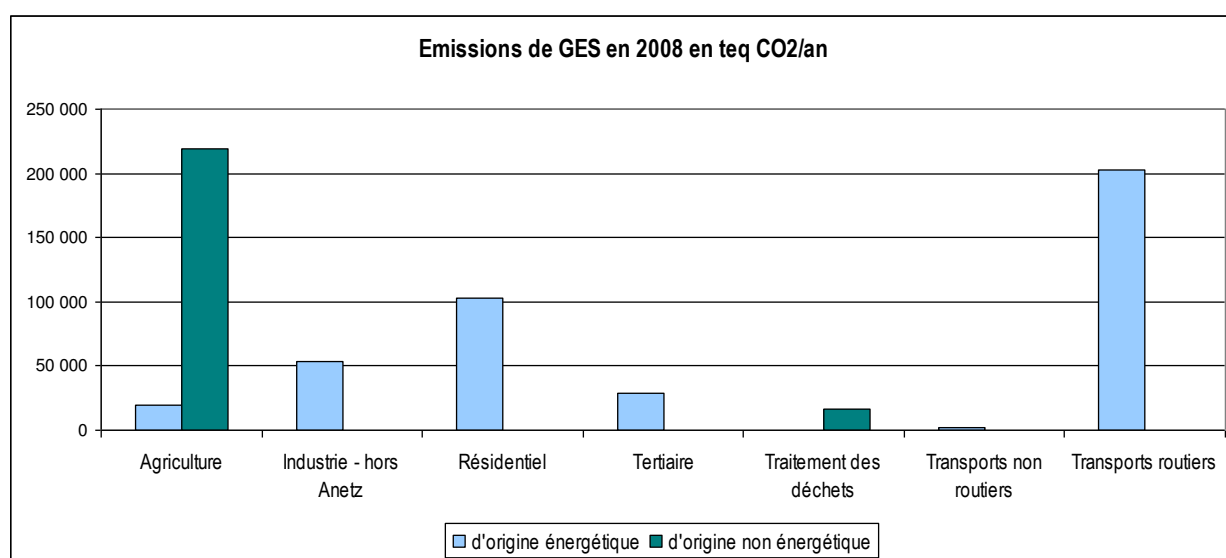
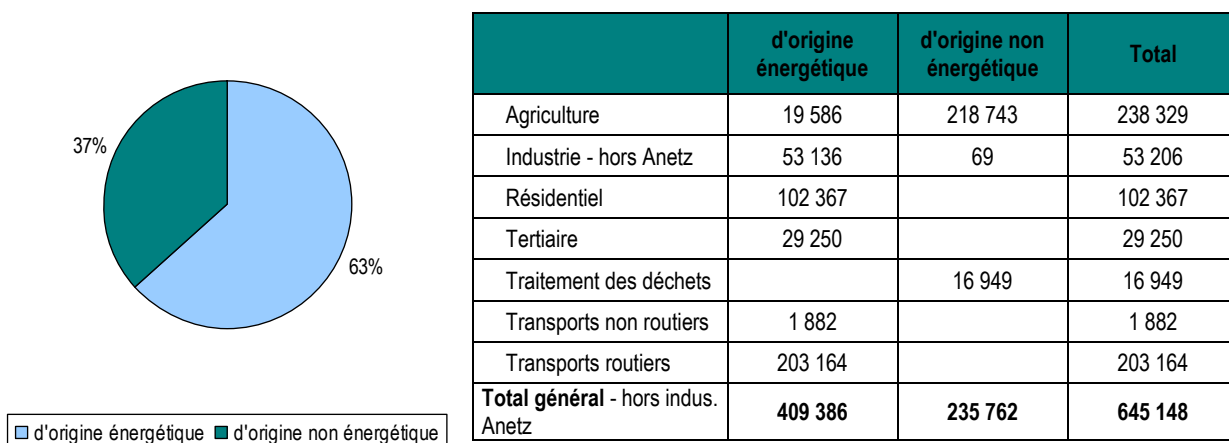
Ces énergies proviennent majoritairement des **produits pétroliers** (65%) et de l'**électricité** (22%). Seulement 4% des énergies consommées sont issues des énergies renouvelables.

Les communes les plus consommatrices d'énergie sont, par ordre décroissant : Ancenis, Le Cellier, Saint-Herblon et Varades. Ce sont les communes regroupant une large part de la population, de nombreuses activités industrielles et de nombreuses infrastructures de transport.

8.3. EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Les données concernant les émissions de gaz à effet de serre sur le territoire de la COMPA sont issues des données d'Air Pays de la Loire. Les émissions industrielles sur la commune d'Anetz ne sont pas communicables pour des raisons de secret statistique.

Emissions de GES en 2008 en teq CO2/an
Répartition par origine



Emission de GES - Répartition par source

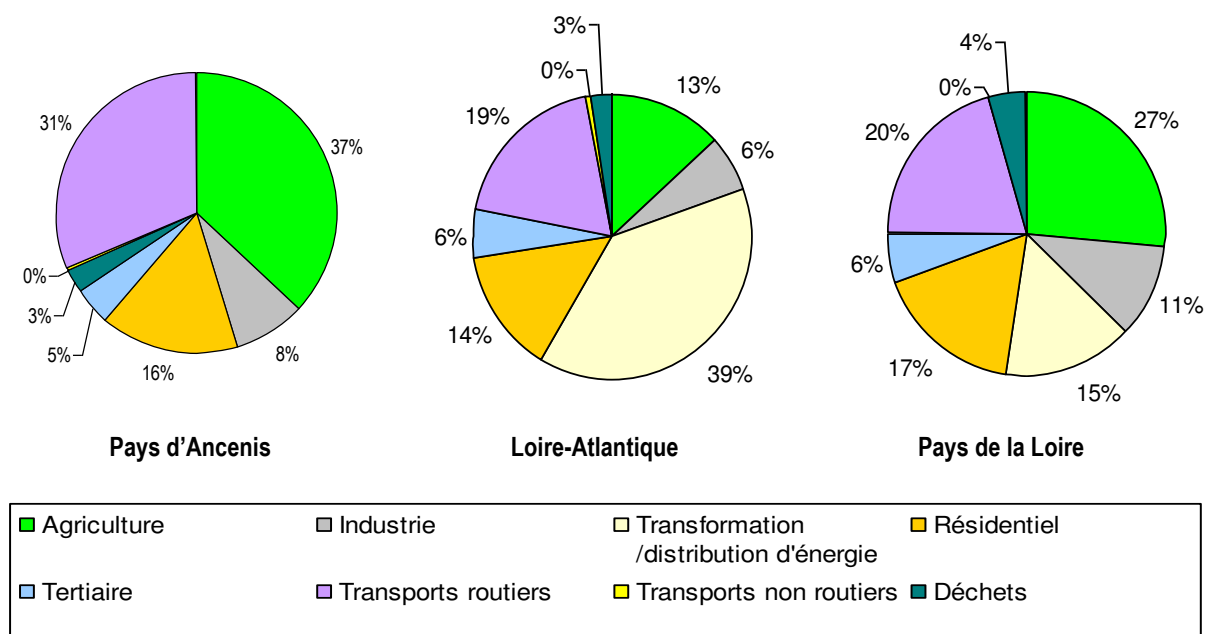


Figure 4 : Emissions de gaz à effet de serre – Source : BASEMIS / Air Pays de la Loire

Sur le territoire du Pays d'Ancenis, les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) représentent **645 148 teq CO2/an**, dont **63%** sont d'origine **énergétique** et 37% d'origine non énergétique.

La principale source de GES d'origine **non énergétique** est l'**agriculture**.

Toute origine confondue (énergétique et non), les **principales sources de GES** sur le territoire du SCoT sont par ordre croissant : l'**agriculture** (37%), le **transport routier** (31%), les **bâtiments résidentiels** (16%), l'industrie (8%), le secteur tertiaire (5%) et le traitement des déchets (3%).

Cette part d'émission de GES liée à l'agriculture est beaucoup plus importante sur le Pays d'Ancenis (37%) que sur le département (13%) ou sur la région (27%). Cela montre bien la vocation agricole du territoire. De même, le transport routier est beaucoup plus important sur la COMPA que sur le département ou la région. Cela peut probablement s'expliquer par deux faits :

- le territoire est rural, vaste avec de nombreuses zones d'habitat dispersées avec peu de transports alternatifs les reliant les uns aux autres,
- plusieurs industries importantes sont implantées sur le territoire générant de nombreux déplacements (flux domicile-travail, livraisons...).

Par ailleurs, une étude visant à l'élaboration du Plan Climat Energie Territorial de la COMPA sera lancée début 2014.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- 9 Zones de Développement Eolien validées, redéfinies en Zones Favorables à l'Eolien ;
- Quelques forages liés à la géothermie ;
- Pas de données sur l'utilisation d'autres énergies renouvelables ou d'équipement économes ;
- Pas de données sur la qualité de l'air ;
- Des émissions de gaz à effet de serre principalement liées à l'agriculture, aux transports routiers et aux bâtiments résidentiels.
- Un PCET en cours d'élaboration

Atouts

- Un potentiel éolien exploité ;
- Un potentiel géothermique exploité ;

Faiblesses

- Manque de données ;

Chiffres clés

- 9 Zones Favorables à l'Eolien
deux parcs existants et un
potentiel de production de 217.40
MW ;
- 190 forages liés à la
géothermie ;
- une consommation énergétique
de 164 200 teq/an
- 645 148 teq CO2/an

9. DECHETS

La COMPA assure la globalité de la compétence « collecte et traitement » des déchets. Ainsi, elle gère les opérations de collecte, de transport, de tri, de traitement et de valorisation des déchets ménagers et assimilés.

9.1. COLLECTE

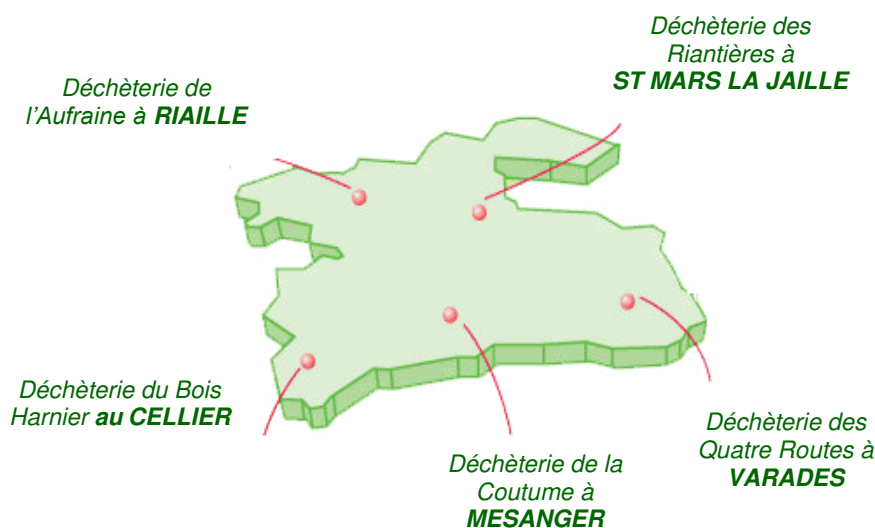
On observe en 2012 trois modes de collecte des déchets différents sur le territoire de la COMPA :

- Pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) et emballages ménagers recyclables (EMR) :
 - un service en porte à porte (PAP) en bac muni d'une puce électronique pour les OMR et en sacs jaunes pour les EMR,
 - un service en apport volontaire (APV) en conteneurs enterrés, pour ces mêmes déchets.
- Pour le verre et les papiers-journaux magazines :
 - un service en apport volontaire (APV) en colonnes aériennes.

Ce nouveau dispositif répond aux objectifs recherchés de proximité et d'harmonisation de la collecte (un bac et des sacs jaunes pour tous pour l'habitat pavillonnaire). De plus, il est intégré dans une démarche de performances environnementales.

9.2. DECHETTERIES

La COMPA est équipée de 5 déchetteries.



Ces 5 déchèteries font l'objet d'une étude de modernisation pour s'adapter aux évolutions de tri et à l'augmentation de leur fréquentation.

Un projet d'aménagement d'une recyclerie attenante à la déchèterie de Saint-Mars la Jaille est également lancé, en vue d'une mise en service à l'automne 2014.

Collectes permanentes	Collectes ponctuelles
<ul style="list-style-type: none"> - gravats (sans plastique, ni bois, ni papier, ni verre...) - déchets métalliques, ferraille - carton - tailles de végétaux, tontes de pelouses - tout venant (mobilier, plastiques...) - bois - verre d'emballage - papier - batteries - piles et piles bouton - amiante liée - huiles de vidange - polystyrène - déchets dangereux des ménages (DDM) collectés dans des armoires aux horaires d'ouverture des déchèteries de Riaillé et de Saint-Mars-la-Jaille 	<ul style="list-style-type: none"> - Déchets Dangereux des Ménages (peintures, solvants, phytosanitaires, décapants, désherbants, acide, ...) sont acceptés de 14h00 à 18h00 : <ul style="list-style-type: none"> • à Mésanger, le 1^{er} samedi du mois sur l'ensemble de l'année et le 3^{ème} mercredi du mois d'avril à juin et de septembre à novembre • au Cellier, le 3^{ème} samedi du mois • à Varades, le dernier samedi du mois - Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques : <ul style="list-style-type: none"> • à Mésanger en jour dédié le samedi de 10h à 16h

Tableau 25 : Déchets collectés dans les déchetteries – Source : COMPA

Déchets	Tonnages 2010 (en tonnes)	Ratio 2010 kg/hab/an	Tonnages 2011 (en tonnes)	Ratio 2011 kg/hab/an	Tonnages 2012 (en tonnes)	Ratio 2012 kg/hab/an	Variation tonnages 2010/2011	Variation tonnages 2011/2012
Ordures ménagères	11 205,65	197,91	10 818,94	187,35	8 755,71	148,73	-3,45%	-19,07%
Emballages	772,17	13,64	839,79	14,54	1 038,91	17,65	+ 8,76%	23,71%
Papier	1 611,61	28,46	1 648,07	28,54	1 778,01	30,20	+ 2,26%	7,88%
Verre	2 257,78	39,88	2 267,08	39,26	2 408,51	40,91	+ 0,41 %	6,24%
Sous-Total 1	15 847,21	279,89	15 573,88	269,69	13 981,14	237,17	- 1,72 %%	-10,23%
Végétaux	2 557,76	45,17	3 303,86	57,21	3 728,74	63,34	+ 29,17%	+ 12,86%
TT venant	3 590,23	63,41	3 714,45	64,32	3 522,62	59,84	+ 3,46%	- 5,16%
Gravats	3 342,98	59,04	3 869,52	67,01	3 617,56	61,45	+ 15,75%	-6,51%
Ferraille	425,10	7,51	339,96	5,89	249,82	4,24	-20,03%	-26,51%
Bâches agricoles	4,70	0,08	0		0		-100%	
Huile			18,20	0,32	24,70	0,42		+ 35,71%
Piles	3,87	0,07	5,03	0,09	4,86	0,08	+ 29,97%	-3,38%
Fibrociment	169,86	3,00	230,38	3,99	188,64	3,20	+ 35,63%	-18,12%
Carton	366,18	6,47	411,26	7,12	455,36	7,74	+ 12,31%	+ 10,72%
Polystyrène	9,20	0,16	9,22	0,16	9,24	0,16	+ 0,22%	+ 0,22%
Bois	312,99	5,53	722,13	12,50	998,42	16,96	+ 130,72%	+ 38,26 %
DMS	53,63	0,95	57,85	1,00	52,16	0,89	+ 7,86%	-9,84%
DEE					67,68	1,15		
Sous-Total 2	10 836,50	191,39	12 681,86	219,61	12 919,80	219,47	+ 17,07%	+ 1,88 %
TOTAL	26 679,84	471,21	28 255,74	489,29	26 900,94	456,64	+ 5,91%	-4,79 %

Tableau 26 : Evolution 2010/2012 des tonnages et ratios de déchets ménagers collectés sur le territoire – Source : COMPA

Il est noté une baisse significative des déchets ménagers hors déchèterie de près de 10 % sans réel impact sur les tonnages des déchèteries (1,88 % d'augmentation).

9.3. TRAITEMENT DES DECHETS

La COMPA possède une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) située au lieu-dit « La Coutume », sur la commune de Mésanger. Le site est certifié ISO 14001. D'une capacité de stockage autorisée à 20 000 tonnes par an, l'exploitation pourra se poursuivre jusqu'en octobre 2017, conformément à l'arrêté préfectoral du 14 mars 2012. Outre le stockage de déchets, le site dispose d'une plateforme de compostage des déchets verts en provenance des cinq déchèteries.

A l'issue de l'exploitation de l'ISDND de la Coutume, les déchets collectés seront acheminés vers un centre de transfert. Les ordures ménagères résiduelles seront envoyées dans une installation de traitement qui sera déterminée ultérieurement.

Les déchets ménagers recyclables, une fois triés et conditionnés par nature de matériaux, sont expédiés vers leurs filières respectives :

- **Le verre d'emballage** est dirigé vers le centre de transfert ARC EN CIEL à Couëron (44). Il est ensuite transporté vers le centre de traitement SAINT GOBAIN EMBALLAGES – LA DEFENSE (92), pour être transformé en calcin et réincorporé dans la chaîne de fabrication d'emballages en verre.
En 2012, 2 458.76 tonnes ont été valorisées (prise en compte du stock restant de l'année précédente).
- **Le papier (journaux-magazines)** est dirigé vers le centre de tri SRMO à Carquefou (44) et transporté vers les papeteries CHAPELLE DARBLAY à Saint Etienne du Rouvray (76).
En 2012, 1 694.41 tonnes ont été déclarés pour la collectivité.
- **Les cartonnets** sont séparées des autres emballages ménagers au Centre de Tri AGIREC à Saint Laurent des Autels (49). Elles sont ensuite expédiées vers la PAPETERIE OTOR DAUPHINE à Saint Michel d'Entraigues (16), pour rejoindre le cycle de fabrication des emballages en carton.
En 2012, 780.63 tonnes ont été valorisées (dont les tonnages cartons issus des déchèteries qui suivent la filière finale vers la PAPETERIE OTOR DAUPHINE).
- **Les briques alimentaires (ELA)** sont séparées des autres emballages ménagers au Centre de Tri AGIREC à Saint Laurent des Autels (49). Elles sont ensuite expédiées vers l'entreprise REVIPAC à Paris (75).
En 2012, 99.61 tonnes ont été valorisées.
- **L'acier (boîtes de conserve, cannettes, aérosols...)** est séparé des autres au Centre de Tri AGIREC à Saint Laurent des Autels (49). Ils sont ensuite expédiés vers l'entreprise ARCELOR MITTAL PACKAGING à La Plaine Saint Denis (93).
En 2012, 150.09 tonnes ont été valorisées.
- **L'aluminium (cannettes, barquettes...)** est séparé au Centre de Tri AGIREC à Saint Laurent des Autels (49). Ils sont ensuite expédiés vers l'entreprise RECOVCO AFFIMET SAS à Compiègne (60) – REGEAL AFFIMET (à compter du 10 juillet 2009).
En 2012, 8.88 tonnes ont été valorisées.
- **Les plastiques (bouteilles et flacons)** sont séparés des autres au Centre de Tri AGIREC à Saint Laurent des Autels (49). Les PEHD et PET sont différenciés. La société VALORPLAST de Puteaux (92) dirige ensuite ces produits vers différents sites de recyclage.
En 2012, 235.27 tonnes ont été valorisées.
- **Les refus de tri** représentent en 2012 25,94 % en moyenne (sacs de tri et CE), soit une hausse d'environ 10% par rapport à 2011 qui est due à l'incivilité des usagers des conteneurs enterrés. Le taux de refus sans les conteneurs enterrés est de 17,68% soit une légère augmentation d'à peine 2% par rapport à 2011.

9.4. AUTRES SERVICES A L'USAGER

9.4.1. Collecte des Déchets d'Activités de Soins à Risques (DASRI)

Depuis 2004, la COMPA propose une collecte de déchets d'activités de soins piquants-coupants-tranchants des particuliers par l'intermédiaire de pharmaciens partenaires. Les professionnels ne sont pas concernés par ce dispositif de collecte. Ce service est gratuit pour les particuliers.

Les pharmaciens partenaires sont chargés de remettre aux personnes en traitement des boîtes sécurisées vides, de les reprendre une fois pleines et de les stocker. Ces déchets sont ensuite collectés trimestriellement par la société SITA OUEST, avec laquelle la COMPA a passé un contrat.

Une charte de partenariat a été signée avec 15 pharmacies partenaires.

En 2012, 1 236 contenants ont été collectés auprès de ces pharmaciens, soit 18,16 % de plus par rapport à l'année précédente.

9.4.2. Valorisation et réemploi des encombrants

L'entreprise d'insertion TroCantons, basée à Pannecé, est chargée par la COMPA, via un marché, d'assurer la gestion d'objets encombrants déposés par les particuliers sur leur site ou collectés chez l'utilisateur suite à un appel téléphonique et d'en assurer la valorisation par réutilisation, réemploi ou démontage-tri.

En 2012, 993,01 tonnes d'encombrants (hors D3E) ont été collectées.

Le site de TroCantons est également point de dépôt des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (D3E), dans le cadre d'une convention avec OCAD3E et Eco-systèmes. En 2012, 223,62 tonnes de D3E ont été collectées.

9.4.3. Déchets ne provenant pas des ménages mais pris en charge

Il s'agit des déchets des artisans, des commerçants, des activités industrielles, des services ou des administrations assimilables aux déchets ménagers, pris en charge par le service public sans sujétions techniques particulières.

Accès des professionnels en déchèteries

Les professionnels (artisans, commerçants et exploitants agricoles) qui veulent accéder aux différentes déchèteries doivent être détenteurs d'une carte d'accès. Cette dernière doit être présentée à chaque passage afin que la COMPA établisse la facturation semestrielle. La demande d'obtention de la carte d'accès s'effectue auprès du service gestion des déchets de la COMPA. En 2012, 565 professionnels possédaient cette carte d'accès.

Les dépôts sont autorisés dans la limite de 2 m³/jour et 4 m³/semaine. En cas d'apports importants exceptionnels, les professionnels doivent au préalable se renseigner sur les capacités d'accueil auprès de l'agent d'accueil de déchèterie.

Collecte des recyclables des professionnels de l'agglomération ancennienne

Compte tenu de la portion importante des déchets recyclables présents dans les déchets des professionnels de l'agglomération d'Ancenis, une collecte spécifique de déchets est organisée. La société d'insertion AGIREC, localisée à Saint Laurent des Autels (49), assure cette prestation par le biais d'une convention.

En 2012, 38 commerces ont bénéficié de cette collecte, ainsi que 11 établissements publics.

9.4.4. Sensibilisation et communication

L'objectif des animations auprès du public scolaire est la sensibilisation et l'assimilation pratique de l'évolution du système de collecte et du tri sélectif des déchets ménagers. Les enfants doivent arriver à faire le lien entre le geste du tri et le recyclage des déchets, mais aussi à comprendre l'intérêt du recyclage dans le but de préserver l'environnement.

En 2012, 11 écoles ont fait appel à nos animations, 30 classes ont été sensibilisées, ce qui représente 610 élèves.

Le déploiement du nouveau dispositif de collecte sur les cantons d'Ancenis, Ligné et Varades a été accompagné d'une campagne d'information importante. Tous les acteurs ont ainsi été sensibilisés.

Les élus et le personnel (agents de collecte et de déchèteries, agents d'accueil des communes) ont reçu une information complète sur l'organisation de la gestion des déchets.

Avant de commencer la distribution des bacs, des réunions publiques ont été organisées dans les 17 communes concernées par le déploiement afin d'expliquer aux usagers la mise en place du nouveau dispositif de collecte. Chaque foyer a reçu la visite d'un ambassadeur de tri pour la remise du bac.

Des actions de sensibilisations particulières ont été organisées auprès des habitants collectés en conteneurs enterrés (permanence en pied de conteneurs).

9.5. PROJETS

La résolution 247 du Grenelle de l'Environnement vise à généraliser les plans locaux de prévention qui doivent contribuer à atteindre les objectifs annoncés de réduction de 7 % d'ici 2013 de la production d'ordures ménagères et de 15 % d'ici 2012 des quantités de déchets à stocker ou à incinérer. Afin de répondre à ces objectifs, un accord cadre de partenariat avec l'ADEME (*Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie*) a été signé par la COMPA en 2009 pour une durée de cinq ans.

Un programme local de prévention a été mis en place pour les années 2010-2014. Il comprend notamment l'établissement d'un diagnostic faisant office d'état des lieux des caractéristiques du territoire. Suite à ce bilan, des objectifs ont été fixés dans l'optique de diminuer la production d'Ordures Ménagères Assimilées (OMA = ordures ménagères résiduelles + matériaux recyclables collectés) :

Production d'Ordures Ménagères Assimilées :

2008 : 313 kg/hab./an

2014 : 240 kg/hab./an



Cet objectif a d'ores et déjà été atteint dès 2012.

Un plan d'actions a été déterminé avec au moins une action parmi les thématiques suivantes :

- actions emblématiques nationales (compostage, stop pub),
- sensibilisation des publics à la prévention des déchets,
- actions éco-exemplaires de la collectivité,
- actions d'évitement de la production de déchets (réparation, réemploi),
- actions de prévention qualitative.

9.6. DECHETS DU BTP

Les déchets issus du BTP sont gérés à l'échelle du département. Un Plan Départemental de Gestion des déchets du BTP est en application et concerne l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes.

Les déchets inertes sont stockés dans d'anciennes carrières ou des carrières en cours d'exploitation.

Actuellement, sur l'ensemble du département, la demande en volume d'enfouissement correspond à la capacité de stockage des centres de stockage de déchets inertes, ouverts et autorisés. Un seul centre de stockage de déchets inertes est présent sur la Communauté de Communes. Il se situe au Cellier. Un autre sur la commune du Petit-Mars est en limite du territoire. Malgré la présence de ces deux sites seule la moitié Ouest du territoire est sous l'influence d'un centre de stockage de déchets inertes.

La plupart des déchets non dangereux issus du BTP sont acceptés dans les déchetteries de la Communauté de Communes.

CE QU'IL FAUT RETENIR

Constat

- Un système de collecte en cours de changement ;
- 5 déchetteries avec de nouvelles filières de recyclages ;

Atouts

- Une diminution des déchets ménagers non recyclables ;
- Une augmentation des déchets recyclables ;
- Des actions de communications et de sensibilisations importantes ;
- De nombreuses filières de collecte de déchets spécifiques ;

Faiblesses

- Un ISDND exploitable jusqu'en 2017 ;

Chiffres clés

- 187.35 kg/an/habitant d'ordures ménagères non recyclables générées ;
- diminution de 7.32% des déchets ménagers collectés ;
- augmentation de 8.24% des déchets déposés en déchetteries ;
- taux de refus de tri de 15.62% ;

10. ANNEXES

Annexe 1 : Liste des espèces de cohérence régionale :

(Source : Trame verte et bleue – Critères nationaux de cohérence – Contribution à la définition du critère sur les habitats, décembre 201)

GROUPE	NOM ESPECE COMMUN	NOM ESPECE LATIN	Méthodes d'inventaires possibles	Période de prospection
Amphibiens	Pelodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	écoute des chants, recherche à la lampe et à l'épuisette	février-avril
	Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>		mars-mai
	Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>		
	Triton ponctué	<i>Lissotriton vulgaris</i>	écoute des chants, recherche à la lampe et à l'épuisette	
	Triton marbré	<i>Triturus marmoratus</i>		
Coléoptères	Pique-prune	<i>Osmoderma eremita</i>		Août – septembre Toute l'année pour la potentialité (recherche de traces)
	Rosalie des Alpes	<i>Rosalia alpina</i>	Recherche à vue dans les secteurs favorables	
Lépidoptères	Azuré du serpolet	<i>Phengaris arion</i>		juillet-août
	Damier de la Sucisse	<i>Euphydryas aurinia</i>		
	Azuré de la Pulmonaire	<i>Glauropsyche alcon</i>		
	Cuivré des marais	<i>Lyceana dispar</i>	recherche à vue dans les secteurs favorables, capture au filet	
	Hespérie des sanguisorbes	<i>Spialia sertorius</i>		
Mammifères	Grand rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	passages au détecteur à ultrasons, captures au filet, recherche des gîtes	juin-septembre
	Genette commune	<i>Genetta genetta</i>		toute l'année
	Campagnol amphibie	<i>Arvicola sapidus</i>		
	Putois d'Europe	<i>Mustela putorius</i>		
	Castor d'Europe	<i>Castor fiber</i>	recherche des traces et indices de présence, pose de pièges photos	
	Loutre d'Europe	<i>Lutra lutra</i>		
Odonates	Agrion de Mercure	<i>Coenagrion mercuriale</i>		avril-mai
	Aeshne isocèle	<i>Aeshna isocetes</i>		juillet-août
	Cordulie à corp fin	<i>Oxygastra curtisii</i>		
	Gomphe à pattes jaunes	<i>Gomphus flavipes</i>	recherche à vue dans les secteurs favorables, capture au filet	
	Gomphe serpent	<i>Ophiogomphus cecilia</i>		

Oiseaux	Pic cendré	<i>Picus canus</i>	écoute des chants, recherches à vue dans les milieux favorables, repasse	mars
	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>		
	Chevêche d'Athéna	<i>Athene noctua</i>		
	Pouillot de Bonelli	<i>Phylloscopus bonelli</i>		
	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>		
	Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>		
	Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>		
	Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata</i>		
	Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>		
	Pic épeichette	<i>Dendrocopos minor</i>		
	Rousserolle turtoïdes	<i>Acrocephalus arundinaceus</i>		
	Phragmites des joncs	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>		
	Locustelle luscinoïde	<i>Locustella luscinioides</i>		
	Gorgebleue à miroir	<i>Luscinia svecica</i>		
	Tarier des prés	<i>Saxicola rubetra</i>		
	Bruant proyer	<i>Emberiza calandra</i>		
	Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>		
	Oedicnème criard	<i>Burhinus oedicnemus</i>		
	Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina</i>		
	Alouette lulu	<i>Lullula arborea</i>		
	Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>		
	Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	écoute des chants, recherches à vue dans les milieux favorables	avril-mai
Orthoptères	Gomphocère roux / Criquet des dunes	<i>Calephorus compressicornis</i>	recherche à vue dans les secteurs favorables, capture au filet	juillet-août
	Oedipode soufrée	<i>Oedalus decorus</i>		
	Conocéphale des roseaux	<i>Conocephalus dorsalis</i>		
	Criquet tricolore	<i>Paracrinema tricolor bisignata</i>		
	Criquet ensanglanté	<i>Stethophyma grossum</i>		
	Criquet des Ajoncs	<i>Chorthippus binotatus binotatus</i>		
Reptiles	Couleuvre d'Esculape	<i>Zamenis longissimus</i>	prospection des secteurs favorables, pose de plaques, recherche de mues	avril-mai
	Vipère péliade	<i>Vipera berus</i>		
	Vipère aspic	<i>Vipera aspis</i>		
	Lézard vivipare	<i>Zootoca vivipara</i>		

Annexe 2 : Liste des habitats de cohérence régionale

(Source : Trame verte et bleue – Critères nationaux de cohérence – Contribution à la définition du critère sur les habitats, décembre 201)

Milieu	Sous-trame SRCE	Correspondance code Corine pour lien avec nomenclature ZNIEFF des habitats	Remarque
Végétations aquatiques	Aquatique et cours d'eau	22.4 et 24.4	Inclut le 22.45 = mares de tourbières à sphaignes et utriculaires, mais ce code n'a semble-t-il pas été utilisé pour les ZNIEFF Pays de la Loire
Gazons amphibies et végétations des berges exondées	Milieux humides	22.3	
Végétations de ceinture des bords des eaux	Milieux humides	53 (à l'exception de 53.5 = jonchaies hautes)	Inclut le 53.3 = Végétation à <i>Cladium mariscus</i>
Bas-marais acides et tourbières	Milieux humides	54.4, 54.5, 54.6 et 51.1	N'inclut pas le 51.2 = tourbières à <i>Molinie bleue</i>
Prairies humides fauchées ou pâturées, mésotrophiles à eutrophiles	Milieux humides	37.2	Inclut le Loto tenuis - <i>Trifolium fragiferi</i>
Prairies humides fauchées ou pâturées, oligotrophiles à mésotrophiles	Milieux humides	37.3	
Landes humides	Milieux humides	31.1	
Forêts alluviales, marécageuses ou tourbeuses et lisières humides	Milieux boisés et milieux humides	37.7 et 44	
Forêts sèches à fraîches sur sols acides à calcaires	Milieux boisés	41 (à l'exception de 41.7)	Sont visés 41.1, 41.2, 41.3, 41.4, 41.5, 41.6
Forêts sèches sur sols calcaires	Milieux boisés	41.7	
Landes sèches et mésophiles	Milieux ouverts	31.2	
Pelouses et ourlets secs calcaires et pelouses sablo-calcaires	Milieux ouverts	34	Sont visés 34.1, 34.3 et 34.4, mais 34.5 est à conserver si renseigné
Pelouses et ourlets secs silicoles	Milieux ouverts	35	Sont visés 35.1 et 35.2
Végétations adventices des cultures et des vignes	Milieux ouverts	82 et 83.21	
Remarque : les prairies mésophiles ne sont pas traitées (impossibilité de mettre en évidence cet habitat par le biais d'espèces indicatrices sans le confondre avec d'autres milieux)			

Source : CBN

Annexe 3 : liste des espèces invasives (Source : CBN Brest, 2011)

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Habitat
Catégorie IA 1 = Plantes naturalisées ou en voie de naturalisation présentant actuellement en Pays de la Loire un caractère invasif avéré à l'intérieur de communautés végétales naturelles ou semi-naturelles, et concurrençant des espèces indigènes ou produisant des changements significatifs de composition, de structure et/ou de fonctionnement des écosystèmes (on parle alors d'espèces transformatrices)		
Ailanthus altissima (Mill.) Swingle	ailante glanduleux, vernis ou fauxverniss du Japon, frêne puant	Friches, décombres, bords de routes - Forêts
Aster lanceolatus Willd.	aster lancéolé	Bord des eaux
Azolla filiculoides Lam.	azolle faussefougère	Aquatique
Bidens frondosa L.	bident à fruits noirs	Bord des eaux
Egeria densa Planch.	élodée dense	Aquatique
Elodea nuttallii (Planchon) St-John	élodée de Nuttall, élodée à feuilles étroites	Aquatique
Eragrostis pectinacea (Michx.) Nees	éragrostide pectinée	Bord des eaux
Lemna minuta Humb., Bonpl. & Kunth.	Lentille d'eau minuscule	Aquatique
Lindernia dubia (L.) Pennell	lindernie douteuse	Bord des eaux
Paspalum distichum L.	Digitaire fauxpaspale	Bord des eaux
Reynoutria japonica Houtt.	renouée du Japon	Friches, décombres, bords de routes - Bord des eaux
Robinia pseudacacia L.	robinier fauxacacia, acacia	Forêts - Friches, décombres, bords de routes
Catégorie IA 1/IA3 = Plantes naturalisées ou en voie de naturalisation présentant actuellement en Pays de la Loire un caractère invasif avéré à l'intérieur de communautés végétales naturelles ou semi-naturelles, concurrençant des espèces indigènes ou produisant des changements significatifs de composition, de structure et/ou de fonctionnement des écosystèmes (on parle alors d'espèces transformatrices) et causant des préjudices à certaines activités économiques.		
Cuscuta australis R.Br.	cuscute volubile	Bord des eaux
Ludwigia peploides (Kunth) P.H.Raven	jussie rampante	Aquatique
Ludwigia uruguayensis (Camb.) Hara	jussie d'Uruguay, jussie à grandes fleurs	Aquatique
Myriophyllum aquaticum (Velloso) Verdcourt	myriophylle du Brésil	Aquatique

Catégorie IP2 = Plantes naturalisées ou en voie de naturalisation présentant actuellement dans le territoire considéré un caractère invasif avéré uniquement à l'intérieur de communautés végétales fortement anthropisées (friches, décombres, bords de routes, etc.), et présentant également un caractère invasif ailleurs dans le domaine biogéographique atlantique ou ailleurs dans le monde dans une aire climatique proche, au climat tempéré (océanique ou continental), ou subtropical (dont méditerranéen) à l'intérieur de communautés végétales naturelles ou semi-naturelles :		
Artemisia verlotiorum Lamotte	armoïse des frères Verlot, armoïse de chine	Friches, décombres, bords de routes - Bord des eaux
Betula incana (L.) DC.	alysse blanc	Friches, décombres, bords de routes - Pelouses sableuses
Buddleja davidii Franchet	arbre-auxpapillons, lilas de Chine	Friches, décombres, bords de routes
Conyza sumatrensis (Retz.) E. Walker	vergerette de Sumatra, érigéron de Guernesey	Friches, décombres, bords de routes - Cultures
Cortaderia selloana (Shultes & Shultes fil.) Asherson & Graebner	herbe de la pampa	Friches, décombres, bords de routes - Milieux littoraux
Paspalum dilatatum Poiret in Lam.	paspale dilaté	Friches, décombres, bords de routes
Reynoutria sachalinensis (F.Schmidt) Nakai	renouée de Sakhaline, renouée géante	Friches, décombres, bords de routes
Senecio inaequidens DC.	seneçon du Cap	Friches, décombres, bords de routes
Sporobolus indicus (L.) R. Br.	sporobole tenace	Friches, décombres, bords de routes
Catégorie IP5 = Plantes naturalisées ou en voie de naturalisation présentant en Pays de la Loire une tendance au développement d'un caractère invasif à l'intérieur de communautés végétales naturelles ou semi-naturelles :		
Claytonia perfoliata Donn ex Willd.	claytonie perfoliée	Milieux littoraux (dunes)
Cotula coronopifolia L.	cotula à feuilles de coronopus	Milieux littoraux (vases) - Bord des eaux
Cyperus eragrostis Lam.	souchet robuste	Bord des eaux
Epilobium adenocaulon Hausskn.	épilobe ciliée	Cultures - Forêts
Hydrocotyle ranunculoides L. f.	hydrocotyle fausse renoncule	Aquatique
Impatiens balfouri Hook.f.	balsamine de Balfour	Bord des eaux
Impatiens capensis Meerb.	balsamine du Cap	Bord des eaux
Impatiens glandulifera Royle	balsamine géante, grande balsamine	Bord des eaux
Lagurus ovatus L.	queue de lièvre	Milieux littoraux (dunes) - Friches, décombres, bords de routes
Panicum dichotomiflorum Michx.	panic à inflorescence dichotome	Cultures
Pterocarya fraxinifolia (Poiret) Spach	noyer du caucase	Bord des eaux
Sagittaria latifolia Willd.	sagittaire à larges feuilles, flèche du Japon, patate d'eau	Bord des eaux
Veronica filiformis Sm.	véronique filiforme	Bord des eaux - Prairies

Annexe 4 : liste des espèces autochtones

Source : analyse terrain Bureau d'études X. Hardy- 2012

RIVES DE LOIRE ET TERRAINS HUMIDES

Arbres de haut jet : Aulne, Saule blanc, Peuplier Noir, Tremble, Frêne, Chêne pédonculé.

Cépées : Saule marsault, Saule cendré, Saule osier, Noisetier.

LE BOCAGE

Arbres de haut jet : Essences communes : Chêne pédonculé, chêne tauzin, Châtaignier, Charme, Erable champêtre, Tilleul, Arbres fruitiers, Noyer d'Amérique, Pommier, Poirier,

Cépées : Prunellier, Noisetier, Charme.

Arbustes communs : Cornouiller, Genêt, Fusain, Houx, Sureau, Troène, Viorne.

Annexe 5 : justification des corridors écologiques

REF. ST BOIS-BOCAGE	COMMENTAIRES	ML
1	Connexion entre le Bois d'Andigné et le Bois de Maumusson	3470
10	Connexion entre la forêt d'Ancenis et l'étang de la Provostière	2879
11	connexion entre l'étang du Vioreau et les marais de l'Erdre par le vallon du Baillou	5074
12	Vallée du ruisseau de la Vallée	3971
13	Vallée de l'Erdre	8145
14	connexion entre deux coulées boisées	195
15	connexion entre deux coulées boisées	867
16	connexion à conforter entre la vallée du Havre et la forêt du Cellier	3419
17	Connexion à conforter entre le bois de la Guère et la vallée boisée de Omblepied	3769
18	connexion à conforter entre le bois du Pas Nantais et le Bois de la Guère	2341
19	Vallée du Havre	6328
2	connexion entre la forêt d'Ancenis et les Bois du Boulay	6043
20	Connexion à conforter entre la forêt du Cellier et le vallon de la Noue en passant par de nombreux petit bois et bosquets	6803
21	Vallon du ruisseau des Noues	5605
22	connexion entre le Bois des Ardennes et la Vallée de l'Auxence	5218
23	Connexion entre la Vallée d'Omblepied et des petits bois à proximité	1304
24	connexion avec la vallée du Havre par le petit vallon de Launay	1629
25	Connexion entre la Vallée de la Loire et le Vallon d'Omblepied	580
26	connexion entre la forêt du Vioreau et le ruisseau du Baillou par le Moulin de Bellevue	2824
27	connexion entre la forêt de Saffré et de Vioreau	4927
28	connexion entre la vallée du Bray et le Bois de la Proutais	3265
29	Vallon du ruisseau de la Loge au moine	3559
3	connexion entre les bois de la Motte Glain et l'Etang du Pin	3026
30	Vallée du Donneau	5496
31	Vallon de l'Aufresne	4907
32	Boire Torse	7409
33	Vallon du Donneau	9531
34	Connexion entre le bois du Pasbou et la vallée du Donneau	2743
35	Vallée de l'Erdre	3401
36	Connexion entre l'Etang de la Poitevinière et l'étang de la Provostière	1143
37	Connexion entre la vallée de l'Erdre et du Donneau par le vallon de l'Etang du Vau	4693
38	Vallée du ruisseau du Grée	7260
39	Connexion entre	526
4	connexion entre les bois de la Motte Glain et l'Etang du Pin	1749
40	Connexion entre le Bois d'Andigné et le Bois de Rougé par les Landes Drouet	8974
41	connexion entre la Vallée de l'Auxence et le Bois des Loges et de la Glanais	3092
42	Vallée de l'Erdre	8894
43	Connexion entre le Bois de Maumusson et le vallon du ruisseau de la Motte	2795
44	Connexion entre la forêt de Vioreau et la forêt d'Ancenis	3525
45	Connexion entre la forêt de Vioreau et la forêt d'Ancenis	3575
46	Connexion entre la Forêt d'Ancenis et le ruisseau du Corbouchet et petits bois à proximités	2771
47	connexion entre deux coulées boisées	1283
48	Connexion à conforter entre la vallée du Havre et les coteaux de Mont-Piron et Vauvressix	3118
49	connexion à conforter entre les coulées et coteaux du Cellier et la forêt du Cellier	2127
5	connexion entre le Bois du Breil et les Bois du Boulay par le ruisseau de la Bourgeonnaie	3609

50	connexion à conforter entre les coulées et coteaux du Cellier et la forêt du Cellier	904
51	Connexion à conforter entre la vallée du Havre et la vallée boisée à Omblepied	4005
52	connexion à conforter entre les coulées et coteaux du Cellier et la forêt du Cellier	1706
53	Connexion à conforter entre la Vallée de la Loire et les secteurs bocagers de la Poitevine	5497
54	Connexion entre la Vallée de la Loire et l'Etang de la Grippe par le Poitrière	3647
55	Vallée de la Loire	7626
56	connexion entre la Vallée du ruisseau de Grée et le secteur bocager de la Trochonnière	1902
57	Connexion entre la vallée du ruisseau du Grée et le Marais de Méron	4027
58	Connexion entre le Vallon du ruisseau de la Motte et le Bois de Rougé par le ruisseau de la Morleyère	14008
59	Connexion entre l'Etang du Pin et le vallon de la rivière du Petit Don	4296
6	connexion entre l'Etang du Pin, le Bois du Domaine et le Bois du Huon	4586
60	Vallon en connexion avec la Vallée du Havre	3673
61	Vallon en connexion avec la Vallée du Havre	2242
62	vallon permettant la connexion à conforter avec le ruisseau de Saint Ménard	3029
63	Connexion entre le Marais de Méron et la Vallée de la Loire par la Pintaudière	3785
64	Vallée de l'Erdre	7380
65	Connexion à conforter entre la Vallée de l'Erdre et le Bois Pasbou par la Hamonière	3628
66	Connexion entre le Bois des Houssais et la Vallée de l'Erdre	3240
67	Boire Torse	6881
68	Vallée du ruisseau du Bray	4951
7	connexion entre le Bois du Domaine et le vallon du ruisseau de la Gicquelais	2949
8	connexion entre le Bois du Domaine et le vallon du ruisseau de la Gicquelais	2865
9	Connexion entre la forêt d'Ancenis et les petits bois à proximité	12223

REF. ST HUMIDE	COMMENTAIRES	ML
1	connexion entre les zones humides de la Cour du Bois et l'Erdre	1667
2	connexion entre les zones humides du Grand Huaume et l'Erdre	1379
3	connexion entre les zones humides du Layon de la Glaise et l'Erdre	1190
4	Connexion du ruisseau de Saint Médard	7407
5	connexion entre l'Erdre et le Donneau	2268
6	Connexion entre l'Erdre et Vioreau par le Rouille	3460
7	Connexion entre l'Erdre et Vioreau par le ruisseau du Baillou	4076
8	connexion entre l'Etang de la Poitevine et l'Etang de la Provostière	1013
9	connexion entre l'Etang de la Provostière et les zones humides à proximité	858
10	connexion entre la coulée de Rochart et la coulée de la Meilleraie	2246
11	connexion entre la coulée des Bois et les zones humides des Petites Landes	794
12	Connexion entre la coulée du Vau et la Vallée du Havre	1774
13	connexion entre la Forêt du Cellier et la coulée de Rochart	1767
14	connexion entre la Vallée du Hèvre et le vallon d'Omblepied	1024
15	connexion entre le Donneau et le ruisseau du Gué des Forges	1289
16	connexion entre le Marais de Grée et le Marais de Méron	1332
17	connexion entre le ruisseau d'Omblepied et les zones humides des Petites Landes	1168
15	connexion entre le ruisseau de l'Aubinière et le ruisseau de la Beusse	1012
19	connexion entre le ruisseau de l'Isac et la Forêt de Vioreau	2668
20	connexion entre le ruisseau de Launay et la rivière le Donneau	2943
21	connexion entre le ruisseau de Libaudière et le ruisseau du Gué des Forges	3284
22	connexion entre le ruisseau de Montagné et l'Erdre par le vallon du Pétis	3493
23	connexion entre le ruisseau de Teillé et le ruisseau de la Gérarderie	1041
24	connexion entre le ruisseau du Morillon et le ruisseau des Contents	967
25	connexion entre le ruisseau du Pot aux Chiens et le ruisseau Profond	1104

26	connexion entre le ruisseau du Tertre Rouge et du ruisseau de l'Etang de Beaucé	685
27	connexion entre le vallon de la Rochefordière et le vallon de la Bérangerie	1141
28	connexion entre le vallon d'ES Hauts roseaux et du Beusse	1650
29	connexion entre le vallon du ruisseau de la Bilière et le vallon du ruisseau de la Marquerie	831
30	Connexion entre les coulées du Refou et du Vau	1886
31	connexion entre les ruisseaux du Pot aux Chiens et de la Blotinière	753
32	connexion entre les ruisseaux des Contents, des Forêts et du Morillon	889
33	connexion entre les zones humides de Bel-Air et l'Etang du Pin	2018
34	connexion entre les zones humides de Bel-air et le ruisseau du Mandit	1412
35	connexion entre les zones humides de l'lonnière et l'Etang de la Provostière	1442
36	connexion entre les zones humides de la Bleure et le ruisseau de Montagné	531
37	connexion entre les zones humides de la Boulière et le Marais de Grée	752
38	connexion entre les zones humides de la Bourgonnière et le ruisseau de Teillé	752
39	connexion entre les zones humides de la Brunelière et la Boire Torse	1382
40	connexion entre les zones humides de la Chevauchée et l'Etang de la Provostière	3783
41	connexion entre les zones humides de la Concorde et l'Erdre	2159
42	connexion entre les zones humides de la Cormerie et le ruisseau de Grée	2273
43	Connexion entre les zones humides de la Coutume et le ruisseau de la Beusse	3979
44	connexion entre les zones humides de la Croix Chemin et la rivière du Donneau	845
45	connexion entre les zones humides de la Dabotière et le ruisseau de l'Etang de la Guère	1191
46	connexion entre les zones humides de la Foltièrre et l'Erdre	793
47	connexion entre les zones humides de la Fontaine et le ruisseau de Teillé	1257
48	connexion entre les zones humides de la Gicquelière et la coulée de Rochart	473
49	connexion entre les zones humides de la Guibretière et la Vallée du Hèvre	2158
50	connexion entre les zones humides de la Guère et le ruisseau de l'Etang de la Guère	511
51	connexion entre les zones humides de la Hamonière et l'Erdre	1275
52	connexion entre les zones humides de la Hulnière et le ruisseau de l'Aubinière	1560
53	connexion entre les zones humides de la Joie et la Vallée de la Loire	1412
54	connexion entre les zones humides de la Justière et la rivière du Donneau	1410
55	connexion entre les zones humides de la Lande et le ruisseau de Montagné	793
56	connexion entre les zones humides de la Lutonnière et le ruisseau de la Beusse	859
57	connexion entre les zones humides de la Malmandière et le ruisseau de la Vallée	963
58	connexion entre les zones humides de la Maurière et le Marais de Grée	1499
59	connexion entre les zones humides de la Noué et l'Erdre	1002
60	connexion entre les zones humides de la Pègerie et le ruisseau de la Loge au Moine	3471
61	connexion entre les zones humides de la Petite Clergerre et le ruisseau de la Loge au Moine	1045
62	connexion entre les zones humides de la Pierre et le ruisseau de l'Aubinière	747
63	connexion entre les zones humides de la Robinière et la coulée de la Meilleraie	720
64	connexion entre les zones humides de la Rouaudière et l'Erdre	1435
65	connexion entre les zones humides de la Tisonnière et le ruisseau de la Vallée	721
66	connexion entre les zones humides de la Vectière et le ruisseau de Teillé	1764
67	connexion entre les zones humides de Launay et l'Erdre	1793
68	connexion entre les zones humides de Pierre Blanche et le ruisseau de Bray	1725
69	connexion entre les zones humides de la Fouquelière et le ruisseau de Teillé	1083
70	connexion entre les zones humides des Champs de Carottes et le ruisseau de la Beusse	1341
71	Connexion entre les zones humides des Defas et l'Erdre	1354
72	connexion entre les zones humides des Domaines et la Vallée du Hèvre	1689
73	Connexion entre les zones humides des Fourcins et le Marais de Grée	1119
74	connexion entre les zones humides des Genêteaux et l'Etang de la Provostière	1707

75	connexion entre les zones humides des Hautes Riantières et l'Erdre	2369
76	connexion entre les zones humides des Martinières et l'Erdre	937
77	connexion entre les zones humides des Moulins de Bellevue et le ruisseau du Baillou	1567
78	connexion entre les zones humides des Rondérais et Vioreau	731
79	connexion entre les zones humides des Sauzais et le ruisseau de Launay	2608
80	connexion entre les zones humides du Bas-Friloux et le ruisseau de la Vallée	1791
81	connexion entre les zones humides du Bois Ferland et le Marais de Grée	2228
82	connexion entre les zones humides du Boulay et le vallon de Férol	1216
83	connexion entre les zones humides du Champ Morin et l'Erdre	1500
84	connexion entre les zones humides du Haut Roche et l'Erdre	2925
85	connexion entre les zones humides du Motais et le vallon de Férol	1737
86	connexion entre les zones humides du Moulinet et le ruisseau du Grand Gué	1693
87	connexion entre les zones humides du nord du Bourg et le ruisseau de Grée	2413
88	connexion entre les zones humides du Pasbou et la rivière du Donneau	2110
89	connexion entre les zones humides du ruisseau du Bois Harnier et le ruisseau de la Verdrière	2903
90	connexion entre le ruisseau de la Loge aux Moines et la coulée de la Meilleraie par le vallon du ruisseau de la Verdrière	6513
91	L'Auxence	5137
92	ruisseau du Gouard	4334
93	Vallée du Donneau	11129
94	Vallon d'Omblepied	2990
95	vallon de Bry	1052
96	Vallon de Férol	5504
97	Vallon de l'Etang du Pin	1748
98	Vallon de la Bérangerie	4008
99	Vallon de la Beusse	4105
100	Vallon de la Rochefordière	3108
101	Vallon de la Tranchée	2915
102	Vallon de Launay	1025
103	Vallon du Beusse	5347
104	Vallon du Bois Jean	2115
105	vallon du Jeanneau	2035
106	vallon du ruisseau de l'Aubinière	5721
107	vallon du ruisseau de l'Aufresne	3386
108	vallon du ruisseau de l'Etang de Beaucé	3603
109	Vallon du ruisseau de l'Etang de la Grippe	4662
110	Vallon du ruisseau de l'Etang de la Guère	2950
111	Vallon du ruisseau de la Bilière	5226
112	vallon du ruisseau de la Fortière	1873
113	Vallon du ruisseau de la Gérarderie	7699
114	Vallon du ruisseau de la Gendronnière	1958
115	vallon du ruisseau de la Gicquelais	2595
116	Vallon du ruisseau de la Loge au Moine	11236
117	vallon du ruisseau de la Mare	1560
118	Vallon du ruisseau de la Marquerie	4408
119	Vallon du ruisseau de la Motte	8569
120	vallon du ruisseau de la Vallée	5483
121	Vallon du ruisseau de Launay	3006
122	Vallon du ruisseau de Libaudière	5053
123	vallon du ruisseau de Montagné	3491
124	vallon du ruisseau de Teillé	6296

125	vallon du ruisseau des Belloutières	2171
126	vallon du ruisseau des Brosses	1729
127	Vallon du ruisseau des Noues	3330
128	vallon du ruisseau des Prés Charré	5421
129	Vallon du ruisseau du Pont Neuf	4118
130	Vallon du ruisseau du Pont Trion	8349
131	Vallon du ruisseau du Tertre Rouge	2175
132	Vallon du ruisseau du Tombereau	1704
133	vallon du ruisseau les Aniers	7070
134	Zones humides de tête de bassin versant de l'Auxence	1682
135	vallon du ruisseau de la Fontaine	1035
136	connexion entre les zones humides de Saint-Geroges et la rivière du Petit Don	1039
137	connexion entre les zones humides de la Belletière et le ruisseau de Morleyère	1060
138	connexion entre les zones humides de la Cosnerie et le ruisseau de l'Etang du Pin	1047
139	connexion entre les zones humides de la Fontaine Chauvin et le ruisseau de Morleyère	1091
140	Connexion entre les zones humides du Bois de Varades et le ruisseau du Tombereau	1093
141	connexion entre les zones humides de la Gironnière et le ruisseau de Morleyère	1120
142	Zones humides de tête de bassin versant de l'Auxence	1155
143	connexion entre les zones humides de la Noue de la Barre et le ruisseau de la Blotinière	1157
144	connexion entre les zones humides du Moulin Poirier et le ruisseau de Libaudière	1241
145	connexion entre les zones humides de la Bouillonnerie et le ruisseau du Pas du Gué	1310
146	connexion entre les zones humides du Château de Vair et la Boire Torse	1340
147	connexion entre les zones humides des Bavouzières et le ruisseau de Saugère	1429
148	connexion entre les zones humides de l'Orée du Bois et le ruisseau de Saugères	1412
149	connexion entre les zones humides des Censies et le ruisseau des Hurtas	1422
150	connexion entre les zones humides des Malnoues et le Donneau	1473
151	Vallon du ruisseau de la Blotinière	1461
152	Vallon du ruisseau de la Noue	1585
153	connexion entre les zones humides de la Ponnellière et le ruisseau de l'Etang de la Grippe	1624
154	connexion entre les zones humides de la Basse Orgerie et le ruisseau du Mandit	1705
155	vallon du ruisseau des Contents	1684
156	connexion entre les zones humides du Pilot et le ruisseau du Mandit	1719
157	Vallon du ruisseau de la Gautellerie	1713
158	vallon du ruisseau du Mandit	17338
159	connexion entre les zones humides du Champ-Janneau et l'Erdre	1789
160	connexion entre les zones humides de la Poitrière et le ruisseau de l'Etang de la Grippe	1864
161	connexion entre les zones humides de la Bouglerie Neuve et le ruisseau de Morleyère	1917
162	connexion entre les zones humides du Cadoire et du ruisseau de la Bourlière	2077
163	connexion entre les zones humides des Pellerins et le ruisseau de Saugères	2090
164	Vallon du ruisseau de la Morterie	2164
165	connexion entre les zones humides de la Denetère et le ruisseau du Pas du Gué	2193
166	connexion entre les zones humides du Bois-du-Pin et la rivière du Petit Don	2258
167	Connexion entre le vallon de la Rivière et le vallon de la Motte	2348
168	Vallon du ruisseau du Grand Gué	2517
169	connexion entre les zones humides de la Peluette et le ruisseau de Morleyère	2425
170	connexion entre les zones humides périphériques au ruisseau du Mandit	2720
171	vallon du ruisseau du Bardeau	2780
172	L'Erdre	29015

173	Vallon du ruisseau Profond	3244
174	vallon du ruisseau des Grandes Fontaines	3275
175	connexion entre les zones humides de la Taillanderie et le ruisseau de Libaudière	374
176	connexion entre les zones humides de la Guivoire et le ruisseau de Saugère	390
177	connexion entre le ruisseau du Mandit et le ruisseau du Barbeau	3740
178	Vallon du ruisseau du Pot aux Chiens	3753
179	Vallon du ruisseau de la Morleyère	3867
180	vallon du ruisseau des Forêts	3889
181	Vallon du ruisseau des Hauts Roseaux	3931
182	vallon du ruisseau de Carbouchet	4166
183	connexion entre le ruisseau de Saugère et le ruisseau de Morleyère	4199
184	Vallon du ruisseau de l'Etang du Vau et zones humides connexes	4353
185	vallon du ruisseau de la Bourgeonnaie	4363
186	vallon du ruisseau de Morillon	4396
187	vallon du ruisseau du Gué des Forges	4477
188	connexion entre les zones humides du Caquereau et le Donneau	4585
189	connexion entre les zones humides du ruisseau du Bois Pasteur	4645
190	Vallon du ruisseau Profond	4791
191	vallon du ruisseau de la Rivière	5087
192	connexion entre les zones humides de l'Ilette et le ruisseau de Morleyère	5112
193	Vallon du ruisseau de la Gautellerie	5154
194	Vallon du ruisseau du Pas du Gué	5288
195	Vallons de la Meslière et de Cornerais	5348
196	connexion entre les zones humides de la Rinière et la rivière du Petit Don	571
197	connexion entre les zones humides du Mortier et le ruisseau de l'Auxence	577
198	connexion entre les zones humides de la Salmonière et le ruisseau du Bois Pasteur	620
199	connexion entre les zones humides du Hardais et le ruisseau de Bray	618
200	connexion entre les zones humides des Glanais et le Donneau	646
201	connexion entre les zones humides de la Bourdonnière et le ruisseau de l'Auxence	660
202	connexion entre les zones humides de l'Etarderie et le ruisseau de Saugères	671
203	connexion entre les zones humides de la Macaignière et le ruisseau de Libaudière	665
204	Vallon du ruisseau de la Morleyère	6435
205	connexion entre les zones humides de la Vianderie et le ruisseau de la Blotinière	648
206	Vallée de la rivière du Petit Don	6731
207	connexion entre les zones humides de la Persais et le ruisseau de Libaudière	699
208	Zones humides de tête de bassin versant de l'Auxence	729
209	connexion entre les zones humides du Château de la Galerie et le ruisseau de l'Auxence	823
210	connexion entre les zones humides des Hautes Places et l'Erdre	821
211	Connexion entre les vallons de la Libaudière et de la Morleyère	840
212	connexion entre les zones humides de la Copaire et le ruisseau du Bois Pasteur	830
213	connexion entre les zones humides de la Chouanière et le ruisseau de Morleyère	888
214	Vallée du Donneau	8697
215	connexion entre les zones humides de la Métairie et le ruisseau de la Rivière	888
216	connexion entre les zones humides du Clos Blanc et le ruisseau de Grée	915
217	connexion entre les zones humides de la Besnière et le ruisseau de Morleyère	987
218	connexion entre les zones humides des Hautes Chapelettes et le ruisseau de l'Etang du Vau	989
219	connexion entre les zones humides du Honcheray et la Boire Torse	980

REF. ST OUVERTE	COMMENTAIRES	ML
1	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	4368
2	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	1990
3	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	3526
4	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	258
5	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	168
6	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	181
7	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	119
8	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	1910
9	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	153
10	connexion entre des zones de landes et pelouses schisteuses résiduelles	1165

CITADIA

Responsable: Christopher RUTHERFORD
7 Rue Alexandre Fleming 49066 ANGERS cédex 01
09 65 10 52 24
scot-paysancenis@citadia.com



XAVIERE HARDY

Responsable: Xavière HARDY – Sandrine DUCHELER
165 Rue Georges Guynemer
44150 ANCENIS
02 40 83 27 28
hardy.environnement@wanadoo.fr



COMPA

Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
Centre administratif Les Ursulines CS 50201
44156 ANCENIS CEDEX
Tél. : 02.40.96.31.89.- Fax : 02.40.98.82.90
scot@pays-ancenis.com
www.pays-ancenis.com



Avec le soutien financier de l'Etat et de la Région des Pays de la Loire



SCOT

du Pays d'Ancenis

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

RAPPORT DE PRESENTATION

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

APPROUVÉ LE 28 FEVRIER 2014

Réception en Préfecture le :

Préfecture de la Loire-Atlantique
Arrivé, le

10 MARS 2014

SERVICE DU COURRIER - 7



compa
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DU PAYS D'ANCENIS

SOMMAIRE

1. La méthode d'Elaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Ancenis.....	5
1.1. Rappel du contexte institutionnel	5
1.2. Un projet de territoire : point d'accroche de la démarche SCoT	7
1.3. La construction du SCoT	9
2. La Justification des choix retenus pour établir le PADD et le DOO.....	10
2.1. Les principes du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays d'Ancenis	10
2.1.1. L'équilibre territorial	11
2.1.2. La mobilité	15
2.1.3. Les activités et l'emploi.....	16
2.1.4. La gestion de l'espace.....	17
2.1.5. Les ressources et les énergies.....	18
2.2. Analyse détaillée du Scénario SCoT et justification des choix retenus	19
3. Articulation du SCOT avec les documents d'urbanisme, plans ou programmes.....	31
3.1. Contexte législatif.....	31
3.1.1. article L 122-1-2 du Code de l'Urbanisme	31
3.1.2. article R 122-2 du Code de l'Urbanisme.....	31
3.1.3. article L 110 du Code de l'Urbanisme	32
3.1.4. article L 121-1 du Code de l'Urbanisme	32
3.2. Compatibilité	34
3.3. Prise en compte	44
4. Méthodologie et limites de l'Evaluation Environnementale.....	48
4.1. Méthodologie	48
4.2. Limites de la méthode.....	49
5. Incidences environnementales prévisibles du SCOT et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation.....	50
5.1. Gestion de l'eau	50
5.1.1. Réseau hydrographique	50
5.1.2. Assainissement des eaux usées	52
5.1.3. Assainissement des eaux pluviales	54
5.1.4. Eau potable	56
5.1.5. Synthèse.....	57
5.2. Milieux naturels	58
5.2.1. Milieux remarquables	58
5.2.2. Zones humides	60
5.2.3. Bois et maillage bocager	62
5.2.4. Corridors écologiques et trame verte et bleue.....	64
5.2.5. Synthèse.....	65

5.3. Paysage et patrimoine bâti	66
5.4. Espace agricole	68
5.5. Consommation d'espace	70
5.6. Risques et nuisances.....	72
5.7. Energie, climat, qualité de l'air	74
5.7.1. Energies renouvelables, économies d'énergie et émission de gaz à effet de serre.....	74
5.7.2. Déplacements.....	76
5.7.3. Synthèse.....	78
5.8. Déchets.....	79
5.9. Télécommunications	81
5.10. Incidences dommageables et identification des espaces d'intérêt majeur susceptibles d'être impactés (Natura 2000)	82
5.10.1. Rappels du descriptif du site	82
5.10.2. Rappels des objectifs du document d'objectifs.....	82
5.10.3. Estimation des impacts du SCoT et mesures correctrices	83
6. Indicateurs de suivi	84
Annexe : les « questions pour l'avenir »	89

1. LA METHODE D'ELABORATION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS D'ANCENIS

1.1. RAPPEL DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL

1.1.1.1. Un premier Schéma de Cohérence Territoriale annulé

La COMPA avait engagé en 2006 l'élaboration d'un SCoT. Ce Schéma de Cohérence Territoriale, approuvé en mars 2009, a fait l'objet d'un recours préfectoral qui a conduit à son annulation par arrêt du Tribunal administratif de Nantes en décembre 2010.

La COMPA a donc engagé une nouvelle procédure d'élaboration de SCoT par délibération du 30 septembre 2011, en intégrant les évolutions législatives et réglementaires intervenues postérieurement à l'approbation du SCoT annulé (en particulier la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle 2 » introduisant un nouveau volet concernant les performances énergétiques, des objectifs de modérations de la consommation d'espace, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ou encore le développement des communications électroniques..., la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010).

1.1.1.2. Un SCoT sur le périmètre d'une seule et même Communauté de Communes.

Le périmètre du SCoT du Pays d'Ancenis correspond exactement au périmètre de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPA).

Fortes des compétences que lui confèrent ses statuts, la COMPA dispose d'une capacité d'étude, d'analyse et d'opérationnalité sur de nombreux domaines impactant le SCoT.

Aussi, le travail d'élaboration du SCoT s'est-il appuyé sur l'expertise existante en interne, notamment sur les thématiques suivantes :

Développement économique :

La COMPA a engagé en 2010 une étude prospective sur le développement économique du territoire. Cette étude a débouché sur l'adoption d'un **schéma de développement économique** comportant notamment des propositions quant à l'implantation et la capacité des futures zones d'activités.

La COMPA a également signé en 2012, avec les chambres consulaires concernées, une **charte d'orientations commerciale** sur son territoire.

En complément de cette charte, la COMPA s'est également penchée sur la question du commerce de proximité.

Habitat :

Un **Programme Local de l'Habitat** est en cours d'élaboration (arrêté en décembre 2012).

Aménagement du Territoire :

La COMPA est également structurée pour accompagner les communes dans l'élaboration ou les évolutions de leurs documents d'urbanisme.

A ce titre, elle a mené en concertation avec les communes un inventaire des potentialités résiduelles d'urbanisation dans les secteurs déjà bâtis et un inventaire du réseau cyclable et/ou apaisé.

Milieux aquatiques et énergies renouvelables :

La COMPA a conduit pour le compte des communes l'inventaire des zones humides, en application des prescriptions du SAGE. Elle a également récemment porté la création de Zones de Développement Eolien.

Des démarches sont également lancées en matière d'inventaire et de prospective dans les domaines du sport, de la culture.

La COMPA gère la collecte et le traitement des déchets ainsi que l'assainissement non collectif. Elle est aussi autorité organisatrice de second rang pour les transports scolaires et les transports à la demande.

1.2. UN PROJET DE TERRITOIRE : POINT D'ACCROCHE DE LA DEMARCHE SCoT

Une démarche Projet de Territoire a été initiée en 2010, dans l'objectif de formaliser un projet partagé, mobilisateur et ambitieux, document de référence pour les acteurs locaux, qui ne soit pas seulement le projet de la Communauté de communes mais celui du territoire dans son ensemble.

Il s'agissait aussi de hiérarchiser et d'harmoniser les politiques sectorielles menées sur le territoire par l'ensemble des acteurs locaux et de rendre ainsi plus lisible l'action publique (développement économique, services à la population, habitat, commerce, mobilité...).

Cette démarche Projet de Territoire a préfiguré les grandes orientations politiques du futur PADD du SCoT.

La première phase de l'étude a consisté en une actualisation du diagnostic de territoire, en procédant :

- à la collecte et l'analyse des nouvelles données statistiques du territoire
- à l'actualisation et l'intégration des politiques sectorielles déjà engagées sur le territoire (développement économique, tourisme, culture, déchets, ...)
 - en particulier sur la prospective économique : les prestataires de l'étude étant les mêmes et dans un délai proche, la même démarche a été utilisée pour l'étude prospective économique, laquelle avait associé au sein d'un comité de pilotage ad hoc les représentants des trois chambres consulaires et des dirigeants d'entreprises.
- à des entretiens avec les acteurs locaux (maires, élus communautaires, représentants des acteurs locaux dont le Conseil de Développement)
- à une enquête auprès de la population (500 ménages représentatifs du territoire)

Après un temps d'identification et d'approfondissement des enjeux pour le Pays d'Ancenis en Comité de Pilotage, plusieurs hypothèses d'avenir (des « portraits ») ont été formulées et débattues.

Figure A :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis : un bassin de vie

Un territoire rural, accessible, multipolaire et moderne où il fait bon vivre.
 En lien avec la métropole nantaise, il poursuit son développement autour d'un pôle de services et d'emplois principal et de pôles relais dynamiques mais de tailles variables.

Figure B :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis rayonnant

Un territoire marqué par ses valeurs terriennes et entrepreneuriales.
 Son identité est forte et volontariste, sa vitalité économique et associative remarquable.

Figure C :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis périurbain

Un territoire périurbain qui, dans sa partie la plus accessible (Ouest et Sud) se développe rapidement en étant de plus en plus lié à la métropole nantaise pour les emplois, les services, ou les loisirs ; alors que le Nord et l'Est restent ruraux avec un développement limité

Figure D :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis partenaire

Un territoire ouvert aux influences de la société moderne, dont l'économie s'intègre encore davantage dans les grandes filières d'innovation régionales et dont les acteurs participent à de multiples réseaux



Le Pays d'Ancenis dans 20 ans ?

Figure E :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis équilibré

Un territoire qui, sans les voir disparaître, voit s'atténuer les déséquilibres démographiques et économiques entre ses communes.
 La recherche d'un équilibre entre agriculture, commerce, industrie, logements fait l'objet de concertations et les principes du développement durable prennent une place croissante

Figure F :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis services et loisirs

Un territoire qui trouve l'essentiel de sa vitalité dans une forte demande de consommation.
 Une population importante d'actifs travaillant en dehors du territoire, de retraités et de touristes permet un développement du commerce local, de l'artisanat, des services à la personne, de la vente directe, de l'offre de loisirs qui structurent les pôles de vie.

Figure G :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis agile

Un territoire touché en permanence par les mutations imprévisibles du monde moderne, mais qui apprend à s'adapter.
 Les crises économiques succèdent aux périodes de croissance à rythme accéléré; les prix de l'immobilier ou du carburant connaissent de fortes oscillations; les modes évoluent dans les types de transports, les choix de logements, les habitudes de consommation et le territoire trouve des solutions pour répondre à ces bouleversements

Figure H :
Dans 20 ans,
le Pays d'Ancenis fragilisé

Un territoire dont la population se compose de plus en plus de personnes vulnérables.
 Certaines communes (mais pas toutes) voient se conjuguer augmentation du coût des transports, hausse du chômage, vieillissement de la population...
 Cet état de fait appelle la mise en place de politiques d'accompagnement.

Lors d'un forum des élus, en novembre 2011, plus de 200 élus du territoire se sont exprimés sur leur vision du Pays d'Ancenis dans 20 ans. Ils ont dessiné le visage du territoire à l'avenir : un « Pays d'Ancenis rayonnant » et un « Pays d'Ancenis équilibré » et ont défini ensemble des axes de développement et des actions possibles pour le territoire.

C'est cette thématique du Pays rayonnant et équilibré qui constitue la ligne directrice de l'action intercommunale désormais et par conséquent celle du SCoT.

1.3. LA CONSTRUCTION DU SCoT

La COMPA a confié à deux bureaux d'études l'élaboration du SCoT : CITADIA conseil pour le volet général et Xavière HARDY pour l'évaluation environnementale. En phase diagnostic, une étude agricole a été conduite par la Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique dans le cadre d'une convention de partenariat.

Ce document a également été alimenté par des réunions spécifiques sur la trame verte et bleue et des tables rondes partenariales.

Dans ce contexte, le diagnostic territorial et les études préalablement menées ont permis d'établir un bilan prospectif mettant en évidence les enjeux forts auxquels la COMPA était confrontée et des lignes directrices clairement identifiables. Ces enjeux ont été organisés autour de 5 thèmes « clés » permettant de dessiner les « questions pour l'avenir¹ » auxquelles le territoire devrait répondre.

A partir de là, compte tenu que la ligne directrice du SCoT avait été débattue et décidée dans le cadre du Projet de Territoire, le recours à des scénarii différentiels aurait relevé de l'exercice de style.

Aussi, le choix s'est-il porté sur une autre méthode, à savoir, sur le plan des politiques publiques, décliner les implications spatiales et organisationnelles du principe « rayonnant et équilibré » et établir une série d'indicateurs permettant de mesurer la prise en considération des « questions pour l'avenir », dans le respect du projet de territoire et du cadre législatif et réglementaire.

Ces indicateurs, qui ne constituent pas directement, à proprement parler, les indicateurs de suivi du SCoT en phase de mise en œuvre, ont servi de base de travail à l'élaboration du PADD et du DOO.

En effet, les indicateurs ont été pris en compte :

- pour l'illustration de « l'état zéro » pour caractériser les points clés du diagnostic territorial
- pour la définition des niveaux d'exigence du SCoT au travers ses orientations : la variation de ces indicateurs, en phase d'élaboration, a permis de préciser les contours du scénario SCoT
- pour la construction d'un scénario tendanciel « au fil de l'eau », scénario de référence permettant, par comparaison, de mesurer l'impact des dispositions du SCoT.

¹ Cf annexe : le SCoT ne permet pas directement de répondre à l'ensemble des questions soulevées, mais ce travail a permis de mettre en évidence un certain nombre de problématiques locales qui pourront faire l'objet de réflexions et/ou actions dans le cadre des compétences de la COMPA.

2. LA JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO

2.1. LES PRINCIPES DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DU PAYS D'ANCENIS

Le positionnement géographique du Pays entre Nantes et Angers, couplé à un cadre de vie préservé, confère au territoire des enjeux spécifiques en matière d'attractivité résidentielle, de développement économique, ou encore d'environnement.

Cependant, sans inflexion nouvelle et action volontariste, le Pays d'Ancenis a vocation à suivre les tendances décrites dans le diagnostic territorial ce qui engendrerait :

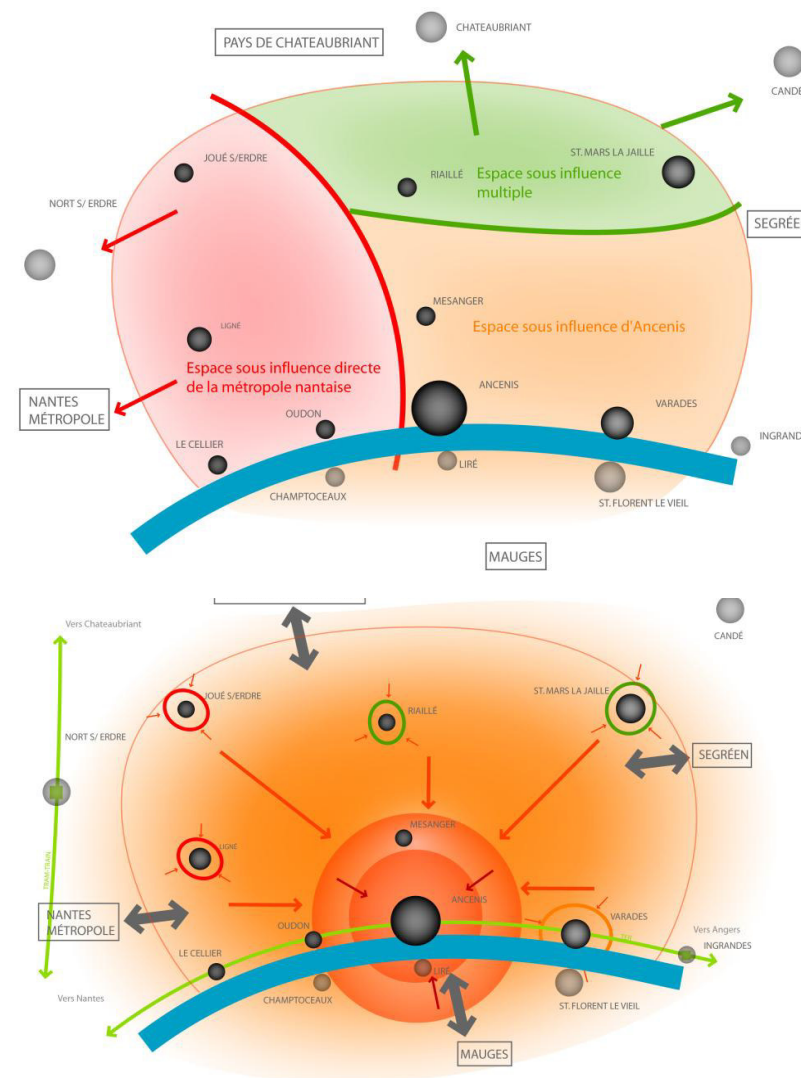
- La poursuite de la périurbanisation principalement dans l'Ouest du Pays,
- La marginalisation de la partie Nord-Est du Pays
- L'affaiblissement du pôle principal
- Un écartèlement interne du Pays

Cette situation est résumée dans le schéma ci-contre.

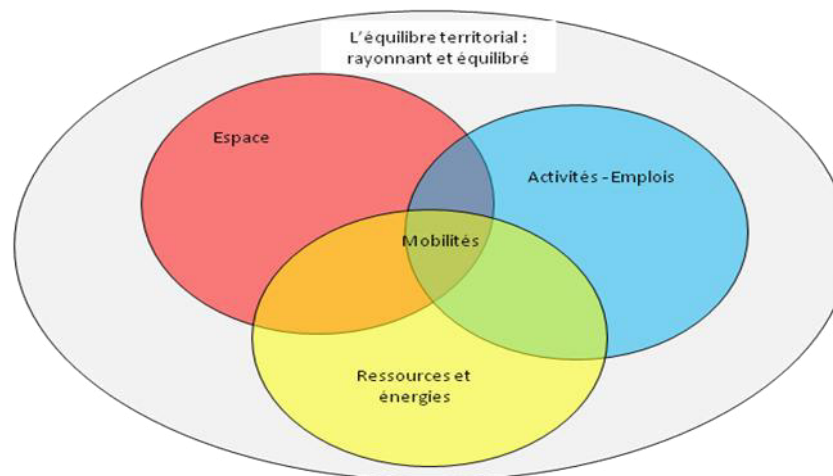
Refusant cette vision du futur, le Pays d'Ancenis souhaite affirmer son positionnement et son identité spécifique : c'est la thématique du « **rayonnement** ». Par ailleurs, il s'agit également de faire bénéficier à l'ensemble du Pays les retombées du développement attendu, sans laisser certains secteurs en marge : c'est la thématique de « **l'équilibre** ».

Cette logique de Pays se traduit par un renforcement du pôle principal, la confortation des pôles secondaires ou assimilés et dans une moindre mesure des pôles de proximité de manière à renforcer et diffuser l'emploi, les services à la population sur l'ensemble du territoire.

L'enjeu central du projet du Pays d'Ancenis repose donc sur la préservation et la valorisation de l'espace et des ressources au service d'un territoire rayonnant et équilibré.



Les principes de développement servant de base à la rédaction du PADD et du DOO sont organisés autour de 5 thèmes « clés » permettant de donner une vision synthétique du projet SCoT :



2.1.1. L'équilibre territorial

Les pôles affirment leur poids et leur rôle dans l'organisation du Pays. Il s'agit d'y conforter l'urbanisation, la vie sociale et les activités. L'équilibre du territoire s'exprime à travers une armature urbaine cohérente, équitable :

- En termes démographiques
- En termes d'emplois
- En termes de mobilité
- En termes d'équipements

La notion d'équilibre territorial se décline sur les thèmes suivants :

- **La recherche d'une organisation territoriale permettant de gommer le déséquilibre Est-Ouest** que connaît le Pays (fort développement urbain de la frange Ouest polarisée par Nantes / stagnation de la frange Nord-Est²).

² Cf : Carte p.11 du diagnostic territorial / Armature urbaine du territoire : un espace multipolaire

A ce titre, le SCoT entend favoriser l'organisation territoriale suivante :

- Les **3 pôles d'équilibre** identifiés par la DTA sont précisés. Ils se distinguent selon deux catégories en fonction de leur importance et du rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement global du territoire :
 - 1 pôle d'équilibre principal : le pôle d'Ancenis identifié par la DTA comprenant également la commune de Saint Géréon, le sud de Mésanger et l'Ouest de Saint-Herblon³.
 - 2 pôles d'équilibre secondaire : pôles « historiques » du territoire : Saint-Mars-La-Jaille et Varades. Il est précisé que le pôle de Varades fonctionne également avec la commune de Saint-Florent-le-Vieil qui fait partie de la communauté de communes du canton de Saint-Florent-le-Vieil.
- **Au-delà** des pôles identifiés par la DTA, le SCoT propose **une analyse et une structuration plus fine**, à son échelle :
 - La commune de Ligné est ainsi considérée comme un pôle de développement périurbain. Pour le Pays d'Ancenis, ce pôle constitue un point d'ancrage important à l'ouest du territoire, en frange de l'agglomération nantaise. Son développement futur structuré pourrait le positionner à terme comme un pôle secondaire. Dans le SCoT, il est assimilé, pour l'avenir, à un pôle secondaire.
 - 5 autres communes dotées de services et équipements conséquents, et/ou d'un accès rapide à une infrastructure de transports collectifs performante (gare TER ou Tram-Train) se voient caractérisées en pôles de proximité. Il s'agit des communes de Le Cellier, Joué-sur-Erdre, Mésanger, Oudon et Riaillé.

³ Cf : Carte p.13 du diagnostic territorial / Le pôle d'Ancenis

		Pôle d'équilibre principal ANCENIS – SAINT-GEREON	Pôle d'équilibre secondaire VARADES	Pôle d'équilibre secondaire SAINT-MARS-LA-JAILLE	Pôle de développement périurbain - LIGNE
Contexte		Pôle composé des communes d'Ancenis, de Saint-Géréon ainsi qu'une partie des communes de Saint-Herblon et de Mésanger. Ancenis : pôle historique et structurant du territoire.	Chef-lieu de canton situé dans l'Est du territoire sur les rives d'un ancien bras de la Loire. Ce pôle draine un petit bassin de vie qui s'étend globalement jusqu'aux limites du canton ⁴ . Relation avec le pôle voisin de Saint-Florent-le-Vieil situé sur la rive gauche de la Loire (hors territoire).	Chef-lieu de canton ⁵ situé dans le Nord-Est du territoire drainant un large bassin de vie. Berceau de l'activité industrielle du bassin d'Ancenis qui a favorisé son développement depuis 1945 et bénéficie d'un rayonnement économique fort.	Commune située dans l'Ouest du territoire, bénéficiant de la proximité de la métropole nantaise (environ 30km du centre de Nantes) et lui conférant une forte attractivité démographique. Non repérée par la DTA comme pôle d'équilibre, Ligné connaît une évolution dynamique et un renforcement de son poids dans l'armature urbaine du territoire lui conférant une fonction de centralité et un statut de pôle de développement périurbain.
Dynamisme démographique & logements	<i>Croissance démographique</i>	Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays Population 2009 = 10 211 Croissance 99-09 = +8%	Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays Population 2009 = 3 518 (+2600 à Saint-Florent-le-Vieil) Croissance 99-09 = +10%	Une croissance démographique plus faible que la moyenne du Pays Population 2009 = 2 429 Croissance 99-09 = +11%	Une forte croissance démographique Population 2009 = 4 376 Croissance 99-09 = +48%
	<i>Indice jeunesse</i>	Un indice jeunesse faible = 1	Un indice jeunesse moyen = 1,14	Un indice jeunesse moyen = 1,09	Un indice jeunesse élevé = 2,36
	<i>Evolution nbre de logements (99-09)</i>	16,70%	23,60%	26,10%	51%
	<i>Nb de logements commencés</i>	512	231	209	594
	<i>Nb de logements HLM (2011)</i>	855 logements HLM 18,6% des résidences principales	169 logements HLM 11% des résidences principales.	113 logements HLM 11% des résidences principales.	16 logements HLM 1% des résidences principales.
Equipements / services	<i>Nb de types d'équipements (2011)</i>	92 types d'équipements selon la Base permanente des équipements de l'INSEE.	54 types d'équipements selon la Base permanente des équipements de l'INSEE.	45 types d'équipements selon la Base permanente des équipements de l'INSEE.	44 types d'équipements selon la Base permanente des équipements de l'INSEE.
	<i>Nb d'équipements (2011)</i>	458 équipements	129 équipements	87 équipements	97 équipements

⁴ Selon le découpage cantonal en vigueur au 1^{er} janvier 2014

⁵ Selon le découpage cantonal en vigueur au 1^{er} janvier 2014

		Pôle d'équilibre principal ANCENIS – SAINT-GEREON	Pôle d'équilibre secondaire VARADES	Pôle d'équilibre secondaire SAINT-MARS-LA-JAILLE	Pôle de développement périurbain - LIGNE
Activités économique /emplois	Caractéristiques de l'économie	Une économie tournée vers le commerce et les services	Une économie diversifiée en termes d'emplois, semblable à la moyenne du Pays avec une bonne présence du secteur agricole.	Une économie dominée par le secteur industriel (54% des emplois)	Une économie diversifiée en termes d'emplois, semblable à la moyenne du Pays.
	Nb d'emplois	11 402 emplois en 2009 +32% par rapport à 1999	1 418 emplois en 2009 (+ 1100 environ à Saint-Florent-le-Vieil) +2% par rapport à 1999	1 666 emplois en 2009 -5% par rapport à 1999	1 163 emplois en 2009 44% par rapport à 1999
	Indice de concentration de l'emploi	Un indice de concentration de l'emploi élevé = 254 + 42 points par rapport à 1999.	Indice de concentration de l'emploi = 94 - 13 points par rapport à 1999.	Le deuxième indice de concentration de l'emploi du Pays = 160 - 32 points par rapport à 1999.	Un indice de concentration de l'emploi relativement faible = 57 - 7 points de moins par rapport à 1999.
Mobilité / Accessibilité	Accessibilité routière	Facilité des dessertes routières (A11, D164, D723, D923). Présence du seul échangeur autoroutier du territoire.	Deux axes routiers principaux : la D723 et la D752. Mais un accès limité à l'A11 (pas d'échangeur).	Une amélioration de l'accessibilité routière en direction d'Ancenis.	Un accès limité à l'A11 (pas d'échangeur). Une proximité à la D164.
	Accessibilité en transports collectifs	Gare ferroviaire (TER et projet de Pôle d'Echanges Multimodal) facilitant les déplacements domicile-travail.	Gare ferroviaire TER pour les trains à destination ou en provenance de Nantes et Angers.	Deux lignes de bus départementales à destination de Nantes.	Une ligne de bus départementale à destination de Nantes.
	Flux domicile-travail	Une polarisation des flux dans les déplacements domicile-travail internes au Pays.	76% des flux en provenance du Pays et 24% des territoires extérieurs 61% des flux à destination du Pays et 39% à destination des territoires voisins	73% des flux en provenance du Pays et 27% des territoires extérieurs 69% des flux à destination du Pays et 31% à destination des territoires voisins	59% des déplacements domicile-travail sont à destination de la métropole Nantes – Saint-Nazaire.
ENJEU		Structurer le pôle afin de renforcer son rayonnement sur le Pays et les territoires limitrophes (Mauges) et asseoir son rôle moteur en termes de services, d'équipements et économique.	Préserver le statut de centralité vis-à-vis du pôle d'Ancenis – Saint-Géréon notamment en termes d'emplois.	Préserver le statut de centralité en termes de services, d'équipements et d'emplois.	Structurer le développement urbain par la mise en place de services et d'équipements et le renforcement du caractère urbain du bourg (formes et mixité urbaines).

- **Une stratégie de développement visant à maîtriser les rythmes de développement** qu'a connu le territoire ces dernières années. Il s'agit, par une déclinaison territoriale de la construction, confortée par un Programme Local de l'Habitat, de renforcer le poids démographique des pôles tout en confortant une dynamique dans les autres communes.
- **Des services de qualité et de proximité** destinés à satisfaire les besoins des habitants. Il s'agit d'organiser la répartition des services en fonction des besoins actuels et futurs du territoire au regard du scénario démographique retenu. L'appui sur les pôles identifiés demeure une priorité sans pour autant compromettre le développement de services de proximité dans les autres communes du Pays et affaiblir leur vitalité.
- A l'échelle des communes, le SCoT précise **la structuration de l'organisation urbaine** en orientant de manière prioritaire le développement vers les bourgs. Il s'agit de conforter le noyau principal des communes, dans le but de « faire vivre » les équipements et services existants dans les bourgs. Pour renforcer cette orientation, la constructibilité dans les villages, hameaux et épars est contrainte⁶.

2.1.2. La mobilité

Territoire périurbain caractérisé par la multiplicité et l'hétérogénéité des flux de déplacements, le Pays d'Ancenis entend s'appuyer sur les infrastructures existantes pour améliorer les déplacements internes et externes.

- **La structuration interne du réseau de mobilité.** Il s'agit de s'appuyer sur les pôles et les gares (présentes sur le territoire ou sur les territoires voisins) pour asseoir et développer la mobilité. Ceci suppose le développement d'un système de rabattement efficace pour l'ensemble du territoire (y compris vers les espaces plus ruraux).
- **Les connexions avec les territoires voisins,** en premier avec la métropole nantaise (réseau TER, tram-train), mais également avec le secteur nord des Mauges, dans le cadre des « aires de chalandise » des communes ligériennes (accès au réseau TER, liaisons douces), sont des éléments prégnants à intégrer pour le développement et l'avenir du Pays (déplacements domicile-travail en particulier).
- **Le SCoT intègre les projets structurants** pouvant à terme modifier le fonctionnement du territoire.
- Par l'organisation du développement urbain et les logiques de « concentration » sur les pôles, et à une autre échelle, sur les bourgs, le SCoT entend favoriser le développement des déplacements doux.

⁶ Cf : Carte p.74 du diagnostic territorial / Bourgs, villages, hameaux

2.1.3. Les activités et l'emploi

Fort d'une activité économique dynamique et d'un bon niveau d'emploi, le Pays d'Ancenis refuse la fatalité du territoire périurbain « banlieue dortoir ». Ainsi, le SCoT ambitionne-t-il de pérenniser l'emploi et les activités au niveau local. Compte tenu des caractéristiques économiques du territoire, cette volonté se traduit sur les domaines de :

- L'économie industrielle et artisanale
- L'économie agricole
- L'économie verte et touristique
- L'économie résidentielle

Ceci passe par :

- **Le renforcement des zones d'activités économiques.** A ce titre, le SCoT s'engage à renforcer les zones d'activités économiques les plus stratégiques localisées autour du pôle principal d'Ancenis – Saint-Géréon et des pôles secondaires ou assimilés (optimisation des zones existantes et créations/extensions circonstanciées) tout en confortant les zones d'activités de proximité et communales.
- **La valorisation de la production agricole et de son lien avec l'industrie agroalimentaire.**
- **La valorisation des potentiels touristiques** en s'appuyant sur les atouts du territoire : patrimoines, paysages diversifiés...
- **Le renforcement des espaces commerciaux existants (ZACOM, centralités)** afin de concentrer les activités commerciales dans des espaces privilégiés et assurer la vitalité des centralités de bourgs ou de quartier. Il s'agit de conforter les pôles commerciaux existants : Ancenis-Saint-Géréon comme pôle majeur, Ligné, Saint-Mars-la-Jaille et Varades comme pôles intermédiaires.
- **Le maintien des commerces de proximité** dans les communes rurales afin de conforter la vitalité des petits bourgs, permettre le développement d'une vie de proximité et promouvoir les courtes distances.

2.1.4. La gestion de l'espace

Conscient du caractère non renouvelable de la ressource foncière, le SCoT entend promouvoir un développement économe en espace, qui favorise, autant que possible, la logique de renouvellement urbain pour préserver l'espace naturel et agricole de l'urbanisation.

Cette volonté se traduit par :

- **La densification des espaces résidentiels et économiques et la promotion de formes urbaines adaptées** afin d'économiser l'espace. Il s'agit de promouvoir des formes urbaines plus denses s'insérant dans le tissu environnant⁷.
- **La requalification des espaces** (habitat, activités) émerge comme un préalable à toute opération d'extensions : recherche des disponibilités foncières internes à l'enveloppe urbaine et recyclage des friches urbaines⁸.
- **La protection et la mise en valeur des paysages** sont réaffirmées : en particulier, la préservation des grands ensembles paysagers et le maintien des paysages agricoles et naturels.
- **La protection des espaces agricoles pérennes et naturels.**

Elle se résume en deux chiffres : 87% d'espaces agricoles et naturels pérennes et une réduction de plus de 40% de la consommation d'espace au regard de la décennie précédente.

⁷ Cf : tableau p.86 du diagnostic territorial / Densités de construction récente

⁸ Cf : Carte p.87 du diagnostic territorial / Parcelles disponibles à l'intérieur de l'enveloppe urbaine

2.1.5. Les ressources et les énergies

La valorisation du projet de développement du Pays d'Ancenis passe également par la prise en compte et la mise en valeur des ressources naturelles qui en font la richesse.

Ainsi, le projet de développement porté par le SCoT intègre-t-il la préservation et la valorisation des ressources, en particulier :

- **La protection, la préservation et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité.** Il s'agit notamment de préserver et de conforter les éléments constitutifs de la **Trame Verte et Bleue** : sous-trames constituées par le maillage bocager, zones humides...) et d'améliorer les continuités écologiques dans les secteurs à enjeux identifiés au SCoT (rétablir les continuités sur les lieux de fragmentation des milieux naturels, obstacle à la bonne circulation des espèces).
- **La préservation de la ressource en eau** tant quantitative que qualitative en lien avec les usages qui en sont fait (alimentation, irrigation, exploitation au titre des loisirs).
- **La valorisation des ressources** propres du territoire en matière d'énergie renouvelable.

Par ailleurs, les modalités de développement portées par le SCoT garantissent un effet positif en matière de réduction de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre.

2.2. ANALYSE DETAILLEE DU SCENARIO SCoT ET JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

Cette analyse s'appuie sur une comparaison avec l'état zéro établi par le diagnostic et le scénario tendanciel de référence.

Le choix du projet de développement du SCoT explicité ci-dessus se traduit par quelques hypothèses de base à partir desquelles le scénario a été détaillé et a conduit, dans le respect du principe de préservation et de valorisation de l'espace et des ressources, à l'édiction d'orientations et d'objectifs, déclinés en prescriptions et recommandations dans le DOO.

Les hypothèses de base détaillées ci-dessous ont été établies suite à un débat qui a porté sur les perspectives démographiques du Pays d'Ancenis. Ces perspectives ont été établies en intégrant les différents paramètres de calcul du « point mort » de la construction (cf page 62 du diagnostic), sur la période précédente et projetée sur la période d'application du SCoT. Ainsi, 2 scénarii présentant une poursuite tendancielle du rythme de construction de la décennie 2000 a été confronté à un scénario plus modéré de construction de logements (490 contre 400 logements annuels) de 2014 à 2030, avec un « effet démographique » estimé entre 82 000 habitants environ en 2030 (si 490 logements par an) et 76 500 habitants à cette même échéance (si 400 logements par an). Prenant en considération la tendance récente à la baisse du rythme de construction de logements, ainsi que des éléments liés à la capacité d'accueil du territoire (capacité d'absorption des équipements existants, besoins en nouveaux équipements, effets sur la consommation d'espaces agricoles et naturels, etc.), le choix s'est porté sur le scénario « plus modéré ».

Hypothèses de base du scénario de développement

	Scénario SCOT	Scénario tendanciel de référence
Démographie	Croissance démographie maîtrisée , en retrait par rapport à la période précédente : Taux de croissance annuelle : 1.1% Population 2030 : 75 000 habitants	Taux de croissance annuel : +1.5% Population 2030 : 80 000 habitants
Construction neuve (habitat)	Un besoin en construction neuve en fléchissement au regard de l'accueil de population attendu : 400 logements par an	490 logements par an
Activités	Poursuite de l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales, commerciales et tertiaires Maintien voire augmentation du ratio nombre d'emplois/population active	idem
Maillage urbain	Confortation de la logique de pôles 38 % de construction dans les pôles d'équilibre ou assimilés 25 % de construction dans les pôles de proximité Confortation des bourgs Réduction du mitage	Développement urbain diffus 32 % de construction dans les pôles d'équilibre ou assimilés 26 % de construction dans les pôles de proximité Poursuite du mitage, même si freiné par l'entrée en vigueur des lois Grenelle
Consommation d'espace	Réduction de la consommation d'espace 40 ha/an 41 % de réduction par rapport à 1999-2009 Priorité au renouvellement urbain par rapport à l'extension (habitat et activités) Densification des opérations Moyenne de 18 logements/ha pour l'habitat	Poursuite de la consommation d'espace Densité moyenne des opérations : 11 logements/ha Soit 44 ha/an Reprise économique et développement de l'offre en « zones d'activités » : 21 ha/an

Le tableau ci-dessous reprend les orientations et objectifs du SCoT pour justification détaillée :

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 1 : Un pays rayonnant et équilibré	<p>S'appuyer sur une organisation multipolaire</p> <p>---</p> <p>A l'échelle du Pays</p>	<p>Un territoire composé d'un pôle structurant (Ancenis), de deux pôles structurants (Saint-Mars-la-Jaille et Varades) et d'un pôle de développement péri-urbain (Ligné).</p> <p>Une organisation autour de 3 bassins de vie : Ancenis (rayonnant sur 10 communes du Maine et Loire), Varades et Saint-Mars-la-Jaille.</p>	<p>Poursuite du déséquilibre Est-Ouest.</p> <p>Liens étroits entre la frange Ouest et l'agglomération nantaise en dépit des liens avec le reste du pays.</p>	<p>Renforcement du poids des pôles et du pôle d'Ancenis.</p> <p>Importante attraction d'Ancenis sur les autres pôles (y compris hors territoire).</p> <p>Atténuation du déséquilibre Est-Ouest.</p>	<p>L'ambition retenue repose sur le choix de conforter l'organisation multipolaire du Pays et de renforcer le poids des pôles en y recentrant le développement.</p> <p>Cette armature servira de support à la politique de développement du territoire : accueil de la population, régulation de la production de logements, aménagement d'infrastructures et accueil des services et des équipements structurants.</p>
	<p>S'appuyer sur une organisation multipolaire</p> <p>---</p> <p>A l'échelle des communes</p>	<p>Un territoire d'habitat dispersé mais organisé en bourgs, villages et hameaux</p> <p>Un développement récent diffus</p>	<p>Poursuite du développement en diffus</p> <p>Perte de poids des bourgs dans l'organisation communale, risque quant à la pérennité des services et commerces</p>	<p>Développement privilégié des bourgs</p> <p>Restriction sur les capacités de développement des villages et hameaux (comblement des dents creuses, extension limitée possible sous conditions dans certains villages)</p>	<p>Le SCoT entend conforter les bourgs des communes, identifiés comme le lieu de vie de la commune, et constituant ainsi le secteur privilégié du développement urbain.</p> <p>Cette orientation permet d'assurer une meilleure vitalité des bourgs, de réduire les distances avec les services et les équipements et favoriser les déplacements doux.</p>

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 1 : Un pays rayonnant et équilibré	Habiter et vivre en Pays d'Ancenis ----- Le développement démographique	58.868 habitants en 2009 TCAM : 1,9% Une attraction territoriale liée au développement métropolitain de Nantes. Un accroissement de la population sur l'ensemble du territoire mais des dynamiques inégales Une forte croissance démographique et un solde migratoire important depuis 10 ans.	80.000 habitants en 2030 TCAM : 1,5% Un développement démographique en-deçà de celui de la période passée en raison de la poursuite du desserrement des ménages (hypothèse de – 0,2 personne par ménage pour chacune des communes). Une augmentation de la population entre 2009 et 2030 d'environ 20.000 habitants.	75.000 habitants en 2030 TCAM : 1,1% Une augmentation de la population plus faible que dans le scénario précédent. Une croissance qui s'appuie sur la capacité des équipements existants des communes afin de ne pas engendrer de nouveaux besoins.	L'ambition repose sur un ralentissement de la croissance démographique , au regard des chiffres observés durant la période passée. A ce titre, il s'agit d' accueillir de la population en proportion raisonnée , ne déstabilisant pas l'organisation du Pays en minimisant les impacts sur l'environnement et sur les espaces.
	Habiter et vivre en Pays d'Ancenis ----- L'habitat	427 logements construits / an entre 2001 et 2010. Une forte croissance du parc de logements Une construction neuve pas toujours maîtrisée Une augmentation des prix foncier et immobilier et une faible part de locatifs sociaux Des tensions plus fortes sur les secteurs de Ligné et d'Ancenis	490 logements construits / an entre 2014 et 2030 (+8.330 logements sur la période). Poursuite du rythme de la construction observé sur la période passée et des grandes tendances engagées sans rééquilibrage de l'offre sur le plan géographique et qualitatif	400 logements construits / an entre 2014 et 2030 (+6.900 logements sur la période). Une maîtrise des rythmes de croissance sur l'ensemble du territoire et un renforcement du poids des pôles. La promotion de principes de qualité pour les projets résidentiels (qualité urbaine, architecturale, sociale et environnementale).	La réduction des objectifs de construction neuve répond à l'objectif démographique mais s'appuie également sur la volonté de mobiliser le parc existant La mobilisation du parc ancien entend également répondre, par la réhabilitation, aux préoccupations de réduction des consommations énergétiques domestiques Il s'agit aussi de répartir de façon optimale les logements et équipements en fonction des pôles identifiés.

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l’eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 1 : Un pays rayonnant et équilibré	Connecter et mettre en réseau le territoire	<p>Importance et multiplicité des déplacements des origines et destinations mais une polarisation interne par Ancenis et externe par l’agglomération nantaise</p> <p>Une prédominance des déplacements routiers, en véhicules personnels malgré l’existence d’une offre de transports collectifs (TER et 4 lignes de bus vers Nantes)</p> <p>Un territoire inégalement desservi avec un Sud proposant une offre structurante et diversifiée et un Nord plus enclavé.</p> <p>Des déplacements domicile-travail extra-territoriaux importants qui engendrent un fort coût énergétique et des émissions de gaz à effet de serre</p> <p>Un service de TAD qui irrigue tout le territoire (Lila demande).</p> <p>Une couverture numérique incomplète</p>	<p>Augmentation des déplacements domicile-travail à destination de Nantes.</p> <p>Pas d’évolution du recours aux modes de transports alternatifs à la voiture et notamment aux transports collectifs.</p> <p>Emissions de gaz à effet de serre générées par l’accueil de nouvelle population : 29 373 teq CO2/ an pour les déplacements (<i>d’après l’outil GES-SCoT</i>)</p> <p>Amélioration de la couverture numérique par la mise en œuvre du SDAN</p>	<p>Maîtrise des déplacements domicile-travail à destination de Nantes.</p> <p>Appui sur le pôle d’Ancenis pour organiser le système de transports collectifs du Pays.</p> <p>Promotion de modes de transports alternatifs à la voiture dans tout le Pays, y compris dans les espaces les plus ruraux.</p> <p>Emissions de gaz à effet de serre générées par l’accueil de nouvelle population : 22 057 teq CO2/ an pour les déplacements (<i>d’après l’outil GES-SCoT</i>)</p> <p>Amélioration de la couverture numérique par la mise en œuvre du SDAN</p>	<p>Le choix repose dans la volonté de donner accès à la mobilité sur tout le territoire en structurant les réseaux de mobilité à partir des pôles et des points de transports stratégiques (gares TER, arrêts LILA).</p> <p>Il s’agit aussi de connecter de façon performante et collective le Pays aux territoires voisins en prenant en compte la maîtrise des déplacements (flux domicile-travail).</p> <p>A ce titre, le SCoT rappelle que les documents d’urbanisme concernés doivent permettre la réalisation de plusieurs infrastructures majeures : l’amélioration des RD 33 et RD 723, l’aménagement des RD 164 et 923/878 et l’établissement d’un nouveau franchissement de la Loire, sous réserve de faisabilité économique, juridique et environnementale. Ce dernier projet, dont l’itinéraire exact n’est pas encore arrêté, figure aux schémas routiers départementaux de Maine-et-Loire et de Loire Atlantique, approuvés respectivement en 2005 et 2006. Il s’inscrit dans une triple logique de desserte de pôles économiques secondaires, de contournement de Nantes et de desserte de l’aéroport futur de Notre-Dame-des-Landes, et a vocation à être réalisé avant 2020.</p> <p>Il s’agit aussi de prendre en compte les impacts des déplacements en termes d’émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Par l’organisation du développement urbain en privilégiant les pôles et les bourgs, le SCoT entend faciliter les déplacements doux</p>

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 1 : Un pays rayonnant et équilibré	Développer activités et emplois	<p>Un territoire économiquement dynamique et attractif</p> <p>Une « spécialisation » industrielle fortement touchée par les variations économiques conjoncturelles.</p> <p>Un territoire polarisé autour d'Ancenis / St-Géréon un pôle disposant d'un volume d'emplois caractéristique d'un vrai pôle d'emplois et le plus important pôle commercial.</p> <p>Un pôle commercial principal diversifié et bien identifié, limitant l'évasion commerciale vers l'agglomération nantaise</p> <p>Une offre foncière diversifiée et répartie sur l'ensemble du territoire</p> <p>Un développement important de l'appareil commercial en périphérie au détriment du centre-ville (notamment sur Ancenis).</p>	<p>Situation de dépendance vis-à-vis de Nantes.</p> <p>Multiplication des zones d'activités économiques.</p> <p>Faible prise en compte du principe de développement durable dans l'aménagement des espaces commerciaux.</p> <p>Périphérisation des activités commerciales en dépit de l'attractivité des centres-bourgs. Fermeture des commerces de proximité dans les centres-bourgs</p>	<p>Diversification économique et confortation de l'emploi local.</p> <p>Renforcement des complémentarités entre les zones d'activités du Pays.</p> <p>Renforcement des espaces commerciaux existants (espaces commerciaux périphériques et centres-bourgs).</p> <p>Maintien du commerce de proximité dans les centres-bourgs.</p> <p>Prise en compte du principe de développement durable dans l'aménagement des espaces d'activités (optimisation du foncier, qualité des aménagements, intégration paysagère).</p>	<p>Considérant l'armature urbaine du Pays, le SCoT établit une organisation spatiale des espaces d'activités économiques (zones d'activités, espaces commerciaux). A ce titre, il souhaite affirmer et renforcer le poids des espaces économiques et commerciaux stratégiques.</p> <p>Parallèlement et afin de garantir la vitalité dans les autres communes du territoire, le SCoT s'engage à maintenir les activités économiques de proximité (zones d'activités économiques communales, commerces de proximité...).</p> <p>Outre l'aménagement et la confortation des zones économiques, le SCoT cherche à promouvoir la diversification des activités économiques en soutenant les autres secteurs porteurs d'emplois sur le territoire : les activités agricoles (notamment en lien avec l'industrie agro-alimentaire), le tourisme, la recherche & développement et l'innovation.</p>

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain	69 ha consommés / an entre 99 et 09 dont : 52 ha / an pour les besoins en habitat 17 ha / an pour les activités économiques Densité : 9 logements / ha entre 99 et 09.	65 ha consommés / an entre 2014 et 2030 dont : 44 ha / an pour les besoins en habitat 21 ha / an pour les activités économiques Densité : 11 logements / ha entre 2014 et 2030. Développement résidentiel et périurbanisation dans les communes de la frange Ouest (secteur de Ligné). Périurbanisation généralisée sur le Pays. Consommation foncière importante dans les communes de la frange Ouest du Pays.	40 ha consommés / an entre 2014 et 2030 dont : 23 ha / an pour les besoins en habitat 17 ha / an pour les activités économiques Densité : 18 logements / ha entre 2014 et 2030. Atténuation de la périurbanisation en raison du recentrage de la production de logements sur les pôles. Atténuation de la consommation foncière due à la maîtrise des rythmes de constructions et à une augmentation des densités de construction.	Face au développement démographique et résidentiel qu'a connu le Pays d'Ancenis au cours des dernières années et des conséquences liées en termes de consommation d'espace et de qualité urbaine, le Pays d'Ancenis souhaite s'engager dans une politique de modération de la consommation d'espace . A ce titre, le choix se porte vers la densification , le renouvellement urbain et la promotion de formes urbaines économes en espaces, respectueuses de l'environnement et des paysages . L'hétérogénéité du territoire impose de moduler les règles de densité de construction. De même, la disparité des activités économiques susceptibles de s'implanter ou se développer sur le territoire impose une certaine souplesse dans la définition de règles a priori.

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Protéger et mettre en valeur le paysage et le patrimoine local		<p>Fermeture des paysages (urbanisation en continu le long des routes, pertes des limites urbaines)</p> <p>Poursuite de la diminution du maillage bocager.</p> <p>Banalisation du paysage et perte d'identité pour le territoire (habitat pavillonnaire standardisé).</p>	<p>L'effort paysager est porté sur l'ensemble du territoire (étude environnementale globale), la valorisation des entrées de ville ...</p> <p>Opération de logements intégrant les principes du développement durable (<i>gestion foncière, diversification des formes urbaines, intégration paysagère...</i>).</p> <p>Intégration de la problématique paysagère à la réflexion de la trame verte et bleue.</p>	Le cadre naturel et paysager du Pays est un atout majeur qu'il convient de protéger et de mettre en valeur . Cette ambition suggère deux objectifs : un double objectif de préservation environnementale et paysagère et un objectif d'attractivité résidentielle.
	Préserver et valoriser les ressources - Réseau hydrographique	1 114.51 km de cours d'eau dont 70% dégradés par recalibrage (833 km)	<p>Aggravation des phénomènes observés en terme de morphologie, de débits et de qualité des eaux (<i>débits d'étiage faible qui diminuent le potentiel autoépurateur des cours d'eau et fragilisent le milieu piscicole déjà perturbé, qualité des eaux moyenne à mauvaise sur certains cours d'eau</i>)</p> <p>Protection minimale des zones humides du fait de la prise en compte des obligations du SAGE Estuaire de la Loire</p>	<p>Protection des cours d'eau et des zones humides (<i>inventaires existants pris en compte et protections à l'échelle des PLU</i>).</p> <p>Encadrement d'un développement respectueux des milieux existants (<i>AEU, vigilance dans la localisation des zones AU,...</i>).</p> <p>Restauration des cours d'eau et des milieux aquatiques dans le cadre d'aménagement de zones AU ou de mesures compensatoires.</p>	<p>La ressource en eau constitue un enjeu important sur le territoire, A ce titre, il s'agit de protéger le réseau hydrographique et les milieux associés.</p> <p>Le SCOT vise à inverser les tendances observées en s'appuyant sur les opérations d'aménagement pour restaurer les cours d'eau et les milieux associés (<i>actions complémentaires au CTMA en cours sur le territoire du Pays d'Ancenis</i>).</p>
	Préserver et valoriser les ressources - Assainissement collectif eaux usées	<p>7 stations en surcharge hydraulique et/ou organique</p> <p>130 210 EH de capacité totale sur le territoire, pour une charge actuelle traitée de 119 315 EH</p>	Développement non maîtrisé entraînant une forte hausse des rejets : + 27 800 EH	<p>Augmentation moindre des rejets : + 21 00 EH</p> <p>Adéquation entre l'ouverture à l'urbanisation et la capacité de gestion des eaux usées.</p> <p>Réhabilitation progressive des réseaux</p>	<p>Face au développement prévu et au regard des milieux sensibles, il s'agit, dans ce cadre, de maîtriser les rejets.</p> <p>Le SCOT veille à l'adéquation entre l'accueil de nouvelles populations et activités et la capacité de traitement et de collecte.</p>

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Préserver et valoriser les ressources - Assainissement non collectif eaux usées	8 293 ANC dont 5 595 en Non Acceptables	Développement des installations d'assainissement non collectives sur des parcelles non adaptées.	Développement des ANC limité aux secteurs non raccordables et sur des parcelles aux caractéristiques adaptées à un ANC	<p>L'assainissement non collectif étant moins épurateur que l'assainissement collectif, l'ambition retenue impose de limiter le développement des ANC et de ne les accepter que sur des parcelles adaptées.</p> <p>Pour cela, le SCoT met en œuvre une politique qui favorise les projets d'urbanisation dans les secteurs raccordés, en priorité.</p>
	Préserver et valoriser les ressources - Assainissement eaux pluviales	8 SDAP réalisés ou en cours	Augmentation des ruissellements (<i>volumes et vitesses d'écoulement</i>) et des transferts d'éléments polluants vers les cours d'eau en lien avec l'urbanisation.	Gestion des eaux pluviales dans les zones urbaines (<i>promotion de techniques d'infiltration et préconisations spécifiques pour une réelle prise en compte de ce problème</i>). Obligation de réaliser un SDAP	Au regard du développement du territoire envisagé et du risque inondation existant sur de nombreuses communes, le choix s'est porté sur la promotion des techniques favorables à l' infiltration et la limitation au maximum des impacts liés à l' imperméabilisation des sols .
	Préserver et valoriser les ressources - Eau potable	Pour le SIAEP de la Région d'Ancenis en 2011 : 89.07 m³ de volume moyen domestique annuel consommé : 113 780 m³ de volume annuel consommé par les communes : 3 543 581 m³ de volume total annuel consommé (domestique + industriels + communes) :	Augmentation des besoins en eau potable : 1 781 400 m³ supplémentaires pour l'habitat par an Consommation de 201 480 m³/an pour les communes des deux SIAEP	Développement urbain maîtrisé en adéquation avec les capacités des SIAEP. Augmentation moindre des besoins en eau potable : 1 341 900 m³ supplémentaires pour l'habitat par an Développement de démarche de type AEU, HQE afin de concevoir des projets plus économes en eau Forte diminution des volumes consommés par les communes	Le choix repose sur la volonté d'accueillir de nouvelles population et activités tout en prenant en compte les ressources disponibles et les besoins futurs en eau potable .

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la TVB - Milieux naturels remarquables	9 302 ha de milieux remarquables protégés et identifiés 19,6 ha de milieux remarquables en zone AU	Protection insuffisante des zones d'intérêt européen, des ZNIEFF, du patrimoine naturel reconnu Forte pression urbaine sur l'axe ligérien notamment (<i>attractivité liée à la qualité des sites et aux infrastructures de communication</i>).	Protection forte des milieux remarquables et prise en compte dans la localisation des zones AU Principe de non atteinte de ces milieux. Reconquête de ces entités naturelles ayant un rôle en matière d'équilibre écologique et de biodiversité.	Au regard des nombreux milieux remarquables reconnus au niveau européen et du cadre de vie de qualité qu'ils constituent, le SCOT affiche sa volonté à protéger ces milieux remarquables , véritables réservoirs de biodiversité d'intérêt majeur sur lesquels la pression est toujours plus importante.
	Protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la TVB - Zones humides	5 170 ha de zones humides 45,10 ha de zones humides en zone AU	Non prise en compte dans la localisation des zones AU : risque d'atteinte de 45, 10 ha de zones humides	Meilleure protection des zones humides et prise en compte dans la localisation des zones Reconquête de ces entités lors de la mise en place de mesures compensatoires sur les secteurs de reconquête de la TVB ou lors d'opération d'aménagement.	La problématique de l'eau étant très présente sur le territoire, le SCOT affiche sa volonté de protéger ces milieux aux nombreuses fonctionnalités (<i>épuration, biodiversité, soutien d'étiage, régulation des inondations,...</i>), conformément au SAGE, au SDAGE, à la DCE et aux lois Grenelle en tant que composante de la Trame Bleue.
	Protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la TVB - Bocage	Une densité moyenne de bocage plutôt faible sur le territoire : 53 ml/ha 5 000 ha de surface boisée un maillage bocager très dégradé et des continuités écologiques fragmentées	Diminution ou stagnation du linéaire de haies et des surfaces boisées Protection non adaptée des bois pour une exploitation forestière ou énergétique	Préservation et reconstitution du maillage bocager (<i>OAP, secteur de reconquête de la TVB, boisement des délaissés urbains</i>).	Le Scot souhaite engager une politique forte en matière de protection et de reconstitution du maillage bocager (<i>trame verte, biodiversité, paysage, bois-énergie, limitation de l'érosion et des ruissellements, infiltration – qualité des eaux</i>). La densification du bocage s'inscrit également dans l'objectif de développer la filière bois-énergie sur le territoire de la COMPA (<i>intérêt économique et promotion d'une énergie renouvelable favorisant les démarches de plantation</i>).

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la TVB - Corridors écologiques et trame verte et bleue	Plusieurs réservoirs de biodiversité Une faible connaissance des habitats et des espèces de cohérence Trame Verte et Bleue De nombreux secteurs de reconquête (7 au total)	Absence de connaissance et de protection des espaces naturels « non reconnus ». Augmentation des fragmentations Insuffisance de reconquête des espaces dénaturés (<i>zones agricoles au bocage démantelé, zones humides</i>).	Prise en compte et protection des éléments constitutifs de la TVB Diminution du nombre de fragmentations Restauration de la TVB	Le SCoT apporte une réponse aux enjeux relatifs à la Trame Verte et Bleue définis dans les lois Grenelle. Dans ce cadre, il affiche sa volonté de l'identifier, la protéger et la restaurer. Cette ambition s'inscrit de manière complémentaire aux choix effectués pour le réseau hydrographique, les zones humides, le bocage et les boisements.
	Préserver et valoriser les ressources - Risques et nuisances	2 391 bâtis durs en zone inondable en 2012 4 592 bâtis concernés par un risque technologique en 2012 11.8 ha de zone AU en zone inondable en 2012 24 ICPE en autorisation en 2011 187 sites et sols potentiellement pollués en 2012 2 PPRT 157 km de voies concernés par un Transport de matières dangereuses 126 km de voies concernés par une nuisance sonore	Augmentation du risque inondation lié à l'imperméabilisation des sols, les interventions sur les cours d'eau et la destruction des zones humides. Insuffisance de prise en compte des risques et des nuisances dans les opérations d'aménagement. Développement du territoire accompagné de nuisances sonores croissantes.	Meilleure prise en compte du risque inondation (<i>protection des cours d'eau et milieux associés, zones inondables laissées en l'état, limitation de l'imperméabilisation, réalisation de SDAP</i>). Intégration des risques et nuisances dans la conception des projets urbains et dans la localisation des zones AU. Développement d'une politique de maîtrise des nuisances sonores (<i>AEU, déplacements doux,...</i>).	Au regard des nombreux risques et nuisances présents sur le territoire, et de la volonté d'accueillir des nouvelles populations et activités, le SCoT souhaite garantir une qualité de vie et la sécurité des biens et des personnes .

Axe	Sous axe	Situations en 2013 – état zéro	Scénario au fil de l'eau	Scénario retenu dans le SCOT	Raison du Choix / Justification
AXE 2 : La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources	Préserver et valoriser les ressources - Qualité de l'air, Energies renouvelables et émissions de gaz à effet de serre	9 Zones favorables à l'éolien sur le territoire + 2 sites exploités Puissance de production éolienne : 36.4 MW en 2012 190 forages liés à la géothermie une consommation énergétique de 141 936 teq/an Emission de GES estimée à 645 148 teq CO2/an	Augmentation des déplacements. Hausse importante des consommations énergétiques et des rejets de gaz à effet de serre en lien avec l'évolution démographique et l'accroissement des activités économiques : émissions des GES estimée à + 5 577 teq CO2/an pour l'habitat (d'après l'outil GES-SCOT) Faible prise en compte des énergies renouvelables.	Mise en place d'une politique pour une meilleure maîtrise de l'énergie et le développement d'énergies alternatives (<i>formes urbaines, promotion des techniques, démarches de type AEU, HQE...</i>) : émission des GES estimée à 4 636 teq CO2/an pour l'habitat (d'après l'outil GES-SCOT) Promotion, soutien au développement des énergies renouvelables.	La volonté d'accueillir des nouvelles populations et activités étant affichée, il est nécessaire d' intégrer à ce développement les enjeux en matière de consommations énergétiques et d'émissions de GES afin, notamment, de respecter les objectifs définis dans les lois Grenelle .
	Préserver et valoriser les ressources - Déchets	Production d'ordures ménagères non recyclables : 10 818 tonnes soit 187.35 kg/an/hab en 2011 Volume total de déchet (déchetteries + emballages + papier + verre) : 17 436.8 tonnes en 2012 Filière de traitement des ordures ménagères non recyclables : ISDND exploitable jusqu'en 2017	Augmentation de la production de déchets (+ 3 747 t/an) accompagnée de difficultés à optimiser les réseaux de collecte. Insuffisance de développement des nouvelles filières de tri, de valorisation et de traitement des déchets ultimes.	Augmentation moindre de la production de déchets : + 2 810 t/an Anticipation, maîtrise et valorisation de la gestion des déchets dès la conception des projets. Adéquation entre la production de déchets liée à l'accueil de nouvelles populations et activités et la gestion des déchets	Le choix repose sur la volonté d'accueillir de nouvelles population et activités tout en garantissant une bonne gestion des déchets sur le territoire (<i>réduction des volumes, collecte, traitement</i>) et le respect des objectifs définis dans les lois Grenelle.

3. ARTICULATION DU SCOT AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS OU PROGRAMMES

3.1. CONTEXTE LEGISLATIF

3.1.1. article L 122-1-2 du Code de l'Urbanisme

« Le rapport de présentation [...] décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 122-1-12 et L. 122-1-13, avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte. »

3.1.2. article R 122-2 du Code de l'Urbanisme

« Le rapport de présentation :

[...]

2° Décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L. 122-1-12 et L. 122-1-13 et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

[...] ».

Le SCoT doit donc être compatible et prendre en compte les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L. 122-1-12 et L. 122-1-13 du code de l'urbanisme et à l'article L. 122-4 du code de l'environnement

Par ailleurs, le SCoT doit respecter les principes énoncés aux articles L 110 et L 121-1 du Code de l'Urbanisme. La présente partie du rapport de présentation a pour objet de justifier la compatibilité du SCoT avec ces documents :

3.1.3. article L 110 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement.

3.1.4. article L 121-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1° bis La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et

d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature

3.2. COMPATIBILITE

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)	<p>1. Orientations relatives à l'équilibre entre le développement, la protection et la mise en valeur du bipôle de Nantes – Saint-Nazaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer les grandes infrastructures de déplacement concourant au désenclavement de la façade atlantique par rapport au cœur géographique de l'Europe 	<p>Le SCoT :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ prend en compte le principe de franchissement de la Loire ➤ soutient l'amélioration des lignes TER et départementales en termes de fréquence et de service.
	<p>1. Orientations relatives à l'équilibre entre le développement, la protection et la mise en valeur du bipôle de Nantes – Saint-Nazaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Les enjeux énergétiques de l'estuaire de la Loire sont soulevés par la DTA notamment pour la production d'énergies renouvelables.</i> 	<p>Le SCoT accorde une place importante aux enjeux de maîtrise de l'énergie, de développement des énergies renouvelables et de lutte contre le changement climatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Exploitation du bois dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie. ➤ Prise en compte des zones de développement de l'éolien. ➤ Promotion des dispositifs de limitation de consommation d'énergie ou de production d'énergies renouvelables. <p>Orientation bioclimatique (orientation solaire, ombre portée...) et de performance thermique des bâtiments.</p>
	<p>2. Orientation relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser l'émergence d'un réseau de pôles d'équilibre (3 pôles d'équilibre sur le territoire : Ancenis, St-Mars-la-Jaille et le bi-pôle Varades / St-Florent-le-Vieil.) 	<p>L'organisation des pôles dans le Pays d'Ancenis à travers le SCoT permet d'arriver à une structuration du territoire plus fine que celle proposée dans la DTA.</p> <p>Les 3 pôles d'équilibre identifiés par la DTA sont ainsi précisés. Ils se distinguent selon deux catégories en fonction de leur importance et du rôle qu'ils jouent dans le fonctionnement global du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 1 pôle d'équilibre principal : le pôle d'Ancenis identifié par la DTA comprenant également la commune de Saint Géréon, le sud de Mésanger et l'Ouest de Saint-Herblon. ➤ 2 pôles d'équilibre secondaire : pôles « historiques » du territoire : Saint-Mars-La-Jaille et Varades <p>Non repérée par la DTA comme pôle d'équilibre, la commune de Ligné qui a connu une forte croissance démographique au cours des dix dernières années et l'installation d'équipements structurants connaît une évolution dynamique et un renforcement de son poids dans l'armature urbaine du territoire lui conférant une fonction de centralité et un statut de pôle de développement périurbain.</p>

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)	<p>2. Orientation relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtriser les réseaux d'infrastructures dans l'estuaire et de faire évoluer leur gestion dans une perspective multimodale. 	<p>Le SCOT se cale strictement, en matière d'infrastructures routières sur le Schéma routier départemental de Loire Atlantique :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration des RD 33 et RD 723 ➤ Aménagement des RD 164 et 923 ➤ Etablissement d'un nouveau franchissement sur la Loire, sous réserve de faisabilité <p>Le SCOT entend aussi valoriser l'utilisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs ainsi que des expérimentations de mobilités alternatives et des modes doux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Amélioration des lignes TER et départementales en termes de fréquence et de service. ➤ Amélioration de l'intermodalité autour des gares et des haltes ferroviaires. ➤ Réflexion pour la création de lignes express ou de transports en commun à haut niveau de service vers l'agglomération nantaise notamment depuis les pôles situés dans l'Ouest du territoire <p>Accessibilité aux gares desservies par le tram-train Nantes – Châteaubriant</p>
	<p>2. Orientation relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir des politiques d'aménagement tournées vers le renouvellement urbain et la maîtrise de l'étalement urbain 	<p>Le SCOT définit le renouvellement comme préalable aux extensions urbaines et fixe des règles pour limiter l'emprise foncière des opérations nouvelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Objectif maximal de 390 ha sur 17 ans pour les besoins en logements (soit 24 hectares par an). <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif global de renouvellement urbain de 35% pour l'habitat. Ainsi, sur les 390 ha nécessaires pour l'habitat, environ 140 ha devront être réalisés en renouvellement urbain et 260 ha en extension. ○ Densité moyenne d'environ 18 logements par hectare, déclinée par secteur et typologie de commune ➤ Objectif maximal de 300 hectares sur 17 ans pour les activités économiques (soit environ 17,6 hectares par an) comprenant les espaces disponibles dans les zones déjà aménagées. <ul style="list-style-type: none"> ○ Objectif global de renouvellement urbain de 30%, compte tenu de la disparité des projets économique et de l'hétérogénéité des disponibilités au sein de l'enveloppe urbaine
	<p>2. Orientation relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserver et pérenniser les espaces agricoles 	<p>Le SCOT s'engage ainsi à protéger l'espace agricole et naturel et à valoriser les paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Définition d'espaces agricoles pérennes et naturels (69.400 ha soit 87% du territoire) à délimiter finement dans les PLU. ➤ La définition et la territorialisation des objectifs de construction de logements et des besoins en accueil d'activité économique, ainsi que les règles liées à la densité et à la forme urbaine apportent une garantie supplémentaire par rapport à la délimitation de l'espace agricole et naturel pérenne.

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)	2. Orientation relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire. - identifier et mettre en œuvre un projet économique concerté pour l'estuaire.	Le SCoT retient l'organisation urbaine du territoire pour le développement des zones d'activités : ➤ Les tissus urbains des pôles, pour les activités non polluantes et non nuisantes. ➤ Les zones d'activités économiques d'envergure intercommunale : ○ Les zones d'activités économiques stratégiques. Il s'agit des zones : • Zone principale dans le pôle principal d'Ancenis – Saint-Géréon, • Zone Est autour du pôle secondaire de Varades • Zone Nord autour du pôle secondaire de Saint-Mars-la-Jaille ○ Les zones d'activités structurantes autour du pôle de développement périurbain de Ligné ○ Les zones d'activités de proximité autour des pôles de proximité. ➤ Les zones d'envergure communale présentes dans les autres communes du territoire. Le SCoT soutient aussi la mise en œuvre de principes de qualité pour l'aménagement de ces zones.
	3. Orientation relative à la protection et à la valorisation des espaces naturels, des sites et des paysages. - délimiter les espaces naturels, sites et paysages « à intérêt exceptionnel » et « à fort intérêt patrimonial » .	Le SCoT entend ainsi protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la Trame Verte et bleue. Il affiche aussi une volonté de préservation des paysages, qu'ils soient naturels, agricoles ou liés aux villes et villages.
	4. Modalités d'application de la loi « littoral ».	Non concerné par cette orientation.
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne	Repenser les aménagements de cours d'eau	Le SCoT, dans le cadre de la confortation de la Trame Verte et Bleue, recommande de profiter des opérations d'aménagement pour réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau.
	Réduire la pollution par les nitrates	Afin de réduire la pollution par les nitrates, le SCoT préconise une bonne gestion (<i>collecte, traitement et épandage</i>) des eaux usées. Par ailleurs, le SCoT encourage le développement de pratiques agricoles raisonnées et biologiques.
	Réduire la pollution organique	L'application du SCoT permettra de limiter voire de réduire la pollution organique en assurant la totale adéquation entre son développement et la gestion des eaux usées. Il impose notamment : - une possibilité d'ouverture des zones AU seulement si les capacités de traitement et de collecte des eaux usées sont suffisantes, - le raccordement au réseau communal pour toute nouvelle opération, - l'établissement d'un zonage d'assainissement pour chaque commune,

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne		<ul style="list-style-type: none"> - la possibilité d'un assainissement non collectif seulement si l'habitation est éloignée du tissu urbain et les caractéristiques de la parcelle le permettent. <p>Par ailleurs, le SCoT recommande la réhabilitation des réseaux d'eaux usées afin de garantir un bon fonctionnement des STEP.</p>
	Maîtriser la pollution par les pesticides	<p>Afin de limiter l'utilisation de pesticides, le SCoT impose la mise en œuvre d'opérations urbaines et de zones d'activités respectueuses de l'environnement.</p> <p>Le SCoT encourage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le développement de pratiques agricoles raisonnées et biologiques, - les démarches de type AEU, HQE, permettant notamment de sensibiliser les élus et les particuliers sur la gestion des espaces verts.
	Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	<p>Le SCoT traite le risque de pollutions dues aux substances dangereuses en deux volets en imposant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une gestion des eaux pluviales, source de pollution possible, notamment en établissant un SDAP, - une prise en compte du risque Transport de Matières Dangereuses dans les documents d'urbanisme et dans la conception des projets.
	Protéger la santé en protégeant l'environnement	<p>Par l'ensemble des préconisations et des recommandations listées dans les points ci-dessus et ci-dessous, le SCoT affirme sa volonté de protéger l'environnement.</p>
	Maîtriser les prélèvements d'eau	<p>Le SCoT a souhaité afficher sa volonté de « promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau » en recommandant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages, - le développement des techniques et des pratiques économes en eau.
	Préserver les zones humides et la biodiversité	<p>Le SCoT affirme la protection des zones humides et de la biodiversité en imposant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue (P) en les reportant notamment sur les plans de zonages et en leur associant une réglementation stricte, - l'application du principe de non atteinte des éléments de la TVB, - la prise en compte de la TVB dans la localisation des zones d'extension d'urbanisation, - la réalisation d'un inventaire des haies et des bois. <p>Par ailleurs, le SCoT recommande que pour l'ensemble des aménagements paysagers réalisés sur le territoire, de recourir à des essences végétales locales, adaptées aux conditions locales (climatiques, édaphiques...) et de proscrire les plantes figurant dans la liste des plantes invasives, ce qui permet de</p>

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne		protéger la biodiversité.
	Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Le SCOT recommande aux communes de reconstituer les continuités écologiques pour les différentes espèces présentes sur le territoire.
	Préserver le littoral	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Préserver les têtes de bassin versant	Le SCOT n'affiche pas directement sa volonté de préserver les têtes de bassins versants. Toutefois, sa volonté de préserver les cours d'eau, les zones humides, les haies, les bois et d'encourager la restauration de ces milieux permet de garantir la préservation des têtes de bassins versants.
	Réduire les conséquences directes et indirectes des inondations	Le SCOT affiche sa volonté de prendre en compte le risque inondation dans tout projet. Pour cela, il impose : <ul style="list-style-type: none"> - d'intégrer l'Atlas des Zones Inondables de l'Erdre au même titre qu'un PPRI, - de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones inondables et de réfléchir au devenir des zones déjà urbanisées, - d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets, - de laisser les zones inondables en l'état et de ne pas les urbaniser, - d'établir un schéma d'assainissement pluvial dans chaque commune. Par ailleurs, le SCOT recommande de limiter l'imperméabilisation des sols dans tous les projets urbains.
	Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Afin de renforcer la cohérence des territoires, le SCOT impose : <ul style="list-style-type: none"> - une nomenclature intercommunale pour les PLU, - des principes d'urbanisation communs à toutes les communes, - sa compétence en matière de développement économique.
	Mettre en place les outils réglementaires et financiers	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Le SCOT en favorisant les démarches de type AEU sur son territoire permettra d'informer, sensibiliser et favoriser les échanges sur les thématiques de l'environnement.
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Loire	Protection des zones humides	Le SCOT affirme la protection des zones humides en imposant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour garantir la préservation des zones humides en les reportant notamment sur les plans de zonages et en leur associant une réglementation stricte, - l'application du principe de non atteinte de la trame bleue, - la prise en compte de la TVB dans la localisation des zones d'extension d'urbanisation. Par ailleurs, le SCOT, dans le cadre de la confortation de la Trame Verte et Bleue, recommande de profiter

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Loire		des opérations d'aménagement sur son territoire pour réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau.
	Niveaux de compensation suite à la destruction de zones humides	Le SCoT impose comme principes premiers : <ul style="list-style-type: none"> - la non-atteinte des zones humides, - la localisation des zones AU en dehors des zones humides. La compensation suite à la destruction des zones humides n'interviendra qu'en dernier ressort.
	Objectifs et contenu des règlements d'eau	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Règles concernant les ouvrages connus et stratégiques pour les migrations piscicoles	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Règles relatives à la création et à la gestion de nouveaux plans d'eau	Le SCoT recommande la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages. Cela concerne notamment la gestion ou la création de plans d'eau. Par ailleurs, le SCoT, en affirmant la préservation des zones humides et des cours d'eau et leurs fonctionnalités, garantit que toute nouvelle implantation de plan d'eau devra respecter ces milieux.
	Règles relatives aux rejets de stations d'épuration	Le SCoT impose de garantir l'adéquation entre la gestion des eaux usées (<i>collecte, traitement et épandage</i>) et le développement de l'urbanisation en assainissement collectif et non collectif.
	Règles pour fiabiliser la collecte des eaux usées	Concernant plus particulièrement la collecte des eaux usées, le SCoT encourage les communes à réhabiliter leur réseau.
	Règles relatives à la conformité des branchements d'eaux usées	Afin de garantir une bonne épuration des eaux usées, le SCoT impose à toutes les communes de réaliser un zonage d'assainissement d'eaux usées et un SDAP, études durant lesquelles les mauvais branchements seront identifiés.
	Règles de fertilisation particulières sur le bassin versant de l'Erdre	Afin de respecter les règles de fertilisation particulières sur le bassin de l'Erdre, le SCoT impose une bonne gestion des eaux usées (<i>collecte, traitement et épandage</i>) et précise notamment que l'ouverture à l'urbanisation est conditionnée à l'existence de prise en charge des boues. Par ailleurs, le SCoT encourage le développement de pratiques agricoles raisonnées et biologiques.
	Règles relatives à la limitation des ruissellements et à l'érosion des sols	Le SCoT affiche sa volonté de limiter les ruissellements et l'érosion des sols en secteur urbain en : <ul style="list-style-type: none"> - recommandant de limiter l'imperméabilisation des sols lors de la conception des projets, - imposant la réalisation d'un SDAP à chaque commune. En secteur naturel et agricole, le SCoT limite l'érosion des sols en : <ul style="list-style-type: none"> - réalisant un inventaire des haies et des bois qui sera reporté sur le plan de zonage des PLU et sera associé à une réglementation assurant leur protection et leur gestion, - incitant les communes à reconstituer les continuités écologiques (les haies et bois constituant la

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Loire		trame verte), - incitant les communes à se fixer un objectif de densité bocagère minimale à atteindre.
	Règles concernant les incidences de projets d'aménagement sur le risque inondation et l'atteinte du bon état écologique	Concernant les inondations et la gestion des eaux pluviales , le SCoT affiche sa volonté à prendre en compte ce risque dans tout projet. Pour cela, il impose : - d'intégrer l'Atlas des Zones Inondables de l'Erdre au même titre qu'un PPRI, - de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones inondables et de réfléchir au devenir des zones déjà urbanisées, - d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets, - de laisser les zones inondables en l'état et de ne pas les urbaniser, - d'établir un schéma d'assainissement pluvial dans chaque commune. Par ailleurs, le SCoT recommande de limiter l'imperméabilisation des sols dans tous les projets urbains. Le SCoT recommande de profiter des opérations d'aménagement sur son territoire pour réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau.
	Règles spécifiques concernant la gestion des eaux pluviales	
	Réserver prioritairement des nappes à l'usage AEP	Le SCoT affiche sa volonté de « promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau » en recommandant notamment :
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine	Règles pour la gestion quantitative de la ressource en eau superficielle	- la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages, - le développement des techniques et des pratiques économes en eau.
	Lutter contre les pollutions diffuses	Afin de lutter contre les pollutions diffuses, le SCoT impose : - le raccordement à l'assainissement collectif de tout nouveau projet, - la justification de la capacité d'une parcelle à recevoir un assainissement non collectif avant toute construction en secteur non raccordable au réseau communal. Par ailleurs, le SCoT encourage le développement de pratiques agricoles raisonnées et biologiques.
	Protéger et sécuriser la distribution d'eau potable	Le SCoT, en affichant sa volonté de préserver et d'améliorer la ressource en eau, permet de manière indirecte de protéger et sécuriser la distribution d'eau potable.
	Mieux épurer les rejets domestiques et industriels	L'application du SCoT permettra de mieux épurer les rejets domestiques et industriels en assurant la totale adéquation entre son développement et la gestion des eaux usées. Il impose notamment : - le conditionnement de l'ouverture des zones AU aux capacités de traitement et de collecte des eaux usées, - le raccordement au réseau communal pour toute nouvelle opération, - l'établissement d'un zonage d'assainissement pour chaque commune, - la possibilité d'un assainissement non collectif seulement si l'habitation est éloignée du tissu urbain

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
		et les caractéristiques de la parcelle le permettent. Par ailleurs, le SCoT recommande la réhabilitation des réseaux d'eaux usées afin de garantir un bon fonctionnement des STEP.
	Mieux connaître les débits et gérer les étiages	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Economiser l'eau potable	Le SCoT affiche sa volonté de « promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau » en recommandant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages, - le développement des techniques et des pratiques économes en eau.
	Contractualiser les raccordements industriels aux services publics d'eau potable	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Maîtriser le développement de l'irrigation	Le SCoT affirme sa volonté de « promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau » en recommandant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages, - le développement de pratiques agricoles raisonnées et biologiques.
	Vivre avec les crues : assurer la prévision, renforcer la prévention et engager les travaux nécessaires	Concernant les inondations et la gestion des eaux pluviales , le SCoT affiche sa volonté de prendre en compte ce risque dans tout projet. Pour cela, il impose : <ul style="list-style-type: none"> - d'intégrer l'Atlas des Zones Inondables de l'Erdre au même titre qu'un PPRI, - de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones inondables, et de réfléchir au devenir des zones déjà urbanisées, - d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets, - de laisser les zones inondables en l'état et de ne pas les urbaniser, - d'établir un schéma d'assainissement pluvial dans chaque commune. Par ailleurs, le SCoT recommande de limiter l'imperméabilisation des sols dans tous les projets urbains.
	Optimiser la gestion des grands ouvrages	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Connaître et prendre en compte les eaux souterraines	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine	Préserver les zones humides	Le SCoT affirme la protection des zones humides en imposant notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre des dispositions nécessaires pour garantir la préservation des zones humides en les reportant notamment sur les plans de zonages et en leur associant une réglementation stricte, - l'application du principe de non atteinte de la trame bleue, - la prise en compte de la TVB dans la localisation des zones d'extension d'urbanisation.

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
		Par ailleurs, le SCoT, dans le cadre de la confortation de la Trame Verte et Bleue, recommande de profiter des opérations d'aménagement sur son territoire pour réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau.
	Améliorer la connaissance des ruisseaux et des rivières	Le SCoT participe à améliorer la connaissance des ruisseaux et des rivières, notamment en imposant : <ul style="list-style-type: none"> - le report des inventaires cours d'eau dans les documents d'urbanisme, - la prise en compte des ruisseaux dans les projets urbains. Par ailleurs, le SCoT encourage les démarches de type AEU qui permettent de sensibiliser les cours d'eau.
	Contenir la prolifération des étangs	Le SCoT a souhaité afficher sa volonté de « promouvoir une utilisation raisonnée de la ressource en eau » en recommandant notamment la nécessité de trouver un équilibre entre les différents usages. Cela concerne notamment la gestion ou la création de plans d'eau. Par ailleurs, le SCoT, en affirmant la préservation des zones humides et des cours d'eau et leurs fonctionnalités, garantit que toute nouvelle implantation de plan d'eau devra respecter ces milieux.
	Retrouver des poissons de qualité	Le SCoT recommande aux communes de reconstituer les continuités écologiques pour les différentes espèces présentes sur le territoire.
	Lutter contre les végétaux envahissants	Afin de lutter contre les végétaux envahissants, le SCoT impose d'annexer la liste des espèces invasives à tous les documents d'urbanisme ou projet. Il recommande le recours à des essences végétales locales, adaptées aux conditions locales et de proscrire les plantes figurant dans la liste des plantes invasives pour les aménagements paysagers du territoire.
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vilaine	Maîtriser l'exploitation de matériaux alluvionnaires	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Entretenir et valoriser la voie d'eau	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Conduire le « comité d'estuaire »	<i>Non concerné par cette orientation.</i>
	Soutenir le tissu associatif, sensibiliser, diffuser et informer	Le SCoT en favorisant les démarches de type AEU sur son territoire permettra d'informer, sensibiliser et favoriser les échanges sur les thématiques de l'environnement.
	Assurer une coordination générale des services de l'Etat sur l'ensemble du bassin	<i>Non concerné par cette orientation.</i>

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Compatibilité du SCOT
Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) Loire-amont	<p><u>Principes généraux</u> : « Ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux »</p> <p><u>En zone inondable</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucun ouvrage, remblaiement, exhaussement ou endiguement nouveau [...] ne pourra être réalisé [...], - toute opportunité pour réduire [...] devra être saisie [...]. <p><u>En zone urbaine</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les espaces laissés libres devront le rester, - les espaces urbanisés devront être conçu de façon à limiter le risque (favoriser le libre écoulement, limiter l'imperméabilisation) 	<p>Le SCoT est bien compatible au PPRI Loire-amont et à son règlement. En effet, il impose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones inondables et de réfléchir au devenir des zones déjà urbanisées, - d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets, - de laisser les zones inondables en l'état et de ne pas les urbaniser, - d'établir un schéma d'assainissement pluvial dans chaque commune. <p>Par ailleurs, le SCoT recommande de limiter l'imperméabilisation des sols dans tous les projets urbains.</p>
Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de Odalis à Mésanger et de Nobel Explosifs à Riaillé	<p><u>Principes généraux</u> : Dans toute la zone exposée au risque technologique, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document devra être saisie.</p>	<p>Le SCoT prend bien en compte les deux PPRT présents sur son territoire. En effet, il affiche sa volonté de « Prendre en compte les risques » et notamment en imposant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones à risque, - d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets.

3.3. PRISE EN COMPTE

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Prise en compte dans le SCOT
Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)	<i>En cours d'élaboration</i>	<p>Ce schéma est en cours d'élaboration. Toutefois, le SCoT garantit sa prise en compte avec ce schéma en affichant dans la méthodologie d'élaboration de la Trame Verte et bleue à l'échelle des PLU sa prise en compte dès la phase bibliographie.</p> <p>Par ailleurs, la Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT a été élaborée selon le « Guide méthodologique identifiant les enjeux nationaux et transfrontaliers relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques et comportant un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique – deuxième document en appui à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue en France » (version consolidée par l'Etat, juillet 2010).</p>
Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) - de la Région des Pays de la Loire - du Département de Loire-Atlantique	<p><u>Objectifs principaux au niveau régional :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - améliorer de l'efficacité énergétique, - augmenter la production d'énergie renouvelable - réduire les émissions de gaz à effet de serre. <p><u>Objectifs principaux au niveau départemental :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Participer à une division par 3 des besoins en énergie, et à une division par 4 des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 par rapport aux valeurs de 1990, - Promouvoir la sobriété des comportements et l'efficacité des équipements, - Développer les énergies renouvelables et le soutien aux innovations dans le domaine de l'énergie. 	<p>Le SCoT affiche sa volonté de « développer les énergies renouvelables et réduire les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre ». Pour cela, il impose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des bois et des haies présentant un potentiel énergétique afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie, - l'intégration et la prise en compte des Zones favorables à l'éolien dans les documents d'urbanisme et dans les projets, - la prise en compte des caractéristiques bioclimatiques des terrains, - l'intégration dès la phase conception des problématiques d'orientation bioclimatique et de performance énergétique des bâtiments. <p>Par ailleurs, il est précisé que les dispositifs de limitation de consommation d'énergie ou de production d'énergies renouvelables ainsi que les innovations architecturales ne pourront pas être interdits.</p> <p>De plus, le SCoT encourage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le développement des constructions en mitoyenneté en zones pavillonnaires afin de limiter les déperditions énergétiques, - le développement des énergies renouvelables ainsi que les démarches de type AEU, HQE. <p>Par ailleurs, en matière de déplacement, le SCoT affiche sa volonté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'appuyer sur la valorisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs, - s'appuyer sur les expérimentations de mobilité alternative adaptées au contexte du Pays d'Ancenis, - articuler l'offre de mobilité et développement urbain, - permettre le développement des mobilités douces. <p>L'ensemble de ces mesures permettra également de réduire les émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Le SCoT est donc bien compatible avec les objectifs généraux des PCET de la Région et du département.</p>

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Prise en compte dans le SCOT
Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés	<u>Objectifs principaux :</u> - Réduire, recycler, composter les déchets ou les valoriser sous forme d'énergie ou de matière, - Organiser le transport des déchets dans le but de limiter les distances parcourues et les volumes à transporter (principe de proximité), - Eliminer les décharges sauvages existantes, - Supprimer la mise en décharge de déchets bruts et n'enfouir que des déchets ultimes, - Informer le public.	<p>Le SCoT répond bien aux objectifs fixés dans le Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés puisqu'il affiche que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la COMPA et ses communes devront le respecter, - la problématique des déchets devra être prise en compte dès la conception des projets, - l'adéquation entre l'accueil de population et d'activités et la bonne gestion des déchets (collecte et traitement) devra être garantie, - les démarches de type AEU, HQE seront encouragées.
Plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics	<u>Objectifs principaux :</u> - Pour les déchets en petite quantité : permettre aux professionnels d'accéder aux déchetteries, prévoir une convention cadre, proposer des aménagements - Pour les déchets en grande quantité : développer les sites d'enfouissement inerte, harmoniser les conditions d'accès, privilégier le réemploi des matériaux en remblai, organiser des opérations de regroupement et de récupération, prévoir des zones temporaires de stockage ou de tri - Sensibiliser et informer	<p>Le SCoT répond bien aux objectifs fixés dans le Plan Départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics puisqu'il affiche que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la problématique des déchets devra être prise en compte dès la conception des projets, - l'adéquation entre l'accueil de population et d'activités et la bonne gestion des déchets (collecte et traitement) devra être garantie, - les démarches de type AEU, HQE seront encouragées.
Plan régional d'élimination des déchets dangereux	<u>Objectifs principaux :</u> - Communication et information des différents publics ; - Lancement d'études complémentaires sur le gisement de déchet ; - Expérimentation de mode de collecte et de traitement ; - Formation des acteurs des déchets ;	<p>Le SCOT ne compromet pas les orientations et choix intégrés au Plan Régional. Par ailleurs, le SCoT participe, à son échelle, à répondre à certains objectifs puisqu'il affiche que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la problématique des déchets devra être prise en compte dès la conception des projets, - l'adéquation entre l'accueil de population et d'activités et la bonne gestion des déchets (collecte et traitement) devra être garantie, - les démarches de type AEU, HQE seront encouragées.

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Prise en compte dans le SCOT
	<ul style="list-style-type: none"> - Prévention de la production de déchets dangereux en faisant la promotion de l'éco-conception notamment ; - Incitation au traitement des déchets dangereux dans plusieurs filières. 	
Schéma départemental des Carrières	<u>Objectifs principaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Satisfaire les besoins du marché en matériaux, - Economiser les ressources - Maintenir et améliorer un haut niveau de protection de l'environnement. 	Le SCOT ne compromet pas les orientations et choix intégrés au Schéma Départemental, il y fait référence pour l'extension ou la création de carrière.
Plan régional de l'agriculture durable	<u>Objectifs principaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> - inscrire durablement l'agriculture et l'agroalimentaire dans les territoires - renforcer la compétitivité du secteur en amont et en aval dans le respect des milieux naturels - garantir et promouvoir une alimentation sûre et de qualité, source de valeur ajoutée et de revenu pour les agriculteurs et les transformateurs ligériens - faciliter l'adéquation de l'agriculture ligérienne aux changements (climatiques, économiques ...) et accompagner ses évolutions 	<p>Le SCOT prend en compte les objectifs du Plan régional de l'agriculture durable. En effet, il affiche un objectif de « préservation et de valorisation de l'espace et des ressources » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en modérant la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain, - en valorisant les productions agricoles. <p>Pour cela, le SCoT impose à toutes les communes de délimiter de manière fine l'espace agricole à protéger. Il fixe également un minimum de 69 400 ha d'espaces agricoles et naturels à préserver sur l'ensemble de son territoire.</p> <p>Par ailleurs, le SCoT recommande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de pérenniser les espaces cohérents d'exploitations lors de l'élaboration des PLU, - de diversifier les activités agricoles, - de développer les pratiques agricoles raisonnée et biologiques, - de privilégier l'urbanisation des secteurs situés au sein de l'enveloppe urbaine, - de préserver les exploitations agricoles intervenant dans les espaces naturels sensibles.
Plan pluriannuel régional de développement forestier	<u>Enjeux principaux :</u> <ul style="list-style-type: none"> - privilégier la multifonctionnalité de la forêt, - assurer la gestion et la production forestière, - assurer la récolte et l'exploitation du 	<p>Le SCOT répond aux objectifs du Plan pluriannuel régional de développement forestier. En effet, il permet la protection, la gestion et l'exploitation des haies et forêts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un inventaire des haies et des bois devra être réalisé pour chaque commune, - ce dernier sera reporté sur le plan de zonage des PLU et sera associé à une réglementation assurant leur protection, leur gestion et leur exploitation actuelle et future, - les communes seront encouragées à reconstituer les continuités

Documents – Etat d'avancement	Orientations / Objectifs	Prise en compte dans le SCOT
	bois, - développer la filière « chêne et autres feuillus nobles » afin de produire du bois d'œuvre de qualité, - développer la filière « pins et autres résineux » pour la production de bois d'œuvre de qualité, - développer la filière « peuplier »,	<ul style="list-style-type: none"> - les communes se fixeront un objectif de densité bocagère minimale à atteindre, - les communes seront encouragées à valoriser les délaissés urbains par la plantation d'arbres, - les bois et les haies présentant un potentiel énergétique exploitable devront être identifiés afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie.

Le SCoT est donc compatible avec :

- la DTA,
- le SDAGE Loire-Bretagne,
- le SAGE Estuaire de la Loire,
- le SAGE Vilaine,
- le PPRI Loire-amont,
- le PPRT d'Odalis,
- le PPRT de Nobels explosifs.

Le SCoT, par ses diverses orientations, a bien pris en compte les documents suivants :

- Plan pluriannuel régional de développement forestier,
- Plan régional de l'agriculture durable,
- Schéma départemental des Carrières,
- Plan régional d'élimination des déchets dangereux,
- Plan départemental de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics,
- Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés,
- Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) de la Région et du Département,
- Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

Par ailleurs, les orientations du SCoT du Pays d'Ancenis s'inscrivent en complémentarité et en continuité de celles des SCoT limitrophes tant en ce qui concerne la structuration du territoire, les déplacements et les logiques de développement de l'offre en activités, services et équipements.

4. METHODOLOGIE ET LIMITES DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

4.1. METHODOLOGIE

L'**analyse des incidences** du projet de SCoT est effectuée sur la base du PADD et du DOO pour chaque thématique environnementale : réseau hydrographique, eaux usées, eaux pluviales, eau potable, milieux naturels remarquables, zones humides, haies et bois, trame verte et bleue, paysage, patrimoine bâti, espace agricole, consommation d'espace, risques, nuisances, déchets, énergies renouvelables, qualité de l'air, émissions de gaz à effet de serre et télécommunications.

Afin de pouvoir estimer les incidences de la manière la plus précise possible, un **rappel des points clés du diagnostic et de l'état initial de l'environnement** a été établi pour chaque thématique.

Les **incidences négatives** sont évaluées au regard du projet en matière d'**évolution démographique** et de la politique d'**habitat** qui l'accompagne, de **développement économique** et d'amélioration des **infrastructures de communication** (*maillage de voirie, ouvrages envisagés*).

Les **zones susceptibles d'être touchées** de manière notable par le schéma font l'objet d'une attention particulière, avec toutefois des limites évoquées ci-après (*cf paragraphe suivant : « limites sur la méthode »*).

Les **incidences positives** sont dégagées au regard des mesures prises dans le DOO en faveur de l'environnement que ce soit de manière directe (*exemple : « assurer la protection des cours d'eau et des milieux aquatiques... »*), ou de manière indirecte à travers la stratégie de développement durable envisagée (*exemple : « intégrer une démarche de type AEU, HQE pour tout nouveau projet »*).

Les **mesures prises** dans le cadre du SCoT pour éviter, réduire et compenser les incidences, sont présentées en deux rubriques, les **prescriptions** et les **recommandations**, afin de bien distinguer ce qui relève du « réglementaire » ou de l'« incitation ».

Les **indicateurs de suivi** et l'état zéro sont également présentés pour chaque thématique. Ils permettent d'estimer la situation actuelle sur le territoire du SCoT et de mettre en évidence les incidences positives ou négatives du projet, mais aussi autoriseront le **suivi de l'évaluation environnementale** du **SCoT** en permettant éventuellement d'apporter des modifications aux orientations du document, si celles-ci ne sont pas bien prises en compte ou si des incidences négatives imprévues apparaissent. L'ensemble de ces indicateurs est récapitulé dans le chapitre suivant. Ce tableau, alimenté régulièrement par le service **Système d'Information Géographique** de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPA), constitue un tableau de bord précis permettant de **réaliser régulièrement des bilans**.

4.2. LIMITES DE LA METHODE

Dans la mesure du possible les incidences du projet de SCoT ont été quantifiées (*volumes supplémentaires d'eaux usées, d'eau potable...*). Toutefois, au regard des connaissances actuelles, certaines incidences n'ont pu être appréhendées que de manière globale.

De plus, les incidences listées dans les paragraphes ci-après correspondent aux incidences permanentes. En effet, les **incidences temporaires** concernant tous les projets de la COMPA sont principalement liées aux phases travaux. Ne connaissant pas la localisation précise des projets, leur ampleur, la durée des **chantiers**, ainsi que la période de travaux, il n'est pas envisageable de les estimer de manière fiable. Elles seront toutefois prises en compte lors de la conception des projets dans le cadre de l'élaboration des documents réglementaires.

Concernant les milieux naturels, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) étant en cours, l'identification de la Trame Verte et Bleue a été réalisée conformément au « *Guide méthodologique identifiant les enjeux nationaux et transfrontaliers relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques et comportant un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique – deuxième document en appui à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue en France* » (version consolidée par l'Etat, juillet 2010) », ce qui garantit un bon état initial de la TVB existante sur le territoire et l'analyse des incidences du projet de SCOT sur cette thématique.

De plus, l'état actuel des connaissances en matière de **localisations des projets** (*connaissance des localisations des zones d'activités projetées, des voies à renforcer, ...*) permet d'affirmer que seul le nouveau franchissement sur la Loire aura des impacts sur des milieux d'intérêt majeur reconnu. Toutefois, le tracé n'étant pas connu à ce jour, l'analyse des impacts reste générale. Elle sera réalisée de manière plus fine lors de l'étude d'incidences Natura 2000 qui sera réalisée ultérieurement.

Par ailleurs, l'absence de donnée d'inventaire sur les territoires communaux et sur les espaces d'aménagement projetés à l'**échelle** du Pays, ne permet pas de déterminer les incidences sur les milieux naturels non identifiés et sur les espèces animales et végétales pouvant faire l'objet d'une protection nationale, régionale et départementale (*exemple : projet d'aménagement pouvant entraîner la destruction de mares où des batraciens protégés à l'échelle nationale pourraient être observés ou des milieux naturels non patrimoniaux jouant un rôle de corridors nécessaires à des espèces protégées*). L'analyse des **incidences précises** de ces projets relèvera des **procédures réglementaires** et des **procédures d'aménagement**.

Enfin, concernant les émissions de gaz à effet de serre, les incidences du projet de SCoT sur cette thématique ont donc été quantifiées à l'aide de l'outil GES-SCoT, sur la base d'un « état zéro » établi à partir des données d'Air Pays de la Loire et des connaissances actuelles du territoire. Il pourra être complété et actualisé par la COMPA, mais aussi servir de tableau de bord complémentaire aux indicateurs de suivi mis en place.

5. INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES PREVISIBLES DU SCOT ET MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION

5.1. GESTION DE L'EAU

5.1.1. Réseau hydrographique

Réseau hydrographique	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Estuaire de la Loire, SAGE Vilaine</p> <p>1 114.51 km de cours d'eau dont 70% dégradés par recalibrage</p> <p>Des débits d'étiage sévères</p> <p>Une qualité des eaux dégradée pour les Matières Organiques</p> <p>Des objectifs DCE repoussés à 2021 pour l'Erdre, l'Isac et l'étang de la Provostière</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives :</u></p> <p>Prise en compte de la présence des cours d'eau dans les documents d'urbanisme et dans la localisation des zones AU notamment</p> <p>Protection des abords des cours d'eau</p> <p>Restauration des cours d'eau dans le cadre des projets d'aménagement</p> <p><u>Incidences négatives :</u></p> <p>Pression et risque de pollution plus importants liés à l'accueil de nouvelles populations et activités</p> <p>Impact hydraulique potentiel du projet de nouveau franchissement de la Loire (<i>ces impacts seront étudiés lors de l'élaboration du projet</i>)</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue (<i>les cours d'eau appartenant à la trame bleue</i>) - Préserver et valoriser les ressources. <p>Ce dernier point vise plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la préservation et l'amélioration de la ressource en eau, - la promotion d'une utilisation raisonnée de la ressource en eau - l'amélioration des rejets d'eaux (eaux pluviales – eaux usées)

Mesures prises dans le DOO	Prescriptions : <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Bleue et donc assurer la protection des cours d'eau et des zones humides (avec proposition méthodologique pour une prise en compte homogène à l'échelle du territoire) - Zoner les abords du réseau hydrographique en strictement inconstructible - Appliquer le principe de non atteinte de la Trame Bleue et respecter la séquence « éviter / réduire / compenser ». - Avoir pour base de réflexion la présence de la TVB pour la localisation des zones AU lors de l'élaboration des PLU.
	Recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau dans le cadre des projets urbains.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Linéaire de cours d'eau dégradé (recalibrage, busage, plan d'eau) : 833 km en 2010</p> <p><i>Indicateurs complémentaires</i></p> <p><i>Linéaire de cours d'eau concerné par des zones U : 11.7 km en 2012</i></p> <p><i>Linéaire de cours d'eau concerné par des zones AU : 10.3 km en 2012</i></p> <p><i>Distance d'implantation des nouvelles constructions par rapport au haut de berge en zone U et AU :</i></p> <p><i>Qualité des eaux : Moyenne à Mauvaise pour les MOOX en 2012</i></p>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié, rappel objectif DCE : 80% de cours d'eau en bon état

Les mesures prises dans le Schéma de Cohérence Territoriale permettent de répondre d'une manière très positive aux enjeux en matière d'hydrographie de surface et de qualité des eaux. La prise en compte des inventaires des cours d'eau et zones humides dans les PLU associée à la volonté de restaurer les tronçons de cours d'eau inclus dans les secteurs à urbaniser (débusage, reprofilage de berge, diversification des habitats...), de manière complémentaires aux actions de restauration qui seront engagées à l'issu du Contrat Territorial Milieux Aquatiques (étude en cours), constituent deux axes fort qui pourront inverser les tendances constatées jusqu'à ce jour sur le territoire du Pays d'Ancenis.

De plus, l'ensemble des mesures prises concernant l'amélioration des rejets (eaux usées et eaux pluviales) et l'utilisation raisonnée de la ressource en eau, en parallèle les engagements « zéro-phyto » d'une vingtaine de communes, permettent de renforcer la protection et la restauration du réseau hydrographique du territoire.

5.1.2.Assainissement des eaux usées

Assainissement des eaux usées	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>39 stations d'épuration (130 210 EH)</p> <p>7 STEP en surcharge organique et/ou hydraulique</p> <p>68% de la population du territoire raccordée à une STEP</p> <p>Des réseaux majoritairement sensibles aux eaux parasites</p> <p>Réseaux majoritairement séparatifs sauf dans le centre ville d'Ancenis (4.7 km)</p> <p>8 293 Assainissement Non collectifs (ANC), dont 67.4% classés en Non Acceptables</p>
Incidences du projet de Schéma de Cohérence Territoriale	<p><u>Incidences positives :</u></p> <p>Augmentation du taux de raccordement</p> <p>Amélioration de l'adéquation entre le traitement des eaux usées et les projets</p> <p>Amélioration des réseaux et donc des capacités de traitement des STEP</p> <p>Faible augmentation du nombre d'installations individuelles et uniquement sur des parcelles adaptées</p> <p><u>Incidences négatives :</u></p> <p>Augmentation importante des volumes d'eaux usées à traiter : 15 000 EH issus de l'habitat + 6 000 EH issus de l'activité = 21 000 EH au total, soit + 16%</p> <p>Augmentation des volumes de boues à épandre</p>
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Préserver et valoriser les ressources » en améliorant les rejets d'eaux (eaux pluviales – eaux usées)
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir l'adéquation entre l'objectif d'accueil de population et d'activités et le bon traitement des eaux usées (<i>ouverture à l'urbanisation des zones conditionnée aux capacités de traitement existantes ou programmées</i>). - Réaliser un zonage d'assainissement des eaux usées, - Imposer l'assainissement collectif dans toute nouvelle opération d'aménagement (en extension ou en renouvellement urbain). - Accepter l'assainissement non collectif uniquement pour des constructions éloignées des tissus urbains agglomérés, non raccordables et dont les caractéristiques de la parcelle permettent de telles installations.

	Recommandations : - Réhabiliter les réseaux d'eaux usées afin de réduire les volumes d'eaux parasites et garantir ainsi un bon fonctionnement des stations d'épuration.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Indicateurs principaux : Nombre de stations en surcharge organique et/ou hydraulique : 7 en 2012 Pourcentage de la population raccordée à une STEP : 68% en 2012 <i>Indicateurs complémentaires :</i> <i>Nombre d'Assainissements Non Collectifs sur le territoire : 8 293 en 2009</i> <i>Nombre d'Assainissements Non Collectifs classés en Non Acceptable : 5 595 en 2009</i> <i>Linéaire de réseau en unitaire : 4.7 km en 2012</i> <i>Linéaire de réseau réhabilité :</i>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

D'une manière générale, la question de l'assainissement (collectif et individuel) des eaux usées est bien cadrée par le Schéma de Cohérence Territoriale afin de limiter les impacts liés au projet de développement du territoire.

5.1.3.Assainissement des eaux pluviales

Assainissement des eaux pluviales	
Rappels de l'état initial de l'environnement	Aucune donnée concernant l'état des réseaux d'eaux pluviales 8 SDAP réalisés ou en projet
Incidences du projet de Schéma de Cohérence Territoriale	<u>Incidences positives :</u> Amélioration du traitement des eaux pluviales (quantitative et qualitative) Ralentissement de l'imperméabilisation <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des surfaces imperméabilisées et donc des débits Augmentation de la pollution des eaux de ruissellement dans les espaces urbanisés
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de : <ul style="list-style-type: none"> - Préserver et améliorer la ressource en eau - Améliorer les rejets d'eaux (eaux pluviales – eaux usées)
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir l'adéquation entre l'objectif d'accueil de population et d'activités et le bon traitement des eaux pluviales lors de l'élaboration des PLU. - Réaliser un schéma directeur des eaux pluviales. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'imperméabilisation des sols pour chaque projet en : <ul style="list-style-type: none"> ▪ limitant les voies en impasse nécessitant des raquettes de retournement aux surfaces imperméables importantes et consommatrices d'espace, ▪ limitant la largeur de voirie, ▪ utilisant des revêtements plus perméables pour les voiries de desserte, les parkings, les sentiers piétons, ▪ gérant les eaux à la parcelle, au projet, au bassin versant, ▪ gérant les eaux pluviales par noues,
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Indicateur principal : Nombre de SDAP réalisés ou en cours : 8 en 2012
Objectif SCoT	29 SDAP, 1 par commune

Les mesures prises dans le Schéma de Cohérence Territoriale permettent de répondre d'une manière très positive aux enjeux de gestion des eaux pluviales tant de manière quantitative que qualitative. Cela constitue une réelle avancée dans la conception des projets pour le territoire (un seul SDAP finalisé à ce jour).

5.1.4. Eau potable

Eau potable	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>2 SIAEP (Région d'Ancenis et Nort-sur-Erdre)</p> <p>3 captages d'eau potable sur le territoire (Ancenis, Vritz, Saint-Sulpice-des-Landes)</p> <p>2 périmètres de protection de captage et un en cours</p> <p>Consommation moyenne domestique comprise entre 89.46 et 87.09 m³/branchements en 2011</p> <p>Consommation moyenne domestique en baisse</p> <p>Consommation industrielle en forte hausse</p> <p>Autosuffisance en eau potable (anticipation des besoins futurs par la mise en place d'une nouvelle prise d'eau en Loire)</p> <p>Sécurisation de l'alimentation par la connexion avec la réserve du Lac Bleu (Saint-Géréon)</p>
Incidences du projet de Schéma de Cohérence Territoriale	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Limitation des consommations en eau pour les espaces verts et les bâtiments publics</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Augmentation des besoins en eau potable : 1 341 900 m³ supplémentaires pour l'habitat par an</p> <p>Augmentation des besoins en eau potable : non quantifiée pour les activités</p> <p>Augmentation du risque de pollution des eaux liée à l'accueil de nouvelles populations et activités</p>
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Préserver et valoriser les ressources » en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incitant à une utilisation raisonnée de la ressource en eau
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <p>/</p> <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trouver un équilibre entre les différents usages de l'eau (<i>Eau potable, débit minimum biologique des cours d'eau, irrigation, retenues colinéaires, plans d'eau...</i>). - Développer des techniques et des pratiques économes en eau pour les bâtiments et espaces publics notamment. (<i>récupération des eaux de pluies, réflexion sur la gestion des espaces verts composés de plantes moins consommatrices d'eau...</i>)

Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Volume moyen domestique annuel consommé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 89.07 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis - 87.09 m³ en 2011 sur le SIAP de Nort-sur-Erdre <p><i>Indicateurs complémentaires</i></p> <p><i>Volume annuel consommé par les communes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 113 780 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis - 87 700 m³ en 2011 sur le SIAEP de Nort-sur-Erdre <p><i>Volume total annuel consommé (domestique + industriels + communes) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 543 581 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis - 3 017 259 m³ en 2011 sur le SIAPE de Nort-sur-Erdre
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

L'alimentation en eau potable en quantité et qualité nécessitera une mise en adéquation entre l'offre et les besoins. La mise en œuvre du SCoT permettra d'intégrer cette problématique de l'eau potable dans ses réflexions sur ses aménagements.

5.1.5.Synthèse

De manière générale, le SCoT permettra de mener une réelle politique de gestion des eaux qui permettra d'améliorer la situation existante et de répondre aux enjeux identifiés sur le territoire (*nombreux cours d'eau dégradés, inondation, qualité de l'eau dégradée, STEP en surcharge, nombreux ANC classés non acceptable, peu de SDAP réalisés ou en cours, présence de captage d'eau potable*).

En effet, le SCoT permet de :

- protéger les cours d'eau et les milieux aquatiques associés,
- restaurer ces milieux dans le cadre d'opérations d'aménagement,
- anticiper et mieux gérer les eaux pluviales,
- garantir une bonne qualité de l'eau en ayant des systèmes épuratifs (collectifs et non collectifs) performants et adaptés,
- garantir une adéquation entre les besoins en eau potable et l'offre.

5.2. MILIEUX NATURELS

5.2.1. Milieux remarquables

Milieux remarquables	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>9 zonages environnementaux (SIC, ZPS, ONZH, Arrêté de Protection de Biotope, Sites inscrits et classés, ENS, ZNIEFF, ZICO, Inventaire National du Patrimoine Géologique) principalement liés aux vallées de la Loire et de l'Erdre</p> <p>Surface totale de milieux remarquables de 9 302 ha</p> <p>Des milieux naturels patrimoniaux en contact direct avec l'urbanisation (pression sur les milieux)</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Prise en compte des milieux naturels d'intérêt dans les documents d'urbanisme et dans la localisation des zones AU notamment</p> <p>Protection stricte des milieux remarquables</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Augmentation des pressions sur les milieux de manière générale notamment pour les communes situées à proximité de site Natura 2000</p> <p>Impact sur le site Natura 2000 du projet de franchissement de la Loire (Cf paragraphe 5.10)</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté de « Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue » (<i>les milieux remarquables appartenant à la trame verte et bleue – réservoirs de biodiversité</i>)
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue. - Appliquer le principe de non atteinte de la Trame Verte et Bleue et respecter la séquence « éviter / réduire / compenser ». - Avoir pour base de réflexion la TVB pour la localisation des zones AU lors de l'élaboration des PLU (avec proposition méthodologique)
	<p>Recommandations :</p> <p>/</p>
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal</p> <p>Surface de milieux remarquables réglementaires concernée par des zones AU : 19.6 ha en 2012</p>

	<i>Indicateurs complémentaires</i> <i>Surface de milieux remarquables sur le territoire : 9 302 ha en 2012</i> <i>Surface de milieux remarquables concernée par un projet d'infrastructure :</i> <i>Surface de milieux restaurés :</i>
Objectif SCoT	Surface de milieux remarquables réglementaires concernée par des zones AU : 0 ha en 2030

Un seul projet d'infrastructure, affiché dans la DTA (nouveau franchissement de la Loire), aura un impact sur le site Natura 2000 de la Loire. Les impacts sont précisés dans le chapitre 5.10.

Toutefois, le SCOT intègre des dispositions très favorables au maintien et à la gestion de son patrimoine naturel. Les préconisations à prendre en compte dans le cadre des PLU apportent des réponses concrètes et opérationnelles en matière de protection et d'amélioration de la situation actuelle.

5.2.2.Zones humides

Zones humides	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>Inventaire réalisé à l'échelle du Pays d'Ancenis en 2010 et 2011</p> <p>5 170 ha de zones humides inventoriées</p> <p>Maillage de zones humides moyennement dense sur la majorité du territoire</p> <p>Maillage lâche voire très lâche sur la partie centrale et aval du Havre-Donneau, sur le bassin versant de la Saugères et aux abords des petits affluents de la Boire Torse</p> <p>Présence de plusieurs zones humides remarquables : Etang du Pin, bordures des grands étangs sur l'Erdre, marais de Grée et de Méron, boire Torse</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans la localisation des zones AU notamment protection stricte</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Impact sur le site Natura 2000 du projet de franchissement de la Loire.</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté de « Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue » (<i>les zones humides appartenant à la trame bleue</i>) et à « Préserver et améliorer la ressource en eau ».
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue. - Appliquer le principe de non atteinte de la Trame Bleue et respecter la séquence « éviter / réduire / compenser ». - Avoir pour base de réflexion la TVB pour la localisation des zones AU lors de l'élaboration des PLU. - assurer la protection des cours d'eau et des zones humides (<i>report sur les plans de zonage des PLU, nomenclature communautaire et réglementation</i>). <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réaliser des actions de restauration de cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau dans le cadre des opérations d'aménagement (<i>dont le maintien et/ou la restauration des zones humides</i>).

Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Surface de zones humides concernée par des zones AU : 45.10 ha en 2012</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Surface de zones humides sur le territoire : 5 171.26 ha en 2012</i></p> <p><i>Surface de zones humides restaurées :</i></p>
Objectif SCoT	Surface de zones humides concernée par des zones AU : 0 ha en 2030

La mise en œuvre du SCoT permet de prendre en compte, d'assurer la protection et de restaurer les zones humides du territoire, ce qui peut avoir une implication sur les délimitations des zones AU. » Cela constitue un impact positif du SCoT et permettra d'inverser les tendances du territoire. Seul le projet de franchissement de la Loire peut avoir une incidence négative sur les zones humides. Toutefois, lors de la conception du projet, le Conseil Général veillera à limiter l'impact et à compenser les milieux détruits.

5.2.3. Bois et maillage bocager

Bois et maillage bocager	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>Un bocage démantelé : densité moyenne sur le territoire de 53.10 ml/ha</p> <p>Quelques secteurs au bocage très dégradé (densité inférieure à 27 ml/ha) : plateau central, Nord-Est du territoire</p> <p>Présence de grands massifs boisés au Nord du Pays notamment</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans la localisation des zones AU notamment protection adaptée</p> <p>Augmentation de la densité bocagère moyenne du territoire</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>/</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue » (<i>les haies et bois appartenant à la trame verte</i>).</p>
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue. - Appliquer le principe de non atteinte de la Trame Bleue et respecter la séquence « éviter / réduire / compenser ». - Avoir pour base de réflexion la TVB pour la localisation des zones AU lors de l'élaboration des PLU. - Réaliser un inventaire des haies et bois lors de l'élaboration des PLU avec report sur le plan de zonage et mise en place d'un règlement qui devra assurer leur protection et leur gestion. - Annexer la liste des plantes invasives à proscrire dans les plantations dans les documents d'urbanisme ou projet. - Identifier les bois et haies présentant un potentiel énergétique exploitable afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte la gestion et l'exploitation actuelle et future des haies et des bois dans le niveau de protection des haies. - Hiérarchiser les haies et les bois à protéger. - Favoriser le recours à des essences végétales locales, adaptées aux conditions locales (climatiques, édaphiques...) et proscrire les plantes figurant

	<p>dans la liste des plantes invasives.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser des délaissés urbains par la plantation d'arbres - Reconstituer les continuités écologiques sur les secteurs de reconquête de la TVB - Fixer un objectif de densité bocagère communale minimale à atteindre - Mettre en œuvre, imposer des plantations lors d'opérations d'aménagement (boisement des délaissés, emplacements réservés à la plantation ...). - Sensibiliser les habitants sur le maintien des haies, bosquets et bois et les modalités d'entretien
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Linéaire de haie sur le territoire : 4 182 km en 2009</p> <p>Surface boisée : 5 000 ha dont 65% en EBC</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Linéaire de haies planté :</i></p> <p><i>Densité bocagère moyenne : 63.70 ml/ha</i></p> <p><i>Surface de bois en zone AU : 43 ha en 2012</i></p> <p><i>Surface de bois plantée :</i></p>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

La mise en œuvre du SCoT permet d'assurer une protection adaptée aux haies et aux bois et de mener une réelle politique de reconstitution du maillage bocager sur le territoire.

5.2.4. Corridors écologiques et trame verte et bleue

Corridors écologiques et Trame Verte et Bleue	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>Plusieurs réservoirs de biodiversité</p> <p>Une faible connaissance des habitats et des espèces de cohérence Trame Verte et Bleue ;</p> <p>De nombreux secteurs de reconquête (7 au total)</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Prise en compte dans les documents d'urbanisme et dans la localisation des zones AU notamment</p> <p>Protection adaptée</p> <p>Confortation, restauration encouragée</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Augmentation de la pression et du risque de fragmentation (lié aux projets d'infrastructures routières notamment)</p> <p>Perte de terres agricoles et naturelles : 470 ha (260 ha pour l'habitat et 210 ha pour les activités économiques)</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté de « Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la trame verte et bleue » et à « Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain ».</p>
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier, affiner la trame verte et bleue à l'échelle des communes. - Mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour garantir la préservation des éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue. - Appliquer le principe de non atteinte de la Trame Verte et Bleue et respecter la séquence « éviter / réduire / compenser ». - Avoir pour base de réflexion la TVB pour la localisation des zones AU lors de l'élaboration des PLU. - Annexer la liste des plantes invasives à proscrire dans les plantations aux documents d'urbanisme ou projet. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les objectifs de confortement de la TVB : <ul style="list-style-type: none"> o reconstituer les continuités écologiques sur les secteurs de reconquête de la TVB, o s'appuyer sur ces secteurs à enjeux pour mettre en œuvre des mesures compensatoires, o fixer un objectif de densité bocagère communale minimale à atteindre,

	<ul style="list-style-type: none"> ○ mettre en œuvre, imposer des plantations lors d'opérations d'aménagement (boisement des délaissés, emplacements réservés à la plantation ...), ○ sensibiliser les habitants sur le maintien des haies, bosquets et bois et les modalités d'entretien, ○ imposer dans les opérations d'aménagement un traitement paysager dominé par les essences arborées des cheminements piétons et cycles en site propre, ○ restaurer les cours d'eau et milieux aquatiques favorables à la reconquête de la qualité de l'eau dans le cadre de projets urbains <p>- Favoriser le recours à des essences végétales locales, adaptées aux conditions locales (climatiques, édaphiques...) et proscrire les plantes figurant dans la liste des plantes invasives.</p>
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique :</p> <p>+ l'ensemble des indicateurs « Réseau hydrographiques », « Milieux remarquables », « Zones humides » et « Bois et maillage bocager »</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Nombre de fragmentations aménagées :</i></p> <p><i>Nombre d'inventaires Trame verte et bleue complémentaires réalisés :</i></p>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

Le SCoT permet donc au Pays d'Ancenis de respecter les objectifs des lois Grenelle en :

- **identifiant les éléments de la Trame Verte et Bleue,**
- **assurant leur transcription et leur protection dans les documents d'urbanisme,**
- **incitant à la restauration et au confortement de la Trame Verte et Bleue.**

5.2.5. Synthèse

De manière générale, le SCoT permet de mieux prendre en compte les milieux naturels (*milieux remarquables, zones humides, haies, bois, éléments constituant la TVB*). En effet, il permet de les identifier, de les protéger et de les restaurer.

5.3. PAYSAGE ET PATRIMOINE BATI

Paysage et patrimoine bâti	
Rappels de l'état initial de l'environnement et du diagnostic	<p>8 entités paysagères</p> <p>2 plateaux au paysage dégradé</p> <p>Des entrées de ville peu organisées</p>
Incidences du projet de Schéma de Cohérence Territoriale	<p><u>Incidences positives :</u></p> <p>Prise en compte et protection du paysage et du patrimoine bâti dans les documents d'urbanisme et dans les projets</p> <p>Qualité architecturale et environnementale intégrée aux projets</p> <p><u>Incidences négatives :</u></p> <p>Projets d'infrastructures routières pouvant potentiellement impacter le paysage</p>
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Protéger et mettre en valeur le paysage et le patrimoine local ». Il est précisé les objectifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valoriser les paysages du Pays d'Ancenis ▪ Porter une attention particulière aux entrées de ville ▪ Préserver le patrimoine bâti <p>Par ailleurs, le SCoT, en affichant sa volonté de « Préserver la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la Trame Verte et Bleue », permet également de protéger et de restaurer le paysage du territoire.</p>
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rechercher une compacité des villes et villages en évitant l'urbanisation linéaire. - Mettre en œuvre des opérations urbaines et des zones d'activités respectueuses de l'environnement (<i>orientation du bâti, intégration paysagère, espaces verts, ...</i>). - Intégrer le bâti par la préservation de la trame végétale, des profondeurs de champs visuels. - Assurer la pérennité et la lisibilité des paysages dans le temps. - Veiller à l'aménagement et au traitement paysager des entrées de villes. - Harmoniser le traitement des constructions. - Créer des conditions permettant une bonne intégration paysagère des zones d'activités et des opérations d'urbanisme en mobilisant les outils existants appropriés (orientations d'aménagement et de programmation par exemple).

	Recommandations : <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte l'intégration géographique des projets en veillant notamment à ne pas dénaturer la qualité paysagère des vallons ou des coteaux (prise en compte du relief). - Identifier et protéger des cônes de vue au titre de la loi Paysage. - Optimiser les reculs soulevés par la Loi Barnier sous réserve d'une intégration paysagère qualitative. - Préserver et encourager les éléments du patrimoine bâti dans les documents d'urbanisme.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	/
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

Le Schéma de Cohérence Territoriale affirme sa volonté de prendre en compte le paysage et le patrimoine bâti dans son projet d'aménagement. L'application des mesures interviendra de manière prépondérante en matière de protection des espaces remarquables et de reconquête des espaces banalisés.

5.4. ESPACE AGRICOLE

Espace et activité agricoles	
Rappels du diagnostic	<p>70% de la surface du Pays d'Ancenis est à vocation agricole, soit près de 53.000 hectares</p> <p>Une agriculture diversifiée à dominante élevage</p> <p>Le nombre d'exploitations est en diminution constante (-36% entre 2000 et 2010)</p> <p>La Surface Agricole Utile a diminué de manière plus forte qu'à l'échelle départementale (-2.5% entre 2000 et 2010, contre -1.63 %)</p>
Incidences du projet de Schéma de Cohérence Territoriale	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Pérenniser l'activité agricole et la vocation agricole des terres</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Perte de terres agricoles et naturelles : 470 ha (260ha pour l'habitat et 210 ha pour l'activité économique)</p>
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain ».</p> <p>Par ailleurs, dans l'axe 1 « Un pays rayonnant et équilibré », il vise à « conforter les espaces agricoles et leur production » en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Valorisant les productions agricoles, ▪ Protégeant l'espace agricole et naturel et en valorisant les paysages.
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délimiter de manière fine l'espace agricole à protéger en assurant l'unité des zones agricoles, en protégeant les sièges d'exploitation en activité du développement urbain et en prenant en compte les déplacements liés à la pratique des activités agricoles. - Assurer la pérennité de 69.400 ha en espaces agricoles et naturels pérennes, soit 87% du territoire. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pérenniser les espaces cohérents d'exploitation. - Diversifier les activités agricoles permettant de conserver la fonction identitaire de l'élevage (circuits courts, agrotourisme...). - Développer des pratiques agricoles raisonnées et biologiques. - Privilégier l'urbanisation des secteurs situés au sein de l'enveloppe urbaine, tant pour l'habitat que pour les activités économiques. - Préserver les exploitations agricoles intervenant dans les espaces naturels sensibles dans un objectif de préservation et de valorisation des paysages et des milieux.

Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal : Surface des Espaces Agricoles et Naturels Pérennes : 69 400 ha en 2010</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i> <i>Nombre d'exploitations</i> <i>Nombre d'ateliers d'élevage</i> <i>Surface Agricole Utile</i></p>
Objectif SCoT	Surface des Espaces Agricoles et Naturels Pérennes : 69 400 ha en 2030

La mise en œuvre du SCoT permet donc d'identifier, de préserver et de développer l'activité agricole sur son territoire.

5.5. CONSOMMATION D'ESPACE

Consommation d'espace	
Rappels du diagnostic	<p>69.1 ha consommés par an entre 1999 et 2009 pour l'habitat et les activités dont 76% par l'habitat</p> <p>6.1 ha consommés sur la période pour les infrastructures</p> <p>65% de la consommation d'espace en extension du tissu urbain</p> <p>Une densité résidentielle qui se renforce (8,5 logements / ha pour les logements commencés entre 1999 et 2004 et de 11 logements / ha pour la période 2004 – 2009)</p> <p>Un accroissement de la consommation d'espace au cours de la dernière décennie : 66 ha / an entre 1999 et 2004, 72 ha / an entre 2004 et 2009.</p> <p>Une augmentation de la consommation d'espace liée aux activités : 13,7 ha / an entre 1999 et 2004, 20 ha / an entre 2004 et 2009.</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Réduction du rythme de consommation de l'espace</p> <p>Utilisation plus économe de l'espace</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Consommation de terres agricoles et naturelles : 470 ha (260ha pour l'habitat et 210 ha pour l'activité économique)</p> <p>Consommation d'espace pour des infrastructures routières</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Modérer la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain » et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Requalifier et densifier les espaces résidentiels et économiques ▪ Promouvoir de nouvelles pratiques d'urbaniser, privilégiant le respect de l'environnement et économes en espaces
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les potentiels de comblement de l'enveloppe urbaine (friches, dents creuses...) lors de leur élaboration afin d'optimiser ces potentiels lors de la construction du projet de PLU. - Privilégier la réalisation d'opération de renouvellement urbain à celles nécessitant la consommation de nouveaux espaces non urbanisés. - Aménager en continuité de l'existant et en profondeur dans le cas d'opérations nouvelles hors de l'enveloppe urbaine. - Limiter et fixer les conditions d'extensions des hameaux et villages. - Accompagner les communes lors de la révision ou de l'élaboration des documents d'urbanisme à propos notamment de la localisation et du règlement des zones d'activités.

	<ul style="list-style-type: none"> - Préserver au minimum le caractère naturel ou agricole de 69 400 ha (87% du territoire). - Ne pas consommer plus de 700 ha sur 17 ans (dont 470 ha en extension) pour les besoins en logements et pour les activités économiques (soit un objectif annuel de 41 ha). - Planter préférentiellement les projets dans l'enveloppe urbaine - Imposer une densité minimale à respecter pour les opérations d'habitat - Optimiser le foncier disponible. - Réaliser préalablement à tout nouveau projet une analyse de potentialité et contraintes en matière de paysage, environnement, de contexte urbain. <p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablir à l'échelle intercommunale un référentiel foncier pour l'identification des potentiels de comblement de l'enveloppe urbaine et des espaces mutables, à vocation logement ou économique. - Valoriser les espaces mutables (friches, bâtiments vacants...). - Mettre en place des règlements incitatifs ainsi que des fiscalités afin de favoriser la densification - Mettre en place des Opérations d'Aménagement et de Programmation pour tout projet suffisamment conséquent. - Réfléchir à la mise en œuvre de la densité minimale dès 2 500 m² au sein de l'enveloppe urbaine.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateurs principaux :</p> <p>Surface utilisée pour l'extension de l'urbanisation : 1 453 ha de zone AU en 2012</p> <p>Surface utilisée pour les nouvelles infrastructures routières : 6.1 ha entre 1999 et 2009</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p>Surface urbanisée : 6 950 ha en 2009</p> <p>Surface moyenne consommée par an : 69 ha/an entre 1999 et 2009</p> <p>Superficie à urbaniser en extension : 44 ha/an entre 1999 et 2009</p> <p>Superficie à urbaniser en renouvellement : 25 ha/an entre 1999 et 2009</p> <p>Densité moyenne des projets résidentiels : 9.3 logements/ha entre 1999 et 2009</p>
Objectif SCoT	Surface utilisée pour l'extension de l'urbanisation : 470 ha entre 2014 et 2030

La volonté du SCOT de mieux maîtriser l'extension de l'urbanisation, de densifier l'habitat, de pérenniser l'activité agricole, d'instaurer une gestion foncière plus affirmée, est indispensable pour limiter les impacts liés aux besoins d'emprises, pour promouvoir et accompagner le développement du territoire.

5.6. RISQUES ET NUISANCES

Risques et nuisances	
Rappels de l'état initial de l'environnement	De nombreux risques naturels et technologiques principalement situés sur le tiers Sud du territoire : inondation (5 169 ha), rupture de barrage (Joué-sur-Erdre), mouvements de terrain (14 communes), feu de forêt (370 ha), remontée de nappe, retrait et gonflement d'argiles, séisme, risques industriels (2 PPRT), Transport de Matières Dangereuses (157 km), ICPE (24 en autorisation), sites et sols potentiellement pollués (187) De nombreuses nuisances principalement liées aux infrastructures de transport (ligne SNCF n°515000, A11, RD723, RD752, RD923, déviation d'Ancenis)
Incidences du projet de SCOT	<u>Incidences positives :</u> Prise en compte de risques et des nuisances dans les documents d'urbanisme, dans la localisation des zones AU notamment et lors de la conception des projets Meilleure prise en compte du risque inondation liée à l'application du SCOT qui donne une valeur plus importante à l'atlas des zones inondables <u>Incidences négatives :</u> Augmentation des risques technologiques liés notamment au trafic et à l'arrivée de nouvelles activités potentiellement génératrice de risques
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté de « Prendre en compte les risques et les nuisances »
Mesures prises dans le DOO	Prescriptions : <ul style="list-style-type: none"> - Prendre en compte l'Atlas cartographique des zones inondables de l'Erdre au même titre qu'un PPRI. - Prendre en compte la présence de risques et de nuisances lors de l'élaboration des PLU, pour la localisation des zones d'extension d'urbanisation et réfléchir au devenir des zones déjà urbanisées. - Intégrer et anticiper les risques et nuisances actuels ou futurs dans la conception des projets urbains. - Laisser les zones inondables « en l'état », de ne pas les urbaniser et de retrouver les vocations agricoles et naturelles les plus adaptées à ce risque. Recommandations : /
Indicateurs de suivi – Etat zéro	Indicateurs principaux : Nombre de bâtis concernés par un risque technologique : 4 592 en 2012 Surface de zone AU en zone inondable : 11.8 ha en 2012

	<i>Indicateurs complémentaires :</i> <i>Nombre de bâtis durs en zone inondable : 2 391 en 2012</i> <i>Nombre d'ICPE en autorisation : 24 en 2011</i> <i>Nombre de sites et sols potentiellement pollués : 187 en 2012</i> <i>Nombre de PPRT : 2</i> <i>Linéaire concerné par un TMD : 157 km</i> <i>Linéaire concerné par une nuisance sonore : 126 km</i>
Objectif SCoT	Surface de zone AU en zone inondable : 0 ha en 2030

Le projet de SCOT permet d'envisager une bonne gestion des risques et des nuisances, voire même une amélioration de leur prise en compte par le biais d'une politique qui va au-delà de la réglementation. Cela nécessitera donc d'analyser les périmètres des zones AU et les règles d'urbanisme en zone U afin de prendre en compte les nouvelles prescriptions et recommandations du SCoT en matière de risques et de nuisances.

5.7. ENERGIE, CLIMAT, QUALITE DE L'AIR

5.7.1. Energies renouvelables, économies d'énergie et émission de gaz à effet de serre

Energies renouvelables, économies d'énergie et émissions de gaz à effet de serre	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>9 Zones favorables à l'éolien + 2 sites exploités</p> <p>190 forages liés à la géothermie</p> <p>Une consommation énergétique de 164 200 teq/an (hors industries d'Anetz)</p> <p>Emission de GES estimée à 645 148 teq CO₂/an (<i>hors industries d'Anetz</i>)</p> <p>Pas de données locales sur la qualité de l'air</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives :</u></p> <p>Diminution de la consommation moyenne en énergie par habitation</p> <p>Augmentation de la production d'énergies renouvelables</p> <p>Amélioration de la qualité de l'air liée à l'ensemble des mesures concernant les déplacements (cf paragraphe suivant), les énergies renouvelables et la réduction des consommations énergétiques</p> <p><u>Incidences négatives :</u></p> <p>Augmentation des besoins en énergie</p> <p>Augmentation des gaz à effet de serre</p> <p>Sur la base de l'outil GES-SCoT, les émissions de GES du scénario du SCoT sont estimées à hauteur de 672 000 teqCO₂/an, soit une baisse tendancielle de 8 000 teqCO₂/an.</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCoT affiche sa volonté de « Développer les énergies renouvelables et réduire les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre ».
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le développement urbain dans les bourgs, à proximité des services et équipements pour favoriser la « ville des courtes distances » - Identifier les bois et haies présentant un potentiel énergétique exploitable afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie.

	<ul style="list-style-type: none"> - Intégrer les Zones favorables à l'éolien (ex-ZDE) dans les documents d'urbanisme et dans les projets d'aménagement. - Autoriser en zone urbaine l'ensemble des dispositifs de limitation de consommation d'énergie ou de production d'énergies renouvelables. - Ne pas empêcher les innovations architecturales sources de gains énergétiques (tant dans les constructions neuves que dans les projets de réhabilitation) même si celles-ci modifient l'aspect initial des bâtiments. - Prendre en compte les caractéristiques bioclimatiques des terrains lors du choix des zones à urbaniser. - Intégrer dès la phase de conception les problématiques d'orientation bioclimatique (orientation solaire, ombre portée...) et de performance thermique des bâtiments.
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les délaissés urbains par la plantation d'arbres - Favoriser le développement des constructions en mitoyenneté en zones pavillonnaires afin de limiter les déperditions énergétiques des constructions individuelles. - Développer les énergies renouvelables, les démarches de type AEU et HQE dans les projets d'aménagement et à la réalisation de bâtiments énergétiquement performants.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateurs principaux :</p> <p>Puissance de production éolienne : 36.4 MW en 2012</p> <p>Emissions de gaz à effet de serre : 645 148 teq CO2/an (<i>hors industries d'Anetz</i>)</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Nombre de forages liés à la géothermie : 190 en 2012</i></p> <p><i>Consommation énergétique : 164 200 teq/an (hors industries d'Anetz)</i></p>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

Le SCoT permet de mener une réelle politique de limitation des consommations énergétiques, de développement des énergies renouvelables et de réduction tendancielle des émissions de gaz à effet de serre. Il participe donc à améliorer la qualité de l'air.

5.7.2. Déplacements

Déplacements	
Rappels du diagnostic	<p>1 gare principale (Ancenis) et 3 haltes ferroviaires (Oudon, Le Cellier, Varades)</p> <p>De nombreux projets routiers (RD164, RD923, RD878, nouveau franchissement de la Loire) et des projets d'amélioration d'accessibilité aux gares</p> <p>4 lignes majeures de transports collectifs (à destination principalement de Nantes)</p> <p>Présence d'un service de transports à la demande</p> <p>Une offre pauvre sur le Nord du territoire</p> <p>Des déplacements domicile-travail extra-territoriaux importants</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives :</u></p> <p>Amélioration des conditions de circulation</p> <p>Offre de déplacement doux ou collectif plus importante</p> <p>Diminution des distances domicile-travail, domicile-équipement, domicile-commerces</p> <p><u>Incidences négatives :</u></p> <p>Augmentation des déplacements et donc augmentation des émissions de gaz à effet de serre</p> <p>Travaux d'amélioration de voiries impactant la consommation d'espace</p> <p>Impact sur le site Natura 2000 de la Loire (franchissement de la Loire)</p>
Mesures prises par le Schéma de Cohérence Territoriale pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	<p>Dans l'axe 1 du PADD « Un pays rayonnant et équilibré », le SCoT affiche sa volonté à « Connecter et mettre en réseau le territoire » en :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Assurant la connexion du Pays d'Ancenis aux territoires voisins en s'appuyant sur des infrastructures majeures ○ S'appuyant sur la valorisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs ○ S'appuyant sur les expérimentations de mobilité alternative adaptées au contexte du Pays d'Ancenis ○ Articulant l'offre de mobilité et développement urbain ○ Permettant le développement des mobilités douces
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Privilégier le développement urbain dans les bourgs, à proximité des services et équipements pour favoriser la « ville des courtes distances » - Permettre l'amélioration ou l'aménagement des infrastructures routières identifiées dans le Schéma Départemental Routier de Loire Atlantique - Améliorer l'intermodalité autour des gares et des haltes ferroviaires. - Réfléchir à la création de lignes express ou de transports en commun à haut niveau de service vers l'agglomération nantaise notamment depuis les

	<p>pôles situés dans l'Ouest du territoire (Ligné notamment).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la densification autour des gares. - Rechercher de manière systématique la mixité urbaine pour les projets situés à proximité des gares. - Assurer la desserte et l'accessibilité des équipements publics, notamment par des liaisons douces. - Mettre en œuvre un schéma de liaisons douces à l'échelle du Pays et l'intégrer dans les documents d'urbanisme. - Permettre l'aménagement de liaisons douces depuis les quartiers d'habitation vers les centralités urbaines
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place de coopérations inter-territoriales en termes de transports avec les territoires voisins au Pays - Soutenir l'amélioration des lignes TER et départementales en termes de fréquence et de service - Soutenir l'accessibilité aux gares desservies par le tram-train Nantes – Châteaubriant (notamment depuis Joué-sur-Erdre). - Promouvoir des solutions innovantes et durables en termes de déplacements. - Aménager des parkings relais et d'aires de covoiturages bien reliés aux réseaux de transports collectifs structurants et développer des plans de déplacements des entreprises ou inter-entreprises (PDE – PDIE). - Rechercher les liens entre urbanisation et dessertes en transports collectifs afin de développer la « ville des courtes distances ». - Maintenir des dessertes par les transports collectifs, notamment ferroviaires.
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateurs principaux :</p> <p>Flux domicile –travail entrant dans le Pays d'Ancenis : 8 089</p> <p>Flux domicile –travail sortant dans le Pays d'Ancenis : 11 291</p> <p>Flux domicile –travail interne au Pays d'Ancenis : 15 217</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Linéaire de voies douces créées :</i></p> <p><i>Nombre de lignes de transports en commun (hors TER) : 4</i></p> <p><i>Nombre de trains desservant : Ancenis 13 – Oudon : 13 – Le Cellier : 13 – Varades : 12</i></p>
Objectif SCoT	Objectif qualitatif, non quantifié

Le SCoT met en place toute une série de mesures (rapprocher les zones d'habitat des secteurs générateurs de déplacements, développer les liaisons douces et les transports alternatifs, ...) permettant de limiter au maximum les déplacements générés par l'accueil de nouvelles populations et activités.

5.7.3. Synthèse

La lutte contre le changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'air est prise en compte dans le SCoT vis-à-vis de l'émission des gaz à effet de serre, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, dans le domaine de l'habitat, des transports et déplacements, des activités économiques.

5.8. DECHETS

Déchets	
Rappels de l'état initial de l'environnement	<p>Compétence COMPA</p> <p>5 déchetteries sur le territoire (Mésanger, Saint-Mars-la-Jaille, Riaillé, Cellier, Varades)</p> <p>Présence d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) exploitable jusqu'en 2017</p> <p>Diminution des déchets ménagers non recyclables</p> <p>Augmentation des déchets recyclables collectés</p> <p>Nombreuses filières de collecte de déchets spécifiques</p> <p>Nombreuses actions de communication et de sensibilisation</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Prise en compte de la gestion des déchets dès la conception des projets</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Augmentation des volumes de déchets : 2 810 250 kg/an</p> <p>Saturation du ISDND en 2017</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 2 du PADD « La préservation et la valorisation de l'espace et des ressources », le SCOT affiche sa volonté d' « Assurer la gestion des déchets ».
Mesures prises dans le DOO	<p>Prescriptions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter le Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés. - Intégrer dès la conception des projets d'urbanisation la problématique de la collecte des ordures ménagères et pour ce faire se référer au règlement intercommunal de collecte
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Garantir l'adéquation entre l'objectif d'accueil de population et d'activités et la bonne gestion des déchets (collecte et traitement).
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateurs principaux :</p> <p>Production d'ordures ménagères non recyclables : 10 818 tonnes soit 187.35 kg/an/hab en 2011</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p>

	<i>Volume total de déchet (déchetteries + emballages + papier + verre) : 17 436.8 tonnes en 2012</i> <i>Filière de traitement des ordures ménagères non recyclables : ISDND exploitable jusqu'en 2017</i>
--	--

Le SCOT apporte des réponses favorables en matière de réduction, de gestion et de traitement des déchets.

5.9. TELECOMMUNICATIONS

Télécommunications	
Rappels du diagnostic	<p>Pays d'Ancenis non câblé, non desservi par le réseau Numéricâble</p> <p>Présence d'une desserte en fibre optique pour les zones économiques d'Ancenis uniquement</p> <p>4% des lignes du territoire sont inéligibles au service Haut Débit</p> <p>Maillage d'antennes relais peu dense</p> <p>4 communes concernées par des sous-répartiteurs éligibles à l'équipement de « montée en débits » (Pannecé, Pouillé-les-Coteaux, Anetz)</p> <p>4 point identifiés sur le territoire pour l'implantation de nouvelles antennes (Riaillé, Couffé, La Roche-Blanche, Saint-Herblon)</p>
Incidences du projet de SCOT	<p><u>Incidences positives</u> :</p> <p>Soutien de l'amélioration de la desserte du territoire</p> <p><u>Incidences négatives</u> :</p> <p>Nombre de connexions supplémentaires important</p>
Mesures prises par le SCOT pour réduire et compenser les incidences négatives	
Objectifs affichés dans le PADD	Dans l'axe 1 du PADD « Un pays rayonnant et équilibré », le SCoT affiche sa volonté à « Connecter et mettre en réseau le territoire » en développant le réseau de transport des informations : les communications électroniques
Mesures prises dans le DOO	Prescriptions : /
	<p>Recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les orientations du Schéma Départemental Territorial d'Aménagement Numérique de Loire Atlantique (SDTAN).
Indicateurs de suivi – Etat zéro	<p>Indicateur principal :</p> <p>Nombre de nouvelles antennes implantées :</p> <p><i>Indicateurs complémentaires :</i></p> <p><i>Nombre de foyers en zone blanche :</i></p>

Conformément aux lois Grenelle, le SCoT prend bien en compte la problématique de développement des communications électroniques.

5.10. INCIDENCES DOMMAGEABLES ET IDENTIFICATION DES ESPACES D'INTERET MAJEUR SUSCEPTIBLES D'ETRE IMPACTES (NATURA 2000)

Seul le projet de nouveau franchissement de la Loire aura un impact direct sur le site Natura 2000 « Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et ses annexes » (FR 5200622 et FR 5212002).

Le SCoT ne prévoit pas de projets sur le périmètre du site Natura 2000 « Forêt, étang de Vioreau, étang de la Provostière » (FR 5200628) et ces abords. Leur repérage en tant que réservoir de biodiversité leur garantit une protection.

5.10.1. **Rappels du descriptif du site**

La Loire a conservé, malgré des aménagements souvent anciens, des caractéristiques de fleuve avec un lit mobile. Il se situe par ailleurs dans un contexte géographique et climatique qui induit de fortes et irrégulières variations de débit, de l'étiage prononcé aux très grandes crues. La partie aval du site est marquée par le passage d'un régime fluvial à un régime estuarien. Ces caractéristiques induisent des mosaïques de milieux très variés et souvent originales : vasières, grèves, prairies naturelles, bocage, milieux palustres et aquatiques, boisements, pelouses... Les groupements végétaux présentent des zonations intéressantes en fonction du gradient d'hygrométrie et des circulations hydrauliques : végétations des eaux libres ou stagnantes de manière temporaire ou permanente en fonction des débits, groupements riverains soumis à la dynamique des marées, boisements alluviaux, zones de marais dans les parties latérales et quelques vallées adjacentes... La diversité des substrats, la pente, l'orientation des coteaux accentue la richesse des milieux. De nombreuses espèces animales et végétales trouvent dans la vallée les conditions nécessaires à leurs cycles biologiques, certaines sont très originales et de grande valeur patrimoniale (angélique des estuaires, castor, poissons migrateurs, chauves-souris). Le site est également très important pour les oiseaux.

Source : DREAL

5.10.2. **Rappels des objectifs du document d'objectifs**

Les objectifs définis pour le SIC de la vallée de la Loire sont :

- Maintien des espaces ouverts et des affleurements rocheux,
- Maintien de la dynamique de l'hydrosystème,
- Maintien de la diversité des milieux et de leur capacité d'accueil pour la faune et l'avifaune,
- Maintien de la dynamique naturelle d'inondation,
- Maintien ou restauration de la qualité des milieux aquatiques,
- Conservation du milieu prairial par des pratiques extensives et maintien de l'élevage,

- Maintien de la capacité d'accueil des prairies pour la faune et l'avifaune,
- Maintien de champs d'expansion des crues,
- Maintien des boisements naturels,
- Maintien et restauration du bocage et des ripisylves.

5.10.3. Estimation des impacts du SCoT et mesures correctrices

D'après la carte des habitats d'intérêt communautaires du site Natura 2000 de la Loire, les habitats potentiellement impactés seraient :

- Berge vaseuse avec végétation du Chénopodium et du Bidenton (code 2370),
- Forêt mixte de chênes, d'ormes et de frênes bordant les grands fleuves (code 91F0),
- Végétation flottante de renoncule de rivière (code 3260) et lacs eutrophes avec végétation flottante ou enracinée (code 3150) diffus ou associés à d'autres milieux,
- Prairie maigre de fauche (code 6510),
- Végétation annuelle des rives exondées (code 3130).

En l'état des connaissances actuelles, il n'est pas possible d'estimer de manière plus précise et de quantifier les impacts de ce projet. Toutefois, lors de la conception, le maître d'ouvrage, veillera à ce que les impacts soient limités et/ou compensés.

6. INDICATEURS DE SUIVI

L'ensemble des indicateurs listés dans le chapitre « Incidences environnementales prévisibles du SCOT et mesures d'évitement, de réduction ou de compensation » est récapitulé dans les tableaux ci-après.

Le premier tableau correspond aux indicateurs principaux.

THEMATIQUES	INDICATEURS PRINCIPAUX	ETAT ZERO	OBJECTIF SCOT* (2030)
Population	Nombre d'habitants (<i>INSEE</i>)	58 868 en 2009	75 000
Habitat	Part de la construction neuve dans les pôles d'équilibre ou assimilés (<i>SITADEL</i>)	32%	38%
	Part de la construction neuve dans les pôles de proximité (<i>SITADEL</i>)	26%	25%
	Nombre de logements (<i>INSEE</i>)	25 521 en 2012	32 500
	Densité moyenne de l'habitat neuf (<i>AURAN/SITADEL</i>)	9.3 logt/ha entre 1999 et 2009	18 logts/ha
	Rythme de construction (<i>SITADEL</i>)	430 logements par an entre 2003 et 2009	400 logts / an
Equipements et services	Nb d'équipements dans le pôle principal (<i>INSEE</i>)	458 en 2011	
	Nb d'équipements dans les pôles secondaires (<i>INSEE</i>)	313 en 2011	
Déplacements	Flux domicile –travail entrant dans le Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	8 089	
	Flux domicile –travail sortant dans le Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	11 291	
	Flux domicile –travail interne au Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	15 217	
Emplois Activités	Nombre d'emplois (<i>INSEE</i>)	23 373 en 2009	
	Ratio emplois/actifs (<i>INSEE</i>)	0.83 en 2009	maintien
Consommation d'espace	Surface consommée pour l'extension de l'habitat (<i>AURAN</i>)	31 ha/an en extension 21ha/an au sein de l'enveloppe urbaine	15 ha/an en extension 8ha/an au sein de l'enveloppe urbaine
	Surface consommée pour l'activité (<i>AURAN/COMPA</i>)	13 ha/an en extension 4 ha/an au sein de l'enveloppe urbaine	12ha/an en extension 5 ha/an au sein de l'enveloppe urbaine
	Surface utilisée pour les nouvelles infrastructures routières (<i>BD MOS</i>)	6.1 hectares entre 1999 et 2009	

* Lorsque l'objectif chiffré est affiché par le PADD, le DOO ou le DAC

THEMATIQUES	INDICATEURS PRINCIPAUX	ETAT ZERO	OBJECTIF SCoT*
Espaces Agricoles et Naturels Pérennes	Surface des espaces agricoles et naturels pérennes (<i>BD MOS/PLU</i>)	69 400 ha	69 400 ha
Milieux remarquables	Surface de milieux remarquables réglementaires en zones AU (<i>PLU</i>)	19.6 ha en 2012	0 ha
Zones humides	Surface de zones humides en zones AU (<i>PLU</i>)	45.10 ha en 2012	0 ha
Haies et Bois	Linéaire de haies sur le territoire (<i>photo interprétation</i>)	4 182 km en 2009	
	Surface boisée (<i>BD MOS/PLU</i>)	5 000 ha dont 65% en EBC	
Trame Verte et Bleue	Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique (<i>COMPA</i>)		
Réseau hydrographique	Linéaire de cours d'eau dégradé (<i>recalibrage, busage, plan d'eau</i>) (<i>COMPA</i>)	833 km (70% du total)	
Eaux usées	Nombre de stations en surcharge organique et/ou hydraulique (<i>COMPA</i>)	7 en 2012	
	Pourcentage de la population raccordée à une STEP (<i>COMPA</i>)	68% en 2012	
Eaux pluviales	Nombre de SDAP réalisés ou en cours (<i>DDTM</i>)	8 en 2012	29
Eau potable	Volume moyen domestique annuel consommé (<i>SIAEP</i>)	89.07 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis	
		87.09 m³ en 2011 sur le SIAP de Nort-sur-Erdre	
Energies et GES	Puissance de production éolienne (<i>Air Pays de la Loire</i>)	36.4 MW en 2012	
	Emissions de gaz à effet de serre (<i>Air Pays de la Loire</i>)	645 148 teq CO2/an (hors industries d'Anetz)	
Risques et Nuisances	Nombre de bâtis concernés par un risque technologique (hors zones d'activités) (<i>PLU/cadastres</i>)	4 592 en 2012	
	Surface de zone AU en zone inondable (<i>PLU</i>)	11.8 ha en 2012	0 ha
Déchets	Production d'ordures ménagères non recyclables (<i>COMPA</i>)	10 818 tonnes soit 187.35 kg/an/hab en 2011	

* Lorsque l'objectif chiffré est affiché par le PADD, le DOO ou le DAC

Le tableau suivant constitue une proposition d'indicateurs complémentaires (*listés en italique dans le chapitre des incidences*). Cette liste pourra être actualisée, modifiée, amendée au fur et à mesure de l'évolution du SCoT.

THEMATIQUES	INDICATEURS COMPLEMENTAIRES	ETAT ZERO
Habitat	Nombre total de logements collectifs existant en pôles urbains	2 496
	Nombre total de logements collectifs existant dans l'espace périurbain et rural	830
	Surface moyenne d'un logement existant collectif urbain (m²)	73
	Surface moyenne d'un logement existant individuel urbain (m²)	102
	Surface moyenne d'un logement existant collectif en périurbain et espace rural (m²)	74
	Surface moyenne d'un logement existant individuel en périurbain et espace rural (m²)	101
	Nombre de résidences principales dégradés (catégories 7 et 8 du cadastre)	750 en 2009
	Surface consommée pour l'habitat	31 ha/an en extension entre 1999 et 2009 21 ha/an dans l'enveloppe urbaine entre 1999 et 2009
	Rythme de consommation de l'espace pour l'habitat :	52 ha/an entre 1999 et 2009
Equipements et services	Nb de types d'équipements dans le pôle principal (2011)	92
	Nb de types d'équipements dans les pôles secondaires (2011)	143
Déplacements	Linéaire de voies douces créées :	
	Nombre de lignes de transports en commun (hors TER) :	4
	Nombre de trains desservant :	Ancenis 13 – Oudon : 13 Le Cellier : 13 – Varades : 12
Télécommunications	Nombre de foyers en zone blanche :	
Emplois Activités	Nombre d'établissements	2 912 en 2011
	Nombre d'emplois dans le secteur agricole	1 240
	Nombre d'emplois dans le secteur de la construction	2 208
	Nombre d'emplois dans le secteur industriel	6 340
	Nombre d'emplois dans les secteurs administratifs, enseignement, santé, social	5 259
	Nombre d'emplois dans le secteur du commerce, transports, services divers	8 274
	Ratio emplois/actifs	0.83
	Rythme de consommation de l'espace pour l'activité :	17 ha/an entre 1999 et 2009
Consommation d'espace	Surface urbanisée :	6950 ha en 2009 (BD MOS)
	Surface moyenne consommée par an :	69 ha/an entre 1999 et 2009
	dont superficie urbanisée en extension	44 ha/an entre 1999 et 2009
	dont superficie urbanisée en renouvellement	25 ha/an entre 1999 et 2009
	Densité moyenne des projets résidentiels :	9 logts/ha entre 1999 et 2009

THEMATIQUES	INDICATEURS COMPLEMENTAIRES	ETAT ZERO
Espace agricole	Nombre d'exploitations	547 en 2010
	Surface Agricole Utile	52969 ha en 2010
	Nombre d'ateliers d'élevage	820 en 2010
Milieux remarquables	Surface de milieux remarquables sur le territoire :	9 302 ha en 2012
	Surface de milieux remarquables concernée par un projet d'infrastructure :	
	Surface de milieux restaurés :	
Zones humides	Surface de zones humides sur le territoire :	5 171.26 ha en 2012
	Surface de zones humides restaurées :	
Haies et Bois	Linéaire de haies planté :	
	Densité bocagère moyenne :	63.70 ml/ha
	Surface de bois en zone AU :	43 ha en 2012
	Surface de bois plantée	
Trame Verte et Bleue	Nombre de fragmentations aménagées :	
	Nombre d'inventaires Trame Verte et Bleue réalisés :	
Réseau hydrographique	Linéaire de cours d'eau concerné par des zones U	11,7 km en 2012
	Linéaire de cours d'eau concerné par des zones AU	10,3 km en 2012
	Distance d'implantation des nouvelles constructions par rapport au haut de berge en zone U et AU	
	Qualité de l'eau pour le paramètre MOOX	Moyenne à Médiocre
Eaux usées	Nombre d'Assainissements Non Collectifs sur le territoire :	8 293 en 2009
	Nombre d'Assainissements Non Collectifs classés en Non Acceptable :	5 595 en 2009
	Linéaire de réseau en unitaire :	4.7 km en 2012
	Linéaire de réseau réhabilité :	
Eau potable	Volume annuel consommé par les communes :	113 780 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis
		87 700 m³ en 2011 sur le SIAEP de Nort-sur-Erdre
	Volume total annuel consommé (domestique + industriels + communes) :	3 543 581 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis
		3 017 259 m³ en 2011 sur le SIAPE de Nort-sur-Erdre

THEMATIQUES	INDICATEURS COMPLEMENTAIRES	ETAT ZERO
Energies et GES	Nombre de forages liés à la géothermie :	190 en 2012
	Consommation énergétique :	164 200 teq/an (hors industries d'Anetz)
Risques et Nuisances	Nombre de bâtis durs inclus dans le champ d'expansion déterminé dans le PPRI Loire Amont (zonage CEC) ou inclus dans la zone inondable définie dans l'AZI de l'Erdre hors zone urbanisée :	2 391 en 2012
	Nombre d'ICPE en autorisation :	24 en 2011
	Nombre de sites et sols potentiellement pollués :	187 en 2012
	Nombre de PPRT :	2
	Linéaire concerné par un TMD :	157 km
	Linéaire concerné par une nuisance sonore :	126 km
Déchets	Volume total de déchet (déchetteries + emballages + papier + verre) :	17 436.8 tonnes en 2012
	Filière de traitement des ordures ménagères non recyclables :	ISDND exploitable jusqu'en 2017

ANNEXE : LES « QUESTIONS POUR L'AVENIR »

Ces questions ont surgi pendant l'élaboration du SCoT, au moment de la définition des enjeux.

Si le SCoT n'a pas vocation à répondre à l'ensemble de ces questions, l'exercice a permis de mettre en évidence les thématiques sur lesquelles le territoire avait à s'interroger. Elles sont rappelées ici pour mémoire.

Questions pour l'avenir sur le thème de l'équilibre territorial :

- Quelles complémentarités rechercher et mettre en avant entre les différents secteurs internes à la COMPA ?
- Comment éviter le côté « commune dortoir » de l'espace périurbain ?
- Comment mettre en avant les atouts « différentiels » du territoire (richesses qui lui appartiennent en propre, et qui ne sont ni communicables ni transportables : paysages, mode de vie ...) ?
- Quel rôle pour les pôles (équipements, services, habitat, commerce) et quel impact sur le territoire (environnement, émissions de GES ...) ?
- Quel rôle des transports dans la structuration du territoire ?

Questions pour l'avenir sur le thème de l'espace :

- Quels projets urbains pour les pôles, bourgs et villages ? (extension, densité ...)
- Quelle capacité d'accueil, d'emplois pour chaque type d'activités (en tissu urbain, en zones d'activités) ?
- Quelle préservation du potentiel agricole (espaces agricoles pérennes, exploitabilité) ?
- Quelle préservation du patrimoine naturel et paysager ?
- Comment organiser le développement urbain et/ou économique dans les secteurs à forts risques naturels et technologiques ?

Questions pour l'avenir sur le thème des activités et des emplois :

- Quel équilibre donner entre base productive et base résidentielle ?
- Comment valoriser la production agricole locale et son lien avec l'industrie agro-alimentaire ?
- Comment organiser la complémentarité entre les zones d'activités économiques et atténuer l'effet de concurrence directe avec les zones des agglomérations voisines ?
- Comment organiser la complémentarité des activités commerciales entre la périphérie et les centralités ?
- Comment développer une approche qualitative et environnementale dans l'aménagement des zones et des activités en général ?

Questions pour l'avenir sur le thème des ressources et de l'énergie :

- Comment concilier les impératifs de préservation de la ressource en eau (quantitative et qualitative) avec les usages qui en sont fait (alimentation, irrigation, exploitation au titre des loisirs) ?
- Quels projets urbains pour les secteurs à fort enjeu naturel patrimonial ?
- Quels objectifs sur les milieux naturels dans le SCoT ? (protection, préservation, mise en valeur, reconquête ?)
- Quelle valorisation des ressources propres du territoire en matière d'énergie renouvelable ?

Questions pour l'avenir sur le thème de la mobilité :

- Comment limiter l'impact environnemental des déplacements ?
- Quelle structuration des réseaux TC à partir du réseau ferroviaire : quels modes de rabattement privilégier ?
- Quelles modalités de desserte des zones les plus rurales, qui concentrent des populations fragiles et potentiellement captives ?
- Quelle place pour les déplacements doux sur le territoire ?
- Quel impact des projets routiers structurants sur les politiques d'urbanisation et l'organisation du territoire (structuration des polarités, maillage...) ?
- Quel dialogue avec les territoires voisins afin de mettre en place un service adapté à la mobilité des habitants ?

CITADIA

Responsable: Christopher RUTHERFORD
7 Rue Alexandre Fleming 49066 ANGERS cédex 01
09 65 10 52 24
scot-paysancenis@citadia.com



XAVIERE HARDY

Responsable: Xavière HARDY – Sandrine DUCHELIER
165 Rue Georges Guynemer
44150 ANCENIS
02 40 83 27 28
hardy.environnement@wanadoo.fr



COMPA

Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
Centre administratif Les Ursulines CS 50201
44156 ANCENIS CEDEX
Tél. : 02.40.96.31.89.- Fax : 02.40.98.82.90
scot@pays-ancenis.com
www.pays-ancenis.com



Avec le soutien financier de l'Etat et de la Région des Pays de la Loire



SCOT

du Pays d'Ancenis

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

APPROUVÉ LE 28 FEVRIER 2014

Réception en Préfecture le :

Préfecture de la Loire-Atlantique
Arrivé, le

10 MARS 2014

SERVICE DU COURRIER - 7



RAPPORT DE PRESENTATION RESUME NON TECHNIQUE



compa
COMMUNAUTÉ DE
COMMUNES DU PAYS D'ANCENIS

SOMMAIRE

1. Synthèse du diagnostic	4
1.1. Equilibre du territoire.....	4
1.2. Mobilité.....	7
1.3. Activités et emplois	9
1.4. Espace	10
2. Synthèse de l'état initial de l'environnement.....	12
2.1. Ressources	12
2.2. Qualité de l'air, Energies renouvelables et climat	12
2.3. Risques et nuisances	13
2.4. Déchets.....	13
3. Justification des choix retenus pour établir le PADD et le DOO.....	14
4. Articulation avec les plans et schémas.....	17
5. Incidences du projet de SCoT et mesures prises pour éviter, réduire ou compenser.....	20
5.1. Méthodologie	20
5.2. Limites de la méthode.....	21
5.3. Incidences et mesures prises	22
6. Indicateurs	26

1. SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC

1.1. EQUILIBRE DU TERRITOIRE

- **Le Pays d'Ancenis, territoire de transition, entre petits pôles urbains, développement périurbain et ruralité**

Le Pays d'Ancenis se présente comme un territoire de transition entre Nantes et Angers avec d'importantes disparités internes :

- un pôle central autour duquel gravitent des pôles plus petits,
- une frange Ouest sous influence nantaise,
- un espace rural porteur d'identité.

Atouts

- Un positionnement géographique privilégié entre Nantes et Angers ;
- Une attraction des communes du Maine-et-Loire au Sud d'Ancenis ;
- Une attraction de l'agglomération nantaise sur l'Ouest du territoire.

Faiblesses

- Des difficultés à s'affirmer face à la métropole nantaise.

Enjeu

- Positionnement du pôle urbain central dans le réseau des villes ligériennes entre Angers et Nantes.

- **Le Pays d'Ancenis, territoire multipolaire diversifié**

Le Pays d'Ancenis est composé d'un pôle d'équilibre principal (Ancenis / Saint-Géréon / Sud de Mésanger / Ouest Saint-Herblon), de deux pôles d'équilibre secondaire (Saint-Mars-la-Jaille et Varades) et d'un pôle de développement périurbain (Ligné).

Sa structuration s'organise autour de 4 bassins de vie : Ancenis (rayonnant sur 10 communes du Maine et Loire), Varades, Saint-Mars-la-Jaille et Nort-sur-Erdre.

Cette organisation multipolaire se fait ressentir au niveau de :

- L'accès aux équipements,
- L'accès aux commerces,
- La répartition géographique des bassins d'emploi.

Atouts	Faiblesses
- Un pays organisé autour d'Ancenis qui joue pleinement son rôle de pôle structurant ;	- Des pôles secondaires encore très dépendants d'Ancenis.

Enjeux

- Structuration urbaine du territoire : poids et rôle des polarités ;
- Renforcement du pôle urbain principal ;
- Ancrage sur les polarités pour développer la proximité.

- **Le Pays d'Ancenis, territoire habité et vécu**

Au cours de la dernière décennie, le Pays d'Ancenis a connu un accroissement de la population et du parc de logements sur l'ensemble du territoire :

- avec un accroissement du poids démographique du secteur de Ligné au détriment des pôles secondaires de Riaillé et de Saint Mars la Jaille.
- un rythme démographique et de construction inégale selon les secteurs.
- des évolutions importantes dans la composition des ménages : desserrement, vieillissement global et rajeunissement de certaines communes.

Atouts

- Une attraction territoriale liée au développement métropolitain de Nantes ;
- Une forte croissance démographique et un solde migratoire important depuis les 10 dernières années engendrant une forte croissance du parc de logements ;
- Un bon taux d'équipements sur l'ensemble du territoire

Faiblesses

- Des dynamiques démographiques et de constructions de logements inégales selon les secteurs ;
- L'Est du Pays est moins bien doté en équipements.

Enjeux

- Accueil des nouvelles populations (logements, services, équipements) ;
- Maintien d'un équilibre territorial et d'une identité propre au Pays vis-à-vis de l'influence nantaise ;
- Optimisation du foncier disponible et des alternatives à l'habitat individuel isolé ;
- Poursuite de la logique des pôles de développement afin de tendre vers un équilibre territorial ;
- Renforcement des pôles d'équipements et leurs liens avec les communes alentours ;
- Amélioration des accès aux équipements de proximité à l'ensemble du territoire, y compris les communes les plus rurales.

1.2. MOBILITE

- **Des déplacements domicile – travail internes au Pays majoritairement malgré l'importance des échanges journaliers hors territoire**

Chiffres-clés sur les déplacements domicile-travail dans le Pays d'Ancenis :

- 8 089 flux domicile-travail entrant dans le Pays.
- 11 291 flux domicile-travail sortant du Pays.
- 15 217 flux domicile-travail internes au Pays.
- Près de 50% des flux domicile-travail internes au territoire sont en provenance ou à destination du secteur d'Ancenis.
- 62% des déplacements domicile-travail externes au Pays sont à destination de la métropole Nantes – Saint-Nazaire (plus de 7000 navetteurs).

Atouts

- 3 haltes ferroviaires TER (Oudon, Le Cellier, Varades) ;
- Importance du poids d'Ancenis dans les déplacements domicile-travail justifiant le poids du pôle d'emploi d'Ancenis dans le territoire ;
- Une offre ferroviaire callée sur les déplacements pendulaires

Faiblesses

- Des déplacements domicile-travail extra-territoriaux importants qui engendrent un fort coût énergétique.

Enjeu

- Réduction de la part de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens

- **Un niveau élevé d'infrastructures et des projets structurants nombreux**

Le Pays d'Ancenis propose un éventail d'infrastructures et de réseaux participant son attractivité et à son fonctionnement :

- un réseau viaire structurant caractérisé par : une liaison Est-Ouest, parallèle à la Loire et reliant Nantes à Angers, constituée par les voies de circulation les plus importantes (à savoir l'A11 et la RD 723) et des liaisons Nord-Sud constituées par la RD 923 (et RD 878) reliant Saint-Mars-la-Jaille à Ancenis ;
- un réseau ferroviaire structuré autour de la ligne Nantes – Angers ;
- des réseaux de transports collectifs routiers principalement à destination de Nantes dont les services tendent à se diversifier au profit des mobilités alternatives ;
- un réseau de modes doux qui tend à se structurer.

Atouts

- Un réseau ferroviaire structurant pour le territoire ;
- Des aménagements d'accessibilité routière en projet (RD 164, RD 923, RD 878, nouveau franchissement sur la Loire ;
- Des projets d'amélioration pour le pôle multimodal d'Ancenis et les haltes ferroviaires (stationnement, accessibilité, réorganisation des réseaux de bus) ;
- Un réseau de transports collectifs composé de 4 lignes majeures, principalement à destination de Nantes ;
- Un service de TAD qui irrigue tout le territoire (Lila demande).

Faiblesses

- Un territoire inégalement desservi avec un Sud proposant une offre structurante et diversifiée et un Nord plus enclavé ;

Enjeux

- Structuration des réseaux TC à partir du réseau ferroviaire ? quels modes de rabattement ?
- Desserte des zones les plus rurales ;
- Impact des projets routiers structurants sur les politiques d'urbanisation et l'organisation du territoire (structuration des polarités, maillage...) ;
- Dialogue avec les territoires voisins afin de mettre en place un service adapté à la mobilité des habitants.

1.3. ACTIVITES ET EMPLOIS

- **Un tissu économique diversifié, une base productive dominante**

Le Pays d'Ancenis possède un tissu économique diversifié avec une sphère industrielle et productive très forte. Cependant, l'arrivée d'une nouvelle population tend à renforcer l'activité résidentielle et à entraîner la création de richesse.

Malgré ce tissu économique diversifié, le nombre d'emplois reste inférieur au nombre d'actifs et d'importantes disparités territoriales peuvent être identifiées :

Atouts

- une très importante croissance de l'emploi dans le secteur de Ligné pourtant le plus résidentiel des secteurs,
- une agriculture dynamique mais qui doit faire face à de nombreuses inconnues,
- une volonté des élus de mener une véritable politique commerciale,
- une variété de capacités d'accueil des entreprises sur le territoire,
- un territoire où la qualité remplace la quantité en matière de tourisme : tourisme de Nature.

Faiblesses

- un territoire polarisé autour d'Ancenis / St-Géréon qui dispose d'un volume d'emplois caractéristique d'un vrai pôle d'emplois,
- un développement important de l'appareil commercial en périphérie au détriment du centre-ville,
- une croissance économique qui n'est pas homogène sur tout le territoire et une organisation spatiale des emplois.

Enjeux

- L'équilibre entre base productive et base résidentielle ;
- La non concurrence entre les zones d'activités économiques ;
- La complémentarité et la non concurrence des activités commerciales entre la périphérie et le centre-ville : la protection des centres-villes commerciaux ;
- L'optimisation de l'utilisation du foncier et une approche qualitative dans l'aménagement des zones économiques et commerciales ;
- La poursuite de la mise en valeur d'un tourisme vert et durable.

1.4. ESPACE

• Le Pays d'Ancenis, entre Erdre et Bocage

Le Pays d'Ancenis comporte de grands ensembles paysagers structurants participant çà son identité et à son attractivité :

- la vallée de la Loire et la vallée de l'Erdre, entre richesse naturelle et risque inondation,
- les plateaux au bocage plus ou moins démantelé.

Cette armature agro-naturelle du territoire se composant de 94% d'espaces agricoles et naturels identifie :

- le rôle de l'agriculture dans l'entretien du paysage, en faisant le lien avec son rôle économique
- l'importance des continuités écologiques mises en évidence par la démarche Trame Verte et Bleue.

Atouts

- Des coteaux abrupts offrant des points vus remarquables sur la vallée de la Loire notamment ;
- De nombreux milieux naturels remarquables et sensibles de portée internationale ;
- Un patrimoine architectural : des châteaux, hameaux de grande qualité, souvent liés à l'histoire de l'exploitation des minerais et à l'activité des forges au Nord.

Faiblesses

- Des infrastructures importantes et impactant le paysage ;
- Une urbanisation importante et linéaire, parfois sur les lignes de crêtes ;
- Une pression sur les milieux naturels ;
- Un bocage très dégradé sur les plateaux.

Enjeux

- La préservation et la protection des paysages et des milieux naturels ;
- La protection des espaces naturels et agricoles vis-à-vis de la pression urbaine ;
- La promotion de modes d'urbanisation respectueux des espaces et des paysages.

- **Un modèle de développement consommateur d'espaces agricoles et naturels**

Le développement démographique important qu'a connu le Pays d'Ancenis au cours de la dernière décennie ainsi que le boom de la construction lié ont engendré des pressions urbaines fortes sur les espaces naturels et agricoles :

- une pression plus forte de l'urbanisation sur la frange sud qui concentre aussi les risques technologiques et les nuisances

Atouts

- Une organisation de l'espace bien identifiée (bourgs, villages, hameaux)
- Une stabilisation de la consommation d'espace liée à l'habitat au cours de la dernière décennie.
- Une densité résidentielle qui se renforce (8,5 logements / ha pour les logements commencés entre 1999 et 2004 et de 10 logements / ha pour la période 2004 – 2009).

Faiblesses

- Un accroissement de la consommation d'espace au cours de la dernière décennie : 66 ha / an entre 1999 et 2004, 72 ha / an entre 2004 et 2009.
- Une augmentation de la consommation d'espace liée aux activités : 13,7 ha / an entre 1999 et 2004, 20 ha / an entre 2004 et 2009.

Enjeux

- Développement futur calqué sur l'organisation de l'espace identifiée.
- Maîtrise de la consommation d'espace pour limiter l'étalement urbain.
- Développement d'une urbanisation plus dense.

2. SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2.1. RESSOURCES

Le Pays d'Ancenis est caractérisé par :

- une ressource en eau fortement présente et dégradée ;
- une présence importante de milieux naturels remarquables mais soumis à de fortes pressions.

Atouts

- Un réseau hydrographique dense et diversifié ;
- Une qualité des eaux bonne à moyenne pour les paramètres Azote, Phosphore et prolifération végétale
- Des STEP fonctionnant majoritairement bien et des projets en cours pour celles en surcharge ;
- De nombreux zonages pour protéger les milieux naturels patrimoniaux

Faiblesses

- Des cours d'eau fortement dégradés ;
- Des débits d'étiage sévères ;
- Une qualité dégradée pour les MOOX et les Nitrates ;
- Une partie du territoire (Sud-Est) non couvert par un SAGE ;
- Un état écologique des masses d'eau moyen à médiocre ;
- Des STEP en surcharge et en milieux sensibles et de nombreux points noirs en assainissement non collectif
- Des maillages de zones humides et de haies lâches
- Des milieux naturels patrimoniaux en contact direct avec l'urbanisation
- Une faible connaissance des habitats et des espèces de cohérence Trame Verte et Bleue
- de nombreux secteurs de reconquête

Enjeux

- Protection et restauration des cours d'eau et des milieux naturels remarquables
- Développement du Pays d'Ancenis tout en garantissant une bonne gestion des eaux (eaux usées, eau pluviales, eau potable,) et dans le respect des milieux naturels et des continuités écologiques

2.2. QUALITÉ DE L'AIR, ÉNERGIES RENOUVELABLES ET CLIMAT

Sur les thématiques de la qualité de l'air, l'exploitation des énergies renouvelables, les économies d'énergies et les émissions de gaz à effet de serre, il existe peu de données sur le territoire.

Atouts

- Un potentiel éolien exploité (9 ZDE, deux parcs existants)

Faiblesses

- Manque de données
- Potentiel énergétique peu exploité (hors éolien)

Enjeux

- Développement économe en énergie et faiblement émetteur de GES

2.3. RISQUES ET NUISANCES

Le Pays d'Ancenis est soumis à de nombreux risques (naturels et technologiques) et nuisances. Ils sont connus et certains risques font l'objet de Plan de Prévention des Risques (PPR).

Atouts

- Des risques bien identifiés et principalement concentrés au Sud du territoire
- Des nuisances bien identifiées

Faiblesses

- Présence de risques naturels au cœur des bourgs
- Des risques technologiques proches d'habitations

Enjeux

- Développement du Pays d'Ancenis sans augmenter le niveau de risque et en garantissant la sécurité des biens et des personnes
- Prise en compte des nuisances dans les projets

2.4 DECHETS

Une gestion nouvelle des déchets est en cours de mise en place sur le territoire du Pays d'Ancenis. Des premiers résultats positifs sont d'ores et déjà observés (*diminution des volumes de déchets ultimes*). Par ailleurs, une réflexion est en cours sur la gestion des déchets ultimes.

Atouts

- Une diminution des déchets ménagers non recyclables ;
- Une augmentation des déchets recyclables ;
- Des actions de communications et de sensibilisations importantes ;
- De nombreuses filières de collecte de déchets spécifiques

Faiblesses

- Un ISDND exploitable jusqu'en 2017

Enjeux

- Développement du Pays d'Ancenis tout en garantissant une bonne gestion des déchets (collecte et traitement)

3. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD ET LE DOO

Le positionnement géographique du Pays entre Nantes et Angers, couplé à un cadre de vie préservé, confère au territoire des enjeux spécifiques en matière d'attractivité résidentielle, de développement économique, ou encore d'environnement.

Cependant, sans inflexion nouvelle et action volontariste, le Pays d'Ancenis a vocation à suivre les tendances décrites dans le diagnostic territorial ce qui engendrerait :

- la poursuite de la périurbanisation principalement dans l'Ouest du Pays,
- la marginalisation de la partie Nord-Est du Pays
- l'affaiblissement du pôle principal
- un écartèlement interne du Pays

Refusant cette vision du futur, le Pays d'Ancenis souhaite affirmer son positionnement et son identité spécifique : c'est la thématique du « **rayonnement** ». Par ailleurs, il s'agit également de faire bénéficier à l'ensemble du Pays les retombées du développement attendu, sans laisser certains secteurs en marge : c'est la thématique de « **l'équilibre** ».

Cette logique de Pays se traduit par un renforcement du pôle principal, la confortation des pôles secondaires ou assimilés et dans une moindre mesure des pôles de proximité de manière à renforcer et diffuser l'emploi, les services à la population sur l'ensemble du territoire.

L'enjeu central du projet du Pays d'Ancenis repose donc sur la préservation et la valorisation de l'espace et des ressources au service d'un territoire rayonnant et équilibré.

Equilibre territorial

Le territoire du Pays d'Ancenis s'organise autour de pôles classés en 4 catégories :

- 1 pôle d'équilibre principal comprenant Ancenis, Saint-Géréon, le sud de Mésanger et l'ouest de Saint-Herblon,
- 2 pôles d'équilibre secondaire que sont Saint-Mars-La-Jaille et Varades
- 1 pôle de développement périurbain : Ligné,
- 5 pôles de proximité que sont Le Cellier, Joué-sur-Erdre, Mésanger, Oudon et Riaillé.

Les pôles affirment leur poids et leur rôle dans l'organisation du Pays. Il s'agit d'y conforter l'urbanisation, la vie sociale et les activités. L'équilibre du territoire s'exprime à travers une armature urbaine cohérente, équitable :

- en termes démographiques
- en termes d'emplois
- en termes de mobilité
- en termes d'équipements

La notion d'équilibre territorial se décline sur les thèmes suivants :

- la recherche d'une organisation territoriale permettant de gommer le déséquilibre Est-Ouest
- une stratégie de développement visant à maîtriser les rythmes de développement

- des services de qualité et de proximité destinés à satisfaire les besoins des habitants.

A l'échelle des communes, le SCoT précise **la structuration de l'organisation urbaine** en orientant de manière prioritaire le développement vers les bourgs. Il s'agit de conforter le noyau principal des communes, dans le but de « faire vivre » les équipements et services existants dans les bourgs. Pour renforcer cette orientation, la constructibilité dans les villages, hameaux et épars est contrainte.

Mobilité

Territoire périurbain caractérisé par la multiplicité et l'hétérogénéité des flux de déplacements, le Pays d'Ancenis entend s'appuyer sur les infrastructures existantes pour améliorer les déplacements internes et externes. Cela passe par :

- la structuration interne du réseau de mobilité (*organisation autour des pôles et gares pour asseoir et développer la mobilité avec le développement d'un système de rabattement efficace pour l'ensemble du territoire*),
- les connexions avec les territoires voisins (*réseau TER, tram-train, liaisons douces...*),
- l'intégration des projets structurants de la DTA pouvant à terme modifier le fonctionnement du territoire.
- l'organisation du développement urbain et les logiques de « concentration » sur les pôles et le développement des déplacements doux.

Activités et emplois

Fort d'une activité économique dynamique et d'un bon niveau d'emploi, le Pays d'Ancenis refuse la fatalité du territoire périurbain « banlieue dortoir ». Ainsi, le SCoT ambitionne-t-il de pérenniser l'emploi et les activités au niveau local. Compte tenu des caractéristiques économiques du territoire, cette volonté se traduit sur les domaines de :

- l'économie industrielle et artisanale
- l'économie agricole
- l'économie verte et touristique
- l'économie résidentielle

Ceci passe par :

- le renforcement des zones d'activités économiques,
- la valorisation de la production agricole et de son lien avec l'industrie agroalimentaire,
- la valorisation des potentiels touristiques,
- le renforcement des espaces commerciaux existants (*ZACOM, centralités*),
- le maintien des commerces de proximité.

Gestion de l'espace

Conscient du caractère non renouvelable de la ressource foncière, le SCoT entend promouvoir un développement économe en espace, qui favorise, autant que possible, la logique de renouvellement urbain pour préserver l'espace naturel et agricole de l'urbanisation.

Cette volonté se traduit par :

- la densification des espaces résidentiels et économiques et la promotion de formes urbaines adaptées afin d'économiser l'espace,
- la requalification des espaces (habitat, activités) comme un préalable à toute opération d'extension,
- la protection et la mise en valeur des paysages,
- la protection des espaces agricoles pérennes et naturels.

Ressources et énergies

La valorisation du projet de développement du Pays d'Ancenis passe également par la prise en compte et la mise en valeur des ressources naturelles qui en font la richesse. Ainsi, le projet de développement porté par le SCoT intègre-t-il la préservation et la valorisation des ressources, en particulier :

- la protection, la préservation et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité (préserver et conforter les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue, améliorer les continuités écologiques dans les secteurs à enjeux identifiés au SCoT),
- la préservation de la ressource en eau tant quantitative que qualitative en lien avec les usages qui en sont fait (*alimentation, irrigation, exploitation au titre des loisirs*),
- la valorisation des ressources propres du territoire en matière d'énergie renouvelable.

Par ailleurs, les modalités de développement portées par le SCoT garantissent un effet positif en matière de réduction de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre.

4. ARTICULATION AVEC LES PLANS ET SCHEMAS

Le SCoT est compatible avec la **Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)**.

Concernant la **première orientation** relative à l'équilibre entre le développement, la protection et la mise en valeur du bipôle de Nantes – Saint-Nazaire et au développement des énergies renouvelables, le SCoT :

- prend en compte le principe de franchissement de la Loire,
- soutient l'amélioration des lignes TER et départementales en termes de fréquence et de service,
- favorise l'exploitation du bois dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie,
- prend en compte des zones de développement de l'éolien,
- réalise la promotion des dispositifs de limitation de consommation d'énergie ou de production d'énergies renouvelables,
- demande une prise en compte des orientations bioclimatiques (orientation solaire, ombre portée...) et des performances thermiques des bâtiments dans les projets d'aménagement.

La **deuxième orientation**, relative au développement équilibré de l'ensemble des composantes de l'estuaire, s'articule autour de quatre thématiques : l'émergence d'un réseau de pôle d'équilibre, les réseaux d'infrastructures, la maîtrise de l'étalement urbain et la préservation de l'espace agricole.

Sur la première thématique, l'organisation des pôles dans le Pays d'Ancenis à travers le SCoT, permet d'arriver à une structuration du territoire plus fine que celle proposée dans la DTA.

Par ailleurs, sur la thématique des réseaux d'infrastructures, le SCoT affiche :

- l'amélioration et l'aménagement des routes départementales prévus au Schéma départemental routier,
- un nouveau franchissement sur la Loire, sous réserve de faisabilité
- son soutien à l'amélioration des lignes TER,
- sa volonté d'améliorer les modes de transports alternatifs et l'intermodalité
- ...

De plus, le SCoT s'engage à :

- protéger l'espace agricole et naturel,
- valoriser les paysages,
- organiser le développement économique et commercial sur son territoire en cohérence avec la définition des pôles,
- limiter la consommation d'espace en favorisant notamment le renouvellement urbain.

Concernant la **troisième orientation** relative à la protection et à la valorisation des espaces naturels, des sites et des paysages, le SCoT affiche sa volonté de protéger la biodiversité par la reconnaissance et la confortation de la Trame Verte et bleue et de préserver les paysages, qu'ils soient naturels, agricoles ou liés aux villes et villages.

Le SCoT est donc bien compatible avec les différentes orientations de la DTA.

Le SCoT est **compatible** avec les orientations du **SDAGE Loire-Bretagne**, du **SAGE Estuaire de la Loire** ainsi que celui du **SAGE Vilaine**. En effet, le SCoT met en œuvre différentes mesures permettant de protéger les milieux aquatiques comme par exemple :

- assurer la protection des cours d'eau et des zones humides,
- garantir l'adéquation entre l'accueil de nouvelles population et activités et le gestion des eaux usées, des eaux pluviales et des déchets,

- profiter des opérations d'aménagement pour restaurer les cours d'eau et les zones humides,
- utiliser de manière raisonnée les ressources en eau,

Le SCoT est compatible au **Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) Loire-amont** et à son règlement. En effet, il impose :

- de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones inondables,
- d'intégrer et d'anticiper ce risque dès la conception des projets,
- de laisser les zones inondables en l'état et de ne pas les urbaniser,
- d'établir un schéma d'assainissement pluvial dans chaque commune.

Le SCoT prend bien en compte les deux **Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)** présents sur son territoire (*Odalis à Mésanger et Nobel Explosifs à Riaillé*). En effet, il impose, notamment:

- de localiser les zones d'extension d'urbanisation en dehors des zones à risque,
- d'intégrer et d'anticiper le risque dès la conception des projets.

Le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** est en cours d'élaboration. Toutefois, le SCoT garantit sa prise en compte en l'affichant dans la méthodologie d'élaboration de la Trame Verte et bleue à l'échelle des PLU dans la phase bibliographie. Par ailleurs, la Trame Verte et Bleue à l'échelle du SCoT a été élaborée selon le « Guide méthodologique identifiant les enjeux nationaux et transfrontaliers relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques et comportant un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique – deuxième document en appui à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue en France » (version consolidée par l'Etat, juillet 2010).

Le SCoT est bien compatible avec les objectifs généraux du **Plan Climat Energie Départemental de Loire-Atlantique**. En effet, il affiche sa volonté de « développer les énergies renouvelables et réduire les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre ». Par ailleurs, en matière de déplacement, le SCoT affiche sa volonté de :

- s'appuyer sur la valorisation du réseau ferroviaire et des autres transports collectifs,
- s'appuyer sur les expérimentations de mobilité alternative adaptées au contexte du Pays d'Ancenis,
- articuler l'offre de mobilité et développement urbain,
- permettre le développement des mobilités douces.

L'ensemble de ces mesures permettra également de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le SCoT répond bien aux objectifs des différents **Plans Départementaux d'élimination des déchets** (ménagers et assimilés, du bâtiment et des travaux publics, dangereux) puisqu'il affiche que :

- la COMPA et ses communes devront le respecter,
- la problématique des déchets devra être prise en compte dès la conception des projets,
- l'adéquation entre l'accueil de population et d'activités et la bonne gestion des déchets (collecte et traitement) devra être garantie,
- les démarches de type AEU, HQE seront encouragées.

Le SCOT ne compromet pas les objectifs du **Schéma Départemental des Carrières** en :

- incitant les démarches de type AEU et HQE pour tous projets, démarches qui peuvent mener une réflexion sur les matériaux utilisés dans les projets,
- protégeant les milieux naturels.

Le SCOT prend en compte les objectifs du **Plan régional de l'agriculture durable**. En effet, il affiche un objectif de « préservation et de valorisation de l'espace et des ressources » :

- en modérant la consommation d'espaces agricoles et naturels par le développement urbain,
- en valorisant les productions agricoles.

Pour cela, le SCoT impose à toutes les communes de délimiter de manière fine l'espace agricole à protéger. Il fixe également un minimum de 69 400 ha d'espaces agricoles et naturels à pérenniser sur l'ensemble de son territoire.

Le SCOT répond aux objectifs du **Plan pluriannuel régional de développement forestier**.

En effet, il permet la protection, la gestion et l'exploitation des haies et forêts sur la base des mesures listées ci-dessous :

- un inventaire des haies et des bois pour chaque commune, reporté sur le plan de zonage des PLU et associé à une réglementation en assurant la protection, la gestion et l'exploitation actuelle et future,
- les communes seront encouragées à reconstituer les continuités écologiques (*les haies et bois constituant la trame verte*), à fixer un objectif de densité bocagère minimale, à valoriser les délaissés urbains par la plantation d'arbres,
- les bois et les haies présentant un potentiel énergétique exploitable devront être identifiés afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie.

5. INCIDENCES DU PROJET DE SCoT ET MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE OU COMPENSER

5.1 METHODOLOGIE

L'**analyse des incidences** du projet de SCoT est effectuée sur la base du PADD et du DOO pour chaque thématique environnementale : réseau hydrographique, eaux usées, eaux pluviales, eau potable, milieux naturels remarquables, zones humides, haies et bois, trame verte et bleue, paysage, patrimoine bâti, espace agricole, consommation d'espace, risques, nuisances, déchets, énergies renouvelables, qualité de l'air, émissions de gaz à effet de serre et télécommunications.

Afin de pouvoir estimer les incidences de la manière la plus précise possible, un **rappel des points clés du diagnostic et de l'état initial de l'environnement** a été établi pour chaque thématique.

Les **incidences négatives** sont évaluées au regard du projet en matière d'**évolution démographique** et de la politique d'**habitat** qui l'accompagne, de **développement économique** et d'amélioration des **infrastructures de communication** (*maillage de voirie, ouvrages envisagés*).

Les **zones susceptibles d'être touchées** de manière notable par le schéma font l'objet d'une attention particulière, avec toutefois des limites évoquées ci-après (*cf paragraphe suivant : « limites sur la méthode »*).

Les **incidences positives** sont dégagées au regard des mesures prises dans le DOO en faveur de l'environnement que ce soit de manière directe (*exemple : « assurer la protection des cours d'eau et des milieux aquatiques... »*), ou de manière indirecte à travers la stratégie de développement durable envisagée (*exemple : « intégrer une démarche de type AEU, HQE pour tout nouveau projet »*).

Les **mesures prises** dans le cadre du SCoT pour éviter, réduire et compenser les incidences, sont présentées en deux rubriques, les **prescriptions** et les **recommandations**, afin de bien distinguer ce qui relève du domaine « réglementaire » ou de l'« incitation ».

Les **indicateurs de suivi** et l'état zéro sont également présentés pour chaque thématique. Ils permettent d'estimer la situation actuelle sur le territoire du SCoT et de mettre en évidence les incidences positives ou négatives du projet. Ils autoriseront également le **suivi de l'évaluation environnementale** du SCoT en permettant éventuellement d'apporter des modifications aux orientations du document, si celles-ci ne sont pas bien prises en compte ou si des incidences négatives imprévues apparaissent. L'ensemble de ces indicateurs est récapitulé dans le chapitre suivant. Ce tableau, alimenté régulièrement par le service **Système d'Information Géographique** de la Communauté de Communes du Pays d'Ancenis (COMPAG), constitue un tableau de bord précis permettant de **réaliser régulièrement des bilans**.

5.2 LIMITES DE LA METHODE

Dans la mesure du possible les incidences du projet de SCoT ont été quantifiées (*volumes supplémentaires d'eaux usées, d'eau potable...*). Toutefois, au regard des connaissances actuelles, certaines incidences n'ont pu être appréhendées que de manière globale.

De plus, les incidences listées dans les paragraphes ci-après correspondent aux incidences permanentes. En effet, les **incidences temporaires** concernant tous les projets de la COMPA sont principalement liées aux phases travaux. Ne connaissant pas la localisation précise des projets, leur ampleur, la durée des **chantiers**, ainsi que la période de travaux, il n'est pas envisageable de les estimer de manière fiable. Elles seront toutefois prises en compte lors de la conception des projets dans le cadre de l'élaboration des documents réglementaires.

Concernant les milieux naturels, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) étant en cours, l'identification de la Trame Verte et Bleue a été réalisée conformément au « *Guide méthodologique identifiant les enjeux nationaux et transfrontaliers relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques et comportant un volet relatif à l'élaboration des schémas régionaux de cohérence écologique – deuxième document en appui à la mise en œuvre de la Trame verte et bleue en France* » (version consolidée par l'Etat, juillet 2010) », ce qui garantit un bon état initial de la TVB existante sur le territoire et l'analyse des incidences du projet de SCOT sur cette thématique.

De plus, l'état actuel des connaissances en matière de **localisations des projets** (*connaissance des localisations des zones d'activités projetées, des voies à renforcer, ...*) permet d'affirmer que seul le nouveau franchissement sur la Loire aura des impacts sur des milieux d'intérêt majeur reconnu. Toutefois, le tracé n'étant pas connu à ce jour, l'analyse des impacts reste générale. Elle sera réalisée de manière plus fine lors de l'étude d'incidences Natura 2000 qui sera réalisée ultérieurement.

Par ailleurs, l'absence de donnée d'inventaire sur les territoires communaux et sur les espaces d'aménagement projetés à l'**échelle** du Pays, ne permet pas de déterminer les incidences sur les milieux naturels non identifiés et sur les espèces animales et végétales pouvant faire l'objet d'une protection nationale, régionale et départementale (*exemple : projet d'aménagement pouvant entraîner la destruction de mares où des batraciens protégés à l'échelle nationale pourraient être observés ou des milieux naturels non patrimoniaux jouant un rôle de corridors nécessaires à des espèces protégées*). L'analyse des **incidences précises** de ces projets relèvera des **procédures réglementaires** et des **procédures d'aménagement**.

Enfin, concernant les émissions de gaz à effet de serre, les incidences du projet de SCoT sur cette thématique ont donc été quantifiées à l'aide de l'outil GES-SCoT, sur la base d'un état zéro établi à partir des données d'Air Pays de la Loire et des connaissances actuelles du territoire. Il pourra être complété et actualisé par la COMPA, mais aussi servir de tableau de bord complémentaire aux indicateurs de suivi mis en place.

5.3. INCIDENCES ET MESURES PRISES

Gestion de l'eau

Le SCoT permettra de mener une réelle politique de gestion des eaux qui permettra d'améliorer la situation existante et de répondre aux enjeux identifiés sur le territoire (nombreux cours d'eau dégradés, inondation, qualité de l'eau dégradée, STEP en surcharge, nombreux ANC classés non acceptable, peu de SDAP réalisés ou en cours, présence de captage d'eau potable).

En effet, le SCoT permet de :

- protéger les cours d'eau et les milieux aquatiques associés,
- restaurer ces milieux dans le cadre d'opérations d'aménagement,
- anticiper et mieux gérer les eaux pluviales,
- garantir une bonne qualité de l'eau en ayant des systèmes épuratifs (collectifs et non collectifs) performants et adaptés,
- garantir une adéquation entre les besoins en eau potable et l'offre.

Milieux naturels

De manière générale, le SCoT permet de mieux prendre en compte les milieux naturels (*milieux remarquables, zones humides, haies, bois, éléments constituant la TVB*). En effet, il permet de les identifier, de les protéger et de les restaurer. De plus, il intègre des dispositions très favorables au maintien et à la gestion de son patrimoine naturel. Les préconisations à prendre en compte dans le cadre des PLU apportent des réponses concrètes et opérationnelles en matière de protection et d'amélioration de la situation actuelle.

Un seul projet d'infrastructure, affiché dans la DTA (*nouveau franchissement de la Loire*), aura un impact sur les milieux naturels et notamment sur le site Natura 2000 de la Loire. D'après la carte des habitats d'intérêt communautaires, les habitats potentiellement impactés seraient :

- Berge vaseuse avec végétation du Chénopodium et du Bidetion (code 2370),
- Forêt mixte de chênes, d'ormes et de frênes bordant les grands fleuves (code 91F0),
- Végétation flottante de renoncule de rivière (code 3260) et lacs eutrophes avec végétation flottante ou enracinée (code 3150) diffus ou associés à d'autres milieux,
- Prairie maigre de fauche (code 6510),
- Végétation annuelle des rives exondées (code 3130).

En l'état des connaissances actuelles, il n'est pas possible d'estimer de manière plus précise et de quantifier les impacts de ce projet. Toutefois, lors de la conception, le maître d'ouvrage, veillera à ce que les impacts soient limités et/ou compensés.

Paysage et patrimoine bâti

Le SCOT affirme sa volonté de prendre en compte le paysage et le patrimoine bâti dans son projet d'aménagement. L'application des mesures interviendra de manière prépondérante en matière de protection des espaces remarquables et de reconquête des espaces banalisés. En effet, il préconise de :

- rechercher une compacité des villes et villages en évitant l'urbanisation linéaire.
- mettre en œuvre des opérations urbaines et des zones d'activités respectueuses de l'environnement (*orientation du bâti, intégration paysagère, espaces verts, ...*).
- intégrer le bâti par la préservation de la trame végétale, des profondeurs de champs visuels.
- assurer la pérennité et la lisibilité des paysages dans le temps.
- veiller à l'aménagement et au traitement paysager des entrées de villes.
- harmoniser le traitement des constructions.
- créer des conditions permettant une bonne intégration paysagère des zones d'activités et des opérations d'urbanisme en mobilisant les outils existants appropriés (orientations d'aménagement et de programmation par exemple).

Espace agricole

La mise en œuvre du SCoT permet d'identifier, de préserver et de développer l'activité agricole sur son territoire. En effet, il impose de :

- délimiter de manière fine l'espace agricole à protéger en assurant l'unité des zones agricoles, en protégeant les sièges d'exploitation en activité du développement urbain et en prenant en compte les déplacements liés à la pratique des activités agricoles.
- pérenniser environ 69.400 ha en espaces agricoles et naturels, soit 87% du territoire

Consommation d'espace

La volonté du SCOT de mieux maîtriser l'extension de l'urbanisation, de densifier l'habitat, de pérenniser l'activité agricole, d'instaurer une gestion foncière plus affirmée, est indispensable pour limiter les impacts liés aux besoins d'emprises, pour promouvoir et accompagner le développement du territoire. Pour cela, le SCoT impose :

- d'identifier les potentiels de comblement de l'enveloppe urbaine (friches, dents creuses...) ;
- de Privilégier la réalisation d'opération de renouvellement urbain à celles nécessitant la consommation de nouveaux espaces non urbanisés ;
- d'aménager en continuité de l'existant et en profondeur dans le cas d'opérations nouvelles hors de l'enveloppe urbaine ;
- de limiter et fixer les conditions d'extensions des hameaux et villages ;
- d'accompagner les communes lors de la révision ou de l'élaboration des documents d'urbanisme à propos notamment de la localisation et du règlement des zones d'activités ;

- de préserver au minimum le caractère naturel ou agricole de 69 400 ha (*87% du territoire*) ;
- de ne pas consommer plus de 700ha sur 17 ans (*extension et renouvellement*) pour les besoins en logements et pour les activités économiques (soit un objectif annuel de 41 ha) ;
- d'implanter préférentiellement les projets dans l'enveloppe urbaine ;
- d'imposer une densité minimale à respecter dans les opérations ;
- d'optimiser le foncier disponible ;
- de réaliser préalablement à tout nouveau projet une analyse de potentialité et contraintes en matière de paysage, environnement, de contexte urbain.

Risques et nuisances

Le projet de SCOT permet d'envisager une bonne gestion des risques et des nuisances, voire même une amélioration de leur prise en compte par le biais d'une politique qui va au-delà de la réglementation. Les principales mesures de prise en compte des risques et des nuisances concernent :

- la prise en compte de l'Atlas cartographique des zones inondables de l'Erdre au même titre qu'un PPRI,
- la prise en compte de la présence de risques et de nuisances lors de l'élaboration des PLU, pour la localisation des zones d'extension d'urbanisation.
- l'intégration et l'anticipation des risques et nuisances actuels ou futurs dans la conception des projets urbains,
- la protection des zones inondables « en l'état » (*pas d'urbanisation et retour à des vocations agricoles et naturelles plus adaptées à ce risque*).

Energie, climat, qualité de l'air

La lutte contre le changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'air est prise en compte dans le SCOT vis-à-vis de l'émission des gaz à effet de serre, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, dans le domaine de l'habitat, des transports et déplacements, des activités économiques. En effet, le SCOT préconise :

- de privilégier le développement urbain dans les bourgs, à proximité des services et équipements pour favoriser la « ville des courtes distances »
- d'identifier les bois et haies présentant un potentiel énergétique exploitable afin de permettre leur exploitation dans le cadre d'une éventuelle filière Bois-Energie ;
- d'intégrer les Zones de Développement Eolien (ZDE) dans les documents d'urbanisme et dans les projets d'aménagement ;
- d'autoriser en zone urbaine l'ensemble des dispositifs de limitation de consommation d'énergie ou de production d'énergies renouvelables ;
- de ne pas empêcher les innovations architecturales sources de gains énergétiques (tant dans les constructions neuves que dans les projets de réhabilitation) même si celles-ci modifient l'aspect initial des bâtiments ;
- de prendre en compte les caractéristiques bioclimatiques des terrains lors du choix des zones à urbaniser ;
- d'intégrer dès la phase de conception les problématiques d'orientation bioclimatique (orientation solaire, ombre portée...) et de performance thermique des bâtiments ;

- de permettre l'amélioration ou l'aménagement des infrastructures routières identifiées dans le Schéma Départemental Routier de Loire Atlantique ;
- d'améliorer l'intermodalité autour des gares et des haltes ferroviaires ;
- de réfléchir à la création de lignes express ou de transports en commun à haut niveau de service vers l'agglomération nantaise notamment depuis les pôles situés dans l'Ouest du territoire (Ligné notamment) ;
- de favoriser la densification autour de leur gare ;
- de rechercher de manière systématique la mixité urbaine pour les projets situés à proximité des gares ;
- d'assurer la desserte et l'accessibilité des équipements publics, notamment par des liaisons douces ;
- de mettre en œuvre un schéma de liaisons douces à l'échelle du Pays et l'intégrer dans les documents d'urbanisme ;
- de permettre l'aménagement de liaisons douces depuis les quartiers d'habitation vers les centralités urbaines.

Déchets

Le SCOT apporte des réponses favorables en matière de réduction, de gestion et de traitement des déchets. Les principales mesures prises sont :

- Le respect du Plan Départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.
- L'intégration, dès la conception des projets d'urbanisation, de la problématique de la collecte des ordures ménagères et pour ce faire se référer au règlement intercommunal de collecte

Télécommunications

Conformément aux lois Grenelle, le SCoT prend bien en compte la problématique de développement des communications électroniques. En effet, il recommande de respecter les orientations du Schéma Départemental Territorial d'Aménagement Numérique de Loire-Atlantique (SDTAN).

6. INDICATEURS

Pour chaque thématique, des indicateurs chiffrés ont été proposés. Un état zéro a également renseigné. Le tableau ci-après présente les principaux indicateurs pour chaque thématique

THEMATIQUES	INDICATEURS PRINCIPAUX	ETAT ZERO	OBJECTIF SCOT* (2030)
Population	Nombre d'habitants (<i>INSEE</i>)	58 868 en 2009	75 000
Habitat	Part de la construction neuve dans les pôles d'équilibre ou assimilés (<i>SITADEL</i>)	32%	38%
	Part de la construction neuve dans les pôles de proximité (<i>SITADEL</i>)	26%	25%
	Nombre de logements (<i>INSEE</i>)	25 521 en 2012	32 500
	Densité moyenne de l'habitat neuf (<i>AURAN/SITADEL</i>)	9.3 logt/ha entre 1999 et 2009	18 logts/ha
	Rythme de construction (<i>SITADEL</i>)	430 logements par an entre 2003 et 2009	400 logts / an
Equipements et services	Nb d'équipements dans le pôle principal (<i>INSEE</i>)	458 en 2011	
	Nb d'équipements dans les pôles secondaires (<i>INSEE</i>)	313 en 2011	
Déplacements	Flux domicile –travail entrant dans le Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	8 089	
	Flux domicile –travail sortant dans le Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	11 291	
	Flux domicile –travail interne au Pays d'Ancenis (<i>INSEE</i>)	15 217	
Emplois Activités	Nombre d'emplois (<i>INSEE</i>)	23 373 en 2009	
	Ration emplois/actifs (<i>INSEE</i>)	0.83 en 2009	maintien
Consommation d'espace	Surface consommée pour l'extension de l'habitat (<i>AURAN</i>)	31 ha/an en extension 21ha/an au sein de l'enveloppe urbaine	15 ha/an en extension 8ha/an au sein de l'enveloppe urbaine
	Surface consommée pour l'activité (<i>AURAN/COMPA</i>)	13 ha/an en extension 4 ha/an au sein de l'enveloppe urbaine	12ha/an en extension 5 ha/an au sein de l'enveloppe urbaine
	Surface utilisée pour les nouvelles infrastructures routières (<i>BD MOS</i>)	6.1 hectares entre 1999 et 2009	

* Lorsque l'objectif chiffré est affiché par le PADD, le DOO ou le DAC

THEMATIQUES	INDICATEURS PRINCIPAUX	ETAT ZERO	OBJECTIF SCoT*
Espaces Agricoles et Naturels Pérennes	Surface des espaces agricoles et naturels pérennes (BD MOS/PLU)	69 400 ha	69 400 ha
Milieux remarquables	Surface de milieux remarquables réglementaires en zones AU (PLU)	19.6 ha en 2012	0 ha
Zones humides	Surface de zones humides en zones AU (PLU)	45.10 ha en 2012	0 ha
Haies et Bois	Linéaire de haies sur le territoire (photo interprétation)	4 182 km en 2009	
	Surface boisée (BD MOS/PLU)	5 000 ha dont 65% en EBC	
Trame Verte et Bleue	Nombre d'opérations de reconquête de la continuité écologique (COMPA)		
Réseau hydrographique	Linéaire de cours d'eau dégradé (recalibrage, busage, plan d'eau) (COMPA)	833 km (70% du total)	
Eaux usées	Nombre de stations en surcharge organique et/ou hydraulique (COMPA)	7 en 2012	
	Pourcentage de la population raccordée à une STEP (COMPA)	68% en 2012	
Eaux pluviales	Nombre de SDAP réalisés ou en cours (DDTM)	8 en 2012	29
Eau potable	Volume moyen domestique annuel consommé (SIAEP)	89.07 m³ en 2011 sur le SIAEP de la Région d'Ancenis	
		87.09 m³ en 2011 sur le SIAP de Nort-sur-Erdre	
Energies et GES	Puissance de production éolienne (Air Pays de la Loire)	36.4 MW en 2012	
	Emissions de gaz à effet de serre (Air Pays de la Loire)	645 148 teq CO2/an (hors industries d'Anetz)	
Risques et Nuisances	Nombre de bâtis concernés par un risque technologique (hors zones d'activités) (PLU/cadastres)	4 592 en 2012	
	Surface de zone AU en zone inondable (PLU)	11.8 ha en 2012	0 ha
Déchets	Production d'ordures ménagères non recyclables (COMPA)	10 818 tonnes soit 187.35 kg/an/hab en 2011	

* Lorsque l'objectif chiffré est affiché par le PADD, le DOO ou le DAC

CITADIA

Responsable: Christopher RUTHERFORD
7 Rue Alexandre Fleming 49066 ANGERS cédex 01
09 65 10 52 24
scot-paysancenis@citadia.com



XAVIERE HARDY

Responsable: Xavière HARDY – Sandrine DUCHELER
165 Rue Georges Guynemer
44150 ANCENIS
02 40 83 27 28
hardy.environnement@wanadoo.fr



COMPA

Communauté de Communes du Pays d'Ancenis
Centre administratif Les Ursulines CS 50201
44156 ANCENIS CEDEX
Tél. : 02.40.96.31.89.- Fax : 02.40.98.82.90
scot@pays-ancenis.com
www.pays-ancenis.com



Avec le soutien financier de l'Etat et de la Région des Pays de la Loire

